

CA20N
CI 800
-1987
P011F

ACCÈS!

GROUPE D'ÉTUDE SUR L'ACCÈS AUX PROFESSIONS ET AUX MÉTIERS EN ONTARIO



Ontario

Peter A. Cumming
PRÉSIDENT

Enid L. D. Lee
Commissaire

Dimitrios G. Oreopoulos
Commissaire

1989



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761114698038>



Task Force on Access to
Professions and Trades
in Ontario

Groupe d'étude sur l'accès aux
professions et aux métiers en
Ontario

180 Dundas Street West
22nd Floor
Toronto, Ontario
M5G 1Z8
22^e étage
180, rue Dundas ouest
Toronto (Ontario)
M5G 1Z8

416/965-0561

octobre 1989

L'honorable Bob Wong
Ministre des Affaires civiles,
ministre délégué aux rapports
entre les races, au multiculturalisme
et à la Commission des droits
de la personne
77 ouest, rue Bloor
5^e étage
Toronto, Ontario
M7A 2R9

Monsieur le Ministre,

Nous avons l'honneur de soumettre à votre examen le rapport du Groupe
d'étude sur l'accès aux professions et aux métiers en Ontario.

Nous avons confiance que nos recherches et nos recommandations
permettront à la province de résoudre les questions visées par notre mandat.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de notre considération
la plus distinguée.

Peter Cumming
Président

Enid L.D. Lee
Commissaire

Dimitrios G. Oreopoulos
Commissaire

CARON
CI 800
-1987
PO11F

ACCÈS!

GROUPE D'ÉTUDE SUR L'ACCÈS AUX PROFESSIONS ET AUX MÉTIERS EN ONTARIO



Peter A. Cumming
PRÉSIDENT

Enid L. D. Lee
Commissaire

Dimitrios G. Oreopoulos
Commissaire

1989

Publié par le
Ministère des Affaires civiques

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 1989

ISBN 0-7729-6121-2

On peut se procurer des exemplaires
du présent document ainsi que d'autres
publications du gouvernement à:

Publications Ontario, 880 rue Bay, Toronto (Ontario). Les personnes de l'extérieur peuvent écrire à Publications Ontario, 5^e étage, 880, rue Bay, Toronto (Ontario) M7A 1N8 (téléphone: (416) 326-5300 ou 1-800-668-9938 sans frais d'interurbain en Ontario). Les personnes dont l'indicatif régional est 807 doivent composer 0-Zénith 67200. Les malentendants peuvent composer (416) 965-5130 ou, sans frais, le numéro 1-800-268-7095. Les cartes de crédit MasterCard et Visa sont acceptées. Établir le chèque ou mandat à l'ordre du Trésorier de l'Ontario. Paiement requis d'avance.



TABLE DES MATIÈRES

Sommaire et Recommandations	<i>ix</i>
--	-----------

Remerciements	<i>lxv</i>
----------------------	------------

PARTIE I

Introduction et Aperçu général	<i>1</i>
---------------------------------------	----------

Chapitre 1	Introduction	<i>3</i>
-------------------	---------------------	----------

Chapitre 2	Ontariens formés à l'étranger	<i>9</i>
	Immigrants au Canada	<i>9</i>
	Canadiens formés hors Ontario	<i>18</i>
	Multiculturalisme	<i>19</i>

PARTIE II

Problèmes face aux métiers et aux professions	<i>25</i>
--	-----------

Chapitre 3	Problèmes face aux métiers	<i>27</i>
	Portée de l'étude	<i>27</i>
	Le contexte actuel	<i>28</i>
	La réglementation des métiers en Ontario	<i>29</i>
	Le système de réglementation	<i>30</i>
	Le processus de qualification et d'autorisation profes- sionnelles — Trois méthodes	<i>33</i>
	Reconnaissance de la formation et des aptitudes: Autres modèles	<i>38</i>
	Problèmes d'accès	<i>42</i>
	Recommandations	<i>53</i>

Chapitre 4 Problèmes face aux professions 63

Professionnalisme et principes
d'autonomie 64

Certificatisme et l'utilisation
du titre réservé 73

Autorisation d'État 82

Professions: Obstacles à l'accès 83

Recommandations 88

PARTIE III

Conception d'un Réseau d'évaluation de l'acquis antérieur: RÉSEAU 91

Chapitre 5 Évaluation de l'acquis antérieur 93

Évaluation de l'acquis antérieur:
Définitions et pratique actuelle
en Ontario 96

Évaluation du niveau de
scolarité antérieur 96

Évaluation du savoir acquis par
apprentissage au travail 110

Évaluation de l'acquis antérieur:
La dimension internationale 125

Conclusions 155

Recommandations 165

RÉSEAU: Structure organique proposée 172

Chapitre 6 Testage professionnel 175

Le fond du problème: Comment assurer
l'équité du testage 176

La solution: Élaboration et validation
des tests 190

Recommandations 194

Chapitre 7 Testage linguistique 209

Pratiques actuelles 211

Défauts des tests normalisés 218

Solutions de remplacement aux tests
normalisés 221

Recommandations 225

Chapitre 8	Formation linguistique	249
	Formation linguistique:	
	Un programme modèle	252
	Les programmes fédéraux	254
	Programmes provinciaux: Ontario	260
	Autres provinces	265
	Critique des programmes actuels	272
	Recommandations	275
Chapitre 9	Recyclage	281
	Le marché du travail en Ontario	283
	Enseignement public en Ontario	288
	Financement des moyens de recyclage	289
	Associations professionnelles	299
	Autres modèles de recyclage	304
	Recyclage: Obstacles	307
	Recommandations	312
Chapitre 10	Problèmes face à la profession médicale	317
	Aperçu général	317
	Procédure d'admission	319
	Ressources humaines et contrôle de l'effectif médical	329
	Sommaire des commentaires du public	335
	Recommandations	336

PARTIE IV

Voies de recours 341

Chapitre 11	Contrôle juridictionnel	343
	Contestations par voie d'appel ou de contrôle judiciaire	345
	Processus d'appel en vigueur	349
	Recommandations	357
Chapitre 12	Législation des droits de la personne	367
	Code des droits de la personne	368
	Recommandations	382

Chapitre 13 Application de la Charte canadienne des droits et libertés 385

La Charte s'applique-t-elle aux organes
d'autorisation professionnelle? 388

La Charte et l'équité procédurale 395

Discrimination et la Charte 404

Sommaire 407

Recommandation 409

ANNEXES

Annexe A Décrets 411

Annexe B Mandat 414

Annexe C Communications 415

Annexe D Rencontres et contributeurs 426

**Annexe E Commissaires et personnel
du Groupe d'étude 441**

Annexe F Experts-conseils 442

Annexe G Liste des monographies 443

Annexe H Sommaire des professions 444

Agrologie 444

Architecture 446

Arpentage 448

Chiropractie 450

Comptabilité:

 Comptables agréés 452

 Comptables de gestion agréés 454

 Comptables généraux agréés 456

Courtage commercial et immobilier 457

Courtage d'assurances 459

Dentisterie 460

Denturologie 462

Diététique 463

Droit 465

Enseignement 467

Ergothérapie 470

Foresterie 471

Génie	473
Hygiène dentaire	476
Lunetterie	477
Massothérapie	479
Médecine	481
Médecine vétérinaire	483
Naturopathie	484
Optométrie	486
Ostéopathie	488
Pharmacie	489
Physiothérapie	492
Podologie	493
Pompes funèbres	495
Psychologie	497
Puériculture	499
Radiologie	500
Service social	503
Soins infirmiers	505
Technique dentaire	507
Technologie de laboratoire médical	509
Technologie d'ingénierie	511

Notes	514
-------	-----

Bibliographie	537
---------------	-----

Sommaire et Recommandations

Sommaire

Aux termes de son mandat, le Groupe d'étude a été chargé d'examiner "toutes les règles et pratiques régissant l'accès aux professions et aux métiers en vue de déterminer si elles ont un effet discriminatoire, réel ou éventuel, sur les personnes qui ont été formées ou ont acquis leur expérience professionnelle à l'extérieur du Canada". C'est conformément à ce mandat que le Groupe d'étude a procédé à l'examen détaillé des structures organiques des occupations réglementées en Ontario, afin de déterminer, non seulement si ces structures donnent lieu aux pratiques discriminatoires, mais encore si elles s'y prêtent, selon l'utilisation dont on en fait. Cet examen a également porté sur un petit nombre d'occupations non réglementées.

Le Groupe d'étude a contacté et, dans la plupart des cas, rencontré les représentants des organes de réglementation des groupes professionnels soumis à son examen, ainsi que les représentants d'associations libres et d'établissements d'enseignement intéressés. Nous avons également rencontré et entendu des groupements communautaires, des particuliers qui avaient eu affaire avec les organes corporatifs, des représentants de divers départements du gouvernement, des pédagogues et d'autres personnes qui s'intéressent à cette question.

Les occupations réglementées comprennent celles qui le sont sous le régime d'une loi publique, telle la profession d'avocat, de médecin, d'ingénieur; celles qui le sont sous le régime d'une loi d'intérêt privé, telle la profession de comptable agréé; celles qui sont directement réglementées par les autorités administratives, tels le courtage immobilier et l'enseignement primaire et secondaire; et enfin, l'ensemble des métiers placés sous l'égide du ministère de la Formation professionnelle.

Le mode de réglementation détermine le degré de responsabilité publique au sein de l'organe corporatif, lequel degré varie de minime à considérable. L'éventail va des modes de réglementation privée et purement volontaire, fonctionnant indépendamment des contrôles de structure et de procédure imposés par l'État, aux régimes d'autorisation professionnelle officielle et de réglementation publique, qui comportent un degré considérable de responsabilité publique. S'il est vrai que seuls les groupes soumis à une réglementation publique, au moyen d'un organe d'auto-réglementation ou d'un régime d'autorisation professionnelle de l'État, sont habilités à accorder

une licence (autorisation exclusive d'exercer la profession ou le métier), les organes soumis à une réglementation privée ou non réglementés ont de leur côté le pouvoir de certifier l'aptitude professionnelle de leurs membres. Ce pouvoir consiste à accorder à ceux et celles qui répondent aux critères d'adhésion, un certificat qui peut avoir une grande valeur dans la recherche du travail; dans certains cas, ce certificat a tout autant de valeur que l'autorisation d'exercer elle-même. Étant donné les inquiétudes souvent manifestées au sujet de ces secteurs non réglementés et de ce phénomène du "certificatisme" ou des "titres réservés", nous avons conclu qu'il y avait lieu d'étendre à ces professions et métiers notre examen et nos recommandations.

Les organes corporatifs, qu'ils soient habilités à accorder l'autorisation d'exercer ou aient tout juste le pouvoir de certifier la compétence des intéressés, ont pour obligation première de protéger l'intérêt public en matière de santé, de sécurité et de bien-être. En s'acquittant de cette obligation première, ils doivent cependant observer une seconde obligation, celle de respecter le droit de l'individu à l'égalité des chances et à l'égalité de traitement, sans aucune discrimination déraisonnable ou injuste. Ces deux impératifs doivent se compléter, et non se concurrencer, mais il ressort de notre étude qu'en fait, il est bien difficile d'établir un juste équilibre entre les deux.

L'évaluation de la compétence est un processus à facettes multiples, et les impératifs souvent contradictoires doivent être réconciliés à chaque étape, depuis la première demande de renseignements de l'individu au sujet du mode de qualification professionnelle jusqu'au dernier stade du processus d'appel possible. Dans le cours de notre étude, nous nous sommes efforcés de relever les étapes du processus, où des conflits se font jour qui peuvent être cause d'iniquité. Nous appelons ces étapes les "obstacles à l'accès", mais ils montrent aussi la voie aux solutions que nous proposons.

LES OBSTACLES

Évaluation de l'acquis

Le problème le plus souvent évoqué par les personnes formées à l'étranger, les organisations communautaires et les associations ethnoculturelles qui ont soumis des mémoires au Groupe d'étude, est la difficulté qu'il y a à obtenir une évaluation exacte et uniforme de l'acquis aux fins du certificat d'aptitude professionnelle ou de l'autorisation d'exercer. De même, nous

avons dû conclure de notre examen des organes de qualification professionnelle qu'il y avait lieu de se préoccuper de ce que l'acquis antérieur des demandeurs d'emploi formés à l'étranger ne soit pas toujours évalué de façon satisfaisante ni équitable.

L'évaluation de l'acquis antérieur vise à établir l'équivalence entre les qualifications ou les compétences de l'individu et le niveau d'instruction requis en Ontario. Elle sert au premier chef de méthode de présélection visant à déterminer si l'intéressé est admissible à subir un examen de qualification professionnelle, le cas échéant. Bien que certains organes corporatifs d'Ontario procèdent à l'heure actuelle à l'évaluation de l'acquis antérieur, nous avons relevé dans de nombreux cas, de graves déficiences dans les méthodes d'évaluation des antécédents des candidats. Dans certains de ces cas, la formation acquise en dehors d'un programme reconnu ne compte pour rien. Certains organes corporatifs se fondent surtout sur les renseignements d'ordre personnel fournis par le registraire et sur d'autres sources officieuses. Dans la plupart des cas mêmes où un système d'évaluation est en place, la recherche des éléments d'information est loin d'être systématique, et les normes imposées tendent à être subjectives et variables. On constate en outre, à quelques exceptions près, un refus généralisé de prendre en considération le savoir acquis en dehors d'un programme officiel d'enseignement ou de formation professionnelle, peu importe que ce savoir puisse être tout à fait pertinent et documenté.

Les raisons qui sont à l'origine de cette incapacité d'un grand nombre d'organes corporatifs à évaluer convenablement l'acquis antérieur ne traduisent pas nécessairement une volonté discriminatoire. Il se trouve que pour valider proprement les documents présentés et effectuer une évaluation correcte de l'acquis d'un individu, il est nécessaire d'avoir des connaissances étendues en éducation comparée, de disposer d'une riche documentation, et d'avoir des échanges constants avec les divers systèmes d'éducation du monde, qu'on doit d'ailleurs connaître à fond. Ce sont les insuffisances dans chacun de ces domaines qu'invoquent souvent les organes d'autorisation professionnelle pour expliquer pourquoi ils s'abstiennent d'évaluer l'acquis antérieur ou ne le font que de façon toute superficielle. De fait, alors qu'il y a une vingtaine d'années, l'immigration en Ontario suivait une tendance relativement constante et prévisible, donc plus facile à accommoder, les organes d'autorisation professionnelle se trouvent maintenant confrontés à l'obligation d'évaluer les antécédents de candidats venus d'une grande diversité de pays d'origine, et ce sans le secours de ressources ou de moyens suffisants. Certains métiers ou professions peuvent, au cours d'une période de cinq années, n'avoir qu'un seul ou deux candidats provenant d'un

pays donné; qui plus est, les organes d'autorisation professionnelle ne peuvent pas prédire quels sont les pays d'où viendront les candidats et, en conséquence, ils en sont réduits aux décisions ad hoc dans certains cas. Voilà autant d'obstacles qui rendent difficile l'adoption d'une approche uniforme.

Ce qui nous préoccupe dans ce domaine, c'est que non seulement les modes d'évaluation utilisés par certaines professions constituent une preuve de traitement injuste ou inégal à l'égard de certains candidats, mais les méthodes en cours pourraient être appliquées de façon à donner lieu à traitement injuste ou inégal — et c'est là la question plus générale. L'application de systèmes d'évaluation similaires au sein d'une profession ne garantit pas l'égalité de traitement des candidats. Il est manifeste que tout, ou presque, dépend des renseignements personnels fournis aux évaluateurs, de l'inclination de ces derniers, ainsi que des besoins en ressources humaines du secteur intéressé. Ces facteurs peuvent changer, et ils changent effectivement. Mais il ne faut cependant pas que la norme de compétence requise pour l'admission dans le métier soit variable.

L'absence d'une évaluation convenable de l'acquis antérieur peut pratiquement réduire à néant tout ce qu'un individu a appris et acquis antérieurement et peut le forcer à recommencer à zéro un programme entier de formation ou, au mieux, à suivre un stage de recyclage en Ontario. Des examens supplémentaires, requis uniquement des gens formés à l'étranger, constituent un autre palliatif à l'absence de mécanismes d'évaluation de l'acquis antérieur. Ils sont non seulement source de frustration, mais encore gaspillage de ressources. Ce qui s'ensuit dans certains cas, c'est la perte totale des compétences que l'individu a apportées avec lui au Canada.

Il ressort également des mémoires soumis au Groupe d'étude et d'entrevues individuelles qu'aux yeux des candidats, cette première étape du processus est la plus difficile à saisir. Les premières demandes de renseignements peuvent déboucher sur un rejet pur et simple, sous prétexte de formation insuffisante du candidat. En l'absence de critères objectifs sur la base desquels celui-ci peut comparer et évaluer ses besoins en formation, et en l'absence d'un manque général de counselling ou d'orientation, le candidat n'est guère en mesure de savoir si l'évaluation a été équitable et quelle est la meilleure voie à suivre.

Testage d'autorisation professionnelle

Pour le candidat formé à l'étranger, qui est requis de subir certains tests écrits en sus de ce qu'on demande du candidat de formation ontarienne, le processus peut être très rigoureux et très onéreux. On pourrait, dans un très petit nombre de cas, justifier cette condition supplémentaire en disant qu'elle s'impose à titre de garantie de la compétence, à défaut d'autres moyens d'évaluer celle-ci. Cette excuse procède cependant dans une grande mesure de l'absence, reconnue de nos jours, d'une conception systématique de l'évaluation de l'acquis antérieur.

Dans de nombreux cas où tous les candidats doivent subir le même examen, les épreuves n'ont pas été soumises aux procédures objectives de conception et d'analyse, qui traduisent les normes professionnelles reconnues. Ces procédures garantissent que les tests sont équitables sur le double plan culturel et administratif, que les normes observées correspondent bien au niveau de compétence requis, et que le niveau de connaissance de la langue, nécessaire pour l'examen, correspond bien à l'occupation en question.

Formation linguistique

L'acquisition d'une nouvelle langue est le problème le plus difficile qui se pose à une personne de formation étrangère, qui arrive en Ontario sans savoir l'anglais ou le français. Une certaine connaissance de la langue est requise pour la délivrance du certificat d'aptitude professionnelle ou de l'autorisation d'exercer dans la plupart des professions et métiers, et il est nécessaire de parler la langue plus couramment dans un certain nombre d'occupations. Mais bien que cette capacité soit essentielle pour l'intégration au milieu de travail et qu'il y ait de nombreux programmes d'enseignement en place, il est manifeste que la formation linguistique ne répond pas à la demande. Parmi les problèmes les plus communs dont il a été fait état devant le Groupe d'étude, on peut citer les longs délais d'admission aux programmes, le manque d'allocations et de subventions de formation, l'insistance sur l'enseignement de la langue de la vie quotidienne et non du vocabulaire axé sur le travail, et l'exclusion de certaines catégories d'immigrants des programmes de formation linguistique.

Testage linguistique

Dans nombre d'occupations, l'organe corporatif ne prévoit aucun testage linguistique spécifique, en présumant que l'examen d'autorisation ou de qualification professionnelle fait suffisamment fonction de dispositif de sélection linguistique. Dans bien des cas, rien ne permet de dire que pareil dispositif a été vérifié afin de garantir, en premier lieu, que le niveau de compétence requis correspond aux impératifs de l'occupation en question et, en second lieu, que le niveau de connaissance de la langue requis pour l'exercice du métier est convenablement évalué. Le principal problème tient à ce qu'il y a très peu d'occupations dans lesquelles on évalue systématiquement la connaissance de la langue, qu'il s'agisse de l'anglais ou du français, au moyen d'un test conçu pour vérifier le niveau de compétence linguistique à l'égard d'une occupation donnée. Plusieurs occupations se servent exclusivement du test de l'anglais langue étrangère (TOEFL), du test de l'anglais parlé (TSE) ou de la Michigan Test Battery (MTB), bien que ces tests normalisés prédisent mal les prestations futures et ne visent pas le vocabulaire axé sur le travail.

Recyclage

Dans les nombreux cas où il n'existe aucun système d'évaluation de l'acquis antérieur, fondé à la fois sur le niveau d'instruction et sur l'expérience professionnelle, les besoins en recyclage ne sont souvent pas clairement identifiés. Pareille faiblesse peut déboucher sur des impératifs de formation qui sont plus onéreux qu'il ne faut. La rareté des programmes et des moyens de recyclage constitue aussi un problème majeur.

Contrôle juridictionnel

Les mécanismes de contrôle des décisions d'organes corporatifs qui refusent de décerner une autorisation d'exercer ou un certificat d'aptitude professionnelle, ou qui y attachent des conditions ou des restrictions, sont ou bien inexistants ou bien extrêmement limités. Certaines occupations, notamment dans le domaine des soins de santé, sont soumises aux dispositions législatives qui créent un tribunal indépendant, chargé du contrôle des décisions en matière d'inscription. Certaines autres sont pourvues d'un système de contrôle interne, avec ou sans recours judiciaire prévu par la loi. D'autres encore ne disposent d'aucun contrôle administratif,

qu'il y ait ou non recours en justice. Le champ d'appel varie aussi; dans un groupe de professions par exemple, les questions d'équivalence de diplôme et d'antécédents professionnels sont expressément exclues.

Il ressort par ailleurs d'une analyse des plaintes soumises à la Commission des droits de la personne contre les agissements discriminatoires en matière de lieu de formation antérieure que les plaignants n'ont jamais eu gain de cause. Cet échec ne tient pas à ce qu'ils n'arrivaient pas à établir l'acte discriminatoire, mais plutôt à l'assertion, par les organes corporatifs en cause, qu'il n'existait aucun moyen systématique et fiable d'évaluation de l'acquis antérieur.

LES SOLUTIONS PROPOSÉES

Évaluation de l'acquis antérieur

Comme indiqué plus haut, le problème fondamental qui se pose aux organes corporatifs comme aux candidats de formation étrangère est la nécessité de déterminer, avec équité et justesse, les connaissances de ces derniers. Cette recherche apparemment simple est cependant loin de l'être; en fait, de relever cette nécessité en termes aussi simples revient à la minimiser.

Le Groupe d'étude est convaincu que l'accès, réel comme ressenti, aux professions et métiers en Ontario peut être amélioré par la création d'un mécanisme spécifiquement conçu pour évaluer l'acquis antérieur des candidats. Pareil mécanisme contribuerait à renforcer et à systématiser les méthodes actuellement en usage en Ontario pour évaluer le niveau et la nature du savoir de personnes formées à l'étranger, afin de déterminer si leurs connaissances sont équivalentes à celles requises des personnes formées dans la province. Ce mécanisme pourrait faire fond sur l'expérience des autres provinces canadiennes, des États-Unis et de la Grande-Bretagne, pour améliorer notablement ce qu'on fait à l'heure actuelle en Ontario afin d'évaluer ce qu'un individu a appris à l'école ou par son travail. Les méthodes mises en place au sein de la Communauté européenne offrent dans ce domaine d'autres modèles dont on pourrait s'inspirer.

Nous souscrivons au principe selon lequel il incombe en dernier ressort aux associations corporatives de s'assurer de la compétence de leurs membres pour la protection du public. Nous estimons en conséquence que la préparation et l'administration de tous les examens d'autorisation professionnelle doivent demeurer sous le contrôle des associations

corporatives compétentes, et que celles-ci doivent présider à la formulation et à l'articulation, en matière de compétence, d'une norme de prestation par laquelle tous les candidats doivent être jugés. Nous estimons aussi qu'en règle générale, il vaut mieux laisser les évaluations pratiques aux soins des associations corporatives intéressées.

Comme indiqué ci-dessus cependant, il ressort de nos recherches que la sélection préliminaire des candidats, c'est-à-dire l'évaluation de l'équivalence, est l'étape du processus la moins normalisée, la plus difficile et la plus susceptible d'abus. Tout en reconnaissant que les établissements d'enseignement et les organismes de qualification professionnelle assurent une certaine évaluation de l'acquis antérieur, nous estimons que les gens, où qu'ils se trouvent en Ontario, devraient avoir accès à un mécanisme plus systématique d'évaluation de leur compétence. Ce mécanisme doit prendre en considération non seulement l'instruction formelle - cours, diplômes et certificats - mais aussi le savoir acquis par apprentissage au travail. Ce dernier doit faire l'objet d'un examen minutieux et doit être soumis aux mêmes critères que l'instruction formelle: il doit être pertinent et bien documenté; il doit être conforme à la même norme de compétence que celle requise des candidats formés en Ontario, telle que l'ont fixée les organes corporatifs ou les établissements d'enseignement intéressés; enfin, l'évaluation doit porter sur ce que le candidat a réellement appris, et non pas simplement sur la durée ou le contenu de l'apprentissage.

"RÉSEAU" d'accès

À cette fin, nous proposons la création d'un Réseau d'évaluation de l'acquis antérieur (RÉSEAU), représenté par un organisme autonome fonctionnant sous l'égide d'un ou de plusieurs ministères.

Pourvu des ressources matérielles nécessaires, branché sur le réseau international d'information sur l'éducation comparée, doté de spécialistes de l'évaluation et de l'éducation comparée, et assisté d'organes consultatifs représentant les divers occupations et groupes ethnoculturels, cet organisme serait en mesure d'assurer l'évaluation minutieuse et juste de l'acquis antérieur des intéressés, en vue de la demande d'autorisation ou de qualification professionnelle qu'ils doivent soumettre aux organes professionnels. S'ils est jugé que le candidat a une formation équivalente à la norme ontarienne, cette évaluation lui permettrait de s'inscrire pour tout examen d'autorisation ou de qualification professionnelle que l'organe corporatif administre à titre de condition d'admission. Si cette formation est

jugée inférieure au niveau d'équivalence, la nature exhaustive de l'évaluation lui permettrait de voir exactement ce qu'il lui reste à faire pour son recyclage.

Ce système profiterait aussi aux organes corporatifs eux-mêmes, puisqu'ils seraient débarrassés du coût et de la difficulté inhérents à l'obligation d'évaluer chaque candidat d'une manière qui est et qui paraît équitable aux yeux de tous. Dans le même temps, grâce aux organes consultatifs participant au Réseau et par l'administration des examens d'autorisation professionnelle, ils conserveraient le contrôle sur la norme de compétence requise pour l'admission de chaque candidat. Le Réseau et chaque groupe professionnel seraient liés par des rapports étroits par le canal des organes consultatifs, un transfert considérable d'informations et d'expertise se faisant dans les deux sens. En outre, le Réseau aurait la faculté, sous réserve de révocation le cas échéant, de déléguer la responsabilité de tout ou partie des mesures d'évaluation à tout organe corporatif.

Les établissements d'enseignement tireraient aussi profit de ce mécanisme. Bien que la plupart des universités et des collèges, ainsi que le ministère de l'Éducation, aient déjà certains moyens d'évaluer le niveau d'instruction antérieure de candidats provenant des pays qui fournissent constamment un grand nombre d'immigrants au Canada, plusieurs établissements ne semblent avoir aucun moyen d'évaluer systématiquement les connaissances antérieurement acquises au travail, et ne semblent guère capables d'évaluer le niveau d'instruction de personnes qui n'ont aucun papier ou qui proviennent de pays caractérisés par une immigration faible ou irrégulière au Canada.

Le système profiterait aux individus, en particulier à ceux qui souhaitent obtenir un certificat d'aptitude professionnelle ou une autorisation d'exercer dans une occupation et ont besoin d'une évaluation de leur acquis antérieur. À notre avis, les plus défavorisés en ce domaine sont ceux qui arrivent au Canada sans avoir tous les papiers nécessaires, ou qui viennent de pays ayant relativement peu d'immigrants au Canada, ou encore de pays du Tiers monde ou du bloc de l'Est qui n'ont eu que récemment un nombre tant soit peu considérable d'immigrants au Canada, ainsi que ceux qui ont des connaissances pratiques et utiles, acquises au travail et non à l'école. Bien que ces groupes constituent notre objectif premier, nous sommes certains que nos recommandations s'appliqueront à bien d'autres aussi. Les gens qui ont accès direct au marché du travail en profiteraient aussi, ainsi que leurs employeurs. Il en serait de même de ceux qui réintègrent le marché du

travail après une absence, ce qui est souvent le cas des femmes. Le risque d'agissements discriminatoires en matière d'emploi en serait grandement réduit, puisque les employeurs, mis en présence d'évaluations exhaustives et dignes de foi, ne se sentiraient plus l'obligation ou le droit de rejeter les candidats de formation ou d'expérience étrangère ou inconnue, du seul fait que leur niveau de connaissances ne peut être déterminé.

La structure de ce mécanisme doit s'inspirer des principes sous-jacents d'autres systèmes d'évaluation de l'acquis antérieur qui ont fait leurs preuves. Non seulement il doit être sans failles dans les évaluations et la formation des évaluateurs afin que le travail en soit valide et fiable, mais il doit encore être systématique afin que tout un chacun reconnaisse qu'il observe des normes élevées.

Les caractéristiques suivantes, qui sont la condition essentielle de réussite de pareil réseau, ressortent du modèle que nous proposons:

- Il est public.
- Il est accessible.
- Il est exhaustif dans ses stratégies d'évaluation.
- Il est digne de confiance aux yeux de ceux qui y ont recours: enseignants, organes de qualification professionnelle, employeurs, et individus.
- Il réduit les coûts au minimum.

Nous sommes convaincus que la spécialisation et les économies d'échelle inhérentes au mécanisme d'évaluation de l'acquis antérieur se traduiront par une meilleure efficacité d'ensemble qu'à présent. Le coût du système ne sera pas démesuré. Il ressort d'une analyse des modèles comparables qu'un personnel restreint doit suffire à la tâche, et que les installations comme l'achat d'autres ressources ne doivent pas être bien coûteux. Les économies promettent par contre d'être substantielles. En voici quelques exemples:

- l'élimination ou la coordination des tâches qui, de toute évidence, font maintenant souvent double emploi entre les organes corporatifs eux-mêmes, les établissements d'enseignement, et les programmes d'évaluation qui offrent à l'heure actuelle des services limités;
- la recherche efficiente d'informations et la réintégration plus rapide des individus spécialisés sur le marché du travail;

- l'affectation correcte des ressources limitées de recyclage aux candidats qui en ont besoin, pour satisfaire leurs besoins identifiés avec plus de précision; et
- la mobilité accrue entre les occupations connexes, en vue de l'utilisation optimale des ressources humaines.

Bien que le Réseau doive avoir pour fonction première l'évaluation de l'acquis antérieur, nous prévoyons aussi qu'il jouera un rôle considérable dans la validation des documents, la diffusion de l'information, l'orientation professionnelle, et l'orientation des candidats au recyclage, autant de fonctions étroitement liées au processus d'évaluation lui-même, mais non encore remplies de façon constante et systématique.

Testage linguistique et testage professionnel

Bien que le testage d'autorisation professionnelle et l'évaluation linguistique doivent continuer à relever entièrement des organisations professionnelles elles-mêmes, notre examen des usages dans ce domaine nous a amenés à conclure que l'introduction de nouvelles modalités profiterait également aux organes corporatifs et aux demandeurs.

En premier lieu, nous estimons qu'il faut soumettre au même examen d'autorisation professionnelle tous les candidats qualifiés à cet effet. Il n'y aurait exception qu'en cas de preuve établissant que l'équivalence ne peut être évaluée sans le secours d'un examen supplémentaire. Dans ce cas, il faudrait démontrer aussi qu'il ne conviendrait pas d'imposer cet examen supplémentaire aux candidats formés dans la province. L'existence de moyens d'évaluation exhaustive de l'acquis antérieur réduirait la nécessité qu'il y a à imposer des examens supplémentaires aux candidats de formation étrangère et, partant, limiterait les motifs qu'on pourrait invoquer pour justifier les examens de ce genre. L'application de cette nouvelle modalité serait surveillée et rendue publique par le Réseau.

En deuxième lieu, dans la mesure où cette pratique n'est pas observée, nous estimons que les modes de conception des tests d'autorisation professionnelle devraient être plus normalisés. L'organe corporatif qui administre un examen d'autorisation ou de qualification professionnelle devrait être tenu de démontrer que le test a été conçu et analysé conformément aux normes professionnelles reconnues. Cette analyse garantirait, dans la mesure du possible, que la norme observée pour chaque examen est

équitable, que les modalités et l'administration en sont appropriées, que le niveau requis de connaissance de la langue correspond à l'occupation en question, et que l'examen lui-même est pertinent sur le plan culturel. Le Réseau jouerait un rôle dans la publication de ces normes et donnerait, à ceux qui en feraient la demande, les conseils et les orientations en la matière.

Enfin, bien que la plupart des organes corporatifs voient aussi dans l'examen d'autorisation professionnelle un test de compétence linguistique, cette méthode ne convient que si l'on s'est assuré que l'examen a été conçu de façon telle que le niveau requis de connaissance de la langue corresponde à ce qui est nécessaire pour l'exercice compétent de cette occupation, et que c'est la langue axée sur l'occupation qui est testée. L'idéal serait d'avoir un test de langue spécifique, et nous en recommandons un usage répandu. Bien que les examens d'autorisation professionnelle conçus conformément à la méthode indiquée plus haut, soient acceptables. Il faudrait éliminer graduellement l'usage de tests normalisés, tels que TOEFL, TSE et MTB, dans la mesure où ils servent de tests de présélection pour l'autorisation ou la qualification professionnelle.

Formation linguistique et recyclage professionnel

Bien que de nombreux programmes, en place à travers la province, assurent dans une certaine mesure la formation linguistique et le recyclage professionnel, la réduction des crédits fédéraux, de même que l'insuffisance des moyens et les critères contestables d'admissibilité, signifie que la formation n'est pas à la portée de tous ceux qui en ont besoin. Tout en respectant ces réalités, nos recommandations expriment notre conviction que ces services sont essentiels pour l'intégration des individus de formation étrangère dans la population active, et que leur insuffisance représente une grosse perte pour la société ontarienne. L'adoption de systèmes de mise en oeuvre plus souples, plus focalisés et plus innovateurs, en même temps que l'acceptation du fait que les connaissances puissent s'acquérir dans différents contextes, représente l'une des méthodes que nous suggérons pour résoudre ces difficultés. En outre, nous préconisons, dans les cas où pareille mesure s'impose, l'adaptation des moyens de recyclage aux candidats représentant les groupes ethnoculturels qui en ont vraiment besoin. En ce qui concerne la formation linguistique en particulier, nous avons relevé la nécessité de programmes axés sur les compétences professionnelles et comprenant l'enseignement à un niveau approprié, de la langue utile au travail.

Contrôle juridictionnel

Il est essentiel que les candidats connaissent les raisons pour lesquelles on a refusé de leur accorder l'autorisation d'exercer ou la qualification professionnelle, qu'ils puissent présenter des arguments en réfutation de ce refus dès les premiers stades du processus, et qu'ils aient un recours légal contre une décision négative. Pareil système d'appel expéditif devrait être accessible aux candidats dans tous les groupes professionnels.

Il y a aussi lieu de clarifier les droits que tiennent du *Code des droits de la personne* (1981) les individus en proie à la discrimination en raison du lieu de leur éducation ou de leur formation; il faut également leur faciliter la procédure des plaintes. L'objectif n'est cependant pas de poursuivre des gens devant les tribunaux judiciaires ou administratifs, mais de réduire au minimum la nécessité de tels recours, de jeter des ponts par-dessus les obstacles. À notre avis, la création d'un organisme indépendant chargé de coordonner et de contrôler les éléments les plus difficiles et les plus controversés de l'autorisation et de la qualification professionnelles nous permettra d'atteindre cet objectif des plus souhaitables.

Une solution organique

Bien que les obstacles à l'accès que nous avons rencontrés dans notre étude n'affectent pas universellement toutes les occupations en Ontario, on peut dire qu'ils sévissent un peu partout. Il est des occupations qui connaissent l'évaluation détaillée et exhaustive de l'acquis antérieur; il en est d'autres qui, par des mesures formelles de conception et de validation des tests, sont en train de s'assurer que leurs examens d'autorisation ou de qualification professionnelle sont conformes aux normes reconnues d'équité; il en est d'autres encore qui observent pleinement les droits d'appel. Il est cependant peu d'occupations où l'on puisse dire que les obstacles, tels que nous les avons relevés, sont inconnus.

C'est à la lumière de cette preuve extensive d'usages qui sont discriminatoires, encore qu'inconsciemment, que nous proposons une solution organique générale, plutôt qu'une mosaïque de remèdes limités aux problèmes individuels. Le nombre de candidats de formation étrangère est très élevé dans certaines occupations, et bien plus faible dans d'autres. Il est cependant manifeste que ce dernier groupe a aussi besoin d'orientation dans l'évaluation de ces candidats; de fait, ce sera tout à son avantage puisqu'il n'a eu la possibilité d'acquérir aucune expertise dans cette tâche. Notre

solution prendra aussi en considération l'évolution démographique des temps modernes, où l'on voit une plus grande mobilité d'un pays ou d'une province à l'autre, comme d'une occupation à l'autre. Notons à ce propos que des programmes de ce genre sont en cours de mise en oeuvre au sein de la Communauté européenne et dans les pays limitrophes, ce qui accroîtra considérablement la liberté de mouvement entre ces pays. Les changements que nous proposons permettront à l'Ontario de s'intégrer dans un réseau croissant de pays à travers le monde, où cette réalité ne sera pas rejetée ou découragée, mais sera pleinement assumée au bénéfice et au grand avantage de tous.

Il est cependant essentiel que la mise en place de l'institution apparaisse aux yeux de tous comme l'aboutissement d'une évolution normale, et non d'une révolution: il faudra un certain temps pour que les corps professionnels et les individus s'habituent à sa présence et à souscrire pleinement à ses décisions. Bien que nous ayons recommandé une période de mise en oeuvre graduelle de trois années, ce délai pourra être insuffisant dans certains cas ou pour certaines fonctions. L'idéal serait que le concept et l'institution s'implantent avec la coopération et le soutien du public qu'ils sont destinés à servir; une application trop hâtive ou trop rigide du mécanisme compromettrait plutôt qu'elle n'améliorerait le processus.

RECOMMANDATIONS

Chapitre 3 — Problèmes face aux métiers

Nous avons examiné le processus de qualification et d'autorisation professionnelles et la formation dispensée dans les programmes d'apprentissage de l'Ontario de plusieurs points de vue, d'abord dans une perspective historique, puis dans un contexte législatif et réglementaire, ensuite en établissant un rapport entre la loi et la pratique, avant d'étudier l'accessibilité du système pour les ouvriers formés à l'étranger et enfin de voir comment il se compare avec d'autres modèles de formation et de qualification.

Notre principale recommandation a pour objet une restructuration fondamentale du système ontarien de formation des ouvriers et de certification de leur aptitude. Nous recommandons qu'il soit converti en un système de formation modulaire axé sur les compétences, comportant de

solides dispositions sur la transférabilité de la formation et assujettissant l'obtention de l'autorisation d'exercer aux exigences de la santé et de la sécurité du public. Nous reconnaissons que les commissions et les conseillers qui nous ont précédés ont fait des recommandations analogues, mais après avoir étudié le système actuel du point de vue de l'ouvrier formé à l'étranger qui cherche à se lancer sur le marché du travail en Ontario, nous pressons le gouvernement de la province de s'attaquer aux problèmes fondamentaux du système d'apprentissage grâce à des changements structurels.

Les mesures que nous recommandons nous paraissent compatibles avec les importantes innovations instaurées dans d'autres juridictions. Nous croyons aussi que nos conclusions sont étayées par les travaux jusqu'à présent réalisés par le Conseil du premier ministre (1988), qui a établi la nécessité d'un examen exhaustif des lacunes du système d'apprentissage. Nous avons confiance que les changements structurels que nous proposons amélioreront l'accessibilité et l'équité du système d'apprentissage pour tous les ouvriers, qu'ils aient été formés à l'étranger ou ici. En outre, les retombées de ces changements sur la position concurrentielle de l'Ontario et par conséquent sur son économie seront favorables, car le système de formation sera plus dynamique et mieux adapté aux besoins, et pourra accélérer le renforcement de notre main-d'oeuvre par des travailleurs formés à l'étranger qualifiés.

Cela dit, bien que l'application de nos principales recommandations suppose une restructuration fondamentale du système d'apprentissage ontarien, plusieurs de nos recommandations secondaires pourraient être mises en oeuvre immédiatement, pendant que le gouvernement tirerait les plans des changements d'envergure qui s'imposent. Nous croyons qu'en agissant avec détermination sur des questions comme l'amélioration de l'accès à l'information et l'établissement de lignes directrices pour l'évaluation de la formation antérieure — qui sont les éléments essentiels d'un système restructuré, quel qu'il soit — le gouvernement améliorera le système actuel.

- 3.1 *Nous recommandons que l'obtention d'une autorisation préalable à l'exercice du métier soit limitée aux métiers pour lesquels cette restriction s'impose dans l'intérêt de la santé et de la sécurité du public. Jusqu'à présent, on a exigé des autorisations en se souciant fort peu des questions de santé et de sécurité; dans certains cas, il n'est pas exagéré de parler de restrictions indues de l'accès aux métiers pour les ouvriers formés tant à l'étranger qu'ici. L'analyse des exigences en matière de santé et de sécurité*

du public devrait révéler les domaines d'exercice pour lesquels une autorisation s'impose. La certification des aptitudes devrait toutefois demeurer partie intégrante du système de formation des gens de métier.

3.2 Nous recommandons un assouplissement du système actuel de formation. Par conséquent, nous recommandons un changement fondamental de la structure de l'apprentissage, qui ne serait plus pour une période déterminée, mais qui deviendrait un système modulaire axé sur les compétences à acquérir; il faudra en outre établir toute une gamme de modèles de formation plus accessibles, qui devraient comprendre des programmes coopératifs et d'autres programmes dans lesquels les cours seraient donnés dès le début sans que le candidat doive trouver un emploi avant de commencer sa formation. Depuis plusieurs années déjà, les nouveaux programmes de formation professionnelle sont axés sur l'acquisition de compétences, de sorte qu'il devrait en théorie être facile de passer à un système d'apprentissage totalement axé sur les compétences. Dans le présent Rapport, le mot "modulaire" s'entend de programmes de formation dont le contenu est groupé en séries d'aptitudes à maîtriser progressivement.

3.3 Nous recommandons que les programmes de formation des gens de métier comprennent des modules de compétences de base pouvant faire l'objet de crédits dans l'apprentissage de plus d'un métier, le cas échéant. Ces compétences de base, que nous considérons comme celles qu'on utilise dans l'exercice de plus d'un métier (et, partant, comme transférables d'un métier à l'autre), sont les suivantes :

- les compétences scolaires, comme la communication, les opérations arithmétiques et les concepts scientifiques et technologiques;
- l'aptitude à raisonner, notamment pour la planification et la solution de problèmes;
- les aptitudes interpersonnelles, comme l'esprit d'équipe et les qualités de chef; et

- les aptitudes manuelles, comme les façons simples et sûres de faire (pour soulever, transporter et entreposer des matériaux) et la coordination oculo-manuelle.

3.4 Nous recommandons que le ministère de la Formation professionnelle produise sous de nombreuses formes des documents d'information sur l'apprentissage et sur la qualification et l'autorisation professionnelles, en les mettant à la disposition du public dans divers bureaux gouvernementaux et centres de ressources communautaires. L'information qui devrait être mise à la disposition du public sous une ou plusieurs formes est la suivante :

- une brève description des programmes de formation aux métiers réglementés, y compris les conditions d'admissibilité, la durée de l'apprentissage et des cours, et les compétences à acquérir;
- un aperçu de la procédure d'obtention du certificat de qualification et de l'autorisation d'exercer applicable dans le cas des candidats formés à l'étranger et des autres candidats ayant déjà de l'expérience ou une formation;
- de l'information d'aiguillage, y compris un répertoire des bureaux auxquels on peut obtenir de l'information supplémentaire et de l'aide.

3.5 Nous recommandons que, en plus de publier une documentation abondante sous forme de brochures et de livrets d'information, le Ministère établisse un système informatisé contenant des renseignements exhaustifs détaillés sur la qualification professionnelle et sur les possibilités de formation. En outre, la ligne ouverte sur la formation des gens de métier devrait offrir plus d'information, sous forme de résumés et de renvois, tant sur bande qu'en direct. Nous recommandons aussi que le Ministère ait recours à la télévision et aux journaux multiculturels pour faire connaître ses programmes de formation à la collectivité multiculturelle.

3.6 Nous recommandons que le ministère de la Formation professionnelle dispense de l'information par téléphone et par écrit dans les langues appropriées, en plus de l'anglais et du

français. Lorsque quelqu'un cherche à obtenir de l'information dans une langue non disponible, on devrait lui fournir une formule de demande de traduction.

3.7 Nous recommandons que le Réseau d'évaluation de l'acquis antérieur (RÉSEAU) que nous avons proposé soit chargé de veiller à ce qu'un mécanisme systématique d'évaluation des compétences professionnelles et des études des candidats soit mis sur pied et maintenu en Ontario. Nous recommandons en outre que cette tâche soit accomplie de concert avec le ministère de la Formation professionnelle et avec l'apport des principaux intervenants, et qu'elle comprenne :

- la création d'une base d'information partagée sur l'obtention du certificat de qualification et de l'autorisation d'exercer ainsi que sur les programmes d'apprentissage dans d'autres juridictions, pour faciliter l'évaluation des titres des ouvriers formés à l'étranger;
- l'établissement d'un registre central facile d'accès des décisions d'évaluation rendues en Ontario, pour que les décisions antérieures soient publiques et pour que les évaluations soient conséquentes, quel que soit l'évaluateur;
- l'établissement de lignes directrices accessibles par le public, pour limiter le pouvoir discrétionnaire des conseillers en formation industrielle et pour fixer des critères d'évaluation, ainsi que l'établissement des droits du candidat face à la procédure. Par exemple, les lignes directrices devraient poser le principe que le candidat est informé de l'existence des tests de démonstration d'aptitude et de son droit d'en appeler de l'évaluation ou de chercher un recours à la Commission des droits de la personne;
- l'évaluation, par le Réseau d'évaluation de l'acquis antérieur (RÉSEAU) de l'équivalence des études des ouvriers formés à l'étranger, sans limite d'âge ou période minimale après la fin des études, et remplacement du test de réalisations progressives par des méthodes d'évaluation plus satisfaisantes; et

- l'établissement et le maintien de normes de validité, de fiabilité, d'équité et de sensibilité aux réalités culturelles pour les tests de démonstration d'aptitude, les examens menant à l'autorisation d'exercer et au certificat de qualification et les autres instruments d'évaluation des compétences des gens de métier.

3.8 Nous recommandons que les décisions du Ministère sur l'évaluation de la formation et de l'expérience acquises soient réputées lier l'employeur. Quand une personne formée à l'étranger débute son apprentissage en bénéficiant d'un statut avancé, l'employeur ne pourrait plus ramener la cote d'évaluation de sa formation et de son expérience en deçà du niveau proposé par le conseiller en formation industrielle. À toutes fins utiles, les recommandations du Groupe de travail sur les modifications à apporter au Code des droits de la personne consistent à donner au candidat un recours à la Commission des droits de la personne si l'employeur refuse d'accepter l'évaluation du Ministère.

3.9 Nous recommandons que le gouvernement modifie la Loi sur l'apprentissage et la qualification professionnelle des gens de métier de façon que le candidat désireux d'obtenir un certificat d'aptitude et l'apprenti débutant aient le droit d'interjeter appel des décisions en matière d'inscription. Le candidat cherchant à faire reconnaître une formation et une expérience acquises à l'extérieur de l'Ontario devrait pouvoir interjeter appel des décisions défavorables devant une commission provinciale d'apprentissage dont certains des membres ne seraient pas ouvriers. En outre, le droit d'interjeter appel de l'évaluation de la formation et de l'expérience antérieures devrait être partie intégrante de l'établissement du comité d'examen des décisions créé dans le contexte du Réseau d'évaluation de l'acquis antérieur que nous avons proposé.

3.10 Nous recommandons qu'on mette au point, pour tous les métiers réglementés, des tests pratiques permettant aux candidats de démontrer leurs aptitudes acquises. Nous recommandons que les instructions écrites accompagnant ces tests soient disponibles dans de nombreuses langues. Les demandes de traduction des candidats devraient être répertoriées à l'échelle de la province,

et le Ministère devrait fixer un nombre seuil de demandes à partir duquel il fournirait la traduction voulue.

- 3.11 Nous recommandons que le Ministère mette sur pied des programmes d'acquisition d'aptitudes adaptés aux besoins des ouvriers formés à l'étranger et tenant compte du fait qu'on a besoin d'eux. Les conseillers en formation industrielle devraient être chargés d'orienter les candidats vers la formation appropriée quand les résultats d'un test d'évaluation ou de démonstration d'aptitude indiquent qu'une formation supplémentaire s'impose.
- 3.12 Comme point de départ, pour faciliter l'accès des ouvriers formés à l'étranger, nous recommandons expressément l'assouplissement des critères d'admission de deux des programmes du ministère de la Formation professionnelle, le programme Transition et le programme de Recyclage de la main-d'oeuvre qualifiée. (Le premier offre jusqu'à l'équivalent de 5 000 \$ en crédits de formation liés à l'emploi aux travailleurs d'âge mûr licenciés. Le second offre aux ouvriers qualifiés un accès à des cours de mise à jour à temps plein et à temps partiel.) Comme solution de rechange, on pourrait aussi mettre sur pied des programmes parallèles pour les ouvriers formés à l'étranger ayant besoin d'un supplément limité de formation pour être pleinement qualifiés en Ontario. Ainsi qu'on le verra au Chapitre 9 (Recyclage), il coûtera moins cher au gouvernement de créer des programmes de supplément de formation que d'obliger ces gens à s'inscrire à un programme complet de formation.
- 3.13 Nous recommandons que le gouvernement précise clairement les aspects de l'exercice d'un métier qui exigent une connaissance pratique de l'anglais ou du français pour que la santé et la sécurité du public soient assurées et qu'il instaure un test de compétence linguistique valide et fiable, conçu en fonction de cette exigence. Bien que nous appuyions le recours actuel à un interprète aux examens menant au certificat de qualification, nous estimons essentiel que, dans un métier ayant des retombées sur la santé et la sécurité du public, la compétence linguistique de l'ouvrier ayant l'autorisation d'exercer ou le certificat de qualification voulu soit suffisante pour assurer la sécurité du public.

3.14 Nous recommandons qu'un programme d'allocations d'apprentissage subventionné par le gouvernement fédéral et administré par la province soit établi, afin que le supplément de revenu des apprentis soit augmenté et que l'administration des allocations soit adaptée aux particularités des programmes d'apprentissage. Nous recommandons en outre l'établissement d'un programme de prêts au recyclage.

3.15 Nous recommandons que le gouvernement subventionne l'établissement d'un système informatisé de collecte des données capable de générer une base statistique suffisante pour rendre possible à la fois le suivi du fonctionnement du système d'apprentissage et la mise en place d'une fonction de planification de la main-d'oeuvre au Ministère. Dans le contexte des questions examinées par le Groupe d'étude, il est important que le gouvernement dispose d'une information suffisante sur les éléments suivants :

- nombre annuel de demandes de reconnaissance de la formation et de l'expérience acquises à l'étranger, ventilé selon le pays où la formation a été reçue;
- nombre annuel de candidats formés à l'étranger se présentant à l'examen menant au certificat d'aptitude, ventilé selon le pays où la formation a été reçue et selon le pourcentage de réussite;
- nombre annuel de certificats provisoires délivrés et renouvelés, ventilé selon le pays où la formation a été reçue;
- nombre annuel de tests de démonstration d'aptitude subis, ventilé selon le pays où la formation a été reçue et le pourcentage de réussite.

3.16 Nous recommandons que tous les employeurs d'apprentis enregistrés en vertu de la LAQP soient tenus de signer l'engagement d'embaucher uniquement en respectant les principes gouvernementaux d'équité en matière d'emploi, et que la publicité de leur recrutement le précise.

Chapitre 4 — Problèmes face aux professions

- 4.1 *Nous recommandons qu'il soit permis aux organes corporatifs de conserver, s'ils le souhaitent, le droit de dispenser de n'importe quelle condition d'autorisation ou de qualification professionnelle, à condition que, dans tous les cas, les circonstances et les motifs de l'exercice de ce pouvoir discrétionnaire soient du domaine public et mis à la disposition de toute partie intéressée par l'intermédiaire du mécanisme d'information publique du Réseau d'évaluation de l'acquis antérieur.*
- 4.2 *Nous recommandons que les associations professionnelles qui ne sont pas réglementées et qui confèrent des titres, la qualité de membre ou autre certificat aux praticiens considérés comme ayant satisfait à des critères spécifiques, soient expressément désignées et soumises à l'application de la loi portant création du Réseau d'évaluation de l'acquis antérieur; et que ces associations soient régies par ces dispositions au même titre que les organes corporatifs réglementés.*
- 4.3 *Nous recommandons que tous les organes corporatifs soient requis de conserver le dossier détaillé de toutes les demandes d'admission et de renseignements, lequel dossier comprendra le lieu de formation du candidat, les renseignements qu'ils doivent communiquer et qu'ils communiquent, les renseignements qui leur sont communiqués, et la suite réservée à la demande de renseignements ou d'admission.*

Chapitre 5 — Évaluation de l'acquis antérieur

Nos recommandations visent principalement l'instruction antérieure acquise à l'étranger ainsi que le savoir acquis par apprentissage au travail, mais tous les résidents de l'Ontario y trouvent un intérêt.

- 5.1 *Nous recommandons que le gouvernement de l'Ontario prenne des mesures visant à l'évaluation systématique de l'instruction antérieure et du savoir acquis par apprentissage au travail d'individus, notamment en mettant sur pied le Réseau d'évaluation de l'acquis antérieur (RÉSEAU). L'évaluation de l'acquis antérieur*

de l'acquis antérieur (RÉSEAU). L'évaluation de l'acquis antérieur consiste à évaluer (1) le niveau de scolarité (secondaire, postsecondaire, formation professionnelle telle que les cours, les certificats, les diplômes et les grades universitaires) et (2) l'expérience accumulée par un individu. Cette évaluation englobe tout ce qu'un individu a appris dans le cadre d'un enseignement et d'une formation structurés et donnés par des employeurs, des associations et des syndicats ainsi que ce qu'il a appris par son expérience personnelle, la formation sur le tas, le bénévolat et par les études personnelles.

5.2 Nous recommandons qu'afin de mettre les services du RÉSEAU à la disposition de tous sur une base régulière, celui-ci soit financé par l'État et tenu de rendre compte de ses activités à un ministère du gouvernement en vertu d'une législation provinciale et de règlements connexes. L'adoption de cette législation devrait s'accompagner de modifications aux lois et règlements régissant toutes les occupations réglementées des secteurs public et privé. Ces modifications devraient prévoir que les candidats ont le droit d'obtenir une évaluation de l'équivalence, de se faire remettre un relevé des résultats de l'évaluation ainsi que le droit de demander la qualification professionnelle ou l'autorisation d'exercer lorsque le relevé établit l'équivalence avec les normes en vigueur en Ontario, à condition que tous les autres critères d'accès soient remplis, y compris la réussite à un examen ou l'accumulation de l'expérience nécessaire. Les critères de formation imposés par législation devraient être modifiés, au besoin, afin d'éliminer toute mention de la nécessité d'avoir reçu une formation officielle dans le cadre d'un programme ou d'une discipline particulière et de la nécessité d'avoir été inscrit dans une autre juridiction. En ce qui concerne les occupations non réglementées, nous recommandons que la législation prévoyant l'institution et la mise en oeuvre du RÉSEAU désigne expressément, et soumette à ses dispositions, tout organe corporatif qui accorde aux individus qualifiés ses certificats de qualifications ou des titres réservés.

5.3 Nous recommandons que la conception, la mise en oeuvre et l'exploitation du RÉSEAU s'effectuent sous la tutelle d'un conseil d'administration nommé par le gouvernement et composé de représentants d'établissements d'enseignement, d'organes de qualification professionnelle ou d'autorisation d'exercer, de groupements ethnoculturels et de différentes personnes cherchant

à avoir accès à des occupations ou à l'enseignement postsecondaire.

5.4 Nous recommandons que le gouvernement affecte les crédits nécessaires afin de permettre au RÉSEAU (1) d'effectuer l'évaluation de l'équivalence de l'acquis antérieur avec l'enseignement officiel en Ontario et (2) d'effectuer l'évaluation de l'équivalence du savoir acquis par expérience au travail avec l'enseignement officiel en Ontario lorsque ce savoir n'est pas attesté par un établissement d'enseignement officiel. À cet égard, nous recommandons que le RÉSEAU veille à :

- mettre sur pied un mécanisme de consultation consistant en des comités consultatifs formés pour chaque occupation afin de s'assurer que les diverses occupations participent directement à l'énonciation des normes de compétence et à l'appréciation des niveaux d'équivalence relatifs à l'instruction et à l'expérience antérieures;*
- réunir le personnel de recherche et les spécialistes en éducation comparée nécessaires afin de pouvoir authentifier des documents; déterminer et valider le contenu, la durée et le niveau des programmes d'enseignement et de formation canadiens et étrangers; constituer un fonds de renseignements fiables comportant notamment la description de ces programmes ainsi qu'un relevé des décisions prises par le RÉSEAU relativement aux équivalences;*
- réunir les spécialistes nécessaires en matière de programmation et d'évaluation des cours afin de cerner et d'évaluer les objectifs des programmes d'instruction et de formation structurés offerts en dehors de l'enseignement officiel;*
- réunir les spécialistes nécessaires en matière d'interprétation et de validation des examens portant sur des connaissances théoriques et pratiques, parmi lesquels des spécialistes dans (1) les matières sur lesquelles portent les examens, (2) la conception et la validation mêmes des examens, et (3) le repérage et l'élimination des préjugés ethnoculturels susceptibles de se glisser dans certaines évaluations, le tout*

en vue de mettre au point, d'administrer et de constituer un ensemble d'outils et de modalités d'évaluation;

- réunir les spécialistes nécessaires pour constituer et évaluer des relevés personnels de l'acquis antérieur afin de (1) former le personnel appelé à aider les candidats à établir des relevés personnels complets (2) former les spécialistes des différents domaines pour évaluer ces relevés personnels en vue de l'octroi de crédits et (3) former et conseiller les administrateurs et les décideurs quant aux groupes cibles à considérer de façon à assurer la bonne orientation et la continuité de leurs efforts en matière d'évaluation de l'acquis antérieur;*
- assurer la disponibilité de services de traduction pour les clients qui en ont besoin, ces services étant offerts gratuitement aux personnes nouvellement établies en Ontario durant les deux premières années de résidence permanente au Canada.*

5.5 Nous recommandons d'étaler la mise en oeuvre du RÉSEAU sur trois ans, période durant laquelle les évaluations de l'instruction et de l'expérience antérieures qu'aura effectuées le RÉSEAU en tenant compte des normes de l'Ontario, ne seront pas contraignables à l'égard des organes de qualification et d'autorisation professionnelles. Nous recommandons que toutes les évaluations effectuées par le RÉSEAU après cette période de transition de trois ans soient contraignables, sous réserve des modalités d'appel visées à la recommandation 5.11. Nous recommandons, à cet égard, que le RÉSEAU soit responsable de déterminer si un individu possède la formation requise pour demander la qualification ou l'autorisation professionnelle et que le processus même de qualification professionnelle et d'autorisation d'exercer, notamment en ce qui a trait à l'administration des examens et aux conditions d'expérience de travail, continue de relever des organes de qualification et d'autorisation professionnelles.

5.6 Nous recommandons que le RÉSEAU soit habilité à déléguer sa responsabilité en matière d'évaluation de l'acquis antérieur aux diverses occupations, à contrôler la qualité de ces évaluations afin de s'assurer qu'elles s'effectuent de manière efficace, équitable et

en tenant compte de la sécurité du public, et que le RÉSEAU soit également habilité à révoquer cette délégation de responsabilité avec motifs à l'appui.

- 5.7 Nous recommandons que le RÉSEAU lance un programme de sensibilisation du public et de promotion en ce qui concerne la nature des évaluations de l'acquis antérieur et les services offerts par le RÉSEAU. Ce programme devrait être porté à la connaissance des Canadiens, y compris les nouveaux arrivants au Canada, et - par l'entremise des bureaux du gouvernement canadien à l'étranger - aux personnes qui désirent immigrer au Canada.*
- 5.8 Nous recommandons que le RÉSEAU conclue un accord avec la Banque de matériel de formation de la Société ontarienne de formation afin d'intégrer au fichier informatisé de celle-ci (1) les données fondamentales concernant les modalités de qualification et d'autorisation professionnelles appliquées par les professions et les métiers réglementés en Ontario et (2) des renseignements sur les services du RÉSEAU et les moyens de s'en prévaloir.*
- 5.9 Nous recommandons que lorsque l'évaluation de l'acquis antérieur d'un candidat indique qu'il ne satisfait pas à toutes les normes pertinentes en Ontario, le RÉSEAU fournisse des conseils précis sur la formation supplémentaire à suivre pour atteindre le niveau d'équivalence voulu en Ontario et que le RÉSEAU facilite la prestation par d'autres organismes des services de renseignements et d'orientation relativement aux programmes de recyclage en Ontario. Après avoir acquis la formation supplémentaire nécessaire, les candidats pourront introduire une nouvelle demande auprès du RÉSEAU et se verront accorder les crédits auxquels ils ont droit consécutivement à cette formation et se feront remettre une attestation de leur niveau d'équivalence.*
- 5.10 Nous recommandons que chaque évaluation de l'acquis antérieur soit préparée par un membre du personnel du RÉSEAU ayant des connaissances spécialisées en matière d'éducation comparée et que l'établissement du niveau d'équivalence soit effectué par cette personne sous la direction générale du comité consultatif de l'occupation considérée.*

5.11 Nous recommandons d'accorder aux individus et aux organes corporatifs concernés le droit d'interjeter appel de l'évaluation du niveau de scolarité équivalent effectuée par le RÉSEAU. Nous recommandons en outre à cet égard que:

- avant d'entamer la procédure d'appel, on encourage l'appelant à s'entretenir de la décision avec le membre du personnel de recherche ayant effectué l'évaluation;*
- l'appel soit officiellement entendu par un Comité de révision des décisions composé d'un groupe de huit ou neuf experts du domaine visé par l'évaluation de l'acquis antérieur, parmi lesquels trois seront désignés pour entendre un appel donné. Le comité devrait comprendre des registraires d'universités et de collèges, des évaluateurs canadiens provenant d'organismes nationaux et internationaux comme l'AUCC et l'UNESCO ainsi que des professeurs d'établissements d'enseignement en éducation comparée;*
- le Comité de révision des décisions ait accès aux services d'un avocat pour obtenir des éclaircissements sur des questions juridiques ou des questions liées à la procédure administrative;*
- les candidats devraient avoir le droit de présenter des observations écrites ou orales au Comité de révision des décisions; les témoignages d'experts devraient être admissibles et le Comité devrait pouvoir infirmer les décisions relatives aux évaluations.*

5.12 Nous recommandons qu'à la fin de la période de transition de trois ans, le RÉSEAU ait d'une part la responsabilité de confirmer si les critères de validité, de fiabilité et de sensibilité culturelle applicables à la qualification professionnelle et à l'autorisation d'exercer sont respectés par les organes corporatifs compétents lors des examens qu'ils imposent aux candidats, et ait d'autre part la responsabilité de diffuser ces critères. Nous recommandons en outre que ces organes soient tenus de faire approuver par le RÉSEAU les conditions nouvelles ou existantes qui sont imposées exclusivement aux candidats formés à l'étranger relativement aux examens en vue de la qualification et de l'autorisation professionnelles.

5.13 Nous recommandons que le gouvernement affecte, au début de l'exercice suivant le dépôt du présent rapport, les crédits nécessaires à la conception, à la mise en oeuvre et à l'exploitation du RÉSEAU.

Chapitre 6 — Testage professionnel

Les examens d'autorisation professionnelle évaluent la compétence, les connaissances et l'aptitude pratiques des candidats désireux d'obtenir l'autorisation d'exercer ou d'être agréés, en fonction de normes établies par l'organe responsable. Les examens doivent pouvoir distinguer les candidats ayant la compétence requise pour exercer l'occupation sans danger pour la santé, le bien-être et la sécurité du public de ceux qui ne l'ont pas.

Tous les examens d'autorisation professionnelle administrés par les organes corporatifs doivent satisfaire aux normes d'équité requises. Afin de s'assurer que l'examen qu'il élabore est juste pour les candidats et qu'il mesure correctement ce qu'il est censé mesurer, le concepteur doit respecter les normes établies pour sa démarche. Il doit déterminer avec précision ce qu'est la "compétence" pour l'occupation en question, pas nécessairement en se fondant uniquement sur ce qu'on enseigne dans les programmes d'études pertinents, mais aussi en tenant compte de la pratique réelle de l'occupation, reflétée dans des capacités reconnaissables. Les questions et les types d'examens devraient être fondés sur cette norme. En outre, le concepteur doit tenir compte des questions de langue, des réactions culturelles et de la nécessité d'utiliser et d'administrer avec équité un examen capable de répondre aux besoins des candidats en leur donnant la rétroaction voulue pour que ceux-ci puissent s'améliorer. Enfin, tous les candidats doivent être clairement informés de l'utilisation de l'examen et de la méthode de notation.

La conception d'un examen valide exige des compétences précises. Afin que la conception des examens d'autorisation d'exercer utilisés en Ontario respecte les principes généraux en question, et que les résultats soient équitables pour tous les candidats:

6.1 Nous recommandons que les examens d'autorisation d'exercer soient conçus conformément aux normes et aux méthodes reconnues de conception d'examens, compte tenu de ce que la personne ayant l'autorisation a besoin de savoir pour exercer, et compte tenu aussi des questions de langue, de culture et

d'équité administrative et de la possibilité pour le candidat de disposer d'une information complète sur la norme requise et sur la prestation attendue de lui.

- 5.2 *Nous recommandons que tous les candidats au testage suivent des cours de préparation ou reçoivent toute la documentation pour se préparer.*
- 6.3 *Nous recommandons que les politiques et procédures d'élaboration et d'administration des examens applicables à toutes les occupations soient publiées et mises à la disposition des candidats et de tous les intéressés, par l'intermédiaire du RÉSEAU.*
- 6.4 *Nous recommandons que le RÉSEAU offre aux organes corporatifs son aide et ses services de renvoi, à leur demande.*

Le problème de l'universalité du testage est délicat (voir le chapitre 12 pour un exposé des implications soulevées à cet égard par de la *Charte canadienne des droits et libertés*.) Le Groupe d'étude estime qu'il est désirable et préférable que, quelle que soit l'occupation, tous les candidats désireux d'être autorisés à exercer et qui, après évaluation, ont été jugés aptes à se présenter à l'examen, soient tenus de subir le même examen. En outre, nous croyons qu'avec les évaluations des équivalences exhaustives et objectives rendues possibles grâce au RÉSEAU, il ne sera plus guère nécessaire d'astreindre certains des candidats à des examens pour obtenir des évaluations supplémentaires. Néanmoins, nous reconnaissons que des organes corporatifs jugent qu'il faut parfois des examens cliniques supplémentaires, et que le coût élevé de certains examens cliniques et oraux fait qu'il n'est pas souhaitable d'y astreindre tous les candidats. En outre, les programmes de formation ontariens dans des disciplines ayant un important volet clinique soumettent les étudiants à des examens cliniques rigoureux, de sorte qu'il risquerait d'y avoir chevauchement entre eux et l'examen d'autorisation d'exercer. Nous avons par conséquent conclu qu'il serait contre-indiqué d'éliminer entièrement les examens supplémentaires auxquels sont soumis les seuls candidats formés à l'étranger, les candidats formés en Ontario en étant exemptés, pourvu que la conception de ces examens respecte les normes mentionnées à la Recommandation 6.1. Toutefois, cette pratique ne devrait être permise que dans les cas où l'organe corporatif peut démontrer que tous les candidats doivent être interrogés sur la même matière et atteindre les mêmes normes, quel que soit l'examen qu'ils subissent; que l'examen s'impose pour lui fournir une évaluation de

la compétence des candidats qui serait impossible à obtenir autrement; qu'il serait inopportun d'exiger que tous les candidats subissent l'examen; et que celui-ci n'imposera pas aux candidats une charge déraisonnable, en temps ou en argent.

6.5 *Nous recommandons que tous les candidats désireux d'obtenir l'autorisation d'exercer soient tenus de subir un examen portant sur la même matière que les autres et qu'ils atteignent la même norme de compétence qu'eux, en se présentant au même examen pour l'autorisation d'exercer que tous les autres. Lorsqu'un organe corporatif désire imposer d'autres examens aux candidats formés à l'étranger, il devrait en informer le RÉSEAU, en lui donnant la preuve que ces examens sont indispensables pour l'évaluation de la compétence des candidats; que la matière et les normes de ces examens sont les mêmes que ceux des examens que doivent subir les candidats formés en Ontario; qu'il est inopportun d'exiger que ces derniers subissent ces examens; et que l'examen n'imposera pas aux candidats une charge déraisonnable, en temps ou en argent.*

Même si nous n'estimons pas qu'il soit opportun ou nécessaire d'imposer des exigences rigoureuses en matière d'accès aux examens ou aux reprises, il est essentiel que les organes professionnels reconnaissent l'importance de ces questions.

6.6 *Nous recommandons que les organes professionnels fassent tous les efforts pour permettre aux candidats d'avoir un accès raisonnable aux examens, compte tenu du temps et du lieu des examens; et que tous les candidats qui échouent à un examen aient automatiquement droit à au moins une reprise, avec ou sans recyclage.*

Chapitre 7 — Testage linguistique

L'opinion du Groupe d'étude est que l'évaluation linguistique est valable et désirable en tant que moyen de garantir la sécurité du public et de fournir une aide aux personnes formées à l'étranger pour leur permettre de déterminer les forces et les faiblesses de leurs connaissances linguistiques.

7.1 *Nous recommandons donc qu'un programme d'évaluation linguistique par rapport à un niveau de compétence adéquat soit*

effectué par tous les organismes professionnels lorsque l'intérêt du public l'exige.

Comme tous les autres tests, les évaluations linguistiques ne sont acceptables que dans la mesure où il peut être démontré qu'elles sont équitables. Nous sommes préoccupés par le fait que les tests normalisés actuellement utilisés par certains organismes professionnels présentent des défauts tant par leurs limitations dans la mesure des performances que par l'inobservation des lignes directrices qui ont été fournies.

7.2 Nous recommandons donc ce qui suit :

- L'évaluation des connaissances linguistiques des candidats reflète les besoins linguistiques particuliers des groupes professionnels concernés. Cette évaluation devrait être faite en utilisant des méthodes de test conçues pour tester le niveau de connaissance générale de la langue, de la langue technique et du vocabulaire concernant ces groupes particuliers. De tels tests devraient être développés avec l'aide d'experts en connaissance de langue et en tests, et peuvent prendre la forme d'interviews structurées, de rédactions ou d'évaluations écrites. En remplacement ou en complément, ces tests linguistiques peuvent être effectués par le biais des tests de qualification ou d'autorisation professionnelle, administrés par les organismes professionnels concernés à condition que ces tests aient été développés et validés conformément à des normes reconnues de développement de tests, et qu'ils tiennent compte du niveau de connaissance de la langue et des exigences linguistiques particulières à la profession. L'utilisation de tests normalisés tels que le TOEFL, le TSE et la MTB devrait être abandonnée.*
- L'imposition d'une note éliminatoire par un corps ou organisme donné doit être justifiable comme reflétant exactement le niveau de connaissance de la langue nécessaire pour exercer les tâches professionnelles sans mettre en danger la santé, la sécurité ou le bien-être du public.*
- L'interprétation des notes devrait être spécifiée clairement aux utilisateurs de tests et à ceux qui les font passer si le test doit donner un résultat fiable.*

- *L'utilisation de tels tests de connaissance linguistique et l'élimination de la dépendance des tests normalisés par les corps professionnels devrait être introduites progressivement au cours des mêmes trois années que celles prévues pour l'introduction du Réseau d'évaluation de l'acquis antérieur.*

- 7.3 *Dans le but d'aider les personnes qui font passer des tests linguistiques à répondre à la recommandation 7.2, nous recommandons que le développement et la validation des tests linguistiques spécifiques aux professions, bien que tombant sous la responsabilité de ces corps professionnels, soit coordonnés et suivis par l'intermédiaire du Réseau d'évaluation de l'acquis antérieur, de la même manière que le développement et l'administration des tests professionnels.*
- 7.4 *Nous recommandons que les établissements d'éducation s'efforcent d'introduire des méthodes de testage linguistiques supplémentaires, venant compléter ou même remplacer les tests normalisés utilisés actuellement, et qu'une certaine souplesse soit, dans les cas opportuns, introduite dans l'interprétation des notes des tests.*
- 7.5 *Nous recommandons que, dans tous les cas, les résultats des tests soient fournis et expliqués aux candidats et que ceux-ci soient dirigés, si nécessaire, vers des cours d'anglais ou de français langue seconde.*
- 7.6 *Nous recommandons que tous les candidats aux tests linguistiques soient orientés vers des cours préparatoires ou que leur soit fournis des outils complets en vue de la préparation.*
- 7.7 *Nous recommandons que tout ce qui précède s'applique également aux tests linguistiques en langue française.*

Chapitre 8 — Formation linguistique

Étant donné qu'il est impossible de présumer des changements de politique au niveau fédéral, il est important que le présent rapport prenne en considération le fait que des modifications importantes de la formation linguistique en Ontario nécessiteraient probablement d'importants crédits provinciaux, compte tenu en particulier du fait qu'entre 40 et 50 p. 100

des immigrants arrivant chaque année au Canada optent pour l'Ontario. (Si l'on inclut les personnes qui déménagent en Ontario moins de deux ans après leur arrivée au Canada, ce pourcentage s'accroît considérablement.) Pareille dépense publique doit être comparée (et elle le sera inévitablement) aux autres demandes de dépenses soumises au gouvernement et dont les mérites pour l'intérêt public sont tout aussi réels. Toutefois, le Groupe d'étude invite instamment le gouvernement, dans l'établissement de ses priorités, à prendre en compte l'apport considérable des immigrants à la vie économique et au tissu social de l'Ontario. La connaissance de l'anglais ou du français est en effet une condition *sine qua non* de leur participation pleine et entière. C'est pourquoi nous exhortons le gouvernement à accorder la priorité aux programmes de formation linguistique.

8.1 *Nous recommandons que le gouvernement de l'Ontario passe le plus tôt possible à la deuxième étape de son étude des programmes de formation linguistique en Ontario. En ce qui concerne la phase II de l'étude, nos recommandations sont les suivantes :*

- *Les résultats de l'étude des programmes ALS/FLS menée par le ministère de l'Éducation et par le ministère des Collèges et Universités devraient être mis à la disposition du public dans un format accessible et à un prix abordable.*
- *Le ministère des Affaires civiques devrait constituer un comité consultatif composé de représentants d'associations d'immigrants, d'associations d'enseignants d'ALS et de FLS (ainsi, la division de l'Ontario de la TESL), d'organismes multiculturels et ethniques, etc. Ce comité passerait en revue les résultats de l'étude et aiderait à déceler les faiblesses dans les programmes. Ce comité consultatif aurait, entre autres responsabilités, la charge de communiquer au Ministère ses conclusions relativement à l'ordre de priorités que le gouvernement devrait suivre pour agir.*
- *En outre, le comité interministériel chargé d'examiner les résultats de l'étude et le rapport du comité consultatif devrait inviter les particuliers et les organisations à lui soumettre des présentations pour lui faire part des initiatives que le gouvernement pourrait prendre pour améliorer la qualité des programmes de langues en Ontario.*

8.2 *Nous recommandons que le comité interministériel chargé d'examiner les programmes d'ALS et de FLS modifie la formation de façon à tenir compte des conclusions de ce Groupe d'étude. Plus particulièrement, nous recommandons que les programmes de formation linguistique comportent les caractéristiques suivantes destinées à faciliter l'accès des individus formés à l'étranger aux métiers et professions correspondant à l'instruction et à l'expérience acquises dans leur pays d'origine.*

- *La spécialité et le niveau de la langue écrite ou orale enseignées devraient correspondre au degré de compétence linguistique attendu des candidats pour accéder au métier pour lequel ils ont reçu une formation dans leur pays d'origine et pour exercer ledit métier. Il convient de prendre en considération les exigences en matière de compétence linguistique rattachées à l'occupation en question quand il s'agit de déterminer la durée et le contenu du programme de formation requis pour chaque étudiant.*
- *Il faudrait veiller à offrir des cours de durée et d'intensité variables, ainsi que des cours à temps plein, des cours à mi-temps, des cours du soir et des cours du jour. Cette souplesse permettra non seulement aux candidats de niveaux différents en début de formation d'atteindre à leur propre cadence le niveau de compétence requis, mais aussi de satisfaire aux besoins de ceux qui ont des horaires divers.*
- *Dans la mesure du possible, la formation linguistique devrait être intégrée aux cours de recyclage professionnel, au cas où un tel recyclage serait nécessaire pour exercer en Ontario. Il conviendrait alors de faire figurer au programme de la formation des cours de terminologie technique et des cours de terminologie propre au métier ou à la profession visés.*
- *Il faudrait que tous les immigrants puissent bénéficier d'une formation linguistique de base avec aide financière, et ce sans restrictions eu égard à la catégorie dont il font partie, à leurs aspirations professionnelles, aux perspectives d'emploi, au niveau de compétence ou à la formation.*

- *Il faudrait pouvoir offrir des cours de langue spécialisés axés sur certains secteurs professionnels, avec aide financière, pour permettre aux immigrants d'atteindre le niveau de compétence linguistique requis pour accéder au domaine professionnel pour lequel ils sont qualifiés compte tenu de la formation, de l'instruction ou de l'expérience qu'ils ont acquises à l'étranger.*

8.3 *Nous recommandons que les membres du comité interministériel chargé d'examiner les programmes de formation linguistique se penche sur chacune des critiques évoquées dans la section précédente du présent chapitre et y apporte des éléments de réponse. Même si un grand nombre de ces remarques se rapportent aux programmes fédéraux, il est important que les personnes chargées de l'étude provinciale évaluent le bien-fondé de ces reproches afin que l'Ontario puisse mettre sur pied des programmes destinés à minimiser, lorsque cela sera possible, l'incidence des lacunes mises en évidence dans les programmes fédéraux.*

8.4 *Nous recommandons que le gouvernement de l'Ontario fonde une Direction générale provinciale responsable de l'ensemble des programmes de formation linguistique pour immigrants en Ontario. Cette Direction générale devra travailler en collaboration avec le Réseau d'évaluation de l'acquis antérieur (Réseau) dont la mise sur pied est à l'étude, ou dans le cadre de ce dernier. La Direction générale serait chargée :*

- *de dresser une liste de tous les différents cours d'ALS et de FLS offerts dans la province, liste à laquelle le public aurait facilement accès;*
- *d'aider les groupes professionnels à déterminer le niveau de compétence linguistique qu'il convient d'exiger au moment de l'accès à la profession ou au métier en question; ce niveau devra être pris en compte dans l'examen d'admission;*
- *de faire en sorte que tous les immigrants arrivant en Ontario (y compris ceux qui n'ont pas pu jusqu'à présent recevoir de formation linguistique) puissent bénéficier d'une évaluation de leurs besoins sur le plan de la formation linguistique afin de déterminer à quel niveau ils doivent commencer à suivre les*

cours et à quel niveau ils doivent les interrompre, ces deux niveaux devant correspondre aux antécédents scolaires ou universitaires et professionnels de chaque personne tels qu'évalués dans le cadre du Réseau;

- d'indiquer aux immigrants où s'adresser pour suivre la formation linguistique requise en fonction de l'évaluation de leurs besoins en la matière;*
- d'élaborer et d'appliquer une stratégie publicitaire pour informer les immigrants sur les services d'évaluation et d'orientation;*
- de compiler des statistiques sur les besoins en formation linguistique de la population immigrante, notamment sur les besoins en matière de cours d'anglais/français spécialisés plus particulièrement axés sur certains métiers ou professions;*
- d'envisager les autres méthodes de prestation des programmes de formation linguistique que l'on pourrait mettre en oeuvre, comme celles qui sont évoquées ci-après dans le chapitre 9 du présent rapport, "Recyclage".*

8.5 *Nous recommandons que le gouvernement de l'Ontario continue de négocier avec le gouvernement fédéral pour que les programmes de formation dispensés dans le cadre de la Planification de l'emploi recommencent à être financés dans les mêmes proportions qu'en 1985. En outre, nous recommandons que le ministère de la Formation professionnelle, lorsqu'il renégociera l'Accord Canada/Ontario sur la formation, envisage toutes les options possibles qui pourraient procurer à l'Ontario un accroissement des crédits au chapitre de la formation linguistique et lui donner une marge de manoeuvre plus importante pour ce qui est de la prestation des programmes (ou les deux).*

8.6 *Compte tenu du caractère inéquitable des restrictions imposées par le gouvernement fédéral sur l'accès à la formation linguistique et aux subventions, restrictions qui sont particulièrement ressenties par les immigrantes, nous recommandons que le ministère de la Formation professionnelle continue de soulever cette question d'inégalité lors de ses*

négociations avec le gouvernement fédéral sur l'Accord Canada/Ontario sur la formation. Il faudrait reconnaître que la formation linguistique fait partie intégrante du processus d'établissement de tous les immigrants, quelles que soient les débouchés immédiats ou les intentions des intéressés en ce qui concerne leur entrée sur le marché du travail.

Chapitre 9 — Recyclage

Le Groupe d'étude est conscient de la nécessité qui s'accroît chaque jour, de recycler les gens affectés par l'obsolescence de leur emploi et de mettre à jour le savoir des praticiens pour leur permettre de conserver leur "avantage". Nous sommes également conscients du fait que le nombre des praticiens de formation étrangère augmentera probablement en Ontario au cours des années qui viennent, à mesure que nos sources traditionnelles s'amenuisent. Nos recommandations en matière de formation tiennent compte du fait que le gouvernement s'occupe à l'heure actuelle des besoins spécifiques en formation de certaines catégories de la population, dont les jeunes, les femmes et les minorités visibles. Nous constatons cependant que les personnes de formation étrangère constituent un groupe de plus en plus important, dont les besoins en formation ne sont pas satisfaits.

Il ressort des données que nous avons recueillies qu'il y a de grosses divergences dans la disponibilité des moyens de formation à la disposition des personnes de formation étrangère — divergences d'une occupation à l'autre et divergences d'un établissement d'enseignement à l'autre. Nous prenons note des efforts considérables et des fonds importants qui sont consacrés à ces programmes et nous nous inquiétons de ce qu'en dépit des tendances démographiques de l'Ontario, les besoins des personnes de formation étrangère ne soient pas prévus dans la planification des autorités qui financent ces programmes.

Nous espérons que le gouvernement de l'Ontario donnera l'exemple aux prestataires d'éducation et de formation de la province en prévoyant expressément les besoins en formation des personnes antérieurement formées à l'étranger, à titre d'élément important de ses plans de financement et de mise en oeuvre. Ce n'est qu'à ce prix que nous pourrons attendre des établissements d'enseignement et des organes de qualification et d'autorisation professionnelle qu'ils prennent des mesures concrètes pour assurer l'admission efficace et juste des professionnels et gens de métier formés à l'étranger.

Nous ne préconisons pas la création d'un organisme chargé de la formation des personnes antérieurement formées à l'étranger. Nous tenons seulement à rappeler au gouvernement et aux prestataires d'éducation et de formation que la disponibilité de ce genre de formation ne comporte que des avantages sur le plan économique et social et que dans la plupart des cas, il est possible de l'assurer par la planification conjointe et par un certain rajustement de leurs politiques et de leurs systèmes de mise en oeuvre actuellement en vigueur.

9.1 *Nous recommandons que le ministère des Collèges et Universités et le ministère des Affaires civiques soient conjointement chargés d'encourager, d'engager et d'aider les collèges, universités et organes de qualification professionnelle à faire en sorte que les personnes de formation étrangère aient accès au recyclage, au perfectionnement et à la mise à jour professionnelle. Nous estimons qu'en assumant ce rôle de leadership, ces ministères devraient consulter le Conseil des universités de l'Ontario, le Conseil des régents des collèges d'arts appliqués et de technologie de l'Ontario, le ministère de la Formation professionnelle et les comités professionnels du Réseau d'évaluation de l'acquis antérieur dont nous proposons la création.*

Nous recommandons que le ministère des Collèges et Universités et le ministère des Affaires civiques s'occupent des questions suivantes:

- *accessibilité de la formation aux personnes de formation étrangère qui sont partiellement qualifiées pour le certificat d'aptitude professionnelle ou l'autorisation d'exercer dans une occupation;*
- *besoins en financement des collèges, universités et organes corporatifs en matière de formation;*
- *besoins d'aide financière des personnes formées à l'étranger qui veulent suivre un programme de formation;*
- *accessibilité de l'information sur les possibilités de formation.*

9.2 *Nous recommandons que les collèges et universités de l'Ontario collaborent à la conception et à l'exécution d'un examen détaillé*

de chaque établissement d'enseignement postsecondaire, afin de s'assurer qu'il applique des conditions justes et souples d'admission au recyclage de personnes antérieurement formées à l'étranger. Cet examen devrait comprendre une vérification des mesures appliquées par chaque établissement pour combattre les obstacles institutionnels, psychotechniques et circonstanciels à la formation, et chaque établissement devrait déposer auprès du ministère des Collèges et Universités un plan d'élimination des obstacles relevés.

9.3 *Nous recommandons que le gouvernement de l'Ontario mette en place les structures de subvention à la formation pour les professionnels et gens de métier formés à l'étranger, et que ces structures soient conçues de façon:*

- à encourager et à aider les organes corporatifs et les établissements d'enseignement à mettre au point des modules d'enseignement que les personnes antérieurement formées à l'étranger pourraient réunir pour satisfaire aux conditions de qualification ou d'autorisation professionnelle;*
- à encourager et à aider les organes corporatifs à concevoir, si possible, d'autres moyens grâce auxquels les candidats puissent satisfaire aux conditions de recyclage, et ce afin d'alléger le fardeau des systèmes de prestation basés sur les universités et collèges, ainsi que des options dont l'usage de moyens de rechange, la formation par mentor, et la reconnaissance de moyens d'exécution de rechange comme la radio, la magnétoscopie, l'ordinateur et l'enseignement par correspondance;*
- à accorder des subventions adaptées à la situation individuelle des bénéficiaires (à tout le moins un programme de prêts adaptés aux besoins de ceux qui se destinent à un programme de formation);*
- à aider les employeurs à assurer la formation, par l'extension de mécanismes de financement existants comme les programmes de recyclage des ouvriers et techniciens, financés par le ministère de la Formation professionnelle.*

- 9.4 *Nous recommandons, afin de garantir la qualité, la pertinence et la continuité des programmes communautaires, l'institution d'un programme de subvention de fondation destiné à créer une base plus stable de planification et de fonctionnement des organismes communautaires qui offrent des programmes à l'intention des personnes de formation étrangère.*
- 9.5 *Nous recommandons que les organes corporatifs et le gouvernement provincial collaborent, avec le concours des organismes communautaires visés à la recommandation ci-dessus, à identifier les besoins spéciaux en services des communautés ethnoculturelles, en particulier dans les domaines de la médecine, du travail social et des conseils psychologiques, et que ces besoins identifiés soient pris en considération dans la distribution des ressources de recyclage aux candidats à la qualification ou à l'autorisation professionnelle.*
- 9.6 *Nous recommandons que la Société ontarienne de formation veille à ce que les bases et les services d'information qu'elle met en place soient conçus de façon à servir l'ensemble des professions et métiers en Ontario, et qu'elle s'attache à la solution des questions d'accessibilité et d'exactitude conformément aux recommandations 3.4, 3.5 et 3.6 qui figurent au chapitre 3, "Problèmes face aux métiers".*
- 9.7 *Nous recommandons que le gouvernement de l'Ontario continue à collaborer avec les autres provinces et le gouvernement fédéral à l'institution d'une allocation de formation canadienne.*
- 9.8 *Nous recommandons que, par l'évaluation de l'équivalence de diplôme effectuée par le Réseau d'évaluation de l'acquis antérieur, dont nous proposons la création, toute personne antérieurement formée à l'étranger et partiellement qualifiée et qui a besoin de recyclage, reçoive toutes les informations spécifiques sur la nature et la durée de la formation requise pour satisfaire aux conditions de qualification ou d'autorisation professionnelle.*
- 9.9 *Nous recommandons qu'à l'égard des occupations où l'expérience canadienne ou ontarienne est une condition préalable de qualification ou d'autorisation professionnelle, les organes corporatifs, les collèges et les universités s'efforcent de*

concevoir des programmes de formation de façon à assurer l'acquisition de cette expérience. Le degré d'expérience requis doit être déterminé dans chaque cas d'espèce, compte tenu de l'intégralité de l'expérience antérieure pertinente du candidat.

Chapitre 10 — Problèmes face à la profession médicale

Évaluation de l'acquis antérieur

Nous sommes d'avis que tous les diplômés de facultés de médecine non agréées devraient avoir accès à une évaluation approfondie de leur formation qui permettrait de déterminer s'ils satisfont à la norme de compétence de l'Ontario. Tous les candidats qui satisfont à cette norme devraient avoir le droit d'obtenir une carte de stage et, en vertu de celle-ci, de poser leur candidature à l'internat. On ne devrait pas continuer à imposer aux candidats le Programme pré-internat tel qu'il est structuré actuellement.

Dans toute profession, une telle évaluation est complexe et elle exige le recours à des ressources ayant une compétence solide, à la fine pointe des découvertes en la matière. Nous avons recommandé, au chapitre 5 du présent rapport intitulé "Évaluation de l'acquis antérieur", la création d'une agence dénommée Réseau d'évaluation de l'acquis antérieur (Réseau) en vue d'aider les associations professionnelles à évaluer l'acquis antérieur des candidats formés à l'extérieur de l'Ontario. Nous sommes d'avis que ce mécanisme devrait être accessible à la profession médicale. Contrairement à la plupart des professions qui situent l'évaluation clinique dans le cadre de l'examen final - juste avant l'octroi de l'autorisation d'exercer - il est important, de toute évidence, dans cette profession, qu'une évaluation clinique précède l'internat.

Nous avons indiqué en abordant la question de l'évaluation de l'acquis antérieur que le corps médical lui-même est l'instance la plus compétente pour administrer les évaluations cliniques. Le testage devrait, naturellement, s'aligner sur la norme de compétence de l'Ontario et respecter les normes reconnues d'élaboration de tests conformément au chapitre 6 du présent rapport intitulé « Testage professionnel ».

Bien que nous soyons d'avis que tous les candidats capables de faire la preuve d'une formation équivalente à la norme de l'Ontario devraient être autorisés à accéder à l'internat, nous reconnaissons qu'une période d'acclimatation au milieu hospitalier de l'Ontario est souhaitable. Pour de

tels candidats, cependant, cette période d'acclimatation ne devrait pas être longue. La brièveté d'un tel programme permettra de maintenir les coûts à un niveau raisonnable; en même temps, les candidats en tireront profit à mesure qu'ils se familiarisent, dans un cadre plus adéquat, avec la pratique de la médecine en Ontario.

- 10.1 Nous recommandons que l'obligation, pour tous les diplômés de facultés de médecine étrangères non agréées, de s'inscrire au Programme pré-internat en vigueur actuellement, soit abolie.*
- 10.2 Nous recommandons qu'une évaluation des équivalences soit accessible à tous les candidats sortant de facultés de médecine non agréées. Étant donné l'importance que revêt la composante clinique dans la formation médicale qui doit être évaluée avant l'internat, il convient que de telles évaluations soient administrées par l'ordre professionnel lui-même. Les tests devraient être élaborés conformément à des normes reconnues d'élaboration d'instruments de mesure.*
- 10.3 Nous recommandons que chaque candidat ayant une formation équivalente à la norme imposée aux candidats formés en Ontario ait accès à un poste de stagiaire en clinique dans un hôpital universitaire en Ontario pour une période ne dépassant pas huit semaines, dont la durée exacte est fonction des besoins du candidat tels que déterminés par lui-même et par son superviseur. Pendant ce stage, le candidat observera la pratique de la médecine dans un hôpital de l'Ontario; il exercera, sous une étroite supervision, ses capacités cliniques et il sera observé par un groupe de superviseurs. Le but de cette période de préparation à l'internat est de ménager au candidat une transition d'acclimatation au milieu hospitalier de l'Ontario; il ne s'agit pas d'un instrument d'évaluation supplémentaire.*
- 10.4 Nous recommandons que tous les candidats qui ont satisfait aux exigences susmentionnées aient le droit d'obtenir des cartes de stage.*

Internat

Nous avons conclu que le contingent actuel de postes d'internat subventionnés devrait être maintenu mais que tout candidat admissible à une carte de stage devrait être autorisé à poser sa candidature à n'importe lequel de ces postes. Tous les postes devraient être comblés par l'entremise du Canadian Internship Matching Service (CIMS) mais il conviendrait d'éliminer la politique ou les usages qui accordent, aux diplômés des facultés de l'Ontario, la priorité sur les diplômés d'autres établissements. Nous reconnaissons qu'il existe une possibilité qu'il y ait, dans quelques années, plus de candidats que de postes disponibles et que certains diplômés des facultés ontariennes puissent se retrouver parmi ceux qui n'ont pas de poste. Bien qu'il s'agisse là d'une situation regrettable, elle est inévitable s'il n'y a pas d'augmentation du nombre de postes subventionnés. Tous les problèmes apparentés aux coûts des services de santé dans cette province doivent être partagés par tous les résidents de l'Ontario, qu'ils aient été formés dans la province ou à l'étranger. Nous sommes également d'avis que "l'injection" d'un facteur de concurrence et de défi dans le système d'éducation médicale de l'Ontario ne sera pas préjudiciable. Un tel système est plus susceptible d'élever les normes que de les abaisser et il devrait favoriser l'excellence des services médicaux. Les avantages, pour le public, sont renforcés par un processus de sélection qui permet de retenir en internat les médecins les plus compétents.

Le critère sur lequel devrait se fonder l'allocation des postes d'internes à des candidats qualifiés devrait, à des fins d'équité, être articulé de façon précise et être rendu publique. En outre, un tel critère devrait tenir compte des besoins de la collectivité en matière de santé de telle sorte que les besoins particuliers de certains groupes d'immigrants ou de communautés nordiques desservies de façon inadéquate soient plus susceptibles d'être comblés.

- 10.5 *Nous recommandons que tout candidat détenteur d'une carte de stage ait le même droit que tout autre candidat, quel que soit l'endroit où la formation a été acquise, de poser sa candidature à un poste d'interne en Ontario et d'obtenir ce poste. Les candidatures de tous les candidats à l'internat devraient être évaluées par rapport à des critères formulés avec précision qui peuvent, éventuellement, refléter les besoins particuliers de la collectivité en matière de services médicaux.*

Exigences linguistiques

Les tests TOEFL et TSE sont reconnus dans le contexte de la profession médicale pour leur capacité d'évaluer la compétence linguistique. Nous avons abordé l'utilisation de ces tests au chapitre 7 intitulé « Testage linguistique » et il convient de se reporter à ce chapitre pour un examen complet de la question. Il suffit de mentionner à cette étape que nous entérinons le point de vue des experts pour qui le TOEFL et le TSE sont

des instruments inappropriés d'évaluation dans le contexte de la qualification professionnelle. Si les représentants de la profession sont d'avis qu'une sélection linguistique particulière est souhaitable, nous proposons l'élaboration d'un test de rendement précis relié à la profession qui serait élaboré avec l'aide d'experts de l'enseignement du français ou de l'anglais langues secondes en vue d'orienter le testage linguistique vers la compétence qu'exige l'exercice de la profession. Une autre option consiste à se fier, dans le domaine de la sélection linguistique, à l'examen de qualification ou à tout autre test oral ou écrit administré dans le cadre de l'étude des équivalences, à condition que le niveau de maîtrise requis soit revu pour s'assurer qu'il correspond aux exigences de la profession et qu'il s'appuie sur une description de la langue propre à la pratique et à la théorie médicales.

10.6 Nous recommandons que le recours aux tests TOEFL et TSE soit aboli. Tout autre test utilisé pour évaluer la compétence linguistique - qu'il s'agisse d'un test élaboré spécialement à cette fin ou des examens de qualification eux-mêmes - devrait refléter nos recommandations générales sur l'utilisation et l'élaboration de tels tests aux chapitres intitulés « Testage professionnel » (chapitre 6) et « Testage linguistique » (chapitre 7).

Chapitre 11 — Contrôle juridictionnel

Les recommandations ci-dessous visent à établir un modèle de contrôle et d'appel pour la législation professionnelle. En considérant le droit d'appel des candidats aux corps professionnels, le Groupe d'étude a tenu compte de la position des candidats aux occupations non régies par une loi mais, étant donné notre mandat, nous n'avons fait aucune recommandation à ce sujet. Les recommandations qui suivent comprennent les modifications spécifiques à apporter aux diverses lois de façon à rendre les mécanismes d'appel conformes à nos recommandations générales. En outre nous avons choisi de traiter de façon plus approfondie des occupations et professions qui prévoient ou qui se proposent de prévoir un droit d'appel au Conseil des sciences de la santé ou à la Commission d'appel des enregistrements commerciaux (CAEC) car il est prévu qu'à eux deux, ces deux organes connaîtront des appels concernant les décisions d'inscription de plus de 30 professions, si le gouvernement donne suite aux recommandations dont il a été saisi (notamment celles contenues dans le rapport de la Commission de révision de la législation médicale).

Recommandations générales

- 11.1 *Le Groupe d'étude recommande que toutes les lois professionnelles soient modifiées de façon à prévoir que les demandeurs qui se voient refuser l'inscription ont droit d'appel en la matière, avec les paliers et les protections procédurales énumérés ci-dessous. Le contrôle judiciaire ne suffit pas pour résoudre les refus d'inscription.*

La décision initiale

- 11.2 *Les candidats aux corps professionnels doivent avoir le droit d'être pleinement informés des conditions et des normes d'admissibilité, de la documentation qu'il faut soumettre, et de la procédure à observer pour contester le refus d'inscription. Nous recommandons que les lois professionnelles soient modifiées de façon à prévoir pour le registraire l'obligation de mettre à la disposition des demandeurs tous les renseignements nécessaires sous forme écrite. Une meilleure accessibilité de l'information émanant des corps professionnels contribuerait grandement, à notre avis, à réduire les possibilités d'antagonisme entre le demandeur et l'organe corporatif.*
- 11.3 *Nous recommandons que les lois professionnelles prévoient pour le demandeur le droit de consulter le dossier de sa demande d'admission avant que la décision initiale ne soit rendue. Un grand nombre de difficultés peuvent être réglées rapidement si le demandeur a la possibilité de consulter son dossier au tout début du processus.*
- 11.4 *Dans le cas où le demandeur fait l'objet d'un projet de décision défavorable, lequel projet est renvoyé au comité d'inscription, nous recommandons que la législation prévienne pour le demandeur le droit de soumettre à celui-ci des observations écrites avec documentation et preuves à l'appui (cette documentation pourrait comprendre l'évaluation d'équivalence donnée par le Réseau d'évaluation de l'acquis antérieur, dont nous recommandons la création). Ce droit renforcera l'équité du processus sans entraîner de retard ou de complication inutile, et il est à espérer qu'il réduira au minimum la nécessité d'un appel qui coûte cher en temps et en argent.*

- 11.5 *Si la loi professionnelle prévoit que le registraire doit saisir le comité d'inscription de son intention de refuser l'inscription, comme c'est le cas, par exemple, de toutes les professions régies par la Loi sur les sciences de la santé, nous recommandons qu'elle prévoie pour le demandeur le droit de recevoir signification des motifs écrits de la recommandation défavorable du registraire.*
- 11.6 *Dans les cas où les décisions en matière d'inscription sont soumises au contrôle du comité d'inscription, nous recommandons que ce comité soit investi des pleins pouvoirs de contrôle, dont celui de substituer à la décision initiale ses propres conclusions quant à l'équivalence du niveau d'instruction et de l'expérience professionnelle du demandeur (cette recommandation intéressera tout particulièrement les professions d'ingénieur, d'architecte et d'arpenteur-géomètre. À l'heure actuelle, l'évaluation d'équivalence est faite en dernier ressort par deux comités internes dans chacun de ces corps professionnels: le comité de vérification des diplômes et le comité de vérification de l'expérience. Il s'ensuit que l'évaluation d'équivalence n'est pas susceptible d'appel sous le régime de leur loi organique respective).*
- 11.7 *Nous recommandons que les lois professionnelles soient modifiées de façon à prévoir pour le demandeur le droit de recevoir les motifs écrits de la décision défavorable initiale.*
- 11.8 *Dans le cas où conformément à la procédure prévue par la loi, le registraire doit renvoyer la demande au comité d'inscription, nous recommandons que celui-ci soit tenu de rendre sa décision dans les 30 jours.*

Commission d'appel

Les recommandations 11.9 à 11.14 ne s'appliquent qu'aux professions régies par une loi. Le Groupe d'étude a examiné brièvement la position des candidats aux associations professionnelles libres et non réglementées qui accordent un titre de compétence ou un titre réservé (voir le chapitre 4, "Problèmes face aux professions").

- 11.9 Dans le cas où l'autorité qui rend la décision initiale conclut qu'il y a lieu de refuser l'inscription ou d'y attacher des conditions ou des restrictions, nous recommandons d'accorder au demandeur le droit au contrôle de la décision par une commission spécialisée, composée en tout ou en partie de personnes n'appartenant pas à l'occupation concernée et nommées pour représenter l'intérêt public.
- 11.10 Les professions suivantes ne connaissent pas à l'heure actuelle un mécanisme de contrôle de la part d'une commission indépendante: ingénieurs, architectes, arpenteurs-géomètres, comptables, avocats. Nous recommandons que le gouvernement engage un dialogue avec ces professions pour examiner s'il y a lieu de créer une commission d'appel commune pour connaître des appels contre le refus d'inscription, ou s'il y a lieu de créer une commission pour chacune d'elles séparément.
- 11.11 De nombreux corps professionnels régis par une loi d'intérêt privé ne prévoient pas pour les demandeurs le droit d'appel à une commission indépendante. Une nouvelle commission pourrait être créée pour servir d'instance d'appel à l'intention des candidats de tous ces groupes. Une autre solution consisterait à élargir la compétence d'une commission existante comme la Commission d'appel des enregistrements commerciaux (voir la recommandation 10.36).
- 11.12 Nous recommandons que le demandeur ait le choix entre l'audience et le contrôle sur pièces. La Loi sur les sciences de la santé donne actuellement ce choix au demandeur. Le mécanisme de contrôle facultatif que nous proposons nous paraît économique et plus pratique pour les demandeurs qui ne tiennent pas à dépenser trop d'argent et de temps pour se préparer et pour comparaître à l'audience, avec ou sans avocat. Étant donné que la grosse partie des preuves à prendre en considération consiste en documents, un contrôle fondé sur les observations écrites peut mieux convenir dans un grand nombre de cas qu'une audience. Il serait toujours loisible au demandeur d'opter pour l'audience et de convoquer des témoins.
- 11.13 Nous recommandons d'investir, par voie législative, la commission d'appel des pleins pouvoirs de contrôle et, en particulier, de l'habiliter à exercer tous les pouvoirs de l'autorité décisionnelle

de première instance, notamment, le cas échéant, celui de dispenser le demandeur des conditions habituelles d'inscription; celui d'instruire la demande au fond, y compris l'évaluation d'équivalence; et celui d'examiner l'équité de fond et de forme du processus, dont la validité de toute évaluation ou de tout examen d'autorisation professionnelle.

11.14 Le demandeur doit jouir des protections procédurales à l'étape du contrôle exercé par une commission indépendante. Nous recommandons que la législation professionnelle prévoie ce qui suit:

- Le demandeur doit avoir la possibilité d'examiner, au moins dix jours avant l'audience, toute preuve documentaire qui sera produite ou tout rapport ou sommaire écrit du témoignage que rendra chaque expert (la commission doit cependant être habilitée à admettre des preuves même si le délai prescrit n'a pas été strictement observé).*
- Les audiences doivent être publiques à moins (1) qu'elles ne portent sur des questions de sécurité publique, (2) qu'elles ne portent sur des renseignements privés d'ordre financier ou personnel de nature telle que l'avantage de la non-divulgence l'emporte sur l'avantage de la publicité, (3) qu'elles ne portent atteinte aux intérêts de quelqu'un dans une instance criminelle ou civile, ou (4) qu'elles ne compromettent la sécurité de qui que ce soit. La commission d'appel doit être habilitée à interdire, en cas de chef d'inconduite sexuelle, la publication de l'identité des témoins ainsi que des informations qui permettent de les identifier.*
- Ne peuvent participer à la décision que les membres de la commission d'appel qui ont assisté à toute l'audience.*
- Toute partie à l'audience devant une commission d'appel a le droit de se faire représenter par avocat ou agent.*
- Toute partie à l'audience devant une commission d'appel a le droit de citer, d'interroger et de contre-interroger des témoins.*
- La commission d'appel est tenue de motiver ses décisions par écrit.*

Appel judiciaire

- 11.15 *Nous recommandons de prévoir pour le demandeur le droit d'appel en dernière instance à la Cour divisionnaire sur les questions de droit, de fait, ou mixtes de droit et de fait (cette recommandation requiert la modification de plusieurs lois professionnelles, dont la Loi de 1956 sur les comptables agréés, la loi Certified General Accountants Association of Ontario Act, la loi Society of Management Accountants of Ontario Act, 1983, la Loi sur la Société du barreau, la Loi sur les podologues et la Loi sur les praticiens ne prescrivant pas de médicaments si les professions visées par cette dernière ne sont pas soumises à l'application de la Loi sur les sciences de la santé. Plusieurs lois d'intérêt privé régissant des associations professionnelles devront aussi être modifiées).*
- 11.16 *Nous recommandons que la législation professionnelle habilite expressément la Cour à confirmer ou à infirmer la décision entreprise, à exercer tous les pouvoirs dont la commission d'appel est investie, et à ordonner à celle-ci de prendre toute mesure que la Cour juge indiquée; il y a lieu d'habiliter la Cour à substituer ses propres conclusions à celles de la commission d'appel ou à lui renvoyer l'affaire pour nouvelle instruction avec toutes directives que la Cour juge indiquées.*

Professions régies par la Loi sur les sciences de la santé

- 11.17 *Nous recommandons que la Loi sur les sciences de la santé soit modifiée de façon à prévoir que le registraire de chaque profession visée est tenu d'informer par écrit le demandeur des normes et des conditions à observer, de la documentation à soumettre, et de la procédure observée en matière de contrôle et d'appel des décisions défavorables.*
- 11.18 *Nous recommandons que la Loi sur les sciences de la santé soit modifiée de façon à prévoir que si le registraire se propose de refuser l'inscription et de renvoyer sa proposition de refus au comité d'inscription, le demandeur ait le droit de recevoir signification des motifs écrits de la recommandation défavorable du registraire.*

- 11.19 *Nous recommandons que la Loi sur les sciences de la santé soit modifiée de façon à prévoir pour le demandeur le droit de soumettre par écrit les preuves, la documentation et les arguments au stade de l'instance devant le comité d'inscription.*
- 11.20 *Nous recommandons que la Loi sur les sciences de la santé soit modifiée de façon à prévoir pour le demandeur le droit de consulter le dossier de sa demande avant que la décision initiale ne soit rendue.*
- 11.21 *Nous recommandons que la Loi sur les sciences de la santé soit modifiée de façon à prévoir que le comité d'inscription est tenu de rendre une décision avec motifs écrits dans les 30 jours qui suivent le renvoi de la demande par le registraire.*
- 11.22 *Nous recommandons que le Conseil des sciences de la santé, ou l'organe qui le remplacera, continue à accorder au demandeur refusé le choix entre l'audience et le contrôle sur pièces.*
- 11.23 *Nous souscrivons à la recommandation du Comité de révision des lois régissant les professions de la santé, à savoir que le demandeur ait la possibilité d'examiner les preuves au moins 10 jours avant l'audience et que le sommaire du témoignage de chaque expert soit mis à sa disposition. Nous souscrivons également à la recommandation visant à abroger la disposition de la Loi sur les sciences de la santé portant audience à huis clos. Nous recommandons que les audiences aient lieu en public, à moins que cela ne porte atteinte à d'autres intérêts.*
- 11.24 *Nous recommandons que le Conseil des sciences de la santé soit investi des pleins pouvoirs de contrôle. Le Comité de révision des lois régissant les professions de la santé a aussi conclu que les pouvoirs de ce dernier devraient être élargis et que le Conseil devrait être habilité à ordonner directement l'inscription s'il jugeait que le candidat satisfaisait en grande partie aux conditions. Nous souscrivons à cette recommandation, mais recommandons en outre l'abrogation de la condition actuellement en vigueur, savoir que le Conseil ne prend cette mesure qu'après avoir conclu que le comité a agi "incorrectement". Nous recommandons aussi que le Conseil soit habilité à accorder des dispenses. Nous avons examiné plusieurs de ses décisions, et noté que ses membres avaient exprimé un sentiment de frustration du*

fait que le Conseil n'était pas habilité à accorder des dispenses. Le Conseil peut tout juste faire des recommandations instantes et doit renvoyer l'affaire au comité d'inscription. Nous estimons que l'habilitation du Conseil à dispenser de conditions légales permettrait d'expédier le processus d'appel et d'éviter des dépenses et des retards inutiles.

- 11.25 Il faut maintenir le droit d'appel à la Cour divisionnaire sur les questions de droit, de fait, ou mixtes de droit et de fait. Nous souscrivons aux suggestions faites par le Comité de révision des lois régissant les professions de la santé, et recommandons que la législation relative à la nature et à l'étendue des pouvoirs soit clarifiée de façon à préciser que la Cour est investie de tous les pouvoirs des comités d'inscription et du Conseil des sciences de la santé, dont celui d'accorder des dispenses.*
- 11.26 Nous recommandons que le statut des spécialistes de l'hygiène dentaire soit consacré dans la Loi sur les sciences de la santé afin de leur assurer l'ensemble des protections procédurales qui y sont prévues.*
- 11.27 Conformément au rapport du Comité de révision des lois régissant les professions de la santé, nous recommandons que les professions paramédicales suivantes soient soumises à l'application de la Loi sur les sciences de la santé: audiologistes et orthophonistes, podologues, chiropraticiens, spécialistes de l'hygiène dentaire, techniciens dentaires, denturologues, diététiciens, masseurs, techniciens de laboratoire médical, techniciens de radiologie médicale, sages-femmes, ergothérapeutes, opticiens, kinésithérapeutes, psychologues, inhalothérapeutes. Les candidats à ces professions auraient alors droit au contrôle juridictionnel de la part du Conseil des sciences de la santé et de la Cour divisionnaire.*
- 11.28 Pour les professions paramédicales qui ne sont pas soumises à la Loi sur les sciences médicales mais qui sont actuellement réglementées par une loi (par exemple les naturopathes), nous recommandons que la loi organique soit modifiée de façon à prendre en considération les recommandations du présent chapitre en matière de procédure. En particulier, nous recommandons qu'elle prévoie le contrôle des décisions défavorables par le Conseil des sciences de la santé ainsi que le plein droit d'appel*

à la Cour divisionnaire sur les questions de droit, de fait ou mixtes de droit et de fait.

Professions soumises au contrôle de la Commission d'appel des enregistrements commerciaux

- 11.29 *La loi régissant chacun des corps professionnels caractérisés par le droit d'appel à la Commission d'appel des enregistrements commerciaux (CAEC) devrait être modifiée de façon à assurer aux demandeurs les protections procédurales applicables que recommande le présent chapitre, dont le droit d'être informés des conditions et des normes, le droit de consulter le dossier de leur demande, et celui de recevoir signification des motifs écrits de la décision défavorable.*
- 11.30 *Le paragraphe 7(7) de la Loi sur le ministère de la Consommation et du Commerce prévoit à l'heure actuelle que l'un des trois membres du jury d'appel doit être le représentant du secteur d'activité qui fait l'objet de l'appel. Par suite de nos recommandations ci-dessous visant à l'extension de la compétence de la CAEC, nous recommandons que le jury soit élargi de façon à comprendre les représentants des nouveaux secteurs envisagés pour les appels devant la CAEC.*
- 11.31 *Nous recommandons que la Loi soit modifiée de façon à prévoir que le demandeur a le choix, devant la CAEC, entre l'audience et le contrôle sur pièces.*
- 11.32 *Nous recommandons que la Loi soit modifiée de façon à prévoir le droit d'examiner les preuves écrites et le sommaire des témoignages d'experts, au moins 10 jours avant l'audience.*
- 11.33 *Nous recommandons que la Loi sur l'inscription des courtiers d'assurances soit modifiée de façon à prévoir le droit d'appel à la CAEC, en remplacement de la disposition actuelle qui prévoit que le comité d'inscription et de qualification professionnelle contrôle ses propres décisions.*
- 11.34 *Nous recommandons que les candidats à l'inscription à titre d'agents d'assurances sous le régime de la Loi sur les assurances*

jouissent du droit d'appel à la CAEC. Il n'y a à l'heure actuelle aucune disposition qui prévoit le contrôle par un organe indépendant.

11.35 Nous recommandons que conformément au nouveau projet de Loi sur les pompes funèbres, les candidats à l'inscription à l'exercice de la profession jouissent du droit d'appel à la CAEC, qui remplacera dans cette fonction la Commission de contrôle des pompes funèbres.

11.36 Enfin nous recommandons l'extension de la compétence de la CAEC, qui pourrait entendre les appels formés contre le refus d'inscription dans les occupations réglementées à l'heure actuelle sous le régime de lois d'intérêt privé en matière de "titre réservé" et dont l'analyse figure au chapitre 4 "Problèmes face aux professions". Au sujet des comptables, nous avons recommandé ci-dessus (11.11) la création d'une nouvelle commission d'appel habilitée à connaître des appels contre les refus d'inscription.

Chapitre 12 — Législation des droits de la personne

12.1 Nous recommandons que le Code des droits de la personne (1981) soit modifié de façon à interdire la discrimination fondée sur le "lieu d'éducation ou de formation" à ajouter comme motif de discrimination illicite en matière de services (article 1 du Code), d'emploi (article 4 du Code), d'admission aux associations professionnelles et d'inscription à l'exercice d'une profession autonome (article 5 du Code), sous réserve du moyen de défense fondé sur la qualification raisonnable et de bonne foi (alinéa 23(1)b) du Code), étant entendu que pareil moyen de défense n'est pas recevable sauf preuve établissant qu'il ne peut y avoir accommodement sans préjudice injustifié compte tenu du coût, des sources extérieures de financement s'il en est, et des exigences

en matière de santé et de sécurité, le cas échéant (paragraphe 23(2) du Code).*

- 12.2 *Nous recommandons que le Code des droits de la personne (1981), article 9, soit modifié de façon à inclure une définition d'"association professionnelle" comme suit: " 'association professionnelle' s'entend de toute association qui confère à ses membres un titre réservé pour l'exercice d'un métier, d'une occupation ou d'une profession".*

Chapitre 13 — Application des la Charte canadienne des droits et libertés

- 13.1 *Le Groupe d'étude recommande, conformément à la conclusion qu'il a tirée en la matière, que toute loi et tout règlement régissant l'admission à une profession ou prévoyant l'octroi d'un titre réservé, sous condition de "bonnes vie et moeurs", soient libellés de façon à n'autoriser le refus d'inscription que dans le cas où les preuves admises de mauvaise moralité présentent un lien rationnel avec la compétence ou l'aptitude professionnelle du demandeur.*

* Cette recommandation représente de toute évidence une nouvelle méthode de redressement des problèmes auxquels se heurtent les personnes formées dans un pays et qui cherchent à exercer une profession ou un métier dans un autre pays. Aucune province ou territoire du Canada ne prévoit dans sa législation en matière de droits de la personne, le "lieu d'éducation ou de formation" à titre de motif de discrimination illicite. Cette catégorie ne figure pas non plus dans les lois en la matière du Royaume-Uni, de l'Australie ou des États-Unis (loi fédérale ou des États).

REMERCIEMENTS

Tout au long du travail de ce Groupe d'étude, les commissaires ont reçu le concours et le soutien précieux d'un grand nombre de personnes hautement qualifiées. L'exécution de notre mandat nécessitait l'analyse de multiples questions complexes et délicates et une approche innovatrice dans la formulation des recommandations et des solutions proposées. Au nom des commissaires, je tiens à exprimer à tous mes plus sincères remerciements pour leurs contributions.

Nos félicitations s'adressent en premier lieu à Ann Wilson, notre coordonnatrice de projet, qui a en particulier accepté la tâche de réviser et de parachever la rédaction d'une grande partie du rapport ainsi que des monographies consacrées aux diverses professions. Sa grande conscience professionnelle, qui met en relief sa compétence en matière d'analyse, de recherches et de rédaction, est tout à son honneur.

Patti Bregman, directrice du projet jusqu'au 16 février 1989, nous a apporté le concours de son imagination et de sa largeur de vue à l'étape des recherches. Son choix de sujets a bâti une fondation solide pour le rapport.

La directrice adjointe du projet, Kathy Laird, a fait un excellent travail de documentation et de rédaction comme dans la coordination du personnel de recherche. Elle a fait bénéficier le Groupe d'étude de sa vue d'ensemble des questions et de son attention pour les détails et, tout au long du projet, elle a contribué pour une part considérable à toutes les facettes de l'élaboration du rapport.

Inge Sardy, en sa qualité d'administratrice, a donné la mesure de ses qualités de gestionnaire, que rehaussent un jugement sans faille et un sens de l'humour apprécié de tous. Elle a donné de précieux conseils sur toutes les questions et s'est chargée d'un surcroît de responsabilités. Ses contributions ont été fort bien accueillies par les commissaires comme par le personnel du Groupe d'étude. C'est une excellente administratrice. Pour sa part, Vincenza DeMedicis veillait avec compétence sur le côté financier du travail du Groupe d'étude. Nous nous félicitons également des excellents conseils et de l'aide que nous a accordés Roland d'Abadie du ministère du Procureur général, pour ce qui est du soutien logistique et des questions budgétaires.

Les documentalistes qui nous ont soutenus de leur expertise dans une grande variété de sujets étaient Shona Bradley, Susan Charendoff, Carlota Ferrier, Catherine Frid, Wenona Giles, Shireen Jeejeebhoy, Winnie Lem, Winston Mattis et Kaan Yigit. Ruby Barber, Martha Campbell, Lisa Douglas, Azmina Karim, Kenneth Marley et Odida Quamina nous ont aussi donné leur concours précieux pour des sujets spécifiques.

Le Groupe d'étude se félicite d'avoir bénéficié des services de plusieurs experts-conseils hautement qualifiés. En particulier, Phil Schalm s'est distingué par sa largeur de vue, sa connaissance profonde du sujet, sa grande expérience dans les recherches et ses talents de rédacteur. D'autres experts-conseils qui nous ont apporté d'excellents documents et conseils étaient Hugh Ashford, Barbara Burnaby, Betty Chan, Graham Debling, Nancy Goodman, Frances Henry, Peter Hogg, Bjorn Johansson, Les McLean, Christopher Reed, Alan Thomas et Sharon Williams.

Linda McClenaghan, notre secrétaire principale, a présidé avec maîtrise au classement d'une multitude de documents de référence et de recherche, ainsi qu'à l'archivage de nos dossiers et pièces. Elle dirigeait et contrôlait son personnel avec délicatesse et diplomatie, et tous ont grandement apprécié ses talents de gestionnaire et de secrétaire tout comme sa bonne humeur constante.

Un rapport de cette épaisseur n'aurait pu voir le jour sans la haute compétence professionnelle de nos copistes, et nous tenons à remercier Kay Coghlan, Marilyn Harris, Peak-Choo Hew, and Helen Warburton de leur énergie et de leur patience à toute épreuve. Nous remercions aussi Elizabeth Sinclair qui nous a prêté le concours de son expertise technique chaque fois que nous en avons besoin.

Carol Brown, Peter Melnychuk, Sharon Miller, Cherilyn Roosen-Runge, and Samer Tabar ont été des réceptionnistes bien compétentes et bien sympathiques.

L'excellent style du rapport a été l'oeuvre de Dan Liebman et de son adjoint Duncan McKenzie.

Un grand nombre de personnes, dont certaines figurent à l'annexe D, nous ont fait part de critiques constructives sur certains aspects de la conception des documents et des chapitres. Nous en remercions tout particulièrement Ted Kerzner, c.r., Elaine Zinman-Madoff et Jean-Claude

Letourneau. Ils n'ont pas ménagé leur temps pour nous donner d'excellents conseils et des idées de grande valeur.

Nous nous félicitons des contributions utiles que nous ont gracieusement apportées organisations d'immigrants, groupements communautaires, corps professionnels et fonctionnaires interviewés. Les noms figurant à l'annexe D ne représentent qu'une fraction de l'aide que le Groupe d'étude a reçue de nombreuses sources, et dont nous sommes sincèrement reconnaissants.

Enfin, je me dois de souligner la participation consciencieuse et compétente de mes deux collègues Enid Lee et Dimitrios Oreopoulos à tous les aspects de ce rapport. Il y a surtout lieu de rappeler que, chaque fois que se produisait un problème, aussi difficile fût-il, ils s'y sont attaqués immédiatement avec leurs conseils éclairés, imbus de bons sens et de bonne humeur.

Peter A. Cumming

PARTIE I

Introduction et Aperçu général

Chapitre 1 Introduction

Chapitre 2 Ontariens formés à l'étranger

Introduction

En tant que citoyen du Canada, je ne devrais pas être obligé de me démenier à ce point pour avoir le droit d'apprendre, de travailler et de contribuer à ce pays qui m'avait toujours paru, jusqu'à cette date, juste et vraiment multiculturel.

— extrait du mémoire soumis au Groupe
d'étude par un particulier

Le Groupe d'étude sur l'accès aux professions et aux métiers en Ontario a été créé par décret à l'automne de 1987, avec le mandat suivant:

- 1) Examiner toutes les règles et pratiques régissant l'accès aux professions et aux métiers afin de déterminer si elles ont un effet discriminatoire, réel ou éventuel, sur les personnes qui ont été formées ou ont acquis leur expérience professionnelle à l'extérieur du Canada.
- 2) Déterminer si ces règles ou pratiques se justifient par le maintien des normes professionnelles.
- 3) Examiner les obstacles réels ou éventuels qui échappent à la volonté des professions et des métiers, comme le manque de moyens de soutien en période de recyclage.
- 4) Recommander les modifications à apporter aux règles et pratiques qui ne sont pas justifiées par le maintien des normes professionnelles, ainsi que le moyen d'aider les personnes de formation étrangère à satisfaire aux règles justifiables.

La création du Groupe d'étude représentait le déclenchement de la seconde phase d'une étude qui avait commencé quelques mois auparavant. En mai 1987, Abt Associates of Canada, cabinet d'experts-conseils en recherche sociale, avait rendu compte de ses conclusions préliminaires à

l'issue d'une enquête exploratoire sur cette question. Ses trois conclusions générales et provisoires étaient les suivantes:

- Les obstacles systémiques sont de nature administrative, économique et culturelle.
- En règle générale, ce sont les organes de qualification professionnelle qui établissent les conditions d'admission.
- Ces conditions ont un effet défavorable disproportionné pour les minorités ethniques et autres.

Afin d'approfondir ces conclusions initiales, le rapport recommanda que la seconde phase de l'étude portât sur les questions suivantes: échange d'information et sensibilisation culturelle; niveau de connaissance de la langue; valorisation de l'expérience professionnelle antérieure; équivalence des diplômes. Il recommanda également une évaluation minutieuse de la nature et de la fréquence des obstacles.

C'est à la lumière de ces recommandations que le Groupe d'étude a commencé ses travaux par l'examen en détail de toutes les conditions imposées dans chaque profession ou métier pour l'exercice en Ontario. Ce travail comprenait l'analyse détaillée des lois et règlements applicables, des échanges avec les représentants des diverses occupations afin de cerner les pratiques qui ont effectivement cours, et, dans un grand nombre de cas, des rencontres officielles avec les représentants des différents éléments de ces occupations — l'organe de qualification professionnelle, l'établissement d'enseignement et toute association libre — afin de préciser les méthodes en vigueur et d'identifier les obstacles qui semblent exister. Au même moment, nous avons lancé un appel public, par annonce dans les journaux et par lettre adressée aux organisations ethnoculturelles, pour inviter tous les intéressés à nous faire part de toute information ou des vues qu'ils avaient à ce sujet.

Il ressort de la réponse à notre demande de communications qu'un grand nombre de personnes sont touchées par ce problème. Nous avons reçu plus de 200 mémoires écrits, surtout de la part d'individus formés à l'étranger et en butte à de grosses difficultés quand il s'agissait d'obtenir la qualification professionnelle nécessaire pour exercer en Ontario. Ces difficultés dépassaient les problèmes que l'on associe normalement à l'évaluation des titres de compétence. Elles se faisaient jour dans des situations telles que les intéressés trouvaient le processus indubitablement

inique. Près d'un quart des mémoires émanaient d'organisations communautaires, dont un grand nombre desservait des communautés ethnoculturelles dans la province. En soumettant leurs mémoires et présentant leurs opinions au cours des rencontres avec le personnel, avec le président et avec les commissaires du Groupe d'étude, ces organisations ont pu souvent faire valoir les vues d'un grand nombre de leurs membres. À de nombreuses reprises, on nous a parlé de personnes découragées par l'impossibilité de travailler de façon productive et avec un sentiment de satisfaction personnelle, dans la province qu'ils avaient choisie pour installer leur nouveau foyer. Certaines d'entre elles ressentaient de l'amertume, beaucoup d'autres, une profonde déception.

Nous avons reçu une quantité considérable de données statistiques des organes corporatifs, qui faisaient preuve de grande coopération et, dans certains cas, se sont donné beaucoup de mal pour nous fournir les données les plus exhaustives dont ils disposaient. Une bonne part de ces données était utile et instructive, mais les statistiques que nous communiquaient certaines associations professionnelles laissaient à désirer en ce qui concerne certaines questions essentielles (voir à ce sujet le chapitre 4, "Problèmes face aux professions", de ce rapport). Par exemple, un grand nombre d'associations professionnelles ne gardaient nulle trace des demandes de renseignements qui n'étaient pas suivies d'une demande d'inscription; il ressort cependant de nos échanges avec les groupements communautaires, avec quelques personnes formées à l'étranger et avec certaines de ces associations elles-mêmes, que c'est justement à cette étape qu'un grand nombre de personnes formées à l'étranger ont été rejetées pour défaut de qualifications nécessaires. Le cas typique est celui du candidat qui, avant même qu'il n'ait fait sa demande, est informé par le registraire qu'il ne satisfait pas aux conditions de diplôme. Dans plusieurs cas de ce genre, on ne trouve nulle trace de demande de renseignements ni d'information donnée en conséquence. On peut en conclure que les statistiques communiquées par les organes corporatifs tendent à minimiser l'ampleur des problèmes affligeant les personnes de formation étrangère, étant donné que ces problèmes tiennent à l'évaluation d'équivalence des diplômes, qui se fait au tout début du processus.

La première étape de notre étude consistait surtout à écouter, à recueillir les données et à cerner les obstacles, occupation par occupation. Notre attention était focalisée sur les défauts particuliers que nous avons pu discerner dans les méthodes observées par une occupation donnée, à la lumière de notre examen des règlements et des pratiques applicables, ainsi que des renseignements fournis par les individus et les groupes intéressés.

Cependant, il nous est apparu par la suite que les obstacles auxquels se heurtaient les personnes de formation étrangère dans leurs efforts pour obtenir le droit de travailler dans leur domaine de spécialisation n'étaient dans l'ensemble propres à aucune occupation en particulier. Au contraire ils se retrouvaient, à des degrés divers, dans les conditions d'admission imposées par chacun des corps professionnels. Il y avait bien entendu des obstacles à effets très limités: la limitation rigide du nombre de médecins formés à l'étranger qui peuvent se qualifier pour le permis d'étude en Ontario, est propre à la profession médicale et n'est utile qu'à l'analyse de la structure de cette profession. Dans l'ensemble, cependant, les mêmes tendances se dégagent de l'observation.

Nous sommes donc passés du particulier au général, en examinant ces difficultés génériques et en cherchant à y remédier par des solutions plus générales. L'équivalence de diplômes et l'évaluation de l'acquis antérieur au tout début du processus s'affirmant comme la source principale des problèmes, nous avons porté notre attention sur les études et la documentation consacrées à cette question, ainsi que sur les modèles et structures en place dans les pays qui cherchent à résoudre ce problème. Nos recherches nous ont amenés, par exemple, à examiner les plans intégrés de la Communauté européenne pour 1992; elles nous ont conduits au Royaume-Uni et aux États Unis, dont les mécanismes d'évaluation, non seulement des diplômes, mais aussi de l'expérience professionnelle, sont déjà en place; en Colombie-Britannique, en Alberta et au Québec, qui offrent trois exemples différents des mesures qu'on peut adopter pour s'attaquer à cette question.

Les autres obstacles relevés ne nécessitaient pas la même étude comparative. Notre examen des problèmes qui se posent dans le domaine du testage linguistique et professionnel nous ont amenés à consulter des experts sur la conception rationnelle de mécanismes de testage, comme sur l'enseignement et l'évaluation de la connaissance de l'anglais (et du français) langue seconde. Pour ce qui est de la conception d'un processus d'appel convenable, nous avons consulté des juristes de la province. De même, nous avons consulté les pédagogues les plus éminents de l'Ontario au sujet des problèmes tenant aux besoins des personnes de formation étrangère en matière de recyclage, tant professionnel que linguistique.

Bien que les mêmes difficultés se retrouvent dans les métiers et dans les professions, les structures organiques du processus d'accès aux premiers étaient telles que nous devions les traiter séparément des autres corps professionnels. Sur cette question, qui embrasse une multitude de fonctions

de placement, nous avons consulté le ministère de la Formation professionnelle ainsi que les employeurs et les syndicats, et nous avons étudié les structures comparables dans d'autres provinces.

Les obstacles relevés au cours de notre étude ne se retrouvent certes pas universellement dans toutes les occupations en Ontario, mais on peut affirmer sans risque d'erreur qu'ils sont généralisés. Il y a des professions, mentionnées dans notre rapport, qui connaissent l'évaluation exhaustive de l'acquis antérieur; d'autres qui prennent des mesures pour s'assurer, au moyen de méthodes formelles de formulation et de validation des tests, que leurs examens d'autorisation ou de qualification professionnelle sont conformes aux normes établies d'équité; d'autres encore où il y a droit d'appel effectif et efficace. Il est cependant peu de professions dont on puisse dire qu'elles ne connaissent aucun de ces obstacles que nous avons relevés, et c'est à la lumière de cette preuve répandue et généralisée de pratiques discriminatoires, encore que non intentionnelles, que nous avons proposé une solution organique générale, plutôt qu'un ensemble hétéroclite de solutions limitées aux cas d'espèce. Le nombre de candidats de formation étrangère est considérable dans certaines occupations, et insignifiant dans d'autres. Pourtant ce dernier groupe a tout autant besoin de directives pour l'évaluation de ces candidats; en fait, il ne pourra qu'en tirer un avantage considérable étant donné qu'il n'a les moyens d'acquérir aucune expertise dans ce domaine.

Les monographies consacrées aux occupations étudiées ainsi qu'à nos observations sur les obstacles relevés sont à la disposition de ceux qui en font la demande. Le sommaire de la structure et du mécanisme d'admission de ces occupations figure à l'annexe H. Cependant, l'analyse de la profession médicale et des problèmes qui tiennent à son système d'admission figure intégralement dans ce rapport parce qu'à notre avis, de toutes les occupations examinées, cette profession est la seule à soulever des questions uniques à cet égard, qui appellent des observations et des recommandations spécifiques. Par contre, la solution générale que nous proposons, le Réseau d'évaluation de l'acquis antérieur, doit remédier aux faiblesses que nous avons relevées dans le système des autres occupations étudiées. Cette approche générale profitera non seulement aux individus, qui seront assurés que l'évaluation de leurs qualifications est conforme à la norme d'équité, mais aussi aux organes corporatifs eux-mêmes, lesquels n'auront plus à subir le coût et les difficultés inhérents à l'évaluation de chaque candidat, avec ses qualifications propres qui ne ressemblent à celles de personne. La mise en oeuvre du Réseau d'évaluation de l'acquis antérieur (Réseau) garantira à la fois l'équité et l'efficacité. Cette solution

prend aussi en considération l'évolution démographique des temps modernes, où l'on voit une plus grande mobilité d'un pays à l'autre, comme d'une occupation à l'autre. Le Réseau permettra à l'Ontario de s'intégrer dans un réseau croissant de pays à travers le monde, où cette réalité ne sera pas rejetée ou découragée, mais sera pleinement assumée au bénéfice et au grand avantage de tous.

Ontariens formés à l'étranger

Les immigrants possédant un bon niveau d'instruction et de formation professionnelle sont un acquis pour le Canada. Au cours de l'après-guerre, l'instruction et les qualifications des immigrants ont profité à notre société et amélioré le rendement de notre économie.

— Commission royale sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada¹

Nous avons pour tâche, aux termes de notre mandat, d'examiner les conditions auxquelles les personnes qui "ont été formées ou ont acquis leur expérience professionnelle à l'extérieur du Canada" doivent satisfaire pour exercer en Ontario. Notre étude n'est donc pas formellement limitée aux immigrants au Canada, bien qu'ils en constituent l'objet principal. Ce chapitre comporte aussi un aperçu des politiques et des tendances caractérisant l'entrée des immigrants au Canada et en Ontario, et une brève analyse de la situation des gens provenant d'autres provinces ainsi que des Canadiens formés à l'étranger.

IMMIGRANTS AU CANADA

La politique d'immigration du Canada s'applique conformément à la *Loi de 1976 sur l'immigration*², qui a pour objet de définir les droits et obligations des visiteurs dans ce pays, de moderniser les méthodes d'instruction des demandeurs d'établissement, de réaffirmer l'engagement du gouvernement en matière de réunification des familles et d'accueil des réfugiés et autres personnes déplacées, et de permettre une participation accrue des provinces dans la fixation des quotas plus conformes aux besoins en main-d'oeuvre spécifiques du Canada³. Cette loi constitue le cadre dans lequel le gouvernement fédéral formule la politique d'immigration du Canada, en

fonction des meilleurs intérêts du pays. Dans ce contexte, le programme d'immigration est notamment chargé de recruter et de sélectionner les futurs résidents et citoyens, d'admettre des réfugiés et autres catégories spéciales, et d'aider les immigrants à s'adapter à la vie sociale, économique et culturelle du Canada grâce aux services assurés par les autorités fédérales, provinciales, municipales, et les organisations bénévoles⁴.

La politique d'immigration du Canada vise plusieurs objectifs: démographique, social et humanitaire, économique. Les objectifs démographiques dépendent des choix du gouvernement fédéral au sujet de l'importance de la population canadienne, de son taux d'expansion et de la répartition de l'âge des citoyens. Les objectifs sociaux et humanitaires portent surtout sur la réunification des familles et l'admission des réfugiés. Les objectifs économiques cherchent à promouvoir le développement d'une économie forte et viable⁵.

L'immigration a toujours joué un rôle important dans la croissance démographique du Canada. Étant donné le faible taux de natalité du pays, la contribution démographique de l'immigration sera probablement plus considérable encore à l'avenir⁶. Le *Rapport annuel sur les futurs niveaux d'immigration déposé au Parlement* en 1987 note que le taux de natalité et l'immigration nette ont été relativement faibles ces dernières années, et tire cette conclusion:

Si le taux de fertilité devait se maintenir en-dessous du taux de remplacement et si l'immigration devait demeurer peu élevée, le fléchissement de la population canadienne commencerait peu après le début du siècle prochain. Rien ne prouve qu'un fléchissement de la population serait avantageux pour le pays.

Notant que la population canadienne vieillit, le rapport fait cette observation:

Si les tendances actuelles [du taux de fertilité et de l'immigration nette] se maintiennent, il y aura relativement peu de personnes en âge de travailler qui contribueront au régime de retraite dont bénéficiera un nombre relativement plus élevé de retraités⁷.

Les objectifs sociaux et humanitaires embrassent la réunification des familles, l'admission des réfugiés et la promotion de l'harmonie sociale. L'immigration donne au Canada la possibilité de remplir l'obligation humanitaire qu'il a toujours eue de protéger et de réimplanter des personnes qui ont fui leur pays par crainte d'être persécutées⁸.

L'immigration continue à représenter un avantage net pour l'économie ainsi qu'un facteur de la croissance de la main-d'oeuvre et, par l'effet de l'accroissement de la consommation globale, un facteur de la création d'emplois. L'expansion des marchés intérieurs stimule l'investissement, et l'augmentation du chiffre de population par l'immigration permet au secteur industriel de réaliser des économies d'échelle et, partant, d'abaisser les coûts de production. De même, les dépenses de consommation des immigrants ajoutent à la demande et entraînent l'expansion des secteurs concernés.

Tendances de l'immigration: Canada et Ontario

Si l'on étudie l'évolution de l'immigration au Canada depuis 1970, on constate un sommet en 1974 avec 218,465 personnes, puis un déclin constant dans toutes les catégories entre 1980 et 1985. Depuis 1985, les niveaux s'élèvent de nouveau pour atteindre 152,098 personnes en 1987 (voir le tableau 2-1). Le *Rapport annuel sur les futurs niveaux d'immigration déposé au Parlement* pour 1987-88 annonçait le maintien d'une politique d'augmentation modérée et contrôlée de ces niveaux⁹.

Tableau 2-1 Immigration par année civile, 1978-1987

Année	Total Canada	Ontario	
		Total	% du total Canada
1978	86,313	42,397	49
1979	112,096	51,947	46
1980	143,117	62,257	44
1981	128,618	54,890	43
1982	121,147	53,031	44
1983	89,157	40,036	45
1984	88,239	41,527	47
1985	84,302	40,730	48
1986	99,219	49,630	50
1987	152,098	84,807	56

Source: Ministère des Affaires civiques de l'Ontario, Base de données ethnoculturelles.

Le profil de la population d'immigrés a changé (voir le tableau 2-2). Bien que les sources traditionnelles d'immigration, comme l'Angleterre et les États-Unis, occupent toujours le haut de la liste, leur part totale continue à diminuer à mesure que de nouvelles sources passent au premier plan: Hong Kong, Guyane, Viet-Nam, El Salvador.

Tableau 2-2 Principales sources d'immigration en Ontario

Rang	1967	1987
1	Angleterre	Hong Kong
2	Italie	Guyane
3	États-Unis	Portugal
4	Écosse	Inde
5	Allemagne	Jamaïque
6	Grèce	Pologne
7	France	Angleterre
8	Portugal	États-Unis
9	Antilles	Philippines
10	Chine	Viet-Nam
11	Australie	El Salvador

Source: Statistiques d'Emploi et Immigration Canada.

Tableau 2-3 Immigrants par région de dernière résidence permanente (RDRP), 1967 et 1987

RDRP	1967		1987	
Europe	89,979	77.0%	23,781	28.0%
États-Unis	7,011	6.0%	3,804	4.5%
Asie	8,957	7.7%	33,135	39.1%
Amérique latine (dont Antilles)	7,027	6.0%	18,714	22.1%
Afrique	1,660	1.4%	4,668	5.5%
Autres	2,216	2.9%	705	0.8%
Total	116,850	(100.0%)	84,807	(100.0%)

Source: Ministère des Affaires civiques de l'Ontario, Base de données ethnoculturelles.

Le tableau 2-3 illustre le changement dans les tendances de l'immigration. Celle qui provient d'Europe a accusé une baisse considérable au cours des deux dernières décennies, alors que le pourcentage de ceux qui arrivent en Ontario d'Asie, d'Amérique du Sud, d'Amérique centrale, des Antilles et d'Afrique, a quadruplé (ce changement est à l'image de celui qui se produit dans tout le pays. Plus de 60 p. 100 de tous les immigrants vivant au Canada en 1986 étaient nés en Europe, mais parmi ceux qui sont arrivés entre 1981 et 1986, plus de 70 p. 100 étaient nés ailleurs qu'en Europe¹⁰).

La part de l'Ontario dans le total de l'immigration au Canada a toujours été importante et relativement stable, et elle continue de s'accroître. Il ressort du tableau 2-1 que durant les dix années de 1978 à 1987, 47 p. 100 du nombre total d'immigrants au Canada ont désigné l'Ontario comme leur destination choisie (en moyenne plus de 50,000 personnes par an), cette proportion atteignant 55.7 p. 100 en 1987. Le nombre d'immigrants qui se sont effectivement établis en Ontario atteint une moyenne légèrement supérieure, savoir 49.6 p. 100, durant les cinq années de 1983 à 1987. La principale destination des nouveaux arrivants est Toronto et la région torontoise. En 1987, 65 p. 100 de tous les immigrants en Ontario désignaient Toronto comme leur destination choisie. Pour les cinq années de 1983 à 1987, la moyenne était de 60.6 p. 100.

Selon les statistiques de 1986 (voir le tableau 2-4), 56 p. 100 des immigrants établis en Ontario savaient l'anglais ou en avaient des notions, 1 p. 100 le français, 40 p. 100 ne savaient ni l'une ni l'autre langue, et 2 p. 100 étaient bilingues. À peu près 32 p. 100 des immigrants âgés de plus de 15 ans avaient au moins 13 années de scolarité. Plus de 48 p. 100 des immigrants destinés à rejoindre le marché du travail désignaient, à titre d'occupations envisagées, les trois catégories "professionnels et techniciens", "fabrication, mécanique et matériel lourd" et "services"¹¹.

Ces diverses statistiques traduisent certaines réalités. En premier lieu, l'immigration qui, il y a une vingtaine d'années, provenait d'un petit nombre de pays surtout européens, donc de lieux plutôt connus, s'est rapidement étendue pour embrasser un grand nombre venu de différents pays, dont le système d'éducation est peu connu des Canadiens. La nécessité qu'il y a de disposer des moyens et de l'expertise propres à permettre la recherche de données exhaustives sur un éventail aussi étendu de systèmes de formation en est d'autant plus grande, à la fois pour aider les organes corporatifs à vérifier si les candidats sont qualifiés et à garantir, du point de vue de ces derniers, que leurs qualifications ne soient pas ignorées. En deuxième lieu, la diminution des sources traditionnelles de travailleurs employables au Canada fait qu'il est impératif de suppléer à ce réservoir pour soutenir et renforcer la croissance économique, et que l'intégration harmonieuse et équitable de ces personnes à leurs domaines de spécialisation devient une fonction nécessaire des organes corporatifs. En troisième lieu, le mélange de cultures en Ontario représente un marché, varié sur le plan culturel, pour les services. Des groupes représentant diverses communautés culturelles ont évoqué les difficultés auxquelles se heurtent les immigrants quand ils veulent obtenir des services dans leur langue, particulièrement en médecine, en consultation psychologique, en service social et dans d'autres

domaines qui nécessitent une communication précise et convenable sur le plan culturel.

Tableau 2-4 Profil des immigrants en Ontario, 1985-1986

	1985	1986
	Pourcentage	
Sexe masculin	47.18	48.66
Sexe féminin	52.82	51.34
Âge		
Moins de 5 ans	4.78	4.55
5-14	12.60	12.93
15-21	15.15	14.11
22-44	45.77	49.70
45-64	15.11	13.08
65 et plus	6.59	5.63
Connaissances linguistiques		
Anglais	51.13	56.29
Français	1.11	1.02
Les deux langues	2.01	2.25
Ni l'une ni l'autre	45.74	40.45
Scolarité		
Moins de 9 années	28.61	25.82
9-12	40.98	42.35
13 et plus	30.35	31.75
Population active (Âge de 15 ans et plus)	74.43	61.40
Occupation envisagée (pour la population active)		
Professionnels et techniciens	11.69	15.1
Fabrication, mécanique et matériel lourd	13.68	19.6
Services	11.71	13.4

Source: Ministère des Affaires civiques de l'Ontario. Base de données ethnoculturelles, compilation des chiffres de 1985 et de 1986.

Notre Groupe d'étude a pour tâche première de formuler des recommandations visant à garantir que les personnes de formation étrangère devant passer par les formalités de qualification professionnelle soient traitées avec équité, que leurs qualifications soient évaluées avec soin et exactitude, et que les mesures qu'elles doivent prendre pour compléter leur formation soient clairement indiquées. Notre démarche a pris en compte le point de vue des personnes formées à l'étranger ainsi que des métiers et professions qu'elles ont choisis, et non des collectivités qui peuvent recevoir les services qu'elles offrent. Nous avons été cependant frappés par l'intensité des préoccupations manifestées par de nombreux groupes à ce sujet. Nous avons entendu parler de patients admis à l'hôpital qui n'avaient pu décrire leurs symptômes aux médecins et de préposés à l'entretien qui avaient dû servir d'interprètes; nous avons entendu parler d'immigrants affligés de graves troubles psychiques qui avaient été laissés sans traitement faute de pouvoir communiquer dans leur langue avec un praticien qualifié. Bien que nous estimions que l'élimination des obstacles à l'accès à ces secteurs d'activité contribuera à la solution de ce problème, d'autres mesures peuvent être aussi nécessaires. Un accès accru au recyclage, le cas échéant, à la fois par l'augmentation des moyens de recyclage et par l'octroi prioritaire des places de recyclage aux candidats particulièrement qualifiés pour satisfaire ces besoins identifiés, a été envisagé par le Groupe d'étude pour ajouter à la possibilité pour les communautés culturelles d'être servies par leurs propres membres. Cette question est examinée au chapitre 9, "Recyclage", et y fait l'objet d'une recommandation spécifique.

Système de classification des immigrants

La *Loi sur l'immigration* entend par "immigrant" la personne qui sollicite le droit d'établissement, c'est-à-dire la permission légale de venir s'établir de façon permanente au Canada¹².

Cette loi prévoit actuellement trois grandes catégories d'immigrants: catégorie de la famille, réfugiés au sens de la Convention, et requérants indépendants¹³. La planification des niveaux d'immigration, qui est un processus de consultation entre les gouvernements fédéral et provinciaux, résulte d'une analyse indépendante de chacun de ces trois grands éléments du programme¹⁴.

Le système des points destiné à évaluer l'admissibilité des immigrants a été mis en place en 1967, à la suite du Livre blanc sur l'immigration publié par le gouvernement fédéral en 1966. Il s'agit d'un système de

sélection fondé sur le niveau d'instruction, la formation professionnelle spécifique, l'expérience professionnelle, la demande pour la profession ou le métier de l'intéressé, la promesse d'emploi, les facteurs démographiques, l'âge, les connaissances linguistiques et l'adaptabilité personnelle. La note maximum accordée pour chacune de ces catégories va de 5 à 15 points. Le règlement de 1967 élimine officiellement toute référence aux caractéristiques raciales et ethniques au chapitre des critères d'admission¹⁵.

Les immigrants de la "catégorie de la famille" sont ceux que parrainent des parents proches et peuvent, dans certains cas, comprendre des membres de la famille du parrain: conjoint, fils/fille (non marié), père/mère, grand-père/grand-mère. Le parrain doit être citoyen canadien ou résident permanent, âgé de 18 ans révolus, et doit habiter au Canada. Les personnes faisant partie de cette catégorie ne sont pas évaluées selon le système des points; le parrain doit signer un engagement d'entretien pour une période qui peut atteindre 10 ans.

La définition de "réfugié au sens de la Convention" est fondée sur la Convention des Nations Unies relative au statut des réfugiés. L'évaluation des réfugiés qui demandent à s'établir au Canada porte sur les facteurs intéressant leur adaptabilité à la vie au Canada et sur les possibilités d'aide à la réimplantation qui sont à leur disposition au Canada. Leur admission se justifie encore par des raisons humanitaires en temps de crise.

La catégorie des requérants "indépendants et autres" comprend les requérants indépendants, dont les parents aidés, ainsi que les gens d'affaires et les retraités. À part les retraités, les personnes de cette catégorie sont soumises au système des points, avec des variantes selon les individus.

Les "parents aidés" sont ceux qui ne répondent pas à la définition de catégorie de la famille et ne sont pas admissibles selon les critères normaux de sélection, mais qui ont au Canada un parent apte et disposé à les parrainer. Les parents aidés sont, aux fins d'octroi du statut de résident permanent, évalués au même titre que les requérants indépendants qui n'ont pas de parent au Canada, à cette exception près qu'ils ne sont pas tenus au même nombre d'unités d'évaluation (points). En outre, ils doivent justifier d'une formation ou expérience dans une occupation identifiée comme étant en demande, et s'appuyer sur une offre d'emploi pour laquelle il n'y a pas de candidat canadien qualifié; ou encore ils doivent être qualifiés pour une occupation désignée comme étant en demande dans une région donnée. Les parrains de ces parents aidés peuvent être tenus de souscrire un engagement d'entretien pour une période allant jusqu'à cinq ans.

Les "gens d'affaires" immigrants comprennent les entrepreneurs, les investisseurs et les travailleurs indépendants. L'entrepreneur s'entend de l'immigrant qui a l'intention et les moyens de mettre sur pied une entreprise, ou d'acheter une part substantielle d'une entreprise au Canada, grâce à laquelle des emplois seront créés ou préservés pour plusieurs citoyens ou résidents permanents. L'investisseur doit avoir fait ses preuves dans le monde des affaires, justifier d'un avoir personnel net d'au moins 500,000\$, et s'engager à placer de l'argent dans une entreprise canadienne qui aura des retombées économiques bénéfiques pour la province où elle est située. L'immigrant travailleur indépendant doit avoir l'intention et les moyens de mettre sur pied au Canada une entreprise qui créera un emploi pour lui-même et apportera une contribution notable à l'économie, ou à la vie culturelle et artistique du pays. Les conditions habituelles en matière de profession ou d'emploi ne s'appliquent pas aux gens d'affaires immigrants.

Le "retraité" est l'immigrant âgé de 55 ans au moins, qui jouit de la sécurité financière et n'a l'intention ni de chercher ni d'accepter un emploi au Canada. Il y a aussi des dispositions distinctes sur l'admission des gens de maison étrangers, des requérants qui sont essentiels pour une entreprise familiale, et des requérants admis pour des raisons humanitaires.

Au cours de notre enquête, nous avons pu constater que les gens n'avaient pas la même attitude à l'égard des différentes catégories d'immigrants. Beaucoup d'entre eux estimaient que les immigrants qui n'étaient pas des réfugiés, devaient être réputés savoir qu'en Ontario, leurs possibilités pourraient être fort limitées pour ce qui était de l'autorisation ou de la qualification professionnelle. D'autres faisaient valoir que certains candidats ne disaient pas la vérité au sujet de leurs qualifications, se donnant pour profession une qui était en demande et non pas une qui était excédentaire en Ontario. Certains candidats, dit-on, ont signé des documents portant l'avertissement que leurs perspectives d'emploi étaient limitées: ils sont venus en Ontario pleinement conscients des restrictions en matière d'autorisation d'exercer. Les immigrants eux-mêmes, entre autres, se plaignaient de leur côté du manque de services d'orientation et de la limitation de la documentation aux deux langues anglaise et française, si documentation il y avait, avec très peu d'explications, si explications il y avait.

Nous avons examiné cette question de la "renonciation" de l'immigrant de façon plus approfondie à propos de la profession médicale (chapitre 10) où elle se pose le plus souvent. À la lumière des observations écrites et orales de la part de personnes de formation étrangère et de représentants

d'organisations d'aide aux immigrants, nous constatons qu'en général l'orientation est sporadique, et la présentation de ces renoncements est suffisamment irrégulière et ces dernières souvent accompagnés d'explications si insuffisantes qu'on ne peut s'y fier. Quand bien même il n'en aurait pas été ainsi, nous sommes parvenus, tout au long de notre enquête, à la conclusion que toutes les personnes formées à l'étranger qui se trouvent légalement au Canada et qui ont légalement droit à l'emploi en Ontario devraient être considérées comme ayant le même statut que les autres pour l'inscription à l'exercice de leur profession. Nous n'acceptons pas l'idée de "citoyenneté restreinte" par suite de la limitation de droits fondamentaux au moment de l'entrée. Les décisions relatives à l'admission dans ce pays relèvent cependant de la politique et de la réglementation de l'immigration; elles échappent à la compétence de notre Groupe d'étude. Nous ne mettons pas en doute les jugements pris en la matière, mais nous insistons sur le principe que les résidents ontariens, une fois admis en Ontario, doivent être traités sur un pied d'égalité.

CANADIENS FORMÉS HORS ONTARIO

Bien que la question de la formation à l'étranger se pose le plus souvent au sujet des immigrants au Canada, elle n'est pas limitée à ce groupe. Il y a de nombreux Canadiens qui ont été formés à l'étranger et qui retournent dans le pays pour y exercer leur profession. Il est hors de doute que dans ces cas, on ne peut donner à leurs titres une cote supérieure ou inférieure à ceux de n'importe quel autre avec une formation semblable, et nous ne connaissons aucune profession où les normes s'appliquent de cette façon discriminatoire. À part leurs avantages linguistiques et culturels, les Canadiens formés à l'étranger concourent au même titre que les autres personnes formées à l'étranger. Si cependant l'admission aux universités ontariennes devient de plus en plus difficile, le nombre de Canadiens formés à l'étranger peut devenir considérable (la médecine en est l'illustration parfaite), ce qui pourra faire craindre que ces candidats à l'autorisation d'exercer ne trouvent une voie plus facile pour y parvenir que ceux qui poursuivent leurs études dans le pays. Cela pourrait être le cas, par exemple, si le programme d'études dispensé à l'étranger prenait moins de temps que le programme correspondant en Ontario, ou si les normes d'admission ou encore le niveau du programme étranger étaient moins rigoureux. Bien qu'à notre avis, un candidat formé à l'extérieur de la province ne doive pas être indûment avantagé pour ce qui est de l'inscription ou de l'autorisation d'exercer, il est peu probable que pareil problème se pose étant donné qu'une évaluation exhaustive d'équivalence doit tenir compte de chacun de

ces facteurs. Le mode d'évaluation que nous proposons (Chapitre 5, "Evaluation de l'acquis antérieur") répond, à notre avis, à cette préoccupation.

Enfin, bien que notre étude soit formellement limitée aux candidats qui ont acquis leur formation ou leur expérience à l'extérieur du Canada, nous avons aussi examiné les problèmes auxquels se heurtent les gens formés dans les autres provinces. Dans certains cas, leur situation éclaire et met en relief le traitement réservé aux candidats de formation étrangère.

Le degré de mobilité interprovinciale au Canada varie d'une profession à l'autre. Là où il y a un organe ou conseil national chargé de l'évaluation ou de l'administration des examens aux candidats (par exemple le Bureau national d'examen dentaire du Canada, le Bureau des examinateurs en pharmacie du Canada), on constate une grande mobilité, mais là même où pareil système n'existe pas, l'existence de formalités d'agrément et de systèmes de réciprocité peut favoriser cette mobilité. Par ailleurs, le transfert d'une province vers une autre implique évaluation et examen de contrôle.

Il y a lieu de noter que pour certains Canadiens immigrants, les difficultés persistent bien qu'ils aient pu acquérir une formation dans le pays même. Notre attention a été attirée sur le fait que malgré les avantages qu'une formation au Canada ait pu leur assurer dans le processus de qualification professionnelle, leur appartenance à une minorité visible constitue parfois un obstacle à l'acceptation entière et au travail enrichissant. Notre propos étant limité aux candidats de formation étrangère, nous ne nous sommes pas attachés aux difficultés de ce groupe, qui méritent pourtant notre attention.

MULTICULTURALISME

Aux yeux des Canadiens, leur pays est multiculturel, multilingue et multiracial. En annonçant pour la première fois une politique de "multiculturalisme" en 1971, le premier ministre Pierre Trudeau a mis en relief l'objectif premier qui était l'élimination des attitudes discriminatoires par la suppression des obstacles à la pleine participation à la société canadienne. La valeur canadienne incarnée dans le "multiculturalisme" embrasse donc la consécration de l'égalité et l'harmonie entre les communautés raciales et ethniques, de même que le maintien et la valorisation de leur patrimoine culturel respectif. D'ailleurs, l'article 27 de la *Charte canadienne des droits et libertés* porte: "Toute interprétation de

la présente Charte doit concorder avec l'objectif de promouvoir le maintien et la valorisation du patrimoine multiculturel des Canadiens."

La *Loi sur le multiculturalisme canadien*¹⁶, adoptée en juillet 1988, énonce la politique canadienne du multiculturalisme comme suit:

3.(1) La politique du gouvernement fédéral en matière de multiculturalisme consiste à:

...

c) promouvoir la participation entière et équitable des individus et des collectivités de toutes origines à l'évolution de la nation et au façonnement de tous les secteurs de la société, et les aider à éliminer tout obstacle à une telle participation;

...

e) faire en sorte que la loi s'applique également et procure à tous la même protection, tout en faisant cas des particularités de chacun;

f) encourager et aider les institutions sociales, culturelles, économiques et politiques canadiennes à prendre en compte le caractère multiculturel du Canada;

...

(2) En outre, cette politique impose aux institutions fédérales l'obligation de:

a) faire en sorte que les Canadiens de toutes origines aient des chances égales d'emploi et d'avancement; [et]

b) promouvoir des politiques, programmes et actions de nature à favoriser la contribution des individus et des collectivités de toutes origines à l'évolution du pays;

Le gouvernement du Canada s'enorgueillit de ce que cette loi soit la seule en son genre au monde. Ces proclamations représentent une codification de valeurs canadiennes fondamentales. Bien que le Canada soit une confédération et que cette politique formellement proclamée soit celle de l'État fédéral, les gouvernements provinciaux souscrivent eux aussi aux valeurs qu'elle incarne.



En juin 1987, le gouvernement de l'Ontario a proclamé sa politique sur le multiculturalisme en ces termes:

I Le gouvernement de l'Ontario reconnaît la pluralité des cultures de la province et il s'en réjouit.

II La diversité de nos antécédents culturels est une source de richesse et de vigueur.

III Le gouvernement s'est engagé à assurer une participation responsable et à part entière des personnes de toutes les races et de toutes les cultures dans la province.

IV Tous et toutes ont droit à l'égalité de l'accès et des chances au sein de la société ontarienne, et tous ceux et celles qui le désirent peuvent sauvegarder leur culture ou en partager des aspects.

V La politique du gouvernement sur le multiculturalisme a pour but de donner des chances égales aux personnes de toutes origines culturelles de développer leurs aptitudes.

- À cette fin, le gouvernement entend favoriser la connaissance, la compréhension, l'acceptation et la célébration de notre diversité culturelle.
- Par le biais d'un programme d'éducation systématique et exhaustif, on sensibilisera la population ontarienne aux nombreuses cultures de la province.

VI Les politiques, les nominations et les programmes du gouvernement refléteront l'esprit de la politique sur le multiculturalisme.

- Le gouvernement cherchera activement à connaître les idées et préoccupations des particuliers et des communautés culturelles.
- Tous les ministères ontariens examineront leurs politiques actuelles et futures et y apporteront les modifications nécessaires pour faire en sorte qu'elles tiennent compte de la politique sur le multiculturalisme.
- Le gouvernement respectera l'esprit de cette politique dans ses méthodes d'embauche et dans les nominations qu'il fera aux organismes, conseils, commissions et autres groupes similaires.

VII Les services offerts par le gouvernement à la population tiendront compte des traditions et valeurs culturelles.

- Tous les ministères, organismes, conseils et commissions planifieront, élaboreront et fourniront des programmes et des services qui seront accessibles à tous les Ontariens.
- Le gouvernement de l'Ontario encouragera les autres paliers de gouvernement et les comités, groupes et organismes non gouvernementaux à offrir des programmes et des services qui soient accessibles à tous.

La politique ontarienne sur le multiculturalisme, telle qu'elle ressort de cette proclamation du gouvernement, encourage "tous les Ontariens à célébrer leur histoire et à la partager tout en participant pleinement à la vie économique et sociale de la province". Elle nous encourage à tirer parti de notre riche patrimoine culturel "pour prospérer et vivre dans l'harmonie" et "permettra une participation responsable et à part entière de tous les citoyens de la province".

La politique des rapports interraciaux du gouvernement de l'Ontario, annoncée en mai 1986, proclame notamment ce qui suit:

Le gouvernement de l'Ontario reconnaît que la diversité de la collectivité ontarienne constitue une source d'enrichissement culturel, social et économique pour la province et ses habitants.

Le gouvernement reconnaît également que les minorités raciales se heurtent souvent à des obstacles qui les empêchent de contribuer pleinement à la société. Le gouvernement s'est engagé à poursuivre l'égalité de traitement et des chances pour tous les Ontariens et reconnaît qu'un climat racial harmonieux est essentiel à la prospérité et au bien-être social de la province.

En conséquence le gouvernement déclare:

I Toute personne, en Ontario, a le droit de vivre une vie libre de préjugé ou de discrimination raciale.

II Le gouvernement participera activement à l'élimination de toute discrimination raciale et notamment des politiques et des usages qui, même s'ils ne sont pas intentionnellement discriminatoires, ont cependant un tel effet. Le gouvernement s'est donc engagé:

- a) à appliquer des politiques et des usages visant l'égalité d'emploi dans la fonction publique et dans tout l'Ontario et assurant, au moyen de stratégies positives, l'égalité de traitement et des chances;

- b) à mettre sur pied des services publics qui répondent aux besoins des minorités raciales et aux perspectives qui leur sont propres;

...

- d) à faire en sorte que la composition des organismes, des conseils et des commissions reflète pleinement la diversité raciale de l'Ontario;
- e) à éliminer les préjugés raciaux, les stéréotypes négatifs et leurs conséquences.

Il faut donc voir dans le multiculturalisme "un élément de l'écheveau de politiques connexes, dont celles qui concernent l'immigration, la citoyenneté et les droits de la personne"¹⁷. Les politiques de l'Ontario en matière de multiculturalisme, de rapports interraciaux et de droits de la personne signifient que la discrimination systémique à l'égard des immigrants pour ce qui est de l'accès aux métiers et professions va à l'encontre des politiques expressément définies, et qu'il faut y remédier de façon concrète afin d'atteindre les objectifs qu'elles poursuivent.

PARTIE II

Problèmes face aux métiers et aux professions

Chapitre 3 Problèmes face aux métiers

Chapitre 4 Problèmes face aux professions

Problèmes face aux métiers

Les participants ... sont issus de nombreux milieux culturels, éducatifs, économiques, professionnels (et non professionnels). Au moins la moitié avaient une profession ou un métier dans leur pays d'origine. En dépit de cet atout qu'ils sembleraient avoir pour trouver du travail au Canada, ils sont tout aussi désavantagés à cet égard (au moins durant leurs trois premières années de séjour) que n'importe quel immigrant dépourvu d'aptitudes monnayables.

— extrait du mémoire soumis au Groupe
d'étude par une organisation

PORTÉE DE L'ÉTUDE

Il n'existe pas de définition uniforme reconnue de métier. L'approche la plus répandue consiste à décrire le genre de travail exécuté, par exemple la menuiserie, la plomberie ou la maçonnerie, ou encore à se fonder sur le fait que l'aptitude manuelle nécessaire à l'exercice du métier doit être acquise sur le tas plutôt que grâce à des études comme celles qui ouvrent la voie aux professions. Toutefois, ces descriptions ne sont pas entièrement satisfaisantes, non seulement parce que, pour toute une gamme d'occupations, la formation sur le tas (ou l'expérience pratique) est indispensable à la qualification, mais aussi puisque, à mesure que les conditions d'aptitude technique deviennent plus nombreuses pour toutes les occupations, la distinction traditionnelle entre les métiers et les professions nécessitant des études tend à s'atténuer.

Dans notre rapport, "métiers" s'entend des 70 occupations pour lesquelles l'apprentissage¹ est le principal type de formation et qui sont

régies par la *Loi sur l'apprentissage et la qualification professionnelle des gens de métier (LAQP)*². Notre examen se limite aux métiers régis par la *LAQP*, étant donné que notre mandat est axé sur les occupations pour lesquelles la loi exige une autorisation d'exercer - ou pour lesquelles un certificat confère un titre ou un statut préférentiel face à l'emploi. La liste de ces 70 métiers est annexée à la fin du présent chapitre.

LE CONTEXTE ACTUEL

Notre examen des politiques et méthodes utilisées dans les métiers réglementés pour évaluer les ouvriers formés à l'étranger intervient à un moment critique pour l'Ontario, compte tenu des pénuries de main-d'oeuvre et de l'évolution rapide des métiers très techniques. La demande sans cesse croissante de personnel qualifié est due à la fois à une intensification de l'activité dans le secteur de la construction et dans celui de la production manufacturière, et à la tendance des secteurs de la production des biens et services à faire appel à une technologie de plus en plus complexe³. Cela dit, la pénurie de main-d'oeuvre formée au Canada devrait continuer d'être particulièrement marquée dans les occupations faisant appel à de grandes aptitudes techniques⁴.

Parallèlement, le nombre d'immigrants qui disent vouloir se lancer dans ce genre d'occupations a baissé⁵. Le fait est qu'une proportion importante - et croissante - des immigrants arrivent de pays où le développement technologique et la formation professionnelle diffèrent largement des nôtres. Par conséquent, l'Ontario ne peut plus compter sur l'immigration pour remédier à sa pénurie de main-d'oeuvre qualifiée. Il nous faut donc veiller de plus en plus à offrir des possibilités de recyclage adéquates aux travailleurs déjà partiellement formés, tant immigrants qu'ontariens, qui n'ont plus que quelques aptitudes à maîtriser pour se lancer dans un métier très technique.

La situation des ouvriers formés à l'étranger est analogue à celle de leurs collègues formés au Canada, dans des domaines pour lesquels la demande baisse en raison de l'évolution technologique : ils ont besoin de recyclage, mais ils devraient pouvoir mettre à profit leurs compétences déjà acquises en vue de leur qualification dans un autre métier. Dans ce contexte, la justesse de l'évaluation de l'acquis est aussi importante que la mise en place de programmes de formation appropriés.

L'immigration, plus particulièrement l'afflux d'ouvriers partiellement et pleinement qualifiés, est indispensable à une croissance économique durable pour l'Ontario. Un pourcentage croissant d'ouvriers immigrants auront besoin d'une certaine formation technique. Le système d'éducation et de formation de la province sera inévitablement soumis à des pressions en tentant d'assimiler les immigrants partiellement formés dans les secteurs ontariens à haute technologie de la production manufacturière, de la construction et des services. À moins qu'il ne soit adapté pour répondre efficacement aux besoins de cette nouvelle clientèle d'importance vitale, la province perdra l'une de ses principales sources de main-d'oeuvre qualifiée. En outre, il est tout aussi important que le système soit adapté aux besoins des ouvriers formés en Ontario et mis au rancart par l'évolution technologique (ou, dans les années à venir, par l'impact de l'Accord de libre-échange avec les États-Unis). L'adaptation nécessaire devrait par-dessus tout comprendre la mise en place d'un système d'éducation et de formation capable d'évaluer précisément et équitablement la formation et l'expérience acquises et d'offrir à sa clientèle des possibilités de formation correspondant à ses lacunes. Le modèle de formation nécessaire devra pouvoir être planifié à moyen terme, plutôt que simplement répondre aux fluctuations de l'économie et du marché⁶.

LA RÉGLEMENTATION DES MÉTIERS EN ONTARIO

Le premier programme canadien d'apprentissage subventionné par le gouvernement a été établi par l'*Ontario Apprenticeship Act* de 1928⁷. Cette Loi avait une portée limitée; elle créait un mécanisme d'enregistrement des mineurs travaillant dans les six métiers de la construction (briqueur, maçon, charpentier-menuisier, peintre, décorateur et plâtrier) où la pénurie de main-d'oeuvre était chronique dans les années 20⁸. Elle a été révisée deux fois avant d'être adoptée sous sa forme actuelle.

La première version révisée de la Loi a été promulguée en 1962, par suite des recommandations d'un Comité de la Chambre présidé par le député J.R. Simonett. Dans son rapport, le Comité a cherché à remédier aux pénuries de main-d'oeuvre qualifiée résultant du progrès technologique en recommandant l'autorisation obligatoire d'exercer⁹ pour les ouvriers. Cette obligation a été introduite dans la Loi. Les modifications avaient pour but de privilégier la formation par l'apprentissage, de relever le statut et le prestige des métiers et d'attirer plus d'apprentis. Avant 1963, seuls les

mécaniciens d'automobiles et les coiffeurs étaient tenus d'obtenir l'autorisation d'exercer. Dès 1966, six autres métiers ont dû satisfaire à la même obligation¹⁰, et le nombre de ces métiers réglementés a fini par passer à dix-neuf.

En 1972, un groupe de travail provincial dirigé par W.R. Dymond s'est lancé dans une autre étude exhaustive du régime d'apprentissage. Le Rapport Dymond a recommandé l'abandon de l'autorisation d'exercer, disant que, pour assurer la santé et la sécurité du public, cette obligation n'était nécessaire que dans le domaine des véhicules automobiles. L'opposition des employeurs et des syndicats a persuadé le gouvernement de ne pas éliminer l'obligation pour les ouvriers d'obtenir l'autorisation d'exercer l'un des métiers déjà assujettis à cette règle, mais les législateurs ont quand même créé une autre catégorie de métiers, ceux pour lesquels la qualification est "volontaire". L'autorisation d'exercer n'est pas une condition préalable à la pratique¹¹ de l'un ou l'autre des métiers réglementés depuis 1969, mais le règlement stipule qu'un certificat peut être obtenu à titre volontaire. (Font exception à la règle les maîtres-coiffeurs, qui sont tenus d'obtenir l'autorisation d'exercer en tant que sous-groupe des coiffeurs, qui devaient déjà l'obtenir, et les conducteurs de treuils, qui ont continué d'être obligés d'obtenir l'autorisation professionnelle quand la réglementation de leur métier est passée du ministère de la Consommation et du Commerce à celui de la Formation professionnelle.)

C'est en 1985 que la responsabilité de l'administration de *Loi sur l'apprentissage et la qualification professionnelle des gens de métier* a été confiée au tout nouveau ministère de la Formation professionnelle.

LE SYSTÈME DE RÉGLEMENTATION

Le système d'apprentissage ontarien a été établi en vertu de la *LAQP*. Le directeur de l'Apprentissage est chargé de l'application de la *Loi*, sous l'autorité du ministre de la Formation professionnelle.

La *LAQP* porte sur deux grandes catégories de métiers, à savoir les métiers réglementés et les métiers non réglementés ou parrainés par l'employeur.

Métiers réglementés

Les métiers réglementés, qui sont le principal objet du présent chapitre, sont ceux pour lesquels la *LAQP* prescrit par règlement un programme d'apprentissage. Ces métiers sont au nombre de 70, y compris les spécialités (voir l'Annexe à la fin du chapitre). Le règlement stipule les conditions générales du contrat d'apprentissage, donne une description détaillée des aptitudes à acquérir et précise la durée de chaque volet du programme. Dans chacun des métiers réglementés, l'apprenti peut obtenir un certificat de qualification professionnelle et devenir un ouvrier qualifié¹² à la fin du programme d'apprentissage.

Métiers soumis au régime d'autorisation

Les métiers réglementés sont eux-mêmes divisés en deux groupes, le premier étant ceux que la *LAQP*¹³ appelle métiers agréés, ce qui signifie que, pour pouvoir les exercer, l'ouvrier doit détenir un certificat de qualification professionnelle pour le métier ou être inscrit comme apprenti. Il y a 19 métiers ou spécialités dans cette catégorie; on les appelle communément les "métiers à qualification obligatoire". (Les spécialités d'un métier donné, par exemple les monteurs de lignes en bâtiment et les monteurs de lignes électriques, qui sont deux spécialités des monteurs de lignes, ont un programme d'apprentissage de base commun et un volet de formation spécialisée. Les périodes de formation sont différentes, la première étant de 6 500 heures et la seconde de 8 000 heures, en fonction des niveaux de compétence requis.) L'apprenti est tenu par la Loi d'obtenir un certificat avant de pouvoir exercer le métier; par conséquent, le certificat de qualification est en fait une véritable autorisation d'exercer. Dans notre Rapport, nous désignons ces 19 métiers sous le nom de métiers soumis au régime d'autorisation.

Métiers à qualification volontaire

Le second groupe de métiers réglementés est communément appelé celui des "métiers à qualification volontaire". La réglementation de ces métiers est la même que celle des métiers à qualification obligatoire, sauf que nul n'est légalement tenu de détenir un certificat de qualification professionnelle ou d'être inscrit comme apprenti pour les exercer. Néanmoins, l'employeur (ou le syndicat) peut faire une condition d'emploi de l'obtention d'un certificat. Y compris les spécialités, il y a 51 métiers de ce genre; dans

notre Rapport, nous les appelons les métiers réglementés non soumis au régime d'autorisation. Dans ce cas-ci, le certificat n'est pas une condition essentielle à l'exercice du métier, bien qu'il serve de preuve que l'ouvrier a terminé son apprentissage.

Enfin, il convient de noter que, si les métiers réglementés ne sont pas rangés en métiers à qualification obligatoire (autorisation professionnelle) ou à qualification libre, ce n'est pas pour des raisons fondées sur la santé et la sécurité du public. Comme nous l'avons souligné dans notre aperçu historique, la répartition est essentiellement fonction de la période où les métiers ont été réglementés : ceux qui l'ont été après la publication du Rapport Dymond, en 1973, sont tous, à deux exceptions près, des métiers pour lesquels la qualification est volontaire.

Métiers non réglementés

Les métiers non réglementés - ou parrainés par l'employeur -ne sont pas l'objet de notre Rapport. Ce sont des métiers pour lesquels des programmes de formation spécialisés ont été mis sur pied à l'instigation d'un employeur désireux d'améliorer les aptitudes de son effectif. L'employeur détermine la nature et l'envergure du programme d'apprentissage répondant à ses besoins de formation, de concert avec la Direction de l'apprentissage du ministère de la Formation professionnelle, et il enregistre son programme auprès du directeur de l'Apprentissage. Dans l'ensemble, les programmes d'apprentissage des métiers parrainés par l'employeur ne comportent pas de cours théoriques. Il n'y a pas de programme d'enseignement établi par règlement ou d'examen final normalisé pour toute la province. À la fin du programme, l'employé obtient un certificat d'apprentissage, mais celui-ci ne lui donne pas droit au statut d'ouvrier qualifié et n'est pas non plus un certificat d'aptitude comme celui des métiers réglementés.

Étant donné que l'accès à l'emploi n'est pas limité dans ce cas-là par l'obligation légale d'obtenir une autorisation d'exercer ou un certificat de qualification professionnelle, il ne sera plus question dans notre Rapport des quelque 450 métiers non réglementés.

LES PROCESSUS DE QUALIFICATION ET D'AUTORISATION PROFESSIONNELLES — TROIS MÉTHODES

En définitive, quiconque participe à un programme réglementé d'apprentissage a pour objectif d'obtenir un certificat de qualification. Comme nous l'avons précisé, ce certificat ne peut être obtenu que pour les métiers réglementés, et il n'est obligatoire que pour 19 seulement de ces métiers, les métiers à qualification obligatoire. Pour obtenir le certificat, il faut suivre un programme d'apprentissage en Ontario, faire preuve d'un niveau acceptable de formation ou d'expérience ou être détenteur d'un certificat interprovincial (le Sceau rouge). Examinons ces trois méthodes l'une après l'autre.

Première méthode — Apprentissage

L'Ontarien qui n'a aucune formation dans le métier vers lequel il s'oriente ou qui a reçu une formation partielle au Canada ou à l'étranger mais n'a pas une compétence suffisante pour obtenir un certificat de qualification professionnelle sans formation supplémentaire doit faire son apprentissage.

Conditions d'admission

Le candidat désireux de s'inscrire à un programme d'apprentissage doit satisfaire à diverses conditions (emploi, âge, études et langue).

Emploi. Pour être admis à un programme d'apprentissage, le candidat doit d'abord être employé comme apprenti. En effet, dans le système actuel, l'apprentissage est un marché entre l'employé et l'employeur; celui-ci donne la formation et celui-là fournit un travail reflétant ses aptitudes croissantes. (Il convient de souligner que, dans le contexte de l'apprentissage, les employeurs peuvent comprendre des bureaux syndicaux d'embauche, des comités d'apprentissage locaux et parfois même, exceptionnellement, l'Institut de formation industrielle de l'Ontario, ainsi que des sociétés privées, notamment des entreprises de construction et des stations-service.) L'employeur fixe les critères d'emploi, qui peuvent excéder ceux de la loi,

sans que le ministère de la Formation professionnelle contrôle l'établissement des normes ou intervienne à cet égard.

Âge. Le candidat doit avoir au moins 16 ans.

Études. Le Règlement général pris en vertu de la *LAQP* exige au moins la 10^e année, sauf indication contraire dans le règlement du métier¹⁴.

Les études à l'extérieur de la province sont évaluées par un conseiller en formation industrielle affecté à l'un des 27 bureaux régionaux de l'apprentissage du ministère de la Formation professionnelle. (La première responsabilité de ce conseiller consiste à administrer le programme d'apprentissage dans une région géographique donnée, au nom du directeur de l'Apprentissage. Ses tâches peuvent comprendre la promotion du programme, la liaison avec les employeurs, l'évaluation de la formation et des compétences des candidats à l'apprentissage et de ceux qui réclament un certificat d'aptitude, ainsi que la coordination de la formation théorique et technique en classe, en collaboration avec les collègues.)

Si les documents présentés par le candidat ne sont pas en anglais, ils sont immédiatement envoyés au ministère de l'Éducation pour traduction.

Les candidats formés à l'étranger incapables de prouver qu'ils ont dix années de scolarité, ou qui ont fait leurs études dans une autre langue que le français ou l'anglais, doivent subir un examen d'entrée, le test de réalisations progressives¹⁵. Cet examen comprend le test Gates-MacGinitie de compétence linguistique, ainsi qu'un volet d'évaluation des connaissances en mathématiques et en sciences. La loi ne fait nullement état d'un examen d'entrée, mais le Ministère a pour politique d'exiger que le candidat subisse l'examen, qu'il ait au moins 18 ans et qu'il ait quitté l'école depuis au moins un an.

Langue. Le candidat qui n'a pas fait ses études en français ou en anglais est tenu de prouver son aptitude à lire et à écrire en anglais au niveau de la 8^e année, en subissant le test Gates-MacGinitie. Cette condition ne figure ni dans la Loi, ni dans les règlements.

Programme de formation

La personne qui désire devenir ouvrier conclut un marché d'apprentissage avec un employeur et, pendant une période de deux à cinq ans, fixée par le règlement applicable, elle apprend son métier par une combinaison de formation sur le tas, sous la supervision d'un ouvrier qualifié (environ 90 p. 100 du temps), et de cours théoriques et techniques, habituellement dans un collège communautaire. (Les métiers du secteur de la coiffure font exception, en ce que les cours peuvent être offerts par des écoles de métiers autorisées. Dans quelques rares cas, les syndicats donnent eux-mêmes des cours, fondés sur le programme établi par la province.) À la fin de son apprentissage, le candidat se présente à un examen écrit établi par le directeur de l'Apprentissage.

Les cours sont habituellement composés de deux ou trois "blocs" de formation à temps plein ("congé de bloc") de six à dix semaines, durant lesquels les enseignants inculquent aux candidats les aptitudes voulues de façon cyclique, à des niveaux de plus en plus avancés. Certains collèges donnent des cours un jour par semaine durant tout l'apprentissage ("congé de jour"). Il existe d'autres variantes, comme le Programme d'apprentissage modifié (PAM). L'apprenti mécanicien d'automobiles, par exemple, suit tous ses cours dès le début de son apprentissage, en un bloc de 40 semaines, dans le PAM 40. Dans le PAM 1-2-3, les périodes de cours, de 8 semaines, alternent avec la formation sur le tas, et l'enseignement n'est pas cyclique; on inculque à l'apprenti un ensemble d'aptitudes qu'il doit maîtriser avant de pouvoir passer à un autre.

Le salaire minimum que l'apprenti touche pendant sa formation sur le tas est fixé par règlement à un certain pourcentage du salaire moyen des ouvriers de l'employeur qui pratiquent le même métier¹⁶. Le salaire augmente à chaque période de formation de l'apprentissage, et, sauf indication expresse dans le règlement, il commence à au moins 40 % du salaire de l'ouvrier qualifié, pour la première période d'apprentissage, puis augmente par tranches de 10 % jusqu'à 80 % pour l'apprenti à sa cinquième période d'apprentissage.

En général, l'apprenti n'est pas payé par l'employeur pendant qu'il suit ses cours, mais il peut être admissible à des prestations en vertu de la *Loi sur l'assurance-chômage*¹⁷ ou à une allocation fédérale de formation, en vertu de la *Loi nationale sur la formation*¹⁸. Dans les programmes d'apprentissage modifiés, l'apprenti touche une allocation provinciale de formation durant les 40 premières semaines de ses cours.

Apprenti avancé

Le candidat qui s'inscrit au programme d'apprentissage après avoir reçu une formation ou acquis de l'expérience connexe en Ontario ou ailleurs peut obtenir le statut d'apprenti avancé.

Le Règlement général¹⁹ prévoit que le directeur de l'Apprentissage peut créditer au candidat un certain nombre d'heures après avoir étudié les documents soumis par celui-ci sur sa formation ou sur son expérience pertinente. Les aptitudes du candidat peuvent être testées à la demande du directeur. Dans la pratique, le candidat soumet ses documents à un conseiller en formation industrielle relevant du directeur, et ce conseiller évalue la pertinence et le degré de sa formation ou de son expérience. Si le statut d'apprenti avancé est justifié, le conseiller peut recommander à l'employeur éventuel de l'apprenti de lui reconnaître des crédits horaires pour réduire sa période d'apprentissage. Il n'existe pas de lignes directrices écrites régissant les conditions dans lesquelles le statut d'apprenti avancé est accordé. En outre, l'évaluation du conseiller ne lie pas l'employeur éventuel; le niveau auquel l'apprenti est embauché est fonction de son pouvoir de négociation vis-à-vis de l'employeur et vice versa. Dans un marché en proie aux pénuries de main-d'oeuvre, l'apprenti peut être embauché précisément au niveau avancé recommandé par le conseiller. Si le candidat n'est pas satisfait de son évaluation, son seul recours consiste à chercher un employeur disposé à accorder plus de poids à sa formation ou à son expérience antérieures.

Deuxième méthode — Preuve de compétence

La deuxième méthode d'obtention du certificat de qualification professionnelle est fondée sur les dispositions du Règlement général qui autorise l'ouvrier pouvant faire la preuve de sa formation ou de son expérience antérieure à obtenir un certificat provisoire et à se présenter sur demande à l'examen menant à l'obtention du certificat de qualification.

Le candidat formé à l'étranger désireux d'obtenir un certificat de qualification sans s'inscrire au programme d'apprentissage doit d'abord demander à rencontrer un conseiller en formation industrielle, afin que celui-ci évalue ses antécédents et ses aptitudes. Si les documents soumis par le candidat montrent que celui-ci a déjà été employé comme ouvrier pour une période égale à celle de l'apprentissage requis (voire plus longue), on peut

lui donner un certificat provisoire et l'autoriser à se présenter aux examens²⁰. L'expérience acquise comme ouvrier à l'extérieur de l'Ontario peut être prouvée par des feuilles de temps, des lettres d'employeurs ou l'affidavit du candidat lui-même.

Le conseiller en formation industrielle²¹ peut aussi tenir compte de la formation structurée à l'extérieur de l'Ontario pour autoriser le candidat à obtenir un certificat provisoire et à se présenter à l'examen final.

Si le conseiller est d'avis que les documents soumis par le candidat pour attester de son expérience ou de sa formation montrent que celui-ci a les compétences nécessaires, il peut lui donner la possibilité de subir un test de démonstration d'aptitude. Ce test, qui n'existe que pour cinq métiers exigeant un certificat (électricien, mécanicien d'automobiles, plombier, monteur de tuyaux à vapeur et tôlier) est établi et administré par les professeurs des collèges d'arts appliqués et de technologie qui donnent les cours d'apprentissage de chacun de ces métiers. Les instructions écrites qui accompagnent le test sont offertes en quinze à vingt langues, selon le métier.

Le candidat qui convainc le conseiller en formation industrielle de sa compétence en lui soumettant des documents qui prouvent son expérience ou sa formation ou en réussissant un test de démonstration d'aptitude est autorisé à se présenter au prochain examen de qualification prévu. Si le test de démonstration d'aptitude révèle que le candidat a besoin de temps pour acquérir d'autres connaissances, par exemple sur des méthodes spécifiquement ontariennes (notamment le *Code du bâtiment de l'Ontario*), il peut se voir délivrer un certificat provisoire valable 90 jours et se le faire renouveler jusqu'à ce qu'il soit prêt à se présenter à l'examen de qualification.

Par contre, si le candidat ne réussit pas le test de démonstration d'aptitude, ou s'il n'existe pas de test pour son métier et que le conseiller en formation industrielle n'est pas d'avis qu'il a les qualités nécessaires pour se présenter à l'examen menant au certificat de qualification, il lui faut s'inscrire à un programme d'apprentissage. Le conseiller peut recommander qu'on lui crédite jusqu'à un certain point sa formation et son expérience antérieures, mais, comme on l'a déjà précisé, sa recommandation ne lie pas l'employeur.

Si le candidat est autorisé à se présenter à l'examen menant au certificat, il peut être assisté d'un interprète, pourvu que celui-ci n'exerce

pas le métier en question et qu'il n'ait pas interprété au cours des 12 mois précédents.

Troisième méthode — Transferts interprovinciaux

La mobilité des ouvriers d'une province à l'autre est rendue possible par un accord de certification pancanadien administré par le Comité de coordination des normes interprovinciales, en collaboration avec les autorités provinciales, territoriales et fédérales. Pour obtenir le certificat d'aptitude interprovincial, le "Sceau rouge", il faut se présenter à l'examen interprovincial (sans interprète) et obtenir une note d'au moins 70 %. Il existe des examens pour 21 des métiers réglementés. Le détenteur du certificat peut pratiquer son métier sans être tenu de recevoir un supplément de formation ou de subir un autre examen.

RECONNAISSANCE DE LA FORMATION ET DES APTITUDES : AUTRES MODÈLES

L'apprentissage est une méthode de formation professionnelle reconnue dans de nombreuses juridictions, mais il existe en Ontario et ailleurs d'autres modèles de formation utiles en tant qu'exemples d'adaptation des programmes aux besoins des gens qui ont déjà de l'expérience ou de la formation et qui entrent sur le marché du travail ou qui y reviennent. Le Groupe d'étude s'est penché sur des programmes de formation mis sur pied en Ontario, en Grande-Bretagne et en Suède. Les pages qui suivent sont un exposé succinct des deux premiers types de programmes. Le système de formation professionnelle de la Suède et le programme d'évaluation de la formation à l'étranger sont étudiés aux chapitres 5 ("Évaluation de l'acquis antérieur") et 9 ("Recyclage") du Rapport.

Ontario

L'examen a porté sur deux méthodes de formation distinctes de l'apprentissage, à savoir le modèle coopératif utilisé dans les écoles secondaires, les collèges et les universités pour donner une formation sur le tas aux étudiants grâce à un service de placement administré par l'institution d'enseignement, et le programme de formation axé sur les compétences, mis au point dans le secteur minier (en roche dure et tendre),

fondé sur l'acquisition d'aptitudes précises et organisé en volets ou en modules.

Enseignement coopératif

L'enseignement coopératif s'entend d'un programme où les cours en classe alternent régulièrement avec une expérience professionnelle, les dispositions à cette fin étant prises par l'institution d'enseignement. Le type et la durée du volet d'expérience professionnelle varient selon le programme. L'institution d'enseignement supervise l'élève ou l'étudiant - et le placement - pour veiller à ce que les objectifs de formation du placement soient atteints.

Depuis 1985, les crédits consacrés aux programmes d'enseignement coopératif font l'objet d'une entente à frais partagés dans le cadre du programme d'accès au marché du travail de la Planification de l'emploi, en vertu duquel le gouvernement fédéral verse aux provinces une subvention égale à leur part, jusqu'à concurrence de 200 000 \$, sur une période de quatre ans, pour couvrir les frais de lancement ou d'amélioration des programmes. Dans chaque cas, le marché de subvention est conclu avec l'institution d'enseignement qui offre le programme²².

Le ministère de la Formation professionnelle n'offre pas pour le moment de programmes coopératifs, mais il prépare un projet d'apprentissage coopératif de concert avec des conseils scolaires. Le programme envisagé comporte des cycles de trois jours de formation sur le tas suivis de deux jours de cours, avec un stage d'été de formation en classe. Le conseil scolaire serait chargé d'aider l'apprenti à trouver un emploi approprié. Bref, il s'agira d'un programme d'apprentissage modifié.

Le *Rapport du Conseil du premier ministre, 1988*, a applaudi à la décision du Ministère de s'orienter vers un modèle d'enseignement coopératif, en soulignant la souplesse qui en résulte pour la détermination des dates des stages de cours et de formation sur le tas²³. Le Groupe d'étude a lui aussi constaté que ce genre de programme présente un avantage particulier, en ce qu'il assure l'égalité d'accès aux ouvriers formés à l'étranger, qui pourraient s'inscrire à un programme d'apprentissage dans un collège communautaire sans être tenus de trouver un emploi par leurs propres moyens avant de pouvoir recevoir leur formation.

Formation axée sur les compétences

Dans le cas de la formation axée sur les compétences (aussi appelée formation basée sur le rendement), les normes de rendement des apprenants sont explicitement précisées dans la description des objectifs de l'apprentissage. L'apprenant prouve qu'il a maîtrisé la matière quand il satisfait à la norme précisée dans l'objectif. Ce genre d'apprentissage est particulièrement utile dans les domaines axés sur les aptitudes, où l'apprenant peut cesser sa formation dès qu'il a maîtrisé l'aptitude voulue. Traditionnellement, les programmes d'apprentissage sont des périodes prédéterminées au cours desquelles l'apprenant doit acquérir des connaissances ou des aptitudes; en cas d'échec, la période d'apprentissage peut être répétée, mais l'apprenant ne peut normalement pas raccourcir ou prolonger sa période d'apprentissage en fonction du temps qu'il lui faut pour maîtriser l'aptitude voulue.

Le programme de formation des mineurs ontariens (en roche dure et tendre) est établi par règlement en vertu de la *Loi sur la santé et sécurité au travail*²⁴; il est axé sur les compétences et, partant, il diffère nettement du modèle d'apprentissage classique décrit au début du présent chapitre. Il n'y a pas de cours, et le travailleur doit assimiler un programme de base et un certain nombre d'aptitudes spécialisées groupées en modules d'apprentissage ou d'aptitudes.

Le candidat n'est pas tenu de s'inscrire aux modules qu'il est réputé maîtriser s'il réussit les examens correspondants. Ainsi, un mineur fraîchement arrivé en Ontario peut franchir toutes les étapes du programme en une semaine, à condition de réussir toute la batterie d'examens voulue. Si le candidat a besoin de formation supplémentaire, c'est l'employeur qui doit la lui fournir, conformément au règlement.

Le Groupe d'étude estime que le groupement de la formation en modules et la possibilité qu'ont les candidats d'en être dispensés en faisant la preuve de leur capacité de rendement sont des aspects particulièrement intéressants de ce programme.

Grande-Bretagne

Le *Rapport du Conseil du premier ministre, 1988*, a souligné qu'il n'existe pas au Canada d'institution chargée d'établir et de faire valoir les priorités et programmes de formation à l'échelle nationale, avec la collaboration de

tous les paliers de gouvernement et de tous les secteurs d'activité. La Manpower Services Commission de Grande-Bretagne est un exemple d'institution de ce genre²⁵.

Nous avons étudié quatre initiatives de formation récemment prises par la Commission²⁶, qui administre les services publics d'emploi et de formation de l'Écosse, de l'Angleterre et du Pays de Galles.

La première de ces initiatives, amorcée en Écosse en 1983, était le Plan d'action d'Écosse, qui avait pour but de convertir le programme de cours de formation professionnelle en un programme modulaire axé sur les compétences; à cette fin, on avait introduit un seul et unique certificat cumulatif, le Certificat national d'Écosse.

Grâce à ce certificat cumulatif, les apprenants peuvent changer de spécialité sans perdre de crédits, accumuler des titres en suivant des programmes nationalement reconnus adaptés aux besoins de main-d'oeuvre locaux et obtenir des crédits pour leur formation connexe antérieure.

La deuxième initiative de formation professionnelle de la Manpower Services Commission est le Programme des normes, un système encore en gestation de normes de rendement fondées sur les emplois, qui doit s'étendre à toutes les occupations d'ici 1991.

La présentation des nouvelles normes axées sur les compétences est normalisée afin de faciliter l'accumulation et le transfert des crédits. La Commission prévoit qu'elles seront adoptées par différents secteurs d'activités et par différentes entreprises, de même que par le secteur public.

La troisième initiative prise en Grande-Bretagne dans le domaine de la formation professionnelle est destinée aux adultes sans emploi. C'est le Plan de formation au nouvel emploi, lancé en 1988, qui offre aux participants jusqu'à six mois de formation basée sur le Programme des normes et, partant, satisfaisant aux critères d'emploi. La transférabilité de la formation est un élément clé de ce plan. Le participant qui se retire du programme pour accepter un emploi peut se faire créditer la partie de la formation qu'il a suivie.

Enfin, la quatrième grande initiative est l'établissement du Répertoire national des réalisations professionnelles, instauré en 1988. C'est un répertoire national des certificats d'aptitude auquel peuvent s'inscrire tous les citoyens de l'Angleterre et du Pays de Galles, chacun pouvant faire

enregistrer individuellement qu'il a réussi une unité reconnue de formation, quel que soit l'organe d'enseignement intéressé. Contrairement au Certificat national d'Écosse, qui est administré par un seul et même organe de délivrance des certificats, le Répertoire national des réalisations professionnelles tient compte des crédits acquis en vertu des programmes offerts par d'autres organes.

Les quatre initiatives — le Certificat national d'Écosse, le Programme des normes, le Plan de formation au nouvel emploi et le Répertoire national des réalisations professionnelles — semblent avoir un effet marqué sur la qualité et la pertinence de la formation professionnelle. Grâce à elles, on a pu créer un système de formation réceptif aux besoins des adultes et facilitant à la fois le transfert des aptitudes et la reconnaissance des acquis. À cet égard, le Groupe d'étude estime que l'Ontario devrait envisager d'émuler les progrès réalisés en Grande-Bretagne dans le domaine de l'enseignement professionnel.

PROBLÈMES D'ACCÈS

Dans son examen du système d'apprentissage ontarien, le Groupe d'étude s'est penché sur chaque étape de l'accès à l'emploi et, dans la mesure du possible, il a établi des comparaisons avec les programmes d'autres juridictions afin de dégager les politiques — ou les procédures — qui risquent de désavantager les personnes formées à l'étranger.

Le Groupe d'étude a conclu que les aspects suivants de l'accès à l'emploi et de l'obtention des certificats de qualification peuvent être désavantageux pour les candidats formés à l'étranger :

- le manque d'information sur la façon d'obtenir un certificat ou une autorisation d'exercer, y compris l'information sur l'évaluation des études et de l'expérience antérieures et sur les divers types de programme de formation offerts;
- l'intégration de l'emploi dans le processus d'obtention de la qualification, des certificats et des autorisations d'exercer nécessaires et, partant, la possibilité pour l'employeur d'avoir la haute main sur les programmes de formation subventionnés par le gouvernement;

- l'absence de système fiable devant publiquement rendre compte de ses résultats pour l'évaluation de la formation et de l'expérience acquises à l'étranger; la délégation du pouvoir décisionnel du directeur de l'Apprentissage aux employeurs, dans le contexte de cette évaluation; et l'absence de mécanisme d'appel reconnaissant au candidat le droit à un examen indépendant des décisions sur le degré d'équivalence de sa formation et de son expérience acquises à l'extérieur de l'Ontario;
- le manque de possibilités de recyclage pour les gens ayant acquis une partie de leur formation à l'extérieur du Canada;
- le manque de validité et de pertinence des examens et des tests utilisés dans la procédure de délivrance des certificats d'aptitude et des autorisations d'exercer;
- la rareté et l'insuffisance de l'aide financière offerte aux apprentis;
- le niveau de compétence linguistique exigé et le mauvais ciblage des examens actuels d'évaluation de cette compétence; et
- l'absence de données statistiques, à la fois sur le programme d'apprentissage lui-même et sur le nombre d'ouvriers inscrits.

Passons maintenant à l'examen détaillé de chacun de ces problèmes.

Information : Nature et lacunes

Le manque d'information sur le programme d'apprentissage et sur les conditions d'obtention d'un certificat de qualification à l'exercice des métiers réglementés constitue un grave problème. Il n'y a virtuellement pas de documents rédigés dans un style simple et clair qu'une personne formée à l'étranger puisse consulter, avant ou après son arrivée en Ontario, pour savoir comment obtenir un certificat ou une autorisation d'exercer un métier, avec les exigences applicables à l'évaluation.

L'information essentielle dépasse largement la simple explication du système et la liste des noms et adresses des bureaux où l'on peut obtenir des formules de demande. La méthode et les conditions d'obtention de l'autorisation d'exercer ou du certificat de qualification doivent être décrites de façon suffisamment détaillée pour que le candidat puisse se préparer à

une entrevue ou à des examens et pour qu'il puisse savoir s'il a besoin de plus de formation avant de se présenter à un examen.

L'information sur le système d'apprentissage utilisé au Canada est distribuée aux bureaux d'immigration du monde entier grâce à un rapport annuel préparé par Emploi et Immigration Canada. La partie de ce rapport qui porte sur la formation offerte en Ontario dans le domaine des métiers est révisée chaque année par le ministère de la Formation professionnelle, désireux d'en assurer l'exactitude. Après avoir obtenu un exemplaire du rapport, le Groupe d'étude a conclu que des détails y faisaient largement défaut. Ce rapport ne contient pas d'information sur les exigences auxquelles le candidat ayant acquis une partie de sa formation à l'étranger doit satisfaire avant de pouvoir la terminer en Ontario.

L'immigrant fraîchement débarqué peut trouver de l'information à caractère général sur l'apprentissage et sur les autres programmes de formation des gens de métier en s'adressant à divers bureaux provinciaux et fédéraux. Toutefois, il n'existe pas de documents publiés dans d'autres langues que le français et l'anglais, pas plus que des brochures ou des livrets rédigés pour être faciles à comprendre afin de répondre aux besoins d'information des ouvriers immigrants qui cherchent à faire reconnaître leur formation antérieure.

Enfin, à la rareté de l'information sur les conditions d'obtention de l'autorisation d'exercer et du certificat de qualification s'ajoute le fait que le ministère de la Formation professionnelle ne distribue pas d'information écrite sur la façon de trouver un emploi d'apprenti. (Le Ministère n'assume actuellement aucune responsabilité d'aider les candidats à cet égard, bien qu'avoir un emploi soit une condition d'accès à l'apprentissage.)

Rôle de l'employeur

L'employeur²⁷ est la clé de l'accès aux programmes d'apprentissage, car le candidat ne peut être inscrit par le ministère de la Formation professionnelle qu'après avoir trouvé un emploi d'apprenti. Il n'existe actuellement aucun programme permettant à quiconque de suivre tous ses cours de formation avant de chercher un emploi d'apprenti. L'accès au système de formation est par conséquent beaucoup plus difficile pour des gens qui risquent déjà d'être désavantagés sur le marché du travail, et notamment pour des gens issus de milieux culturels ou raciaux différents de ceux qui dominent dans le métier,

des gens qui maîtrisent mal la langue, des membres des minorités visibles et enfin des femmes, en général.

Le second domaine dans lequel le rôle de l'employeur peut créer des difficultés d'accès, c'est l'évaluation de la formation et de l'expérience antérieures. L'employeur a le pouvoir de décision ultime quant aux crédits reconnus à l'ouvrier formé à l'étranger désireux d'être inscrit comme apprenti. Comme nous l'avons souligné, ce pouvoir décisionnel n'est pas compatible avec l'article 9 du Règlement général, qui donne au directeur de l'Apprentissage le pouvoir et la responsabilité d'évaluer la formation et l'expérience antérieures des apprentis et de leur créditer des heures de formation en conséquence.

Évaluation de la formation et de l'expérience acquises à l'extérieur de l'Ontario

L'ouvrier formé à l'étranger qui cherche à faire reconnaître ses aptitudes en Ontario est assujéti aux dispositions du Règlement général applicables à l'évaluation de la formation et de l'expérience antérieures.

L'article 9 du Règlement général s'applique aux personnes partiellement formées. Il confère au directeur de l'Apprentissage le pouvoir d'évaluer la formation et l'expérience des candidats afin de leur accorder le statut d'apprenti avancé. Les articles 20 et 21, qui s'appliquent aux personnes entièrement formées, donnent au directeur le pouvoir de reconnaître l'*expérience* (et non la *formation*) acquise à l'étranger comme critère de délivrance d'un certificat provisoire et d'autorisation à subir sur demande l'examen menant au certificat de qualification. Toutefois, l'article 17 s'applique à des personnes ayant ou n'ayant pas d'expérience, mais qui ont terminé une formation analogue. Le directeur peut accorder à ces gens un certificat provisoire et leur permettre de se présenter à l'examen, si le programme de formation qu'ils ont suivi est suffisamment long.

Le Groupe d'étude a formulé les observations suivantes sur l'évaluation de la formation et de l'expérience acquises à l'étranger.

- Pour déterminer les crédits au titre de la formation et de l'expérience acquises à l'étranger, la constante est claire : le pouvoir décisionnel du directeur est délégué aux employeurs d'apprentis. Un conseiller en formation industrielle du ministère de la Formation professionnelle recommande à l'employeur de reconnaître des crédits, mais celui-ci

n'est pas lié par la recommandation. Les crédits qu'on reconnaît aux personnes formées à l'étranger sont fonction du pouvoir de négociation relatif de l'employeur et du candidat à l'apprentissage. L'employeur peut ne tenir aucun compte de la recommandation et offrir au candidat un emploi à un niveau moins avancé. Il convient de souligner que le salaire de départ que l'employeur doit payer à l'apprenti est fonction du nombre d'heures de crédits qu'on reconnaît à ce dernier pour sa formation antérieure.

- Les conseillers en formation industrielle ne peuvent consulter aucune base de données exhaustive pour évaluer l'expérience et la formation acquises à l'extérieur de l'Ontario lorsqu'ils sont appelés à faire une recommandation à cet égard. Ils peuvent se tourner vers les coordonnateurs provinciaux des programmes du bureau des Normes des programmes, à Toronto, mais même ces coordonnateurs n'ont pas accès à une bibliothèque spécialisée sur la formation professionnelle dans d'autres juridictions : il n'en existe pas.
- La façon d'évaluer la formation et l'expérience acquises à l'étranger n'est pas claire et elle n'est pas non plus nécessairement compatible avec la réglementation. Ainsi, on nous a dit que le directeur "n'approuve pas" les programmes de formation analogue, en vertu de l'article 17 du Règlement général, même si cet article lui impose manifestement le devoir de le faire.
- Aux fins de l'évaluation des titres et de l'expérience obtenus à l'étranger, le processus décisionnel se caractérise par une très grande latitude. Passons outre pour le moment au fait que le Ministère donne le pouvoir décisionnel final à l'employeur; il n'existe pas, semble-t-il, de lignes directrices écrites complètes²⁸ pouvant aider les conseillers en formation industrielle à formuler des recommandations sur la formation à l'étranger ou à faire en sorte que les recommandations de conseillers différents soient comparables. De plus, il n'existe pas de systèmes de rapport propres à favoriser la normalisation des évaluations, en tenant les conseillers en formation industrielle au courant des évaluations réalisées dans toute la province.
- Enfin, il n'y a pas de droit d'appel ou de contrôle des évaluations de la formation et de l'expérience acquises à l'étranger. La *LAQP* ne reconnaît le droit d'appel que dans les cas d'une décision annulant un contrat d'apprentissage, du refus de renouveler le certificat de qualification et d'une décision de suspendre ou d'annuler un certificat

de qualification²⁹. La législation sur l'apprentissage adoptée en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique donne à l'apprenti de bien plus grandes possibilités d'interjeter appel devant une commission provinciale d'apprentissage.

Recyclage

En 1963, le *Report of the Select Committee on Manpower Training*³⁰ (Rapport Simonett) a recommandé la mise en place de programmes spéciaux, comprenant des mécanismes d'amélioration des compétences, pour aider les ouvriers immigrants à se préparer à entrer sur le marché du travail et à se familiariser avec les éléments du programme ontarien de formation qui n'avaient pas d'équivalent dans leur pays d'origine. Comme nous le verrons au Chapitre 9 ("Recyclage"), étant donné que la demande et les sources de main-d'oeuvre ontarienne qualifiée changent, le besoin constaté en 1963 est de plus en plus urgent.

La conception des systèmes de formation devrait tendre à réduire au minimum la période d'inoccupation des gens cherchant à s'intégrer à la main-d'oeuvre. Il est essentiel que le système comporte un moyen efficace et systématique d'évaluation de la formation et de l'expérience acquises à l'étranger, doublé d'un mécanisme propre à définir et à offrir la formation requise pour que ces gens deviennent des membres productifs de la population active. Néanmoins, *Un nouveau champ d'action*³¹, le document fondamental publié en 1986 par le Ministère, est muet sur les besoins des ouvriers formés à l'étranger et sur le fait que l'Ontario a besoin d'eux. En outre, la province n'a pas encore mis en oeuvre les recommandations du Rapport Simonett sur le recyclage.

Testage

Le système d'apprentissage comprend trois modes de testage :

- 1) les examens menant à l'obtention de l'autorisation d'exercer ou du certificat de qualification;
- 2) les tests de démonstration d'aptitude; et

- 3) les tests d'équivalence de la formation et de compétence linguistique (le test de réalisations progressives, qui comprend le test Gates-MacGinitie de compétence linguistique).

Examen menant au certificat de qualification

L'absence d'études de validité de l'examen menant au certificat de qualification ne laisse pas d'inquiéter (voir le Chapitre 6, "Testage pour l'autorisation d'exercer"). Le libellé même de l'examen peut être une cause de discrimination culturelle; par exemple, l'usage d'expressions idiomatiques risque de désavantager le candidat formé à l'étranger. En outre, le niveau de langue de l'examen lui-même n'a jamais été évalué pour qu'on puisse vérifier s'il est conforme à celui dont on a besoin pour exercer le métier.

Tests de démonstration d'aptitude

Du point de vue de l'ouvrier formé à l'étranger, les tests de démonstration d'aptitude peuvent être extrêmement utiles, étant donné qu'ils sont pour lui l'occasion de prouver sa compétence dans le domaine, particulièrement lorsqu'il lui est impossible de produire des pièces pour confirmer sa formation. Toutefois, comme nous l'avons souligné, les tests de ce genre n'existent que pour cinq des métiers à qualification obligatoire. Ces cinq tests sont offerts dans quinze à vingt langues. Il reste à déterminer dans quel cas il est opportun d'en offrir des traductions. À cet égard, il ne semble pas exister de politique uniforme.

Tests d'équivalence de la formation et de compétence linguistique

Le Groupe d'étude craint que le test de réalisations progressives, qui sert à établir le niveau d'études du candidat, ne soit pas un instrument de mesure satisfaisant de l'équivalence de la formation pour le système d'apprentissage. Selon nous, ce test évalue l'intelligence et les aptitudes du candidat, plutôt que ses réalisations ou sa compétence d'adulte, et ce en dépit de son nom, même s'il est utilisé pour évaluer l'équivalence de la formation.

Qui plus est, l'admissibilité au test de réalisations progressives est trop restreinte, en raison de l'application d'une politique administrative exigeant que les candidats aient au moins 18 ans et qu'ils aient quitté les études depuis au moins un an. Cette condition restrictive, qui avait au départ pour

objet de dissuader les jeunes Ontariens de quitter l'école trop tôt, n'est manifestement pas indiquée dans le cas des candidats formés à l'étranger qui désirent poursuivre leur métier dans la province.

Le Groupe d'étude s'inquiète aussi parce que le test Gates-MacGinitie n'est pas un instrument valable de mesure de la performance linguistique de l'adulte. Ce test a été mis au point pour être utilisé dans le système scolaire afin d'évaluer les connaissances linguistiques des élèves, mais le ministère de la Formation professionnelle s'en sert encore pour tester celles des adultes. En d'autres termes, il est évident que le test ne convient pas pour l'évaluation des aptitudes linguistiques d'adultes formés à l'étranger et cherchant à être admis aux programmes d'apprentissage.

Difficultés financières

Le gouvernement fédéral est chargé d'aider financièrement les apprentis. Cette aide leur est globalement fournie en vertu de deux lois, la *Loi sur l'assurance-chômage*³² et la *Loi nationale sur la formation*³³. À notre avis, ces deux lois sont limitées sur le triple plan de la portée, de la pertinence et de l'efficience³⁴.

L'article 39 de la *Loi sur l'assurance-chômage* autorise le paiement de prestations d'assurance-chômage supplémentaires à l'apprenti suivant des cours de formation sans que celui-ci satisfasse aux conditions de recherche d'emploi et de disponibilité. L'apprenti n'est toutefois admissible à cette aide que s'il est aussi admissible aux prestations d'assurance-chômage. Certains peuvent ne pas l'être, soit parce qu'ils n'ont pas accumulé le nombre voulu de semaines de travail assurées, soit parce que leur emploi n'a pas pris fin au sens où l'entend la *Loi*. En outre, les apprentis inscrits à un programme de congés de jour ne sont pas admissibles, parce qu'ils ne sont pas considérés comme sans emploi pour cette journée hebdomadaire de formation.

L'importance de l'aide financière fournie en vertu de la *Loi sur l'assurance-chômage* n'est pas très claire. En effet, les prestations hebdomadaires maximales actuellement autorisées s'élèvent à 363 \$ avant impôts, mais, étant donné que le niveau des prestations d'assurance-chômage correspond à 60 % des gains assurables durant la période de 20 semaines précédant la mise en disponibilité, et que le salaire du candidat à sa première et à sa deuxième année d'apprentissage est généralement de

40 % à 50 % du salaire d'un ouvrier qualifié, le candidat touche des prestations d'assurance-chômage nettement inférieures au maximum autorisé.

Enfin, l'apprenti doit surmonter des difficultés administratives lorsqu'il demande des prestations d'assurance-chômage en guise de supplément de revenu pour ses périodes de cours. Les délais de traitement des demandes sont tels qu'il arrive souvent que le candidat ne touche pas son premier chèque de prestations avant que la période de formation de 8 à 9 semaines soit terminée et qu'il soit de retour au travail³⁵.

L'apprenti qui n'a pas droit à des prestations d'assurance-chômage peut être admissible à une allocation de formation en vertu de la *Loi nationale sur la formation*³⁶, mais cette allocation ne lui assure pas un revenu suffisant³⁷. Le tarif horaire actuellement versé à un stagiaire vivant seul sans personne à charge est de 3,50 \$, jusqu'à concurrence de 40 heures par semaine³⁸.

L'un des facteurs significatifs qui font que les adultes ne sont pas disposés à se lancer dans une formation à long terme, et notamment dans un programme d'apprentissage, est précisément l'absence d'un système convenable de supplément de revenu. D'ailleurs, le Rapport du Conseil du premier ministre (1988) souligne bien que l'insuffisance des suppléments de revenu est l'une des causes du taux d'abandon élevé des apprentis³⁹.

L'absence d'un programme d'allocations de formation disposant de crédits suffisants a des répercussions particulièrement graves dans le cas des ouvriers formés à l'étranger — et récemment immigrés — qui ont besoin de recyclage. Si ces gens ont des personnes à charge et qu'ils n'ont pas apporté d'économies avec eux ou s'ils n'ont pas eu la possibilité d'accumuler des réserves financières dans leur nouveau pays, ils sont incapables de saisir les possibilités de formation voulues.

Compétence linguistique

Le testage linguistique fait l'objet d'un chapitre distinct (le Chapitre 7) du Rapport, mais il n'en reste pas moins que l'absence de normes uniformes et validées sur la compétence linguistique requise pour les métiers réglementés soulève des préoccupations particulières qu'il vaut la peine d'étudier ici.

Le ministère de la Formation professionnelle permet aux candidats à l'examen menant au certificat d'aptitude d'être accompagnés d'un interprète. (La seule exception à la règle est celle des examens menant à l'obtention

du Sceau rouge interprovincial, où les interprètes sont interdits.) En outre, lorsqu'un candidat formé à l'étranger doit subir un test de démonstration d'aptitude, les instructions écrites (s'il y en a) lui sont données dans sa propre langue. Par conséquent, lorsqu'un ouvrier pleinement qualifié cherche à obtenir une autorisation d'exercer ou un certificat d'aptitude en Ontario en demandant à subir un examen, les obstacles linguistiques ont été virtuellement éliminés.

Il en va de toute autre manière pour le candidat partiellement formé qui cherche à être admis à un programme d'apprentissage pour terminer sa formation. Si le candidat a fait ses études dans une autre langue que l'anglais, il est tenu d'atteindre un niveau de compétence linguistique équivalant à la 8^e année lorsqu'il subit le test Gates-MacGinitie. (Même si nos arguments sur la qualité contestable de ce test devaient être rejetés, la raison pour laquelle on exige une compétence linguistique équivalant à la 8^e année ne nous semble pas fondée. Si le candidat doit avoir ce niveau de compétence linguistique pour être en mesure de tirer profit de cours en anglais, il serait plus indiqué de faire passer la responsabilité du testage linguistique aux collèges communautaires, en leur donnant aussi la responsabilité d'assurer la formation linguistique requise. Le test devrait être un instrument d'évaluation et non un obstacle à l'admission au programme de formation.)

Il reste que le problème est plus fondamental qu'un simple manque d'uniformité des normes linguistiques, car les normes qui font défaut sont des normes de compétence linguistique validées, fixées compte tenu des besoins de la santé et de la sécurité du public. Il faudrait qu'on adopte des normes de compétence linguistique en fonction de ces besoins pour chaque métier réglementé et qu'on les applique également à tous les candidats, que ceux-ci cherchent à entrer sur le marché du travail en demandant à subir l'examen menant au certificat de qualification ou en suivant un programme d'apprentissage. La section locale 105 de la Fraternité internationale des travailleurs en électricité l'a bien dit dans son mémoire au Groupe d'étude : "Nous croyons que, pour assurer la sécurité dans l'industrie de la construction, tous les travailleurs doivent savoir parler, lire des panneaux et recevoir des instructions en anglais, pour leur propre sécurité et pour celle de leurs collègues."

Données statistiques

Le ministère de la Formation professionnelle n'a pas de méthode de collecte régulière des données qui lui permette de suivre la participation aux programmes d'apprentissage des gens formés à l'étranger ou membres de minorités culturelles ou de groupes minoritaires visibles. Les seules variables pour lesquelles il recueille régulièrement des données sont l'âge et le sexe des apprentis. D'après ces données, le taux de participation moyenne des femmes est de 4,5 %, mais il tombe à moins de 1 % si l'on ne tient pas compte dans les calculs des métiers de la coiffure, de la cuisine et de la boulangerie-pâtisserie.

En 1988, le Ministère a commandé une étude des niveaux de participation des minorités visibles aux programmes d'apprentissage. Dans le contexte de cette étude, les minorités visibles ont été définies comme des groupes d'Ontariens nés ou immigrés au Canada et dont l'origine ethnique ou raciale peut jouer le rôle de barrière réelle (ou perçue comme telle) à leur participation pleine et entière à la formation. Ces groupes étaient les suivants :

Noirs:

Antillais

Autres

Asiatiques:

Chinois

Indiens/Pakistanaïes

Japonais

Coréens

Vietnamiens/Cambodgiens/

Laotiens

Philippins/Malais/

Indonésiens

Autres

Autochtones:

Indiens inscrits

Indiens non inscrits

Métis

Inuits

Les résultats ont révélé un taux de participation de 5 % de ces minorités visibles aux programmes d'apprentissage. En outre, les apprentis membres des minorités visibles gagnent moins que les autres apprentis et

ils sont concentrés dans les métiers industriels et dans ceux du secteur des services, dont les échelles de salaire sont moins alléchantes que celles des métiers de la construction et de la force motrice⁴⁰.

Bref, bien que cette étude de 1988 ait généré de l'information utile sur l'accessibilité des programmes d'apprentissage pour les membres des minorités culturelles et des groupes minoritaires visibles, le Ministère a besoin d'un système de collecte régulière des données pour pouvoir suivre l'amélioration des taux de participation. Néanmoins, il s'est montré réticent, car il ne voudrait pas imposer à l'employeur la charge de la compilation des statistiques voulues. En outre, il ne compile pas lui-même de statistiques tirées de sa propre base d'information, peut-être en raison des restrictions budgétaires. (Par exemple, le Ministère ne conserve pas de statistiques sur le nombre de certificats provisoires délivrés et renouvelés chaque année, avec une ventilation selon l'endroit où la formation est dispensée.) Et pourtant, il ne serait ni très coûteux ni particulièrement difficile de le faire. Il serait aussi relativement facile pour le Ministère de conserver de l'information sur le nombre de personnes qui se présentent aux examens menant au certificat de qualification et qui ont obtenu leur formation à l'extérieur de l'Ontario, ainsi que sur le nombre de tests de démonstration d'aptitude subis annuellement, avec une ventilation selon le métier, la langue du test et le nombre de candidats formés à l'étranger par rapport au nombre de candidats formés au Canada.

RECOMMANDATIONS

Nous avons examiné le processus de qualification et d'autorisation professionnelles et la formation dispensée dans les programmes d'apprentissage de l'Ontario de plusieurs points de vue, d'abord dans une perspective historique, puis dans un contexte législatif et réglementaire, ensuite en établissant un rapport entre la loi et la pratique, avant d'étudier l'accessibilité du système pour les ouvriers formés à l'étranger et enfin de voir comment il se compare avec d'autres modèles de formation et de qualification.

Notre principale recommandation a pour objet une restructuration fondamentale du système ontarien de formation des ouvriers et de certification de leur aptitude. Nous recommandons qu'il soit converti en un système de formation modulaire axé sur les compétences, comportant de solides dispositions sur la transférabilité de la formation et assujettissant

l'obtention de l'autorisation d'exercer aux exigences de la santé et de la sécurité du public. Nous reconnaissons que les commissions et les conseillers qui nous ont précédés ont fait des recommandations analogues, mais après avoir étudié le système actuel du point de vue de l'ouvrier formé à l'étranger qui cherche à se lancer sur le marché du travail en Ontario, nous pressons le gouvernement de la province de s'attaquer aux problèmes fondamentaux du système d'apprentissage grâce à des changements structurels.

Les mesures que nous recommandons nous paraissent compatibles avec les importantes innovations instaurées dans d'autres juridictions. Nous croyons aussi que nos conclusions sont étayées par les travaux jusqu'à présent réalisés par le Conseil du premier ministre (1988), qui a établi la nécessité d'un examen exhaustif des lacunes du système d'apprentissage. Nous avons confiance que les changements structuraux que nous proposons amélioreront l'accessibilité et l'équité du système d'apprentissage pour tous les ouvriers, qu'ils aient été formés à l'étranger ou ici. En outre, les retombées de ces changements sur la position concurrentielle de l'Ontario et par conséquent sur son économie seront favorables, car le système de formation sera plus dynamique et mieux adapté aux besoins, et pourra accélérer le renforcement de notre main-d'oeuvre par des travailleurs formés à l'étranger qualifiés.

Cela dit, bien que l'application de nos principales recommandations suppose une restructuration fondamentale du système d'apprentissage ontarien, plusieurs de nos recommandations secondaires pourraient être mises en oeuvre immédiatement, pendant que le gouvernement tirerait les plans des changements d'envergure qui s'imposent. Nous croyons qu'en agissant avec détermination sur des questions comme l'amélioration de l'accès à l'information et l'établissement de lignes directrices pour l'évaluation de la formation antérieure — qui sont les éléments essentiels d'un système restructuré, quel qu'il soit — le gouvernement améliorera le système actuel.

3.1 Nous recommandons que l'obtention d'une autorisation préalable à l'exercice du métier soit limitée aux métiers pour lesquels cette restriction s'impose dans l'intérêt de la santé et de la sécurité du public. Jusqu'à présent, on a exigé des autorisations en se souciant fort peu des questions de santé et de sécurité; dans certains cas, il n'est pas exagéré de parler de restrictions indues de l'accès aux métiers pour les ouvriers formés tant à l'étranger qu'ici. L'analyse des exigences en matière de santé et de sécurité du public devrait révéler les domaines d'exercice pour lesquels

une autorisation s'impose. La certification des aptitudes devrait toutefois demeurer partie intégrante du système de formation des gens de métier.

3.2 *Nous recommandons un assouplissement du système actuel de formation. Par conséquent, nous recommandons un changement fondamental de la structure de l'apprentissage, qui ne serait plus pour une période déterminée, mais qui deviendrait un système modulaire axé sur les compétences à acquérir; il faudra en outre établir toute une gamme de modèles de formation plus accessibles, qui devraient comprendre des programmes coopératifs et d'autres programmes dans lesquels les cours seraient donnés dès le début sans que le candidat doive trouver un emploi avant de commencer sa formation. Depuis plusieurs années déjà, les nouveaux programmes de formation professionnelle sont axés sur l'acquisition de compétences, de sorte qu'il devrait en théorie être facile de passer à un système d'apprentissage totalement axé sur les compétences. Dans le présent Rapport, le mot "modulaire" s'entend de programmes de formation dont le contenu est groupé en séries d'aptitudes à maîtriser progressivement.*

3.3 *Nous recommandons que les programmes de formation des gens de métier comprennent des modules de compétences de base pouvant faire l'objet de crédits dans l'apprentissage de plus d'un métier, le cas échéant. Ces compétences de base, que nous considérons comme celles qu'on utilise dans l'exercice de plus d'un métier (et, partant, comme transférables d'un métier à l'autre), sont les suivantes :*

- les compétences scolaires, comme la communication, les opérations arithmétiques et les concepts scientifiques et technologiques;*
- l'aptitude à raisonner, notamment pour la planification et la solution de problèmes;*
- les aptitudes interpersonnelles, comme l'esprit d'équipe et les qualités de chef; et*
- les aptitudes manuelles, comme les façons simples et sûres de faire (pour soulever, transporter et entreposer des matériaux) et la coordination oculo-manuelle.*

3.4 Nous recommandons que le ministère de la Formation professionnelle produise sous de nombreuses formes des documents d'information sur l'apprentissage et sur la qualification et l'autorisation professionnelles, en les mettant à la disposition du public dans divers bureaux gouvernementaux et centres de ressources communautaires. L'information qui devrait être mise à la disposition du public sous une ou plusieurs formes est la suivante :

- une brève description des programmes de formation aux métiers réglementés, y compris les conditions d'admissibilité, la durée de l'apprentissage et des cours, et les compétences à acquérir;
- un aperçu de la procédure d'obtention du certificat de qualification et de l'autorisation d'exercer applicable dans le cas des candidats formés à l'étranger et des autres candidats ayant déjà de l'expérience ou une formation;
- de l'information d'aiguillage, y compris un répertoire des bureaux auxquels on peut obtenir de l'information supplémentaire et de l'aide.

3.5 Nous recommandons que, en plus de publier une documentation abondante sous forme de brochures et de livrets d'information, le Ministère établisse un système informatisé contenant des renseignements exhaustifs détaillés sur la qualification professionnelle et sur les possibilités de formation.

En outre, la ligne ouverte sur la formation des gens de métier devrait offrir plus d'information, sous forme de résumés et de renvois, tant sur bande qu'en direct.

Nous recommandons aussi que le Ministère ait recours à la télévision et aux journaux multiculturels pour faire connaître ses programmes de formation à la collectivité multiculturelle.

3.6 Nous recommandons que le ministère de la Formation professionnelle dispense de l'information par téléphone et par écrit dans les langues appropriées, en plus de l'anglais et du français. Lorsque quelqu'un cherche à obtenir de l'information

dans une langue non disponible, on devrait lui fournir une formule de demande de traduction.

3.7 Nous recommandons que le Réseau d'évaluation de l'acquis antérieur (RÉSEAU) que nous avons proposé soit chargé de veiller à ce qu'un mécanisme systématique d'évaluation des compétences professionnelles et des études des candidats soit mis sur pied et maintenu en Ontario. Nous recommandons en outre que cette tâche soit accomplie de concert avec le ministère de la Formation professionnelle et avec l'apport des principaux intervenants, et qu'elle comprenne :

- la création d'une base d'information partagée sur l'obtention du certificat de qualification et de l'autorisation d'exercer ainsi que sur les programmes d'apprentissage dans d'autres juridictions, pour faciliter l'évaluation des titres des ouvriers formés à l'étranger;*
- l'établissement d'un registre central facile d'accès des décisions d'évaluation rendues en Ontario, pour que les décisions antérieures soient publiques et pour que les évaluations soient conséquentes, quel que soit l'évaluateur;*
- l'établissement de lignes directrices accessibles par le public, pour limiter le pouvoir discrétionnaire des conseillers en formation industrielle et pour fixer des critères d'évaluation, ainsi que l'établissement des droits du candidat face à la procédure. Par exemple, les lignes directrices devraient poser le principe que le candidat est informé de l'existence des tests de démonstration d'aptitude et de son droit d'en appeler de l'évaluation ou de chercher un recours à la Commission des droits de la personne;*
- l'évaluation, par le Réseau d'évaluation de l'acquis antérieur (RÉSEAU) de l'équivalence des études des ouvriers formés à l'étranger, sans limite d'âge ou période minimale après la fin des études, et remplacement du test de réalisations progressives par des méthodes d'évaluation plus satisfaisantes; et*
- l'établissement et le maintien de normes de validité, de fiabilité, d'équité et de sensibilité aux réalités culturelles pour*

les tests de démonstration d'aptitude, les examens menant à l'autorisation d'exercer et au certificat de qualification et les autres instruments d'évaluation des compétences des gens de métier.

- 3.8 *Nous recommandons que les décisions du Ministère sur l'évaluation de la formation et de l'expérience acquises soient réputées lier l'employeur. Quand une personne formée à l'étranger débute son apprentissage en bénéficiant d'un statut avancé, l'employeur ne pourrait plus ramener la cote d'évaluation de sa formation et de son expérience en deçà du niveau proposé par le conseiller en formation industrielle. À toutes fins utiles, les recommandations du Groupe de travail sur les modifications à apporter au Code des droits de la personne consistent à donner au candidat un recours à la Commission des droits de la personne si l'employeur refuse d'accepter l'évaluation du Ministère.*
- 3.9 *Nous recommandons que le gouvernement modifie la Loi sur l'apprentissage et la qualification professionnelle des gens de métier de façon que le candidat désireux d'obtenir un certificat d'aptitude et l'apprenti débutant aient le droit d'interjeter appel des décisions en matière d'inscription. Le candidat cherchant à faire reconnaître une formation et une expérience acquises à l'extérieur de l'Ontario devrait pouvoir interjeter appel des décisions défavorables devant une commission provinciale d'apprentissage dont certains des membres ne seraient pas ouvriers. En outre, le droit d'interjeter appel de l'évaluation de la formation et de l'expérience antérieures devrait être partie intégrante de l'établissement du comité d'examen des décisions créé dans le contexte du Réseau d'évaluation de l'acquis antérieur que nous avons proposé.*
- 3.10 *Nous recommandons qu'on mette au point, pour tous les métiers réglementés, des tests pratiques permettant aux candidats de démontrer leurs aptitudes acquises. Nous recommandons que les instructions écrites accompagnant ces tests soient disponibles dans de nombreuses langues. Les demandes de traduction des candidats devraient être répertoriées à l'échelle de la province, et le Ministère devrait fixer un nombre seuil de demandes à partir duquel il fournirait la traduction voulue.*

- 3.11 Nous recommandons que le Ministère mette sur pied des programmes d'acquisition d'aptitudes adaptés aux besoins des ouvriers formés à l'étranger et tenant compte du fait qu'on a besoin d'eux. Les conseillers en formation industrielle devraient être chargés d'orienter les candidats vers la formation appropriée quand les résultats d'un test d'évaluation ou de démonstration d'aptitude indiquent qu'une formation supplémentaire s'impose.
- 3.12 Comme point de départ, pour faciliter l'accès des ouvriers formés à l'étranger, nous recommandons expressément l'assouplissement des critères d'admission de deux des programmes du ministère de la Formation professionnelle, le programme Transition et le programme de Recyclage de la main-d'oeuvre qualifiée. (Le premier offre jusqu'à l'équivalent de 5 000 \$ en crédits de formation liés à l'emploi aux travailleurs d'âge mûr licenciés. Le second offre aux ouvriers qualifiés un accès à des cours de mise à jour à temps plein et à temps partiel.) Comme solution de rechange, on pourrait aussi mettre sur pied des programmes parallèles pour les ouvriers formés à l'étranger ayant besoin d'un supplément limité de formation pour être pleinement qualifiés en Ontario. Ainsi qu'on le verra au Chapitre 9 (Recyclage), il coûtera moins cher au gouvernement de créer des programmes de supplément de formation que d'obliger ces gens à s'inscrire à un programme complet de formation.
- 3.13 Nous recommandons que le gouvernement précise clairement les aspects de l'exercice d'un métier qui exigent une connaissance pratique de l'anglais ou du français pour que la santé et la sécurité du public soient assurées et qu'il instaure un test de compétence linguistique valide et fiable, conçu en fonction de cette exigence. Bien que nous appuyions le recours actuel à un interprète aux examens menant au certificat de qualification, nous estimons essentiel que, dans un métier ayant des retombées sur la santé et la sécurité du public, la compétence linguistique de l'ouvrier ayant l'autorisation d'exercer ou le certificat de qualification voulu soit suffisante pour assurer la sécurité du public.
- 3.14 Nous recommandons qu'un programme d'allocations d'apprentissage subventionné par le gouvernement fédéral et

administré par la province soit établi, afin que le supplément de revenu des apprentis soit augmenté et que l'administration des allocations soit adaptée aux particularités des programmes d'apprentissage. Nous recommandons en outre l'établissement d'un programme de prêts au recyclage.

3.15 Nous recommandons que le gouvernement subventionne l'établissement d'un système informatisé de collecte des données capable de générer une base statistique suffisante pour rendre possible à la fois le suivi du fonctionnement du système d'apprentissage et la mise en place d'une fonction de planification de la main-d'oeuvre au Ministère. Dans le contexte des questions examinées par le Groupe d'étude, il est important que le gouvernement dispose d'une information suffisante sur les éléments suivants :

- nombre annuel de demandes de reconnaissance de la formation et de l'expérience acquises à l'étranger, ventilé selon le pays où la formation a été reçue;*
- nombre annuel de candidats formés à l'étranger se présentant à l'examen menant au certificat d'aptitude, ventilé selon le pays où la formation a été reçue et selon le pourcentage de réussite;*
- nombre annuel de certificats provisoires délivrés et renouvelés, ventilé selon le pays où la formation a été reçue;*
- nombre annuel de tests de démonstration d'aptitude subis, ventilé selon le pays où la formation a été reçue et le pourcentage de réussite.*

3.16 Nous recommandons que tous les employeurs d'apprentis enregistrés en vertu de la LAQP soient tenus de signer l'engagement d'embaucher uniquement en respectant les principes gouvernementaux d'équité en matière d'emploi, et que la publicité de leur recrutement le précise.

APPENDICE

Tableau 3-A1 Programme d'apprentissage — Métiers inscrits en Ontario

Secteur	Métiers	Certificat exigé (C) ou volontaire (V)
Force motrice	Mécanicien de moteurs refroidis par air et de moteurs marins:	
	Mécanicien de petits moteurs	V
	Mécanicien d'équipement marin et de petits appareils motorisés	V
	Mécanicien de petits moteurs (construction)	V
	Mécanicien de moteurs marins	V
	Mécanicien, parallélisme des roues et freins	C
	Réparateur de carrosseries d'automobiles	C
	Usineur de pièces d'automobiles	V
	Peintre d'automobiles	V
	Mécanicien de machines agricoles	V
	Mécanicien de système d'allumage et d'alimentation	C
	Mécanicien de machines lourdes	V
	Mécanicien de motocyclettes	C
	Mécanicien d'automobiles	C
	Préposé, stations-service	V
	Mécanicien, boîtes de vitesses	C
	Réparateur de remorques de camions	C
Services	Boulangier	V
	Aide-boulangier	V
	Boulangier-pâtissier	V
	Cuisinier	V
	Aide-cuisinier	V
	Nettoyeur à sec	V
	Maître-coiffeur	C
	Coiffeur pour femmes	C
	Coiffeur pour hommes	C
	Horticulteur — pépiniériste, employé de jardinerie et serriste	V
	Horticulteur — jardinier, préposé à l'entretien des pelouses et paysagiste	V
	Dépanneur radio-télévision	V
	Réparateur de montres et de chronomètres	C
Construction	Briqueteur et maçon	V
	Finiisseur de béton	V
	Chaudronnier en construction	V
	Mécanicien-monteur (construction)	V

Secteur	Métier	Certificat exigé (C) ou volontaire (V)
Construction (suite)	Électricien (construction et entretien)	C
	Électricien (habitations et bâtiments d'exploitation agricole)	C
	Electricien (habitations et bâtiments d'exploitation agricoles)	C
	Monteur (charpentes et panneaux d'acier)	V
	Charpentier - menuisier (général)	V
	Vitrier et mécanicien-monteur (métaux)	V
	Conducteur de treuil:	
	Grue automobile	C
	Grue à tour	C
	Ouvrier en charpentes métalliques	V
	Poseur de lattes	V
	Monteur de lignes électriques	
	— monteur-réparateur	V
	Monteur de lignes électriques	
	— Construction	V
	Peintre — commercial et résidentiel	V
	Peintre — industriel	V
	Peintre et décorateur — commercial et résidentiel	V
	Peintre et décorateur — industriel	V
	Plâtrier	V
	Plombier	C
	Mécanicien en réfrigération et en climatisation	C
	Tôlier	C
	Installateur de systèmes de protection contre les incendies	V
	Monteur de tuyaux à vapeur	C
Industrie	Mécanicien-monteur (automatique)	V
	Mécanicien-monteur (a)	V
	Mécanicien-monteur (b)	V
	Électricien industriel	V
	Mécanicien-monteur industriel	V
	Menuisier industriel	V
	Confectionneur de moule	V
	Outilleur et ajusteur	V
	Imprimeur:	
	Conducteur de presse (typographie)	V
	Compositeur (photocomposition)	V
	Compositeur et caméraman	V

Source: Ministère de la Formation professionnelle, Direction de l'apprentissage.
Sommaire, Programme d'apprentissage: métiers réglementés, le 14 septembre 1987.

Problèmes face aux professions

Il faut admettre que les intérêts d'une association professionnelle donnée ne coïncident pas nécessairement avec ceux de la collectivité. Alors que celle-ci aspire à des services abondants, sûrs et bon marché, les membres de l'association pourraient souhaiter l'élimination de la concurrence, des honoraires plus élevés pour eux-mêmes et, de ce fait, pourraient être enclins à s'opposer à la présence de professionnels étrangers au Canada, à l'interdire ou à la réduire.

— extrait du mémoire soumis au Groupe
d'étude par un particulier

Aux termes de son mandat, le Groupe d'étude s'est vu confier la tâche d'"examiner toutes les règles et pratiques régissant l'accès aux professions et aux métiers afin de déterminer si elles ont un effet discriminatoire, réel ou éventuel, sur les personnes qui ont été formées ou ont acquis leur expérience professionnelle à l'extérieur du Canada". Avant d'entreprendre cette tâche, le Groupe d'étude devait d'abord déterminer ce qu'était une "profession" au sens de son mandat. Aux fins de notre analyse, nous avons réduit la notion d'occupation, qui s'entend de toutes les formes d'emploi, en deux groupes: les métiers et les professions. Les problèmes face aux métiers sont spécifiquement analysés au chapitre 3 de ce rapport.

La définition très large de "profession" que nous avons adoptée pour point de départ est "groupe professionnel organisé sur le plan de l'emploi et soumis à une certaine réglementation". Cette catégorie peut être subdivisée en deux sous-groupes: les professions autonomes, qui ont un régime de réglementation interne (par exemple les comptables agréés) ou sont

réglementées sous le régime d'une loi publique (par exemple les avocats), et les professions réglementées par l'État (par exemple les enseignants et les courtiers immobiliers).

Nous avons entrepris d'étudier à fond les professions autonomes qui relèvent de la compétence provinciale et qui sont exercées en Ontario, en nous attachant aux professions régies par une loi publique et aux plus importantes des quelque 25 professions soumises à une réglementation interne. Nous avons aussi choisi d'étudier un petit nombre de professions réglementées par l'État, la raison de ce choix étant expliquée ci-dessous. Enfin et pour des raisons qui s'éclaireront au fur et à mesure de notre analyse, nous avons décidé de déborder quelque peu de notre définition pour étudier certaines professions qui ne sont pas réglementées à l'heure actuelle et qui sont organisées en associations libres.

PROFESSIONNALISME ET PRINCIPES D'AUTONOMIE

L'autorité et le pouvoir inhérents à l'autonomie comportent des responsabilités qui, au fil des ans, ont été définies dans les études en la matière. Bien qu'il remonte à quelque 20 ans, le *Rapport de la Commission d'enquête sur les droits civils*, établi sous la présidence de M. le juge McRuer (rapport McRuer), donne un aperçu exhaustif des professions autonomes. Le rapport déclare sans ambiguïté qu'il incombe aux corps professionnels de protéger l'intérêt public:

Le droit de contrôler l'admission à une profession ou occupation et de délivrer des licences portant autorisation d'exercer cette profession ou occupation, confère le pouvoir de contrôler le nombre de gens qui peuvent y être admis ainsi que d'assurer la compétence de ses membres. Le pouvoir de fixer les normes d'instruction et de prescrire la formation comprend celui d'exclure des gens quand bien même ils seraient qualifiés pour satisfaire à des normes raisonnables. Des normes excessivement élevées peuvent produire des spécialistes mais laissent un vide dans les créneaux où les services d'un spécialiste ne sont pas requis ...

L'autonomie se justifie traditionnellement par l'argument que les membres du corps professionnel sont les mieux qualifiés pour s'assurer que les normes convenables de compétence et de déontologie sont établies et maintenues. L'établissement et l'observation de ces normes intéressent de toute évidence l'intérêt public. Il se peut que celui-ci ait été bien servi

par les organes corporatifs qui sont conscients, dans leur tâche, de leur responsabilité à l'égard du public qu'ils servent, mais il est possible que le pouvoir soit exercé dans l'intérêt de la profession ou occupation et non dans l'intérêt public. Ce risque appelle des protections suffisantes pour garantir que l'intérêt public ne soit pas compromis¹.

Pour sa part, le Comité des organisations professionnelles n'est pas aussi catégorique au sujet des responsabilités que comporte l'autonomie². En matière de politique de réglementation professionnelle, le rapport de 1980 du Comité adopte quatre principes fondamentaux: protection des intérêts vulnérables, réglementation équitable, possibilité de mise en oeuvre et responsabilité publique. À l'exception de la possibilité de mise en oeuvre, chacun de ces principes tient compte de l'élément de responsabilité publique inhérent à l'autonomie professionnelle; par ailleurs, deux des "intérêts vulnérables" relevés par le Comité sont le grand public (tierce partie) et les usagers des services (partie de seconde part). Le Comité reconnaît cependant expressément le droit à la protection de la partie de première part, à savoir les professionnels et paraprofessionnels eux-mêmes, en soulignant que pareille protection est essentielle "si l'on veut jouir des avantages du professionnalisme dans l'acception la plus noble du terme"³. Son rapport fait état du coût du contrôle de l'État ainsi que des avantages de l'autonomie.

Cette conciliation des droits de l'organe professionnel et des droits de ceux qu'il lui incombe de protéger, savoir le public, n'est pas chose facile. Mais étant donné que la protection du public et le maintien des normes à cet effet sont la raison d'être même des corps professionnels autonomes, le Groupe d'étude estime que la protection de l'intérêt public doit l'emporter. Nous soucrivons donc aux vues exprimées par le Comité des sciences de la santé en ces termes dans son rapport de 1970:

Nous tenons à souligner la nécessité qu'il y a de se rendre compte de la nature véritable de l'octroi à une profession autonome quelconque des pouvoirs de réglementation et d'autorisation professionnelle. Il s'agit là d'un droit accordé par l'autorité législative souveraine, qui représente la société, à un organe d'autorisation professionnelle qui doit son existence à une loi de la Législature, pour lui permettre d'exercer les pouvoirs dont il est investi afin de protéger le public contre les praticiens incompetents ou malhonnêtes. L'organe d'autorisation professionnelle doit exercer ces pouvoirs en qualité de fiduciaire, non pas du praticien, mais du public⁴.

Il n'est pas toujours facile de décider quel serait le meilleur moyen de protéger cet intérêt public. Même le fait de décider d'une norme équitable propre à garantir la compétence du candidat sans restreindre indûment

l'admission est, comme l'a fait remarquer M. le juge McRuer, pour le moins problématique.

Il est hors de doute que la norme établie doit être la même pour tous, et ce principe sert de prémisse à nos recommandations sur l'évaluation de l'acquis antérieur et le testage professionnel. Il ne faut cependant pas que les normes elles-mêmes soient établies pour satisfaire aux caprices ou préférences de ces organismes, mais à la lumière d'un niveau de compétence reconnu nécessaire pour l'exercice de la profession. À cet effet, il faut que les professions définissent, si elles ne l'ont fait déjà, l'ensemble des "compétences" ou fonctions que doit maîtriser le praticien qualifié. La norme définie par ces compétences doit s'incarner, et s'incarnera inévitablement, dans les programmes d'études destinés à la formation des professionnels en Ontario comme dans les examens d'autorisation ou de qualification professionnelle. Il appartient aux corps professionnels eux-mêmes de formuler ces normes, mais celles-ci doivent être justifiables *dans l'intérêt public* comme étant nécessaires pour garantir l'exercice convenable de la profession.

Comme nous l'avons fait observer à plusieurs reprises aux corps professionnels, nous ne disons pas qu'il y a lieu de modifier les normes au bénéfice des personnes de formation étrangère. Au contraire, nous sommes d'avis qu'il faut s'assurer que les normes ne fluctuent pas, vers le haut ou vers le bas, au bénéfice de quelque groupe que ce soit, qu'elles restent constantes, rationnelles et pertinentes. L'observation faite à ce sujet par le Comité des sciences de la santé illustre parfaitement la question:

Le Comité a remarqué un intéressant contraste entre l'attitude normalement rigide envers le praticien de formation étrangère et la souplesse relative adoptée chaque fois que les méthodes restrictives d'autorisation professionnelle sont soumises à la critique publique. Chaque fois que le public s'émeut, l'argument réflexe qu'il est impensable d'accorder l'autorisation d'exercer à des médecins venus de certaines régions du monde se mue en conviction, fondée sur des considérations humanitaires par exemple, que les praticiens qui ont fui quelque société politiquement oppressive pourraient être autorisés à exercer. Si les restrictions observées contre les praticiens étrangers étaient valides à l'origine et puisque le seul critère acceptable est l'intérêt public, on ne saurait concevoir que des exceptions soient consenties aux réfugiés de pays totalitaires. Le soupçon que le public est en droit d'avoir est que les règlements restrictifs étaient dictés bien plus par l'intérêt professionnel que par souci de sécurité pour les patients éventuels de praticiens étrangers⁵.

En cas de norme excessivement élevée dans quelque domaine que ce soit, ce sont surtout les professionnels de formation étrangère qui en pâtissent car ils seront presque inévitablement incapables de s'y conformer. Du même coup, l'intérêt public est aussi en jeu si l'accès à la profession est limité de façon déraisonnable. Dans le cas où la norme ne sert qu'à limiter le bassin de professionnels, on ne saurait dire que pareille limitation est conforme à l'intérêt public. Les contrôles de ce genre sont défendus le plus vigoureusement dans la profession médicale, aux dires de laquelle un large bassin de médecins pourrait conduire à l'augmentation des coûts médicaux et à l'abaissement des normes médicales. Nous avons analysé cette question au fil des professions soumises à notre enquête, et nous avons conclu que du point de vue du Groupe d'étude, centré sur les personnes de formation étrangère, le contrôle de la main-d'oeuvre ne peut ni justifier ni expliquer la limitation de l'accès.

Pour ce qui est de la conciliation des intérêts des organes de réglementation et de ceux du public qu'ils protègent, les principes directeurs d'équité doivent être ceux qu'énoncent le *Code des droits de la personne* (1981) de l'Ontario⁶, la *Charte canadienne des droits et libertés*⁷, ainsi que les principes de justice naturelle. En vertu de ces impératifs juridiques, tous les candidats sont protégés contre les pratiques qui, intentionnellement ou non, établissent une discrimination contre eux ou les privent des protections procédurales, que la discrimination découle de la loi ou de la manière dont elle est appliquée, et que cette discrimination soit directe ou systémique.

Professions régies par une loi publique

La réglementation professionnelle sous le régime d'une loi publique est la méthode la plus directe et la plus courante de réglementation. L'organe de réglementation est créé par une loi pour assurer essentiellement la direction de la profession et, dans la plupart des cas, le gouvernement, par la voix du lieutenant-gouverneur en conseil, a droit de regard sur la composition des organes de réglementation ou leur conseil. Ces organes sont investis du pouvoir d'accorder l'autorisation d'exercer en Ontario (dans certains cas, l'organe professionnel soumis à réglementation publique n'est habilité qu'à conférer un titre réservé mais n'a pas plein pouvoir d'autorisation professionnelle) et, normalement, la réglementation se fait par voie de règlements pris par ces organes mais sous réserve d'approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil. De même, le ministre de tutelle peut être habilité à ordonner à l'organe de réglementation de prendre le ou les règlements qu'il prescrit; il peut être aussi requis d'assurer le contrôle

préalable des règlements. Dans la plupart des cas, les membres ou les candidats à l'admission ont des moyens d'appel à l'extérieur de l'organe de réglementation lui-même. En vertu de leur régime légal, du droit de veto et du pouvoir d'orientation que détient l'État sur l'autorité réglementaire, la responsabilité de ces professions envers l'intérêt public est réputée assurée.

Parmi les professions ayant fait l'objet de l'enquête du Groupe d'étude, voici celles qui sont régies par une loi publique:

<i>Profession</i>	<i>Loi</i>
Architectes	— <i>Loi de 1984 sur les architectes</i> , L.O. 1984, chap. 12, mod. 1987, chap. 13
Arpenteurs-géomètres	— <i>Loi sur les arpenteurs-géomètres</i> , L.O. 1987, chap. 6
Avocats	— <i>Loi sur la Société du barreau</i> , L.R.O. 1980, chap. 233, mod. 1982, chap. 60; 1986, chap. 64; 1989, chap. 14
Courtiers d'assurances	— <i>Loi sur l'inscription des courtiers d'assurances</i> , L.R.O. 1980, chap. 444
Denturologues	— <i>Loi sur les denturologues</i> , L.R.O. 1980, chap. 115
Entrepreneurs de pompes funèbres	— <i>Loi sur les pompes funèbres</i> , L.R.O. 1980, chap. 180, mod.
Ingénieurs	— <i>Loi de 1984 sur les ingénieurs</i> , L.O. 1984, chap. 13
Mécaniciens-dentistes	— <i>Loi sur les mécaniciens-dentistes</i> , L.R.O. 1980, chap. 114
Opticiens	— <i>Loi sur les opticiens</i> , L.R.O. 1980, chap. 364, mod. 1986, chap. 64
Podologues	— <i>Loi sur les podologues</i> , L.R.O. 1980, chap. 72

<i>Profession</i>	<i>Loi</i>
Psychologues	— <i>Loi sur l'inscription des psychologues</i> , L.R.O. 1980, chap. 404
Techniciens en radiologie	— <i>Loi sur les techniciens en radiologie</i> , L.R.O. 1980, chap. 430
Vétérinaires	— <i>Loi sur les vétérinaires</i> , L.R.O. 1980, chap. 522
Chiropraticiens Masseurs Naturopathes Ostéopathes Physiothérapeutes	— Tous régis par la <i>Loi sur les praticiens ne prescrivant pas de médicaments</i> , L.R.O. 1980, chap. 127
Aides-infirmières Dentistes Infirmières Médecins Optométristes Pharmaciens Spécialistes de l'hygiène dentaire	— Tous régis par la <i>Loi sur les sciences de la santé</i> , L.R.O. 1980, chap. 196, mod. 1983; chap. 59; 1986, chap. 28

Les professions à réglementation publique ont un régime similaire mais non identique. La composition du conseil ou de l'organe directeur est plus ou moins différente d'une profession à l'autre; il en est de même du degré d'intervention du lieutenant-gouverneur en conseil dans la prise, le contrôle et l'approbation des règlements. Le droit au contrôle juridictionnel et le droit d'appel varient considérablement d'une profession à l'autre (voir le chapitre 11, "Contrôle juridictionnel").

Une loi, exceptionnelle et digne d'attention à cet égard, est la *Loi sur les vétérinaires*. Bien qu'il s'agisse là d'une loi publique, le régime de réglementation qui en découle n'a pas tous les éléments d'une réglementation publique. Par exemple, le conseil de l'association, qui est l'organe directeur de la profession, est entièrement composé de membres élus et ne compte ni représentant profane ni représentant nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil⁸. Le conseil est habilité à prendre des

règlements intérieurs, et il n'est question nulle part de règlements. Bien qu'ils se rapportent aux pouvoirs fondamentaux d'autonomie, dont l'admission et l'inscription des membres, ces règlements intérieurs ne sont soumis ni au contrôle ni à l'approbation du ministre de tutelle ou du lieutenant-gouverneur en conseil. Un nouveau projet de loi, formulé par la profession et non encore adopté en première lecture, vise à aligner le régime sur celui des autres professions à réglementation publique. Le régime actuellement en vigueur s'apparente au régime de réglementation interne, qui fait l'objet de la section ci-dessous.

La Loi sur les sciences de la santé, la Loi sur les praticiens ne prescrivant pas de médicaments et les disciplines médicales en général sont en cours de réexamen. Selon la nouvelle législation qui est en cours de formulation en la matière, le régime décrit ci-dessus subira de profonds changements⁹.

Ce qu'il y a de plus intéressant, c'est que les professions actuellement régies par la *Loi sur les sciences de la santé*, dont les spécialistes de l'hygiène dentaire, s'étendront aux chiropraticiens, masseurs, ostéopraticiens et physiothérapeutes, qui sont maintenant régis par la *Loi sur les praticiens ne prescrivant pas de médicaments*. La profession de naturopathe (ou thérapeute non prescripteur) ne sera pas incluse et pourra être déréglémentée. Par contre, les denturologues, mécaniciens-dentistes, opticiens, podologues, psychologues et techniciens en radiologie, actuellement régis par leurs propres lois respectives, seront aussi inclus. Enfin, le régime de réglementation s'étendra aux audiologues, diététiciens, ergothérapeutes, inhalothérapeutes, orthophonistes, sages-femmes et techniciens de laboratoire médical, qui ne sont pas assujettis pour le moment à une réglementation publique.

La nouvelle législation aura pour effet de créer un régime de réglementation entièrement nouveau pour certaines professions et de modifier profondément celui d'autres. Pour les membres des professions déjà soumis au régime des disciplines médicales et pour ceux qui ont un régime similaire en place, comme les denturologues, il y aura quelques modifications structurales et procédurales. Pour d'autres, comme les psychologues et les mécaniciens-dentistes, l'introduction de méthodes spécifiques et détaillées de qualification professionnelle ainsi que des mécanismes d'appel aura des répercussions considérables. Les professions qui sont actuellement organisées en associations libres et qui seront réglementées, en ressentiront les effets bien plus que les autres. Nous nous pencherons sur certains de ces groupes un peu plus loin, dans la section consacrée au "certificatisme".

La nouvelle législation revêtira la forme d'une loi générale prévoyant les protections procédurales de base, accompagnée de lois portant respectivement sur les professions visées. Chacune de ces dernières prévoira en détail l'exercice et le régime de réglementation de la profession concernée. Les détails des normes et mécanismes d'admission figureront, comme ils le font généralement à l'heure actuelle, dans les règlements d'application.

Professions régies par une loi privée

Comme nous l'avons noté, nombreux sont ceux qui considèrent que responsabilité publique va de pair avec professionnalisme. C'est sous cette optique qu'une bonne partie de notre analyse a été consacrée aux professions mentionnées ci-dessus, lesquelles sont régies par une loi publique qui les rend, par différents moyens, responsables envers le public. Il est cependant d'autres professions, qui se réglementent elles-mêmes par l'effet d'une loi d'intérêt privé. Voici celles qui ont été choisies pour notre enquête¹⁰:

<i>Profession</i>	<i>Loi</i>
Agrologistes	— <i>Ontario Professional Agrologists Act, 1960, L.O. 1960, chap. 158</i>
Comptables	
Comptables agréés	— <i>Chartered Accountants Act, 1956, L.O. 1956, chap. 7</i>
Comptables de gestion agréés	— <i>Society of Management Accountants of Ontario Act, L.O. 1981, chap. 100</i>
C o m p t a b l e s généraux agréés	— <i>Certified General Accountants Association of Ontario Act, 1983, L.O. 1986, chap. Pr6</i>
Diététiciens	— <i>Ontario Dietetic Association Act, L.O. 1958, chap. 147</i>

Profession**Loi**

Forestiers	— <i>Ontario Professional Foresters Association Act, 1957, L.O. 1957, chap. 149</i>
Techniciens du génie	— <i>Ontario Association of Certified Engineering Technicians and Technologists Act, 1984, L.O. 1984, chap. Pr6</i>

En règle générale ces professions sont respectivement contrôlées par un organe formé de leurs propres membres qui y sont élus, sans aucun représentant de l'extérieur ou nommé par le gouvernement. Cet organe n'est pas investi par la loi du pouvoir d'autorisation professionnelle, mais est habilité à contrôler l'utilisation d'un titre réservé, ce qui revient à contrôler effectivement l'emploi dans la profession. La réglementation se fait par voie de règlements intérieurs, qui ne sont pas soumis au contrôle ou à l'approbation du gouvernement¹¹. Les mécanismes d'appel, si tant est qu'ils existent, consistent, non pas toujours mais habituellement, en procédures de contrôle interne.

Bien que soumises à un régime de réglementation interne et non pas publique, ces professions s'exercent dans le domaine public. Leurs membres jouissent aux yeux du public du statut de membres de professions libérales, statut que reconnaît expressément la législature de l'Ontario dans leurs lois organiques. En outre, ces organisations professionnelles présentent dans de nombreux cas des liens avec d'autres lois publiques.

À part ces liens, le Groupe d'étude a pu constater que ces corps professionnels, non seulement par leur pouvoir d'accorder ou de refuser l'autorisation d'exercer (sous le régime des lois publiques) mais encore par la possibilité de restreindre la qualification professionnelle ou l'admission (sous le régime des lois organiques d'intérêt privé ou sous forme d'association libre), peuvent avoir une influence considérable sur les perspectives d'emploi des demandeurs. La restriction du droit d'utiliser une désignation protégée, le "titre réservé", représente une question particulièrement importante pour notre étude.

CERTIFICATISME ET L'UTILISATION DU TITRE RÉSERVÉ

Professions à réglementation publique

Le "titre réservé"¹² peut être observé même dans certaines professions soumises à une réglementation publique, bien que ce soit assez rare. Par exemple, seul le titulaire d'un certificat d'inscription sous le régime de la *Loi sur l'inscription des psychologues* peut se servir du titre de "psychologue" ou offrir au public des services psychologiques moyennant honoraires sous ce titre. Cette loi prévoit quelques exceptions expresses, mais il y a en outre la possibilité d'exercer sans inscription à condition de ne pas se servir de la désignation "psychologue" (il en est de même des infirmières et aides-infirmières qui peuvent exercer sans inscription, auquel cas elles n'ont pas le droit de se servir du titre d'"infirmière autorisée" ou d'"aide-infirmière autorisée").

Les techniciens en radiologie relèvent de ce qu'on peut appeler un régime modifié de titre réservé. Selon leur loi organique¹³, l'inscription n'est pas nécessaire pour l'exercice de la profession mais habilite l'intéressé à se servir du titre de technicien en radiologie autorisé. Il se trouve cependant que l'inscription des opérateurs d'appareils à rayons X est obligatoire par l'effet des dispositions de la *Loi sur les rayons X*¹⁴. Il est également possible de travailler dans le domaine de la technique dentaire sans être inscrit, à condition de ne pas se servir du titre de "mécanicien-dentiste agréé". (Le statut des praticiens visés par la *Loi sur les praticiens ne prescrivant pas de médicaments* est incertain à cet égard. Selon le règlement d'application, chiropraticiens, masseurs, naturopathes et physiothérapeutes n'ont pas le droit de se faire passer pour tels s'ils ne sont pas inscrits. Ce règlement semble tout près de prescrire leur inscription, mais ne va pas jusque là. Seuls les naturopathes, ou thérapeutes non prescripteurs, sont expressément tenus à l'inscription. Il semble cependant, à la lecture de l'article 8 de la *Loi* qui s'applique à toutes ces professions, que l'inscription est requise pour leur exercice, bien que cette disposition soit susceptible d'interprétation en raison d'une faute manifeste de langue dans le texte. En confrontant le règlement et l'article 8, on peut dire sans risque d'erreur que l'inscription est obligatoire dans ces professions. Il est à espérer que cette ambiguïté sera dissipée au moment de la révision de la *Loi* faisant suite au réexamen des professions médicales.)

Une profession réglementée peut souffrir de certificatisme lorsque tout en étant réglementée par un organe officiel, elle reconnaît le titre décerné par une organisation libre. Par exemple, le régime modifié de titre réservé issu de la *Loi sur les techniciens en radiologie* ne crée en soi aucune difficulté grâce à la responsabilité imposée par la réglementation publique. Bien qu'il s'agisse là d'une profession réglementée, les normes établies par l'association libre continuent à régir l'accès. C'est l'Association canadienne des techniciens en radiation médicale qui accorde aux membres de la profession le certificat d'aptitude professionnelle, et il est manifeste que celui-ci, fondé sur des normes supérieures à celles établies par l'organe de réglementation, vaut tout autant, sinon davantage, que l'inscription par ce dernier.

En règle générale, bien que les perspectives d'emploi soient manifestement affectées par la pratique du titre réservé, tout déni injuste d'accès au titre par l'organe de réglementation peut être constaté grâce au régime de responsabilité publique de organes de ce genre, et les modifications nécessaires pourront être apportées. Cette possibilité pourrait cependant faire défaut chez les organes professionnels à réglementation interne lorsque se pose la question du certificatisme.

Professions à réglementation interne

L'expertise comptable est un domaine professionnel où l'accès est contrôlé par un groupe à réglementation interne, investi du pouvoir de conférer un titre réservé. L'expertise comptable consiste à établir et à vérifier des états financiers auxquels le public puisse se fier, et la profession est régie par la *Loi sur les experts-comptables*¹⁵. Cette loi crée le conseil des experts-comptables chargé, entre autres, de délivrer une licence aux comptables qui satisfont aux critères de l'expertise comptable. Sous le régime de la *Loi*, l'Institut des comptables agréés de l'Ontario, créé en application de *Loi sur les comptables agréés*, fait fonction d'organe de qualification professionnelle pour l'exercice de l'expertise comptable¹⁶. Il s'ensuit que la qualité de membre dans cette profession à réglementation interne et à titre réservé revêt une grande importance dans le secteur public¹⁷. En outre, la désignation est un titre de compétence de grande valeur et, en règle générale, un facteur d'emploi.

L'Institut des comptables agréés de l'Ontario applique des conditions rigoureuses et multiples de scolarité et de formation, auxquelles doit satisfaire le candidat à l'admission (voir l'annexe H de ce rapport). Ce qui

est préoccupant en l'occurrence, c'est l'influence considérable qu'une organisation privée peut avoir à la fois sur les demandeurs et sur le public, par le contrôle absolu qu'elle exerce sur l'admission à ce qui est expressément qualifié dans la loi de fonction d'intérêt public. Ce lien apparaît, bien qu'à un moindre degré, dans la foresterie où seuls les forestiers, inscrits par un organe privé de réglementation, peuvent exercer certaines fonctions en application de la *Loi sur le bois de la Couronne*¹⁸. En outre, sur un plan plus général, l'accès à l'emploi est restreint par des organisations privées à mesure que les employeurs exigent de plus en plus la production de titres de compétence de ce genre comme condition préalable d'emploi. Le "certificatisme", comme on peut appeler ce phénomène, est manifestement en train de se généraliser. Pour sélectionner des candidats, les employeurs se fondent sur des titres de compétence qui ne sont ni autorisés ni requis par une loi d'intérêt public.

Organisations professionnelles libres

Le concept de certificatisme inspire les plus grandes inquiétudes quand il déborde du cadre des professions réglementées. Au cours de notre enquête, nous avons examiné quatre professions non réglementées. Deux d'entre elles, celles de technicien de laboratoire médical et d'ergothérapeute, sont sur le point d'être soumises à l'application de la *Loi sur les sciences de la santé*. Une autre, celle des travailleurs sociaux, a formulé un projet de loi qui lui est propre et va demander l'attribution du régime de réglementation publique. La quatrième, celle des puériculteurs, présentait un intérêt particulier à nos yeux parce qu'à l'heure actuelle, elle combine un régime d'"approbation" gouvernementale des travailleurs qualifiés avec un système de qualification active assuré par l'association libre de la profession; des études sont en cours pour clarifier et définir les mécanismes convenables d'accès à la profession.

Nous avons à l'origine l'intention d'examiner le mode d'accès à ces professions, tel qu'il existe à l'heure actuelle, en vue de faire des recommandations sur les méthodes qui pourraient être maintenues ou modifiées une fois les nouvelles structures mises en place. Ce que nous avons pu dégager, c'est le pouvoir considérable qu'exercent des organes de qualification professionnelle, qui sont entièrement libres, pour contrôler l'accès à leur domaine d'expertise respectif grâce à la pratique du titre réservé.

Nous nous sommes aussi rendu compte que ces quatre organes n'étaient que l'échantillon représentatif d'un grand nombre d'autres du même genre qui fonctionnent en Ontario: au cours de son enquête, le Comité des organisations professionnelles a reçu des mémoires de 22 organes corporatifs qui tombent dans la définition de régime de qualification ou de titre réservé, outre les quatre professions qui faisaient directement l'objet de son enquête (comptables agréés, comptables généraux agréés, comptables de gestion et techniciens du génie). Ces 26 professions comprenaient à la fois des occupations à réglementation publique et à réglementation interne. Au cours de notre enquête, nous avons recueilli des données sur 14 organes corporatifs à réglementation interne ou non réglementés, dont 12 sont analysés en détail dans ce chapitre, les deux restants étant les traducteurs et les infirmières dentaires. Nous ne pensons pas que notre enquête soit exhaustive de quelque façon que ce soit.

Les professions qui sont sur le point d'être réglementées ne poseront bien entendu plus de problème; cependant le grand nombre d'associations libres qui continuent à exercer cette fonction de qualification professionnelle demeureront un sujet de préoccupation.

Ergothérapeutes

Les ergothérapeutes qui sont membres de l'Ontario Society of Occupational Therapists peuvent se servir du titre d'"ergothérapeute autorisé". Pour devenir membre, on doit remplir les conditions de scolarité et d'expérience professionnelle établies par l'organe national, l'Association canadienne des ergothérapeutes. Les avantages de l'inscription sont considérables: la plupart des employeurs l'exigent à titre de condition d'emploi, et il est très difficile de s'assurer contre la faute professionnelle sans être inscrit. Il y a donc relativement peu d'ergothérapeutes en exercice qui ne le soient pas.

Travailleurs sociaux

Les travailleurs sociaux relèvent à l'heure actuelle de deux organes qui ne tiennent ni l'un ni l'autre leur statut d'une loi. L'Association des travailleurs sociaux professionnels de l'Ontario fut constituée en 1964 en organisation bénévole à but non lucratif. Elle admet en son sein ceux qui satisfont à ses conditions de scolarité et d'expérience professionnelle. Le titre de "travailleur social agréé", qui est protégé à titre de marque de commerce sous le régime de la loi fédérale, est conféré à quiconque satisfait aux conditions fixées par

le Collège des travailleurs sociaux agréés de l'Ontario, organe créé par règlement intérieur de l'association. Pour obtenir le certificat d'aptitude professionnelle, les intéressés doivent non seulement être membres de l'association et satisfaire aux conditions d'admission, mais encore remplir d'autres conditions en matière d'expérience et d'examen. L'affiliation à l'association est généralisée parmi les travailleurs sociaux et représente un facteur important des perspectives d'emploi; la qualification par le Collège est quelque chose de nouveau et n'est pas encore une condition d'emploi. Le Collège travaille en ce moment à s'assurer un régime d'autonomie véritable et a mis au point une proposition de loi qui aurait pour effet de modifier ses usages (il ne nous a pas été possible de savoir à quel point cette proposition de loi était près de devenir réalité).

Techniciens de laboratoire médical

Il serait légèrement inexact de dire que la profession de technicien de laboratoire médical n'est pas réglementée. La *Loi autorisant des laboratoires médicaux et des centres de prélèvement*¹⁹ et le règlement d'application prévoient les conditions de scolarité et d'expérience à remplir pour obtenir du ministère de la Santé l'autorisation de travailler dans certains laboratoires médicaux. L'observation de ces conditions est contrôlée par les représentants du ministère. Cependant, l'association libre, l'Association canadienne des technologistes de laboratoire (ACTL) joue un rôle important sur le plan de l'emploi dans ce secteur d'activité en exerçant son contrôle sur l'utilisation du titre de "technicien autorisé". Cette association, en vertu de sa loi organique, fixe les normes de compétence pour la profession et en surveille l'observation au moyen d'un mécanisme d'évaluation. L'attestation professionnelle par l'ACTL n'est pas obligatoire, mais la majorité des techniciens de laboratoire médical de la province en sont titulaires parce qu'elle ajoute considérablement aux perspectives d'emploi.

Bien qu'il accepte l'attestation professionnelle de l'ACTL pour accorder l'autorisation de travailler en application de la *Loi autorisant des laboratoires médicaux et des centres de prélèvements*, le ministre conserve le pouvoir d'accorder cette autorisation à la lumière d'autres facteurs. On ne sait pas encore quels critères s'imposeront une fois la profession soumise à l'application de la nouvelle législation médicale.

Puériculteurs

Il est possible de travailler dans le domaine de la puériculture sans aucune autorisation ou qualification professionnelle. Cependant, les règlements d'application de la *Loi sur les garderies*²⁰ prévoient que tout exploitant de garderie d'enfants doit avoir à son service un minimum de travailleurs qui détiennent un diplôme de puériculture délivré par un collège d'arts appliqués et de technologie ou un diplôme équivalent, ou qui y sont autorisés par le ministre de tutelle. Le nombre de ces travailleurs qualifiés varie selon l'âge des enfants et le rapport personnel/enfants expressément prévu par les règlements. Le ministère de tutelle, représenté par le directeur, fait tenir au candidat ou à son employeur un certificat attestant que ce candidat est approuvé par le directeur, à la suite d'une évaluation de la formation et de l'expérience acquises par l'intéressé.

Une attestation d'équivalence, qui est considérée comme suffisante pour satisfaire aux conditions réglementaires, peut être obtenue auprès de l'association professionnelle libre des puériculteurs, l'Association d'éducation des petits de l'Ontario. Le ministère n'exerce aucun contrôle sur les usages ou les pouvoirs de cette dernière. L'attestation professionnelle et la qualité de membre de l'association ne sont pas des conditions légales d'emploi, et le ministère applique ses propres normes pour décider quels candidats reçoivent son approbation. Néanmoins, l'association assure un moyen de qualification professionnelle nécessaire pour se conformer à la condition prévue par la loi; en outre, le certificat qu'elle délivre facilite la recherche d'un emploi.

La question du certificatisme a un effet profond sur notre étude. Ce Groupe d'étude, par ses recommandations relatives aux dispositions de la loi et des règlements organiques, peut s'attaquer directement aux obstacles à l'accès que dressent les organes professionnels à réglementation publique. Bien qu'à notre avis, elles n'échappent pas aux dispositions du *Code des droits de la personne* (1981)²¹, les professions à réglementation interne (en raison de l'absence de responsabilité publique dans leur structure de réglementation) et les associations professionnelles libres (du fait qu'elles ne sont pas du tout créées par des lois) échappent à l'heure actuelle à plusieurs de nos recommandations de fond. Elles échappent également au contrôle de l'État malgré leur influence sur les perspectives d'emploi dans la province.

Diverses méthodes nous ont été suggérées pour résoudre ce problème. L'une d'entre elles consiste à combattre la dépendance croissante envers les certificats sur le marché du travail en limitant le droit des employeurs

d'embaucher sur la foi seule des titres de compétence non autorisés par la loi. Cette position se retrouve dans la politique observée par la province d'Ontario, qui limite l'utilisation des certificats à un petit nombre de cas spécifiques: "lorsqu'ils sont requis par la loi, lorsqu'ils sont essentiels, en l'absence de toute équivalence, pour l'exécution satisfaisante du travail, ou lorsque le certificat ou l'équivalent de scolarité et d'expérience est preuve de possession du savoir, des compétences, des aptitudes et de l'expérience requis pour l'exécution satisfaisante du travail"²². Elle se retrouve aussi dans le fait que le ministère des Collèges et Universités restreint le droit des organes professionnels non soumis à une réglementation publique de pratiquer les méthodes d'agrément dans leur processus de qualification professionnelle, apparemment pour décourager ce processus ou à tout le moins, pour le priver d'une partie de son autorité.

Ces politiques en soi font ressortir la difficulté inhérente qu'il y a à forcer les employeurs à ne plus se fonder uniquement sur les certificats. Faute d'un mécanisme fiable qui permette de décider à quel point quelqu'un est qualifié, on se tourne vers la chose qui en est la plus proche, c'est-à-dire les certificats.

De l'avis du Groupe d'étude, on ne peut et ne devrait pas empêcher les employeurs de voir dans le certificat du candidat une garantie de sa compétence professionnelle, et il est essentiel que le grand public, dans le choix qu'il fait des différents services afin de trouver ceux qui répondent le mieux à ses besoins, ait le secours de ces certificats. Le certificatisme n'est pas un phénomène qu'il faut décourager ou inhiber, mais qui devrait s'épanouir, et s'épanouira inéluctablement, dans une économie hautement développée, complexe, et de plus en plus axée sur la haute technologie. Il ne s'agit pas de savoir comment il faut contrôler le certificatisme; il s'agit au contraire de savoir quel est le meilleur moyen de s'assurer que les certificats représentent fidèlement à l'employeur ou à l'utilisateur du service le niveau de compétence qu'ils sont censés attester. En d'autres termes, le problème ne tient pas au certificatisme en soi, mais à la fiabilité des évaluations qui sont à la base du régime.

Dans son rapport de 1980, le Comité des organisations professionnelles s'est attaqué directement à la question du certificatisme dans le contexte des nombreuses interventions des groupes non réglementés qui tenaient à acquérir le statut de profession réglementée²³. En reconnaissant la réalité du certificatisme, le comité a considéré une autre solution possible du problème, à savoir la réglementation publique de ces professions. Il notait cependant que la réglementation était un mécanisme encombrant et relativement

statique, dont on ne devrait pas abuser. En guise de solution de rechange, le comité a proposé un régime de qualification professionnelle légale qui s'appliquerait à l'ensemble des organes de qualification. L'approbation gouvernementale préalable de tous les titres serait obligatoire, et cette approbation ne serait accordée que si la structure et les processus internes de l'organe de qualification professionnelle satisfaisaient à certaines normes minimales.

Nous estimons que cette proposition présente un grand mérite et peut se révéler nécessaire en fin de compte pour résoudre la question (et nous notons que le projet de loi dit Professions and Occupational Associations Registration Act de l'Alberta placerait les groupes professionnels à titre réservé sous un régime de réglementation comparable). En l'état actuel des choses cependant, et vu les difficultés propres aux personnes de formation étrangère, que nous avons pu relever, nous proposons une solution moins radicale: il s'agit de mettre à la disposition de tout candidat un système d'évaluation de l'acquis antérieur, qui soit crédible et fiable et qui serait assuré par un organisme indépendant des organes corporatifs. Comme nous l'avons mentionné en détail tout au long de ce rapport, le Groupe d'étude recommande la création d'un Réseau d'évaluation de l'acquis antérieur (Réseau), organe indépendant placé sous l'égide d'un ou de plusieurs ministères du gouvernement et qui sera équipé pour assurer pareille évaluation.

En recommandant la création du Réseau, nous visons à garantir que les candidats aux organes corporatifs et aux établissements d'enseignement aient accès à l'évaluation exacte et impartiale de leur savoir. Entre temps, employeurs en général et demandeurs qui ont déjà un emploi tireraient un avantage supplémentaire de ce qu'un moyen fiable d'évaluation des antécédents des employés éventuels serait en place. C'est ainsi que nous recommandons à la fin de ce chapitre, que les organes de qualification professionnelle soient placés sous l'égide du Réseau, en ce qui concerne à la fois les évaluations d'équivalence et d'autres questions peut-être moins critiques comme la validation des examens. Ce réaménagement se ferait par la loi organique du Réseau pour ce qui est des organes non réglementés, ou par modification spécifique des lois applicables pour ce qui est des occupations soumises à une réglementation interne. L'influence des régimes de qualification professionnelle ne disparaîtrait peut-être pas complètement, mais avec le choix donné aux candidats d'une évaluation ayant force obligatoire de la part d'une source impartiale, le processus de qualification professionnelle gagnera considérablement en qualité et en crédibilité. Nous estimons en conséquence que notre recommandation d'étendre le Réseau aux

organes corporatifs de qualification professionnelle, non réglementés ou soumis à une réglementation interne, représente la solution satisfaisante du problème de certificatisme en Ontario.

L'exercice du pouvoir discrétionnaire

Un autre problème de procédure doit retenir notre attention en cet état de l'étude: le pouvoir du registraire et/ou du comité d'inscription (et dans certains cas, celui des instances de contrôle juridictionnel interne ou externe) d'exempter de l'une quelconque des conditions prévues à la loi ou aux règlements applicables, un candidat à l'autorisation ou à la qualification professionnelle. Ce pouvoir se retrouve dans presque toutes les professions. Le pouvoir d'accorder souverainement des exemptions le cas échéant revêt une grande importance aux yeux des organes corporatifs, et nous ne pensons pas que l'exercice en soit nécessairement contraire à l'intérêt public ou que ces organes en doivent être privés. L'exercice de ce pouvoir peut cependant donner des résultats surprenants. Dans la profession médicale par exemple, bien que selon les règlements, un maximum de 24 praticiens de formation étrangère soit admissible par an à la licence de stage en vue de l'admission à l'internat, il se trouve que durant la période d'avril 1987 à février 1988, par suite de l'exercice du pouvoir discrétionnaire du comité d'inscription, 79 candidats provenant de facultés de médecine non agréées et 108 candidats provenant de facultés de médecine agréées ont été exemptés des conditions d'autorisation professionnelle et ont ainsi reçu leur licence²⁴.

Il est manifeste que l'exercice de ce pouvoir discrétionnaire peut bénéficier aux candidats individuellement en passant outre aux dispositions légales qui pourraient donner lieu à des injustices. Par exemple, les règlements régissant les pompes funèbres prévoient que le candidat à l'exercice de la profession doit avoir terminé des études en la matière, mais dans de nombreux pays, pareilles études sont inconnues. Le registraire est habilité à dispenser de cette condition le cas échéant.

Cependant, un texte de loi prévoyant pareil pouvoir discrétionnaire ne se justifie que si l'on peut justifier l'équité et l'objectivité de son exercice. À cette fin, les motifs de l'exercice du pouvoir discrétionnaire doivent être accessibles au public.

Le Groupe d'étude pense qu'il faut permettre aux organes corporatifs de conserver le pouvoir de dispenser de certaines conditions d'autorisation ou de qualification professionnelle, à condition de rendre publics les cas et

les motifs d'exercice de ce pouvoir discrétionnaire. Pareille information doit être communiquée aux intéressés directement par les organes corporatifs et par le système d'information publique du Réseau.

AUTORISATION D'ÉTAT

Un certain nombre de professionnels, y compris les techniciens de laboratoire médical et les puériculteurs dont il a été question plus haut, reçoivent leur autorisation d'exercer directement du gouvernement de l'Ontario. Nous avons choisi les deux professions suivantes pour analyse dans cette section²⁵:

Courtiers commerciaux et immobiliers	— Autorisés sous le régime de la <i>Loi sur les courtiers commerciaux et immobiliers</i> , L.R.O. 1980, chap. 431
Enseignants (primaire/secondaire)	— Autorisés sous le régime de la <i>Loi sur l'éducation</i> , L.R.O. 1980, chap. 129, modifiée

Courtiers commerciaux et immobiliers

Le groupe des courtiers commerciaux et immobiliers a été choisi parce qu'il est représentatif des professions axées sur le commerce et dont les membres doivent passer par un processus d'autorisation professionnelle administré par le ministère de tutelle avant de pouvoir exercer. En l'occurrence, l'inscription est faite par le registraire nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil, sous le contrôle du directeur de la Protection du consommateur, ministère de la Consommation et du Commerce. Nul ne peut effectuer des opérations immobilières en qualité de courtier ou d'agent sans être inscrit. Les conditions d'admission sont fixées par voie de règlement par le registraire, la politique de formation ayant été établie par un comité permanent près le ministère de la Consommation et du Commerce, composé des représentants de ce ministère, de l'Association canadienne de l'immeuble, de la profession et du ministère des Collèges et Universités. Le refus de délivrance de l'autorisation d'exercer est susceptible d'appel devant la Commission d'appel des enregistrements commerciaux puis devant la Cour divisionnaire.

Enseignants

Nous avons porté notre attention sur la profession d'enseignant pour trois raisons:

- 1) Les membres en exercice de cette profession sont si nombreux qu'à notre avis, l'étude serait incomplète sans un examen des méthodes de cette dernière.
- 2) Le nombre d'interventions émanant de personnes qui ont essayé de faire partie de cette profession justifiait une enquête sur les questions soulevées.
- 3) La complexité du mécanisme d'admission et l'interaction du système avec d'autres organes d'évaluation parallèles nous inspiraient une certaine inquiétude.

Le ministère de l'Éducation délivre aux candidats qualifiés le certificat de l'enseignement de l'Ontario (CEO) qui, à quelques exceptions près, est la condition sine qua non de l'emploi permanent dans le système des écoles primaires et secondaires financées par la province. C'est le ministère lui-même qui procède à l'évaluation de la formation, et les candidats ou bien reçoivent le CEO ou bien sont dirigés sur l'établissement d'enseignement qui convient à leur formation. La décision du ministère n'est pas susceptible d'appel.

PROFESSIONS: OBSTACLES À L'ACCÈS

Comme le font ressortir les exemples cités, le régime de réglementation en soi d'une profession donnée peut soulever des questions d'équité, non seulement du fait de l'absence de protections procédurales nécessaires dans certaines lois applicables, mais encore en raison de la nature même de certaines méthodes de qualification professionnelle qui existent à l'extérieur des professions autonomes tenues à la responsabilité publique. La question de l'équité procédurale sera examinée en détail au chapitre 11 de ce rapport ("Contrôle juridictionnel"). Nos recommandations en matière d'exercice du pouvoir discrétionnaire figurent à la fin du présent chapitre.

À part ces questions plus générales, notre étude requerrait l'examen détaillé des conditions imposées à l'heure actuelle par chaque groupe professionnel en matière d'autorisation ou de qualification professionnelle, et de l'effet de ces conditions sur les personnes de formation étrangère.

Dans notre examen des professions, nous nous sommes posé les cinq questions initiales suivantes:

- 1) Y a-t-il quelque chose dans la loi applicable qui soit ou puisse être intrinsèquement discriminatoire?
- 2) Y a-t-il quelque chose dans la loi qui constitue ou puisse constituer une mesure discriminatoire, par la fixation de normes sans rapport avec les aptitudes requises pour l'exercice de la profession et auxquelles certains candidats ne peuvent satisfaire?
- 3) Y a-t-il quelque chose dans la loi qui constitue ou puisse constituer une mesure discriminatoire par la prescription d'une méthode particulière à suivre pour satisfaire aux normes, laquelle méthode est inaccessible aux personnes de formation étrangère ou ne prend pas en considération leur acquis scolaire ou professionnel?
- 4) Si la loi elle-même n'est pas discriminatoire, y a-t-il quelque chose dans la manière dont la profession l'applique dans les faits, qui soit intrinsèquement discriminatoire?
- 5) Y a-t-il des preuves de discrimination intentionnelle ou systémique?

Pour répondre à ces questions, nous avons revu la législation applicable, analysé les usages de ces professions, et demandé la production de données spécifiques sur le nombre de demandeurs de formation étrangère et la suite réservée à leur demande.

Nous nous sommes particulièrement penchés sur les questions qui, selon les professions et les individus concernés, posent le plus de problèmes: disponibilité de l'information, évaluation de l'acquis antérieur, formation et testage linguistiques, testage professionnel et disponibilité des programmes de recyclage.

Information

Une source de difficultés pour les personnes de formation étrangère, citée à de nombreuses reprises, est le manque d'informations détaillées, claires et complètes sur ce qui est requis pour l'autorisation ou la qualification professionnelle, y compris les possibilités de formation qui existent.

Évaluation de l'acquis antérieur

Cette question porte sur l'évaluation à la fois de l'acquis scolaire et de l'expérience professionnelle applicable. La méthode d'évaluation a été citée comme sujet d'inquiétude, de même que la question de l'équité de la norme d'admission. De l'avis du Groupe d'étude, tel qu'il a été présenté en détail plus haut, la norme fixée doit être celle qui est nécessaire pour garantir l'exercice compétent de la profession.

Connaissance de la langue

Notre examen de la compétence linguistique embrassait la nécessité d'une bonne connaissance de la langue dans chaque profession, le moyen d'évaluation de cette connaissance, l'importance de la connaissance du vocabulaire spécifique par opposition à la langue courante, et la disponibilité des cours de langue.

Examen d'autorisation ou de qualification professionnelle

Pour ce qui est des examens d'autorisation ou de qualification professionnelle, la question de l'équité des normes occupait le premier plan, en particulier dans les occupations qui imposaient différents examens à différents candidats, à côté d'autres questions comme les modalités de ces examens, leur disponibilité, la méthodologie observée, les coûts, la langue utilisée et les considérations culturelles.

Recyclage

Le candidat qui arrive d'un autre pays peut avoir besoin de formation pour un certain nombre de raisons. Mêmes des personnes pleinement qualifiées peuvent avoir besoin de formation pour apprendre certaines pratiques qui sont courantes en Ontario, mais inconnues ailleurs. Elles peuvent également avoir besoin de se préparer en vue d'examens d'autorisation ou de qualification professionnelle dont le style et les modalités leur sont inconnus. Ceux qui ont eu une formation complète dans un domaine mais qui nécessitent un complément de formation qui leur assure l'équivalence dans la province, tireraient aussi avantage du recyclage. Nous nous sommes penchés sur la disponibilité des programmes dans ce domaine.

Normes d'équité

Nos conclusions relatives à chacune de ces questions sont présentées dans les cinq chapitres qui suivent: "Évaluation de l'acquis antérieur", "Testage professionnel", "Testage linguistique", "Formation linguistique" et "Recyclage". Notre étude a mis en relief des faiblesses dans chacun de ces domaines au sein de plusieurs organes corporatifs. À très peu d'exceptions près, les questions qui nous préoccupent ne ressortent pas des lois applicables elles-mêmes, mais tiennent aux règlements, règlements intérieurs, règles et pratiques.

Dans de nombreux cas, les organes provinciaux d'autorisation ou de qualification professionnelle s'en remettent à leurs homologues nationaux pour l'évaluation de la compétence. Cette pratique peut consister en l'administration d'épreuves d'agrément à l'échelle nationale pour le compte de tous les organes provinciaux, mais elle peut aller jusqu'à l'évaluation effective de la formation et à l'administration d'examens aux candidats. Parmi les organes qui exercent cette dernière fonction, on peut compter le Bureau national d'examen dentaire, le Bureau des examinateurs en pharmacie du Canada et le Canadian Architectural Certification Board. On peut indubitablement trouver des avantages dans l'exercice de ces fonctions par les organes nationaux, pour ce qui est de la mobilité interprovinciale et de la normalisation des examens, mais puisque les organes provinciaux s'en remettent aux épreuves qu'ils administrent, nous avons analysé ces dernières dans ce rapport et nos recommandations les touchent également. Bien que nous ayons conscience des difficultés que cela suscite du point de vue de la compétence territoriale, il nous a fallu absolument examiner leurs pratiques pour réaliser une analyse exhaustive des obstacles qui entravent l'intégration professionnelle en Ontario. Nous n'entendons pas dire à ces organes nationaux ce qu'ils doivent faire, mais sommes habilités dans le cadre provincial à conseiller les organes provinciaux au sujet de la convenance des mécanismes d'évaluation qu'ils adoptent. Bien qu'un régime national puisse être souhaitable, on ne saurait exciper de son existence pour exempter tous les participants des critiques ou des recommandations. Les services fournis aux organes corporatifs de l'Ontario doivent être conformes aux normes observées dans cette province.

Bien que plusieurs professions nous aient communiqué les données à leur disposition, nous n'avons pu, pour diverses raisons, en recueillir suffisamment pour effectuer une analyse statistique convenable:

- Certaines professions ne conservent pas dans leurs archives les données relatives à l'origine ethnique ou à la formation à l'étranger, estimant qu'il est inconvenant de les conserver ou de les divulguer.
- Le passage d'un candidat à travers le processus, depuis la première demande de renseignements jusqu'à l'obtention de l'autorisation d'exercer, peut couvrir plusieurs années, plusieurs examens et même des examens passés plusieurs fois. Peu de professions sont à même de produire des statistiques qui retracent la démarche des candidats d'un bout à l'autre du processus, de manière à présenter un tableau significatif.
- Peu de professions gardent la trace des premières demandes de renseignements, et certaines ne tiennent même pas le dossier des demandes qui ne dépassent pas ce stade. Il ressort cependant des entretiens avec des représentants d'organe professionnel et des individus qu'un grand nombre, probablement la majorité, de personnes de formation étrangère ont été rejetées à ce tout premier stade du processus.

Dans les cas où les données sont disponibles, nous avons reproduit les statistiques pertinentes dans les monographies consacrées aux professions étudiées. Nous notons cependant l'importance qu'il y a à tenir pareilles archives: en premier lieu, pour s'assurer que les candidats et les organes professionnels sollicités ont la preuve irréfutable de ce qui s'est passé entre eux et, en second lieu, pour permettre de suivre de près le progrès des candidats de formation étrangère dans leurs efforts visant à obtenir la reconnaissance de leurs aptitudes et le droit d'exercer. Nous prenons note du souci de certains organes corporatifs qui ne tiennent pas à faire preuve ou à donner l'impression de faire preuve de discrimination en tenant un dossier sur les antécédents des candidats, et nous admettons que les informations de ce genre ne devraient pas être mises à la disposition des examinateurs ou des employeurs à un stade avancé du processus. Cependant, l'absence de dossiers sur le lieu de formation désavantage les candidats qui estiment qu'ils ont fait l'objet de mesures discriminatoires et qui entendent le prouver. Il faudrait qu'il incombe à tous les organes corporatifs de conserver les archives de ce genre à compter de la première demande de renseignements.

Dans certains cas, les usages que nous avons trouvés intrinsèquement discriminatoires à l'égard des personnes de formation étrangère sont justifiés par les organes professionnels comme étant excusables, voire inévitables, en

raison du manque de données complètes sur la formation dans les autres pays ou du manque de ressources qui eussent permis la recherche de ces données.

Pour remédier aux faiblesses que nous avons relevées et eu égard aux préoccupations des organes corporatifs concernés, nous avons proposé la création d'un Réseau d'évaluation de l'acquis antérieur (Réseau) qui est expliqué au chapitre 5, "Évaluation de l'acquis antérieur". Nous avons aussi fait, dans les chapitres respectifs, des recommandations visant à guider les organes corporatifs dans l'aménagement des mécanismes de testage et des protections procédurales conformes aux normes d'équité que nous avons exposées et qui, nous l'espérons, réduiront les obstacles identifiés qui bloquent l'accès aux personnes de formation étrangère.

RECOMMANDATIONS

- 4.1 *Nous recommandons qu'il soit permis aux organes corporatifs de conserver, s'ils le souhaitent, le droit de dispenser de n'importe quelle condition d'autorisation ou de qualification professionnelle, à condition que, dans tous les cas, les circonstances et les motifs de l'exercice de ce pouvoir discrétionnaire soient du domaine public et mis à la disposition de toute partie intéressée par l'intermédiaire du mécanisme d'information publique du Réseau d'évaluation de l'acquis antérieur.*
- 4.2 *Nous recommandons que les associations professionnelles qui ne sont pas réglementées et qui confèrent des titres, la qualité de membre ou autre certificat aux praticiens considérés comme ayant satisfait à des critères spécifiques, soient expressément désignées et soumises à l'application de la loi portant création du Réseau d'évaluation de l'acquis antérieur; et que ces associations soient régies par ces dispositions au même titre que les organes corporatifs réglementés.*

- 4.3 *Nous recommandons que tous les organes corporatifs soient requis de conserver le dossier détaillé de toutes les demandes d'admission et de renseignements, lequel dossier comprendra le lieu de formation du candidat, les renseignements qu'ils doivent communiquer et qu'ils communiquent, les renseignements qui leur sont communiqués, et la suite réservée à la demande de renseignements ou d'admission.*

Conception d'un réseau d'évaluation de l'acquis antérieur

Chapitre 5	Évaluation de l'acquis antérieur
Chapitre 6	Testage professionnel
Chapitre 7	Testage linguistique
Chapitre 8	Formation linguistique
Chapitre 9	Recyclage
Chapitre 10	Problèmes face à la profession médicale

Évaluation de l'acquis antérieur

Ils ont tendance à ne pas reconnaître au plan professionnel tout ce qui n'est pas canadien, américain ou britannique.

— extrait du mémoire soumis au Groupe
d'étude par un particulier

Comme l'indiquaient les deux chapitres précédents, les organes d'autorisation professionnelle ont pour obligation première de protéger l'intérêt public en matière de santé, de sécurité et de bien-être. En s'acquittant de cette obligation, ils doivent cependant respecter rigoureusement et en toute objectivité les droits collectifs et individuels. Le droit d'une personne à l'égalité des chances et à l'égalité de traitement doit être pris en considération, compte tenu de la nécessité de protéger le public, et ce, sans discrimination déraisonnable ou injuste. On remarque à cet égard les commentaires suivants dans le mémoire présenté au Groupe d'étude par la Commission des droits de la personne de l'Ontario:

...la politique de l'État est d'assurer à toute personne l'égalité des droits et l'égalité des chances ainsi que la pleine participation de ces personnes à la société ontarienne. L'Ontario a ainsi ouvertement adopté comme politique de venir en aide aux ressortissants étrangers nouvellement établis dans la province. A preuve, la province offre toute une gamme de services aux immigrants allant du financement des moyens d'information, des services d'orientation et des centres juridiques, à l'enseignement de l'anglais langue seconde. Cette politique d'égalité de traitement et d'égalité des chances possède toutefois ses propres limites. Ainsi, certains des impératifs contradictoires qui sous-tendent les droits reconnus par notre société peuvent influencer sur le droit à l'égalité des chances. Pareille contradiction se présente notamment en ce qui concerne l'intégration de personnes formées

à l'étranger. Le droit à l'égalité des chances doit être considéré à la lumière du droit des membres de la société d'être rassurés quant aux qualifications et à la compétence de ceux qui fournissent des services dans des domaines touchant leur bien-être physique¹.

L'organe corporatif ou l'organe de qualification professionnelle qui est saisi d'une demande d'autorisation d'exercer doit déterminer si l'intéressé possède les aptitudes nécessaires à l'exercice de sa profession ou de son métier. Le fait pour un organe de qualification professionnelle de ne pas appliquer les normes de compétence pertinentes, équivaldrait à délaissier sa responsabilité vis-à-vis du public. Par contre, le fait de ne pas chercher à reconnaître à sa juste valeur la formation et l'acquis du candidat équivaldrait à un abandon de sa responsabilité vis-à-vis de cette personne. Nombre de nouveaux arrivants au Canada possèdent un niveau d'instruction et d'expérience considérables. Or, tout régime d'autorisation ou de qualification professionnelles se doit de prendre en considération l'acquis antérieur afin de s'assurer que ceux qui ont reçu leur formation en totalité ou en partie à l'extérieur de l'Ontario disposent des mêmes chances que les gens formés dans la province.

Le problème le plus souvent évoqué par les personnes formées à l'étranger, les groupements communautaires et les associations ethnoculturelles qui ont soumis des mémoires au Groupe d'étude est la difficulté qu'il y a à obtenir une évaluation exacte et uniforme de l'acquis antérieur aux fins de la qualification professionnelle ou de l'autorisation d'exercer. (Plus de la moitié des mémoires soumis au Groupe d'étude font état de difficultés à faire reconnaître l'équivalence de la scolarité ou de l'expérience; plus de la moitié d'entre eux visaient plus particulièrement l'équivalence de la scolarité). Pour notre part, nous estimons, après étude des divers organes de qualification professionnelle, que les méthodes actuelles ne permettent pas toujours d'évaluer complètement l'acquis antérieur. (Un aperçu des différentes méthodes utilisées par les organes corporatifs dans l'évaluation des titres de compétences d'une personne figure à l'Annexe H du présent rapport ainsi que dans les études préliminaires sur les différentes professions en cause.) Les groupements et les particuliers touchés se disaient préoccupés non seulement de la qualité et de l'uniformité des évaluations mais aussi des difficultés qu'éprouvaient les gens à identifier les paliers décisionnels en matière d'évaluation ainsi qu'à obtenir des renseignements sûrs au sujet des modalités d'adhésion professionnelle. Les

cinq remarques qui suivent témoignent des frustrations éprouvées par de nombreuses personnes:

Il faut savoir que des milliers de professionnels philippins nouvellement arrivés dans la province ne pouvaient avoir accès à leur profession en raison de l'incapacité du système à reconnaître leurs qualifications. Le système actuel est fondamentalement discriminatoire. Les institutions en cause se renvoient constamment la balle.

Il arrive que des grades universitaires décernés à l'étranger soient reconnus comme équivalents à la 13^e année d'enseignement en Ontario. Certaines évaluations sont fort subjectives.

Tous ces déboires m'ont donné une drôle d'impression des perspectives de carrière, aussi je tiens, en guise de conclusion, à exprimer mon mécontentement. N'est-il pas surprenant de voir qu'au Canada, où le niveau d'instruction compte comme critère de sélection des immigrants, on finit par écarter nos connaissances et notre expérience en nous reléguant au chômage comme si nous n'étions bon à rien?

Pour décrocher le poste que j'occupe, il m'a fallu camoufler mes origines et mes antécédents; j'ai dû mentir et en général fournir de faux renseignements. Il semblait même préférable dans mon cas de ne mentionner qu'un cours du soir suivi à l'Université de Toronto, quitte à passer sous silence les quatre années de maîtrise effectuées à l'étranger.

Ils ont beau invoquer toutes sortes de raisons, je persiste à croire que la présomption d'innocence qui s'applique en justice ne vaut pas pour les immigrants. On nous prend pour des incompetents, des tricheurs et des idiots jusqu'à ce que nous puissions faire la preuve du contraire.

Le but des prochaines lignes est de définir la notion d'évaluation de l'acquis antérieur, tant en ce qui concerne le niveau d'instruction que l'expérience au travail, d'examiner la façon dont les méthodes d'évaluation de l'acquis antérieur ont évolué et de passer en revue le mécanisme actuellement utilisé en Ontario. La section d'après donne une description sommaire des méthodes adoptées ailleurs et rend compte des tendances à l'échelle internationale. Viennent ensuite nos conclusions, elles-mêmes suivies d'une proposition quant à l'approche à adopter en Ontario en ce qui concerne les méthodes d'évaluation de l'acquis antérieur. Le présent chapitre

se termine par des recommandations spécifiques pour la mise en oeuvre de notre recommandation.

ÉVALUATION DE L'ACQUIS ANTÉRIEUR: DÉFINITIONS ET PRATIQUE ACTUELLE EN ONTARIO

L'évaluation de l'acquis antérieur vise à établir l'équivalence entre les qualifications ou les compétences de l'individu et le niveau d'instruction requis en Ontario.

L'évaluation peut servir de méthode de présélection visant à déterminer si l'intéressé est admissible à subir un examen écrit en vue de l'obtention de l'autorisation d'exercer ou de la qualification professionnelle ou encore en vue de l'inscription à un programme de formation. Elle peut encore servir à déterminer si un candidat possède les compétences nécessaires pour présenter une demande de qualification professionnelle ou d'autorisation d'exercer (à condition, bien entendu, de répondre aux autres exigences). Si le candidat ne possède pas les compétences nécessaires, l'évaluation indiquera clairement la formation complémentaire à obtenir. Quelle que soit le but immédiat de l'évaluation, elle vise toujours à s'assurer que les personnes autorisées à exercer en Ontario ou détenant une qualification professionnelle satisfont aux critères applicables à tous les candidats à la profession, au métier ou à l'établissement d'enseignement en cause.

ÉVALUATION DE LA SCOLARITÉ ANTÉRIEURE

Par scolarité, on entend l'instruction obtenue auprès d'établissements d'enseignement officiel et sanctionnée par ceux-ci sous forme de crédits, de diplômes ou de grades universitaires. L'évaluation du niveau de scolarité équivalent est une discipline complexe qui nécessite des connaissances de la nature des programmes d'études et de la pédagogie ainsi que des ressemblances et des différences entre les nombreux systèmes d'enseignement du monde.

Une évaluation exacte du niveau de scolarité antérieur permet à un établissement d'enseignement d'insérer une personne au niveau approprié du système d'enseignement ontarien. Les organes d'autorisation d'exercer

ou de qualification professionnelle peuvent également recourir à l'évaluation afin d'assurer le respect des normes professionnelles, sans pour autant limiter abusivement l'accès à une profession ou à un métier. L'évaluation devrait s'appuyer sur les critères de formation attribués à la profession ou au métier en cause dans le système d'enseignement de l'Ontario.

Évaluation du niveau de scolarité équivalent en Ontario

L'évaluation du niveau de scolarité équivalent est assurée à l'heure actuelle en Ontario par un certain nombre de groupes et d'établissements, composés dans la plupart des cas de ministères du gouvernement, d'établissements d'enseignement et d'organes corporatifs.

Deux des ministères qui s'occupent d'évaluation jouent un rôle prépondérant. Ceux qui s'occupent eux-mêmes des autorisations d'exercer, comme le ministère des Services sociaux et communautaires lequel est plus précisément chargé d'agréeer les puériculteurs, effectuent eux-mêmes les évaluations. En ce qui concerne les divers autres types d'évaluation professionnelle, toutefois, le ministère de l'Éducation est le plus actif des ministères. Vient ensuite le ministère de la Formation professionnelle qui est chargé des questions professionnelles touchant différents corps de métier. Le rôle de ce ministère fait d'ailleurs l'objet d'une analyse au chapitre 3 de notre rapport à l'inter-titre "Problèmes face à la profession".

Les collèges et universités de l'Ontario évaluent la scolarité antérieure des candidats formés ailleurs. Une analyse détaillée des modalités d'évaluation particulières n'entrerait pas dans le cadre de la présente étude (il est question plus loin dans le présent chapitre de l'adaptation récente de ces modalités à l'évaluation du savoir acquis par apprentissage au travail); toutefois nous avons cru bon d'examiner de près le Comparative Education Service de l'Université de Toronto. Cet organisme a dépassé le rôle de simple conseiller auprès des registraires de l'université et des chefs de département et effectue maintenant des évaluations pour le compte de certains organes corporatifs et employeurs.

Notons, toutefois, que les organes corporatifs cherchent en général à évaluer eux-mêmes le niveau d'instruction des candidats. La plupart ne font pas appel à des services experts de l'extérieur et ne se consultent pas entre eux, préférant effectuer eux-mêmes les recherches et la collecte des renseignements nécessaires.

Le reste de la présente section concernant l'évaluation du niveau d'instruction est consacrée à l'examen du rôle du ministère de l'Éducation de l'Ontario, du Comparative Education Service (SERVICE D'ÉDUCATION COMPARÉE) de l'Université de Toronto et des organes corporatifs.

Les services d'évaluation du ministère de l'Éducation de l'Ontario²

Certaines des fonctions qu'exerce le Service du registraire du ministère de l'Éducation de l'Ontario s'apparentent à celles du bureau du registraire dans une université. De fait, ces fonctions comportent l'évaluation des antécédents scolaires et universitaires des étudiants et du corps enseignant de l'Ontario ainsi que la tenue de dossiers à leur sujet. Le service des évaluations qui fait partie de ce service s'occupe plus particulièrement d'établir les équivalences.

L'une des attributions du service des évaluations consiste à évaluer les antécédents scolaires au niveau primaire et secondaire de personnes instruites à l'extérieur de la province, par comparaison avec le système d'enseignement de l'Ontario, à des fins de placement. Les évaluations sont remises aux chercheurs d'emplois plutôt qu'aux employeurs éventuels, quoique les employeurs aient accès aux renseignements concernant les systèmes d'enseignement étrangers. Une attestation du niveau de scolarité équivalent est remise à l'intéressé sans autre précisions. Il n'est pas fait mention de la qualité de l'établissement fréquenté.

Les personnes ayant reçu leur instruction à l'étranger et qui désirent s'inscrire à un établissement d'enseignement postsecondaire se font en général évaluées par l'établissement en cause. Celles d'entre elles qui désirent s'inscrire à une école primaire ou secondaire en Ontario sont insérées au niveau approprié du système scolaire par le directeur d'école ou par le conseil scolaire. Il convient de noter qu'en pareil cas le service des évaluations ne fait pas d'évaluation mais se limite à fournir sur demande un compte rendu sommaire des systèmes d'enseignement étrangers. Si des renseignements plus précis s'avéraient nécessaires, le ministère les communique dans la mesure de ses moyens.

Le service des évaluations n'évalue pas les aptitudes à exercer un métier. La formation dispensée par une école technique étrangère peut faire l'objet d'une évaluation comparative seulement, c'est-à-dire en prenant comme repère la formation dispensée par une école technique secondaire en Ontario.

Les qualifications professionnelles ne sont pas non plus susceptibles d'évaluation par le service des évaluations, sauf en ce qui concerne le corps enseignant. Dans ces cas, l'évaluation est fondée sur les données figurant au dossier sur la durée et la matière d'un cours universitaire ou sur le programme d'enseignement secondaire dispensé dans la juridiction en cause. Seuls les établissements énumérés dans les règlements découlant de la *Loi sur l'éducation* peuvent être pris en considération. L'évaluation porte également sur la matière des cours offerts pour la formation du personnel enseignant. Il s'agit alors d'une évaluation détaillée qui s'appuie sur les critères propres au système ontarien.

Quiconque possède un statut officiel au Canada (immigrant reçu, citoyen canadien, titulaire d'un visa diplomatique, d'un permis de travail ou du statut de réfugié) et qui a suivi l'enseignement primaire à l'extérieur de l'Ontario peut se prévaloir gratuitement des services d'évaluation du ministère. Le ministère de l'Éducation évaluera également des documents présentés par des personnes résidant à l'étranger et possédant un statut quelconque au Canada. Les personnes qui demandent le statut de réfugié n'ont pas droit aux services d'évaluation avant d'avoir obtenu le statut officiel de réfugié au Canada ou un permis de travail. Seuls les documents originaux accompagnés d'une traduction fournie par le ministère des Affaires civiles sont acceptés. Les documents sont vérifiés visuellement afin de s'assurer de leur authenticité. Un document déclaré non valide ne peut faire l'objet d'une évaluation. Les déclarations solennelles sont permises en cas d'impossibilité d'obtenir les documents voulus.

Le service est assuré par trois évaluateurs qui traitent environ 7 200 demandes d'évaluation et de renseignements par année. Les évaluateurs ont également la tâche de dresser et de mettre à jour les comptes rendus sommaires des systèmes d'enseignement primaire et secondaire du monde entier. L'évaluation du niveau d'instruction s'effectue à l'aide de ces comptes rendus et d'une documentation importante. Le service des évaluations fait partie d'un certain nombre d'associations pédagogiques et reçoit, grâce à ce canal, les renseignements nécessaires sur les systèmes d'enseignement étrangers.

Lorsqu'un client conteste une évaluation, il y a possibilité de faire faire une autre évaluation par un évaluateur de niveau supérieur.

Le service des évaluations est cité dans le manuel de la Maison d'accueil de l'Ontario intitulé *Guide pratique des nouveaux Ontariens*. Les employeurs sont également mis au courant de l'existence de ce service afin

qu'ils puissent le recommander éventuellement aux employés qui en ont besoin.

Le Comparative Education Service³

Le Comparative Education Service (CES, Service d'éducation comparée) de l'Université de Toronto est le seul organe en Ontario à évaluer les qualifications postsecondaires obtenues à l'étranger, à des fins de placement dans toute une série de professions. Les personnes détenant des qualifications techniques s'adressent au ministère de la Formation professionnelle.

Les évaluations du CES qui sont destinées tant aux particuliers qu'aux établissements, n'obligent à rien, mais les organes d'autorisation d'exercer et les établissements d'enseignement peuvent décider de suivre ses recommandations. Le Bureau des examinateurs en psychologie de l'Ontario, l'Association canadienne des diététiciens, l'Association des comptables généraux agréés de l'Ontario figurent parmi les organismes qui font appel au service d'évaluation des diplômes étrangers assuré par le CES. Les évaluations du CES servent en général de moyen de présélection et sont suivies d'investigations plus approfondies de la part des organes corporatifs intéressés.

Le CES relève du bureau des admissions de l'Université de Toronto qui effectuait déjà l'évaluation de documents, notamment pour le compte de compagnies et de ministères du gouvernement désireux d'évaluer le niveau d'instruction de leurs employés. Le service est assuré par un agent d'administration, son adjoint et un commis réceptionniste.

L'Université de Toronto subventionne le service à même le budget du bureau des admissions. Le service est à la disposition du grand public. Depuis le mois de mai 1989, il en coûte 50\$ pour obtenir une évaluation, sauf pour les établissements publics comme les universités.

En ce qui concerne la traduction officielle des documents, on s'en remet le plus souvent au ministère des affaires civiques. Le CES ne fait pas de traduction. Quoique l'on exige en général des documents officiels, on accepte également les déclarations solennelles. Le service n'a pas les moyens de déceler les faux documents. Lorsque les documents présentés ne suffisent pas ou qu'ils manquent de précision, un relevé officiel indiquant

que le candidat a terminé le programme de formation peut faire office de certificat de fin d'études.

Le CES cherche dans ses évaluations à déterminer le niveau d'instruction qu'a atteint l'intéressé par rapport au système d'enseignement canadien. Le CES n'analyse pas la matière du programme de formation que l'intéressé a suivi ni le régime d'attribution des notes propre au système d'enseignement considéré. Le document établi par le CES indique que le service considère les qualifications du client équivalentes à un niveau d'instruction donné au Canada. Au besoin, le document fait également état de la méthode de détermination du niveau d'instruction. Le document comporte en outre les remarques suivantes :

L'évaluation est effectuée dans une optique générale et à des fins de placement seulement. Elle ne saurait s'interpréter comme constituant une offre d'admission à une université ni comme devant produire un effet quelconque sur toute évaluation ou décision d'ordre professionnel...

Parmi les sources de renseignements consultées, on cite les manuels de référence les plus courants, des associations professionnelles ainsi que des noms de professeurs de l'Université de Toronto. Les groupements d'immigrants communiquent également des renseignements au CES. Il arrive par ailleurs que le CES prenne contact avec des établissements étrangers ou avec une ambassade canadienne. Si le nom d'un établissement ne figure pas dans l'un des livres internationaux de référence auxquels le CES est abonné, le service demande des renseignements supplémentaires au candidat ou effectue d'autres recherches afin de pouvoir lui présenter une opinion.

Le CES reçoit de 35 à 70 demandes par semaine et, en 1988, a émis 2 609 lettres d'équivalence.

Les candidats sont informés de l'existence du service en question par le ministère de l'Éducation et plus particulièrement par l'intermédiaire de la Maison d'accueil de l'Ontario qui en fait état dans le *Guide pratique des nouveaux Ontariens*; ils sont également mis au courant de ce service par des agences de placement et par des employeurs.

Évaluation effectuée par les organes corporatifs

Certains organes corporatifs ontariens assurent eux-mêmes l'évaluation de l'équivalence du niveau d'instruction, et même, dans certains cas, de façon

approfondie. À l'annexe H du présent rapport, "Sommaire des professions", nous donnons un aperçu des modalités d'évaluation utilisées actuellement par les professions que nous avons analysées. (Les études préliminaires portant sur chacune des professions donnent un aperçu plus détaillé de ces modalités; nous y exposons également notre opinion sur les avantages et les inconvénients des modalités en cause.) Il existe cependant des écarts considérables entre les diverses modalités d'évaluation sur le plan de leurs caractéristiques particulières et de leur exhaustivité. L'évaluation comporte tantôt une analyse approfondie de l'acquis antérieur, tantôt elle n'en comporte aucune. Il est donc difficile d'établir des généralités à leur sujet et toute appréciation de leurs qualités ou de leurs défauts doit être marquée au coin de la circonspection.

Il y a lieu de rappeler que notre propre analyse est assujettie à certaines contraintes. En effet, même si nous avons pu constater, en traitant de la méthodologie des évaluations, des difficultés éprouvées par des candidats déçus ainsi que des besoins exprimés par quelques organes corporatifs, que les modalités actuelles comportent des imperfections et des lacunes, que pour décider en définitive de l'exactitude d'une évaluation une personne doit connaître le dossier à fond, posséder des connaissances spécialisées et être au courant des techniques d'éducation comparée et d'évaluation de l'acquis antérieur. Quant à nous, faute de pouvoir porter un jugement dans ce domaine, nous avons évité de remettre des décisions en question. Enfin, bien que nous ayons cherché à analyser de façon exhaustive l'organisation des professions en Ontario, nous n'avons pas cherché à analyser les modalités d'accès à chaque profession.

Nous sommes conscients des efforts déployés par certains organes corporatifs et des connaissances spécialisées que cela suppose de leur part, cependant, force nous est de constater que les méthodes d'évaluation de l'acquis des candidats démontrent des lacunes persistantes, soit réelles ou virtuelles.

Reconnaissance insuffisante des diplômes. Il arrive que des organes d'autorisation ou de qualification professionnelles refusent de reconnaître les qualifications ou les compétences obtenues en dehors d'un programme officiel. La plupart du temps, seuls sont reconnus les programmes d'enseignement canadiens ou, du moins, nord-américains. Il en résulte que les candidats formés ailleurs ne peuvent même pas obtenir d'évaluation. Par exemple, quiconque désire obtenir l'autorisation d'exercer en techniques dentaires doit avoir suivi le programme de formation officiel de l'Ontario ou effectué un apprentissage de quatre ans en Ontario; la formation acquise

ailleurs ne peut servir à remplacer, même en partie, ces critères. De façon analogue, en optométrie, les diplômés d'établissements situés en Amérique du Nord sont réputés détenir des diplômes équivalents à ceux de l'Ontario et peuvent se présenter d'office à l'examen écrit en vue de l'autorisation d'exercer. Les autres doivent, en réalité, faire une demande d'admission à un établissement reconnu afin d'obtenir le diplôme nécessaire. Il se peut que l'établissement en cause accorde des crédits pour l'expérience déjà acquise en optométrie, mais il n'en demeure pas moins qu'une certaine partie du programme de formation reste obligatoire s'ils veulent obtenir un diplôme de cet établissement. Une période de recyclage de cette importance peut dans certains cas se justifier, mais dans d'autres elle peut s'avérer inutile compte tenu des critères de compétence imposés au candidat. De plus, il est parfois particulièrement difficile de se faire inscrire directement dans les dernières années d'un programme de formation professionnelle. Le nombre de places est tellement contingenté à ces niveaux que l'inscription en première année du programme pourrait fort bien constituer la seule solution possible pour qui veut obtenir l'autorisation d'exercer.

Subjectivité des critères. L'un des problèmes courants que nous avons noté chez les organes corporatifs qui cherchent à effectuer des évaluations est la subjectivité des critères qu'ils appliquent. Nous avons appris dans un cas que l'octroi des crédits aux fins de l'admission d'un étudiant venant d'un établissement hors de l'Ontario dépend de la prestation du ou des derniers candidats provenant de ce même établissement. Ce genre de suivi n'est peut-être pas totalement dépourvu de bon sens, mais l'importance qu'on y accorde est démesurée. La prestation du premier étudiant peut dépendre de nombreux facteurs qui n'ont rien à voir avec la qualité de l'instruction reçue auparavant. A plusieurs reprises, on nous a fait savoir que le résultat d'une évaluation pouvait dépendre de l'existence de problèmes d'enseignement qu'une personne chargée de l'administration de la profession aurait par hasard récemment observé dans la juridiction d'origine du candidat. Il arrive aussi que des évaluations reposent tout simplement sur les renseignements personnellement recueillis par le registraire. Ainsi, la collecte des renseignements est souvent peu systématique et, de plus, subjective.

Recours à des évaluateurs externes. Certains organes corporatifs font appel aux concours d'évaluateurs externes pour effectuer des évaluations. Le CES de l'Université de Toronto dont il est question plus haut est une source constante d'évaluateurs. Quoique ceux-ci s'occupent convenablement de certains aspects bien définis des évaluations, il n'existe pas en Ontario d'organisme capable d'assurer des évaluations complètes et détaillées. Notons en effet que le CES peut évaluer le niveau de scolarité antérieur

dans une optique générale mais se trouve dans l'impossibilité de faire l'analyse détaillée de la matière d'un programme de formation. Ce genre d'évaluation, pour minutieuse et révélatrice qu'elle soit, doit forcément être confiée à un évaluateur ayant accès à l'ensemble des données concernant le programme de formation suivi par le candidat intéressé (notamment les données concernant les critères du programme et l'établissement d'enseignement en cause). Il faudrait que l'évaluateur ait également accès à des ressources spécialisées dans le domaine considéré et puisse repérer les critères de formation mêmes qui s'appliquent officiellement en Ontario, de façon à les comparer avec les autres critères. La capacité limitée du CES à effectuer des évaluations tient également à l'importance matérielle modeste du service; il s'agit en effet d'un organisme composé d'une seule personne. On ne saurait donc s'attendre à ce qu'il produise des évaluations très détaillées.

Modalités de reconnaissance des compétences à l'échelle internationale. Certains organes corporatifs observent des modalités visant la reconnaissance de titres de compétence décernés en dehors de l'Amérique du Nord. Or, cela entraîne aussi des problèmes. De fait, pour chercher à déterminer l'équivalence des titres de compétences, les ergothérapeutes consultent l'annuaire mondial de leur profession. Les responsables de la profession estiment que le diplômé d'un programme reconnu par l'association internationale possède les compétences nécessaires pour se présenter à l'examen en vue de la qualification. Il en résulte des problèmes pour les candidats qui sont issus d'un programme non encore reconnu dans le répertoire. Ces candidats peuvent toujours demander à faire inscrire leur programme dans l'annuaire, à condition toutefois de pouvoir au besoin patienter plusieurs années. L'autre difficulté inhérente au recours à des sources externes pour déterminer l'équivalence des titres de compétence tient à ce que l'inscription de nouveaux programmes dans les annuaires se fait sur demande seulement. Or, certaines juridictions cherchent à restreindre la mobilité de leurs diplômés en s'abstenant de demander l'inscription de programmes. Par conséquent, certains candidats se trouvent dans l'impossibilité de faire reconnaître leur formation à sa juste valeur.

Accords de réciprocité. La reconnaissance de programmes étrangers par voie d'un accord de réciprocité peut donner lieu à des iniquités. Dans le cas d'une profession en particulier que nous avons examiné, l'accord de réciprocité a été répudié par l'organe corporatif américain. L'organe correspondant en Ontario a répliqué en refusant à des candidats américains l'accès à la profession, et cela malgré les dires des membres de la

profession selon lesquels les candidats américains possédaient les qualifications nécessaires.

Absence d'évaluation de la formation acquise à l'étranger. Certains organes corporatifs n'évaluent pas la formation acquise à l'étranger. En médecine dentaire et en médecine vétérinaire, par exemple, les candidats formés à l'étranger détenant un diplôme reconnu par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) peuvent se présenter aux examens en vue de l'autorisation d'exercer. La formation dispensée au Canada et, dans une moindre mesure, aux États-Unis, est suffisamment connue. Par contre, étant donné le peu de renseignements disponibles au sujet des programmes suivis par les candidats formés à l'étranger, les responsables de la profession font appel aux ressources de l'OMS et, par conséquent, font passer des examens à certains candidats et non à d'autres. Ce moyen de contrôle de l'accès à la profession comporte deux lacunes : tout d'abord, il n'y a pas moyen de faire reconnaître la formation acquise en dehors des programmes reconnus par l'OMS ; ensuite, cela oblige certains candidats à subir des examens coûteux et difficiles, alors que leur niveau de compétence réel pourrait se vérifier par d'autres moyens.

Variabilité des facteurs externes. L'absence de rigueur au niveau des systèmes d'évaluation donne lieu à un certain manque d'uniformité. Lorsque l'accès à une profession tient à une question d'"équivalence" déterminée par l'organe corporatif compétent, cela donne lieu à des résultats variant sensiblement dans le temps ou entre les organes utilisant un système d'évaluation semblable, en raison non tant de la fluctuation du nombre des candidats qualifiés mais plutôt de la situation des ressources humaines dont disposent les professions en cause.

Examens de contre-vérification. Les candidats à certaines professions doivent, bien que l'équivalence de leur niveau de scolarité ait été établie à l'interne, subir des examens écrits que les candidats formés en Ontario ne sont pas tenus de passer, dans le seul but de justifier de l'équivalence de leur formation. On peut supposer que pareille mesure exprime l'hésitation de l'organe corporatif en cause à s'appuyer sur sa propre évaluation.

Conflits d'intérêts. Il arrive que l'organe chargé de l'autorisation d'exercer ou de la certification des aptitudes confie l'évaluation des candidats à une association libre ou à l'établissement d'enseignement responsable de la formation. Ces cas de délégation peuvent donner lieu à des situations de conflit d'intérêts. Bien qu'on ne puisse dire des établissements d'enseignement qu'ils profitent délibérément de l'occasion

pour augmenter la clientèle étudiante ni des associations professionnelles qu'elles se préoccupent avant tout de l'intérêt de leurs membres (notamment en limitant l'accès aux professions), ces facteurs, aussi hypothétiques soient-ils, risquent néanmoins de jouer.

Recoupement des disciplines. Il arrive que des disciplines se recoupent, auquel cas les candidats formés dans l'une devraient pouvoir faire reconnaître une bonne partie de leurs compétences dans l'autre. Pourtant, pour certaines occupations, les candidats sont tenus de suivre la totalité du programme de formation propre à leur discipline. Ce genre d'inflexibilité découle en général des règlements mêmes que le registraire se borne à appliquer. Ainsi, un ophtalmologue qui ne possède pas les qualifications d'un optométriste devrait pouvoir faire reconnaître néanmoins une partie de sa formation. De façon analogue, un dentiste ou un technicien dentaire peut avoir subi une formation poussée en soins dentaires. Or, le libellé des règlements applicables à l'optométrie et à la dentisterie limite le droit du registraire de reconnaître ces modes de formation parallèles. Les représentants de l'organe corporatif des denturologues ont fait savoir qu'une interprétation libérale du règlement actuel dans le sens d'une reconnaissance partielle de ce genre de formation est possible, quoique, de leur propre aveu, il n'en va pas ainsi dans la réalité. Ce cloisonnement rigoureux des disciplines est un phénomène courant dans bien des occupations. Il traduit une vaste tendance de la part des organes corporatifs à ne pas reconnaître l'équivalence de certaines aptitudes d'une discipline à l'autre. Ce n'est pas que l'équivalence conduise nécessairement à la qualification sans autre forme de procès, mesure en générale utopique et déplacée, mais il devrait du moins être possible de tenir compte de l'équivalence en ce qui touche la formation à suivre.

Inscription auprès d'une autre juridiction. Dans la même veine d'idées, il y a des professions qui exigent des candidats d'avoir été autorisés à exercer dans leur discipline dans la juridiction antérieure afin de pouvoir demander l'autorisation d'exercer en Ontario. Or, non seulement cette condition oblige-t-elle le candidat à se cantonner à la même discipline, mais encore empêche-t-elle ceux qui proviennent de juridictions où la discipline n'est pas réglementée de se faire qualifier.

Refus pour cause d'incertitude. Les représentants de certains organes corporatifs soulignent la difficulté d'évaluer la formation acquise à l'étranger, lorsqu'ils ne parviennent pas notamment à déterminer de façon suffisamment précise la qualité de la formation acquise par le candidat.

Dans ces cas, ils se sentent obligés dans l'intérêt du public à refuser le candidat ou à exiger qu'il suive une formation poussée.

Manque de précisions et de directives dans les évaluations. Les évaluations omettent souvent d'exposer en détail les critères auxquels le candidat est astreint. Un de nos commentateurs affirme avoir reçu une lettre de refus l'informant tout simplement que le programme dont il était issu était "inacceptable". Sans doute la lettre ne faisait-elle que reprendre la terminologie du règlement pertinent. Toujours est-il qu'elle était peu édifiante, voire insultante, pour le candidat. Il arrive que les candidats dont la formation est jugée insuffisante reçoivent des conseils et des directives quant aux moyens de satisfaire aux critères applicables. Par contre, il leur arrive aussi de ne recevoir aucune précision de ce genre. Ce manque de détails est sans doute fonction du manque de précision de l'évaluation même.

Certains des facteurs susmentionnés démontrent que l'incapacité d'un grand nombre d'organes corporatifs à évaluer convenablement l'acquis antérieur ne traduit pas nécessairement une volonté discriminatoire mais, dans bien des cas, un manque d'expérience en matière d'évaluation de la part de l'organe d'autorisation d'exercer. La nécessité de disposer de ressources spécialisées considérables pour effectuer une évaluation exacte de l'acquis antérieur d'un individu est souvent invoquée par les organes d'autorisation d'exercer et les établissements d'enseignement à l'appui de leur refus d'effectuer des évaluations détaillées ou de ne pas en effectuer du tout. L'organe corporatif n'est évidemment pas en mesure de prédire de quels pays viendront les prochains candidats, ce qui les oblige à faire face aux demandes au moment où elles se présentent. De fait, un organe corporatif peut n'avoir affaire qu'à un ou deux candidats d'un pays donné sur une période de cinq ans. Or, cela l'empêche précisément d'adopter une approche coordonnée.

L'absence d'une évaluation convenable de l'acquis antérieur peut pratiquement réduire à néant tout ce qu'un individu a appris et acquis antérieurement et peut le forcer à recommencer à zéro un programme entier de formation ou, au mieux, à suivre un stage de recyclage en Ontario. Des examens supplémentaires, requis uniquement des gens formés à l'étranger, constituent un autre palliatif à l'absence de mécanismes d'évaluation de l'acquis antérieur. Ils sont non seulement source de frustration, mais encore de gaspillage de ressources. Le candidat peut avoir à subir inutilement un manque à gagner durant la période de recyclage. Il s'ensuit, dans le cas des disciplines pour lesquelles il ne se donne pas de cours de recyclage ou pour

lesquelles le candidat ne peut se permettre financièrement de suivre le cours de recyclage tout en faisant vivre sa famille, une perte totale des compétences que l'individu a apportées avec lui au Canada.

La solution à ce problème ne consiste pas à déclarer forfait devant l'impossibilité d'effectuer des évaluations de l'acquis antérieur. Au contraire, il s'agit de reconnaître qu'il y a moyen d'effectuer ces évaluations de façon efficace et exhaustive en ayant recours à un organisme spécialisé dont la responsabilité première serait d'assurer l'évaluation de la scolarité antérieure et de l'expérience acquise au travail ainsi que d'établir l'équivalence. Non seulement devrait-il être possible, grâce à un processus centralisé, de réunir à moindre frais les ressources et les connaissances spécialisées nécessaires pour évaluer l'acquis antérieur avec toute la compétence voulue, mais encore cela permettrait-il d'assurer la qualité des évaluations portant à la fois sur des candidats désireux d'obtenir l'autorisation d'exercer et sur des candidats cherchant à obtenir un complément de formation ou trouver de l'emploi.

Les évaluations fondées sur des annuaires de cours décrits sommairement se distinguent nettement des évaluations bien étoffées qui font état du système d'enseignement en cause, des cours suivis, de la matière de ces cours ainsi que du rang qu'occupe l'établissement d'enseignement en cause dans le pays considéré. Tels sont du moins les caractéristiques idéales d'une évaluation effectuée par un organisme qui établirait minutieusement les équivalences.

Il existe plusieurs organes d'évaluation dans le monde qui rédigent des documents de recherche exhaustifs sur telle ou telle qualification professionnelle et qui publient à ce sujet des renseignements à jour dans des périodiques. On note aussi l'existence d'un certain nombre de revues spécialisées sur l'enseignement ou sur la validation des titres de compétence. Bien entendu, ces publications ne peuvent rendre compte de la situation actuelle de tous les établissements d'enseignement primaire ou secondaire, mais ils constituent néanmoins une source de renseignements précieux. Il convient de souligner, toutefois, que ces renseignements s'adressent aux spécialistes en éducation comparée, discipline distincte nécessitant des aptitudes toutes particulières. Non seulement ces spécialistes connaissent-ils la documentation à consulter mais ils possèdent de plus la formation nécessaire pour interpréter les renseignements pertinents et exploiter les ressources, sans cesse croissantes à l'échelle internationale, en matière d'éducation comparée. Sans ces connaissances spécialisées, il serait difficile d'interpréter les renseignements disponibles, comme l'illustre l'extrait suivant d'un document présenté au Groupe d'étude :

L'un des problèmes reliés à l'évaluation des titres de compétence obtenus à l'étranger c'est qu'une bonne partie de la documentation portant sur ce sujet n'est pas rédigée à l'heure actuelle dans une perspective canadienne. Les conclusions et les recommandations contenues dans ces publications doivent être interprétées une deuxième fois en fonction du système d'enseignement canadien ou ontarien.

Vu le nombre d'établissements d'enseignement qui existent dans le monde, vu également les différents niveaux d'enseignement en Ontario et dans d'autres juridictions ainsi que la variété des sources d'apprentissage, et vu enfin les fluctuations des courants d'immigration, il importe de créer un organe centralisé qui puisse établir l'équivalence des niveaux de scolarité de façon efficace et économique. Cet organe pourrait contribuer à éliminer les dédoublements d'efforts qui se produisent inévitablement lorsque des associations chargées d'autoriser l'exercice de diverses professions effectuent chacune des recherches et évaluent l'acquis antérieur des candidats, sans compter qu'il pourrait assurer l'uniformité de traitement des individus quel que soit le métier, la profession ou l'établissement d'enseignement en cause.

Même s'il est possible pour un seul organe professionnel de réunir et de mettre à jour tous les éléments d'information nécessaires, la tâche est longue, ardue et coûteuse. Par contre, en intégrant ces activités à un processus global et multidisciplinaire de cueillette de renseignements portant sur tout un ensemble de pays et d'établissements d'enseignement, on réalise des économies de temps et d'argent tout en ayant une meilleure assurance de l'exactitude et de la pertinence des renseignements recueillis quant à la matière et à la qualité des programmes et des établissements visés. Les connaissances spécialisées que possèdent les métiers et professions pourraient être exploitées grâce à l'institution de conseils consultatifs au sein du Réseau d'évaluation de l'acquis antérieur (RÉSEAU) dont nous recommandons la création (voir nos conclusions et nos recommandations à ce sujet à la fin du présent chapitre), tandis que les activités permanentes de cueillette de renseignements et d'évaluation de programmes seraient confiées aux spécialistes en éducation comparée.

ÉVALUATION DU SAVOIR ACQUIS PAR APPRENTISSAGE AU TRAVAIL

On sait qu'une bonne partie du savoir s'acquiert en dehors de l'enseignement officiel. Ceci nous porte à identifier quatre types de milieux d'apprentissage entrant en ligne de compte dans toute discussion sur l'équivalence des niveaux de scolarité.

Tout d'abord, l'apprentissage peut s'effectuer sur le tas, c'est-à-dire au travail, grâce notamment à l'enrichissement des connaissances et des aptitudes déjà acquises et grâce à l'utilisation de celles-ci en milieu de travail. Il en va ainsi, par exemple, du débosseleur qui se sert des matériaux de fabrication conventionnels avec de plus en plus d'efficacité et qui apprend à se servir de matériaux et d'éléments de conception récents. On pourrait également prendre l'exemple de l'avocate en droit des compagnies qui s'adapte à un milieu d'affaires dominé par des acquisitions et des fusions, ou du chef d'un service administratif qui s'initie à l'informatique, ou du professeur cherchant à renouveler ses aptitudes et ses connaissances afin de conserver son rendement pédagogique en milieu multiculturel, ou encore du coiffeur désireux de se faire la main aux transplantations capillaires. Dans bien des cas, il n'existe pas de mécanisme interne permettant d'attester le complément de formation obtenu par ces moyens, d'autant plus qu'une attestation n'est généralement pas nécessaire. On peut dire, en effet, que ce genre d'apprentissage "fait normalement partie du boulot".

En second lieu, l'apprentissage peut intervenir dans le cadre d'un programme d'enseignement ou de formation structuré, commandité par des employeurs, des associations professionnelles, des syndicats et autre organismes ne faisant pas normalement partie du système d'enseignement officiel. Les cours de formation en gestion donnés à l'interne, le perfectionnement de connaissances et d'aptitudes axé sur l'organisme client, la planification de carrière et la préparation de la relève constituent autant d'exemples de programmes d'apprentissage assurés en dehors de l'enseignement officiel. Le Carnegie Foundation a rapporté qu'au début des années 80, la majorité des gens suivaient un programme d'instruction ou de formation en dehors de l'enseignement officiel⁴. L'Ontario semble avoir emboîté le pas tout comme les autres pays industrialisés. Ces modes d'apprentissage sont reconnus par certains mécanismes d'attestation, quoiqu'ils donnent rarement droit à des crédits ou à la qualification et l'autorisation professionnelles.

Troisièmement, les gens acquièrent du savoir en participant à des activités bénévoles, notamment en matière de planification, d'organisation, de communication, de campagnes de financement, de commercialisation, d'investissement et à bien d'autres activités tendant à enrichir les connaissances et les aptitudes. On ne retrouve que très rarement des mécanismes d'attestation de l'apprentissage dans les activités bénévoles.

Le quatrième type d'apprentissage est l'auto-apprentissage au sein duquel on retrouve des programmes d'apprentissage indépendants et perfectionnés. Ce type d'apprentissage ne donne généralement pas lieu à une attestation.

L'évaluation du savoir acquis au travail constitue l'un des moyens d'établir le niveau de scolarité équivalent dans le cas de compétences acquises en dehors de l'enseignement officiel. Elle permet d'accumuler des crédits en vue d'obtenir un diplôme ou l'autorisation ou la qualification professionnelle. Deux observations fondamentales s'imposent, toutefois, à ce sujet. D'une part, le critère sur lequel repose l'évaluation doit être le même que celui qui s'applique à l'évaluation de l'acquis antérieur (soit le critère qui est imposé aux candidats formés en Ontario par l'organe corporatif ou l'établissement d'enseignement compétent). Ce genre d'évaluation ne devrait pas s'effectuer selon des procédés vagues et laxistes mais, au contraire, tenir compte de façon rigoureuse et détaillée du savoir accumulé par un apprentissage au travail bien documenté. D'autre part, bien qu'il s'agisse ici du savoir acquis par l'une ou l'autre forme d'apprentissage au travail, son évaluation doit être axée sur les compétences réellement acquises par l'individu et non se limiter tout simplement à la durée ou au contenu de l'apprentissage au travail de l'individu. Autrement dit, ce genre d'évaluation vise la qualité de l'apprentissage au travail et non sa quantité.

Le fait d'évaluer le savoir acquis par apprentissage au travail peut sembler innovateur comme moyen de mesurer la compétence. Il faut bien se rappeler cependant que les professions et métiers attachent traditionnellement une grande importance à l'évaluation de ce savoir aux fins de l'autorisation et de la qualification professionnelles.

De fait, le lien qui existe entre les établissements d'enseignement officiel et nombre d'occupations est récent. Par exemple, la plupart des collèges de formation du personnel enseignant ont vu le jour au cours de notre siècle et se sont fait ensuite intégrer aux universités durant les 25 dernières années. La formation juridique relevait à l'origine des cabinets d'avocats et du barreau; or, depuis peu, elle est assurée par les universités;

la Faculté de droit de l'université de Toronto, par exemple, fondée en 1949, est devenue la première faculté de droit en Ontario à être intégrée à une université. Le transfert de la formation en techniques infirmières des hôpitaux aux collèges communautaires en Ontario est un phénomène encore plus récent; la profession cherche maintenant à confier l'enseignement des techniques infirmières aux universités. Quelles que soient les raisons qui motivent l'élévation de l'enseignement professionnel, il n'en demeure pas moins que la qualification professionnelle relève toujours des associations professionnelles. Les modalités de validation des compétences et d'agrément du personnel appliquées par les organes corporatifs continuent à donner à ceux-ci une influence prépondérante sur les programmes d'enseignement.

La reconnaissance du savoir acquis par apprentissage au travail ne s'est pas réalisée d'emblée dans les collèges et universités. De fait, l'enseignement officiel forme un milieu fortement structuré qui tend à ne pas reconnaître ou attester facilement le savoir n'émanant pas de ce milieu ou non réglementé par ce milieu. Cependant, plusieurs facteurs poussent depuis quelque temps les établissements d'enseignement postsecondaire à évaluer le savoir acquis par apprentissage au travail en vue de l'octroi de crédits.

En Amérique du Nord, l'octroi de crédits en fonction de l'expérience militaire constitue l'une des premières situations où des établissements d'enseignement officiel ont fait preuve de souplesse en tenant compte du savoir acquis par apprentissage au travail. En effet, ce n'est qu'après la première guerre mondiale que se manifeste un certain intérêt envers l'évaluation du savoir acquis par apprentissage au travail, plus précisément au moment où les soldats démobilisés cherchaient à se réintégrer à la vie civile et où, dans l'État de New-York surtout, on voulait encourager ces jeunes soldats à retourner aux études. On a donc mis sur pied un processus visant à accorder des crédits à ceux qui avaient pris de l'expérience sous les drapeaux.

Après la seconde guerre mondiale, l'octroi de crédits en fonction du savoir acquis par apprentissage à l'armée se faisait de façon plus systématique et exhaustive, bien que cette forme de crédits constituait toujours l'exception à la règle dans les milieux d'enseignement officiel. Étant donné que la fréquentation des écoles secondaires et le rendement scolaire augmentaient progressivement, les établissements d'enseignement postsecondaire s'attachaient à assurer la continuité de l'enseignement du niveau secondaire au niveau postsecondaire. Les adultes qui voulaient réintégrer l'enseignement officiel devaient se plier aux mêmes critères que

les finissants de l'école secondaire. Hormis l'exception accordée aux militaires, rien ne portait les collèges et universités à ne pas mettre les adultes sur le même pied que les jeunes étudiants et encore moins à instituer un régime particulier pour la reconnaissance du savoir acquis en dehors de l'enseignement officiel.

La fin des années 70 et le début des années 80 ont été marqués par une forte baisse du nombre des finissants du secondaire. La génération d'après-guerre était entrée dans la population active et un certain nombre d'établissements postsecondaires se sont rendus compte que pour garder la clientèle étudiante et, partant, pour conserver les subsides à l'enseignement, il fallait ouvrir davantage l'accès aux établissements postsecondaires et atteindre une clientèle plus vaste. On a donc élaboré entre autres des stratégies axées sur l'admission d'étudiants adultes ainsi que des programmes d'enseignement à temps partiel.

Certaines universités comme celle de Régina ont commencé à appliquer à l'intention des adultes une politique d'admission selon laquelle tout étudiant âgé d'au moins 16 ans pouvait s'inscrire à titre d'essai pour un semestre et, s'il passait son semestre, s'inscrire ensuite en tant qu'étudiant "régulier". La majorité des universités canadiennes limitaient les admissions en qualité d'étudiants adultes aux personnes âgées de 21 ans ou plus. Ces mesures n'ont réussi cependant qu'à contrer partiellement la baisse de la clientèle, étant donné que la plupart des universités fonctionnait toujours selon le principe de la fréquentation à temps plein.

Peu à peu, les collèges et universités en Amérique du Nord en sont venus à promouvoir la fréquentation à temps partiel, forts de l'idée que les gens seraient davantage portés à suivre des études postsecondaires si cela ne les contraignait pas à se passer d'un emploi. On ne s'étonne plus de nos jours de constater qu'en Ontario les collèges communautaires et les universités comptent deux à trois fois plus d'étudiants à temps partiel que d'étudiants à temps plein.

Notons cependant que cette tendance ne s'est pas circonscrite à l'Amérique du Nord. La Suède, par exemple, a augmenté la clientèle postsecondaire grâce à l'instauration de la règle 25/5. L'enseignement en Suède est fortement centralisé, ce qui a permis au gouvernement d'instaurer cette règle favorisant l'inscription des adultes à des programmes d'enseignement. La règle 25/5 permet aux adultes de 25 ans et plus ayant au moins 5 ans d'expérience au travail de s'inscrire aux établissements d'enseignement postsecondaire. L'expérience au travail s'entend dans un sens

assez large et peut comprendre l'expérience militaire comme l'expérience acquise avec des enfants. En 1975-76, 22,5 p. 100 des nouveaux inscrits aux facultés des arts, des sciences sociales et des sciences naturelles ont bénéficié de la règle 25/5⁵. D'aucuns se sont dits préoccupés de ce que l'admission d'étudiants en vertu de la règle 25/5 ait pour effet de diminuer l'accès pour les finissants de l'école secondaire.

Telle est la conjoncture qui a motivé un nombre considérable d'établissements postsecondaires en Amérique du Nord à franchir une étape importante en ouvrant davantage leurs portes aux étudiants adultes. Cette étape a vu la mise en place d'un régime d'évaluation et de reconnaissance du savoir acquis par apprentissage au travail. Pour inciter les étudiants adultes à s'inscrire, certains établissements postsecondaires proposaient d'évaluer non seulement le niveau de scolarité des intéressés mais d'évaluer également ce qu'ils avaient acquis par apprentissage au travail et par expérience personnelle. Cela conduisait à suivre des modèles d'évaluation improvisés ou, au contraire, bien structurés mais dont l'objectif restait de favoriser les inscriptions en rendant l'enseignement postsecondaire plus accessible et plus attrayant.

Si dans le cas des établissements d'enseignement postsecondaire l'évaluation du savoir acquis par apprentissage au travail constitue une innovation prometteuse, pour les organes corporatifs desservis par ces établissements, la boucle est bouclée. Les établissements d'enseignement officiel commencent à reconnaître ce que les responsables de l'autorisation et de la qualification professionnelles savent depuis longtemps déjà, c'est-à-dire qu'il y a moyen d'accumuler en dehors des établissements officiels un savoir valable et utile et qu'il existe des moyens efficaces d'évaluer le savoir acquis par apprentissage au travail dans le but d'accorder tant des crédits universitaires que des autorisations et des qualifications professionnelles.

Modes d'évaluation du savoir acquis par apprentissage au travail

On reconnaît en général l'existence de quatre modes d'évaluation du savoir acquis par apprentissage au travail, savoir: les examens tenant lieu de cours, les examens de contrôle, la détermination de la scolarité équivalente et la consultation de dossiers d'apprentissage⁶.

Examens tenant lieu de cours

L'University of London est particulièrement connue pour décerner des diplômes uniquement sur la foi des résultats obtenus aux examens. Depuis sa fondation en 1830, elle administre, sans donner de cours, un programme visant à décerner des diplômes d'après les seuls résultats obtenus aux examens. Néanmoins les étudiants ont accès à des bibliographies, des guides pédagogiques, ainsi qu'à certains cours magistraux qui se donnent à l'occasion pour l'édification générale des étudiants en général. Ceux-ci se présentent aux examens lorsqu'ils se sentent prêts à les passer.

Aux États-Unis, le College Level Examination Program (CLEP) et le Advanced Placement Program (APP) ont été mis au point par le College Board's Educational Testing Service. Une cinquantaine d'examens différents destinés à environ 140 000 adultes sont préparés par le CLEP en fonction des objectifs pédagogiques fondamentaux préalablement établis par le Board au moyen de sondages et de recherches comparées. En passant l'examen, l'intéressé se voit accorder des crédits par le College Board. Les crédits ainsi accordés dans le cadre du CLEP ou de l'APP sont reconnus dans plus de 1 500 collèges et universités⁷.

Les examens de contrôle

Les examens de contrôle ont commencé à se répandre dès la fin de la seconde guerre mondiale, où l'on s'est mis à évaluer les soldats démobilisés ainsi que, peu après, les réfugiés en provenance d'Europe qui n'étaient pas munis des relevés de leur formation.

Contrairement aux examens tenant lieu de cours, les examens de contrôle sont habituellement administrés par les établissements intéressés ou par les organes de qualification afin de déterminer si une personne n'ayant pas suivi le cours normalement prévu a néanmoins absorbé la matière par d'autres moyens. Les examens sont conçus en fonction de cours existants et, le fait de réussir à l'examen peut donner droit à des crédits pour le cours.

Dans les collèges communautaires de l'Ontario, les examens de contrôle normalement utilisés sont soit les examens finaux que l'on fait passer ordinairement aux étudiants ou des examens préparés sur demande. Les candidats aux examens de contrôle paient les mêmes frais d'inscription que les étudiants ordinaires ou bénéficient d'une réduction des frais, selon la politique de l'établissement en question.

Les examens de contrôle peuvent servir à accorder des crédits à un étudiant ou lui permettent parfois de sauter d'un niveau. Toutefois, les registraires des collèges et des universités consultés nous ont fait savoir que ces examens servaient surtout à faire exception à des critères d'admission ou à dispenser l'étudiant d'un cours.

Détermination de la scolarité équivalente

Ainsi que nous l'avons indiqué précédemment, cela fait déjà longtemps qu'ont été instaurés des programmes destinés aux militaires afin de reconnaître le savoir acquis en dehors de l'enseignement officiel. On a assisté après la première guerre mondiale à l'institution d'un mécanisme permettant de reconnaître la formation militaire comme équivalent à une ou deux années de scolarité. La mise en oeuvre de cette mesure s'est effectuée aux États-Unis par le biais d'examens de contrôle et s'est traduite ultérieurement par l'adoption du système actuel de publication des équivalences, au demeurant relativement perfectionné.⁸ Au Canada, le Seneca College à Toronto et le Collège Ahuntsic à Montréal donnent respectivement aux anglophones et aux francophones la possibilité d'obtenir des crédits en fonction de l'expérience et de la formation acquises dans les forces.

L'American Council on Education a perfectionné le système américain afin de permettre aux adultes d'obtenir des crédits en fonction du savoir acquis par le biais de la formation militaire, d'un emploi ou d'activités professionnelles, ainsi qu'en fonction des aptitudes manifestées dans l'armée. La liste des niveaux de scolarité équivalente paraît dans le *Guide to Evaluation of Educational Experiences in the Armed Forces*.⁹

Le programme portant le nom de New York Regents' Program on Noncollegiate Sponsored Instruction a donné lieu à la publication d'un guide intitulé *Guide to Educational Programs in Noncollegiate Organizations*¹⁰ faisant état des programmes militaires ainsi que de plusieurs programmes d'enseignement et de formation financés par des compagnies. Les équivalences sont établies par voie de comparaison entre les programmes non officiels et les critères d'enseignement postsecondaire courants et sont publiées sous forme de recommandations à l'intention des collèges et universités, des organes de qualification et d'autorisation professionnelles, des employeurs et autres intéressés. Les organismes qui donnent de l'instruction et de la formation non officielles peuvent s'adresser au New

York Regents afin de faire inscrire leurs activités dans le programme d'évaluation.

Le Royaume-Uni a institué le Credit Accumulation and Transfer Scheme (le plan CAT) avec l'aide du American Council for Adult and Experiential Learning, lequel passe pour l'autorité en matière d'évaluation de l'acquis antérieur. Le plan CAT qui est administré par le Council for National Academic Awards for the United Kingdom assure un service d'évaluation du savoir acquis par apprentissage au travail analogue à celui du New York Regents et permet aux intéressés d'obtenir officiellement des crédits en fonction du savoir acquis dans l'une ou l'autre occupation. Ces crédits sont ensuite formellement reconnus par les universités, les écoles polytechniques de même que les métiers et professions à des fins de qualification ou d'autorisation professionnelles. Le plan CAT est traité en détail plus loin dans le présent chapitre.

En Colombie-Britannique, l'Open Learning Agency s'est engagé dans des activités semblables. On trouvera également plus loin dans le présent chapitre une discussion sur le Educational Credit Bank qui relève de cet organisme.

Consultation de dossiers d'apprentissage

L'un des moyens courants d'évaluer le savoir acquis par apprentissage au travail est l'examen d'un dossier complet de l'acquis antérieur constitué par le candidat avec le concours officiel de l'établissement intéressé. Ce dossier sert à illustrer les antécédents professionnels du candidat et comporte à l'occasion des entrevues avec des professeurs oeuvrant dans les domaines d'enseignement pour lesquels le candidat cherche à obtenir des crédits. La documentation est ensuite évaluée à la lumière des critères du programme afin de déterminer le niveau de scolarité équivalente.

Les CEGEP du Québec et le Loyalist College dont il est question plus loin dans le présent chapitre ont tous recours à la méthode d'examen des dossiers d'apprentissage.

Évaluation du savoir acquis par apprentissage au travail en Ontario

Il existe vraisemblablement en Ontario des établissements, et plus particulièrement des établissements d'enseignement, des corps de métiers et

des organes corporatifs, qui appliquent dans une certaine mesure des techniques d'évaluation du savoir acquis par apprentissage au travail. Nous parlons tour à tour de ces organismes dans les lignes suivantes.

Les établissements d'enseignement

Exclusion faite des collèges affiliés, le Canada compte cinquante-cinq établissements d'enseignement aptes à conférer des grades universitaires. Une étude réalisée en 1984 sur la prestation des services d'évaluation de l'acquis antérieur a permis de constater qu'aucune revue universitaire ne contenait d'article faisant état d'activités d'évaluation de l'acquis antérieur dans ces établissements¹¹. Par contre, en consultant les annuaires de ces universités, on a appris que douze d'entre elles, ou du moins certaines de leurs facultés, avaient recours aux examens de contrôle ou à d'autres formes d'évaluation du savoir acquis par apprentissage au travail.

Un sondage auquel ont participé¹² 60 universités et collèges affiliés ainsi que 79 collèges communautaires a permis de constater, en première analyse, ce qui suit :

- près de 88 p. 100 des répondants admettent des étudiants qui ne satisfont pas aux critères d'admission usuels;
- près de 57 p. 100 permettent aux étudiants qui possèdent un acquis antérieur de s'inscrire à un niveau supérieur, 38 p. 100 font des exceptions aux préalables, 36 p. 100 accordent des dispenses de cours et 49 p. 100 accordent des crédits de cours;
- à la question de savoir ce qui avait motivé cette évolution des modalités, les répondants ont évoqué l'influence de leur président respectif (64 p. 100), du corps professoral (43 p. 100), des doyens (38 p. 100), des étudiants (19 p. 100) et des associations d'anciens (7 p. 100). Parmi les poussées venant de l'extérieur, on relevait celles qu'exerçaient les forces armées (41 p. 100), la collectivité (21 p. 100), les organismes sociaux (18 p. 100), les syndicats (17 p. 100), les milieux d'affaires (16 p. 100), les groupements d'immigrants (4 p. 100) ainsi que les groupements féministes (4 p. 100). Fait marquant, les différents ministères gouvernementaux ne semblaient pas selon les répondants avoir exercé une influence manifeste sur l'évolution de ces modalités;

- les répondants ont indiqué que de nombreux facteurs entraînent en ligne de compte dans l'évaluation de l'acquis antérieur, notamment l'âge, la participation à la vie publique, les cours suivis au travail, l'expérience militaire, l'expérience au foyer, l'expérience au travail, l'auto-instruction et le bénévolat.

Les programmes d'évaluation de l'acquis antérieur administrés par les universités canadiennes se caractérisent par des stratégies d'évaluation improvisées selon les besoins de l'heure, ainsi que par leur situation d'arrière-plan dans les milieux concernés.

Les collèges communautaires de l'Ontario semblent pour la plupart tenir compte de l'acquis antérieur ou l'évaluer d'une manière ou d'une autre, quoique les programmes d'évaluation ne soient pas bien mis en évidence ni administrés de façon systématique. De fait, il semblerait que l'évaluation de l'acquis antérieur s'effectue à la petite semaine et revêt rarement une forme officielle. Les lignes suivantes traitent en détail du mode d'évaluation adopté par le Humber College, ce mode étant apparemment représentatif des évaluations pratiquées par les collèges d'arts appliqués et de technologie de l'Ontario¹³.

Le Humber College ne dispose pas d'une politique écrite quant à l'évaluation et à la reconnaissance de l'acquis antérieur. Cela n'empêche pas cependant les candidats qui le désirent de faire évaluer leur acquis antérieur en vue de se faire admettre dans un programme de formation quelconque offert par le collège et d'obtenir éventuellement l'autorisation de sauter de niveau, selon les résultats de l'évaluation. Il est possible d'accorder ainsi à un étudiant des crédits équivalents à toute une année de cours, à un semestre ou simplement à un ou plusieurs cours.

Étant donné que cette politique est officieuse, peu d'étudiants obtiennent des crédits de cette façon. L'expérience n'est pas ouvertement reconnue ni automatiquement prise en compte. Les étudiants consignent les données relatives à leur scolarité et à leur acquis antérieur sur la formule de demande d'inscription et, si le registraire y voit la possibilité d'accorder une équivalence en fonction de l'acquis antérieur, il dirige le candidat vers le secteur de formation compétent afin de le lui faire subir une évaluation. Cette évaluation comporte notamment une entrevue et, au besoin, une vérification des documents. Le secteur en question rédige ensuite à l'intention du registraire une recommandation quant au nombre de crédits à accorder.

En ce qui concerne certains programmes de formation offerts par le Humber College, comme le programme de formation en pompes funèbres, il se peut qu'un candidat estime avoir suffisamment d'expérience du métier pour demander directement la qualification professionnelle à l'association, sans suivre de cours au collège.

Une exception cependant ressort des collèges communautaires de l'Ontario. Il s'agit du Loyalist College qui offre le programme de formation en vue du diplôme d'administration des services sociaux aux bandes en collaboration avec le First Nations Technical Institute. Ce programme fait systématiquement appel à l'évaluation de l'acquis antérieur afin de mettre au point un plan de formation personnalisé. L'évaluation donne droit à des crédits et à des dispenses dans les cas justifiés.

Le programme du Loyalist College oblige en outre chaque candidat à passer une entrevue devant un comité composé de membres du corps professoral du programme de formation en travail social et à présenter des références, écrites ou non, provenant d'un de ses supérieurs ou collègues de travail, d'un membre de la collectivité versé en la matière et d'une autre personne.

Les métiers

Au Canada, les métiers sont en général réglementés par le service des programmes d'apprentissage relevant des gouvernements provinciaux respectifs. Les conditions de qualification professionnelle permettent de tenir compte de l'acquis antérieur, mais les stratégies d'évaluation correspondantes ne comportent pas de critères suffisamment précis et manquent à la fois de rigueur et d'uniformité. Ces lacunes sont traitées plus en détail au chapitre 3 du présent rapport intitulé "Problèmes face aux professions". Ce qu'on y souligne, en bref, c'est que :

- partout au Canada, il y a des métiers qui sont obligatoirement réglementés et dont l'exercice est nécessairement subordonné à l'obtention de certaines qualifications. Ces métiers varient d'une province à l'autre.
- certains métiers réglementés de façon purement volontaire, selon la province en cause et, dans ces cas, la qualification professionnelle ne constitue pas une condition d'exercice. Ces métiers diffèrent d'une province à l'autre.

- les programmes d'apprentissage conduisant à la qualification professionnelle, comme un certificat de compétence, reposent à la fois sur (1) l'acquisition d'une expérience bien définie en travaillant soit dans le commerce ou dans l'industrie, et (2) sur l'acquisition d'une formation théorique en salle de classe, le plus souvent dans un collège communautaire. Ces deux volets de l'apprentissage sont expressément prévus dans le programme d'apprentissage inscrit auprès du service des apprentissages.
- Ceux qui désirent obtenir un certificat de compétence en Ontario mais ne possèdent pas de certificat reconnu par entente entre les provinces peuvent justifier de leur formation en passant un examen de qualification écrit. Ceux qui ne peuvent justifier de leur formation peuvent passer une entrevue et, selon la décision du directeur des programmes d'apprentissage, être autorisés à déposer une déclaration sous serment attestant leur expérience. Il se peut également qu'on leur demande de passer une épreuve de vérification de leur compétence avant de se présenter à l'examen écrit en vue de l'obtention du certificat de compétence.

Les professions

Bien que la majorité des organes professionnels en Ontario aient mis en place des mécanismes comme la qualification officielle et l'évaluation du niveau de scolarité antérieur, certains organes professionnels permettent aux candidats de justifier de leur acquis antérieur par d'autres moyens. Quelques professions cherchent même à effectuer des évaluations individuelles détaillées pouvant conduire à la reconnaissance d'une bonne partie du savoir antérieur acquis dans la profession en cause. D'autres encore n'évaluent que partiellement l'acquis antérieur.

Plusieurs professions, comme la comptabilité générale agréée, la comptabilité de gestion agréée, le droit, le génie et les sciences forestières, offrent aux candidats qui ne remplissent pas les critères d'équivalence, la possibilité de passer des examens de contrôle. Les candidats qui réussissent à ces examens peuvent être dispensés de certaines exigences relatives au programme de formation.

Dans le domaine des pompes funèbres, un candidat a la possibilité d'obtenir l'autorisation d'exercer uniquement en fonction de son expérience professionnelle. De fait, les règlements pertinents prévoient que la personne

qui désire exercer comme entrepreneur de pompes funèbres doit avant tout avoir suivi un programme de formation en pompes funèbres, lequel se donne, en Ontario, au Humber College¹⁴. Conscient des diverses façons dont la formation en pompes funèbres peut s'acquérir, le Humber College a mis sur pied un programme visant à déterminer le niveau de connaissances du domaine que possèdent les candidats à l'autorisation d'exercer. Ce programme prévoit une première entrevue suivie, dans le cas d'un candidat qui semble a priori posséder le bagage professionnel nécessaire, d'un examen de contrôle. Le collège prépare et corrige l'examen selon des critères de niveau collégial. Ceux qui semblent posséder une formation ou une expérience équivalentes au niveau de compétence des diplômés de l'Ontario peuvent se présenter aux examens en vue de l'autorisation d'exercer. Ceux qui n'ont pas atteint ce niveau de compétence équivalent se font indiquer les parties du programme de formation offert au Humber College qu'il leur faut suivre. Il leur arrive également de devoir suivre un stage de formation pratique. Le coût de l'évaluation est de 150\$. De toute évidence, ce processus, jumelé au pouvoir d'exemption dont dispose la Régie des services de pompes funèbres¹⁵, donne la possibilité au candidat qui n'est pas diplômé d'un programme de formation en pompes funèbres d'obtenir l'autorisation d'exercer en Ontario. Le génie technique et de l'arpentage sont d'autres professions où il est possible de recevoir l'autorisation d'exercer en fonction du seul critère d'expérience. Toutefois, cela se produirait assez rarement étant donné l'importance de l'expérience qu'on exige en pareil cas.

La médecine est une autre profession comportant des modalités exhaustives pour l'évaluation du niveau de scolarité équivalent. Les personnes diplômées de facultés de médecine à l'étranger qui ne sont pas reconnues subissent une évaluation rigoureuse et individualisée de leur compétence. Les candidats doivent passer toute une batterie de tests approfondis, à commencer par l'examen d'évaluation du Conseil médical du Canada auquel il leur faut obtenir une note de passage, ensuite par le Test of English as a Foreign Language (TOEFL) auquel ils doivent obtenir une note de 580 ainsi que le Test of Spoken English (TSE) auquel ils doivent obtenir une note de 200, cela afin de déterminer ceux d'entre eux qui sont aptes à suivre le stage préliminaire à l'internat qui précède obligatoirement l'internat même. Les examens écrits, les épreuves pratiques, les curriculum vitae et les références écrites entrent tous en ligne de compte. Les mécanismes d'évaluation propres à cette profession se caractérisent de deux façons. D'une part, même si le candidat satisfait à un critère de compétence donné, il n'a pas pour autant accès à la profession. En effet, le programme est contingenté à 24 candidats. D'autre part, le stage

préliminaire à l'internat constitue en fait un programme "d'évaluation et de perfectionnement". L'Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario estime que cette année de stage est une composante essentielle du programme d'évaluation.

Plusieurs autres professions ont intégré à leur processus d'évaluation certains des éléments d'évaluation de l'acquis antérieur comme les entrevues, la constitution de dossiers de formation. Autrement dit, ces professions reconnaissent l'expérience pertinente acquise à l'étranger de façon limitée lors de la détermination du niveau d'instruction équivalent. Ainsi, le Toronto Institute of Medical Technology est à mettre en oeuvre son propre mécanisme d'évaluation de l'expérience pertinente. D'autres groupements professionnels comme les ingénieurs, les avocats, les opticiens d'ordonnance, les massothérapeutes et les infirmières, tiennent parfois compte de l'expérience acquise à l'étranger, mais sans y attacher beaucoup d'importance.

Ce bref aperçu des professions met en lumière l'influence encore limitée de l'expérience comme moyen de formation auprès de certaines institutions ontariennes, quand bien-même son importance et sa valeur ne sont pas en principe mises en doute. On explique en partie cette attitude par les difficultés que posent les évaluations mêmes. Sans vouloir prétendre le contraire, nous estimons néanmoins que les évaluations demeurent nécessaires. L'importance du savoir acquis par apprentissage au travail commence à être mondialement reconnue, comme nous entendons d'ailleurs l'illustrer dans le présent chapitre. Or, l'Ontario ne devrait pas faire figure de retardataire dans ce domaine.

Le rôle de l'expérience pratique dans l'instruction formelle

Avant de changer de sujet, il convient de souligner la distinction qui existe entre (1) l'expérience qui compte pour la détermination du niveau de scolarité équivalente et (2) l'expérience acquise au pays afin de remplir les conditions imposées par les programmes de formation de l'Ontario et auxquelles sont également soumis les candidats formés à l'étranger. L'importance de l'expérience pratique ne fait pas de doute dans le milieu de l'enseignement, quel que soit le niveau considéré, ainsi que dans les programmes de formation où elle s'acquiert de différentes façons, comme l'internat, les travaux d'application et l'apprentissage. L'expérience pratique fait aussi partie des critères utilisés dans le processus de qualification

professionnelle ou d'autorisation d'exercer qu'administre les professions et les métiers, dont notamment, la médecine, le professorat, le droit, la menuiserie et la plomberie. Même si cette expérience peut avoir été accumulée indépendamment de l'instruction requise aux fins de la qualification ou de l'autorisation professionnelle, elle constitue néanmoins un critère au même titre que la scolarité.

Le type d'expérience que l'on peut obtenir dans l'enseignement officiel varie considérablement. Tantôt elle s'obtient par le biais de programmes à durée fixe et fortement structurés, comme en médecine où les internes exercent un certain nombre de semaines dans différentes spécialités, et tantôt par le biais de programmes non structurés comme les cliniques juridiques où l'expérience qu'accumulent les étudiants dépend de la nature des causes traitées durant la période de formation. Il y a également l'expérience que l'on obtient par le biais de programmes axés sur la compétence en vertu desquels les personnes ayant manifestement acquis les connaissances et les aptitudes voulues sont réputées posséder l'expérience nécessaire, abstraction faite du temps qu'elles ont mis à acquérir ces compétences.

Les formes d'évaluations pratiquées dans le cadre de ces programmes varient tout autant. Certaines évaluations ne font aucun constat, ni même sommaire, des aptitudes que le candidat devrait acquérir dans des délais donnés. Par contre, d'autres comportent une liste détaillée des aptitudes qui permet de planifier la période de formation; d'autres encore, surtout dans le cas d'évaluations axées sur la compétence, comprennent un examen en bonne et due forme visant à évaluer les connaissances et les aptitudes requises.

En Ontario, les employeurs, les bureaux d'admission des établissements postsecondaires et les organes d'autorisation reconnaissent volontiers l'expérience acquise par une personne, pourvu, toutefois, que l'expérience provienne d'un programme d'enseignement officiel. En effet, dans ces conditions, l'attestation de l'expérience se fait par les mêmes organes qui attestent le niveau de scolarité des candidats. Par contre l'acceptation du savoir acquis par apprentissage au travail en dehors de l'enseignement officiel ou de l'Ontario ne se fait pas facilement. En fait, on voudrait dans la plupart des cas que les conditions d'expérience soient strictement observées, comme c'est le cas pour la médecine, ou alors si des crédits sont accordés en fonction de l'expérience pertinente acquise en dehors de l'Ontario, comme en architecture et en pharmacologie, leur nombre est limité.

Il nous semble tout à fait légitime dans certaines disciplines d'exiger l'acquisition d'une expérience en Ontario. Nous admettons le bien-fondé de l'opinion exprimée en ce sens par la plupart des personnes ayant présenté des observations au Groupe d'étude, notamment sur cette question. Cependant, il importe, à notre avis, de reconnaître sous forme de crédits au moins une partie de l'expérience acquise et de veiller à ce qu'il existe suffisamment de débouchés pour combler le reste. Il incombe aux organes corporatifs de s'assurer que les critères demeurent raisonnables et d'appliquer des méthodes équitables permettant d'accorder des crédits en fonction de l'expérience acquise à l'étranger. Par ailleurs, comme nous l'avons indiqué au chapitre 9 intitulé "Recyclage", il importe, en toute équité, d'assurer l'égalité de chances nécessaire à la réalisation de ces critères, et là encore les organes corporatifs ont des responsabilités. Nos préoccupations particulières au sujet des méthodes pratiquées par certains groupements professionnels sont exprimées dans nos études préliminaires.

ÉVALUATION DE L'ACQUIS ANTÉRIEUR : LA DIMENSION INTERNATIONALE

Au Canada comme ailleurs, plusieurs organismes officiels s'occupent d'évaluation de l'acquis antérieur. Certains d'entre eux, comme le Alberta Universities Coordinating Council, le Comparative Education Service de l'Université de Toronto et le New York State Education Department se consacrent entièrement à l'évaluation de l'acquis antérieur et à l'établissement d'équivalences. D'autres organismes, comme le British Columbia Educational Credit Bank et le Credit Accumulation and Transfer Scheme au Royaume-Uni évaluent l'équivalence du niveau de scolarité et du savoir acquis par apprentissage au travail. Aux États-Unis, près de 1 500 collèges et universités ont recours à l'une ou l'autre forme d'évaluation de l'acquis antérieur pour l'octroi de crédits aux étudiants. Aux États-Unis, on compte aussi plusieurs programmes de testage à l'échelle nationale bien éprouvés ainsi qu'une association nationale, le Council for Adult Experiential Learning (CAEL), qui se charge d'obtenir, pour le compte de tierces parties, des services de renseignement et d'experts conseils.

La liste des programmes d'évaluation de l'acquis antérieur n'est présentée ici qu'à titre indicatif; elle n'est pas exhaustive mais sert plutôt à illustrer les activités typiques qui s'exercent dans certains pays, certaines occupations ou certains établissements¹⁶. Nous traitons du Office of the

Professions in New York State, organisme de réglementation fortement centralisé qui est chargé de toutes les questions touchant la qualification professionnelle et l'autorisation d'exercer, y compris l'évaluation et la reconnaissance de l'acquis antérieur. À l'autre extrême des activités de réglementation, le gouvernement du Québec offre un service d'évaluation de l'acquis antérieur à titre purement consultatif. Cet organisme n'exerce pas de fonctions de réglementation. Entre ces deux extrêmes se situent d'autres organismes ayant chacun leurs attributions et leurs points forts distincts. Les comptes rendus suivants visent à procurer au lecteur un aperçu du cadre dans lequel s'inscrivent les recommandations du Groupe d'étude portant sur l'institution d'un réseau d'évaluation de l'acquis antérieur en Ontario.

En ce qui a trait à l'évaluation de l'acquis antérieur, nous nous sommes également penchés, sur certaines tendances plus répandues à l'échelle internationale. Nous nous bornons cependant à n'en relever qu'un nombre bien défini dans le présent rapport. À la section "Globalisation" qui figure plus loin dans le présent chapitre, nous examinons la Communauté européenne (CE), le programme récent intitulé Trans Regional Academic Mobility and Credential Evaluation (TRACE), ainsi que la Convention internationale sur la reconnaissance des études et des diplômes relatifs à l'enseignement supérieur dans les États de la région Europe de l'UNESCO et l'*Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis*.

Le terme "globalisation" s'emploie à l'heure actuelle pour désigner la tendance à la libéralisation des échanges et à l'expansion des marchés de produits et de services. Ce phénomène s'observe notamment à la lumière de la poursuite de pourparlers multipartites sur des questions commerciales dans le cadre de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce* (G.A.T.T.) et plus particulièrement, de nos jours, dans le cadre de la ronde des négociations de l'Uruguay. Ce phénomène est évident aussi au sein de la Communauté européenne laquelle se prépare à l'instauration en 1992 d'une zone de libre-échange des produits et services entre tous les pays membres. L'*Accord de libre-échange* intervenu entre le Canada et les États-Unis le 1er janvier 1989 en est un autre exemple. On assiste par ailleurs à une libéralisation progressive, variant d'un pays à l'autre, de l'économie des pays de l'Est qui font partie du bloc socialiste.

Le phénomène de libéralisation des échanges des produits et services s'accompagne d'un accroissement correspondant de la liberté d'établissement des professionnels et des gens de métier. L'accroissement de cette liberté nécessite que l'on jette un regard critique sur les contrôles d'accès aux professions et aux métiers mis en place dans les différentes juridictions.

Ces contrôles d'accès n'existent pas seulement entre un pays et un autre; en effet, on reconnaît depuis des années qu'il existe au Canada même des difficultés en ce qui concerne la circulation des professionnels d'une province à l'autre¹⁷. L'expansion du commerce interprovincial et l'insertion de la liberté d'établissement dans la *Charte canadienne des droits et libertés*¹⁸ ont contribué à exacerber ces difficultés.

L'accroissement des échanges commerciaux ainsi que de la circulation des professionnels et des gens de métiers dans le monde grâce aux techniques modernes de production, de locomotion et de communication, ont également donné naissance à de nouveaux courants d'immigration en provenance des pays moins industrialisés et des régimes intolérants vers les démocraties occidentales.

Les poussées de la "globalisation" sont inéluctables. Les pays qui parviennent à modifier leurs politiques d'intérêt public à leur avantage auront plus de chances de s'épanouir et d'atteindre la prospérité. L'une des questions qui reste d'actualité à cet égard est celle des moyens d'accès des immigrants aux professions et aux métiers. L'Ontario est une province qui, en raison du rôle central qu'elle joue en matière de commerce et d'immigration au Canada, se doit de réviser sa politique dans ce domaine.

États-unis

L'université de l'État de New-York¹⁹

Parmi les différents organismes d'évaluation de l'acquis antérieur relevés par le Groupe d'étude, celui de l'État de New-York joue un rôle unique du fait des responsabilités en matière d'enseignement, d'autorisation et d'exercice professionnels qu'il exerce à l'égard des 31 professions réglementées aux termes du Title VIII de la Education Law.

La réglementation des professions dans l'État de New-York n'est pas aussi centralisée qu'on pourrait le croire, compte tenu de l'ensemble des modalités d'autorisation professionnelle en vigueur aux États-Unis. Contrairement à leurs pendants canadiens, les gouvernements des États respectifs réglementent directement les professions. On n'y trouve pas de professions "autonomes", en ce sens que les États n'ont pas délégué à des organes corporatifs le pouvoir d'administrer les membres de leurs professions. Chaque profession dans un État donné est réglementée par une régie d'État, contrôlée par le gouvernement.

L'Université de l'État de New-York a centralisé les fonctions des régies d'État au sein du ministère de l'éducation lequel administre l'Office of the Professions. Ce dernier est chargé des questions touchant l'enseignement professionnel, l'autorisation d'exercer et la discipline pour trente et une professions. Les régies d'État ne sont pas des organismes autonomes mais relèvent de l'Université de l'État de New-York par l'intermédiaire du Office of the Professions.

Tous les candidats à l'autorisation d'exercer doivent introduire leurs demandes auprès du Office of the Professions de l'État de New-York, sauf en ce qui concerne le droit, la théologie et l'enseignement. Le droit est un domaine réglementé par le système judiciaire; la théologie n'est pas une profession réglementée par l'État et, en vertu d'un projet de loi récent, la profession d'enseignant devrait être placée sous la tutelle de l'Université de l'État de New-York.

Au dire de l'Office of the Professions, "ce qui caractérise notamment une profession, c'est l'existence d'un ensemble de connaissances spécialisées qui se transmettent grâce à un programme d'instruction officiel". Afin de s'assurer que les candidats à l'autorisation professionnelle aient reçu l'instruction officielle nécessaire, le ministère de l'Éducation de l'État de New-York s'occupe d'évaluer le niveau d'instruction des candidats ainsi que d'agréer les programmes de formation professionnelle.

Les titres de compétence des candidats à l'autorisation d'exercer ayant reçu leur instruction professionnelle à l'étranger ou ayant reçu une instruction non conventionnelle ou équivalente sont évalués par le Comparative Education Section de la Division of Professional Licensing Services.

Le personnel de cette division se compose de treize personnes, dont huit sont affectées à la recherche. Ces chercheurs participent à des conférences ainsi qu'à des programmes professionnels portant sur les domaines de travail dont ils sont responsables, et actualisent régulièrement leurs connaissances de l'enseignement interne en lisant des périodiques et diverses publications. En outre, les chercheurs entretiennent une correspondance avec d'autres intéressés, dont les ambassades, les ministères de l'éducation, les associations professionnelles et autres organismes connexes situés à l'étranger.

La durée et le contenu des programmes suivis par les candidats formés à l'étranger font l'objet d'une évaluation afin de déterminer si ces

programmes se comparent à des programmes agréées de l'État de New-York. Normalement, les candidats formés à l'étranger devraient posséder une instruction équivalente à celle qui est exigée pour l'admission dans les programmes de formation professionnelle de l'État de New-York. Les candidats qui, d'après les résultats de l'évaluation, ont l'équivalence nécessaire ont le droit de se présenter aux examens écrits en vue de l'autorisation professionnelle.

Les régies d'État s'occupent, sous l'autorité des administrateurs de l'Université de l'État de New-York, des questions d'autorisation et de discipline professionnelles. Les régies sont chargées de faire la sélection des examens présentés par d'autres organismes ou d'en élaborer elles-mêmes, ainsi que de fixer les notes de passage. La Division of Professional Licensing Services fait passer les examens.

Les examens sont tous rédigés en anglais. Pour ce qui est des candidats n'ayant pas reçu leur instruction en anglais, la division fait évaluer la compétence linguistique anglaise par des services professionnels.

L'Office of the Professions est doté d'un Bureau of Professional Career Opportunity Programs dont le rôle est de coordonner les activités du ministère de l'Éducation visant à favoriser l'accès des groupes minoritaires aux professions réglementées. Ces mesures ont pour objectif de permettre aux groupes minoritaires et aux étudiants défavorisés d'avoir accès aux programmes de formation professionnelle.

Les organismes privés d'évaluation des équivalences aux États-Unis

Le Groupe d'étude a examiné les modalités d'évaluation utilisées par trois organismes privés aux États-Unis, savoir: Educational Credential Evaluators, Inc. du Wisconsin; International Consultants of Delaware, Inc. qui a son siège au Delaware et en Californie; et World Education Services, Inc. à New-York²⁰.

Ces compagnies préparent des rapports d'équivalence pour le compte de particuliers, d'établissements et d'organes d'autorisation professionnelle. Étant donné le caractère privé de ces compagnies d'évaluation, leurs évaluations n'ont aucun effet juridique sur les individus ou sur les organismes.

International Consultants of Delaware a trois évaluateurs à son service et effectue 2 200 évaluations par an; World Education Services qui compte sept évaluateurs à temps plein et deux évaluateurs à mi-temps, en effectue environ 9 600.

Quoique leurs activités soient principalement axées sur l'établissement des niveaux de scolarité équivalents, deux des trois organismes évaluent le savoir acquis par apprentissage au travail. Deux des trois compagnies sont sans but lucratif. Le coût des évaluations qu'effectuent les trois compagnies est toutefois réglé par les clients. Ces coûts s'échelonnent entre 55\$ pour l'évaluation de documents individuels et 200\$ pour l'évaluation du savoir acquis par apprentissage au travail. Les délais d'exécution sont en général de trois à quatre semaines.

L'organisme évaluateur remet un document d'évaluation. Educational Credential Evaluators indique le niveau d'équivalence directe établi entre les qualifications étrangères et les diplômes américains et transpose les notes obtenues par le client en cote moyenne correspondante du système américain.

Les trois organismes évaluent l'état de validité des documents qui leur sont présentés. Si l'un des documents soumis à l'évaluation a été falsifié ou modifié, il n'y a pas d'évaluation. Les sommes versées par le client ne sont pas remboursées et les destinataires apparents de l'évaluation (et parfois même d'autres organismes d'évaluations) sont, au besoin, mis au courant de la situation.

Évaluation dans les collèges et universités du savoir acquis par apprentissage au travail

Les établissements postsecondaires aux États-Unis ont adopté des moyens considérables et diversifiés pour établir l'équivalence du savoir acquis par apprentissage au travail. Les renseignements sur les services assurés dans ce domaine par les collèges et universités aux États-Unis ont été colligés par le Council for Adult and Experiential Learning et publiés en 1986 dans un document intitulé *Opportunities for College Credit: A CAEL Guide to Colleges and Universities*²¹. On compte huit mécanismes différents pour l'attribution de crédits:

- les examens normalisés à l'échelle nationale en vue de l'octroi de crédits, comme le College Level Examination Program (CLEP);

- les recommandations du American Council on Education, émises selon les modalités prévues dans le *Guide to Evaluation of Educational Experiences in the Armed Forces*;
- les recommandations du American Council on Education, émises selon les modalités prévues dans le *Guide to Educational Programs in Non-Collegiate Sponsored Instruction*;
- le programme d'attribution de niveaux d'inscription supérieurs
- l'évaluation des dossiers de formation;
- les tests établis à l'interne et les examens de contrôle;
- les entrevues orales;
- les épreuves de compétence.

Plus de 1 000 collèges et universités aux États-Unis ont participé au sondage en donnant des détails sur leurs mécanismes d'évaluation du savoir acquis par apprentissage au travail. Dans la plupart des établissements, plus de 25 étudiants s'étaient prévalus d'une évaluation de l'acquis antérieur en vue d'obtenir des crédits de cours. Dans une lettre qu'il nous a personnellement adressée, M. Morris Keeton (Ph.D.), directeur du CAEL, fait savoir que, selon ses estimations, plus de 40 000 personnes aux États-Unis ont obtenu des crédits de cours en 1987 à la suite d'une évaluation de l'acquis antérieur sous une forme ou sous une autre. (En Ontario, l'organe de qualification des techniciens et technologues en génie s'apprête à adopter un mécanisme d'évaluation de l'acquis antérieur calqué sur le modèle du CAEL).

En plus des programmes d'examens et d'équivalences implantés dans l'ensemble du pays ou dans un État en particulier, il s'est formé aux États-Unis des réseaux régionaux destinés à faciliter l'évaluation de l'acquis antérieur. L'un de ces réseaux qui s'intitule Compact for Lifelong Educational Opportunities (CLEO) regroupe 38 collèges et universités de la vallée du Delaware et ses environs, y compris Philadelphie et le sud-est de la Pennsylvanie. De nombreux établissements de cette région existent de longue date et se distinguent par leur renommée et leur esprit conservateur:

L'adhésion des établissements au réseau CLEO est motivée par le sentiment des administrateurs qu'il importe d'élargir leurs objectifs et

leur clientèle en s'ingéniant à répondre aux besoins de celle-ci, ainsi que de s'accommoder des nécessités nouvelles de l'enseignement afin de relever le défi économique et démographique des années 80. CLEO oeuvre en étroite collaboration avec ces établissements durant la phase de transition où les pratiques courantes et le milieu enseignant s'adaptent parfois difficilement à cette vision de l'avenir que proposent les administrateurs²².

Le réseau CLEO qui n'est pas rattaché à un établissement en particulier, transmet ses recommandations aux établissements clients quant au nombre de crédits à accorder; il offre, en plus, des services de testage, d'évaluation des dossiers de formation et d'orientation. Le réseau cherche à percer dans des marchés nouveaux comme les milieux d'affaires et industriels. Il met à la disposition du personnel enseignant ses services de formation et de soutien. CLEO n'est pas subventionné par les établissements membres. Au contraire, il doit son existence à des sources de financement extérieures, comme les fondations et les contrats²³. Le soutien qu'assure CLEO aux efforts d'adaptation dans sa région équivaut, semble-t-il, au rôle que joue les organismes d'État au Royaume-Uni (Further Education Unit, Council for National Academic Awards, Manpower Services Commission), le Open Learning Agency en Colombie-Britannique et à celui du Service d'assistance technique, organisme québécois subventionné par l'État. (Nous reviendrons à ces organismes plus loin dans le présent chapitre)

Évaluation du savoir acquis par apprentissage au travail à des fins de qualification professionnelle

Le directeur de l'Office of External Programs des collèges de l'État du Vermont, lequel affirme d'ailleurs administrer l'un des programmes d'évaluation de l'acquis antérieur les plus vastes aux États-Unis, indique ce qui suit, dans une lettre qu'il nous a adressée personnellement au sujet de l'évaluation de l'acquis antérieur par les organismes américains de qualification professionnelle :

Globalement, les différentes politiques que pratiquent les métiers et les professions relativement au savoir acquis par apprentissage au travail ne concordent pas du tout, à mon avis. Si uniformité il y a, ce serait dans le refus de reconnaître ce type de savoir. Je sais par contre que certains organismes tels le Accreditation Board for Engineering and Technology (ABET) se sont penchés sur la question et se sont déclarés prêts à accueillir le "concept" d'évaluation de l'acquis antérieur mais sans aller jusqu'à le faire²⁴.

Le directeur n'a cependant pas manqué d'attirer notre attention sur le Program on Noncollegiate-Sponsored Instruction qui vise, en collaboration avec des organes de qualification professionnelle, à répandre l'acceptation de crédits correspondant au savoir acquis dans le cadre de programmes de formation qu'administrent les milieux d'affaires et industriels. Il a également souligné l'existence du National Occupational Competency Testing Institute, organisme de testage qui se spécialise dans l'évaluation de l'acquis antérieur technique pour le compte des métiers et des occupations.

Royaume-Uni

L'évaluation du savoir acquis par apprentissage au travail s'effectue au Royaume-Uni au sein de divers organismes d'État, dont le Further Education Unit, la Manpower Services Commission, et le Council for National Academic Awards. Dans le secteur privé, le Learning from Experience Trust (LET), association soutenue financièrement par ses propres membres et par une fondation, forme un réseau d'envergure nationale regroupant différents établissements et spécialistes intéressés à l'évaluation de l'acquis antérieur et assure la coordination des renseignements et des services spécialisés. Le LET est homologue de l'American Council for Adult and Experiential Learning, quoiqu'il s'adresse presque exclusivement au domaine technique.

Évaluation dans les collèges et universités du savoir acquis par expérience au travail

Dans une étude de l'évaluation du savoir acquis au travail, Evans présente une analyse et un aperçu des activités exercées dans ce domaine par huit établissements britanniques, dont l'un est décrit ci-dessous à titre d'exemple.

Au Middlesex Polytechnic, l'intérêt porté envers l'évaluation de l'acquis antérieur est issu de la pratique bien établie d'accorder des crédits de cours en fonction du savoir et des aptitudes acquises antérieurement par des étudiants adultes déjà inscrits au programme de diplôme d'études supérieures et de licence d'études combinées qui fait partie du Plan modulaire. L'intérêt s'est encore affermi par suite de la mise sur pied par l'institut polytechnique d'un plan comprenant quelque 450 modules répartis dans 30 matières différentes et par suite de la volonté de l'institut de trouver des moyens permettant aux étudiants de terminer leur programme d'études à mi-temps dans les meilleurs délais possibles.

C'est pourquoi l'institut polytechnique a recours à l'évaluation du savoir acquis par apprentissage au travail comme moyen d'accorder rétroactivement des crédits de cours aux étudiants adultes qui sont inscrits à un programme de niveau universitaire reconnu par le Council for National Academic Awards. Pour se préparer à l'évaluation, on organise deux ou trois séances de travail individuelles ainsi que deux ou trois réunions de groupe. Cela assure une certaine rigueur à la façon d'octroyer des crédits de cours en fonction d'un savoir de niveau universitaire acquis en dehors de l'enseignement officiel²⁵.

Evans en vient à la conclusion que l'évaluation du savoir acquis par apprentissage au travail semble s'employer dans une multitude de contextes, notamment aux fins des services d'orientation et de consultation, de l'accès aux études supérieures et, comme l'illustre l'exemple ci-dessus, aux fins de l'octroi de crédits de formation universitaire ou professionnelle.

Le plan CAT

Le Council for National Academic Awards est l'organe chargé d'agréer les cours suivis par près de la moitié des étudiants du premier cycle en Angleterre. Le Council a instauré en 1984 le plan CAT (Credit Accumulation and Transfer Scheme), permettant à des personnes d'obtenir un diplôme au titre des crédits obtenus dans divers établissements et des crédits obtenus en fonction du savoir acquis au travail.

La préface des règlements de 1987 intitulés *Regulations for Students Registered Centrally with the CAT Scheme* indique que chaque module de cours et chaque élément de savoir pertinent acquis au travail équivaut à un nombre précis de crédits. Les grades universitaires, y compris les diplômes de premier et de second cycles, s'obtiennent en accumulant le nombre de crédits voulu. Les études effectuées au centre de formation d'une industrie ou dans le cadre d'un programme d'instruction et de formation interne peuvent justifier l'octroi de crédits. Chaque module de cours est évalué selon la qualité des prestations au moment de l'évaluation; on dresse ensuite un relevé des modules réussis et des notes obtenues²⁶.

L'effet centralisateur du plan CAT a permis d'engendrer un produit qui ressemble fortement à un dossier de formation cumulatif transférable dans lequel se trouvent réunies, grâce à des critères et des stratégies d'évaluation communs, les données relatives à l'instruction et au savoir acquis au travail.

Canada

INSTRUCTION ANTÉRIEURE

On retrouve au Canada un certain nombre d'organismes qui s'occupent d'établir les niveaux de scolarité équivalente. Les pages suivantes donnent un aperçu des programmes relevant du Comité sur les professions de l'Alberta (Committee on the Professions), de la Division des équivalences de la province de Québec et de l'Association des universités et collèges du Canada.

Le Comité sur les professions de l'Alberta

L'évaluation du niveau de scolarité en vue de l'admission dans les professions relève en Alberta du ministère des Études supérieures (Department of Advanced Education). Conformément à une politique adoptée en 1978 relativement aux professions et occupations, le ministère s'est vu confier la responsabilité d'établir les critères d'instruction à respecter pour être admis dans les professions et les occupations²⁷.

Étant donné que le gouvernement contrôle le financement de programmes nouveaux, il peut, à son gré, approuver ou refuser toute modification des niveaux d'instruction à respecter pour être admis dans une profession. Ainsi, en Alberta, le milieu infirmier voudrait que d'ici l'an 2 000, on soit obligé de détenir un diplôme universitaire pour se faire admettre dans la profession. Le groupement professionnel a cherché récemment à faire mettre en oeuvre ce critère par voie législative, mais le ministère des Études supérieures a rejeté cette initiative.

Le ministère est en outre responsable du Universities Coordinating Council (UCC) ainsi que de l'administration de la législation connexe, la *Universities Act*. L'UCC qui se compose de neuf représentants provenant de chacune des universités de la province²⁸, est responsable des questions touchant l'ensemble des universités, et s'occupe de la qualification et de l'autorisation professionnelles. C'est cet organisme qui établit les critères d'instruction relatifs aux programmes de formation universitaire en Alberta et, partant, les critères auxquels sont soumis à la fois les personnes formées à l'extérieur et à l'intérieur de la province.

C'est au Comité sur les professions qu'il revient d'assurer l'évaluation des titres de compétence. Les équivalences de niveau secondaire ne font pas l'objet d'évaluations, sauf lorsque les modalités d'autorisation professionnelle

le nécessitent. Quant aux qualifications applicables aux métiers, elles tombent sous la responsabilité de la direction des apprentissages.

Certaines professions échappent actuellement au contrôle du Comité sur les professions, notamment la médecine. L'Association of Professional Engineers, Geologists and Geophysicists of Alberta joue le rôle d'organe de réglementation pour ses membres. La profession d'enseignant, quoique ne relevant pas du Comité, est directement réglementée par l'État, au même titre que les autres occupations réglementées par le Professions and Occupations Bureau.

Pour toutes les autres professions, l'évaluation du niveau d'instruction est assurée, au besoin, par le Comité sur les professions et plus particulièrement, par des comités d'examens professionnels. Chaque comité regroupe un nombre égal de professeurs et de praticiens oeuvrant dans la discipline. Le comité se compose aussi obligatoirement d'un membre du public. La législation relative aux professions confère à l'UCC la responsabilité d'évaluer les niveaux de scolarité équivalente des candidats formés à l'étranger aux fins de la qualification ou de l'autorisation professionnelles. Les finissants de programmes de formation agréés en Alberta n'ont pas à passer par le Comité sur les professions et peuvent s'adresser directement aux organes professionnels compétents en vue d'obtenir la qualification ou l'autorisation d'exercer.

Il est obligatoire en Alberta de passer par le comité pour faire l'évaluation des candidats formés à l'extérieur de la province, quoiqu'il soit permis au comité de déléguer certains pouvoirs aux associations professionnelles pour l'évaluation de l'acquis antérieur. Lorsque le comité estime que la profession n'effectue pas convenablement ou équitablement les évaluations, ces pouvoirs peuvent être révoqués. L'organisme fait rarement passer des tests pratiques, cette fonction étant en général assurée par les organes corporatifs.

Les comptes rendus d'évaluation du niveau de scolarité émanent de l'exécutif de chaque comité d'examen professionnel. Le comité d'examen de chaque profession peut en séance plénière entendre les appels à l'encontre des évaluations. De même, un tribunal judiciaire peut siéger en appel des décisions prises par le comité en séance plénière, quoique ce pourvoi n'ait été, depuis 1980, exercé qu'une seule fois, et ce sans succès.

Le Comité sur les professions considère que l'évaluation du niveau de scolarité est un processus dynamique en ce sens que les évaluations

antérieures n'ont pas autorité de chose jugée mais servent plutôt de lignes directrices lorsque les prestations ultérieures des candidats en confirment l'exactitude.

Les droits d'évaluation que doivent acquitter les candidats à l'autorisation professionnelle suffisent à régler la totalité des frais d'administration du Comité sur les professions. Étant donné que les professions plus vastes comme les soins infirmiers engendrent la plus grande partie des recettes, les grandes professions se trouvent à subventionner en quelque sorte les professions de moindre envergure.

Les organes corporatifs sont tenus d'aviser les candidats de leur droit d'obtenir une évaluation. Les candidats qui ne sont pas encore arrivés au Canada peuvent prendre connaissance de l'existence du Comité en consultant le répertoire des professions publié par l'organisme Alberta Immigration and Settlement et dont la province transmet copie aux représentants d'Immigration Canada à l'étranger²⁹.

C'est aux candidats d'obtenir, au besoin, une traduction. Celle-ci doit, de plus, être accompagnée des documents originaux.

Le Professions and Occupations Bureau qui relève du cabinet de l'Alberta³⁰ est chargé de l'administration de plusieurs professions de moindre envergure (comme les techniciens d'urgence-santé). Sa position lui permet de lancer des mesures législatives, d'élaborer des règlements et de siéger en appel des décisions prises par les organes de réglementation des professions nommés par l'État. Le rôle de ce bureau varie selon l'occupation en cause et consiste tantôt à instruire les plaintes émanant du public, tantôt à surveiller et évaluer l'administration des comités.

La Division des équivalences du Québec³¹

La Division des équivalences du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration a pour rôle d'évaluer le niveau d'instruction des étudiants ayant effectué leurs études à l'extérieur de la province. La Division a les moyens d'évaluer en détail les qualifications de niveau secondaire et détermine également les niveaux de scolarité postsecondaire. La Division évalue par ailleurs l'instruction reçue en vue des qualifications professionnelles et techniques. Il n'y a aucune obligation de se servir des évaluations effectuées par la Division des équivalences et celles-ci n'ont aucun effet juridique sur les organes corporatifs.

Le service d'évaluation est à la disposition des résidents du Québec qui sont citoyens ou immigrants reçus, ou encore qui ont obtenu le statut officiel de réfugié auprès du ministère de l'Emploi et de l'Immigration du Canada. On doit donc produire un visa, une preuve de citoyenneté ou une lettre du ministre. Le service est entièrement financé par l'État.

La première étape du processus d'évaluation consiste à faire traduire et vérifier les documents. La traduction est assurée par la Division et le ministère des Communications. La vérification des documents se fait visuellement (des noms légèrement mal orthographiés ou des dates non concordantes sont autant d'indices d'un faux) et en faisant une contre-vérification des renseignements auprès de sources diverses, dont une banque de renseignements qui comporte:

- la liste des "usines à diplômes" et des "établissements de réputation douteuse" dressée par le Conseil européen;
- la liste des préposés qui étaient autorisés à signer des documents à une époque donnée;
- des mises en garde au sujet d'irrégularités constatées dans certains documents;
- un échantillonnage de documents qui ont été vérifiés directement auprès de gouvernements étrangers ou qui ont été déclarés faux par ceux-ci.

Lorsque la Division constate qu'un document est faux, elle rejette la demande d'évaluation.

Bien que la division ait les moyens de réaliser des évaluations détaillées des équivalences de niveau secondaire, les équivalences de niveau postsecondaire sont par contre fondées sur l'acceptation de l'établissement ayant décerné le diplôme dans le pays même où il se trouve, sur les modalités d'admission dans le programme et sur une description générale du programme. Il n'y a pas d'analyse approfondie du contenu du programme. C'est pourquoi dans les évaluations réalisées par la Division, on indique que le programme étranger équivaut à, par exemple, "quatre ans d'université" plutôt qu'à "un programme universitaire complet de quatre ans".

Toutes les décisions antérieures sont systématiquement versées dans une banque de données. Si le document en cours d'évaluation possède de nombreux traits communs avec un document antérieur, il sera tenu compte

dans l'évaluation de la décision précédente, quoique l'éloignement dans le temps, l'évolution du système d'enseignement et le caractère changeant des rapports entre les diplômes étrangers et les diplômes internes puissent justifier une décision différente. Si cela se produit, on procède à l'examen complet du document à évaluer, comme s'il s'agissait d'un cas nouveau.

Pour parvenir à déterminer la qualité de l'instruction reçue par le candidat, on tient compte de l'ensemble du système d'enseignement dans la juridiction considérée ainsi que du degré d'acceptation de l'établissement en cause dans le pays même où il se situe. Si de plus amples renseignements s'avéraient nécessaires, la Division effectue ses propres recherches au sujet de l'école ou des autorités en matière d'éducation de la juridiction en cause. Ces renseignements s'obtiennent parfois par l'entremise d'organismes comme l'UNESCO ou les missions diplomatiques étrangères. Si au bout du compte, on s'aperçoit que les données demeurent insuffisantes ou introuvables, il n'y a pas d'évaluation.

En l'absence de précédents, la Division doit faire entériner sa recommandation par le ministère de l'Éducation. Le ministère accepte généralement la recommandation de la Division.

Une fois la décision entérinée par le ministère de l'Éducation, la Division délivre un constat d'équivalence indiquant le niveau où se situe le candidat dans le système d'enseignement québécois. La Division traite environ 8 000 cas par an, émet plus de 800 recommandations dans des cas nouveaux et délivre environ 5 500 constats d'équivalence.

La Division de l'accueil du Québec destinée aux immigrants, contribue à sensibiliser les candidats éventuels à l'existence du service d'évaluation. Au nombre des moyens d'information sur ce service, on compte également le réseau d'information téléphonique multilingue, les services de renseignements dans les aéroports et les bureaux régionaux du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration répartis dans toute la province de Québec. Notons par ailleurs que le ministère publie un journal à l'intention des communautés culturelles, que les organes de presse et les groupements culturels ou ethniques reçoivent des communiqués de presse et que les immigrants sont parfois mis au courant de l'existence du service par l'entremise des associations professionnelles, des corps de métier ou des établissements d'enseignement.

L'Association des universités et collèges du Canada

L'Association des universités et collèges du Canada (AUCC) regroupe à l'échelle nationale les établissements aptes à conférer des grades d'enseignement au Canada. L'Association englobe également trois autres catégories d'organismes membres: des organismes régionaux et provinciaux comme le Conseil des universités de l'Ontario; des organismes associés comme l'Association des facultés de médecine du Canada et l'Association canadienne des doyens d'éducation; ainsi que des organismes associés à titre honorifique comme le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada.

Ce groupement national s'intéresse aux questions qui touchent les établissements canadiens aptes à conférer des grades d'enseignement. Sa mission est "de favoriser et de promouvoir les intérêts de l'enseignement supérieur au Canada".

La division internationale de l'AUCC, chargée d'entretenir des relations avec les universités étrangères, est responsable de recueillir les renseignements relatifs à l'évaluation des titres de compétence étrangers. La section des Relations universitaires de la division internationale est responsable des échanges universitaires, des interventions auprès des divers groupements internationaux, des relations avec les gouvernements et les universités, et a pour rôle également de se renseigner sur les établissements d'enseignement étrangers ainsi que sur les titres de compétence qu'ils décernent. Cette section n'effectue pas d'évaluation de titres de compétence individuels. Par contre, afin d'aider les préposés aux admissions à évaluer correctement des dossiers de candidats, l'AUCC procure aux établissements canadiens des renseignements sur les systèmes d'enseignement et les établissements étrangers³².

Ce service de renseignement peu connu du public s'adresse principalement aux universités, à la Commission de la fonction publique et aux conseils dispensateurs. Il ne traite pas les demandes venant de particuliers mais ces derniers se font diriger vers les universités afin d'y trouver l'aide nécessaire.

Le programme est financé à même les cotisations des membres de l'AUCC.

ÉVALUATION DU SAVOIR ACQUIS PAR APPRENTISSAGE AU TRAVAIL

Alors que d'autres pays ont fait l'inventaire des programmes et services d'évaluation de l'acquis postsecondaire antérieur, l'évaluation du niveau d'instruction antérieur ainsi que du savoir acquis par apprentissage au travail s'effectue de façon peu systématique au Canada et à échelle réduite, à l'exception de certaines initiatives récentes comme l'organisme d'enseignement ouvert (Open Learning Agency) en Colombie-Britannique et les collèges du Québec.

Cette situation tient sans doute au caractère apparemment décentralisé de l'enseignement postsecondaire au Canada (quoique aux États-Unis, il soit encore plus décentralisé). On pourrait attribuer également cette situation à l'apport régulier de subsides gouvernementaux. De plus, un certain conservatisme bien ancré allié à la stabilité des sources traditionnelles d'étudiants et de l'économie dans son ensemble expliquent peut-être en partie la prudence qu'affichent les collèges et universités du Canada envers l'instauration de mécanismes d'évaluation de l'acquis antérieur.

Quoi qu'il en soit, la Colombie-Britannique et le Québec se sont résolument engagés dans cette voie en appliquant les modalités d'évaluation du savoir acquis par apprentissage au travail respectivement à l'organisme d'enseignement ouvert (Open Learning Agency) et aux Cégeps. Ces mesures témoignent des progrès qu'il est possible de réaliser dans ce domaine et sont d'ailleurs susceptibles d'être imitées dans d'autres provinces.

La Banque de crédits scolaires de la Colombie-Britannique

La Banque de crédits scolaires de la Colombie-Britannique (British Columbia Educational Credit Bank)³³ a été formée par législation provinciale au sein de l'organisme d'enseignement ouvert (Open Learning Agency) afin de permettre aux individus de suivre des cours auprès de l'un des établissements d'enseignement reconnus et d'obtenir ainsi des crédits admissibles à un programme officiel de niveau collégial ou universitaire. Les candidats peuvent remplir toutes les conditions d'obtention de crédits en fréquentant d'autres établissements ou en suivant en partie des cours officiels donnés dans les collèges et universités.

Ce plan permet d'accorder des crédits en vue d'un grade, d'un diplôme ou d'un certificat au moyen de l'évaluation de l'acquis antérieur. Les étudiants peuvent acquérir des aptitudes et des connaissances par des

moyens combinés comme des études personnelles ou des voyages, une formation sur le tas, une formation programmée ne permettant pas cependant de transférer des crédits, comme l'instruction et la formation commanditées par des employeurs et des associations, ainsi que le travail communautaire et le bénévolat.

La banque de crédits a pour rôle d'administrer et de coordonner les examens et autres modalités d'évaluation conformément à des principes détaillés qui ont été élaborés en collaboration avec les autres établissements d'enseignement postsecondaire en Colombie-Britannique. L'un de ces principes s'énonce comme suit:

Les étudiants seront tenus de tenir un relevé de leur expérience pertinente en y faisant clairement la distinction entre le savoir et l'expérience. Le savoir acquis devrait être identifié avec suffisamment de précision afin qu'il soit possible d'en rendre compte facilement et de le faire évaluer . . . Des crédits peuvent être accordés à l'égard du savoir évaluable au moment de la demande, et non à l'égard de l'expérience ou à l'égard du savoir qui n'a pas été retenu ou qui est périmé³⁴.

Les participants sont chacun tenus de remplir au moins 25 p. 100 des conditions dans des établissements de la Colombie-Britannique ou d'être résidents permanents de la province.

Les Cégeps du Québec³⁵

La mise au point du modèle d'implantation à l'échelle de la province du programme d'évaluation de l'acquis antérieur dans les Cégeps du Québec (Collèges d'enseignement général et professionnel) constitue une étape importante de l'évaluation de l'acquis antérieur au Canada, du fait que cette mesure s'applique au niveau collégial dans la province et fait l'objet de subsides adéquats. En 1984, suite à un rapport sur l'éducation des adultes déposé en 1982, le gouvernement du Québec a promulgué des modifications législatives visant les Cégeps et plus particulièrement l'implantation à l'échelle de la province d'un processus d'évaluation de l'acquis antérieur. Ces modifications exprimaient la volonté d'améliorer les conditions d'accès à l'éducation permanente et, en particulier, de permettre aux établissements d'enseignement de mieux répondre aux besoins en matière d'enseignement et de formation des milieux d'affaires et de l'industrie en facilitant le retour des adultes à l'enseignement officiel.

Le schéma d'implantation avait trois composantes :

- Un comité directeur provincial composé de représentants du ministère de l'Éducation, des Cégeps et des collèges privés, dont le mandat est de définir les objectifs du programme, les stratégies de mise en oeuvre, les modèles organiques à utiliser et les modèles de financement à faire adopter par le ministère et les Cégeps ainsi que les modèles de politique et de financement applicables pour l'administration locale des projets dans les différents collèges. La mise de fonds initiale de la province s'élevait à 250 000\$, somme qui a ensuite été répartie par le comité entre les différents collèges. Le budget annuel a été fixé à 1,5 million de dollars pour 1988.
- Un service d'assistance technique mis sur pied au sein de la fédération provinciale des Cégeps pour des raisons de commodité administrative, et jouant un rôle consultatif et de soutien à tous les niveaux du programme d'évaluation de l'acquis antérieur.
- Une équipe de représentants dans chaque collège composée de l'administrateur responsable, du conseiller en évaluation de l'acquis antérieur et d'un professeur spécialisé en évaluations.

Le service d'assistance technique est au centre des rapports de collaboration qui unissent les collèges au ministère de l'Éducation. À l'intérieur de ces rapports, le ministère est chargé des questions d'orientation générale du programme; il verse les subsides au service d'assistance technique, lesquels parviennent ensuite, par l'entremise du comité directeur, aux différents collèges qui les appliquent aux activités d'évaluation de l'acquis antérieur; et il se fait représenter au comité. Chaque collège a pour rôle d'implanter le processus d'évaluation de l'acquis antérieur selon ses ressources et son mode de fonctionnement propres. Chaque collège adopte ainsi des modèles organique, financier et politique particuliers. Les décisions touchant le fonctionnement du programme sont prises conformément à l'opinion générale, chaque collège étant libre de ses décisions, mais en tenant compte de l'ensemble du programme. Les 49 collèges publics et les 25 collèges privés sont amenés à oeuvrer ensemble du fait de leur participation au comité directeur et à un réseau de renseignements et de planification commun.

Le programme d'évaluation de l'acquis antérieur vise, dans son ensemble, à créer un système accessible, global et économique. Les deux tâches les plus délicates sont d'assurer que les normes continuent de

satisfaire aux exigences du personnel enseignant et des employeurs et que le programme soit administré de façon économique.

Les stratégies utilisées répondaient à deux objectifs primordiaux: la formation au niveau local (grâce à des ateliers donnés par des spécialistes du Council for Adult and Experiential Learning); la constitution de dossiers de formation (en s'assurant que le système de dossiers de formation soit bien compris et fonctionne réellement).

Il existe un fonds d'aide à l'évaluation de l'acquis antérieur au niveau collégial qui est administré, avec l'appui du service d'assistance technique, par un conseil récemment mis sur pied à cette fin. Le conseil réunit des vice-présidents de collèges (quatre venant de collèges publics et deux de collèges privés), un représentant du ministère, et le directeur exécutif qui n'exerce pas de droit de vote. Le bureau emploie deux professionnels et deux secrétaires. En 1988, on enregistrait des activités d'évaluation de l'acquis antérieur dans 44 collèges publics (86 p.100 des Cégeps). Des 130 programmes offerts dans les collèges, 40 étaient visés par des évaluations de l'acquis antérieur dans le cadre de 75 projets distincts.

La globalisation

La Communauté européenne et la libre circulation des professionnels

Les douze pays de la Communauté européenne (CE) prévoient achever en 1992 l'unification intégrale d'un marché de 320 millions de personnes, tâche qui avait débuté en 1957 par suite du *Traité de Rome*³⁶.

L'unification de l'économie européenne présuppose la liberté de circulation entre les États membres. Cette liberté trouve son expression dans le *Traité de Rome* de 1957 (Partie 2) qui établit comme objectif d'assurer la libre circulation de marchandises, de capitaux, de services et de personnes. L'*Acte unique européen*³⁷ de 1987 prévoit le parachèvement le 31 décembre 1992 de l'unification du marché intérieur. Les pays membres sont fort conscients des avantages que représentent pour eux l'interdépendance et la libre circulation des personnes, des marchandises, des services et des capitaux. Quoique la liberté d'une personne de gagner sa vie où bon lui semble à l'intérieur de la Communauté constitue l'un des droits fondamentaux prévus par le *Traité de Rome*, dans bien des cas, les pays membres ont refusé de reconnaître les qualifications professionnelles acquises dans un autre État membre³⁸. Par conséquent, les professionnels

sont souvent tenus de passer de nouveaux examens de qualification, en tout ou en partie, avant de pouvoir exercer dans un autre État membre.

La libre circulation des personnes découle du droit d'établissement qui est prévu par les articles 52 à 58 du *Traité de Rome* et s'entend plus précisément de la faculté des professionnels³⁹ d'avoir accès à des activités dans un autre État membre et de les exercer sans être soumis à des pratiques discriminatoires en raison de leur nationalité. Les articles 52 à 56 prévoient l'abolition progressive des obstacles à la liberté de circulation, moyennant certaines exceptions.

Aux termes de l'article 57 qui va encore plus loin que les articles 52 à 56, le Conseil des communautés européennes arrête des directives visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres ainsi qu'à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les professions. Même en l'absence de directives, la Cour de justice européenne a statué qu'une législation nationale incompatible avec le *Traité* était nulle et sans effet et que les États membres avaient l'obligation de modifier leur législation de façon à tenir compte du droit d'établissement⁴⁰.

Si les exigences d'admission à une profession comportent des restrictions arbitraires, la Cour peut les écarter. Le Conseil a arrêté des directives à l'égard de certaines professions. Il s'agit de directives exécutoires régissant les modalités d'accès à une activité professionnelle dans les États membres et établissant le droit des individus de faire reconnaître leurs qualifications et d'exercer dans toute la Communauté européenne. Par exemple, la directive 75/362 qui est entrée en vigueur en décembre 1976, prévoit que les médecins ayant acquis des titres de compétence auprès d'institutions accréditées au sein des États membres ne sont pas tenus de suivre une formation supplémentaire pour pouvoir exercer dans un autre État. La Cour a déclaré nulles et sans effet des dispositions législatives néerlandaises tendant à obliger un médecin belge ayant acquis la formation approuvée à suivre une formation supplémentaire avant d'exercer en Hollande, au motif que ces dispositions contrevenaient à la directive⁴¹. Le Conseil a arrêté d'autres directives depuis 1975, notamment en ce qui concerne les infirmières responsables des soins généraux (1979), les dentistes (1980), les chirurgiens en médecine vétérinaire (1980), les sages-femmes (1983), les architectes (1987) et les pharmaciens (1987). Le Conseil a également approuvé en 1977 une directive facilitant l'exercice de la profession juridique dans d'autres États membres⁴².

Il est généralement admis qu'une véritable liberté de circulation ne peut se réaliser que si les États membres s'entendent pour reconnaître mutuellement leurs diplômes et pour coordonner les exigences de formation entre eux, conformément à l'article 57. Sans cet accord, il serait difficile pour un État membre d'accepter un ressortissant étranger sans examiner ses qualifications.

L'harmonisation détaillée de chaque profession s'effectue au compte-gouttes. Or, la Communauté européenne est résolue à accroître la circulation des professionnels d'ici 1992, date à laquelle la liberté de circulation s'appliquera aux personnes, tout comme aux marchandises et aux services. Plutôt que d'éliminer les obstacles à la liberté de circulation pour chaque profession prise individuellement, on a jugé nécessaire de les éliminer pour toutes les professions à la fois. En outre, pour faciliter la mobilité des personnes et des services, on a jugé nécessaire de délimiter le pouvoir discrétionnaire des États et de leurs organes corporatifs respectifs, lesquels ont parfois tendance à restreindre cette mobilité pour des raisons protectionnistes. C'est pourquoi la Communauté européenne s'efforce depuis quelque temps de mettre en application l'article 57 en arrêtant des directives⁴³.

Tout en reconnaissant la nécessité de réglementer les professions à l'échelle nationale pour des raisons d'intérêt public, les membres de la Communauté européenne se rendent compte que les avantages de l'intégration économique par l'établissement d'un marché unique ne pourront s'obtenir en totalité à moins de permettre aux professionnels qualifiés d'exercer où bon leur semble à l'intérieur de la Communauté. Les obstacles artificiels à la mobilité des professionnels représentent en quelque sorte des barrières non tarifaires aux marchandises et services. Ils constituent une mauvaise utilisation et un gaspillage des ressources et ne permettent pas à l'économie d'atteindre son plein rendement dans l'intérêt de tous les citoyens⁴⁴. De plus, l'intégration économique est source de spécialisation accrue, grâce à un accroissement de la demande en connaissances et en aptitudes spécialisées dans un marché plus vaste. Ainsi, la globalisation des échanges de marchandises et de services entraîne une tendance à l'internationalisation des professions.

Au mois de juin 1988, le Conseil européen a proposé la directive "relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans"⁴⁵ (intitulée la "directive générale") de façon à régler la situation des professions pour lesquelles aucune directive

n'avait encore été émise. La directive générale a été adoptée en janvier 1989 et les États membres devront l'avoir mise en application d'ici janvier 1991. Elle a pour objet de confirmer juridiquement la faculté des professionnels d'exercer leur profession dans tout État membre à titre indépendant ou salarié. La directive générale s'applique tant aux professions réglementées qu'à celles qui ne le sont pas mais qui confèrent des titres réservés. Une fois en vigueur, la directive générale s'appliquera à près de 80 professions.

La méthode adoptée par le Conseil européen pour reconnaître les qualifications professionnelles ne traduit nullement un esprit de clocher. Au contraire, chaque État membre respecte les autorités compétentes des autres États membres ainsi que les normes que ceux-ci appliquent à l'enseignement, à la formation et aux modalités de qualification professionnelle. Cette approche repose sur la présomption que les critères de formation dans chaque État membre sont suffisants. Le principe consiste à accorder l'équivalence lorsqu'il y a reconnaissance mutuelle de la qualité professionnelle acquise dans les autres États membres. C'est le principe de "comparabilité". Si une personne est qualifiée pour exercer dans un État membre donné, elle sera réputée l'être également pour travailler dans les autres États membres. La méthode employée pour reconnaître l'équivalence est d'ailleurs libérale. De plus, lorsqu'une personne n'a pas une formation en tous points équivalente, il existe des modalités permettant de donner accès à la profession, notamment par la reconnaissance du savoir acquis par apprentissage au travail et l'aménagement d'un stage d'adaptation dans l'État membre d'accueil. Paradoxalement, ces dispositions sont propres à engendrer dans certaines professions (la profession juridique, par exemple) une mobilité beaucoup plus grande au sein de la Communauté européenne qu'entre les provinces canadiennes.

La directive générale prévoit qu'un État membre (l'"État membre d'accueil") ne peut refuser au ressortissant d'un autre État membre (l'"État membre d'origine") l'accès à une profession si cette personne possède dans son pays les qualifications nécessaires. Dans certains cas particuliers, il y aurait lieu cependant de prévoir un stage d'adaptation ou un test. En outre, l'État membre d'accueil peut exiger une preuve relative à la moralité ou à l'absence de faillite ainsi que des attestations de santé physique et mentale.

Les autorités professionnelles compétentes dans chaque État sont habilitées à prendre des décisions visant à mettre en oeuvre la directive générale et à désigner un coordonnateur afin de promouvoir l'uniformité d'application de la directive à l'intérieur de l'État. Les coordonnateurs de chaque État forment ensemble un groupe de coordination. La directive

générale n'oblige pas les États membres de modifier leurs programmes de formation existants; bien au contraire, son objet est d'assurer que les qualifications professionnelles délivrées dans un État membre sont reconnues par les autres États membres.

Une fois la directive générale en vigueur, un professionnel qui possède des qualifications visées par la directive a le droit à la reconnaissance de celles-ci dans toute la Communauté européenne ainsi que le droit d'adhérer à l'association professionnelle compétente dans les divers États membres d'accueil. La reconnaissance de l'équivalence repose essentiellement sur la similitude entre l'instruction et la formation reçues dans l'État membre d'origine avec celles qui se donnent dans l'État membre d'accueil.

Lorsque l'instruction et la formation d'un professionnel s'écartent sensiblement des exigences professionnelles dans l'État membre d'accueil, l'intéressé peut soit se soumettre à une épreuve d'aptitude afin de faire évaluer ses capacités à exercer la profession dans cet État ou accomplir un stage d'adaptation d'une durée maximale de trois ans⁴⁶. Les professionnels ne peuvent, toutefois, être tenus de suivre à nouveau des cours ou de se faire requalifier dans les matières qu'ils ont déjà étudiées. L'objet de l'épreuve d'aptitude ou du stage d'adaptation est tout simplement de compenser les différences au niveau des qualifications délivrées dans les différents États membres. L'épreuve ne peut constituer un examen des connaissances théoriques ou générales mais doit servir tout simplement à vérifier les connaissances des particularités relatives à l'exercice de la profession dans l'État membre d'accueil. Ces diverses possibilités sont considérées comme "des mécanismes d'adaptation tendant à compenser les différences de perspective entre la formation ou le domaine d'exercice d'un migrant avec ceux qui prévalent dans l'État membre d'accueil"⁴⁷. On ne saurait dire avec certitude pour l'instant si une épreuve de compétence linguistique peut être imposée comme exigence générale et distincte (même lorsque l'instruction et la formation subies par le professionnel sont sensiblement identiques à celles qu'exige l'État membre d'accueil, exception faite de la langue). Toutefois, l'épreuve de compétence linguistique semblerait faire partie intégrante de l'épreuve d'aptitude et du stage d'adaptation. C'est à l'autorité compétente de l'État membre d'accueil d'établir le détail des règles régissant le stage d'adaptation et l'évaluation de celui-ci.

Le "diplôme" fait foi des qualifications professionnelles. Aux termes de l'article 1, un "diplôme" s'entend de tout diplôme, certificat ou autre titre ou tout ensemble de tels diplômes, certificats ou autres titres qui a été

délivré par une autorité compétente dans un État membre, dont il résulte que le titulaire a suivi avec succès un cycle d'études postsecondaires d'une durée minimale de trois ans (ou d'une durée équivalente à temps partiel) et dont il résulte également que le titulaire possède les qualifications professionnelles requises pour exercer une profession dans l'État membre. Si la formation sanctionnée par ce diplôme n'a pas été acquise dans une mesure prépondérante dans la Communauté, son titulaire doit justifier d'une expérience professionnelle de trois ans certifiée par l'État membre qui a reconnu ce diplôme.

La directive générale prévoit que la préparation d'une épreuve d'aptitude doit comporter une liste établie par les autorités compétentes de l'État membre d'accueil portant sur les matières qui "sur la base d'une comparaison entre la formation requise dans leur État et celle reçue par le demandeur" ne sont pas couvertes par le diplôme du demandeur. L'épreuve peut également comprendre la connaissance de la déontologie applicable aux activités concernées dans l'État membre d'accueil.

Aux termes de l'article 3, si le demandeur provient d'un État qui ne réglemente pas la profession en cause, il a néanmoins droit à la reconnaissance de l'équivalence dans l'État membre d'accueil qui réglemente l'accès à cette profession, à condition d'avoir exercé à plein temps cette profession pendant deux ans au cours des dix années précédentes dans l'État d'origine et en ayant un diplôme dont il résulte qu'il a suivi avec succès un cycle d'études postsecondaires d'une durée minimale de trois ans.

Aux termes de l'article 4, l'État membre d'accueil peut également exiger du demandeur qu'il prouve qu'il possède une expérience professionnelle lorsque la durée de la formation est inférieure d'au moins un an à celle qui est requise dans l'État membre d'accueil. L'article prévoit cependant la durée maximale de l'expérience professionnelle qui peut être exigée en pareil cas.

L'article 6 prévoit l'obligation pour l'État membre d'accueil d'accepter la production de documents délivrés par des autorités compétentes de l'État membre d'origine comme preuve suffisante de la moralité, de l'absence de faillite et de la santé du demandeur. Si l'État membre d'origine ne délivre pas de tels documents, l'État membre d'accueil doit accepter une déclaration sous serment.

Selon l'article 8, les demandes doivent être traitées dans les plus brefs délais possibles par l'État membre d'accueil et faire l'objet d'une "décision

motivée" de l'autorité compétente au plus tard quatre mois à compter de la présentation du dossier complet de l'intéressé.

Les professions et leurs associations correspondantes sont actuellement à régler les préparatifs détaillés en vue du rôle décisionnel qu'auront à remplir les autorités compétentes de chaque État dans le cadre de l'application de la directive générale. Dans certains cas, il existe déjà un organisme représentant une profession donnée à l'échelle de l'Europe et dont le rôle est de faciliter la reconnaissance mutuelle des titres de compétence ainsi que la libre circulation des professionnels d'un État membre à l'autre. Parmi ces organismes figure la Fédération européenne d'associations nationales d'ingénieurs (FEANI) qui regroupe des associations d'ingénieurs de 20 pays européens, dont 12 font partie de la Communauté européenne. FEANI confère à ses membres le droit de faire état du titre "Ingénieur européen" ("Ing. eur.") et délivre des "passeports" aux ingénieurs des 20 pays ayant quatre années de formation universitaire (ou un diplôme de trois ans suivi d'un stage de formation approuvé) auxquelles s'ajoute une expérience professionnelle portant le nombre total d'années à sept ans à compter du début de leur formation postsecondaire. Il va sans dire qu'un organisme comme FEANI peut avoir un rôle important à jouer en ce qui concerne la mise en oeuvre des dispositions de la directive générale concernant les ingénieurs⁴⁸.

Le projet TRACE (Trans Regional Academic Mobility and Credential Evaluation)

De nombreux milieux dans le monde entier reconnaissent le besoin de coordonner l'évaluation de l'acquis antérieur. Le projet TRACE (Trans Regional Academic Mobility and Credential Evaluation) est l'un des principaux programmes établis précisément afin de favoriser la mobilité de la main-d'oeuvre et les possibilités d'emploi dans le monde. Ce projet témoigne de l'importance de cet objectif et s'offre comme source de renseignements et de connaissances spécialisées en vue de développer plus à fond le processus d'évaluation de l'acquis antérieur en Ontario. Son objectif déclaré s'énonce comme suit:

L'institution du projet TRACE (Trans Regional Academic Mobility and Credential Evaluation) répond au besoin d'améliorer l'accessibilité et la qualité des renseignements portant sur la mobilité de la main-d'oeuvre et l'évaluation des titres de compétence dans le monde.

Grâce aux techniques modernes, TRACE entend fournir les moyens nécessaires pour échanger des données uniformes sur les études supérieures et la formation professionnelle. On compte ainsi éviter les dédoublements d'activités au niveau de la cueillette et de la mise à jour des données en assurant la concertation des efforts à l'échelle internationale. En reliant entre elles les banques de données actuelles et à venir, en réalisant des accords relatifs à la cueillette des données et en modifiant certaines des pratiques courantes dans ce domaine, l'on parviendra à constituer un réseau international d'échange de données accessible dans le monde entier. Seules les données objectives seront recueillies; l'interprétation et l'évaluation de données continueront de relever des spécialistes des pays respectifs. Le système de transmission de données profitera également aux travaux de recherche en éducation comparée axés sur les études supérieures et resserrera les liens entre les établissements participant à des échanges internationaux.

Le projet TRACE a été conçu par un groupe d'experts en éducation internationale provenant de huit pays différents, qui se préoccupent des questions relatives à la liberté de circulation des étudiants et s'occupent de renseigner les étudiants sur les études à l'étranger en plus d'oeuvrer en matière d'évaluation des titres de compétence technique ou professionnelle délivrés à l'étranger. L'objectif à long terme du projet TRACE est d'établir une banque de données internationale permettant d'avoir immédiatement accès à des renseignements sur des systèmes et des établissements d'enseignement et permettant également aux autorités éducationnelles et professionnelles compétentes du monde entier de les mettre à jour.

La représentation au TRACE est formée de membres de l'Association des registraires des universités et collèges du Canada, de l'Association des universités et collèges du Canada, du Service allemand des échanges universitaires (DAAD), du Zentralstelle für Ausländisches Bildungswesen, de l'Association internationale des universités, de la Netherlands Universities Foundation for International Cooperation (NUFFIC), du Conseil national des universités et collèges de Suède, du Schweizerische Zentralstelle für Hochschulwesen (Office central des universités suisses), du National Academic Recognition Information Centre du British Council, du Centre européen des programmes d'études supérieures de l'UNESCO (CEPES), de l'Institut européen d'éducation et de politiques sociales (Bureau ERASME) et du National Liaison Committee on Foreign Student Admission des États-Unis, y compris le Council of Graduate Schools, le College Board, l'Institute of International Education, l'American Association of Collegiate Registrars and Admission Officers et la National Association for Foreign Student Affairs.⁴⁹

La convention de l'UNESCO

La "Convention internationale sur la reconnaissance des études et des diplômes relatifs à l'enseignement supérieur dans les États de la région Europe" s'inscrit dans une vaste série d'efforts entrepris par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) afin de coordonner les activités de différents États dans le domaine des études supérieures. Dans le vocabulaire de l'UNESCO, la "région Europe" englobe le Canada, l'URSS et l'Israël en plus des pays de l'Europe orientale et occidentale. Le Canada envisage à l'heure actuelle la possibilité d'adhérer à la convention.

La convention a pour objet de favoriser la mobilité de la main-d'oeuvre, les échanges d'idées et de connaissances ainsi que l'échange d'expérience scientifique et technique. Afin de faciliter la coopération entre les pays en matière d'éducation, de sciences, de culture et de communication, cette convention de l'UNESCO encourage la reconnaissance des diplômes postsecondaires dans d'autres pays en fournissant des renseignements à ce sujet. Cet accord se veut le point de départ d'une action concertée afin de susciter la participation des pays intéressés au processus de reconnaissance des diplômes.

L'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis

Le chapitre 14 de l'*Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis* établit un principe général selon lequel le "traitement national"⁵⁰ sera accordé à ceux qui fournissent des services visés⁵¹. Autrement dit, ceux qui fournissent ces services ne pourront faire l'objet d'une discrimination en raison de leur pays d'origine. La faculté des gouvernements de réglementer les professions et métiers n'est nullement touchée si la réglementation répond à des besoins de politique interne et n'est pas appliquée de façon discriminatoire⁵².

Il y a cependant trois limites à ce principe. Tout d'abord, l'*Accord de libre-échange* ne s'applique qu'aux "services visés"⁵³. Les seules professions expressément visées sont le génie, l'architecture, l'arpentage et l'agrolgie, bien que d'autres professions et métiers tombent vraisemblablement dans les catégories de services énumérées⁵⁴.

Deuxièmement, l'article 1402.5 stipule que la norme de "traitement national" ne s'applique qu'aux *nouvelles* mesures, politiques et pratiques.

(L'article 1405.1 stipule cependant que les deux pays s'efforceront d'éliminer les mesures actuelles qui sont incompatibles avec la norme.)

Troisièmement, chaque pays peut invoquer de nouvelles politiques ayant un effet discriminatoire, pourvu que "la différence de traitement ne soit pas plus importante que ce qui est nécessaire pour des considérations de gestion prudente, de fiducie, de santé et de sécurité, ou de protection des consommateurs..."⁵⁵.

L'article 1403 pose toutefois le principe fondamental selon lequel les deux pays reconnaissent que les mesures régissant l'autorisation d'exercer et la reconnaissance professionnelle "...devraient être liées principalement à la compétence ou à la capacité de fournir ces services ..." et n'auront pas pour objet ni pour effet d'entraver ou de limiter de façon discriminatoire l'accès à la profession. Les pays "encourageront la reconnaissance mutuelle des prescriptions liées à l'autorisation d'exercer et à la reconnaissance professionnelle". De toute évidence, ces stipulations sont l'expression des tendances à la globalisation.

Une "annexe sectorielle" insérée à l'intention des architectes⁵⁶, indique que l'Institut royal d'architecture du Canada et l'American Institute of Architects, en consultation avec les organismes professionnels et de réglementation appropriés, tenteront d'élaborer, d'ici le 31 décembre 1991, des normes mutuellement acceptables touchant des questions comme l'accréditation des écoles d'architecture, les examens pour obtenir l'autorisation d'exercer et la détermination de l'expérience requise pour obtenir l'autorisation d'exercer.

Un comité établi par les deux pays examinera les recommandations dès leur réception et, si celles-ci sont jugées compatibles avec le chapitre 14 de l'*Accord de libre-échange*, les gouvernements respectifs de chaque pays encourageront les gouvernements de leurs provinces et de leurs États à prendre les mesures nécessaires pour que les autorités chargées de l'autorisation d'exercer "acceptent, au même titre que les leurs, les prescriptions de l'autre Partie touchant l'autorisation d'exercer et la reconnaissance professionnelle"⁵⁷.

L'article 1405 oblige les deux parties de chercher à négocier d'autres annexes sectorielles visant d'autres professions.

Le chapitre 15 de l'*Accord de libre-échange* traite de "l'autorisation de séjour temporaire"⁵⁸ pour gens d'affaires dans chaque pays. Aux termes

de l'annexe 1502.1, l'une des catégories de gens d'affaires sont les "professionnels" appartenant aux professions énumérées à l'appendice 2. Parmi ceux-ci figurent les comptables, les architectes, les médecins (enseignement et recherche seulement), les dentistes, les infirmiers et infirmières (autorisés), les enseignants du niveau postsecondaire, les avocats et les diététiciens⁵⁹.

Le chapitre 15 confère à l'égard des quatre catégories de "gens d'affaires" l'autorisation de séjour temporaire. Ceux qui tombent dans la catégorie de "gens d'affaires en visite" et qui désirent séjourner dans l'autre pays, doivent démontrer que l'objet de leur visite est conforme aux activités énumérées à l'Appendice 1.

Les personnes qui tombent dans la catégorie des "professionnels" doivent démontrer qu'ils désirent séjourner dans l'autre pays pour y mener des "activités professionnelles"⁶⁰, c'est-à-dire des activités menées par les ressortissants du pays dans la même catégorie professionnelle. Cela revient à dire que seuls les personnes qui satisfont aux normes et politiques imposées par l'organe corporatif dans le pays dans lequel elles veulent séjourner, pourront obtenir l'autorisation de séjour nécessaire.

Il va sans dire que l'*Accord de libre-échange* aura avec le temps des répercussions profondes sur la question d'accès aux professions et métiers, non seulement de façon directe en ce qui concerne les déplacements de personnes entre les deux pays, mais également de façon indirecte en ce qui concerne la mobilité interprovinciale. On conçoit mal, en effet, qu'il soit plus aisé de changer de pays pour exercer une profession ou un métier que de changer de province.

L'article 1403 stipule comme critère fondamental que les mesures régissant l'autorisation d'exercer et la reconnaissance professionnelle "devraient être liées principalement à la compétence ou à la capacité de fournir des services". On n'a que faire dans un contexte de libre concurrence du manque d'efficacité et des iniquités provoquées par le protectionisme et la discrimination systématique. Nos recommandations figurant à la fin du présent chapitre suivent et appuient la restructuration économique qu'entraîne l'*Accord de libre-échange*.

CONCLUSIONS

Le Groupe d'étude est convaincu que l'accès réel ou apparent aux professions et métiers en Ontario peut être amélioré grâce à l'instauration d'un mécanisme conçu expressément pour évaluer chez les intéressés l'acquis antérieur et le savoir acquis par apprentissage au travail. Le mécanisme envisagé permettrait d'unifier et de rationaliser les méthodes actuellement utilisées en Ontario pour évaluer le niveau et le type d'instruction reçue par des individus. Il servirait à déterminer si leur instruction équivaut à celle que l'on impose aux candidats à l'autorisation d'exercer ayant acquis leur instruction en Ontario. Le mécanisme s'inspirerait en partie de l'expérience canadienne, américaine et britannique, en vue d'améliorer la façon d'évaluer actuellement en Ontario le savoir acquis par un individu tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du système éducationnel.

Nous souscrivons au principe selon lequel il appartient en dernier ressort aux organes corporatifs de veiller au niveau de compétence de leurs membres afin de protéger le bien-être du public. (Comme nous l'avons indiqué au chapitre 4 intitulé "Problèmes face aux professions", nous sommes d'avis que les organes corporatifs non réglementés qui sont habilités à décerner des titres de compétence ou des titres réservés doivent se conformer au système que nous nous proposons d'instituer pour l'évaluation de l'acquis antérieur. Nos commentaires et observations au sujet du Réseau d'évaluation de l'acquis antérieur visent donc également ces organismes.) C'est pourquoi, nous sommes d'avis que l'élaboration et l'administration de tous les examens en vue de l'autorisation d'exercer devraient continuer de relever de ces organes corporatifs (voir le chapitre 6 intitulé "Testage professionnel") et que ceux-ci devraient être directement responsables de l'élaboration ou de la formulation des critères de compétence servant à évaluer tous les candidats. Nous sommes également d'avis qu'en règle générale, il vaut mieux que les organes corporatifs effectuent eux-mêmes les évaluations pratiques.

Ainsi que nous l'indiquons dans le présent chapitre, nos recherches nous ont cependant permis de remarquer la nécessité d'implanter un mécanisme permanent pour aider les organes corporatifs à évaluer la compétence, à l'instar des autres juridictions ayant déjà pris des mesures en ce sens.

La présélection des candidats, soit l'évaluation de l'équivalence, est l'étape du processus qui est la plus problématique, la plus difficile, la moins

uniformisée et celle qui présente les risques d'abus les plus élevés. C'est cette étape qu'il importe, à notre avis, de confier à un organisme spécialisé, bien structuré et autonome.

Par conséquent, quoique, de toute évidence, certains établissements d'enseignement et organes corporatifs pratiquent déjà dans une certaine mesure l'évaluation de l'acquis antérieur, nous estimons néanmoins que la population de l'Ontario devrait bénéficier de moyens plus systématiques pour faire évaluer leur savoir. Il peut s'agir du savoir acquis dans le cadre de l'enseignement officiel, notamment de programmes menant à un grade, un diplôme ou un certificat et de cours individuels, de même que le savoir acquis par expérience.

D'après nous, l'implantation d'un mécanisme d'évaluation de l'acquis antérieur devrait s'avérer profitable aux organes corporatifs de l'Ontario chargés de l'autorisation d'exercer ou de la qualification professionnelle. Même si ces organes sont structurés de façon à évaluer des diplômés de programmes d'enseignement et de formation canadiens dans le but de déterminer s'ils remplissent les conditions nécessaires à l'autorisation d'exercer ou la qualification professionnelle, il n'en demeure pas moins que ces organes ne disposent pas de moyens suffisants pour évaluer équitablement et systématiquement les titres de compétence de tous les candidats formés à l'étranger. De plus, la plupart ne possèdent pas les connaissances spécialisées nécessaires pour évaluer le savoir acquis par apprentissage au travail. L'implantation d'un mécanisme permettant d'apprécier si des individus remplissent les conditions nécessaires pour demander l'autorisation d'exercer ou la qualification professionnelle dans des occupations données aidera ces organes à maintenir les normes de compétence et à s'assurer que nul individu qualifié ne se voit refuser l'accès à une profession ou obligé de suivre une période de recyclage superflue.

Les établissements d'enseignement pourront également tirer profit de ce mécanisme. De fait, la plupart des collèges et universités, de même que le ministère de l'Éducation, disposent d'ores et déjà de moyens leur permettant d'évaluer l'acquis antérieur de candidats provenant de pays à forte émigration vers le Canada. Bien des établissements, cependant, ne semblent pas du tout en mesure d'évaluer systématiquement l'acquis antérieur, et leur capacité d'évaluer les titres de compétence de personnes dépourvues de documents d'attestation ou venant de pays à faible émigration vers le Canada est largement insuffisante.

Le mécanisme proposé sera particulièrement profitable aux individus qui ont l'intention de demander la qualification professionnelle et l'autorisation d'exercer et qui ont besoin de faire évaluer leur acquis antérieur. Les candidats en provenance d'autres provinces ou d'autres pays pourront s'en prévaloir également. Les individus les moins bien desservis pour l'instant, à notre avis, sont ceux qui arrivent au Canada et ne disposent pas des documents suffisants ainsi que ceux qui possèdent des compétences pertinentes et utiles acquises par apprentissage au travail plutôt que par le biais de l'enseignement officiel. Ce sont là nos principaux groupes cibles, quoique, à notre avis, nos recommandations profiteront également à d'autres.

Ainsi, les personnes qui s'intègrent directement au marché du travail sans passer par un organe d'autorisation ou de qualification professionnelles, en profiteront, de même que les employeurs en quête de main-d'oeuvre, grâce notamment à la possibilité d'évaluer valablement et exhaustivement la formation des candidats. Les risques de discrimination dans les pratiques d'embauche seront sensiblement réduits pour la bonne raison que les employeurs, une fois en possession de données de comparaison, ne se sentiront plus obligés de refuser les candidats formés ou ayant acquis leur expérience à l'étranger du fait des difficultés que pose l'appréciation de leur formation ou de leur expérience.

Le mécanisme présenterait également certains avantages pour les candidats formés ou antérieurement qualifiés en Ontario qui désirent réintégrer le marché du travail après s'en être absentés ou qui désirent passer d'une occupation spécifique à une occupation apparentée. Les femmes surtout auront beaucoup à gagner de ces moyens d'évaluation et de démonstration de leurs compétences. Ce sont là des questions qui les touchent particulièrement. Les individus profiteront non seulement des évaluations en tant que telles mais ils pourront également en tirer des renseignements sur les lacunes de leur formation ainsi que sur les moyens de remplir certaines conditions.

Nous estimons que ce mécanisme devrait être conçu en tenant compte des principes qui sous-tendent les autres systèmes d'évaluation de l'acquis antérieur ayant fait leurs preuves. Non seulement ce mécanisme devrait-il être spécialisé en matière d'évaluation et de formation d'évaluateurs en produisant des résultats valables et fiables, mais encore faut-il que son utilisation soit systématique afin de susciter la confiance dans le maintien de normes élevées.

Un mécanisme d'évaluation systématique de l'acquis antérieur se caractérise de plusieurs façons :

Il est transparent. Si les politiques d'évaluation devaient revêtir un caractère secret, en réalité ou en apparence, la qualité des évaluations pourrait être mise en doute. Les clients, les organes de qualification et d'autorisation professionnelles ainsi que les établissements d'enseignement doivent pouvoir participer activement à l'élaboration des politiques et pouvoir prendre facilement connaissance des politiques et des modalités.

Il est accessible. Si les services étaient rendus inaccessible à l'un ou l'autre client pour des raisons de langue, à cause de l'importance des frais ou à cause des délais d'exécution des évaluations, l'équité du système serait mise en danger. De plus, pour pouvoir desservir adéquatement la population de l'Ontario, l'évaluation de l'acquis antérieur devrait pouvoir s'obtenir dans les diverses régions. Comme il existe d'ores et déjà en Ontario des réseaux à la grandeur de la province, auxquels adhèrent notamment les collèges communautaires et les différents bureaux du ministère de la Formation professionnelle, le Groupe d'étude envisage la possibilité de désigner l'un de ces réseaux comme le prolongement à l'échelon régional du mécanisme d'évaluation de l'acquis antérieur.

Ses stratégies d'évaluation sont exhaustives. Les stratégies d'évaluation devraient être conçues de façon à permettre à des individus de faire évaluer les titres de compétence obtenus tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'enseignement officiel (comme la formation donnée par des associations, les milieux d'affaires ou industriels ainsi que par l'armée, les syndicats et les gouvernements) ainsi que de permettre l'évaluation du savoir acquis par apprentissage au travail, par le bénévolat ou par le biais d'études personnelles.

Il minimise les coûts. Les modalités d'évaluation et les centres d'activités devraient être établis de façon à réduire les dédoublements d'efforts au minimum et devraient faire l'objet d'une vigilance continue afin d'en assurer l'efficacité et la suffisance. Nous sommes convaincus que la spécialisation et les économies d'échelle découlant forcément de l'implantation d'un mécanisme d'évaluation de l'acquis antérieur entraîneront une efficacité généralement accrue par rapport à la situation actuelle. Les frais reliés à ce système ne doivent pas nécessairement être élevés. En comparant entre eux des modèles semblables, on s'aperçoit que des ressources humaines limitées suffiraient à la tâche et que les besoins en matière d'installations et autres besoins matériels sont relativement modestes.

Par contre, l'apport économique net que représente la réintégration efficace de personnes qualifiées sur le marché du travail sera vraisemblablement considérable.

Il a la confiance des enseignants, des organes corporatifs, des employeurs et de ses usagers. Nous sommes convaincus que le mécanisme gagnera cette confiance grâce à une participation soutenue des intéressés aux prises de décisions relatives à la planification et aux politiques, grâce à son accessibilité et grâce aussi à la qualité des évaluations.

En formulant nos recommandations au sujet de l'évaluation de l'acquis antérieur, nous avons tenu compte du fait que le savoir peut s'acquérir à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de l'enseignement officiel.

Nous avons également tenu compte de ce que l'éducation comparée constitue une discipline à part entière. L'évaluation de l'acquis antérieur est une véritable science - encore qu'en pleine évolution - mais certainement pas un art.

Nous estimons que les personnes cherchant à avoir accès à l'enseignement postsecondaire ainsi que celles qui désirent obtenir la qualification ou l'autorisation professionnelles en vue de pratiquer une profession ou un métier ne devraient pas être tenues de réapprendre ce qu'elles connaissent déjà. Bien entendu, nous ne cherchons pas par là à mettre l'expérience pure et simple sur le même pied que les connaissances. Cependant, nous croyons à la faisabilité de mettre en place un moyen de vérifier et d'attester des connaissances soit découlant du savoir et des aptitudes acquises par apprentissage au travail ou obtenues dans le cadre de l'enseignement officiel. D'autres juridictions y sont déjà parvenues, y compris l'Ontario dans une moindre mesure. Le savoir acquis par apprentissage qui est soumis à une évaluation doit être démontré de façon rigoureuse et exhaustive et, de plus, être mesuré selon les mêmes critères d'aptitude ou de compétence que ceux qui ont été établis pour l'évaluation du niveau de scolarité, ces derniers critères étant, de fait, ceux que l'on applique aux personnes formées en Ontario.

Nous sommes d'avis que le mécanisme proposé, étant donné l'importance de la clientèle à desservir et la nécessité d'assurer l'impartialité réelle et apparente de celui-ci, devrait être institué par le biais de dispositions législatives qui le rendraient distinct et autonome par rapport aux différents organismes éducationnels et corporatifs. Cela n'empêche pas par contre, à notre avis, qu'on puisse l'associer étroitement à un ou

plusieurs établissements d'enseignement. Cette association constituerait un gage d'efficacité accrue du fait qu'on pourrait recourir plus facilement à des ressources spécialisées en matière d'éducation comparée, de langue et d'évaluation, ainsi qu'aux spécialistes des programmes d'enseignement dans plusieurs domaines d'activités. Pareille association permettrait de plus de resserrer les liens entre les activités d'évaluation et de recyclage et pourrait se former à partir des spécialistes et des ressources actuellement disponibles.

Nous sommes convaincus que la mise en oeuvre de ces recommandations donnera lieu à un processus efficace grâce auquel les personnes formées à l'étranger pourront se faire qualifier en vue d'exercer une profession ou un métier en Ontario. Nous sommes également convaincus que le mécanisme profitera aux intéressés, au système d'enseignement de l'Ontario ainsi qu'à l'économie de la province.

Nous sommes sûrs par ailleurs que nos recommandations sont à la mesure des mécanismes d'évaluation de l'acquis antérieur implantés en Colombie-Britannique, au Québec, au Royaume-Uni, aux États-Unis et ailleurs encore. Ces recommandations s'inscrivent parmi les tendances internationales visant à favoriser la mobilité de la main-d'oeuvre spécialisée grâce à la coordination des programmes de formation et à la reconnaissance de l'acquis antérieur.

Nous proposons comme modèle une synthèse des éléments que l'on retrouve dans certains programmes existants de façon à créer un mécanisme qui soit adapté aux divers besoins que nous avons relevés en matière de qualification et d'autorisation professionnelles. (La structure de base que nous proposons est indiquée à l'Annexe 5-A à la fin du présent chapitre) Nous proposons de donner à ce mécanisme le nom de Réseau (forme abrégée de Réseau d'évaluation de l'acquis antérieur). Nous insistons sur le sens du mot "réseau" qui permet de souligner le rôle de coordination de cet organisme qui est destiné en somme à assurer toute une gamme de services dans le but de venir en aide aux individus qui se préparent à obtenir un emploi. C'est ainsi que certaines fonctions essentielles seraient exécutées par le RÉSEAU même, tandis que d'autres seraient déléguées, retransmises ou pourraient bénéficier des services de contrôle et de consultation du RÉSEAU.

En cherchant à définir les rapports qui devraient exister entre les groupements professionnels et le RÉSEAU, nous avons opté pour une solution de compromis qui tienne compte de plusieurs facteurs. Il était évident que le modèle de l'État de New-York avec son élément de

participation du public à toutes les étapes du processus de qualification professionnelle, empiéterait trop sur l'autonomie des organes corporatifs pour pouvoir être accepté en Ontario. Nous nous sommes cependant penchés sur les trois options suivantes: (1) le modèle mis en place à la division des équivalence du gouvernement du Québec, ce modèle étant orienté vers l'évaluation des gens qui ont reçu leur instruction à l'extérieur du Québec; (2) un système qui fonctionnerait parallèlement aux divers services d'évaluation existant au sein des occupations; et (3) un modèle analogue à celui de l'Alberta où les évaluations sont effectuées individuellement et sont contraignables à l'égard des organes corporatifs à qui elles sont destinées. Les candidats auraient ensuite le droit de demander la qualification professionnelle ou l'autorisation d'exercer et, plus particulièrement, de se présenter aux examens et de remplir toute autre condition normalement prévue.

Le modèle québécois est passablement avantageux et semble bien fonctionner dans la province. Par contre, son rôle n'est pas entièrement reconnu auprès des organes corporatifs. Vu le besoin qui existe en Ontario d'adopter un système rigoureux et objectif, nous estimons qu'un système qui serait tout simplement "à la disposition du public" aurait peu de répercussions sur le sort des personnes formées à l'extérieur de l'Ontario. Bien que plusieurs organes corporatifs nous aient laissé entendre qu'un mécanisme d'évaluation leur serait non seulement acceptable mais surtout utile, rien ne garantit que les organes les plus susceptibles de tirer profit de ce mécanisme y participeraient en réalité.

Un modèle conférant au RÉSEAU la capacité d'offrir des évaluations parallèles et, par conséquent, parfois différentes, permettrait d'assurer une certaine impartialité mais risque de s'avérer irréalisable dans les faits. En effet, la participation des occupations au processus d'évaluation est une condition essentielle de sa réussite. Or, en situation de concurrence, leur collaboration serait improbable. De plus, il pourrait en résulter une tendance de la part du RÉSEAU, des candidats et des occupations à s'efforcer de démontrer la supériorité de leurs évaluations plutôt que d'assurer l'élaboration et l'évolution d'un vaste système d'évaluation. Cela, à son tour, risque de multiplier les procédures d'appel, les poursuites et les frustrations.

Ce qui nous amène à la troisième option. Comme nous l'avons indiqué dans le présent chapitre et ailleurs dans le rapport, la responsabilité des professions d'apprécier les qualifications de leurs aspirants est à la base même du professionnalisme tel que nous le connaissons en Ontario. Nous reconnaissons leur autorité dans ce domaine. Ce qui nous préoccupe

particulièrement, c'est l'importance de l'autonomie de la profession juridique, si l'on songe notamment aux rapports directs qui unissent le barreau et la magistrature, rapports qu'il y a lieu de garder à l'écart de l'influence du gouvernement. Nous nous préoccupons fortement aussi de la possibilité d'imposer une décision prise à l'externe à des organes corporatifs, puisque, comme l'indique notre analyse des professions, les modalités actuelles dans certaines occupations sont souples et judicieuses. Malgré cela, nous en sommes venus à la conclusion que le système d'évaluation de l'acquis antérieur devrait s'inspirer du troisième modèle pour être le plus efficace possible. L'adoption d'un système de cette envergure garantirait la participation de professions qui à l'heure actuelle ont besoin d'assistance, y compris celles qui n'ont pu faire l'objet d'une analyse détaillée dans notre étude. En outre, il faciliterait la mise en oeuvre de l'évaluation de l'acquis antérieur, mettrait à contribution les ressources existantes grâce à l'étendue de ses ramifications, et améliorerait la mobilité de la main-d'oeuvre d'une discipline à l'autre.

Les organes corporatifs continueraient à contrôler l'accès aux professions par le biais des examens préalables à l'autorisation d'exercer et des autres critères d'admission. Nous reconnaissons cependant que les changements que nous proposons risquent de soulever des inquiétudes. Nous avons essayé d'y répondre en précisant dans notre proposition un certain nombre de points. Ceux-ci sont énumérés ci-dessous et prévoient, notamment, que tout empiétement sur l'autonomie des organes corporatifs sera contrecarré, même parfois au point de ne tolérer aucune entrave aux modalités d'évaluation de l'acquis antérieur appliquées par les organes en cause. Dans les autres cas, la participation des organes corporatifs intéressés permettra de s'assurer du maintien de ses critères de compétence. Dans l'ensemble, cependant, le mécanisme servirait à protéger les droits des candidats formés à l'étranger d'obtenir une évaluation équitable.

- Le RÉSEAU devrait être habilité à déléguer tout ou partie des fonctions d'évaluation aux organes corporatifs intéressés, sous réserve de la possibilité de révoquer ces fonctions si elles ne sont plus exécutées systématiquement et objectivement comme il se doit. Il existe déjà un certain nombre d'occupations qui pourraient bénéficier d'une délégation en raison des modalités d'évaluation qu'elles appliquent actuellement; quant aux autres occupations, elles auraient sans doute intérêt à en élaborer.

- Le RÉSEAU devrait être expressément habilité à déléguer l'administration des évaluations pratiques faisant partie intégrante d'une évaluation d'équivalence et devrait chercher à les déléguer.
- Les critères de compétence servant à évaluer les candidats devraient être élaborés et formulés par les représentants mêmes des organes corporatifs, en collaboration avec les spécialistes en éducation comparée du RÉSEAU.
- Les organes corporatifs devraient se faire représenter au sein du RÉSEAU par l'entremise de comités consultatifs formés pour chaque occupation; ces comités auraient principalement pour rôle de conseiller les personnes effectuant des évaluations d'équivalence.
- Le droit de demander la révision à l'interne d'une évaluation devrait être accordé non seulement à chaque candidat mais aussi aux organes corporatifs.
- En plus de ces précautions, soulignons qu'il est essentiel pour le fonctionnement de l'organisme comme nous le concevons, qu'il soit perçu comme étant libre de toute ingérence de la part de l'État. Il importe, pour le soustraire à l'influence de l'État, qu'il soit constitué en organisme autonome et placé sous l'égide d'un conseil d'administration formé de personnes que la Couronne irait chercher dans le milieu de l'enseignement, dans les occupations et dans le public.

Nous sommes d'avis que le RÉSEAU devrait s'occuper d'autres aspects du processus de qualification et d'autorisation professionnelles. En effet, il pourrait former la plaque tournante d'un service de renseignements et de consultation à la façon d'un centre décisionnel. (Pour plus de détails à ce sujet, voir le chapitre 6 intitulé "Testage professionnel" ainsi que le chapitre 7 "Testage linguistique".) Nous recommanderons par exemple qu'il joue un rôle au niveau de l'élaboration et de la validation des tests professionnels et de la publication des critères en vigueur. Cependant, en recommandant que le RÉSEAU cherche à se doter des spécialistes nécessaires dans ces domaines et à appuyer les organes corporatifs dans l'élaboration des critères de validité et de fiabilité, nous ne voulons pas dire que le RÉSEAU devrait s'occuper lui-même de l'élaboration et de la validation de ces tests. Au contraire, cette tâche revient à des spécialistes reconnus qui ont été au préalable choisis par les organes corporatifs mêmes et avec lesquels le RÉSEAU peut établir des rapports ou auxquels il peut

confier certaines tâches. Nous recommandons, à cet égard, cependant, que le RÉSEAU ait le pouvoir de donner ou de refuser son approbation aux organes corporatifs qui cherchent à imposer des examens supplémentaires à des candidats formés à l'étranger. L'imposition de contraintes supplémentaires à ces candidats ne devrait être permise que dans des circonstances limitées.

L'une des fonctions principales que nous confierions au RÉSEAU serait de fournir un service de renseignements et d'orientation pour les candidats. Nous avons déjà évoqué dans le présent chapitre ainsi que dans le chapitre 8 "Formation linguistique" et dans le chapitre 9 "Recyclage" la nécessité de prévoir ce genre de service à titre de suivi à l'évaluation des candidats. À cet égard, le RÉSEAU coordonnerait essentiellement la prestation du service de renseignements et d'orientation en faisant appel aux ressources et aux installations existantes, mais en veillant à améliorer l'accès des candidats à ces services. Les renseignements détaillés à communiquer aux individus et aux organes corporatifs porteraient sur les conditions particulières de qualification professionnelle, sur les normes à respecter, sur les droits d'appel en cas de refus d'une demande ainsi que sur les possibilités de formation linguistique, de recyclage et les programmes de formation en général. Le rôle central du RÉSEAU dans ce domaine n'empêcherait pas que la diffusion des renseignements puisse s'effectuer en grande partie par l'intermédiaire des organismes professionnels, culturels et gouvernementaux existants et notamment à l'aide de la Banque de matériel de formation de la Société ontarienne de formation, laquelle consiste en un fichier informatisé accessible à distance où sont stockées les données relatives aux possibilités d'enseignement et de formation en Ontario. La banque de matériel de formation est à l'heure actuelle axée exclusivement sur les possibilités d'enseignement et de formation, mais elle devrait pouvoir également servir de moyen de diffusion électronique des renseignements visés ci-dessus. Plutôt que de créer une fonction parallèle au sein du RÉSEAU, nous recommandons d'établir entre le RÉSEAU et la banque de matériel de formation un accord portant sur la prestation de ces services. La Banque de matériel de formation de la Société ontarienne de formation entend commencer à offrir ses services en français et en anglais au début de 1990.

Le modèle que nous préconisons ne permet pas de régler tous les détails de fonctionnement du RÉSEAU. Les candidats à la qualification professionnelle ou à l'autorisation d'exercer qui ont reçu leur formation en dehors de l'Ontario ont le droit en tant que résidents de la province de recevoir un traitement juste et équitable. Le modèle que nous préconisons

comporte donc les fonctions que le Groupe d'étude a retenues comme étant essentielles pour atteindre cet objectif. Compte tenu de celui-ci, nous estimons essentiel que le conseil d'administration dont nous recommandons la création au sein du RÉSEAU, se compose en grande partie de personnes de races et de cultures variées afin de s'assurer que les candidats formés à l'étranger soient effectivement représentés au niveau de l'administration du RÉSEAU.

Nous avons recommandé une période d'adaptation de trois ans, durant laquelle les évaluations du RÉSEAU seraient purement facultatives et pourraient constituer une simple solution de rechange aux évaluations fournies par les organes corporatifs mêmes. Nous recommandons qu'après cette période, les évaluations du RÉSEAU deviennent contraignables à l'égard des organes corporatifs.

Il importe toutefois que l'implantation du RÉSEAU soit perçue comme un changement progressif et non brusque. En effet, les organes corporatifs et les individus mettront du temps à s'adapter à son existence et à accorder à ses décisions la confiance nécessaire. La période de trois ans que nous avons officiellement recommandée pour assurer la transition au nouveau système pourrait s'avérer insuffisante dans le cas de certaines fonctions. Idéalement le concept et le mécanisme recommandés devraient évoluer avec la collaboration et l'appui des individus et organismes qu'ils sont destinés à aider. En cherchant à imposer le mécanisme trop fermement ou hâtivement, on risque de gêner le processus plutôt que de le faciliter.

RECOMMANDATIONS

Nos recommandations visent principalement l'instruction antérieure acquise à l'étranger ainsi que le savoir acquis par apprentissage au travail, mais tous les résidents de l'Ontario y trouvent un intérêt.

- 5.1 *Nous recommandons que le gouvernement de l'Ontario prenne des mesures visant à l'évaluation systématique de l'instruction antérieure et du savoir acquis par apprentissage au travail d'individus, notamment en mettant sur pied le Réseau d'évaluation de l'acquis antérieur (RÉSEAU). L'évaluation de l'acquis antérieur consiste à évaluer (1) le niveau de scolarité (secondaire, postsecondaire, formation professionnelle telle que les cours, les certificats, les diplômes et les grades universitaires)*

et (2) l'expérience accumulée par un individu. Cette évaluation englobe tout ce qu'un individu a appris dans le cadre d'un enseignement et d'une formation structurés et donnés par des employeurs, des associations et des syndicats ainsi que ce qu'il a appris par son expérience personnelle, la formation sur le tas, le bénévolat et par les études personnelles.

5.2 Nous recommandons qu'afin de mettre les services du RÉSEAU à la disposition de tous sur une base régulière, celui-ci soit financé par l'État et tenu de rendre compte de ses activités à un ministère du gouvernement en vertu d'une législation provinciale et de règlements connexes. L'adoption de cette législation devrait s'accompagner de modifications aux lois et règlements régissant toutes les occupations réglementées des secteurs public et privé. Ces modifications devraient prévoir que les candidats ont le droit d'obtenir une évaluation de l'équivalence, de se faire remettre un relevé des résultats de l'évaluation ainsi que le droit de demander la qualification professionnelle ou l'autorisation d'exercer lorsque le relevé établit l'équivalence avec les normes en vigueur en Ontario, à condition que tous les autres critères d'accès soient remplis, y compris la réussite à un examen ou l'accumulation de l'expérience nécessaire. Les critères de formation imposés par législation devraient être modifiés, au besoin, afin d'éliminer toute mention de la nécessité d'avoir reçu une formation officielle dans le cadre d'un programme ou d'une discipline particulière et de la nécessité d'avoir été inscrit dans une autre juridiction. En ce qui concerne les occupations non réglementées, nous recommandons que la législation prévoyant l'institution et la mise en oeuvre du RÉSEAU désigne expressément, et soumette à ses dispositions, tout organe corporatif qui accorde aux individus qualifiés ses certificats de qualifications ou des titres réservés.

5.3 Nous recommandons que la conception, la mise en oeuvre et l'exploitation du RÉSEAU s'effectuent sous la tutelle d'un conseil d'administration nommé par le gouvernement et composé de représentants d'établissements d'enseignement, d'organes de qualification professionnelle ou d'autorisation d'exercer, de groupements ethnoculturels et de différentes personnes cherchant à avoir accès à des occupations ou à l'enseignement postsecondaire.

5.4 Nous recommandons que le gouvernement affecte les crédits nécessaires afin de permettre au RÉSEAU (1) d'effectuer l'évaluation de l'équivalence de l'acquis antérieur avec l'enseignement officiel en Ontario et (2) d'effectuer l'évaluation de l'équivalence du savoir acquis par expérience au travail avec l'enseignement officiel en Ontario lorsque ce savoir n'est pas attesté par un établissement d'enseignement officiel. À cet égard, nous recommandons que le RÉSEAU veille à :

- mettre sur pied un mécanisme de consultation consistant en des comités consultatifs formés pour chaque occupation afin de s'assurer que les diverses occupations participent directement à l'énonciation des normes de compétence et à l'appréciation des niveaux d'équivalence relatifs à l'instruction et à l'expérience antérieures;
- réunir le personnel de recherche et les spécialistes en éducation comparée nécessaires afin de pouvoir authentifier des documents; déterminer et valider le contenu, la durée et le niveau des programmes d'enseignement et de formation canadiens et étrangers; constituer un fonds de renseignements fiables comportant notamment la description de ces programmes ainsi qu'un relevé des décisions prises par le RÉSEAU relativement aux équivalences;
- réunir les spécialistes nécessaires en matière de programmation et d'évaluation des cours afin de cerner et d'évaluer les objectifs des programmes d'instruction et de formation structurés offerts en dehors de l'enseignement officiel;
- réunir les spécialistes nécessaires en matière d'interprétation et de validation des examens portant sur des connaissances théoriques et pratiques, parmi lesquels des spécialistes dans (1) les matières sur lesquelles portent les examens, (2) la conception et la validation mêmes des examens, et (3) le repérage et l'élimination des préjugés ethnoculturels susceptibles de se glisser dans certaines évaluations, le tout en vue de mettre au point, d'administrer et de constituer un ensemble d'outils et de modalités d'évaluation;

- réunir les spécialistes nécessaires pour constituer et évaluer des relevés personnels de l'acquis antérieur afin de (1) former le personnel appelé à aider les candidats à établir des relevés personnels complets (2) former les spécialistes des différents domaines pour évaluer ces relevés personnels en vue de l'octroi de crédits et (3) former et conseiller les administrateurs et les décideurs quant aux groupes cibles à considérer de façon à assurer la bonne orientation et la continuité de leurs efforts en matière d'évaluation de l'acquis antérieur;
- assurer la disponibilité de services de traduction pour les clients qui en ont besoin, ces services étant offerts gratuitement aux personnes nouvellement établies en Ontario durant les deux premières années de résidence permanente au Canada.

5.5 Nous recommandons d'étaler la mise en oeuvre du RÉSEAU sur trois ans, période durant laquelle les évaluations de l'instruction et de l'expérience antérieures qu'aura effectuées le RÉSEAU en tenant compte des normes de l'Ontario, ne seront pas contraignables à l'égard des organes de qualification et d'autorisation professionnelles. Nous recommandons que toutes les évaluations effectuées par le RÉSEAU après cette période de transition de trois ans soient contraignables, sous réserve des modalités d'appel visées à la recommandation 5.11. Nous recommandons, à cet égard, que le RÉSEAU soit responsable de déterminer si un individu possède la formation requise pour demander la qualification ou l'autorisation professionnelle et que le processus même de qualification professionnelle et d'autorisation d'exercer, notamment en ce qui a trait à l'administration des examens et aux conditions d'expérience de travail, continue de relever des organes de qualification et d'autorisation professionnelles.

5.6 Nous recommandons que le RÉSEAU soit habilité à déléguer sa responsabilité en matière d'évaluation de l'acquis antérieur aux diverses occupations, à contrôler la qualité de ces évaluations afin de s'assurer qu'elles s'effectuent de manière efficace, équitable et en tenant compte de la sécurité du public, et que le RÉSEAU soit également habilité à révoquer cette délégation de responsabilité avec motifs à l'appui.

- 5.7 *Nous recommandons que le RÉSEAU lance un programme de sensibilisation du public et de promotion en ce qui concerne la nature des évaluations de l'acquis antérieur et les services offerts par le RÉSEAU. Ce programme devrait être porté à la connaissance des Canadiens, y compris les nouveaux arrivants au Canada, et - par l'entremise des bureaux du gouvernement canadien à l'étranger - aux personnes qui désirent immigrer au Canada.*
- 5.8 *Nous recommandons que le RÉSEAU conclue un accord avec la Banque de matériel de formation de la Société ontarienne de formation afin d'intégrer au fichier informatisé de celle-ci (1) les données fondamentales concernant les modalités de qualification et d'autorisation professionnelles appliquées par les professions et les métiers réglementés en Ontario et (2) des renseignements sur les services du RÉSEAU et les moyens de s'en prévaloir.*
- 5.9 *Nous recommandons que lorsque l'évaluation de l'acquis antérieur d'un candidat indique qu'il ne satisfait pas à toutes les normes pertinentes en Ontario, le RÉSEAU fournisse des conseils précis sur la formation supplémentaire à suivre pour atteindre le niveau d'équivalence voulu en Ontario et que le RÉSEAU facilite la prestation par d'autres organismes des services de renseignements et d'orientation relativement aux programmes de recyclage en Ontario. Après avoir acquis la formation supplémentaire nécessaire, les candidats pourront introduire une nouvelle demande auprès du RÉSEAU et se verront accorder les crédits auxquels ils ont droit consécutivement à cette formation et se feront remettre une attestation de leur niveau d'équivalence.*
- 5.10 *Nous recommandons que chaque évaluation de l'acquis antérieur soit préparée par un membre du personnel du RÉSEAU ayant des connaissances spécialisées en matière d'éducation comparée et que l'établissement du niveau d'équivalence soit effectué par cette personne sous la direction générale du comité consultatif de l'occupation considérée.*
- 5.11 *Nous recommandons d'accorder aux individus et aux organes corporatifs concernés le droit d'interjeter appel de l'évaluation*

du niveau de scolarité équivalent effectuée par le RÉSEAU. Nous recommandons en outre à cet égard que:

- avant d'entamer la procédure d'appel, on encourage l'appelant à s'entretenir de la décision avec le membre du personnel de recherche ayant effectué l'évaluation;*
- l'appel soit officiellement entendu par un Comité de révision des décisions composé d'un groupe de huit ou neuf experts du domaine visé par l'évaluation de l'acquis antérieur, parmi lesquels trois seront désignés pour entendre un appel donné. Le comité devrait comprendre des registraires d'universités et de collèges, des évaluateurs canadiens provenant d'organismes nationaux et internationaux comme l'AUCC et l'UNESCO ainsi que des professeurs d'établissements d'enseignement en éducation comparée;*
- le Comité de révision des décisions ait accès aux services d'un avocat pour obtenir des éclaircissements sur des questions juridiques ou des questions liées à la procédure administrative;*
- les candidats devraient avoir le droit de présenter des observations écrites ou orales au Comité de révision des décisions; les témoignages d'experts devraient être admissibles et le Comité devrait pouvoir infirmer les décisions relatives aux évaluations.*

5.12 Nous recommandons qu'à la fin de la période de transition de trois ans, le RÉSEAU ait d'une part la responsabilité de confirmer si les critères de validité, de fiabilité et de sensibilité culturelle applicables à la qualification professionnelle et à l'autorisation d'exercer sont respectés par les organes corporatifs compétents lors des examens qu'ils imposent aux candidats, et ait d'autre part la responsabilité de diffuser ces critères. Nous recommandons en outre que ces organes soient tenus de faire approuver par le RÉSEAU les conditions nouvelles ou existantes qui sont imposées exclusivement aux candidats formés à l'étranger relativement aux examens en vue de la qualification et de l'autorisation professionnelles.

5.13 *Nous recommandons que le gouvernement affecte, au début de l'exercice suivant le dépôt du présent rapport, les crédits nécessaires à la conception, à la mise en oeuvre et à l'exploitation du RÉSEAU.*

ANNEXE 5-A RÉSEAU : Structure organique proposée

RÉSEAU (Réseau d'évaluation de l'acquis antérieur)
Structure organique proposée

Ministre

Législation habilitante

Conseil d'administration

Environ 15 membres provenant d'établissements postsecondaires, des secteurs professionnels et du public (en tenant compte d'une représentativité ethnoculturel). Mandats de durée fixe et décalés.

DIRECTEUR EXÉCUTIF
(Président du Conseil)

Comités consultatifs
professionnels

Un comité pour chaque profession
ou groupe de professions; 3 à 7
membres par comité.

FONCTIONS

Évaluation

Établir et exploiter des banques de données en éducation comparée.

Évaluer l'équivalence du niveau d'instruction et du savoir acquis par apprentissage au travail des individus en fonction de critères ontariens.

Délivrer des documents d'équivalence, y compris des constats précis de la formation supplémentaire à suivre.

Sensibilisation du public

Promouvoir le RÉSEAU et son rôle.

Sensibiliser et former le public, les établissements d'enseignement et les organes corporatifs au sujet du rôle et des possibilités du RÉSEAU.

Administrer les rapports entre le RÉSEAU et la Banque de matériel de formation de la Société ontarienne de formation en vue d'assurer la diffusion des renseignements sur les modalités de qualification et d'autorisation professionnelles et sur les services du RÉSEAU.

Assurer les services de traduction et d'orientation.

Normes

Publier les normes relatives au processus d'évaluation.

Aider à préparer et valider les tests professionnels et linguistiques.

Approuver les tests administrés aux personnes formées à l'étranger.

Administrer les appels au **Comité de révision des décisions.**

- Evaluer les équivalences. Déterminer la formation supplémentaire que doit suivre un individu afin de répondre aux critères de qualification et d'autorisation professionnelles. Entendre les appels.
- Faire valoir l'accessibilité des évaluations des équivalences et d'autres services. Donner une formation sur les stratégies d'évaluation de l'acquis antérieur aux professions, syndicats, établissements postsecondaires et à d'autres clients.
- Publier les normes à respecter pour passer les examens en vue de la qualification et de l'autorisation professionnelles.
- Aider les organes de qualification et d'autorisation professionnelles à préparer les examens. Approuver les tests de qualification ou d'autorisation professionnelle supplémentaires imposés aux candidats formés à l'étranger.
- Diffuser des renseignements concernant les modalités de qualification et d'autorisation professionnelles, les possibilités de recyclage et de mise à jour ainsi que la formation linguistique.
- Collaborer avec d'autres organismes nationaux et internationaux intéressés à l'évaluation de l'acquis antérieur et à la reconnaissance professionnelle d'individus formés à l'étranger.

Testage professionnel

L'obligation de subir des examens est déjà lourde, mais jamais autant que pour les nouveaux arrivants, qui ont fort à faire pour s'établir, s'adapter à de nouveaux emplois ou à de nouvelles carrières, et qui bien souvent ont déjà beaucoup de mal du seul fait qu'il s'est écoulé des années depuis qu'ils ont terminé leurs études et écrit des examens. Nous sommes convaincus que la plupart des Canadiens qui exercent une profession depuis de nombreuses années auraient beaucoup de difficultés à étudier pour subir des examens, même sans avoir à relever tous les défis des immigrants.

— extrait du mémoire soumis au Groupe
d'étude par une organisation

L'examen est un élément essentiel en vue d'obtenir l'autorisation ou la qualification professionnelle, parce qu'il détermine qui a qualité pour le faire. (Nous emploierons l'expression "testage professionnel" dans tout le chapitre, non seulement pour parler des examens d'agrément officiels, mais aussi de tous les examens d'évaluation de compétence administrés par un organe corporatif quelconque comme condition préalable à l'autorisation d'exercer, la qualification, l'enregistrement ou la reconnaissance comme membre.) Cette dernière étape en vue de l'obtention de l'autorisation d'exercer peut être la plus difficile à franchir pour ceux qui ont été formés à l'étranger, qui s'efforcent de maîtriser une autre langue et qui doivent subir des examens présentés sous une forme souvent nouvelle pour eux, en plus d'être intimidés par les implications personnelles et financières d'un échec. Rien d'étonnant alors à ce que ces personnes envisagent l'examen avec inquiétude, mais il leur est virtuellement impossible de s'y soustraire. En effet, pour presque toutes les occupations que nous avons étudiées, on exige un examen exhaustif comme condition d'agrément.

Les organes corporatifs sont chargés de l'administration des examens "en vue de déterminer les connaissances, les aptitudes et les capacités des candidats à s'acquitter de tâches critiques avec une compétence suffisante pour que la santé, la sécurité et le bien-être du public soient garantis". Le testage professionnel est l'ultime moyen de départager ceux qui ont la compétence requise pour pratiquer l'occupation sans mettre en danger la santé, la sécurité et le bien-être du public et ceux qui ne l'ont pas. Comme nous l'avons précisé au chapitre 4 ("Problèmes face aux professions"), le pouvoir des organes corporatifs d'établir la norme d'accès à la profession doit être fondé sur l'intérêt du public.

LE FOND DU PROBLÈME: COMMENT ASSURER L'ÉQUITÉ DU TESTAGE

À partir des commentaires et des mémoires de candidats malheureux, de notre étude des méthodes d'examen imposées pour les occupations qui nous intéressent et de notre analyse de la documentation, nous avons dégagé plusieurs facteurs susceptibles d'influer sur l'équité du testage pour les candidats formés à l'étranger et désireux d'exercer une occupation. Il importe de souligner qu'il s'agit là d'*obstacles éventuels*, susceptibles d'être présents dans le testage. Le degré d'importance de ces facteurs dans la pratique varie selon le contexte, comme nous le verrons plus loin. Il reste que le testage professionnel est manifestement un procédé difficile et complexe. Chacun des facteurs en question risque d'influer sensiblement sur le degré d'équité de l'examen.

Facteurs influant sur l'équité

Les facteurs que nous avons dégagés sont les suivants:

- 1) universalité de l'examen;
- 2) réactions culturelles;
- 3) langue;
- 4) réactivité ou rétroaction;
- 5) présentation et mode d'administration;
- 6) aide à la préparation; et
- 7) choix de la norme.

Nous allons maintenant étudier chacun de ces facteurs, à tour de rôle.

Universalité de l'examen

Pour la majorité des occupations que nous avons étudiées, tous les candidats sont tenus de subir le même examen d'agrément, où qu'ils aient acquis leur formation. (Un résumé des exigences applicables aux candidats formés en Ontario et à ceux qui ont été formés ailleurs figure à l'Annexe 6-A1, à la fin du chapitre)

Dans de rares cas, tous les candidats subissent des examens semblables, quoique pas identiques. Par exemple, en ce qui concerne l'optométrie, l'examen exhaustif que doivent subir les candidats formés en Ontario, à la fin du programme offert à l'Université de Waterloo, est très semblable à celui qu'on exige des autres candidats admissibles, c'est-à-dire ceux qui ont été formés ailleurs.

Les professions pour lesquelles on exige des examens d'agrément supplémentaires d'une partie ou de la totalité des candidats formés à l'étranger sont les suivantes : diététique, podologie, médecine vétérinaire, puériculture (lorsque l'agrément voulu est la qualité de membre de l'Association d'éducation des petits de l'Ontario), agrologie (bien que les candidats de l'Ontario ayant des diplômes dans une discipline non agricole puissent être tenus de subir les examens supplémentaires) dentisterie, hygiène dentaire, physiothérapie (pour laquelle on essaie d'instaurer un examen national que tous les candidats seraient tenus de subir) et radiologie (l'examen du Bureau n'est effectivement imposé qu'aux candidats formés à l'étranger). En outre, les ingénieurs, techniciens et technologues en génie formés à l'étranger doivent subir des examens de confirmation destinés à vérifier des équivalences déjà évaluées.

Aucune des professions pour lesquelles on exige des examens supplémentaires pour le testage des candidats formés à l'étranger n'a fait l'objet de plus de commentaires à cet égard que la dentisterie. L'examen d'agrément, administré par le Bureau national d'examen dentaire, comprend quatre parties, l'une écrite et les trois autres cliniques. Les diplômés des écoles de dentisterie canadiennes reconnues sont exemptés des quatre parties de l'examen, tandis que les diplômés des écoles de dentisterie américaines reconnues doivent subir trois des quatre parties; ils sont exemptés des traitements sur mannequin. Tous les autres candidats, y compris les dentistes diplômés, après avoir suivi les cours d'un programme universitaire figurant au répertoire de l'Organisation mondiale de la santé, doivent subir les quatre parties de l'examen. Ces modalités d'exemption combinées avec un taux d'échec élevé impossible à comparer à celui d'un groupe de contrôle

canadien a soulevé dans de nombreux secteurs des questions sur les normes imposées pour l'examen. En outre, les candidats doivent faire face à plusieurs difficultés d'ordre pratique qui revêtent une importance considérable, puisque l'examen n'est exigé que d'un sous-groupe. Ces difficultés comprennent notamment le coût élevé de l'examen, l'accès, qui est difficile et coûteux, étant donné que les candidats ont dû dans le passé se rendre dans une ville située à l'extérieur de la province, en général Montréal ou Vancouver, et y séjourner plusieurs jours, et les patients à traiter, puisque les candidats doivent fournir leurs propres patients. (Le coût de l'examen s'élève actuellement à 4 160\$; toutefois, si l'on tient compte des frais de voyage et de séjour des candidats et de leurs patients, le coût total est beaucoup plus élevé.)

S'il est vrai que les difficultés et les injustices susceptibles de résulter de l'administration de différents examens à différentes catégories de candidats nous ont été signalées plus souvent pour la dentisterie que pour toute autre profession, ces deux phénomènes sont néanmoins présents à des degrés divers chaque fois qu'on exige que les candidats faisant partie d'un sous-groupe quelconque subissent des examens supplémentaires pour avoir le droit d'exercer. Le Groupe d'étude est d'avis que les candidats formés ailleurs qu'en Ontario ne devraient pas être astreints à un testage dont la norme ou le contenu diffèrent de ceux qu'on exige des candidats formés dans la province. En général, nous croyons que la meilleure façon d'y arriver consiste à administrer les mêmes examens à tout le monde.

On justifie généralement l'administration d'examens supplémentaires aux candidats formés à l'étranger en invoquant le manque d'information sur leur formation. S'ils avaient l'information voulue, les organes corporatifs pourraient évaluer la compétence des candidats autrement que par un examen spécial. Au fur et à mesure que des évaluations exhaustives valables des équivalences deviendront disponibles, grâce au Réseau d'évaluation de l'acquis antérieur (RÉSEAU), cet argument perdra de son poids (voir le chapitre 5). Néanmoins, nous reconnaissons qu'il faudra peut-être conserver quelques examens cliniques pour certaines professions, comme la dentisterie et la médecine vétérinaire, et que le coût et divers autres facteurs font qu'il ne serait guère pratique d'administrer le même examen à tout le monde, particulièrement quand les aptitudes cliniques des candidats formés en Ontario sont déjà connues.

Quoi qu'il en soit, c'est toujours à l'organe corporatif qu'il incombe de s'assurer que le testage requis est justifié et reconnu comme un moyen équitable et nécessaire d'évaluer la compétence des candidats. Dans ce

contexte, la meilleure façon d'assurer l'équité consiste à administrer le même examen à tout le monde. Si l'organe corporatif reste d'avis que les candidats formés à l'étranger doivent subir un examen supplémentaire, il doit présenter ses arguments avec soin, en précisant l'équivalence qu'il juge impossible d'établir par un autre moyen. Il devrait aussi être tenu de démontrer l'inopportunité de faire subir l'examen aux candidats formés en Ontario.

Cela dit, nous devrions préciser que les divers organes corporatifs utilisent leurs examens de plusieurs façons différentes. Certains accordent des crédits ou des exemptions aux candidats formés ailleurs et pouvant démontrer qu'ils maîtrisent une aptitude requise. C'est le cas pour les comptables généraux agréés, les comptables de gestion agréés et les courtiers commerciaux et immobiliers. Par contre, certains organes corporatifs imposent une série d'examens aux candidats dont la formation ne leur paraît pas équivalente à celles de leurs homologues ontariens, après évaluation. Ces candidats se voient offrir la possibilité de faire leurs preuves dans des domaines jugés lacunaires. (Par exemple, en foresterie, les candidats peuvent subir jusqu'à 20 examens dans des domaines pour lesquels on juge qu'ils ont des lacunes; chez les ingénieurs, en plus de subir le même examen de pratique professionnelle que tout le monde, ils peuvent être tenus de subir jusqu'à 21 examens techniques dans des domaines où l'on juge qu'ils n'ont pas l'équivalence voulue.) Bien entendu, ces examens de "contrôle" sont peut-être moins des examens d'agrément en vue d'obtenir l'autorisation d'exercer que des moyens d'évaluer le candidat ou de lui permettre de se perfectionner, mais ils ont pour objet d'évaluer leur compétence, et l'organe corporatif les exige avant d'autoriser l'exercice de la profession. Ils doivent donc satisfaire aux mêmes normes d'équité que les examens d'autorisation d'exercer eux-mêmes. Autrement dit, nos commentaires sur les normes applicables à la conception des examens d'autorisation d'exercer s'appliquent aussi à ces examens de contrôle s'ils sont fournis par l'organe corporatif. Toutefois, puisqu'on exige qu'un candidat n'ayant pas une formation équivalente à celle d'un aspirant ontarien, après une évaluation en bonne et due forme, subisse des examens de ce genre, cette solution est acceptable et même désirable, pourvu que les examens imposés soient fonction des lacunes révélées par l'évaluation des équivalences et qu'on puisse prouver qu'ils satisfont à des normes reconnues d'équité, quant à leur conception.

Réactions culturelles

Il est prouvé que les réactions culturelles peuvent influencer sur le résultat d'un examen. Ces réactions sont susceptibles de se manifester dans les examens écrits, où les questions peuvent refléter des milieux culturels auxquels certains des candidats n'appartiennent pas, ou encore dans les examens oraux, où les examinateurs peuvent ne pas connaître des caractéristiques comportementales en raison desquelles les candidats peuvent agir d'une façon "inappropriée" selon les canons de la culture ontarienne classique. Certaines réactions culturelles peuvent modifier sensiblement le traitement ou la démarche retenu par le candidat, de sorte que l'examineur a parfaitement raison d'en tenir compte pour déterminer si le candidat a réussi ou échoué à l'examen. Par contre, d'autres réactions n'ont aucune pertinence, de sorte que l'examineur ne devrait pas en tenir compte. Il lui faut donc une excellente formation et beaucoup d'expérience pour être en mesure de porter des jugements de ce genre.

La documentation sur les réactions culturelles dans le contexte des examens est rare, étant donné que ces réactions sont souvent peu évidentes, puisqu'elles sont fonction des perceptions des candidats et de l'examineur. Il est difficile de concevoir un examen totalement libre de biais aussi subtils, à moins d'être passé maître en la matière, de sorte que nous recommandons aux administrateurs d'examens de retenir les services de concepteurs spécialisés.

Langue

La langue joue un rôle d'une telle importance dans la réussite ou l'échec des candidats formés à l'étranger que nous y avons consacré une partie substantielle de notre rapport. (Voir le chapitre 7, "Testage linguistique" et le chapitre 8, "Formation linguistique".) Pour exercer sans danger certaines occupations, il est essentiel de savoir s'exprimer couramment; par conséquent, les candidats qui n'arrivent pas à une maîtrise suffisante de la langue devraient être refusés. Cela dit, les évaluations linguistiques exhaustives, particulièrement sous forme de tests normalisés, peuvent introduire des obstacles artificiels difficiles à franchir.

Il n'est pas contre-indiqué qu'un examen menant à l'autorisation d'exercer serve à filtrer les candidats en fonction de leur compétence linguistique. Le fait est que ces examens, axés qu'ils sont sur les tâches à accomplir dans la pratique, peuvent être un excellent moyen de vérifier si

les candidats maîtrisent la langue technique et le vocabulaire de la profession. Ils ne peuvent toutefois être utilisés dans ce but que si l'on a dûment tenu compte dans leur conception du niveau de compétence linguistique requis pour l'exercice de la profession. Bien que plusieurs professions se servent de leurs examens d'autorisation d'exercer pour filtrer les candidats en fonction de leur compétence linguistique (notamment l'optométrie, la denturologie, la technique dentaire, la foresterie et la dentisterie); il faut absolument tenir directement compte du niveau de compétence linguistique voulu dans pareils cas.

En général, il est parfaitement logique d'exiger un niveau élevé de compétence linguistique pour l'exercice d'une profession, mais il faut se garder d'exiger à l'examen un niveau trop élevé (et par conséquent déraisonnable). Le niveau de compétence linguistique exigé à l'examen d'autorisation d'exercer ne devrait pas dépasser un niveau satisfaisant pour l'occupation pertinente². S'il est déterminé que le niveau nécessaire pour l'exercice de l'occupation n'est pas élevé, le niveau des exigences linguistiques requis pour répondre aux questions — et aussi pour comprendre les instructions accompagnant l'examen et sa présentation elle-même — doit correspondre à ce niveau. En faisant appel à des rédacteurs expérimentés, on devrait pouvoir amener le libellé des examens à un niveau voisin de celui de la norme requise.

Réactivité ou rétroaction

Bien des gens formés à l'étranger ont dit être désespérés d'avoir échoué à l'examen et ignorer pourquoi ils avaient échoué et dans quelle partie de l'examen ils avaient eu le plus de difficulté. Une rétroaction plus concrète les aurait aidés à se préparer pour la reprise.

Certains candidats nous ont aussi déclaré s'inquiéter de leurs possibilités limitées de reprise. Parmi les occupations que nous avons étudiées, rares sont celles pour lesquelles les reprises sont interdites. Chez les ingénieurs, par exemple, il est interdit de se représenter aux examens de confirmation qui constituent l'un des volets de la procédure d'agrément des ingénieurs professionnels. Chez les psychologues, il n'est permis de se représenter à l'examen oral qu'après une période de formation supplémentaire. Dans la plupart des professions, le nombre de reprises autorisées, dans l'absolu ou avant qu'on exige une période de formation supplémentaire, varie de une à trois. D'un autre côté, le nombre de reprises

est illimité dans certaines professions, pourvu que le candidat satisfasse aux exigences dans un délai fixe, par exemple six ans.

Le Groupe d'étude est d'avis que les candidats devraient avoir le droit de reprise sans devoir satisfaire à aucune exigence de formation supplémentaire. Cela dit, nous ne jugeons ni indiqué ni nécessaire, étant donné que les pratiques actuelles sont pour la plupart raisonnables, de nous mêler du processus décisionnel des différentes professions au sujet du nombre de reprises ou du délai dans lequel les candidats doivent satisfaire aux exigences.

Lorsque les candidats sont autorisés à se présenter à une reprise, l'information sur leur prestation à l'examen antérieur est pour eux d'une importance critique. À cet égard, les pratiques des organes corporatifs varient. Dans certains cas, par exemple chez les opticiens, on passe les résultats de l'examen en revue avec le candidat; chez les ingénieurs, on donne aux candidats qui ont échoué des conseils sur la façon de se bien préparer à l'examen; enfin, dans d'autres cas encore, comme celui de l'examen oral de psychologie, les candidats reçoivent une explication écrite détaillée de leurs résultats. Pourtant, en dépit de l'importance de cette information, bien des professions ne la mettent pas à la disposition des candidats intéressés.

Les occupations qui ont recours à des examens devraient être tenues de révéler aux candidats qui échouent et leur note, et la note de passage. L'idéal serait de remettre aux candidats un "plan" montrant les différentes parties de l'examen et la note accordée à chacune avant même qu'ils s'y présentent; après l'examen, on devrait leur donner la note qu'ils auraient obtenue pour chacune de ces parties. En outre, étant donné que leur note est si importante, les candidats devraient avoir un moyen de la vérifier³. Si les administrateurs de l'examen ne peuvent rendre public ni l'examen, ni la grille de correction, ils devraient fournir aux candidats un autre moyen de vérifier leur note; la méthode la plus facile consisterait à prévoir une seconde notation indépendante de la première.

Dans le cas des examens oraux et cliniques, la rétroaction est importante, à la fois pour informer les candidats malheureux et pour conserver un compte rendu de ce qui s'est passé, dans l'éventualité d'une réévaluation ou d'un appel. Il est donc essentiel de conserver un compte rendu détaillé de l'examen et de prévoir des modalités de réévaluation.

Dans certains contextes, on a commencé à enregistrer les examens cliniques sur vidéo. Les chercheurs en enseignement médical ont étudié l'efficacité de cette pratique; ils l'ont trouvée utile d'abord comme méthode d'analyse de la fiabilité des tests pratiques, puis comme moyen de les améliorer⁴. L'enregistrement vidéo sert aussi de compte rendu de l'examen en cas d'appel de ses résultats. Le matériel risque toutefois d'être encombrant pour les examens cliniques pratiques multistations, et il en fait augmenter le coût déjà élevé.

Présentation et mode d'administration

Lorsqu'on veut vérifier si les examens sont administrés de façon équitable, on soulève plusieurs questions liées à leur accessibilité. À quelle fréquence l'examen est-il administré? Dans combien d'endroits? Dans quelles conditions? Combien coûte-t-il au candidat? La présentation même de l'examen n'est pas à négliger non plus, car elle influe nettement sur son accessibilité.

Comme nous l'avons précisé au début du chapitre, les examens menant à l'autorisation d'exercer administrés par le Bureau national d'examen dentaire imposent une lourde charge financière aux candidats, mais la situation est la même dans d'autres professions. Par exemple, le coût de l'examen de compétence clinique que doivent subir certains candidats afin d'être autorisés à exercer la médecine vétérinaire est de 2 500 \$; on exige 1 425 \$ pour l'examen clinique d'optométrie. Le coût des examens peut être extrêmement élevé dans le cas des professions comme la foresterie et le génie, où le candidat doit subir plusieurs examens afin de démontrer sa compétence.

La fréquence des examens et le nombre d'endroits où ils sont administrés est une source de difficultés pour plusieurs des professions que nous avons étudiées. Ainsi, les examens de podologie, de chiropractie, de denturologie, de technique dentaire, de pompes funèbres, de massothérapie, de naturopathie, d'ergothérapie, de lunetterie (opticiens), d'optométrie, de service social et de médecine vétérinaire (clinique) ne sont offerts qu'une fois par an, généralement à un seul endroit. Les examens complets de dentisterie ne sont administrés qu'une fois l'an (même si certaines parties des examens le sont aussi à d'autres moments). Comme les examens sont peu fréquents, les candidats doivent attendre longtemps avant de s'y présenter, et pendant ce temps, ils ont du mal à trouver du travail dans leur

domaine d'élection, même lorsqu'on leur permet de le faire. Le temps compte, dans les professions pour lesquelles on exige plusieurs examens.

Il n'est peut-être pas bon que l'examen coûte cher, qu'il soit administré à une fréquence limitée et dans bien peu d'endroits, particulièrement lorsque les candidats ne sont pas tous tenus de le subir. Il incombe à chaque profession d'avoir un examen répondant à toutes les normes d'équité, notamment en étant raisonnablement facile d'accès et d'un coût abordable.

Comme nous l'avons souligné, le choix du type d'examen est aussi un facteur critique de son équité. Chacun des trois types habituels d'examens — écrit, oral et clinique — a des avantages et des inconvénients.

Examens écrits

À développement. Certains organes corporatifs exigent des réponses à développement, généralement considérées comme d'excellents mécanismes d'évaluation, en dépit de leur subjectivité intrinsèque. L'intérêt accordé dans certains tests à l'aptitude linguistique des candidats devrait être l'un des éléments du choix de ce type d'examen. Les questions à développement modifiées, formule relativement récente, n'ont pas ce défaut à un degré aussi marqué, et leur fiabilité peut être supérieure, mais il faudra d'autres recherches pour le prouver⁵.

À choix multiples. L'examen écrit à choix multiples est probablement le type d'examen le mieux connu et le plus répandu en Amérique du Nord; c'est le genre le plus fréquemment utilisé par les organes corporatifs que nous avons étudiés, et c'est probablement le plus efficace, parce qu'il rend possible l'évaluation des candidats dans plusieurs domaines, dans un laps de temps raisonnable. En outre, c'est un type d'examen relativement peu coûteux à administrer et à noter, de sorte qu'on peut l'offrir à intervalles plus rapprochés et en plus d'endroits que les autres. Bien des gens reconnaissent que c'est le type d'examen le plus fiable pour déterminer le genre de connaissances factuelles acquises grâce à des études spécialisées dans une université ou un collège⁶.

Les candidats formés en Amérique du Nord sont rompus aux examens à choix multiples, mais ceux d'ailleurs risquent de ne pas les connaître et donc d'être nettement désavantagés lorsqu'ils doivent subir un examen de ce genre. Toutefois, avec des instructions claires et des questions précises, il est possible de minimiser les écarts dus aux antécédents de chacun.

Enfin, les simulations cliniques écrites, utilisées habituellement dans les examens des disciplines de la santé, ainsi que dans l'un des examens menant à l'autorisation d'exercer la médecine vétérinaire, peuvent être adaptées à la formule des questions à choix multiples⁷.

Examens oraux

Certaines professions ont recours à des examens oraux, mais toujours combinés avec un examen écrit.

Les examens oraux ont plusieurs avantages. Premièrement, l'examineur peut observer et évaluer directement les aptitudes interactives et la capacité de solution de problèmes du candidat. Deuxièmement, il peut évaluer son aptitude à appliquer les connaissances et les aptitudes acquises de la profession dans des situations ou des scénarios concrets⁸. En d'autres termes, l'examen oral est la meilleure méthode, après l'observation directe, pour voir le candidat exercer sa profession⁹. Troisièmement, l'examen oral est plus souple que l'examen écrit, parce que le candidat peut demander à l'examineur d'expliquer les questions, et que l'examineur peut demander au candidat d'expliquer ses réponses, particulièrement quand elles ne lui semblent pas satisfaisantes. Enfin, l'examineur peut adapter les questions aux antécédents et aux intérêts professionnels du candidat.

Il reste que les examens oraux ont des inconvénients. Premièrement, l'examineur peut être accusé de favoritisme (à moins que le concepteur de l'examen et les examinateurs ne prennent des précautions particulières). Deuxièmement, si l'examineur n'arrive pas à établir et à maintenir un rapport avec le candidat, les résultats de l'examen peuvent s'en ressentir, si le candidat est trop tendu¹⁰. Troisièmement, les examens oraux coûtent cher, et il faut du temps pour les administrer.

Examens cliniques

On utilise des examens cliniques pour plusieurs des professions que nous avons étudiées. Ces examens font partie intégrante de l'évaluation de la compétence pour les disciplines de la santé. Habituellement, comme dans l'examen clinique de dentisterie, un ou plusieurs examinateurs observent et évaluent un candidat pendant que celui-ci exécute une procédure désignée sur un patient, puis évaluent à la fois le traitement et le résultat final. La principale faiblesse de ce type d'examen est la suivante: si les examinateurs

ont une grande latitude dans leur façon d'évaluer les candidats et s'il n'y a pas d'échelle de notation, le risque de favoritisme réel — ou perçu — est élevé. En outre, les examens cliniques sont coûteux et leur administration est longue.

Le Bureau d'examen dentaire de la Californie, désireux de minimiser la subjectivité de l'examen clinique dentaire, a instauré une procédure dans laquelle les examinateurs évaluent le travail fini une fois que le candidat a quitté la pièce, plutôt que d'observer sa prestation et de l'évaluer. Il s'agit en l'occurrence d'éviter que des facteurs comme la couleur de la peau, l'accent, la race, l'origine ethnique et le niveau social du candidat n'influencent sur le jugement des examinateurs. Il est certain que cette méthode permet d'atteindre l'objectif désiré, mais comme seul le résultat final est évalué, et que la façon de procéder ne l'est pas, l'aspect sécurité est légèrement négligé¹¹. Pour éviter cet inconvénient, on peut avoir recours à deux groupes d'examineurs distincts, l'un évaluant la façon de procéder et l'autre le résultat.

Les chercheurs, surtout dans le domaine de l'enseignement médical, étudient d'autres méthodes propres à minimiser la subjectivité des examens cliniques, de façon à déterminer leur faisabilité pour le testage menant à l'autorisation d'exercer. Certaines des techniques étudiées font appel à des patients simulés ou normalisés, à un rappel stimulé par des fiches (RSF) et à des examens cliniques objectifs structurés (ECOS). Chacune de ces techniques est une importante découverte dans le domaine du testage médical clinique. Elles font encore l'objet de discussions et de recherches, mais elles sont très prometteuses, en raison de l'objectivité accrue et de la validité prédictive du testage clinique qu'elles rendent possibles¹².

On commence aussi à utiliser des méthodes de testage innovatrices, dont beaucoup font appel à l'informatique. Objectives, impersonnelles, relativement peu coûteuses et d'accès facile, des examens pouvant être administrés à peu près n'importe quand et n'importe où, ces méthodes sont très prometteuses, elles aussi.

Méthodes de testage innovatrices

En ce qui concerne les types d'examens, deux faits se dégagent très nettement de la documentation et des commentaires des organes professionnels eux-mêmes et des candidats.

Premièrement, l'utilisation de méthodes de testage multiples devrait accroître la validité des évaluations. À la Conférence internationale sur les nouvelles méthodes d'évaluation de la compétence clinique, M. Ian Hart, directeur du R.S. McLaughlin Centre for Evaluation of Clinical Competence, a exposé "l'approche des 5M" pour l'évaluation de la compétence¹³. Par 5M, on entend "multiples modes, multiples médias et multiples stations." À condition de connaître clairement les objectifs d'un examen donné, le concepteur peut déterminer le mode (oral ou écrit par exemple) et les médias d'examen (papier et stylo, ordinateur par exemple) appropriés. En combinant plus d'un des modes et des médias, il peut créer un examen global rendant possible une évaluation plus complète de la compétence et de la prestation d'un candidat donné et, par extension, faire donner une rétroaction plus complète à ce candidat. Plusieurs organes corporatifs font déjà appel à plus d'une méthode d'évaluation afin de mieux évaluer leurs candidats. Cette approche devrait être étendue à toutes les activités de testage professionnel.

Deuxièmement, le choix de la méthode la meilleure et la plus appropriée pour une occupation donnée est difficile et nécessite une expérience et une compétence considérables. En outre, pour administrer équitablement un examen, il faut avoir une connaissance plus particulière de la pratique préconisée. En outre, bien que les organes corporatifs s'efforcent dans bien des cas de régler convenablement les difficultés, ils ont plus de chances d'obtenir d'excellents résultats lorsqu'ils ont accès à des spécialistes de l'extérieur.

Aide à la préparation

Tous les candidats aux examens menant à l'autorisation d'exercer, et particulièrement ceux qui ne connaissent pas bien les programmes d'enseignement et les mécanismes de testage ontariens, doivent être informés de ce qu'on attend exactement d'eux avant de se présenter à l'examen. Il faut leur préciser la note de passage, le mode de correction de l'examen, le type d'examen auquel ils doivent s'attendre, son contenu éventuel et le niveau de compétence dont ils devront faire preuve. Ce dernier élément est manifestement le plus important, de sorte que les candidats doivent recevoir les conseils nécessaires pour avoir des moyens convenables de se préparer. Ces moyens, ou ces instruments, devraient comprendre des exemples de questions et, le cas échéant, des tâches à accomplir. Si les candidats n'ont pas cette information, l'examen d'autorisation d'exercer ne peut rendre compte fidèlement et équitablement de leur compétence.

Pour la plupart des professions que nous avons étudiées, les candidats reçoivent une certaine aide. Ainsi, avant de se présenter à l'examen clinique d'hygiène dentaire, les candidats ont l'occasion de voir l'équipement qu'ils utiliseront, et ils se font expliquer le contenu et la procédure de l'examen. Les futurs diététiciens reçoivent un guide d'étude, et les candidats à l'examen de pratique professionnelle en génie se voient remettre une liste de documents à étudier et sont invités à suivre des cours par correspondance pour se préparer. Il y a beaucoup d'autres exemples d'aide de ce genre. Dans quelques rares cas, notamment chez les architectes et les comptables de gestion, on remet aux candidats copie d'un examen antérieur, ce qui est peut-être le plus utile des moyens de préparation. Plusieurs professions fournissent aux candidats des documents contenant des exemples de questions d'examen. Cela dit, il convient de noter que les candidats aux examens de confirmation de l'Ordre des ingénieurs ne sont pas encouragés à se préparer (bien qu'on leur donne des documents pour le faire), puisque les examens sont conçus pour confirmer les équivalences, de sorte que les candidats ne devraient pas avoir besoin de se préparer à les subir. (C'est aussi pour cette raison qu'ils n'ont pas droit de reprise.)

Dans bien des cas, on s'efforce par conséquent de satisfaire ce besoin d'information. L'information fournie n'est toutefois pas uniforme, et pas toujours suffisante. En outre, conseiller au candidat d'étudier tels ou tels documents ne sert pas à grand-chose quand on ne lui dit pas comment se les procurer et qu'on ne lui donne pas une idée du degré de maîtrise auquel on s'attend. Dans ce domaine, il faut normaliser les pratiques, et ce serait possible grâce aux fonctions de diffusion de l'information et de counselling qui font partie du mandat du Réseau d'évaluation de l'acquis antérieur (RÉSEAU) que nous proposons. Nos recommandations à ce sujet figurent au chapitre 5, "Évaluation de l'acquis antérieur".

Choix de la norme

Les examens d'admission à l'exercice d'une profession sont des tests de compétence qui devraient refléter la norme de compétence requise pour exécuter les tâches professionnelles sans risques pour la sécurité, la santé ou le bien-être du public. Dans le passé, les programmes de formation universitaires et autres ont servi de guide pour la conception de ces tests, mais, ces dernières années, on a délaissé cette approche en se concentrant plutôt sur ce que les praticiens ont réellement besoin de savoir pour exercer. Ce changement est au moins partiellement dû à la contestation des tests conçus pour évaluer uniquement les connaissances, qui ont été accusés de

manquer de validité comme examens d'autorisation d'exercer une profession¹⁴. Les normes de tests éducationnels et psychologiques¹⁵ de l'American Psychological Association, dont nous parlerons de façon détaillée plus loin, sont désormais acceptées par les cours et les conseils d'arbitrage comme critères de testage¹⁶.

Comme nous l'avons vu au chapitre 5, "Évaluation de l'acquis antérieur", ce passage à des évaluations axées sur les compétences requises pour l'agrément s'inscrit dans une tendance mondiale, qui se reflète inévitablement dans les programmes de formation universitaires, fondés sur des compétences précises. Les examens menant à l'autorisation d'exercer font partie de la procédure d'évaluation et doivent par conséquent être focalisés sur les aptitudes nécessaires à l'exercice de la profession. De cette façon, on évite qu'ils soient contestés pour manque de validité, les aptitudes évaluées n'étant ni pertinentes ni appropriées, ou parce que le niveau de compétence requis pour réussir l'examen dépasse celui que doit avoir un praticien compétent.

La norme exigée pour réussir les examens menant à l'autorisation d'exercer certaines des professions à l'étude a été contestée — parfois durement — et pas seulement par des personnes formées à l'étranger. (À cet égard, les professions qui semblent attirer les critiques les plus virulentes sont la dentisterie et la technique dentaire.) Bien entendu, il est particulièrement regrettable que la norme soit élevée quand tous ou presque tous les candidats formés en Ontario sont exemptés de l'examen, mais le simple fait que les candidats soient tous tenus de subir les mêmes examens ne garantit pas nécessairement la validité de la norme choisie. Dans ces cas-là, quand la norme est élevée au point d'être déraisonnable et, partant, de ne pas correspondre à celle d'autres compétences, tous les candidats en sont affectés, bien que ceux qui ont été formés à l'étranger risquent d'en souffrir davantage, parce que leur formation n'a pas été conçue en fonction du degré de maîtrise exigé.

Plusieurs des mémoires que nous avons reçus sont éloquentes à ce sujet. Voici des extraits de deux d'entre eux:

Mon avocat a demandé à maintes reprises comment on établissait la note de passage. Quelle était la note de passage? Combien de candidats réussissaient? On lui a toujours répondu de façon évasive... Dans une lettre, le registraire déclare que de vingt à quarante-cinq pour cent des candidats réussissent l'examen. Eh

bien, je sais qu'à certains examens, le taux d'échec a été de cent pour cent.

... Les résultats étaient décourageants; j'ai appris que douze candidats seulement [sur une centaine] avaient été reçus, et j'étais du nombre des refusés. L'impression générale de l'ensemble du groupe, c'était que le petit nombre de candidats qui allaient être autorisés à exercer était déterminé à l'avance...

En réalité, il n'existe pas de lignes directrices pouvant garantir que la conception et l'évaluation des examens peuvent garantir que ceux-ci reflètent la profession. Il y a toutefois des approximations reconnues. En l'absence de procédures systématiques d'établissement des normes, il est difficile de défendre la note de passage.

LA SOLUTION: ÉLABORATION ET VALIDATION DES TESTS

Comme nous l'avons vu, il y a de gros risques d'injustices dans tous les domaines que nous avons étudiés. Il convient toutefois de préciser un certain nombre de faits. D'abord, la conception d'examens équitables est une démarche difficile et complexe; nos recommandations montrent bien tout le poids que nous y accordons. Les groupes corporatifs que nous avons étudiés considèrent l'examen d'autorisation d'exercer comme un élément critique de leur évaluation de la compétence des candidats, et ils semblent consacrer des efforts considérables au testage. En outre, dans certains cas, les organes corporatifs ont réussi à adopter des procédures de testage inspirées par les normes d'équité que nous avons invoquées dans tout le présent chapitre.

Néanmoins, les procédures de testage généralement appliquées ne laissent pas de nous inquiéter. Dans certains cas, notre inquiétude résulte d'une analyse concrète d'une lacune ou d'une pratique discutable. Par exemple, pour n'importe quelle occupation donnée, nous avons généralement réussi à déterminer si tout ou partie des candidats étaient tenus de subir les examens, quel genre de rétroaction ou de documents préparatoires on fournissait aux candidats, et à quelle fréquence et à quel coût les examens étaient offerts. Il y a d'autres obstacles potentiels qui sont moins faciles à définir et difficiles à juger sans une connaissance approfondie de la profession en question et, chose plus importante encore, du testage

professionnel en général. Ces obstacles potentiels comprennent notamment les facteurs suivants:

- degré de maîtrise de la langue requis approprié ou pas;
- réactions culturelles fonctionnelles ou pas;
- normes exigées correspondant au niveau de compétence voulu ou pas;
- type d'examen optimal ou pas; et
- administration de l'examen équitable ou pas.

En outre, dans la plupart des cas, les organes corporatifs n'ont pas permis au Groupe d'étude d'étudier leurs examens, car leur contenu n'a de valeur pour eux que tant qu'il demeure confidentiel.

En ce qui concerne ces facteurs moins concrets, il convient donc de préciser que nos commentaires sont fondés sur le fait qu'il est impossible de garantir que des facteurs comme ceux-là ne jouent pas contre tous les candidats, et particulièrement contre ceux qui ont été formés à l'étranger, si rien ne prouve qu'on utilise des méthodes de conception des examens convenables, fondées sur des normes professionnelles reconnues. C'est précisément là que réside le grand défi du testage professionnel: seule l'application de normes de conception des examens fixes et reconnues par des spécialistes du testage peut déceler les points forts et les faiblesses des examens. Faute d'appliquer ces normes, il est impossible d'évaluer avec quelque précision l'équité d'un examen quelconque.

Le Groupe d'étude estime par conséquent qu'il est possible de minimiser une grande partie des lacunes potentielles décrites dans les pages précédentes grâce à l'utilisation de méthodes de conception et d'analyse des examens satisfaisant à des normes professionnelles. Dans les pages qui suivent, nous exposons brièvement une procédure que nous recommandons, en reconnaissant que des variantes sont acceptables. Nous savons que certains groupes corporatifs font appel à des spécialistes de la conception des examens (les opticiens, les infirmières et infirmiers, les vétérinaires et les travailleurs sociaux, pour n'en nommer que quelques-uns) et, même si nous ne savons pas précisément dans quelle mesure ces groupes et d'autres encore se conforment déjà à la procédure que nous préconisons, nous croyons que l'introduction universelle d'une procédure comme la nôtre aidera les organes corporatifs à offrir des examens équitables.

Conception d'un examen valide

La conception d'un examen valide nécessite une étude exhaustive des compétences requises pour l'exercice de la profession. Cette démarche commence par une étude de définition des rôles, qui doit répondre à la question suivante: "Quels sont les concepts, les connaissances, les aptitudes ou les capacités qu'un candidat doit avoir pour s'acquitter de ses tâches avec compétence?"¹⁷ À partir de l'information recueillie grâce à cette étude, on dresse un tableau des exigences qui sert à établir une correspondance entre la tâche requise et les objectifs de l'examen d'autorisation d'exercer. Les éléments tirés des tableaux des exigences constituent le "fonds de questions" qui sert de base à l'examen.

Les questions elles-mêmes sont rédigées par des comités ou des groupes de praticiens spécialisés dans un domaine particulier de leur profession avec l'aide de concepteurs d'examens expérimentés, lesquels peuvent aussi demander à divers spécialistes de rédiger des questions. Ensuite, les concepteurs vérifient les questions pour s'assurer de la correction du contenu, de l'orthographe et de la grammaire, pour éviter les ambiguïtés et pour faire en sorte qu'on puisse les utiliser dans un examen. Après cette première vérification, d'autres consultants, spécialistes de domaines particuliers, passent les questions en revue indépendamment, pour en vérifier la clarté et l'exactitude du contenu. Enfin, des comités choisissent des questions dans le fonds ainsi constitué, de façon à rédiger un projet d'examen. Le projet est envoyé aux utilisateurs, et le comité responsable tient compte de leurs commentaires avant de donner son approbation finale à chaque question. Après chaque administration de l'examen, le concepteur de l'élaboration intéressé étudie le résultat statistique pour chaque question avant d'en tenir compte dans le résultat global de l'examen¹⁸.

Pour veiller à ce que chaque mouture de l'examen soit valide et pour éviter qu'il ne devienne statique, le concepteur fait en sorte que chacune comprenne de vieilles questions déjà validées de façon empirique. Il évalue ensuite la validité des nouvelles questions en les comparant avec les vieilles questions posées dans des domaines analogues.

Enfin, on met au point une procédure pour faire en sorte que la note de passage soit fixée à un niveau convenable.

La procédure est différente lorsqu'on évalue la compétence clinique des candidats grâce à un examen pratique¹⁹. Certaines des méthodes actuelles

de conception des examens de ce genre font appel à des patients normalisés, à l'examen clinique objectif structuré (ECOS), et ainsi de suite; nous en avons parlé au début du chapitre, sous la rubrique des examens cliniques. Comme nous l'avons dit, le choix du type d'examen et la façon de l'administrer sont essentiels à son équité.

Dans *Standards for Educational and Psychological Testing*, un document produit pour l'American Educational Research Association, l'American Psychological Association et le National Council on Measurement in Education, les utilisateurs et les responsables de l'utilisation des examens ont accès à une description des principes généraux de l'utilisation des examens et des principes particuliers en régissant divers types²⁰. Le texte contient aussi un exposé des normes applicables à la conception et à l'utilisation des examens. Celles de ces normes, qui s'appliquent plus particulièrement au testage en vue d'obtenir l'autorisation ou la qualification professionnelle, sont les suivantes:

Le contenu qu'un examen d'autorisation professionnelle ou d'agrément doit couvrir devrait être défini clairement et expliqué en fonction de son importance pour l'exercice de l'occupation avec compétence. Il faudrait pouvoir soutenir logiquement que les connaissances ou les aptitudes évaluées sont nécessaires pour exercer l'occupation avec compétence et compatibles avec la raison d'être du programme d'autorisation ou de qualification professionnelle. (Norme 11.1)

Toutes les interprétations des examens d'autorisation et de qualification professionnelles devraient être explicites, et les faits et les analyses logiques étayant ces interprétations devraient être signalés. (Norme 11.2)

Les estimations de la fiabilité des décisions en matière d'autorisation ou de qualification professionnelle devraient être mises à la disposition des intéressés. (Norme 11.3)

Les candidats qui échouent à un examen devraient obtenir sur demande leur résultat et la note de passage. Ils devraient être informés de leur prestation pour les parties de l'examen auxquelles on attribue une note distincte dont on tient compte dans la décision finale. (Norme 11.4)

Les règles et les procédures servant à combiner les notes ou les autres évaluations en vue de l'établissement du résultat global devraient être communiquées aux candidats, de préférence avant l'administration de l'examen. (Norme 11.5)

Afin que ses résultats soient défendables, l'examen doit refléter ces normes et d'autres normes reconnues, d'application plus générale²¹. L'évaluation des examens d'autorisation d'exercer serait assurée grâce à l'application de ces normes, qui est selon nous indispensable si l'on veut qu'ils soient équitables. Les normes d'élaboration et d'évaluation des examens portent sur des facteurs comme la validité, la fiabilité et les erreurs de mesure, l'élaboration et la révision des examens, la notation, l'établissement de la normale, la comparabilité des résultats et leur correspondance, ainsi que la production de manuels techniques et de guides des utilisateurs propres à montrer comment utiliser tels ou tels résultats.

Nous avons constaté que les candidats peuvent obtenir des résultats différents en subissant le même examen plusieurs fois ou en passant d'une forme d'un même examen à une autre. Cet écart est imputable à toute une gamme de facteurs qui n'ont rien à voir avec la compétence du candidat. Ce sont des "erreurs de mesure" qu'il faut déterminer. (Les éditeurs et les concepteurs d'examens font généralement des études de fiabilité et des analyses des erreurs de mesure qui devraient satisfaire aux besoins des utilisateurs auxquels les examens sont destinés, et ils publient leurs conclusions.) Les utilisateurs des examens ont absolument besoin de cette information pour se fier aux résultats. En outre, ils ont besoin d'une information précise sur l'interprétation à donner à ces mêmes résultats.

La conception et l'évaluation des examens en fonction de normes reconnues comme celles-là garantirait, dans toute la mesure du possible, l'équité des examens d'agrément professionnel. Nous estimons que tous les examens d'entrée dans un organe corporatif devraient être conçus conformément à ces normes. Les professions elles-mêmes devraient naturellement conserver la haute main sur la conception de leurs examens, et, bien que nous ne croyions pas qu'une procédure structurée de certification obligatoire des examens s'impose pour le moment, les politiques et procédures de conception de tous les examens d'autorisation professionnelle devraient faire partie du domaine public et être à la disposition des candidats. La coordination nécessaire devrait se faire par l'intermédiaire du Réseau d'évaluation de l'acquis antérieur (RÉSEAU).

RECOMMANDATIONS

Les examens d'autorisation professionnelle évaluent la compétence, les connaissances et l'aptitude pratiques des candidats désireux d'obtenir

l'autorisation d'exercer ou d'être agréés, en fonction de normes établies par l'organe responsable. Les examens doivent pouvoir distinguer les candidats ayant la compétence requise pour exercer l'occupation sans danger pour la santé, le bien-être et la sécurité du public de ceux qui ne l'ont pas.

Tous les examens d'autorisation professionnelle administrés par les organes corporatifs doivent satisfaire aux normes d'équité requises. Afin de s'assurer que l'examen qu'il élabore est juste pour les candidats et qu'il mesure correctement ce qu'il est censé mesurer, le concepteur doit respecter les normes établies pour sa démarche. Il doit déterminer avec précision ce qu'est la "compétence" pour l'occupation en question, pas nécessairement en se fondant uniquement sur ce qu'on enseigne dans les programmes d'études pertinents, mais aussi en tenant compte de la pratique réelle de l'occupation, reflétée dans des capacités reconnaissables. Les questions et les types d'examens devraient être fondés sur cette norme. En outre, le concepteur doit tenir compte des questions de langue, des réactions culturelles et de la nécessité d'utiliser et d'administrer avec équité un examen capable de répondre aux besoins des candidats en leur donnant la rétroaction voulue pour que ceux-ci puissent s'améliorer. Enfin, tous les candidats doivent être clairement informés de l'utilisation de l'examen et de la méthode de notation.

La conception d'un examen valide exige des compétences précises. Afin que la conception des examens d'autorisation d'exercer utilisés en Ontario respecte les principes généraux en question, et que les résultats soient équitables pour tous les candidats:

- 6.1 *Nous recommandons que les examens d'autorisation d'exercer soient conçus conformément aux normes et aux méthodes reconnues de conception d'examens, compte tenu de ce que la personne ayant l'autorisation a besoin de savoir pour exercer, et compte tenu aussi des questions de langue, de culture et d'équité administrative et de la possibilité pour le candidat de disposer d'une information complète sur la norme requise et sur la prestation attendue de lui.*
- 6.2 *Nous recommandons que tous les candidats au testage suivent des cours de préparation ou reçoivent toute la documentation pour se préparer.*
- 6.3 *Nous recommandons que les politiques et procédures d'élaboration et d'administration des examens applicables à*

toutes les occupations soient publiées et mises à la disposition des candidats et de tous les intéressés, par l'intermédiaire du RÉSEAU.

- 6.4 Nous recommandons que le RÉSEAU offre aux organes corporatifs son aide et ses services de renvoi, à leur demande.*

Le problème de l'universalité du testage est délicat (voir le chapitre 12 pour un exposé des implications soulevées à cet égard par de la *Charte canadienne des droits et libertés*.) Le Groupe d'étude estime qu'il est désirable et préférable que, quelle que soit l'occupation, tous les candidats désireux d'être autorisés à exercer et qui, après évaluation, ont été jugés aptes à se présenter à l'examen, soient tenus de subir le même examen. En outre, nous croyons qu'avec les évaluations des équivalences exhaustives et objectives rendues possibles grâce au RÉSEAU, il ne sera plus guère nécessaire d'astreindre certains des candidats à des examens pour obtenir des évaluations supplémentaires. Néanmoins, nous reconnaissons que des organes corporatifs jugent qu'il faut parfois des examens cliniques supplémentaires, et que le coût élevé de certains examens cliniques et oraux fait qu'il n'est pas souhaitable d'y astreindre tous les candidats. En outre, les programmes de formation ontariens dans des disciplines ayant un important volet clinique soumettent les étudiants à des examens cliniques rigoureux, de sorte qu'il risquerait d'y avoir chevauchement entre eux et l'examen d'autorisation d'exercer. Nous avons par conséquent conclu qu'il serait contre-indiqué d'éliminer entièrement les examens supplémentaires auxquels sont soumis les seuls candidats formés à l'étranger, les candidats formés en Ontario en étant exemptés, pourvu que la conception de ces examens respecte les normes mentionnées à la Recommandation 6.1. Toutefois, cette pratique ne devrait être permise que dans les cas où l'organe corporatif peut démontrer que tous les candidats doivent être interrogés sur la même matière et atteindre les mêmes normes, quel que soit l'examen qu'ils subissent; que l'examen s'impose pour lui fournir une évaluation de la compétence des candidats qui serait impossible à obtenir autrement; qu'il serait inopportun d'exiger que tous les candidats subissent l'examen; et que celui-ci n'imposera pas aux candidats une charge déraisonnable, en temps ou en argent.

- 6.5 Nous recommandons que tous les candidats désireux d'obtenir l'autorisation d'exercer soient tenus de subir un examen portant sur la même matière que les autres et qu'ils atteignent la même norme de compétence qu'eux, en se présentant au même examen pour l'autorisation d'exercer que tous les autres. Lorsqu'un*

organe corporatif désire imposer d'autres examens aux candidats formés à l'étranger, il devrait en informer le RÉSEAU, en lui donnant la preuve que ces examens sont indispensables pour l'évaluation de la compétence des candidats; que la matière et les normes de ces examens sont les mêmes que ceux des examens que doivent subir les candidats formés en Ontario; qu'il est inopportun d'exiger que ces derniers subissent ces examens; et que l'examen n'imposera pas aux candidats une charge déraisonnable, en temps ou en argent.

Même si nous n'estimons pas qu'il soit opportun ou nécessaire d'imposer des exigences rigoureuses en matière d'accès aux examens ou aux reprises, il est essentiel que les organes professionnels reconnaissent l'importance de ces questions.

- 6.6 *Nous recommandons que les organes professionnels fassent tous les efforts pour permettre aux candidats d'avoir un accès raisonnable aux examens, compte tenu du temps et du lieu des examens; et que tous les candidats qui échouent à un examen aient automatiquement droit à au moins une reprise, avec ou sans recyclage.*

ANNEXE

Tableau 6-A1 Examens d'autorisation professionnelle, selon le lieu de formation

	Ontario	Autres provinces/ États-Unis	Étranger
Agrologie	Examen professionnel (pas d'examen si le candidat est diplômé en agriculture)	Examen professionnel	Examen professionnel
Architecture	Cours d'admission	Cours d'admission	Cours d'admission
Arpentage	Examen professionnel; programme d'examen, crédits accordés	Examen professionnel; programme d'examen, crédits accordés	Examen professionnel; programme d'examen, crédits accordés
Chiropractie	Examens du Bureau canadien des examinateurs en chiropractie (BCEC). Examen provincial de deux jours	Examens du BCEC, examen provincial de 2 jours	Examens du BCEC, examen provincial de 2 jours

	Ontario	Autres provinces/ États-Unis	Étranger
Comptabilité:			
Comptables agréés	Examens finals uniformes (EFU)	EFU (membres de l'organe comptable désigné exemptés)	EFU (membres de l'organe comptable désigné exemptés)
Comptables de gestion agréés	3 examens finals d'agrément obligatoires; cours sanctionnés par des examens pour remédier aux lacunes de la formation; crédits accordés	3 examens finals d'agrément obligatoires; cours sanctionnés par des examens pour remédier aux lacunes de la formation; crédits accordés	3 examens finals d'agrément obligatoires; cours sanctionnés par des examens pour remédier aux lacunes de la formation; crédits accordés
Comptables généraux agréés	4 examens obligatoires; cours sanctionnés par des examens pour remédier aux lacunes de la formation; cours de communication commerciale	4 examens obligatoires; cours sanctionnés par des examens pour remédier aux lacunes de la formation; crédits accordés; cours de communication commerciale	4 examens obligatoires; cours sanctionnés par des examens pour remédier aux lacunes de la formation; crédits accordés; cours de communication commerciale

	Ontario	Autres provinces/ États-Unis	Étranger
Courtage commercial et immobilier et ventes	Examens imposés dans les cours de formation exigés; exemptions possibles	Examens imposés dans les cours de formation exigés; exemptions possibles	Examens imposés dans les cours de formation exigés; exemptions possibles
Courtage d'assurances	Examen de qualification de base; examen au niveau avancé	Examen de qualification de base; examen au niveau avancé	Examen de qualification de base; examen au niveau avancé
Dentisterie	Aucun	Autres provinces: aucun Etats-Unis: un examen écrit et deux examens cliniques	Un examen écrit et trois examens cliniques
Denturologie	Examen d'autorisation professionnelle (Examen final de George Brown)	Examen d'autorisation professionnelle (Examen final de George Brown)	Examen d'autorisation professionnelle (Examen final de George Brown)
Diététique	Aucun	Aucun	Examen de qualification

	Ontario	Autres provinces/ États-Unis	Étranger
Droit	Cours d'admission au barreau, avec examens	Cours d'admission au barreau, avec examens; examens de transfert au lieu du CAB si le candidat justifie de 3 années d'exercice actif.	Cours d'admission au barreau, avec examens
Enseignement	Aucun examen exigé	Aucun examen exigé	Aucun examen exigé
Ergothérapie	Examen d'agrément	Examen d'agrément	Examen d'agrément
Foresterie	Jusqu'à 20 examens si le candidat a des lacunes dans un domaine de base ou s'il n'a pas de titre ou de diplôme en foresterie	Jusqu'à 20 examens si le candidat a des lacunes dans un domaine de base ou s'il n'a pas de titre ou de diplôme en foresterie	Jusqu'à 20 examens si le candidat a des lacunes dans un domaine de base ou s'il n'a pas de titre ou de diplôme en foresterie

	Ontario	Autres provinces/ États-Unis	Étranger
Génie	Examen de pratique professionnelle (EPP)	Autres provinces et programmes complets reconnus aux États-Unis: EPP; autres programmes aux États-Unis: examens de confirmation; programme d'examen; EPP	Examens de confirmation; programme d'examen; EPP
Hygiène dentaire	Examen clinique	Examen écrit et clinique	Examen écrit et clinique
Lunetterie (opticiens)	Examen professionnel	Examen professionnel	Examen professionnel
Massothérapie	Examens oraux, pratiques et écrits	Examens oraux, pratiques et écrits	Examens oraux, pratiques et écrits
Médecine	EACMC	EACMC (les Américains peuvent y substituer le NBME)	EACMC

	Ontario	Autres provinces/ États-Unis	Étranger
Médecine vétérinaire	Examen de l'organe provincial; exemption en cas de demande faite dans l'année de l'obtention du diplôme	Autres provinces: examen de l'organe provincial. États-Unis: examen de l'organe de l'État; examen du Bureau national des examineurs (BNE); test de simulation clinique (TSC)	Examen de l'organe provincial; BNE; TSC; Examen de compétence clinique
Naturopathie	Examens d'inscription	Examens d'inscription Autres provinces: possibilité d'exemption	Examens d'inscription
Optométrie	Examen exhaustif de l'Université de Waterloo	Examen de qualification du Bureau	s.o.
Ostéopathie	Examens écrits, oraux et pratiques (mais aucun mis sur pied depuis 1952)	Examens écrits, oraux et pratiques (mais aucun mis sur pied depuis 1952)	Examens écrits, oraux et pratiques (mais aucun mis sur pied depuis 1952)

	Ontario	Autres provinces/ États-Unis	Étranger
Pharmacie	Examen de l'organe provincial (une partie du programme normalisée); examen de qualification	Examen de l'organe provincial; examen de qualification	Examen de l'organe provincial; examen de qualification
Physiothérapie	Pas d'examen	Examen de l'Association canadienne de physiothérapie pour les diplômés des États-Unis	Examen de l'Association canadienne de physiothérapie, sauf pour certains diplômés du R.-U.
Podologie	Aucun	Examen d'inscription	Examen d'inscription si le candidat n'est pas diplômé d'un programme reconnu du R.-U.
Pompes funèbres	Examen d'autorisation professionnelle	Examen d'autorisation professionnelle	Examen d'autorisation professionnelle

	Ontario	Autres provinces/ États-Unis	Étranger
Psychologie	Examen de pratique professionnelle en psychologie (EPPP) et examen oral	EPPP et examen oral	EPPP et examen oral
Puériculture	Aucun	Examen de vérification des équivalences sous l'égide de l'Association d'éducation des petits de l'Ontario (ATÉO); aucun examen exigé par le ministère	Examen de vérification des équivalences sous l'égide de l'Association d'éducation des petits de l'Ontario (ATÉO); aucun examen exigé par le ministère

	Ontario	Autres provinces/ États-Unis	Étranger
Radiologie	Examen de qualification de l'Association canadienne des techniciens en radiation médicale (ACTRM) ou examen du Bureau si le candidat n'a pas subi l'examen de l'ACTRM	Examen de qualification de l'ACTRM, ou examen du Bureau si le candidat n'a pas subi l'examen de l'ACTRM ou s'il n'a pas fait ses études dans un établissement jugé acceptable ou faisant l'objet d'ententes réciproques	Examen de qualification de l'ACTRM, sauf si le candidat vient d'un pays ayant conclu des ententes réciproques, ou examen du Bureau si le candidat n'a pas subi l'examen de l'ACTRM ou s'il ne vient pas d'un pays dont les programmes sont jugés acceptables ou font l'objet d'ententes réciproques
Service social (CTSAO)	Examens d'agrément	Examens d'agrément	Examens d'agrément
Soins infirmiers	Examens d'inscription	Examens d'inscription	Examens d'inscription
Technique dentaire (mécaniciens dentistes)	Examen d'inscription	Examen d'inscription	Examen d'inscription

	Ontario	Autres provinces/ États-Unis	Étranger
Technologie d'ingénierie	Aucun examen exigé; possibilité d'examens de confirmation et d'un programme d'examen	Aucun examen exigé; possibilité d'examens de confirmation et d'un programme d'examen	Aucun examen exigé; possibilité d'examens de confirmation et d'un programme d'examen
Technologie de laboratoire médical	Examen de qualification exigé par l'Association canadienne des technologistes	Examen de qualification exigé par l'Association canadienne des technologistes	Examen de qualification exigé par l'Association canadienne des technologistes

Testage linguistique

Alors qu'il est tout à fait raisonnable d'attendre d'une personne qui doit avoir des contacts avec des patients en Ontario qu'elle s'exprime aisément en anglais, la rigidité des normes imposées par les lois peut être considérée comme très contestable. Nous avons rencontré de nombreux candidats qui avaient terminé des cycles de formation dans un milieu anglophone (y compris dans d'autres provinces canadiennes ou aux États-Unis), qui avaient reçu leur formation dans des pays où l'anglais est pratiquement une deuxième langue universelle (Pays-Bas, Suède, Israël), ou qui avaient passé d'autres tests de compétence en anglais, et qui n'avaient pas pu obtenir leur autorisation d'exercer. Il est encore plus préoccupant de constater l'absence de réalisme témoigné par le niveau trop élevé des notes minimales imposées par la loi. Nous avons vu des candidats, qui avaient exercé sans difficulté en anglais dans d'autres provinces, recalés pour des fautes de grammaire souvent relativement mineures.

— extrait du mémoire soumis au Groupe
d'étude par un hôpital de l'Ontario

L'un des défis les plus grands que doit relever un immigrant arrivant en Ontario et qui ne connaît pas ou pratiquement pas l'anglais ou le français est l'obligation d'apprendre une nouvelle langue. Non seulement cette connaissance est une nécessité de la vie quotidienne, mais le fait qu'une personne puisse parler l'anglais ou le français constitue effectivement, bien que parfois de façon non formelle, un prérequis pour son admission dans des associations professionnelles. Il représente également un facteur important pour l'admission dans les établissements d'éducation ou dans le marché du travail. Maintes et maintes fois, dans des mémoires de personnes formées à l'étranger, dans des réunions avec des communautés d'immigrants, et dans des interviews avec les corps professionnels, la langue a été

présentée au Groupe d'étude comme constituant un obstacle non négligeable à l'entrée des immigrants dans le marché du travail de l'Ontario.

Bien que la faible disponibilité de la formation linguistique constitue l'élément contributif le plus important de cette difficulté, un autre élément important est le problème posé par les tests linguistiques. Toutes les associations professionnelles considèrent, dans une certaine mesure, la connaissance d'une langue comme essentielle à la pratique sécuritaire de la profession, et il est donc nécessaire de procéder à une certaine forme d'évaluation de cette connaissance avant d'accorder une autorisation d'exercer. Dans les corps de métier, il est également nécessaire de s'assurer que les candidats possèdent un certain degré de connaissance de la langue. Étant donné le rôle important joué par les établissements d'enseignement dans la formation des candidats ayant déjà reçu une formation en dehors du Canada, leur utilisation de tests linguistiques présente également un intérêt pour notre étude. Dans ce chapitre, nous examinerons comment les tests sont effectués et dans quelle mesure les méthodes actuelles sont satisfaisantes.

Le Groupe d'étude reconnaît et soutient le droit des corps professionnels, des ministères et des établissements d'enseignement à exiger un niveau adéquat de connaissance de la langue. Nous aimerions même aller plus loin en recommandant l'utilisation d'une certaine forme d'évaluation linguistique permettant de garantir la sécurité du public et qui fournirait aux immigrants un moyen d'évaluer leurs compétences linguistiques. Un test linguistique est nécessaire pour déterminer si une personne connaît suffisamment bien le français ou l'anglais pour effectuer de manière efficace son devoir professionnel. Un test négatif peut indiquer à la personne considérée quelle formation elle devra suivre, en anglais ou en français, pour atteindre le degré de connaissance requis. Comme pour toutes les autres exigences d'attribution d'autorisation discutées dans le présent rapport, l'organisme qui effectue le test et qui prend des décisions en fonction de ses résultats doit pouvoir démontrer que le niveau de compétence requis est approprié et que l'instrument utilisé pour évaluer la compétence mesure effectivement le type de compétence nécessaire dans la profession ou le métier considérés.

Un certain nombre d'intervenants insistent sur le fait que, dans un environnement multilingue, il est désirable, et même nécessaire, que les services professionnels soient disponibles dans la langue du client ou du patient, surtout dans les domaines tels que la psychologie, les services sociaux et la médecine. Cette réalité ne change cependant rien au fait que

les professionnels autorisés doivent pouvoir fournir leurs services en anglais ou en français. Les besoins en services de communautés multiculturelles constituent un problème très important qui peut être résolu de nombreuses façons différentes - par le recrutement, des programmes d'encouragement incitant les membres de ces groupes à travailler dans leurs communautés, ou des programmes de formation supplémentaires - mais qui ne peut pas être résolu par un relâchement ou une modification des exigences linguistiques de base. (Ce problème a été abordé au chapitre 2 "Ontariens formés à l'étranger" et au chapitre 9 "Recyclage".)

PRATIQUES ACTUELLES

Les formalités d'admission de pratiquement tous les établissements d'éducation de l'Ontario comprennent un test linguistique obligatoire. (Voir tableau 7-A1 de l'annexe à la fin de ce chapitre.) Le test le plus couramment utilisé est le TOEFL, "Test of English as a Foreign Language" (Test d'anglais langue étrangère); on utilise également souvent le TSE "Test of Spoken English" (Test d'anglais parlé) et la MTB "Michigan Test Battery" (Batterie de tests du Michigan). Les corps professionnels (voir tableau 7-A2) et, pour les corps de métiers, le Ministère de la formation professionnelle¹, utilisent différents moyens pour contrôler les connaissances linguistiques. Certains font appel à des tests normalisés tels que le TOEFL (par exemple les médecins, les pharmaciens et les infirmiers); d'autres ont mis au point leurs propres tests linguistiques (par exemple les pharmaciens); d'autres encore utilisent leurs examens d'admission pour éliminer les candidats dont les connaissances linguistiques sont insuffisantes (par exemple les dentistes, les techniciens de laboratoires médicaux, les entrepreneurs de pompes funèbres). Dans certaines professions, le problème des connaissances linguistiques n'a pas été abordé directement, soit (en denturologie par exemple) à cause du faible nombre de personnes provenant de pays dont la langue d'enseignement n'est ni le français ni l'anglais parce que d'autres conditions d'admission éliminent pratiquement tous les candidats non anglophones (en optométrie par exemple). Dans ces cas, les corps professionnels sont généralement de l'avis que les examens de qualification ou d'autorisation professionnelle peuvent constituer un filtre efficace.

Tests non normalisés

Parmi les groupes professionnels ou apparentés que nous avons examinés, un seul avait développé ses propres tests formels pour l'évaluation des capacités linguistiques. Le collège des pharmaciens de l'Ontario fait passer un examen oral permettant d'évaluer la compréhension et la capacité de communication. Ce test mesure la capacité d'un candidat à recevoir et à donner des instructions et des commandes par téléphone et à commenter une ordonnance pour le client servi au comptoir. Ceux qui ont étudié dans un pays dont la langue officielle n'est ni le français ni l'anglais doivent faire preuve de leur compétence linguistique, ainsi que ceux qui ont fait leur études de pharmacien dans une langue autre que le français ou l'anglais ou dont les capacités linguistiques sont sujettes à caution. La note minimale est de 60 p.100 et le candidat a droit à trois essais. Cet examen, auquel le taux de succès est proche de 100 p.100, fait partie des exigences linguistiques qui comprennent également le TOEFL. Le candidat peut, s'il le désire, remplacer cet examen oral par le TSE.

Les interviews se rangent également dans la catégorie des tests non normalisés. Les candidats à l'autorisation d'exercer la profession d'ingénieur dont les connaissances linguistiques sont soumises à caution par leur répondant peuvent être priés de venir à une interview par le comité d'évaluation du corps responsable; les naturopathes et les opticiens font également passer des interviews pour évaluer les connaissances linguistiques.

Ces tests, qui offrent l'avantage de mesurer directement les performances d'un individu dans une conversation avec une autre personne diffèrent des tests normalisés qui accordent une importance plus grande à la grammaire et à la syntaxe. Les tests non normalisés permettent au corps qui fait passer l'examen de centrer son évaluation sur la langue technique et sur les capacités linguistiques effectivement nécessaires pour accomplir le travail. Par exemple, en pharmacie, prendre une commande par téléphone et conseiller un client sur l'utilisation d'un médicament sont les tâches qui exigent un degré élevé de communication; les examens par interview permettent de tester spécifiquement ces deux modes de communication. Bien que l'inconvénient principal de la méthode par interview soit, comme pour les examens oraux, l'introduction d'un facteur subjectif, cet inconvénient peut être atténué si le test est mis au point et effectué convenablement.

Tests normalisés

L'examen par le Groupe d'étude des tests linguistiques utilisés par les corps professionnels indique que les tests linguistiques normalisés les plus fréquemment utilisés sont le TOEFL, le TSE et la MTB². Ces mêmes tests sont également ceux utilisés le plus souvent par les établissements post-secondaires pour l'évaluation de leur candidats. Un groupe de chercheurs de plusieurs universités de l'Ontario a également mis au point un nouveau test de compétence en anglais, l'OTESL "Ontario Test of English as a Second Language" (Test de l'anglais langue seconde de l'Ontario). Les objectifs de ce test, qui n'est actuellement utilisé que par certains établissements d'enseignement de l'Ontario, sont résumés ultérieurement dans ce chapitre.

Le Test d'anglais langue étrangère (TOEFL)

Le test linguistique le mieux connu et le plus utilisé en Amérique du Nord est le TOEFL, créé en 1963. Les ouvrages consacrés à ce sujet mentionnent le TOEFL comme une référence à laquelle sont comparés tous les autres tests de compétence en anglais. Il est utilisé dans les universités, le monde des affaires et l'industrie. L'ETS, "Education Test Service" (Service des tests d'éducation) utilise ce test sous la direction d'un conseil d'orientation qui a été établi par le College Board (Conseil des collèges) et le "Graduate Record Examinations Board". Le Canada est représenté à ce conseil d'orientation.

L'ETS "est une association personnalisée qui se consacre à des mesures et des recherches principalement dans le domaine de l'éducation"³. Son bureau international fournit une assistance à des recherches entreprises en collaboration et organise des conférences dans le monde entier. L'ETS montre aux éducateurs "à élaborer et à faire passer des tests, à en interpréter les résultats, et à utiliser ces tests et d'autres techniques dans leur propre système éducatif"⁴. Le service possède la bibliothèque publique la plus grande au monde d'instruments et de tests d'évaluation et abrite en outre l'ERIC "Educational Resources Information Centre" (Centre d'information sur les ressources en éducation) qui recueille, catalogue, indexe et résume les matériaux non publiés.

Vingt-six ans après sa création, le TOEFL a évolué jusqu'à sa forme actuelle en trois parties : compréhension orale, structure et expression écrite,

et compréhension du vocabulaire et de textes écrits. Le test utilise exclusivement des questions à choix multiples.

La section "compréhension orale" est conçue pour déterminer dans quelle mesure la personne testée peut comprendre d'une part les mots prononcés et d'autre part le sens que veut leur communiquer la personne qui parle. Le candidat écoute une bande et répond à des questions conçues pour mesurer s'il peut déterminer quelle est la déclaration écrite dont le sens est le plus proche de la déclaration orale (partie A), s'il peut suivre une conversation entre deux interlocuteurs (partie B), et s'ils peut répondre à une série de questions sur des communications et des conversations de courte durée (partie C).

La section "structure et expression écrite" permet de déterminer les connaissances du candidat dans les domaines de la structure et de la grammaire. Les documents utilisés portent soit sur des matières d'enseignement classiques, soit sur des sujets comme l'histoire, la culture ou la géographie des États-Unis. Les candidats doivent remplir deux questionnaires : dans le premier, ils doivent choisir un mot ou une expression pour compléter une phrase; dans le second, il doivent désigner, dans un groupe de quatre mots, celui qui est incorrect en anglais écrit.

La troisième section, "compréhension du vocabulaire et de textes écrits", comporte deux parties. Dans la première, le candidat choisit un mot ou une expression qui rend le mieux le sens d'une phrase où il remplace un mot ou une expression souligné. Dans la seconde, le candidat lit plusieurs passages et répond à un certain nombre de questions sur chacun d'eux. Cette section mesure la capacité du candidat à comprendre le sens et l'utilisation de mots dans l'anglais écrit standard et sa capacité à comprendre des textes écrits.

Toutes les nouvelles questions sont examinées avec soin quand à leur contenu et font l'objet d'une analyse statistique avant d'être incorporées aux formulaires d'examen ou rejetées. L'ETS cherche à déceler toute caractéristique culturelle ou raciale; à trouver tout type de langage, contenu ou symbole qui pourrait offenser ou choquer les groupes principaux de la population du TOEFL; et à déterminer si le contenu est approprié (la question vise-t-elle son objectif ?). De nouvelles analyses statistiques sont effectuées après la mise en oeuvre d'un nouveau formulaire de test pour contrôler le fonctionnement des questions et le niveau de difficulté du test.

Les résultats des tests comprennent les notes obtenues pour les trois sections et la note totale. L'ETS convertit les notes des sections et la note

totale en notes standards à l'aide d'une échelle, ce qui permet de s'assurer de la fiabilité du test par une comparaison statistique de tous les formulaires.

L'ETS envoie un recueil de lignes directrices à tous les établissements qui acceptent les notes du TOEFL. Ces lignes directrices font remarquer que l'erreur de mesure moyenne pour les deux tiers des candidats est de 14,1 points mais qu'elle est de 28,2 points pour 95 % des candidats. Ces chiffres montrent que pour les deux-tiers des personnes qui passent le test, une note de 500 peut être équivalente à une note allant de 485,9 à 514,1. Pour 95 % des candidats, une note de 500 peut être équivalente à une note allant de 471,8 à 528,2. Chacune des sections est également affectée d'une erreur de mesure standard dont on doit également tenir compte. Du fait de cette erreur de mesure standard, l'ETS déconseille fortement l'utilisation de notes éliminatoires rigides et préconise d'utiliser des plages. L'ETS suggère que l'utilisation de plages devrait éviter que des candidats soient recalés s'il obtiennent une note inférieure à la note limite mais équivalente à cette note.

Les lignes directrices font également remarquer que les notes ne devraient pas être utilisées pour prédire les succès scolaires parce que des études ont montré qu'il n'existait *pas* de corrélation positive suffisamment élevée entre la GPA "Grade Point Average" (moyenne des points) et les notes obtenues au TOEFL. Ces lignes directrices suggèrent en outre que chaque établissement utilisant le TOEFL devrait réunir des informations relatives à la validité de ses exigences au TOEFL, afin d'évaluer les normes actuelles. Ils conseillent également fortement d'utiliser d'autres moyens, tels que des interviews, en parallèle avec le TOEFL. Il est également recommandé de tenir compte des notes partielles qui peuvent fournir des informations plus précises sur les compétences du candidat.

Le test d'anglais parlé

L'ETS fait passer le TSE "Test of Spoken English" (Test d'anglais parlé) sous la direction du Conseil d'orientation du TOEFL. Le TSE a été conçu à l'origine pour les établissements d'enseignement, mais des recherches sont actuellement en cours pour évaluer sa validité pour les associations professionnelles. Le TSE dure environ 30 minutes et les candidats doivent enregistrer leurs réponses dans des cassettes audio.

Le TSE comporte sept sections. La première est un exercice non noté permettant au candidat de se mettre en forme et de se relaxer en répondant

à des questions d'ordre biographique. Les tests de la deuxième section permettent de tester la prononciation et la clarté d'ensemble du langage : le candidat doit lire un texte à haute voix après l'avoir lu en silence. Dans la troisième section, le candidat lit une série de dix phrases incomplètes qu'il complète ensuite oralement, en respectant le sens et la construction grammaticale de la phrase. Le candidat doit ensuite raconter une histoire détaillée en partant d'une série d'images. La cinquième section pose au candidat une série de questions orales relatives à une seule image. Dans la sixième section, le candidat répond à des questions portant sur des sujets d'ordre général et conçues pour exiger des réponses longues et détaillées. Pour cette section, la mesure porte sur les qualités linguistiques et l'adéquation de la langue plutôt que sur la teneur proprement dite des réponses. Finalement, dans la septième section, le candidat doit lire un texte imprimé et le décrire ensuite dans ses propres mots.

L'ETS calcule quatre notes à partir du TSE : compréhension d'ensemble, prononciation, grammaire et facilité d'expression. Chacune de ces notes est indépendante des autres. Les trois dernières sont des notes de diagnostic, conçues pour fournir une analyse plus détaillée des possibilités du candidat. Les notes peuvent être comparées à une table de référence basée sur les notes obtenues par les candidats testés au cours d'une période récente.

Les bandes du test sont évaluées de manière indépendante par des évaluateurs du TSE qui ont reçu la formation nécessaire (qualification en anglais, en anglais langue seconde ou en linguistique) et par un troisième évaluateur en cas de désaccord entre les deux premiers. Si deux de ces trois personnes sont du même avis, c'est leur note qui est attribuée au candidat; en cas de désaccord entre les trois, la note attribuée est la moyenne des deux plus élevées.

Des lignes directrices, analogues à celles du TOEFL, accompagnent le TSE; elles déconseillent formellement l'utilisation de notes éliminatoires rigides, conseillent fortement l'utilisation d'autres mesures et recommandent d'examiner les sections de diagnostic en plus de la compréhension d'ensemble.

Le manuel *Manual for Score Users*, destiné aux utilisateurs du TSE, définit ainsi les notes de compréhension d'ensemble : de 0 à 90, une compréhension d'ensemble trop faible, même pour des phrases simples; de 100 à 140, un parler rendu incompréhensible dans son ensemble par des pauses fréquentes et/ou des reprises de phrase, des erreurs de prononciation, un vocabulaire limité et un manque de contrôle de la grammaire; de 150 à

190, un parler généralement compréhensible mais comportant fréquemment des erreurs de prononciation, des fautes de grammaire, des mots mal choisis, ainsi que quelques pauses et quelques phrases reprises; de 200 à 240, un parler généralement compréhensible mais comportant quelques erreurs de prononciation, fautes de grammaire, mots mal choisis, ou bien des pauses ou des phrases reprises; de 250 à 300, parler normal totalement compréhensible avec quelques erreurs de grammaire ou de prononciation dans des expressions très idiomatiques. L'erreur standard de mesure sur la compréhensibilité d'ensemble pour les deux tiers des candidats est de 15 points, et de 30 points pour 95 % des candidats.

Michigan Test Battery

La MTB "Michigan Test Battery" (Batterie de tests du Michigan) a été mise au point par l'Université du Michigan. Les aptitudes testées et l'objectif de la MTB sont les mêmes que celles du TOEFL. La MTB comporte trois tests : Le "Michigan Test of Aural Comprehension" (Test de compréhension orale du Michigan), le MTELP "Michigan Test of English Language Proficiency" (Test de compétence en anglais du Michigan) et le "Michigan Composition Test" (Test de rédaction du Michigan). La durée totale des tests de la MTB est de 130 minutes : 25 minutes pour le test de compréhension orale, 75 minutes pour le MTELP et 30 minutes pour le test de rédaction.

Comme l'indiquent leurs désignations, le test de compréhension orale contrôle l'écoute et la compréhension; le MTELP, la grammaire, le vocabulaire et la lecture; et le test de rédaction, l'écriture. Les tests sont notés par l'Université du Michigan. Quoique les aptitudes testées par la MTB soient les mêmes que celles testées par le TOEFL⁵, la MTB diffère légèrement du TOEFL par sa structure et son contenu. Bien que les questions posées dans le test de compréhension orale de la MTB ressemblent beaucoup à celles de la partie A de la section de compréhension du langage parlé du TOEFL, le test de compréhension orale ne comporte pas de conversation ni de brefs exposés comme ceux des parties B et C de la section de compréhension du langage parlé du TOEFL. Le MTELP comprend des passages de lecture d'un seul paragraphe semblables à ceux des livres scolaires; la partie compréhension de vocabulaire et de langue écrite du TOEFL comprend des passages d'une seule phrase ou de courts extraits d'articles de journaux ou de bulletins. Finalement, alors que le test de rédaction de la MTB demande d'écrire un

texte d'une page sur un, deux ou trois sujets, le TOEFL ne demande au candidat que d'identifier des erreurs dans des phrases. Le TOEFL ne demande pas au candidat d'écrire. (On remarquera que depuis 1987-1988, l'ETS offre un test d'anglais écrit pour résoudre ce problème du TOEFL. Certaines administrations font passer ce test en même temps que le TOEFL.) Les différences entre le TOEFL et la MTB peuvent faire qu'un candidat obtienne des notes différentes aux deux tests, par exemple, la plus grande importance accordée à l'aptitude à l'écriture dans la MTB peut faire que des candidats relativement faibles dans ce domaine obtiennent des notes plus faibles à la MTB que celles qu'ils obtiendraient au TOEFL.

DÉFAUTS DES TESTS NORMALISÉS

Les qualités des tests normalisés tels que le TOEFL, le TSE et la MTB sont qu'ils peuvent, s'ils sont correctement effectués, être valables, spécifiques et fiables. En même temps, et en partie à cause de leur nature même de tests normalisés, ils peuvent présenter de graves défauts. Le TOEFL est le test le plus couramment utilisé en Ontario, et c'est donc lui que viseront la plupart de nos commentaires, mais les suggestions s'appliquent également aux autres tests normalisés examinés.

Un des défauts reprochés au sujet du TOEFL est qu'il peut présenter une certaine partialité à l'encontre des candidats non Nord-Américains, pour deux raisons : premièrement parce qu'une partie non négligeable de son contenu est reliée à la culture et à l'histoire nord américaine (et plus particulièrement des É.-U.); et deuxièmement, parce que l'accent des voix enregistrées dans les bandes est nord américain⁶. La possibilité d'une partialité culturelle basée sur le contenu est reconnue par certains commentateurs et pose un délicat problème car il est impossible de réaliser un test de langue entièrement dissocié de toute connaissance et de toute information. Nous ne sommes pas en position de décider si des éléments culturels sont évidents dans ces tests linguistiques normalisés au point de fausser les résultats; nous avons cependant entendu suffisamment de critiques sur les tests à ce sujet pour être convaincu qu'il n'était pas improbable qu'il en soit ainsi. En ce qui concerne les critiques relatives à l'accent, la réaction la plus fréquente, et nous la respectons, est que l'anglais nord américain est celui auquel le candidat doit s'adapter en tout état de cause, et il est donc approprié que ce soit l'accent prédominant de l'examen. En toute équité, il serait normal que les candidats non familiarisés avec cet accent aient l'occasion de s'entraîner sur les tests pour s'y adapter.

Les enregistrements d'exemples de test du TOEFL permettent un tel entraînement.

En se basant sur notre examen des documents pertinents et sur des interviews avec des personnes travaillant dans le domaine des tests linguistiques et des candidats, il semble que les défauts les plus graves du TOEFL et des autres tests normalisés puissent être ceux qui concernent leur administration et leur application⁷. Ces défauts sont les suivants :

Niveau des notes éliminatoires

Comme nous l'avons vu, l'erreur de mesure standard du TOEFL est d'environ 28 points sur la note totale de 95 p.100 des candidats. Pour tenir compte de ce fait, les lignes directrices de l'ETS recommandent que les normes de réussite soient données par des plages et non par des notes éliminatoires. Notre examen indique que, dans l'ensemble, cette recommandation n'est jamais suivie, bien que son principe ait été formellement reconnu par une décision du Conseil des sciences de la santé⁸.

Bien que la logique de cette position soit apparente étant donnée l'erreur de mesure, la conséquence pratique de l'utilisation d'une plage au lieu d'une note éliminatoire est de ramener la note éliminatoire à la limite inférieure de la plage. Le problème fondamental revient donc à celui du réglage de la note éliminatoire au niveau approprié.

La note éliminatoire doit être fixée en fonction des besoins linguistiques d'une discipline particulière. Notre examen a montré que, dans la plupart des cas, le niveau de la note éliminatoire était réglé à une valeur arbitraire ou fonction de la pratique courante dans d'autres domaines et qu'il n'était pas contrôlé ou validé de quelque manière que ce soit avec les organismes utilisant le test. Un commentaire fréquemment présenté au groupe d'étude était que le niveau requis dans de nombreux cas était élevé; même une personne dont la première langue était l'anglais peut éprouver des difficultés à répondre à certaines parties du test. On peut donc rencontrer le cas d'un candidat, peut-être dans une discipline très technique ou la connaissance générale de la langue ne joue pas un rôle important, qui se trouve dans l'obligation d'obtenir un niveau élevé dans un test qui ne contrôle que le niveau général de connaissance de la langue.

Interprétation des notes

Certaines études montrent une corrélation positive significative entre le rendement au TOEFL et le rendement scolaire, mais la plupart des études n'indiquent aucune corrélation ou une corrélation positive très faible⁹. Les lignes directrices de l'ETS indiquent que le TOEFL est un test de compétence en anglais et non un moyen de prédire le succès scolaire. On peut aussi dire qu'il teste surtout les connaissances et non les performances.

Le TOEFL est généralement considéré comme un test ponctuel plutôt qu'un test intégratif. Dans un test ponctuel, tous les éléments sont indépendants; dans un test intégratif, il y a une interdépendance entre les différents éléments. Les tests intégratifs sont considérés par de nombreux analystes comme ayant une validité plus élevée mais une fiabilité plus faible du fait de la plus grande importance de l'élément subjectif. Ce sont de meilleurs indicateurs de performance.

La conséquence de cette caractéristique est que les candidats sont testés en fonction d'une norme de compétence linguistique qui n'a qu'un lien très vague avec les besoins linguistiques du travail qu'ils veulent entreprendre. Pour cette raison, le TOEFL et les tests normalisés comparables sont largement critiqués parmi les personnes effectuant ces tests et les experts dans ce domaine. Les commentaires reçus dans les mémoires et les soumissions allaient de l'expression d'une préoccupation que le fait de se fier aux tests met trop l'accent sur la connaissance de la langue générale, jusqu'à l'indignation face au fardeau injuste placé sur les personnes ayant fait leurs études à l'étranger. Prenons par exemple ce commentaire extrait d'un mémoire individuel soumis au Groupe d'étude :

Il faudrait que je passe le TOEFL pour entrer dans le programme de pré-internat, même après avoir fourni des preuves de connaissance de la langue, c'est-à-dire des diplômes canadiens, l'examen fédéral d'autorisation d'exercer FLEX [Federal Licensing Examination], l'enseignement dans des universités canadiennes, de nombreuses conférences publiques, la rédaction de demandes de bourses et de nombreuses publications en anglais. Le TOEFL constitue-t-il une meilleure évaluation de mes connaissances en anglais que mon dossier professionnel et ma formation ?

Et celui-ci, extrait d'un mémoire d'un spécialiste dans ce domaine:

... les examens du TOEFL et du TSE ont également été fortement critiqués comme étant des indicateurs limités et trompeurs de la capacité des locuteurs de langue maternelle autre que l'anglais à communiquer efficacement en anglais. Il existe de nombreuses anecdotes prouvant que des étudiants s'exprimant aisément en anglais et connaissant bien cette langue pouvaient obtenir une note au test indiquant une compétence minimale en matière de communication. Mais il existe également un certain nombre de raisons bien fondées pour cette critique dans la structure et le contenu mêmes des tests ... les tests sont non seulement trompeurs, mais constituent des obstacles insidieux à une admission équitable des locuteurs non autochtones dans la société canadienne.

SOLUTIONS DE REMPLACEMENT AUX TESTS NORMALISÉS

Les défauts relevés ci-dessus ne sont pas particuliers au TOEFL mais se retrouvent vraisemblablement à un plus ou moins faible degré dans tout test normalisé de compétence linguistique ayant une portée aussi générale. La sécurité qui peut être retirée de l'utilisation de tels tests à la fiabilité admise doit être comparée à la pertinence (et donc l'équité) beaucoup plus grande de tests conçus pour mesurer les connaissances dans une discipline donnée. Il est possible de développer des tests spécifiques à cet effet qui contiennent des éléments oraux et écrits, des interviews et des rédactions. Le test actuellement utilisé pour la profession de pharmacien est un exemple de test linguistique approprié. Il est essentiel que de tels tests soient correctement mis au point et que les examinateurs reçoivent les instructions correctes sur la manière de les administrer.

Les tests professionnels utilisés pour évaluer les compétences d'ensemble des candidats peuvent être utilisés pour déterminer leur connaissance de la langue, comme il est de pratique courante dans un certain nombre de groupes professionnels. L'avantage de cette manière d'aborder le problème est que ces tests comprennent nécessairement la plus grande partie des termes spécifiques à la profession qui sont nécessaires à son exercice. L'utilisation de tests professionnels comme filtres linguistiques présente toutefois l'inconvénient pour le candidat malheureux qu'il ne sait pas si son échec est dû à un manque de connaissances professionnelles ou

à un manque d'aisance dans l'utilisation de la langue. Cette faiblesse peut cependant être corrigée dans une très large mesure par l'utilisation d'interviews de suivi et par le soin apporté à la structuration de l'échelle de notes du test proprement dit.

Les tests professionnels ne sont *pas appropriés* en tant que filtres de connaissances linguistiques, *si la langue n'a pas été considérée comme un facteur spécifique au cours de leur développement*, et l'une de nos préoccupations est que de nombreux organismes qui les utilisent actuellement comme filtres de connaissances linguistiques ne tiennent pas suffisamment compte de cette question au cours du développement de leurs tests.

Dans le chapitre 6, "Testage professionnel", nous avons abordé la nécessité d'un développement et d'une validation correcte des tests selon des normes reconnues, et recommandé que l'application de ces techniques soit exigée pour le développement et l'administration de chaque test professionnel administré par un organisme professionnel. Une telle procédure garantirait que le problème de la langue ait été abordé et que la langue du test et sa forme reflètent le niveau et le type de connaissance de la langue nécessaires et appropriés pour l'occupation considérée. Ces tests constitueraient alors un moyen approprié de mesure de la connaissance de la langue. Leur utilisation présente également l'avantage supplémentaire d'éliminer la nécessité d'une évaluation préliminaire, parfois problématique, permettant de décider qui a besoin de subir un test de connaissance linguistique.

Notre opinion est que ces tests spécifiques à une profession, s'ils sont conçus, effectués et validés correctement, avec l'aide d'experts en anglais ou en français langue seconde et en procédures de test, sont potentiellement plus justes et plus équitables pour le testage linguistique que le TOEFL, la MTB et les autres tests analogues. Non seulement les tests spécifiques à une application garantissent qu'on n'exige pas du candidat qu'il ait un degré de connaissance de la langue qui n'est pas nécessaire ou approprié à leur travail; mais ils permettent en outre de s'assurer que les candidats *possèdent* une connaissance de la langue spécialisée qui est essentielle pour leur permettre de travailler de manière sécuritaire et compétente dans leur domaine.

L'utilisation de ces tests spécifiques à une discipline aiderait également à l'enseignement de l'anglais langue seconde, qui est actuellement déformé par la nécessité d'"enseigner en fonction du TOEFL" au lieu d'être libre de

donner plus d'importance aux capacités linguistiques qui seront effectivement nécessaires à chaque individu dans sa discipline. Finalement, bien qu'une bonne connaissance du français soit considérée officiellement comme remplaçant adéquatement la connaissance de l'anglais, l'obligation de tests linguistiques normalisés ne cadre pas avec ce fait. À notre connaissance, il n'existe pas de test linguistique comparable en français. L'introduction de tests professionnels ou de tests spécifiques à une profession en français permettrait une évaluation équitable de la connaissance de l'une ou l'autre langue.

Nos commentaires et recommandations touchent autant les professions que les corps de métier. Il est évident que les établissements d'enseignement de l'Ontario effectuent de nombreux tests de connaissance de la langue, et bien que leurs pratiques ne soient pas directement couvertes par notre mandat, leurs conséquences sur notre étude sont telles qu'elles peuvent avoir une influence sur les exigences d'admission à la formation des personnes ayant reçu une formation à l'étranger. Nous sommes donc obligés de faire des commentaires sur leur utilisation du TOEFL et d'autres tests normalisés.

Le tableau 7-A1 (à la fin du présent chapitre) indique que, pour l'évaluation de la connaissance de la langue, les établissements d'enseignement semblent accorder une plus grande confiance aux tests normalisés que ne le font les groupes professionnels.

L'institution d'interviews, de rédactions et de tests spécifiques à une discipline serait désirable, au moins en complément des tests normalisés. En outre, les collèges et universités bénéficieraient de l'introduction d'une certaine flexibilité dans leur interprétation et leur utilisation des notes de test, donnant aux candidats des diverses disciplines l'occasion de travailler dans un milieu d'enseignement, peut-être à titre d'essai, plutôt que de leur refuser totalement l'admission. Par exemple, il n'est pas inhabituel au Royaume-Uni que des étudiants soient admis avec des notes inférieures, leur donnant ainsi la possibilité de faire leurs preuves (typiquement avec une charge de cours différente) et de pratiquer leur connaissance de la langue avant de subir un deuxième examen de leur connaissance linguistique. Si leurs progrès se sont avérés satisfaisants, ils sont réintégrés dans le programme normal des cours¹⁰.

Une approche souple de ce type serait particulièrement appropriée pour des candidats qui tentent uniquement de se procurer un nombre limité de crédits pour obtenir une équivalence. À la suite d'une première évaluation

de leur connaissance de la langue, ils pourraient être admis aux cours requis, à condition qu'ils suivent un cours de formation linguistique et réussissent l'examen correspondant et/ou obtiennent des résultats satisfaisants à un test de connaissance de la langue avant que ne leur soient accordés les crédits. Dans les disciplines pour lesquelles la terminologie propre à la discipline est importante, le développement du vocabulaire devrait idéalement se répercuter dans les programmes et les tests requis. Un tel programme permettrait aux candidats d'atteindre plus rapidement leur équivalence, et donc d'obtenir l'autorisation d'exercer, en leur permettant de satisfaire aux prérequis nécessaires tout en répondant aux exigences linguistiques, et non après avoir répondu à ces exigences. Cette approche serait probablement plus viable dans les disciplines techniques et scientifiques; dans les sujets comportant une forte composante linguistique, comme le droit, l'acquisition préalable des connaissances linguistiques serait nécessaire.

Finalement, le Test d'anglais langue seconde de l'Ontario "Ontario Test of English as a Second Language" (OTESL) peut constituer une solution de rechange pour les tests linguistiques destinés à l'admission aux institutions d'enseignement.

Le Test d'anglais langue seconde de l'Ontario

Le Comité des tests diagnostiques de niveau "Committee on Diagnostic Achievement Testing" (CONDAT) du Conseil des universités de l'Ontario a demandé l'établissement d'une procédure permettant d'évaluer les locuteurs anglais non autochtones en vue de leur admission dans les établissements post-secondaires de l'Ontario. Les principaux chercheurs, d'autres éducateurs ESL de l'Ontario et les membres du CONDAT ont passé plusieurs années à effectuer les études préliminaires. Leurs travaux ont débouché sur une proposition de programme que le ministère des Collèges et Universités et le ministère de l'Éducation ont accepté de subventionner. Pendant la réalisation des premiers travaux, le ministère de l'Éducation a demandé que le projet tienne également compte des exigences des tests de l'ESL et des programmes d'études dans les collèges de l'Ontario¹¹.

Les objectifs de ce projet sont les suivants .

Le test doit fournir des procédures d'évaluation valables, fiables et réalisables de la connaissance de la langue anglaise pour les établissements

post-secondaires de l'Ontario, qui puissent être mises en oeuvre à l'échelon local, avec les objectifs suivants :

- a) déterminer si les étudiants ont les aptitudes requises en anglais pour pouvoir suivre des cours déterminés dans ces établissements;
- b) identifier les domaines de l'anglais dans lesquels les étudiants ont besoin d'un complément d'enseignement, et de fournir en retour des informations de diagnostic relatives aux étudiants et aux programmes;
- c) fournir des informations pour l'insertion appropriée des étudiants dans les cours et les programmes d'anglais langue seconde;
- d) fournir des informations qui puissent être interprétées par un autre établissement dans le but de faciliter le transfert des étudiants et fournir un retour d'information aux programmes des écoles secondaires¹².

L'OTESL a été développé pour être utilisé exclusivement par les établissements d'enseignement. En réponse à des développements récents et à des tendances qui mettent l'accent sur des tests basés sur les performances plutôt que sur des acquis, l'OTESL se concentre sur la lecture, l'écriture et la conversation dans un contexte semblable à celui d'un environnement académique. Il diffère sous d'autres aspects des tests normalisés tels que le TOEFL et la MTB en ce qu'ils comprennent des sections conçues pour des étudiants dans des disciplines particulières. À l'heure actuelle, deux de ces sections ont été développées : sciences sociales, et science et technologie.

Le rapport de recherche sur l'OTESL intitulé *"The Ontario Test of English as a Second Language (OTESL): A Report on the Research"*¹³, traite de la théorie sur laquelle est fondé l'OTESL et de validité, de fiabilité, et de données statistiques. En se basant sur les premières réactions, un consensus semble s'établir sur le fait que l'OTESL représente un pas dans la bonne direction pour les tests linguistiques en ce qu'il semble atténuer certains défauts des autres tests normalisés. Son applicabilité reste cependant limitée au domaine de l'enseignement.

RECOMMANDATIONS

L'opinion du Groupe d'étude est que l'évaluation linguistique est valable et désirable en tant que moyen de garantir la sécurité du public et de

fournir une aide aux personnes formées à l'étranger pour leur permettre de déterminer les forces et les faiblesses de leurs connaissances linguistiques.

7.1 Nous recommandons donc qu'un programme d'évaluation linguistique par rapport à un niveau de compétence adéquat soit effectué par tous les organismes professionnels lorsque l'intérêt du public l'exige.

Comme tous les autres tests, les évaluations linguistiques ne sont acceptables que dans la mesure où il peut être démontré qu'elles sont équitables. Nous sommes préoccupés par le fait que les tests normalisés actuellement utilisés par certains organismes professionnels présentent des défauts tant par leurs limitations dans la mesure des performances que par l'inobservation des lignes directrices qui ont été fournies.

7.2 Nous recommandons donc ce qui suit :

- L'évaluation des connaissances linguistiques des candidats reflète les besoins linguistiques particuliers des groupes professionnels concernés. Cette évaluation devrait être faite en utilisant des méthodes de test conçues pour tester le niveau de connaissance générale de la langue, de la langue technique et du vocabulaire concernant ces groupes particuliers. De tels tests devraient être développés avec l'aide d'experts en connaissance de langue et en tests, et peuvent prendre la forme d'interviews structurées, de rédactions ou d'évaluations écrites. En remplacement ou en complément, ces tests linguistiques peuvent être effectués par le biais des tests de qualification ou d'autorisation professionnelle, administrés par les organismes professionnels concernés à condition que ces tests aient été développés et validés conformément à des normes reconnues de développement de tests, et qu'ils tiennent compte du niveau de connaissance de la langue et des exigences linguistiques particulières à la profession. L'utilisation de tests normalisés tels que le TOEFL, le TSE et la MTB devrait être abandonnée.*
- L'imposition d'une note éliminatoire par un corps ou organisme donné doit être justifiable comme reflétant exactement le niveau de connaissance de la langue nécessaire pour exercer les tâches professionnelles sans mettre en danger la santé, la sécurité ou le bien-être du public.*

- *L'interprétation des notes devrait être spécifiée clairement aux utilisateurs de tests et à ceux qui les font passer si le test doit donner un résultat fiable.*
- *L'utilisation de tels tests de connaissance linguistique et l'élimination de la dépendance des tests normalisés par les corps professionnels devrait être introduites progressivement au cours des mêmes trois années que celles prévues pour l'introduction du Réseau d'évaluation de l'acquis antérieur.*

7.3 Dans le but d'aider les personnes qui font passer des tests linguistiques à répondre à la recommandation 7.2, nous recommandons que le développement et la validation des tests linguistiques spécifiques aux professions, bien que tombant sous la responsabilité de ces corps professionnels, soit coordonnés et suivis par l'intermédiaire du Réseau d'évaluation de l'acquis antérieur, de la même manière que le développement et l'administration des tests professionnels.

7.4 Nous recommandons que les établissements d'éducation s'efforcent d'introduire des méthodes de testage linguistiques supplémentaires, venant compléter ou même remplacer les tests normalisés utilisés actuellement, et qu'une certaine souplesse soit, dans les cas opportuns, introduite dans l'interprétation des notes des tests.

7.5 Nous recommandons que, dans tous les cas, les résultats des tests soient fournis et expliqués aux candidats et que ceux-ci soient dirigés, si nécessaire, vers des cours d'anglais ou de français langue seconde.

7.6 Nous recommandons que tous les candidats aux tests linguistiques soient orientés vers des cours préparatoires ou que leur soit fournis des outils complets en vue de la préparation.

7.7 Nous recommandons que tout ce qui précède s'applique également aux tests linguistiques en langue française.

ANNEXE

Tableau 7-A1 Tests linguistiques dans les établissements d'enseignement —
Notes requises

Établissement	Test of English as a Foreign Language (TOEFL)	Michigan Test Battery (MTB)
Universités:		
Brock	550 (variable en fonction du programme d'études)	
Carleton	580	
Lakehead	550	
Laurentienne	550	85 or 95 (suivant le programme)
McMaster	580	85 or 90 (suivant le programme)
Queen's	580	90
Trent	550	85
Université de Guelph	575	

Établissement	Test of English as a Foreign Language (TOEFL)	Michigan Test Battery (MTB)
Université d'Ottawa	550 (sciences et ingénierie), 580 (autres facultés). Un candidat peut être admis avec une note de 20 points au-dessous du minimum s'il fournit d'autres preuves de sa compétence en anglais.	
Université de Toronto	580	90
Université de Waterloo	580 (exemptions possibles pour ceux qui ont étudié en anglais)	
Université Western Ontario	550	85 (avec un minimum de 80 dans chaque section)
Université de Windsor	550 (en sciences et en ingénierie, une note de 500 à 540 peut être admise si les autres notes sont supérieures)	
Wilfrid Laurier	560	90
York	580	90

Établissement	Test of English as a Foreign Language (TOEFL)	Michigan Test Battery (MTB)
Collèges d'arts appliqués et de technologie		
Algonquin	550	
Cambrian	500	
Canadore	550	
Centennial	550	90
Confederation	500	
Durham	520-550 (plage)	
Fanshawe	550	85
George Brown	550	90
Georgian	550 (ceux dont la note est inférieure à 550 mais supé- rieure à 300 sont insérés dans un programme con- venable d'anglais langue seconde)	
Humber	550	
Loyalist	500 (peut faire passer un test interne)	
Mohawk	535	
230 Testage linguistique		

Établissement	Test of English as a Foreign Language (TOEFL)	Michigan Test Battery (MTB)
Niagara	550	
Seneca	550	
Sheridan	550	
Sir Sandford Fleming	520	
St. Lawrence	550	
Ryerson Polytechnical Institute	580	90

- Notes:*
1. Aucune information disponible pour les collèges d'arts appliqués et de technologie suivants : Conestoga, Lambton, Northern, Sault et St Clair.
 2. Les notes n'indiquent que les exigences d'ensemble pour les études de premier cycle. Les exigences peuvent varier selon le programme d'études pour la plupart des collèges et universités. La plupart des écoles offrent des classes d'anglais langue seconde visant à améliorer les connaissances linguistiques des étudiants. Certains établissements peuvent administrer leurs propres tests linguistiques pour évaluer les connaissances des étudiants.

Tableau 7-A2 Testage linguistique dans les organismes professionnels — Notes exigées

Profession	Commentaires	Test of English as a Foreign Language (TOEFL)	Michigan Test Battery (MTB)	Test of Spoken English (TSE)
Agrologie	Pas de testage proprement dit, mais les examens écrits et oraux sont en anglais; une bonne connaissance de la langue est nécessaire pour réussir l'examen.			
Architecture	Le procureur général de l'Ontario a fait une exception à l'exigence de la langue anglaise pour les francophones, bien que l'Ordre des architectes de l'Ontario (OAO) soit de l'avis que cette pratique met en péril les intérêts du public.		Tous les candidats venant d'un pays dont l'anglais n'est pas la langue officielle doivent passer ces tests. La note moyenne requise est de 90, bien que L'OAO puisse accepter jusqu'à 85. Un candidat peut être dispensé de la MTB s'il a suivi des cours d'anglais (langue parlée et compréhension).	

Profession	Commentaires	Test of English as a Foreign Language (TOEFL)	Michigan Test Battery (MTB)	Test of Spoken English (TSE)
Arpentage	<p>Pas de testage proprement dit.</p> <p>L'Ordre pense que la connaissance de l'anglais, écrit et oral, est essentielle et cette connaissance est vérifiée par les examens oraux et écrits d'autorisation d'exercer.</p>			
Chiropractie	<p>Pas de testage proprement dit. Tous les candidats admissibles sont diplômés d'études par le Conseil d'éducation en chiropractie, dont l'enseignement est dispensé en anglais. Le Canadian Memorial Chiropractic College procède également à une évaluation linguistique dans le cadre de</p>			

Profession	Commentaires	Test of English as a Foreign Language (TOEFL)	Michigan Test Battery (MTB)	Test of Spoken English (TSE)
Chiropractie (suite)	son évaluation générale; les candidats pour lesquels l'anglais est une langue seconde doivent fournir une preuve de leurs connaissances.			
Comptabilité: Comptables agréés	Pas de testage proprement dit.		Exigence de la MTB supprimée en octobre 1987.	
Comptables de gestion agréés	Pas de testage proprement dit. Si nécessaire, les étudiants peuvent se libérer de certains cours pour étudier l'anglais.			

Profession	Commentaires	Test of English as a Foreign Language (TOEFL)	Michigan Test Battery (MTB)	Test of Spoken English (TSE)
Comptables généraux agréés	Pas de testage proprement dit. Les candidats doivent suivre avec succès un cours approuvé de communication d'affaires avant leur deuxième année d'études ou passer un examen de contrôle de leurs connaissances; tout candidat qui obtient une note de langue éliminatoire doit suivre un cours pour améliorer ses connaissances.			
Courtage commercial et immobilier	Aucune exigence de connaissance de la langue anglaise.			
Courtage d'assurances enregistré	Pas de testage proprement dit. Les examens font office de tests linguistiques.			

Profession	Commentaires	Test of English as a Foreign Language (TOEFL)	Michigan Test Battery (MTB)	Test of Spoken English (TSE)
Dentisterie	Pas de testage proprement dit, mais le candidat à l'autorisation d'exercer doit faire preuve d'une bonne connaissance de l'anglais ou du français au cours des examens d'autorisation proprement dits.			
Denturologie	Si le candidat n'a pas reçu sa formation en anglais ou en français, il doit faire la preuve d'un "connaissance raisonnable" d'une de ces langues. (Jusqu'à présent, tous les candidats ont reçu leur formation dans l'une de ces deux langues.)			
Diététique	Pas de testage proprement dit.			

Profession	Commentaires	Test of English as a Foreign Language (TOEFL)	Michigan Test Battery (MTB)	Test of Spoken English (TSE)
Droit		La correspondance reçue d'un candidat non anglophone peut indiquer qu'il doit passer le TOEFL.		
Enseignements (primaire/secondaire)	Pas de testage proprement dit. Le Ministère a abandonné l'évaluation des connaissances linguistiques en 1978 car il pensait plus approprié de se fier à celles faites par les conseils de l'éducation. Les conseils locaux, lorsqu'ils embauchent à un poste permanent le titulaire d'une attestation d'admissibilité, fournissent une attestation de la connaissance de la langue de l'enseignant en signant son attestation d'admissibilité. Le processus d'évaluation			

Profession	Commentaires	Test of English as a Foreign Language (TOEFL)	Michigan Test Battery (MTB)	Test of Spoken English (TSE)
Enseignements (primaire/secondaire) (suite)	varie d'un conseil à l'autre.			
Ergothérapie	Pas de testage proprement dit. L'examen d'admission est en anglais ou en français et constitue une preuve de connaissance de la langue.			
Foresterie	Pas de testage proprement dit. La connaissance de la langue est nécessaire pour réussir aux examens oraux et écrits.			

Profession	Commentaires	Test of English as a Foreign Language (TOEFL)	Michigan Test Battery (MTB)	Test of Spoken English (TSE)
Génie	<p>Pas de testage proprement dit. Les candidats provenant de programmes non agréés doivent passer un examen de pratique professionnelle, utilisé de manière non formelle pour s'assurer qu'ils peuvent comprendre l'anglais et communiquer dans cette langue. Si un répondant soulève le problème de la connaissance de la langue, le candidat peut avoir à subir une interview.</p>			
Hygiène dentaire	<p>Pas de testage proprement dit, mais le fait de réussir les examens d'autorisation d'exercer est considéré comme démontrant la connaissance de la langue.</p>			

Profession	Commentaires	Test of English as a Foreign Language (TOEFL)	Michigan Test Battery (MTB)	Test of Spoken English (TSE)
Lunetterie (opticiens)	Pas de testage proprement dit. Le comité de compétence procède à une évaluation informelle de la connaissance de la langue; il peut recommander que le candidat suive des cours d'anglais langue seconde.			
Massothérapie				Les candidats qui n'ont pas reçu leur formation en anglais, doivent obtenir une note au TSE équivalente à 500 au TOEFL.

Profession	Commentaires	Test of English as a Foreign Language (TOEFL)	Michigan Test Battery (MTB)	Test of Spoken English (TSE)
Médecine	Les diplômés non Ontariens doivent passer des examens en anglais ou en français; la connaissance de la langue est considérée comme critique pour la réussite à l'examen.	Les candidats qui ont obtenu leur diplôme dans une langue autre que l'anglais ou le français doivent passer le TOEFL et obtenir une note de 580.		Les candidats qui ont obtenu leur diplôme dans une langue autre que l'anglais ou le français doivent obtenir une note d'au moins 200 au TSE ou "une note comparable à un test comparable de français" (il n'en existe aucun).
Médecine vétérinaire	Pas de testage proprement dit, bien que l'Association ait l'intention de faire passer le TOEFL ou le TSE aux candidats dont la connaissance de la langue semble insuffisante.			

Profession	Commentaires	Test of English as a Foreign Language (TOEFL)	Michigan Test Battery (MTB)	Test of Spoken English (TSE)
Naturopathie	<p>Les connaissances en anglais sont évaluées à l'aide d'une interview. Si elles sont insuffisantes, le candidat est dirigé vers un cours d'anglais langue seconde avant de commencer la mise à niveau.</p>			
Optométrie	<p>Pas de testage proprement dit. Les règlements exigent que tous les candidats à l'autorisation d'exercer aient une bonne connaissance de l'anglais ou du français. Tout candidat ayant suivi un programme dans une autre langue doit faire preuve d'une connaissance raisonnable de la langue.</p>			

Profession	Commentaires	Test of English as a Foreign Language (TOEFL)	Michigan Test Battery (MTB)	Test of Spoken English (TSE)
Ostéopraticie	Pas de testage proprement dit; les seuls établissements de formation en ostéopraticie reconnues par l'Association se trouvent aux États-Unis et l'enseignement s'y donne en anglais.			
Pharmacie	Les règlements exigent une évaluation des connaissances linguistiques en anglais ou en français si le candidat a étudié la pharmacie dans une autre langue ou s'il y a un doute sur le niveau de connaissance.	Le candidat doit obtenir une note de 500. Des tests de connaissance du français peuvent être administrés selon le modèle TOEFL (il n'en existe aucun).	Une note de 80 peut remplacer le TOEFL.	Le collège peut faire passer un test oral; la note de passage est 60 % et trois essais sont permis. Le TSE peut remplacer ce test oral.

Profession	Commentaires	Test of English as a Foreign Language (TOEFL)	Michigan Test Battery (MTB)	Test of Spoken English (TSE)
Physiothérapie	Les candidats dont la langue n'est ni l'anglais ni le français doivent, pour être admis à passer leur examen en anglais ou en français et pour effectuer leur stage en clinique, prouver que leur langue de formation était l'anglais ou le français <i>ou</i> réussir au TOEFL.	Le candidat doit obtenir au moins 500 au TOEFL s'il ne peut pas prouver qu'il a étudié en anglais.		
Podologie	Actuellement, tous les candidats sont diplômés d'un établissement de formation en langue anglaise; aucun test linguistique n'a été institué. Pour les candidats formés dans une autre langue, le Conseil envisage une évaluation à l'aide du TOEFL ou du TSE.			

Profession	Commentaires	Test of English as a Foreign Language (TOEFL)	Michigan Test Battery (MTB)	Test of Spoken English (TSE)
Pompes funèbres	Pas de testage proprement dit. La réussite à l'examen exige la compréhension de l'anglais ou du français.			
Psychologie	Pas de testage proprement dit. Les connaissances linguistiques d'un candidat sont jugées suffisantes s'il a réussi l'examen écrit de pratique professionnelle en psychologie que doivent passer tous les psychologues autorisés à exercer. Pour cet examen, il a droit à plus de temps si l'anglais ou le français n'est que sa seconde langue.			

Profession	Commentaires	Test of English as a Foreign Language (TOEFL)	Michigan Test Battery (MTB)	Test of Spoken English (TSE)
Puériculture	Pas de testage proprement dit par l'Association de l'Ontario, mais la connaissance de la langue est importante pour obtenir les équivalences.			
Radiologie		Le Conseil des techniciens en radiologie exige des candidats formés à l'étranger qu'ils obtiennent une note de 470 au TOEFL si l'anglais n'est pas leur première langue.		

Profession	Commentaires	Test of English as a Foreign Language (TOEFL)	Michigan Test Battery (MTB)	Test of Spoken English (TSE)
Service social	<p>Pas de testage proprement dit. L'Association exige que les candidats aient une bonne connaissance de l'anglais ou du français mais l'évaluation est laissée aux soins de leur employeur.</p>			
Soins infirmiers	<p>Tous les candidats à l'examen de qualification doivent avoir une connaissance raisonnable de l'anglais ou du français, mais il n'existe pas de test analogue au TOEFL permettant de tester les connaissances en français.</p>	<p>Les candidats infirmiers et aide-infirmières non anglophones doivent obtenir une note de 500 à l'écrit du TOEFL avec un minimum de 50 dans chacune des sections.</p>		<p>Les candidats doivent obtenir une note de 200, mais ils peuvent être dispensés du test si leur emploi ou leurs études post-secondaire témoignent de leur connaissance de la langue.</p>

Profession	Commentaires	Test of English as a Foreign Language (TOEFL)	Michigan Test Battery (MTB)	Test of Spoken English (TSE)
Technique dentaire	Pas de testage proprement dit. Une connaissance poussée de la langue n'est pas considérée comme essentielle pour cette profession.			
Technologie d'ingénierie	Pas de testage proprement dit. Les candidats dont la langue première n'est pas l'anglais peuvent être tenus de présenter une thèse ou de passer l'examen de pratique et de déontologie professionnelle en guise d'épreuve de langue, ou encore le TOEFL.	Ce test peut être exigé.		
Technologie de laboratoire médical	Pas de testage proprement dit. Connaissance de la langue exigée pour réussir à l'examen de qualification.			

Formation linguistique

La bonne connaissance qu'ils doivent avoir de l'anglais constitue, pour la plupart des immigrants non anglophones, un obstacle considérable. D'une part, l'accès à plusieurs professions et métiers exige une certaine maîtrise de cette langue, maîtrise qui n'est pas toujours nécessaire dans la pratique. D'autre part, les immigrants estiment qu'il est presque impossible d'atteindre ce niveau de maîtrise compte tenu du manque de programmes et de soutien dont ils auraient besoin.

— extrait du mémoire soumis au Groupe
d'étude par une organisation

La pénurie de programmes subventionnés de formation en anglais constitue probablement le principal obstacle pour les immigrantes. Il est difficile pour les immigrants de prendre le temps qu'il faut pour apprendre correctement l'anglais ... Le fait qu'il n'y ait pas d'allocations de formation convenables constitue un obstacle pour tous les immigrants, en particulier pour les parents célibataires.

— extrait du mémoire soumis au Groupe
d'étude par une organisation

Des questions relatives à l'accessibilité, au bien-fondé et à la pertinence des programmes de formation linguistique offerts aux personnes immigrant en Ontario ont été soulevées à de multiples reprises devant le Groupe d'étude, lors de rencontres avec des organismes de services aux immigrants et des groupes multiculturels, dans le cadre d'entrevues avec des

professionnels formés à l'étranger et dans les présentations écrites. Les interventions du public ont permis de souligner l'importance extrême que revêt la formation linguistique pour les immigrants qui, lors de leur arrivée en Ontario, possèdent les compétences requises pour exercer un emploi, mais dont le niveau d'anglais ne leur permet pas de mettre en pratique les connaissances acquises dans leur pays d'origine.

Le Groupe d'étude a estimé que la question de la formation linguistique s'inscrivait tout à fait dans le cadre de son enquête. Bien que sa mission essentielle soit d'examiner dans quelle mesure les règles d'admission et les pratiques des professions et des métiers risquent d'avoir un effet discriminatoire, on trouve dans le mandat du Groupe d'étude deux directives qui nous ont amenés à examiner les programmes de formation linguistique. Le Groupe d'étude a reçu le mandat suivant:

- 3) examiner les obstacles réels ou éventuels qui échappent à la volonté des professions et des métiers, comme le manque de moyens de soutien en période de recyclage;
- 4) recommander les modifications à apporter aux règles et pratiques qui ne sont pas justifiées par le maintien des normes professionnelles, ainsi que les moyens d'aider les personnes de formation étrangère à satisfaire aux règles justifiables.

Le présent chapitre développe deux questions soulevées dans le chapitre précédent intitulé "Testage linguistique". Premièrement, compte tenu qu'il existe en matière de compétence linguistique des normes et des méthodes d'évaluation correctes réglementant l'accès aux professions et aux métiers, quels sont les obstacles qui empêchent certaines personnes de satisfaire à ces normes? Deuxièmement, comment peut-on aider les individus formés à l'étranger à surmonter lesdits obstacles?

En soulevant la question de savoir dans quelle mesure les individus formés à l'étranger ont accès à une formation linguistique adéquate quand ils cherchent à faire reconnaître des titres obtenus hors de l'Ontario, le Groupe d'étude n'a pas tardé à éprouver des difficultés quand il s'est agi pour lui de se faire une idée globale de l'ensemble des programmes de formation offerts dans la province. Les cours donnés varient d'une année à l'autre et d'une collectivité à l'autre. Ils ne sont pas dispensés en permanence, et ils sont offerts par de nombreux organismes différents et financés dans le cadre d'une série de programmes fédéraux et provinciaux divers.

En partie pour remédier à l'absence d'informations exhaustives sur les programmes de formation, le gouvernement provincial a récemment entrepris une étude des programmes de formation d'anglais langue seconde (ALS) et de français langue seconde (FLS). Le ministère des Affaires civiques coordonne une étude interministérielle (en collaboration avec le ministère de l'Éducation et le ministère des Collèges et Universités), cette étude marquant la première étape d'un nouveau cycle de planification de vingt ans pour le financement et la prestation en Ontario de programmes de formation en ALS et en FLS. Cette étude aura pour objectif d'établir les priorités d'action du gouvernement, plus particulièrement en ce qui a trait aux lacunes éventuelles des programmes actuels. Il est possible que le public soit appelé à participer à cette démarche. Le premier volet de l'étude consiste pour le ministère de l'Éducation et pour celui des Collèges et Universités à passer en revue tous les programmes offerts par les conseils scolaires, les collèges communautaires et les universités. Ce survol, qui sera entrepris en 1989, doit permettre de déceler les lacunes existantes au niveau de la diversité et de la répartition des programmes actuels.

Compte tenu de l'activité au sein du gouvernement provincial dans le domaine des programmes de formation linguistique, le Groupe d'étude s'est concentré essentiellement sur les problèmes que rencontrent les individus cherchant à faire reconnaître une formation acquise à l'étranger. Nous avons entrepris:

- de définir les caractéristiques d'un programme de formation linguistique indispensables pour la personne formée à l'étranger qui cherche à faire reconnaître des titres ou des diplômes obtenus hors de l'Ontario;
- de donner un aperçu des mécanismes actuels de financement et de prestation, en espérant que l'étude gouvernementale entreprise en ce moment permettra de dresser la liste complète des cours et des programmes existants;
- de cerner les principaux reproches formulés à l'endroit du système actuel, reproches qui nous ont été signalés dans des présentations, lors de réunions ou d'entrevues ou que nous avons recueillis dans des documents publiés ou non publiés;
- de décrire les programmes existant dans d'autres provinces et dont l'Ontario pourrait utilement s'inspirer;

- de faire des recommandations relatives à l'envergure de l'étude des programmes d'ALS et de FLS auquel le gouvernement procède actuellement et à la création de programmes d'évaluation des besoins des immigrants en matière de formation linguistique.

LA FORMATION LINGUISTIQUE: UN PROGRAMME MODÈLE

Le Groupe d'étude a déterminé qu'un programme de formation linguistique destiné à faciliter la reconnaissance de diplômes et de titres acquis en dehors de l'Ontario devrait avoir les caractéristiques suivantes:

- Le niveau auquel la langue écrite et parlée est enseignée devrait correspondre aux compétences linguistiques dont l'individu a besoin pour accéder à l'occupation pour laquelle il a reçu une formation dans son pays et pour l'exercer. En ce qui a trait à l'évaluation de la durée et du contenu des programmes de formation linguistique requis par une personne en particulier, il convient de prendre en considération les exigences propres à l'occupation en question en matière de compétence linguistique.
- Les cours doivent être de durée et d'intensité variables, et il faut pouvoir offrir des cours à plein temps, à temps partiel, des cours du soir et des cours du jour. Cette souplesse permet aux candidats, quelle que soit leur maîtrise de la langue étudiée au moment de leur admission, d'atteindre le niveau requis à leur propre rythme, tout comme elle permet aux gens de s'inscrire, quel que soit leur emploi du temps.
- Il convient, dans la mesure du possible, d'assortir la formation linguistique d'une évaluation de l'acquis antérieur et de l'intégrer aux cours de recyclage dont l'intéressé pourrait avoir besoin. Il faudrait aussi faire figurer au programme des cours de terminologie technique et des cours de terminologie propre à la profession ou au métier en question.
- Tous les immigrants sans exception devraient pouvoir bénéficier d'une formation linguistique de base avec aide financière, et ce sans restrictions relatives aux catégories d'immigrants, aux aspirations sur

le plan professionnel, aux perspectives d'emploi, au niveau d'habileté ou au niveau de la formation.

- En outre, il faudrait offrir des programmes de langues spécialisé avec aide financière pour permettre aux immigrants d'atteindre le niveau de compétence linguistique requis pour accéder au domaine professionnel pour lequel ils ont acquis une formation, une éducation ou une expérience dans un pays étranger.

Terminologie

En parcourant les programmes d'ALS et de FLS, le Groupe d'étude s'est rendu compte qu'il existait un certain nombre de catégories de formation linguistique, définies de façon plus ou moins claire, qui sont utiles quand il s'agit de décrire le contenu ou la nature de divers programmes. Pour faciliter la référence dans le cadre de la discussion du système actuel, nous nous sommes inspirés de plusieurs termes clés :

Connaissance de base de l'anglais ou du français langues secondes: il s'agit de la formation linguistique dispensée aux adultes dont la langue maternelle n'est ni l'anglais, ni le français. Il s'agit pour ces personnes d'apprendre suffisamment la langue pour pouvoir se débrouiller dans la vie de tous les jours au sein d'une collectivité canadienne anglophone ou francophone.

Anglais ou français à des fins spécifiques: il s'agit de la formation linguistique dispensée à des adultes dont la langue maternelle n'est ni l'anglais, ni le français. La formation est axée sur certains besoins ou intérêts particuliers mentionnés par les apprenants dans le contexte de leur communication avec les membres d'une collectivité canadienne anglophone ou francophone. Il s'agit, par exemple, d'adultes qui veulent apprendre la langue pour s'en servir dans leur vie professionnelle, pour élever des enfants ou pour faire usage des services communautaires.

Anglais ou français, dialectes seconds: il s'agit de la formation linguistique dispensée aux adultes dont la langue maternelle est un dialecte dont le vocabulaire, la syntaxe et la prononciation se distinguent considérablement de l'anglais ou du français parlés et écrits au Canada. Il est indispensable que les apprenants bénéficient d'un programme d'adaptation linguistique s'ils veulent pouvoir participer à la vie des collectivités canadiennes.

Anglais ou français langues secondes et programme d'alphabétisation: il s'agit de programmes élémentaires d'anglais ou de français langues secondes, auxquels s'ajoutent un programme d'alphabétisation pour les adultes dont la langue maternelle n'est ni l'anglais, ni le français et qui ne sont pas capables de se débrouiller dans une quelconque autre langue (analphabètes). Dans certains cas, les individus qui parlent couramment une langue non fondée sur l'alphabet romain sont placés dans cette catégorie car ils ont besoin d'aide pour apprendre les systèmes d'écriture de la langue. Il conviendra, dans certains cas, de donner aux adultes très peu alphabétisés une formation dans leur propre langue avant de pouvoir passer à l'apprentissage de l'écriture et de la lecture en anglais ou en français.

Anglais ou français à des fins collégiales ou universitaires: il s'agit de la formation dispensée aux adultes dont la langue maternelle n'est ni le français, ni l'anglais, mais qui ont besoin d'aide pour entreprendre des études, généralement au niveau post-secondaire. Ces programmes peuvent porter plus particulièrement sur le langage collégial ou universitaire en général et sur les techniques d'études, ou porter plus spécialement sur le vocabulaire et les expressions employés dans un domaine pédagogique donné (les soins infirmiers ou la sociologie, par exemple).

LES PROGRAMMES FÉDÉRAUX

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada

La Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada participe au financement et à la prestation de programmes d'ALS et de FLS par trois voies différentes : 1) par le biais du ministère de la Formation professionnelle de l'Ontario, elle offre le Cours de langue pour intégration au marché du travail en achetant aux collèges d'arts appliqués et de technologie des places dans les cours d'ALS et de FLS à l'intention des immigrants admissibles; 2) elle finance directement des écoles de langues privées pour leur permettre de dispenser des cours d'ALS et de FLS; 3) Dans le cadre du Programme de cours de langues pour immigrants, elle finance les organismes communautaires bénévoles pour leur permettre d'offrir des cours de formation linguistique. Voici une description de chacun de ces trois programmes:

Cours de langue pour Intégration au marché du travail

Le Cours de langues pour intégration au marché du travail a été créé en application de la *Loi nationale sur la formation*¹, dans le cadre du volet "Intégration professionnelle" de la Planification de l'emploi. Lancé par le gouvernement fédéral en septembre 1985, la Planification de l'emploi permet aux autorités fédérales de financer divers programmes d'adaptation au marché du travail: Développement de l'emploi, Intégration professionnelle, Développement des collectivités et Innovation. Les programmes qui font partie de l'Intégration professionnelle s'adressent aux personnes qui éprouvent des difficultés à entrer sur le marché du travail ou à le réintégrer. La *Loi* prévoit:

3) La présente loi a pour objectif de mettre sur pied, à l'échelle nationale, un programme de formation professionnelle qui favorise l'adaptation des qualifications professionnelles de la population active aux besoins et à l'évolution de l'économie et augmente les chances d'emploi ou de rémunération.

Les agents de la Commission d'emploi du Canada bénéficient d'une importante marge de manoeuvre pour ce qui est de décider qui peut s'inscrire à un cours:

4) L'agent peut, à la demande d'un adulte, le faire inscrire à un cours dans le cas suivant :

. . .

b) il estime que le cours correspond aux besoins de l'intéressé et augmentera vraisemblablement ses chances d'emploi ou de rémunération.

D'après le Guide de l'emploi de la CEIC, les programmes de formation linguistique parrainés par la CEIC comprennent des cours de langue spécifiquement conçus de manière à permettre à deux catégories de clients de surmonter les obstacles auxquels ils se heurtent dans leur recherche d'emploi, à savoir:

. . . les travailleurs qualifiés qui ne peuvent se trouver un emploi dans leur branche ou dans leur domaine ou dans un secteur connexe convenable parce qu'ils ne parlent pas une deuxième langue assez couramment;

. . . les travailleurs non qualifiés qui ne peuvent pas être placés dans un emploi par ailleurs convenable parce qu'ils ne parlent pas une deuxième langue assez couramment².

Le critère de base applicable aux programmes de formation linguistique parrainés par la CEIC consiste à savoir si l'immigrant "désire un emploi"³. Les stagiaires admissibles reçoivent une formation à temps plein qui peut aller jusqu'à vingt-quatre semaines. On peut également offrir, dans certains cas particuliers, une formation linguistique technique à temps partiel pour enseigner une terminologie professionnelle dont les stagiaires peuvent avoir besoin pour répondre aux conditions de l'emploi.

Il existe cinq catégories d'aide financière auxquelles les participants peuvent prétendre dans le cadre des programmes de formation linguistique de la CEIC : une indemnité de séjour ("allocation de formation de base"), une indemnité de garde des personnes à charge, une allocation de transport quotidien, une allocation de séjour et une allocation de transport lointain. Le Guide de la CEIC précise que l'allocation de formation de base ne peut être accordée aux immigrants qui entrent au Canada en tant que membres de la catégorie de la famille ou de celle de parent aidé, conformément à la définition donnée de ces catégories dans la *Loi sur l'immigration*⁴. Ces immigrants entrent en effet au Canada avec des engagements à fournir de l'aide signés par le parent "parrain" pendant des périodes pouvant aller jusqu'à dix ans dans le cas des requérants de la catégorie de la famille et cinq ans pour les requérants qui sont des parents aidés. Le répondant doit accepter d'assumer la responsabilité financière de l'immigrant parrainé.

L'Accord Canada/Ontario sur la formation, négocié par la CEIC et le ministère de la Formation professionnelle de l'Ontario agissant au nom de la province, est le document qui régit les modalités d'achat par la CEIC de places dans les cours de formation linguistique offerts par les collèges communautaires. Le Ministère se charge de l'achat, et la CEIC lui rembourse intégralement tous les frais issus de l'achat d'un nombre donné de sièges, notamment le coût du matériel didactique, les salaires des professeurs et les frais quotidiens de location de salles dans les collèges. Il appartient à la CEIC de déterminer le volume de la formation requise, de sélectionner les stagiaires, de les orienter en direction des collèges communautaires et de leur remettre leurs allocations de formation. Le ministère ontarien de la Formation professionnelle et les bureaux régionaux de la CEIC établissent ensemble un budget annuel pour les programmes d'ALS et de FLS en Ontario, calculé en argent et en jours de formation. Pour l'année 1986-1987, on a dépensé en Ontario la somme d'environ 17,23 millions de dollars pour les programmes d'ALS et de FLS dispensés dans des collèges communautaires et financés par la CEIC. Toutefois, le financement est loin de suffire à la demande, et il est intéressant de constater que depuis 1985, le nombre de places financées par le

gouvernement fédéral dans les collèges communautaires dans les cours de formation professionnelle et linguistique a baissé de 39,4 p. 100 à l'échelle du pays. Sur les trente mille immigrants arrivés en Ontario en 1988 ne parlant ni anglais ni français, moins d'un cinquième ont pu bénéficier d'un type ou d'un autre de formation linguistique dans le cadre des programmes financés par la CEIC⁵.

Financement des écoles de langues privées et bénévoles

La Commission de l'Emploi et de l'Immigration du Canada finance un certain nombre d'organismes privés et bénévoles qui offrent aux immigrants des cours de langue. En Ontario, les institutions que la CEIC finance pour qu'elles offrent des cours à plein temps d'ALS et de FLS sont la Willis Language School à Ottawa, l'Association vietnamienne de Toronto et, toujours à Toronto, English as a Living Language. La CEIC remet directement aux stagiaires des allocations de formation pour leurs frais de garde d'enfants et de transport.

Programme de cours de langue pour immigrants

En 1986-1987, la CEIC a lancé le Programme de cours de langue pour immigrants (PCLI), un projet-pilote adapté aux immigrants dont les besoins sur le plan linguistique ne sont pas comblés par le Cours de langue pour intégration au marché du travail, c'est-à-dire ceux qui ne comptent pas rejoindre immédiatement la population active, en particulier les femmes. La somme d'un million de dollars a été accordée à divers organismes communautaires bénévoles au Canada pour la prestation de programmes de formation en ALS et en FLS. Ce financement devait couvrir les salaires et avantages sociaux des coordonnateurs, les frais d'élaboration curriculaire, le coût du matériel didactique et la location des salles de classe. Les stagiaires ont reçu des allocations de garde d'enfants et de transport. Des difficultés administratives ont empêché l'Ontario de dépenser l'intégralité des 250 000 \$ qui lui avaient été affectés: la province n'en a utilisé que 105 000.

Le programme a été mis en oeuvre par des organismes communautaires desservant la population immigrante; il comprenait entre 15 et 30 heures environ de cours par semaine, réparties sur des périodes de 10 à 20 semaines⁶. En septembre 1988, le ministre de l'Emploi et de l'immigration a annoncé un nouveau financement pour rendre le PCLI permanent. (Parallèlement, le lancement de deux autres nouveaux programmes de

formation linguistique financés par la CEIC a été annoncé : un programme d'orientation devant être mené outre-mer dans les camps de réfugiés et un nouveau programme d'apprentissage de l'anglais en milieu de travail financé dans le cadre de la Planification de l'emploi, réservé aux femmes.) En 1988-1989, l'Ontario va recevoir du gouvernement fédéral 639,500 \$ au titre du PCLI, nouvelle version.

Secrétariat d'État: les Accords du FLIC

Le Secrétariat d'État du Canada fournit des services d'aide en matière d'ALS et de FLS au titre de deux ententes fédérales-provinciales : l'Entente relative aux cours de langue et de civisme, et l'Entente relative aux manuels d'enseignement des langues. Ces deux ententes sont appelées les Accords du programme FLIC (Programme de formation linguistique et d'instruction civique).

Contrairement aux programmes financés par la CEIC dans le cadre du programme d'achat direct de places, qui met l'accent sur la formation à temps plein d'individus appelés à entrer sur le marché du travail, les programmes financés par le Secrétariat d'État sont en général des programmes à temps partiel et visent essentiellement à aider les nouveaux venus au Canada à obtenir la citoyenneté et à s'intégrer à la société canadienne.

Le financement du Secrétariat d'État est adressé au Trésorier de l'Ontario, et il peut être utilisé pour couvrir certaines dépenses engagées par les ministères provinciaux et rattachés à des programmes de formation en ALS et en FLS. Les ministères ontariens qui gèrent ces programmes peuvent demander le remboursement intégral des coûts occasionnés par l'achat de manuels scolaires et 50 p. 100 de certains de leurs frais d'enseignement et d'administration. En 1985-1986, le Secrétariat d'État a dépensé quelque 2,4 milliards de dollars au Canada en vertu des Accords du programme FLIC, soit 27 p. 100 des 9 millions affectés pour l'ensemble du pays.

La plupart des cours subventionnés dans le cadre du programme FLIC sont donnés par des conseils de l'éducation et des organismes d'aide aux immigrants, tous deux étant financés par le ministère des Affaires civiles par le biais des subventions pour les Cours de langue et d'orientation pour les nouveaux Ontariens (CLONO).

En Ontario, les ministères des Affaires civiques et culturelles, des Collèges et Universités et de l'Éducation reçoivent tous un financement dans le cadre des Accords du programme FLIC pour la prestation de divers programmes de formation linguistique et d'instruction civique.

Entente relative aux cours de langue et de civisme

L'Entente relative aux cours de langue et de civisme a été conclue en 1953 pour permettre le financement de programmes devant préparer les nouveaux arrivants à devenir des citoyens canadiens. Les étudiants admissibles sont définis dans l'Entente comme étant des "nouveaux arrivants" à qui "l'on a accordé l'autorisation de résider de façon permanente au Canada et qui n'ont pas encore obtenu la citoyenneté canadienne; ne sont pas compris dans cette catégorie les jeunes qui fréquentent régulièrement un établissement d'enseignement". Les clients suivent des "cours de civisme" définis comme suit: "l'enseignement de l'anglais et du français et des connaissances de base reliées aux institutions et aux modes de vie canadiens dispensé aux nouveaux arrivants pour faciliter leur adaptation et leur intégration à la communauté canadienne et pour leur permettre de satisfaire aux exigences de la citoyenneté canadienne."⁷

En vertu de l'Entente, le Secrétariat d'État s'engage à payer la moitié des dépenses d'enseignement admissibles engagées par les gouvernements provinciaux pour fournir les cours de langue et de civisme. Parmi les dépenses admissibles, on trouve les salaires et les rémunérations versés aux enseignants, aux coordonnateurs de programmes et aux directeurs d'école. Elles comprennent également les frais occasionnés par les activités d'extension.

Entente relative aux manuels d'enseignement des langues

L'Entente relative aux manuels d'enseignement des langues, entrée en vigueur en 1963, permet aux gouvernements provinciaux de demander le remboursement de l'intégralité des dépenses engagées - jusqu'à concurrence d'un montant maximum établi sur la moyenne des contributions des cinq dernières années - pour l'achat de manuels d'enseignement des langues destinés aux immigrants adultes suivant des cours de formation linguistique. Ces manuels sont ensuite remis gratuitement aux enseignants et aux étudiants.

PROGRAMMES PROVINCIAUX : ONTARIO

Ministère des Affaires civiques

Le ministère des Affaires civiques finance la prestation directe de formation linguistique par l'entremise de son organisme d'aide aux immigrants, la Maison d'accueil de l'Ontario (MAO); il subventionne aussi des programmes non gouvernementaux de formation linguistique dans le cadre des Cours de langue et d'orientation pour les nouveaux Ontariens (CLONO). En outre, le ministère finance en partie le programme d'apprentissage de l'anglais en milieu de travail, un service d'enseignement téléphonique et la production et la distribution de matériel pour l'enseignement de l'ALS et du FLS; enfin, il offre des programmes de formation pour les professeurs d'ALS et de FLS. Voici une description de ces différents services.

Maison d'accueil de l'Ontario

Le ministère de l'Ontario finance et offre des programmes de formation linguistique par l'intermédiaire de la Maison d'accueil de l'Ontario, un service créé par le ministère en 1973 pour répondre à l'époque aux besoins des immigrants en provenance d'Ouganda. Le bureau central est situé au centre-ville de Toronto. La Maison a également des bureaux à Mississauga, à North York, à Scarborough et à Hamilton.

La Maison d'accueil de l'Ontario fournit à ses clients un certain nombre de services. Lors du premier contact, qui se produit le plus souvent à la suite d'une recommandation par la Direction générale de l'établissement de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada, on fournit au client des renseignements pour faciliter son orientation, on lui remet un exemplaire du Guide des services aux nouveaux Ontariens (traduit en de nombreuses langues), et on l'informe sur les différents types de cours d'ALS et de FLS qu'il peut suivre au sein de sa collectivité. Il n'est pas rare qu'on indique à un immigrant un programme de formation linguistique lui convenant plus particulièrement, offert près de son domicile ou de son lieu de travail.

Le bureau de la Maison d'accueil de l'Ontario situé au centre-ville de Toronto offre entre cinq et six niveaux de cours d'ALS, qui vont des classes d'alphabétisation ou destinées aux personnes à besoins spéciaux, aux classes de conversation pour étudiants avancés (au niveau de la 11^e ou

de la 12^e année). Les immigrants qui ne satisfont pas aux critères d'admissibilité des cours financés par la CEIC ou qui ont été placés par cette dernière sur une liste d'attente peuvent suivre le programme de la MAO. Le responsable de l'administration fait subir à toute personne considérée admissible par les conseillers un test oral de placement pour connaître son niveau. La Maison d'accueil de l'Ontario comprend un laboratoire de langues et une salle de ressources dans laquelle on peut trouver des ouvrages et des bandes destinés aux étudiants de différents niveaux. La Maison offre en outre aux clients un service gratuit de garde d'enfants.

La formation linguistique est dispensée à la Maison d'accueil de l'Ontario dans le cadre de séances d'une demi-journée de cours, pendant six semaines. Les étudiants peuvent s'inscrire à n'importe quel moment de l'année. Les cours sont gratuits. La Maison d'accueil de l'Ontario partage avec le conseil scolaire de Toronto le coût de certains programmes particuliers d'ALS tels que ceux qui sont plus particulièrement conçus en fonction de groupes ethniques donnés ou qui associent à l'apprentissage de la langue l'acquisition de connaissances informatiques; le conseil paie les salaires des professeurs. À l'heure actuelle, il y a à la Maison d'accueil de l'Ontario une liste d'attente tant pour le programme d'ALS que pour les services de garderie. La Maison d'accueil a la possibilité de diriger les étudiants vers les écoles locales de formation linguistique.

En 1988-1989, la Maison d'accueil de l'Ontario et le conseil scolaire de Toronto ont à eux deux dispensé des cours d'ALS à quelque 3 600 personnes.

Cours de langue et d'orientation pour les nouveaux Ontariens (CLONO)⁸

Le ministère des Affaires civiques, par l'intermédiaire de sa Direction des relations civiques, gère le programme des Cours de langue et d'orientation pour les nouveaux Ontariens (CLONO), dans le cadre duquel 86 organisations de la province ont pu bénéficier en 1986-1987 d'un financement total de 1 153 200 \$ qui leur a permis d'offrir 355 programmes de langues, d'orientation et d'instruction civique pour adultes. Parmi les programmes répondant aux conditions requises pour être financés, mentionnons les programmes de formation en ALS et en FLS (programmes pour les parents et pour les enfants d'âge préscolaire, classes bilingues, classes d'alphabétisation, cours en milieu de travail et cours de dialecte, langue seconde), les classes de préparation à l'acquisition de la citoyenneté

et les classes d'orientation. Parmi les organismes parrainés, figurent notamment des centres multiculturels, des conseils scolaires, des collèges d'arts appliqués et de technologie, des bibliothèques, des associations multiculturelles, des centres d'information, des maisons de services aux immigrants, des branches de l'Union chrétienne de jeunes gens (YW\YMCA) et des comités communautaires. (Le ministère des Affaires civiques entend par "comité communautaire" les comités de résidents locaux qui s'intéressent à l'intégration des nouveaux Ontariens. Ils peuvent comprendre des personnes représentant des écoles, des églises, des conseils de planification sociale, le monde des affaires et des syndicats.)

Le financement offert dans le cadre du CLONO ne couvre pas l'ensemble des coûts occasionnés par les cours donnés dans le cadre du programme. Sont inclus le coût des activités d'extension, ainsi que les salaires des coordonnateurs de programmes, et celui des superviseurs et des professeurs enseignant aux enfants d'âge préscolaire. Dans le cas des programmes co-parrainés par des conseils scolaires locaux, ceux-ci assument 60 p. 100 environ du coût total en versant les salaires. Le ministère des Affaires civiques récupère entre 35 et 40 p. 100 environ des coûts engagés pour les CLONO auprès du Secrétariat d'État dans le cadre des Accords du FLIC.

Programme d'apprentissage de l'anglais en milieu de travail

Le programme d'apprentissage de l'anglais en milieu de travail est l'une des composantes du Programme des milieux de travail multiculturels appuyé par la Direction des relations civiques. Le Ministère contribue à l'évaluation des besoins, il donne des conseils et il participe à l'élaboration du matériel et des publications didactiques. L'appui financier pour ce programme, qui s'est élevé à 660 000 \$ pour 1987-1988, provient de subventions accordées aux communautés et de subventions de coordination.

L'enseignement téléphonique

Le ministère des Affaires civiques finance un programme intitulé "Help a Friend Learn English" (HAFLE), dans le cadre duquel les étudiants peuvent bénéficier d'un enseignement téléphonique.

Le programme d'études et les guides d'enseignement ont été conçus en fonction des besoins particuliers des communautés hispanophones et

chinoises de Toronto. La coordination du programme HAFLE est désormais assurée par des groupes communautaires financés dans le cadre du programme CLONO. Une partie du financement est assurée par le Secrétariat d'État du Canada en vertu des Accords du programme FLIC.

Matériel didactique

En vertu des Accords du FLIC et grâce à l'appui financier du Secrétariat d'État, le ministère des Affaires civiques assure la production des manuels de cours, des revues et du matériel de formation des professeurs pour les programmes d'ALS et de FLS. Tous ces ouvrages sont mis gratuitement à la disposition des organismes prestataires, notamment les conseils scolaires et les groupes communautaires.

Perfectionnement des professeurs

Le ministère des Affaires civiques offre aux professeurs d'ALS, rémunérés ou bénévoles, des cours de formation. Créés vers le milieu des années 1970, ces cours sont désormais souvent co-parrainés par les conseils scolaires. Le Ministère finance également de "mini-conférences sur l'ALS" organisées par les membres ontariens de Teachers of English as a Second Language (TESL), souvent avec la coopération d'un conseil scolaire local ou d'un collège.

Ministère de la Formation professionnelle

Programme de formation de base en milieu de travail (de l'Ontario)

Le Programme de formation de base en milieu de travail (de l'Ontario) fait partie intégrante d'un programme provincial de formation, dénommé la Stratégie de formation professionnelle de l'Ontario, dont le ministère de la Formation professionnelle a annoncé le lancement en octobre 1986. Il est destiné à aider les syndicats, les employeurs et les organisations syndicales-patronales à offrir en milieu de travail des cours d'alphabétisation, de calcul de base et d'ALS et de FLS. Le ministère de la Formation professionnelle finance dans certains cas jusqu'à 100 p. 100 du coût de la prestation des programmes admissibles, des frais d'enseignement et d'autres frais administratifs connexes. (On préfère que l'employeur finance 50 p. 100 des coûts de formation, tandis que l'autre moitié est à la charge de l'employé.)

En 1988, la Fédération du travail de l'Ontario a reçu du ministère de la Formation professionnelle une subvention d'un million de dollars dans le cadre du Programme de formation de base en milieu de travail (de l'Ontario) pour la mise sur pied d'un programme d'alphabétisation comprenant des cours d'ALS. Ce programme est le Cours préparatoire pour la formation professionnelle (BEST), et il doit être offert en Ontario dans 43 endroits différents. Il porte essentiellement sur l'alphabétisation et l'apprentissage d'une langue seconde, le français ou l'anglais, ainsi que sur la formation professionnelle et l'éducation des adultes⁹.

Ministère des Collèges et Universités

Collèges d'arts appliqués et de technologie

Les collèges d'arts appliqués et de technologie de la province offrent des cours d'ALS et de FLS à un certain nombre de niveaux, à temps plein comme à temps partiel. Dans ces établissements, les cours d'ALS et de FLS sont financés par le ministère des Collèges et Universités dans le cadre du financement général offert au réseau des collèges communautaires. Quatre-vingt-dix pour cent environ des places dans les classes d'ALS et de FLS dans les collèges communautaires sont achetées par la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada dans le cadre du programme de Cours de langue pour intégration au marché du travail.

Universités

Au titre du financement général qu'il fournit à l'ensemble des universités, le ministère des Collèges et Universités finance, au nom du gouvernement provincial, un certain nombre de programmes de formation des enseignants d'ALS et de FLS dans les facultés d'éducation. En outre, plusieurs universités en Ontario offrent des cours d'ALS et de FLS, soit par l'entremise d'un département d'éducation permanente ou par le biais d'un département séparé de formation linguistique; les établissements offrent des cours intensifs, semi-intensifs, à temps plein ou à temps partiel. Des cours non crédités sont également offerts, mais dans ce cas, les dépenses engagées doivent être récupérées et les candidats intéressés n'ont souvent pas à satisfaire aux conditions d'accès à l'université.

Ministère de l'Éducation

Dans l'ensemble de l'Ontario, les conseils scolaires offrent des cours d'ALS et de FLS, à temps plein comme à temps partiel. Les cours pour adultes offerts à temps complet sont financés par le ministère de l'Éducation. Ce dernier verse un montant annuel fixe par étudiant à temps plein (1 900 \$ en 1987, somme calculée en fonction de 1 000 heures de cours environ).

Les programmes d'ALS et de FLS offerts à mi-temps par les conseils scolaires sont financés par le ministère de l'Éducation, avec un remboursement partiel par le Secrétariat d'État dans le cadre de l'Accord du programme FLIC de partage des coûts. Il arrive souvent que des cours soient co-parrainés avec le ministère des Affaires civiques par le biais du programme CLONO. Les conseils prennent en charge le paiement des salaires et, dans de nombreux cas, fournissent gracieusement des locaux et des fournitures. Les cours d'ALS et de FLS donnés à mi-temps ont le plus souvent lieu le soir, et ils sont gratuits.

De plus, le ministère de l'Éducation donne des directives et des avis aux conseils sur les programmes d'études, sur la formation des professeurs et sur l'organisation des programmes.

AUTRES PROVINCES

Le Groupe d'étude a passé en revue la prestation et le financement de programmes de formation linguistique dans trois autres provinces : le Québec, l'Alberta et le Manitoba. Même si certaines circonstances particulières nous empêchent de faire des comparaisons directes avec l'Ontario, nous croyons que le comité interministériel actuellement chargé de l'étude des programmes de formation linguistique aurait intérêt à prendre en considération les exemples de programmes mis en oeuvre dans d'autres provinces. Nous sommes conscients du fait que l'Ontario accueille environ 50 p. 100 de l'ensemble des immigrants au Canada et qu'il s'en suit, sur le plan du coût de l'ensemble des programmes de formation linguistique et d'établissement, d'importantes répercussions que l'on ne retrouve pas dans d'autres provinces¹⁰. Nous avons tout de même décidé d'évoquer les aspects des programmes mis en oeuvre dans ces trois provinces qui pourraient se révéler les plus utiles à des fins de comparaison.

Québec

Centres d'orientation et de formation des immigrants¹¹

Depuis 1980, la proportion d'immigrants optant pour le Québec au moment de leur arrivée au Canada se situe autour de 17 p. cent; en 1987, le Québec a accueilli 26 640 immigrants. Sur ce total, trente-neuf pour cent en moyenne n'avaient aucune notion d'anglais ou de français, et une autre tranche de vingt-quatre pour cent ne connaissait que l'anglais.

Le gouvernement du Québec attache une importance particulière à la "francisation" des immigrants du fait de l'inquiétude particulière que suscite pour lui la situation de la langue française dans le contexte nord-américain. Le ministère des Communautés culturelles et de l'immigration a pour principale responsabilité de veiller à ce que les immigrants apprennent le français, s'adaptent à la société québécoise et s'intègrent au marché du travail.

La direction du ministère chargée de la formation linguistique offre toute une série de programmes destinés à faire en sorte qu'un nombre de personnes aussi important que possible puissent apprendre le français et ainsi s'intégrer plus facilement à la communauté francophone. Les cours sont essentiellement dispensés par un réseau de huit centres d'orientation et de formation pour immigrants, connus sous le nom de COFI (Centres d'orientation et de formation des immigrants), dont cinq sont situés à Montréal, un à Québec, un à Hull et un à Sherbrooke. Ces centres sont en fait des écoles équipées de services de counselling et d'un centre de garderie.

Le Ministère confie à des sous-traitants comme les conseils scolaires et les organisations communautaires la prestation des programmes de formation, en particulier dans les régions de la province non desservies par le réseau des COFI.

Il existe à la fois des cours à temps plein et des cours à temps partiel. Les cours à temps plein sont offerts dans le cadre de deux programmes :

- Le Programme national de formation en établissement (PNFE), qui s'adresse aux immigrants adultes de diverses classes : les réfugiés, les requérants indépendants, les parents aidés et les immigrants de la catégorie de la famille qui comptent entrer sur le marché du travail et qui ne parlent pas déjà l'anglais. Quelque 2 500 adultes profitent

chaque année de ces cours à temps plein, financés en partie par le gouvernement fédéral.

- Le Programme québécois de francisation des immigrants, entré en vigueur en septembre 1988, s'adresse aux immigrants adultes qui parlent déjà l'anglais ou qui n'envisagent pas d'entrer sur le marché du travail. Il y a chaque année environ 700 personnes par année dans cette catégorie; elles reçoivent des subventions du gouvernement provincial.

Les cours à plein temps durent 30 semaines et comportent 25 heures d'enseignement par semaine. On est en train actuellement d'élaborer un programme qui comprendra une évaluation afin de permettre à l'étudiant de recevoir un certificat à la fin du cours. Les étudiants analphabètes (4 p. 100 de la clientèle totale) font l'objet d'une attention particulière.

Les cours à temps partiel sont gratuits et donnés chaque année à des étudiants dont le nombre varie de 15 à 20 000. Les cours offerts à temps partiel sont de trois types :

- Les cours intensifs de jour, offerts par les COFI par sessions de 4 semaines, avec 16 heures d'enseignement par semaine aux trois niveaux suivants: débutant, intermédiaire et avancé.
- Des cours sur mesure mis au point en fonction des besoins de clientèles particulières à la demande d'organisations non gouvernementales. Le Ministère fournit le personnel enseignant et le matériel didactique. Il n'est pas rare que les groupes communautaires fournissent les locaux et placent les étudiants.
- Des cours du soir offerts dans les COFI par sessions de 5 semaines de 2 ou 3 soirées par semaine aux niveaux débutant, intermédiaire et avancé.

Depuis l'année 1986-1987, le ministère offre également des cours aux personnes qui revendiquent le statut de réfugiés. Plus de 300 groupes d'étudiants ont été formés depuis cette date. Ils ont 180 heures de cours.

Le Programme québécois de francisation des immigrants revêtait pour le Groupe d'étude un intérêt particulier. Dans la mesure où il permet à des adultes n'envisageant pas d'entrer sur le marché du travail d'acquérir une formation à plein temps financée par des subventions provinciales, le

programme utilise les crédits provinciaux pour répondre aux besoins des adultes qui ne sont pas remplis par les programmes fédéraux de formation linguistique existants.

Alberta

Centres d'évaluation et d'orientation pour l'apprentissage de l'ALS (ESL Assessment and Referral Centres)

L'Alberta accueille quelque 12 000 immigrants par an, soit 11 p. 100 de l'ensemble de la population immigrant chaque année au Canada; plus de la moitié d'entre eux ne parlent pas anglais¹². En 1984, plusieurs ministères gouvernementaux, des organismes d'aide aux immigrants et des organisations communautaires ont proposé que l'on mette sur pied des centres d'orientation et d'évaluation financés par les pouvoirs publics pour aider les immigrants ne parlant pas l'anglais à trouver, auprès de la multitude d'organismes de prestation et de financement existant en Alberta, les programmes de formation linguistique adaptés à leurs besoins¹³. Le gouvernement de l'Alberta a convenu d'assumer les frais de prestation de ces programmes, les services étant offerts par les Services sociaux catholiques d'Edmonton et par la Calgary Immigrant Aid Society. Ces centres, dotés de comités consultatifs permanents au sein desquels se trouvent des représentants des établissements d'ALS, des organismes d'aide aux émigrants et d'autres parties intéressées, ont pour objectif de faire le lien entre d'une part, la communauté des immigrants et d'autre part, les organismes de formation linguistique, de formation professionnelle et de rattrapage scolaire, en aidant les immigrants en question à prendre des décisions sur le plan de leur formation et de leur orientation professionnelle et à suivre des cours d'ALS et autres cours de formation¹⁴.

Chaque centre fournit à sa clientèle d'immigrants un certain nombre de services précis. Le centre d'Edmonton comme celui de Calgary emploient des conseillers à temps plein et des spécialistes de l'enseignement de l'ALS qui parlent couramment la plupart des langues parlées par les personnes émigrant en Alberta. Les deux centres embauchent aussi au besoin des personnes parlant d'autres langues. Chaque client subit une évaluation qui dure entre 100 et 180 minutes environ, qui comprend l'une des étapes suivantes (ou toutes): une entrevue qui se déroule dans la langue même du client, une évaluation de sa connaissance de l'anglais, une évaluation de sa maîtrise de sa langue maternelle, une discussion des résultats avec lui; enfin, on lui indique les programmes de formation linguistique ou professionnelle

les mieux adaptés à ses besoins. De l'avis des responsables de ces centres, les "clients à répétition" viennent surtout pour avoir des conseils officiels de planification de carrière. Dans le cadre du suivi, les employés des centres contactent individuellement chaque client à peu près trois semaines après la première évaluation et déterminent l'opportunité des conseils donnés en posant des questions sur l'inscription du client aux cours d'ALS, sur l'appui financier qu'il a reçu (le cas échéant) et sur sa situation d'emploi. Les centres demandent à 20 p. 100 de leurs clients de revenir pour une réévaluation, trois mois après le premier contact, afin de faire une autre entrevue de suivi.

Les deux centres communiquent au secrétariat provincial responsable de l'ALS des renseignements statistiques sur la demande de cours d'ALS. Il peut s'agir, par exemple, d'informations d'ordre démographique ou de données portant sur les antécédents culturels et linguistiques de la clientèle desservie ou sur sa connaissance des langues. Les statistiques montrent que les centres ont procédé à 3 231 évaluations au cours de la période de 18 mois entre juin 1985 et décembre 1986. (Le nombre moyen de dossiers traités chaque mois par les deux centres est de 180).

Secrétariat responsable de l'ALS

En février 1985, le gouvernement de l'Alberta a mis sur pied un comité interministériel chargé de se pencher sur la question de la formation pour adultes en anglais langue seconde. Le comité a rendu un rapport en juin 1985, recommandant la création d'un secrétariat responsable de l'ALS, qui se trouve aujourd'hui dans les locaux du ministère albertain du perfectionnement professionnel, mais qui rend compte de ses actes à un comité interministériel de coordination (Comité de coordination de la formation pour adultes en ALS).

En 1987, le Secrétariat a concentré ses activités à court terme sur deux objectifs primordiaux :

- 1) la mise sur pied d'un projet pilote portant sur la création d'un système d'information sur les étudiants d'ALS;
- 2) l'élaboration d'une position sur les différentes solutions possibles pour ce qui est de la création d'un système provincial d'évaluation de la compétence linguistique.

Grâce au système d'information sur les étudiants, on veut connaître le nombre total de personnes suivant des programmes d'ALS dans l'ensemble de la province. Quant au mécanisme normalisé d'évaluation de la compétence linguistique, il devait permettre aux responsables de suivre plus facilement la trace du nombre de personnes qui s'inscrivent aux programmes d'ALS de différents niveaux et qui en sortent. Le système ne doit constituer que la première étape d'un processus de coordination des programmes d'ALS à l'échelle de l'Alberta.

Le Groupe d'étude s'est intéressé en particulier à un certain nombre des objectifs à long terme fixés au Secrétariat, à savoir :

- fournir une description de la diversité et du nombre de programmes d'ALS offerts à travers l'Alberta;
- faire le lien entre la province d'une part, et le gouvernement fédéral et les intérêts communautaires, d'autre part;
- instituer des normes générales pertinentes en matière de connaissances linguistiques régissant l'accès aux professions et aux programmes de formation;
- favoriser la discussion des échelles normalisées d'évaluation de la compétence linguistique afin de promouvoir une plus grande similarité entre les politiques en matière de programmes d'études;
- examiner les différents aspects du perfectionnement des professeurs d'anglais langue seconde, en particulier ceux qui enseignent aux adultes.

Manitoba¹⁵

Financement de la formation linguistique

Entre 1983 et 1986, le Manitoba a accueilli en moyenne 3 700 immigrants par année, soit un peu plus de 4 p. 100 des effectifs totaux annuels d'immigrants au Canada. Plus de la moitié de ces 3 700 personnes n'avaient aucune notion d'anglais ou de français.

En 1987, compte tenu des besoins qui se faisaient sentir en matière de formation linguistique et du mécontentement généralisé que suscitaient

les programmes de l'époque, le Manitoba a négocié avec le gouvernement fédéral un accord de financement d'un caractère unique. Le gouvernement du Manitoba craignait que les deux niveaux de financement existant à l'époque ne débouchent sur la création de deux systèmes parallèles de formation non coordonnés, ce qui risquait d'avoir un effet désastreux sur les étudiants qui étaient souvent "transférés" d'un programme provincial (dont le coût était partagé dans le cadre d'un programme du Secrétariat d'État) à un programme fédéral au fur et à mesure que leur nom approchait du haut de la liste d'attente des candidats à la formation parrainée par la CEIC. (Voir plus haut, dans le même chapitre, la section sur les programmes fédéraux.)

Autre source de mécontentement pour le gouvernement du Manitoba: le niveau de financement des programmes de formation linguistique de la CEIC. En effet, les fonds alloués dans le cadre de l'Accord national sur la formation avec la CEIC ont été réduits d'environ 40 p. 100 entre 1985 et 1988. En avril 1987, le Manitoba a informé le gouvernement fédéral que désormais, il ne lui vendrait plus de places dans les cours d'ALS et de FLS dans les collèges communautaires, mais qu'il se servirait des fonds du Secrétariat d'État pour continuer d'offrir une formation linguistique en collège communautaire. Cette entente a été rendue possible du fait que le financement du Secrétariat d'État n'était pas plafonné. Résultat remarqué de cette caractéristique: la part du gouvernement fédéral dans le financement des programmes d'ALS et de FLS a en fait augmenté. Le gouvernement du Manitoba a indiqué que cette modification des modalités de financement répondait aux objectifs suivants:

- rentabiliser au maximum le financement accordé au Manitoba par le gouvernement fédéral pour toutes les catégories de formation;
- veiller à ce que les décisions en matière de placement des étudiants découlent de critères strictement pédagogiques, et non de critères purement administratifs ou rattachés à des questions de financement.

Programmes de formation linguistique

Le Manitoba a terminé en 1984 un examen global de l'ensemble des programmes de formation linguistique offerts dans la province; à cette occasion, il a établi les six principes suivants devant présider à la restructuration des programmes en place:

- 1) la coordination et la consolidation des programmes de formation en ALS pour adultes
- 2) l'égalité d'accès
- 3) l'égalité de statut
- 4) la coordination des services avec les autres organismes d'aide aux immigrants
- 5) le perfectionnement professionnel et la reconnaissance des enseignants
- 6) la participation des usagers et la responsabilité des prestataires.

La mise en oeuvre de ces principes a débouché sur la création d'un certain nombre de programmes de langues. Le Groupe d'étude a trouvé particulièrement intéressant le fait que le gouvernement du Manitoba continue de mettre l'accent sur les programmes d'anglais à des fins collégiales ou universitaires ou à des fins spécifiques et sur les programmes d'apprentissage de l'anglais en milieu de travail. Un grand nombre des programmes mis au point ne sont dispensés qu'à un petit nombre d'étudiants si l'on compare avec l'Ontario, mais ils constituent des exemples dont on peut utilement s'inspirer quand il s'agit de savoir comment associer la formation linguistique à la formation professionnelle et au recyclage.

Enfin, la position adoptée par le gouvernement du Manitoba en réponse à la question: "Quand sait-on assez l'anglais?" mérite d'être soulignée:

...nous devons faire en sorte d'amener les néo-manitobains au point où ils connaîtront suffisamment l'anglais pour ne pas être victimes de discrimination, où ils en sauront assez pour se mesurer sur un pied d'égalité avec les personnes dont la langue maternelle est l'anglais et obtenir un emploi comparable à celui qu'ils occupaient ou pour lequel ils ont été formés dans leur pays d'origine, ou encore les amener au niveau de compétence linguistique où ils sont en mesure de recevoir une formation adaptée à leurs besoins ou profiter des services offerts à la population majoritaire¹⁶.

CRITIQUE DES PROGRAMMES ACTUELS

En passant en revue les différents rapports gouvernementaux et non gouvernementaux rédigés au cours des quelques dernières années sur la formation linguistique en Ontario, le Groupe d'étude a constaté qu'il existait une importante communauté de vues sur les lacunes des programmes actuels¹⁷. Nous avons également retrouvé un grand nombre des mêmes critiques dans les présentations écrites et verbales qui nous ont été soumises.

Bien que le Groupe d'étude n'ait pas été en mesure d'évaluer et de mesurer toutes les faiblesses présumées évoquées dans les présentations et dans les rapports, nous avons souligné ici les principales critiques qui nous ont été signalées. Nul doute que nous n'apprenons rien aux organismes gouvernementaux ou non gouvernementaux offrant des programmes d'ALS ou de FLS. C'est ainsi que toutes ces critiques figuraient déjà dans le *Rapport de la Commission sur l'égalité en matière d'emploi*¹⁸, paru en 1984. Le gouvernement de l'Ontario devrait profiter de l'examen auquel il procède actuellement sur l'état de la formation linguistique dans la province pour se pencher sur chacune de ces questions. Nous ajouterons que toute étude exhaustive des programmes d'ALS et de FLS en Ontario suppose que l'on donne au public l'occasion de participer et de faire ses commentaires. Cette recommandation est particulièrement pertinente dans la mesure où il existe, en dehors du gouvernement, d'excellentes sources de compétences et de connaissances, que ce soit au sein de la communauté des enseignants d'ALS et de FLS, dans les associations de services aux immigrants, dans les organismes communautaires de prestation des programmes ou dans les organisations multiculturelles.

Résumé des principales critiques formulées

- 1) L'information concernant les programmes d'ALS et de FLS n'est pas diffusée comme elle devrait l'être. Il faudrait faire plus de publicité, multiplier les activités d'extension et renforcer les services de counselling et d'orientation.
- 2) Le Cours de langue pour intégration au marché du travail offert par la CEIC n'est pas suffisamment financé; il en résulte une liste d'attente démesurément longue. Dans la région métropolitaine de Toronto, les immigrants doivent patienter en moyenne de quatre à six mois.
- 3) Le programme de 24 semaines offert par l'entremises des collègues d'arts appliqués et de technologie et s'adressant essentiellement aux étudiants parrainés par la CEIC n'est pas suffisamment diversifié, pas plus qu'il n'est assez souple. Il n'est pas conçu de manière à répondre aux besoins propres des immigrants dont le niveau en anglais ou en français n'est pas le même au moment de leur arrivée et dont les objectifs diffèrent pour ce qui est du niveau qu'ils veulent avoir atteint à la sortie.
- 4) Même si le Cours de langue pour intégration au marché du travail est réservé à ceux qui ont l'intention de chercher un emploi, il n'est pas assez

long pour permettre à beaucoup d'étudiants d'acquérir une maîtrise de la langue suffisante pour exercer la profession ou le métier auxquels ils ont été formés avant de venir au Canada.

5) Le Cours de langue pour intégration au marché du travail est assorti de restrictions d'admissibilité qui n'ont pas lieu d'être. Il n'est ouvert ni aux immigrants dont on estime qu'ils ne "désirent pas trouver un emploi", ni à ceux dont on juge qu'ils n'ont pas besoin d'une formation linguistique supplémentaire pour trouver un emploi convenable. Les immigrantes qui n'ont pas de formation ou d'éducation poussées sont particulièrement désavantagées par les critères d'admissibilité; on s'attend qu'elles trouvent des emplois non spécialisés n'exigeant pas de formation linguistique.

6) Le fait que les immigrants de la catégorie de la famille ou de la catégorie des parents aidés n'aient pas droit, en vertu de la *Loi sur l'immigration* à une indemnité de séjour de base quand ils suivent le Cours de langue pour intégration au marché du travail de la CEIC a des conséquences injustes pour les immigrantes.

7) Il arrive souvent que les étudiants parrainés par la CEIC n'aient en fait pas assez de l'indemnité de séjour de base qui leur est versée pour payer toutes leurs dépenses courantes.

8) Le Cours de langue pour intégration au marché du travail de la CEIC ne reconnaît pas que le droit à une formation linguistique élémentaire fait partie intégrante des services d'aide à l'établissement que le gouvernement fédéral devrait offrir, sous une forme sommaire, à tous les nouveaux immigrants, indépendamment de leurs intentions en ce qui concerne leur entrée dans la population active.

9) Il faudrait réduire ou limiter par des directives claires et publiques les pouvoirs discrétionnaires dévolus aux conseillers de la CEIC pour ce qui est de décider des besoins en formation. Les requérants à qui l'on a refusé une formation devraient se voir accorder un droit d'appel.

10) Les mécanismes fédéraux et provinciaux de financement et de prestation des programmes manquent de coordination. Trop de départements gouvernementaux financent et offrent des programmes de formation linguistique sans harmonisation et sans objectifs stratégiques clairement définis.

11) Il faudrait instaurer, à l'échelle des provinces, des normes applicables aux programmes des cours d'ALS et de FLS.

12) Il n'existe pour l'instant aucun mécanisme satisfaisant d'évaluation des besoins des immigrants en matière de formation linguistique; notons en particulier que les qualifications de base et les compétences acquises à la sortie ne sont pas analysées par rapport aux critères professionnels. Il conviendrait d'offrir aux immigrants des services d'évaluation de l'acquis antérieur et d'orientation professionnelle, qui seraient dispensés parallèlement aux services d'évaluation et d'orientation en matière de formation linguistique.

13) Il n'existe pas de cours adaptés aux objectifs professionnels des immigrants. Il faudrait offrir des cours d'anglais à des fins spécifiques, axés sur certains buts professionnels déterminés, dans des domaines tels que la science et la technologie, les métiers et les sciences de la santé. Il conviendrait par ailleurs de mettre sur pied des programmes transitoires associant l'acquisition de compétences à la formation linguistique requise par l'immigrant pour occuper l'emploi postulé.

14) Les programmes d'ALS et de FLS ne répondent pas aux besoins de tous les immigrants qui n'ont pas reçu de formation linguistique en arrivant au Canada. On estime à plus de 91 000 le nombre d'immigrants entrés au Canada entre 1979 et 1984 sans la moindre notion de l'une ou de l'autre langue officielle du pays et qui n'ont bénéficié d'aucune sorte de formation linguistique parrainée par la CEIC¹⁹. Sur le nombre total d'immigrants arrivés en Ontario en 1988 sans aucune connaissance d'anglais ou de français, soit plus de 30 000 personnes, moins d'un tiers ont pu profiter d'une forme quelconque de formation linguistique commanditée par la CEIC²⁰.

RECOMMANDATIONS

Étant donné qu'il est impossible de présumer des changements de politique au niveau fédéral, il est important que le présent Rapport prenne en considération le fait que des modifications importantes de la formation linguistique en Ontario nécessiteraient probablement d'importants crédits provinciaux, compte tenu en particulier du fait qu'entre 40 et 50 p. 100 des immigrants arrivant chaque année au Canada optent pour l'Ontario. (Si l'on inclut les personnes qui déménagent en Ontario moins de deux ans

après leur arrivée au Canada, ce pourcentage s'accroît considérablement.) Pareille dépense publique doit être comparée (et elle le sera inévitablement) aux autres demandes de dépenses soumises au gouvernement et dont les mérites pour l'intérêt public sont tout aussi réels. Toutefois, le Groupe d'étude invite instamment le gouvernement, dans l'établissement de ses priorités, à prendre en compte l'apport considérable des immigrants à la vie économique et au tissu social de l'Ontario. La connaissance de l'anglais ou du français est en effet une condition *sine qua non* de leur participation pleine et entière. C'est pourquoi nous exhortons le gouvernement à accorder la priorité aux programmes de formation linguistique.

8.1 *Nous recommandons que le gouvernement de l'Ontario passe le plus tôt possible à la deuxième étape de son étude des programmes de formation linguistique en Ontario. En ce qui concerne la phase II de l'étude, nos recommandations sont les suivantes :*

- *Les résultats de l'étude des programmes ALS/FLS menée par le ministère de l'Éducation et par le ministère des Collèges et Universités devraient être mis à la disposition du public dans un format accessible et à un prix abordable.*
- *Le ministère des Affaires civiques devrait constituer un comité consultatif composé de représentants d'associations d'immigrants, d'associations d'enseignants d'ALS et de FLS (ainsi, la division de l'Ontario de la TESL), d'organismes multiculturels et ethniques, etc. Ce comité passerait en revue les résultats de l'étude et aiderait à déceler les faiblesses dans les programmes. Ce comité consultatif aurait, entres autres responsabilités, la charge de communiquer au Ministère ses conclusions relativement à l'ordre de priorités que le gouvernement devrait suivre pour agir.*
- *En outre, le comité interministériel chargé d'examiner les résultats de l'étude et le rapport du comité consultatif devrait inviter les particuliers et les organisations à lui soumettre des présentations pour lui faire part des initiatives que le gouvernement pourrait prendre pour améliorer la qualité des programmes de langues en Ontario.*

8.2 *Nous recommandons que le comité interministériel chargé d'examiner les programmes d'ALS et de FLS modifient la*

formation de façon à tenir compte des conclusions de ce Groupe d'étude. Plus particulièrement, nous recommandons que les programmes de formation linguistique comportent les caractéristiques suivantes destinées à faciliter l'accès des individus formés à l'étranger aux métiers et professions correspondant à l'instruction et à l'expérience acquises dans leur pays d'origine.

- La spécialité et le niveau de la langue écrite ou orale enseignées devraient correspondre au degré de compétence linguistique attendu des candidats pour accéder au métier pour lequel ils ont reçu une formation dans leur pays d'origine et pour exercer ledit métier. Il convient de prendre en considération les exigences en matière de compétence linguistique rattachées à l'occupation en question quand il s'agit de déterminer la durée et le contenu du programme de formation requis pour chaque étudiant.*
- Il faudrait veiller à offrir des cours de durée et d'intensité variables, ainsi que des cours à temps plein, des cours à mi-temps, des cours du soir et des cours du jour. Cette souplesse permettra non seulement aux candidats de niveaux différents en début de formation d'atteindre à leur propre cadence le niveau de compétence requis, mais aussi de satisfaire aux besoins de ceux qui ont des horaires divers.*
- Dans la mesure du possible, la formation linguistique devrait être intégrée aux cours de recyclage professionnel, au cas où un tel recyclage serait nécessaire pour exercer en Ontario. Il conviendrait alors de faire figurer au programme de la formation des cours de terminologie technique et des cours de terminologie propre au métier ou à la profession visés.*
- Il faudrait que tous les immigrants puissent bénéficier d'une formation linguistique de base avec aide financière, et ce sans restrictions eu égard à la catégorie dont il font partie, à leurs aspirations professionnelles, aux perspectives d'emploi, au niveau de compétence ou à la formation.*
- Il faudrait pouvoir offrir des cours de langue spécialisés axés sur certains secteurs professionnels, avec aide financière, pour permettre aux immigrants d'atteindre le niveau de compétence*

linguistique requis pour accéder au domaine professionnel pour lequel ils sont qualifiés compte tenu de la formation, de l'instruction ou de l'expérience qu'ils ont acquises à l'étranger.

8.3 *Nous recommandons que les membres du comité interministériel chargé d'examiner les programmes de formation linguistique se penche sur chacune des critiques évoquées dans la section précédente du présent chapitre et y apporte des éléments de réponse. Même si un grand nombre de ces remarques se rapportent aux programmes fédéraux, il est important que les personnes chargées de l'étude provinciale évaluent le bien-fondé de ces reproches afin que l'Ontario puisse mettre sur pied des programmes destinés à minimiser, lorsque cela sera possible, l'incidence des lacunes mises en évidence dans les programmes fédéraux.*

8.4 *Nous recommandons que le gouvernement de l'Ontario fonde une Direction générale provinciale responsable de l'ensemble des programmes de formation linguistique pour immigrants en Ontario. Cette Direction générale devra travailler en collaboration avec le Réseau d'évaluation de l'acquis antérieur (Réseau) dont la mise sur pied est à l'étude, ou dans le cadre de ce dernier. La Direction générale serait chargée :*

- de dresser une liste de tous les différents cours d'ALS et de FLS offerts dans la province, liste à laquelle le public aurait facilement accès;*
- d'aider les groupes professionnels à déterminer le niveau de compétence linguistique qu'il convient d'exiger au moment de l'accès à la profession ou au métier en question; ce niveau devra être pris en compte dans l'examen d'admission;*
- de faire en sorte que tous les immigrants arrivant en Ontario (y compris ceux qui n'ont pas pu jusqu'à présent recevoir de formation linguistique) puissent bénéficier d'une évaluation de leurs besoins sur le plan de la formation linguistique afin de déterminer à quel niveau ils doivent commencer à suivre les cours et à quel niveau ils doivent les interrompre, ces deux niveaux devant correspondre aux antécédents scolaires ou*

universitaires et professionnels de chaque personne tels qu'évalués dans le cadre du Réseau;

- d'indiquer aux immigrants où s'adresser pour suivre la formation linguistique requise en fonction de l'évaluation de leurs besoins en la matière;*
- d'élaborer et d'appliquer une stratégie publicitaire pour informer les immigrants sur les services d'évaluation et d'orientation;*
- de compiler des statistiques sur les besoins en formation linguistique de la population immigrante, notamment sur les besoins en matière de cours d'anglais/français spécialisés plus particulièrement axés sur certains métiers ou professions;*
- d'envisager les autres méthodes de prestation des programmes de formation linguistique que l'on pourrait mettre en oeuvre, comme celles qui sont évoquées ci-après dans le chapitre 9 du présent rapport, "Recyclage".*

8.5 Nous recommandons que le gouvernement de l'Ontario continue de négocier avec le gouvernement fédéral pour que les programmes de formation dispensés dans le cadre de la Planification de l'emploi recommencent à être financés dans les mêmes proportions qu'en 1985. En outre, nous recommandons que le ministère de la Formation professionnelle, lorsqu'il renégociera l'Accord Canada/Ontario sur la formation, envisage toutes les options possibles qui pourraient procurer à l'Ontario un accroissement des crédits au chapitre de la formation linguistique et lui donner une marge de manoeuvre plus importante pour ce qui est de la prestation des programmes (ou les deux).

8.6 Compte tenu du caractère inéquitable des restrictions imposées par le gouvernement fédéral sur l'accès à la formation linguistique et aux subventions, restrictions qui sont particulièrement ressenties par les immigrantes, nous recommandons que le ministère de la Formation professionnelle continue de soulever cette question d'inégalité lors de ses négociations avec le gouvernement fédéral sur l'Accord Canada/Ontario sur la formation. Il faudrait reconnaître que la

formation linguistique fait partie intégrante du processus d'établissement de tous les immigrants, quelles que soient les débouchés immédiats ou les intentions des intéressés en ce qui concerne leur entrée sur le marché du travail.

Recyclage

En proie au rejet de ses titres de compétence, l'immigrant qui est suffisamment déterminé pour accepter le recyclage afin de pouvoir exercer son ancienne profession est parfois totalement frustré dans ses efforts ... Dans de nombreux cas, l'individu finit par succomber devant la réalité économique, qui le force à renoncer à l'espoir de réintégrer la profession qui était la sienne.

— extrait du mémoire soumis au Groupe
d'étude par une organisation

Les personnes de formation étrangère qui essaient de s'intégrer dans un corps de profession ou de métier en Ontario représentent un gain pour la province par leur savoir-faire et leurs compétences techniques; il peut arriver cependant qu'elles ne soient que partiellement qualifiées au regard des critères d'inscription ou de qualification professionnelle. Il ressort de notre enquête sur les règles et pratiques de qualification et d'autorisation professionnelle qu'un grand nombre de professions et de métiers sont caractérisés par la rareté des perspectives de recyclage. Ce phénomène constitue en soi un obstacle à l'intégration professionnelle de ces gens.

La question du recyclage comporte deux éléments qui touchent spécialement les personnes formées à l'étranger. En premier lieu, comme l'indique la citation mise en exergue au présent chapitre, il s'agit de déterminer avec précision quel est le niveau de compétence de l'individu et quels sont ses besoins exacts en recyclage; en second lieu, il s'agit de mettre en place les structures nécessaires pour lui permettre de satisfaire ces besoins. Le premier élément, savoir l'évaluation de l'acquis antérieur, a été examiné au chapitre 5. La création, que nous recommandons, d'un organisme d'évaluation de l'acquis antérieur, chargé de contrôler et d'assurer les évaluations, constituerait la solution, sinon de la totalité, au moins d'une grande partie du problème. Pareille évaluation, aussi parfaite soit-elle, ne permettrait cependant à un grand nombre de candidats que de

franchir la moitié du chemin de la qualification ou de l'autorisation professionnelle s'il manquait le second élément, l'accès au recyclage. Il est hors de doute que dans de nombreuses disciplines, les besoins de recyclage ne sont pas satisfaits à l'heure actuelle. En fait, cette observation émane non seulement de candidats déçus et frustrés, mais aussi des établissements d'enseignement et des organes corporatifs eux-mêmes.

Le recyclage professionnel n'est certes pas un phénomène nouveau; il ne concerne pas non plus exclusivement les gens de formation étrangère qui ne sont que partiellement qualifiés pour l'exercice de leur profession choisie. L'importance générale de ce genre de formation pour l'économie de l'Ontario et du Canada s'est accrue au cours de ces dernières années par suite des changements qui se sont produits dans l'économie mondiale. Tout examen de l'accès des gens de formation étrangère aux possibilités de recyclage doit tenir compte de ces changements globaux.

Nous passons en ce moment rapidement d'une structure économique basée sur l'économie de masse à une nouvelle structure que certains appellent économie informatique¹. L'économie de masse est caractérisée par une capacité de production tributaire de l'extraction et de la consommation à grande échelle des ressources, alors que l'économie informatique utilise une proportion relativement plus élevée d'information dans la production des biens. L'économie de masse est caractérisée par les économies d'échelle, les biens standardisés étant produits en grande quantité par un grand nombre de travailleurs et consommés par un grand nombre de gens. L'économie informatique est basée sur le passage aux biens à valeur informatique ajoutée — dans la conception, l'ingénierie, la durabilité et l'utilité — produits par un nombre plus réduit de travailleurs et avec une plus grande diversité pour satisfaire des demandes plus spécialisées.

Ce changement a eu lieu au moment même où l'on assistait à l'introduction d'une technologie de plus en plus sophistiquée, à une plus grande mobilité géographique du genre humain, ce qui s'entend également des migrations internationales, et à une participation croissante des femmes au marché du travail.

Ce changement dans l'économie a entraîné un changement dans l'importance relative des ressources humaines, des ressources financières et des ressources énergétiques. Pour certains commerces, certaines industries et, de plus en plus, pour certains organismes prestataires de services communautaires comme les hôpitaux, la formation permanente est devenue un investissement de ressources aussi important que le matériel, les

installations ou un approvisionnement assuré en énergie. Avec ce niveau plus élevé d'investissement dans la formation, la valeur des ressources humaines approche de celle du capital financier.

L'accès des personnes de formation étrangère au recyclage professionnel en vue de la qualification ou de l'autorisation d'exercer en Ontario doit donc être considéré dans ce contexte global, où la nature même du travail est en cours de redéfinition, en raison des nouvelles tendances démographiques tenant au taux de natalité, au taux de participation à la population active et à l'immigration.

Les personnes de formation étrangère qui arrivent au Canada doivent régler les problèmes habituels de réimplantation, dont les difficultés de langue, la recherche d'une résidence, la localisation des services et installations, la création des liens de connaissance, les formalités de qualification ou d'autorisation professionnelle. En outre, un grand nombre doivent trouver les établissements d'enseignement et de formation. Étant donné cependant que l'enseignement et la formation ne sont pas confinés aux écoles mais sont de plus en plus dispensés en milieu de travail, la recherche peut en être d'autant plus compliquée. Par ailleurs, un grand nombre d'occupations n'offrent que très peu de possibilités de formation.

Dans ce chapitre, nous donnons un aperçu du marché du travail en Ontario, des changements qui sont en train de s'y produire, et du système d'éducation de base. Nous analysons ensuite les moyens de recyclage en Ontario et relevons certains obstacles auxquels se heurtent ceux qui entendent se recycler dans leur profession ou métier. Nos recommandations portent sur les mesures susceptibles d'accélérer l'intégration des personnes de formation étrangère dans l'occupation qu'elles ont choisie.

LE MARCHÉ DU TRAVAIL EN ONTARIO

Évolution de la nature du travail

Les mutations technologiques ont provoqué des changements profonds et de plus en plus rapides dans la distribution de la population active. Par exemple, l'industrialisation de l'Amérique du Nord a fait que de 75 p. 100 en 1820, la proportion de la population active des États-Unis engagée dans

les activités agricoles et connexes est descendue à moins de 10 p. 100 en 1945. Les bouleversements professionnels ont été minimes, parce qu'en général, la lenteur du changement permettait à l'individu de consacrer sa vie entière à une seule occupation, et le passage d'une occupation à une autre ne se produisait généralement que d'une génération à l'autre. Le choix d'une occupation était considéré comme étant fait pour une vie entière.

L'automatisation et l'introduction de la conception et de la fabrication assistées par ordinateur ont entraîné un changement semblable dans la population active, avec accroissement concomitant des bouleversements professionnels². Au cours de cette génération, les travailleurs hautement spécialisés — avocats, enseignants, employés de banque et d'établissement financier, fonctionnaires, informaticiens, journalistes et publicistes, ingénieurs de l'esthétique industrielle — se trouvent parmi ceux qui composent le "secteur de l'information", lequel est passé de quelque 17 p. 100 de la population active américaine en 1950 à près de 60 p. 100 au début des années 1980. Le rythme actuel des innovations technologiques provoque, de façon permanente, des bouleversements et des rajustements professionnels ainsi que la surspécialisation.

Les mutations technologiques ont affecté non seulement l'importance numérique de la main-d'oeuvre nécessaire dans les divers secteurs d'activité, elles ont aussi changé le profil des tâches et la nature de leur exécution. Les changements dans la structure économique ont donc pour seconde conséquence l'émergence de nouveaux types d'emplois.

Les changements rapides dans le savoir et les compétences requis peuvent se trouver dans des professions et métiers traditionnels; on voit les comptables s'adapter au traitement des données par micro-ordinateur, les médecins et pharmaciens aux nouvelles maladies et aux nouveaux traitements, les ingénieurs et architectes aux nouvelles préoccupations environnementales et aux nouveaux matériaux de construction. La profession d'infirmière en Ontario attache une attention particulière aux changements dans la science, et les membres de la profession qui ont cessé d'exercer pendant cinq ans sont tenus de suivre un programme de recyclage avant d'être autorisés à exercer de nouveau. Il est probable que cette tendance se retrouvera dans toutes les disciplines médicales dans les années à venir.

L'évolution accélérée de la nature du travail provoque inévitablement des bouleversements professionnels. Le gouvernement du Canada constate

que rien qu'en 1984, "plus de 100,000 Canadiens ont perdu leur emploi et la vie de centaines de milliers d'autres a été profondément bouleversée par les changements technologiques"³. On peut déjà voir les répercussions du rythme accéléré de changement. Le niveau d'instruction acquis par l'individu à la sortie de l'école n'est plus suffisant jusqu'à la retraite, même s'il garde toujours la même occupation.

Les participants à une conférence sur la gestion des ressources humaines⁴ en 1986 ont appris que dans le secteur des services, le savoir et les compétences d'un employé n'étaient valables que pour cinq ans tout au plus. La Carnegie Foundation for the Advancement of Teaching a pris note de l'expansion sans précédent de l'éducation et de la formation dans le monde commercial et industriel, par suite des changements dans le travail et de l'incapacité de l'enseignement scolaire à s'adapter aux réalités nouvelles. Cette fondation rapporte que les dépenses faites par le commerce et l'industrie en éducation et formation s'approchent de celles de l'éducation publique et que les moyens mis en place par le secteur commercial et industriel ont formé un peu plus de gens que les établissements d'enseignement postsecondaire⁵.

La Planification de l'emploi du Canada 1985 visait à résoudre les questions d'enseignement et de formation issues de ce changement rapide; il en était de même de la Stratégie de formation professionnelle de 1986 du gouvernement de l'Ontario⁶. Cependant ni l'un ni l'autre de ces deux programmes ne mentionne expressément ni ne prévoit les besoins en éducation ou en formation des professionnels ou des ouvriers formés à l'étranger.

Évolution démographique de l'offre de main-d'oeuvre

En 1983, la population active de l'Ontario s'élevait à 4,096,000 personnes. La création nette entre 1983 et 1987 de plus de 610,000 emplois, dont près de 90 p. 100 à plein temps, a exercé une pression sans précédent sur l'offre de main-d'oeuvre pour les secteurs de la production et des services de la province. Dans l'ensemble, les industries de production de l'Ontario ont contribué pour un peu moins de 30 p. 100 à la croissance de l'emploi dans la manufacture, la construction, les industries primaires, les services publics et l'agriculture. Le restant des nouveaux emplois a été le fait du secteur des services⁷.

Une importante tendance qui s'est fait jour a été le changement de plus en plus rapide des compétences au travail: la haute technologie s'installe de plus en plus dans les deux secteurs de la production et des services. Ce changement embrasse l'automatisation des procédés dans la conception, la fabrication et le contrôle de la qualité; des bureaux, et des services, dont le transport, les communications, les soins médicaux et le commerce de détail. Les ouvriers — allant des mécaniciens d'automobile et des réparateurs de carrosserie aux électriciens en passant par les ajusteurs — doivent exercer un métier de plus en plus compliqué au fur et à mesure de l'introduction des nouveaux matériaux de fabrication et de nouveaux procédés informatisés.

Par suite de cette évolution de la nature du travail, les bouleversements au sein de la population active constituaient un changement aussi considérable que la croissance de la main-d'oeuvre totale. Durant la première moitié de la décennie 1980 par exemple, 7,8 p. 100 des travailleurs âgés de 25 à 64 ans ont perdu leur emploi pour cause de suppression de poste, ce qui représentait une moyenne de 73,000 par an; ceux qui étaient touchés justifiaient en moyenne de 8 années et demie d'état de service⁸. Ce phénomène se produisait surtout dans le secteur manufacturier, qui a quand même contribué de façon substantielle à la croissance de l'emploi dans la province, à raison de 16,9 p. 100 des nouveaux emplois entre 1983 et 1987. Il est manifeste que ce secteur connaît une restructuration majeure. Cette restructuration doit se poursuivre en Ontario, en particulier à la suite des changements dans les relations économiques, consécutifs à l'accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis.

Les sources de main-d'oeuvre ne sont pas restées les mêmes. L'offre de main-d'oeuvre dépend de trois facteurs: taux de natalité, taux de participation à la population active et taux d'immigration.

Le baby boom de l'après-guerre s'est certes traduit par une croissance de la population active, mais les taux de naissance actuels laissent présager un déclin de cette source de main-d'oeuvre dans les années qui viennent. Le déclin absolu de la population des jeunes a commencé en 1980 et doit se poursuivre; on prévoit que la part des jeunes (15 à 24 ans) tombera de 22,3 p. 100 en 1986 à 17,4 p. 100 en 1996⁹.

Le changement le plus notable dans le taux de participation au cours de ces dernières années a été l'augmentation du nombre des femmes dans la population active. Le rythme de ce changement se stabilise cependant à l'heure actuelle. Le taux de participation des femmes s'approche de celui

des hommes, et on prévoit que leur part dans la population active passera de 43.9 à 46.2 p. 100 entre 1986 et 1996¹⁰.

Comme nous l'avons résumé au chapitre 2 de ce rapport ("Ontariens formés à l'étranger"), l'immigration demeure une source importante, encore qu'instable, de main-d'oeuvre pour les professions et les métiers. Si l'on observe les tendances de l'immigration au Canada depuis 1970, on constate un sommet en 1974 avec 218,465 personnes, puis un déclin constant de 1980 à 1985 et enfin, une remontée marquée en 1987 avec 152,098 personnes. Depuis 1983, de plus en plus d'immigrants désignent l'Ontario comme leur province de destination; ce chiffre a atteint 84,807 en 1987.

Il ressort des données présentées au chapitre 2 que l'immigration en provenance des pays de capital et de technologie a diminué et cédé la place à celle en provenance des pays de main-d'oeuvre. Par exemple, l'immigration en provenance du Royaume-Uni et de l'Italie a diminué considérablement, par suite vraisemblablement de l'amélioration de l'économie de ces deux pays. Par contre, celle qui vient d'Europe centrale, d'Amérique centrale, des Antilles et de certains pays d'Asie a augmenté de façon notable.

Un grand nombre de professionnels et d'ouvriers formés à l'étranger connaissent un passage à vide technologique à leur arrivée au Canada, et pour qu'elle puisse se réaliser, leur intégration professionnelle requiert la mise en place de programmes de recyclage propres à combler ce vide.

Ainsi donc, les sources traditionnelles de main-d'oeuvre ne sont plus aisément accessibles: le taux de natalité est en baisse, le taux de participation des femmes a atteint un palier, et il y a très peu d'indications d'une tendance quelconque à la retraite anticipée. L'immigration revêt de plus en plus d'importance pour le maintien de la croissance économique de l'Ontario, et il est probable qu'un pourcentage croissant de main-d'oeuvre formée à l'étranger ajoute à la nécessité non seulement de la formation linguistique, mais aussi de l'orientation et de la formation professionnelles.

À moins que le système — y compris l'engagement financier des gouvernements fédéral et provincial et du patronat — ne soit adapté de façon à servir ce nouveau groupe de façon efficiente et efficace, il y aura sous-emploi d'une principale source de ressources humaines. La qualité et la quantité des programmes d'enseignement et de formation accessibles aux immigrants sont non seulement importantes pour leur bien-être personnel, mais aussi essentielles pour le bien commun de l'Ontario.

Il est nécessaire de réexaminer les systèmes d'enseignement et de formation en vue d'éliminer les obstacles à l'admission et de réduire au minimum la "période de carence" imposée aux candidats à la qualification ou à l'autorisation professionnelle en Ontario.

ENSEIGNEMENT PUBLIC EN ONTARIO

Le recyclage est assuré à l'heure actuelle par les corps professionnels et par les établissements d'enseignement publics et privés: écoles primaires et secondaires, collèges et universités. L'aperçu ci-dessous de la structure de l'enseignement public en Ontario vise à proposer un cadre pour l'examen des méthodes par lesquelles les personnes de formation étrangère qui entendent se recycler pourraient avoir accès aux services disponibles.

En bref, une personne éduquée en Ontario passe par l'école primaire (huit années) pour aller à l'école secondaire ou rejoindre directement la population active comme travailleur non spécialisé. Après l'école secondaire, on peut se faire travailleur non spécialisé, suivre un programme de formation de base, un apprentissage ou un programme d'études post-secondaires.

L'admission aux collèges et universités requiert normalement l'achèvement de la 12^e année et d'un certain nombre de cours pré-universitaires. La plupart des établissements dispensent cependant de ces conditions d'admission les adultes qui ne sont pas tout à fait qualifiés mais qui font leurs preuves pendant la période d'admission à l'essai. Les collèges communautaires peuvent admettre quelqu'un qui a 19 ans et qui n'a pas terminé l'école secondaire. Dans certaines professions, on peut demander à suivre (sous réserve des places disponibles) des cours spécifiques de mise à jour ou de recyclage, requis pour la qualification ou l'autorisation professionnelle, dans un collège ou une université, grâce au statut d'étudiant spécial en vertu duquel l'intéressé est exempté de toutes les conditions habituelles.

L'éducation continue existe sous une multitude de formes et, selon son âge et ses qualifications, un individu peut opter pour n'importe laquelle d'entre elles. Certains adultes pourraient choisir de s'inscrire à un programme purement conçu pour satisfaire un intérêt personnel (par exemple peinture, jardinage, utilisation d'un micro-ordinateur). D'autres peuvent choisir les cours d'enseignement formel mais à temps partiel qui

conduisent à un certificat ou un diplôme, normalement délivré par les écoles secondaires, les collèges et les universités, avec les mêmes conditions d'admission que pour les études à plein temps. Une troisième source est l'éducation de base, dont l'enseignement de la langue, des notions de mathématique et d'autres connaissances requises au travail et dans la société en général. L'éducation de base est souvent dispensée par des organismes communautaires comme par les écoles proprement dites.

Le recyclage en préparation d'un changement de carrière, la mise à jour des connaissances et des compétences pour se maintenir à flot, et le perfectionnement en vue d'une qualification supérieure ou de l'avancement constituent le quatrième domaine de l'éducation des adultes. Les études peuvent comprendre l'acquisition de la langue, la préparation générale à l'emploi, et les connaissances et compétences professionnelles spécialisées; elles sont dispensées par les collèges communautaires et autres établissements d'enseignement, les organismes communautaires et les employeurs. Tous ces programmes ne sont pas universellement disponibles. Par exemple, l'éducation permanente assurée par un syndicat, une association professionnelle ou un employeur, n'est souvent pas à la disposition des gens de l'extérieur, c'est-à-dire de ceux qui ne sont pas membres de l'organisation ou qui ne sont pas au service de l'employeur.

FINANCEMENT DES MOYENS DE RECYCLAGE

Le financement du recyclage en Ontario provient de plusieurs sources, dont les deux principales sont le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial. Il y a lieu de noter que les programmes de recyclage, de mise à jour et de perfectionnement, que financent les autorités publiques, visent principalement la formation professionnelle au niveau élémentaire ainsi qu'au niveau spécialisé et hautement spécialisé. Très peu d'aide est spécifiquement prévue pour ceux qui cherchent à recevoir une formation dans les professions, à part celle qui est accordée par les professions concernées elles-mêmes et, sous réserve des places disponibles, par les établissements d'enseignement postsecondaire.

À part les références aux collèges et aux universités, le restant de cette section sur le financement des possibilités de recyclage peut être considérée comme s'appliquant essentiellement aux métiers. Les problèmes

que connaissent les professions en matière de recyclage font l'objet de la section suivante (Associations professionnelles).

Formation financée par l'État fédéral

L'État fédéral subventionne les systèmes d'enseignement principalement au moyen de transferts inconditionnels d'argent aux provinces. Par ailleurs, les programmes fédéraux spécifiques de formation et de création d'emploi ont été mis en place dans le cadre de la Planification de l'emploi de 1985, qui porte sur six domaines: acquisition des compétences, pénuries de main-d'oeuvre spécialisée, innovations, intégration professionnelle, développement de l'emploi, développement des collectivités. Chacun de ces programmes

... tient compte des besoins spéciaux des femmes, des autochtones, des personnes handicapées et des membres des minorités visibles. La priorité sera accordée aux projets qui renferment des mesures d'équité en matière d'emploi encourageant la participation des membres des groupes désignés¹¹.

La Planification de l'emploi accorde une aide financière aux apprentis et participants au programme Intégration professionnelle par le versement des prestations d'assurance-chômage à certains de ces derniers, et par le versement de l'assurance-chômage ou d'une allocation horaire de formation à ceux qui participent aux programmes de formation parrainés par Emploi et Immigration Canada (EIC). Certains apprentis peuvent aussi recevoir d'autres subventions pour le soutien de personnes à charge, pour les déplacements et pour les frais de séjour si le programme les tient loin de chez eux.

Les personnes de formation étrangère ne constituent pas en soi un groupe visé par l'un quelconque de ces six programmes de formation et de création d'emplois de la Planification de l'emploi. En fait, elles ne sont guère touchées par quatre d'entre eux: innovations, acquisition des compétences, développement de l'emploi (sauf pour ceux qui sont considérés comme extrêmement défavorisés pour ce qui est de l'emploi), développement des collectivités. Bien que ces gens en bénéficient s'ils font partie des jeunes, des femmes ou des minorités visibles, aucun des programmes de Planification d'emploi ne prévoit expressément à leur intention la possibilité d'obtenir une formation spécifique, conforme aux normes canadiennes, ou d'acquérir une expérience professionnelle

canadienne qui pourrait être requise pour la qualification ou l'autorisation professionnelle.

Formation financée par la province

Les programmes financés par la province peuvent être, pour notre propos, divisés en trois groupes: ceux financés par le ministère de la Formation professionnelle (MFP), ceux financés au moyen de subventions distribuées par le ministère des Collèges et Universités, et ceux qui dispensent la formation par les moyens de diffusion électronique.

Ministère de la Formation professionnelle

Le ministère de la Formation professionnelle est mandaté par le gouvernement de l'Ontario pour améliorer la qualité et l'accessibilité de la formation de la main-d'oeuvre. À cette fin, il dispose de 49 bureaux de consultation en formation professionnelle tenus par des collèges pour donner des consultations aux entreprises privées, de 17 centres d'aide qui assurent l'orientation et l'information professionnelles des travailleurs sans emploi, de 47 comités locaux de formation industrielle qui contribuent à l'évaluation des besoins et à la mise en oeuvre des programmes, de 54 centres de consultation pour l'embauche des jeunes, et de conseillers en formation industrielle en service dans 28 bureaux locaux d'apprentissage.

Dans le cadre de la Stratégie de formation professionnelle de l'Ontario, qui fut annoncée en 1986, le MFP assure le soutien conditionnel des programmes destinés à aider les travailleurs à mettre à jour et à accroître leurs compétences. La Stratégie de formation industrielle est composée de sept éléments, comme suit:

- Un service de consultation en formation, avec plus de 160 experts qui donnent aux entreprises privées des conseils sur les objectifs et les plans de formation, et sur les modes d'accès à l'aide gouvernementale en la matière.
- Le Programme de formation de base de l'Ontario, en application duquel les Ontariens qui ont le droit de travailler peuvent bénéficier des frais d'études et d'une partie des frais de garderie d'enfants et de déplacement, pour trois catégories de formation: préparation à la

formation, au cours de laquelle ils se forment une attitude propice et mettent au point un plan de formation avec l'aide d'un conseiller; rattrapage scolaire, qui comprend les connaissances de base en langue, mathématique, technologie, et adaptation à la vie et au travail; et aide à la recherche d'un emploi.

- Le Programme de formation professionnelle de l'Ontario, qui accorde aux employeurs, associations patronales et syndicats, des subventions au recyclage et à la formation de leurs employés et de leurs membres. Les entreprises avec moins de 200 employés peuvent recevoir une subvention s'élevant à 80 p. 100 des coûts; celles qui sont plus grandes peuvent en recevoir 60 p. 100, jusqu'à concurrence d'un maximum de 60,000\$.
- Les allocations spéciales, les bénéficiaires prioritaires étant ceux qui ont été jusqu'ici sous-représentés dans les programmes de formation, en particulier ceux qui participent au Programme de formation de base de l'Ontario et les habitants du Nord ontarien. Les subventions couvrent les frais de garderie, de déplacement et de séjour.
- Un fonds pour projets spéciaux, qui soutient les méthodes innovatrices employées par les organisations communautaires pour assurer la formation et la mettre à la portée des gens qui ont été jusqu'ici sous-représentés dans ce domaine.
- Le Programme de recyclage de la main-d'oeuvre spécialisée, destiné, comme son nom l'indique, aux travailleurs spécialisés et dispensé par les collèges, vise à permettre aux travailleurs de faire face aux mutations technologiques, à la spécialisation croissante et aux changements sur le marché du travail. Les cours sont conçus sous forme modulaire afin que le programme réponde au maximum aux besoins des travailleurs et du marché du travail.
- La Société ontarienne de formation est une société d'État dont le conseil d'administration est composé des représentants de l'État, des syndicats, du monde des affaires et du monde de l'enseignement. Elle a quatre composantes: (1) le Fonds de développement de matériel de formation, qui fournit des subventions de lancement ou des subventions de développement aux entreprises dans un secteur donné (par exemple les détaillants de vêtements) afin de stimuler le développement sectoriel des programmes et du matériel de formation destinés à la vente ultérieure (le fonds recouvre l'argent grâce à la

vente du matériel produit); (2) le Fonds de technologie de formation, destiné à stimuler la coentreprise des collèges et du secteur privé, l'accent étant mis sur l'amélioration de la technologie d'enseignement et d'acquisition des connaissances professionnelles; (3) la Banque de matériel de formation, compilation électroniquement accessible de listes exhaustives de perspectives de formation, ainsi que du matériel et des ressources utilisables; (4) les Cours de formation des instructeurs qui sont offerts moyennant des frais modérateurs.

Outre la Stratégie de formation professionnelle, le MFP administre d'autres programmes destinés à des groupes spécifiques, notamment:

- Le programme Transition, dans lequel un maximum de 5,000\$ de crédits de formation est mis à la disposition de travailleurs mis à pied de façon permanente et qui ont au moins 45 ans, pour défrayer la formation pratique en vue d'un nouvel emploi.
- Le programme L'Avenir, qui utilise l'apprentissage en cours de travail, la formation professionnelle et le rattrapage scolaire pour aider les jeunes défavorisés de 15 à 25 ans (de 15 à 29 ans s'ils sont affligés d'un handicap) à trouver et à garder un emploi permanent.

Subventions de fonctionnement

Pour soutenir l'exécution des divers programmes, le gouvernement provincial accorde des subventions de fonctionnement aux collèges et universités, par l'intermédiaire du ministère des Collèges et Universités. Les établissements bénéficiaires planifient l'usage des ces fonds et les administrent dans un cadre législatif et politique défini par le ministère.

Diffusion électronique

La province subventionne trois principaux systèmes de diffusion électronique qui dispensent la formation professionnelle: TVOntario, Contact North et Open College, lesquels ne sont cependant pas spécifiquement destinés aux personnes de formation étrangère qui ont besoin d'un recyclage.

- TVOntario est, aux yeux de la plupart des Ontariens, un système de télévision éducative qui sert à la fois la population scolaire du

primaire et du secondaire, et des adultes. En général, bien que la station présente certains cours complets d'enseignement et de formation (telles les notions de base d'informatique), elle fonctionne principalement à titre de complément des programmes d'enseignement formel existants.

- Contact North, réseau d'enseignement téléphonique de collèges, d'universités et d'écoles primaires/secondaires, qui donne des cours avec ou sans unités aux habitants des régions isolées du Nord ontarien, est en train de réévaluer son propre rôle. Le mandat établi pour son fonctionnement comme pour la réévaluation en cours ne fait état ni des immigrants en général, ni des personnes de formation étrangère en particulier.
- Le troisième système de diffusion électronique est Open College, diffusé sur les ondes de CJRT-FM à Toronto, qui est en partie financée par une subvention provinciale. Open College donne par la voie des ondes des cours universitaires à unités à un auditoire se trouvant dans un rayon de 160 km de Toronto; si l'on compte aussi la distribution par câble, ce programme est accessible à quelque 90 p. 100 de la population ontarienne. La province étudie en ce moment la faisabilité d'un réseau provincial d'éducation radiophonique; les besoins des personnes de formation étrangère ne sont pas cependant prévus dans le mandat de cette étude.

Conseils scolaires

Bien que les conseils scolaires ne jouent un rôle principal ni dans le financement ni dans la prestation des services de recyclage spécifique, ils consentent d'importantes dépenses pour le rattrapage scolaire, l'éducation civique et la formation linguistique.

La moitié de leur budget est constitué de crédits accordés par le gouvernement provincial, le reste provenant de l'impôt municipal¹². Bien qu'ils fonctionnent conformément aux paramètres législatifs et politiques établis par la province, les conseils scolaires jouissent de pouvoirs discrétionnaires considérables pour ce qui est de la variété et de l'importance des programmes offerts.

Réintégration des adultes, reprise des études par les décrocheurs et cours du soir à unités comptant pour le diplôme de fin d'études secondaires sont financés au moyen des subventions provinciales et de

l'impôt municipal. Une gamme variée de cours de notions de langue et de mathématique, d'éducation civique pour les immigrants, et d'anglais langue seconde sont offerts par un système de mise en oeuvre qui atteint pratiquement toutes les collectivités en Ontario.

Collèges d'arts appliqués et de technologie

Pris dans leur ensemble, les 22 collèges d'arts appliqués et de technologie de l'Ontario assurent la formation en salle de classe pour 55 programmes d'apprentissage, 462 spécialités sanctionnées par un diplôme et 304 spécialités sanctionnées par un certificat¹³. En 1987, 111,000 étudiants à plein temps et 715,000 étudiants à temps partiel étaient inscrits dans plus de 100 campus à travers l'Ontario.

Toutes choses étant égales par ailleurs, les étudiants sont admis aux programmes selon l'ordre de priorité suivant: résidents permanents de l'Ontario, résidents permanents d'une autre province ou d'un territoire, résidents d'un autre pays du Commonwealth, autres.

Bien que ces collèges réalisent certaines recettes grâce aux frais de scolarité et aux travaux contractuels, ils ne jouissent pas d'une grande latitude dans la conception et la mise en application des programmes, vu la prépondérance relative des subventions et du revenu de remboursement. Il ressort de nos entretiens avec le personnel dirigeant de ces collèges qu'en définissant leurs programmes, ceux-ci devaient tenir compte des vœux de leurs bailleurs de fonds¹⁴.

À travers les programmes parrainés par la Planification de l'emploi par l'intermédiaire des comités locaux de formation professionnelle, ainsi qu'à travers les programmes parrainés par le ministère de la Formation professionnelle par l'intermédiaire principalement des bureaux de consultation en formation professionnelle, les collèges offrent un certain nombre de cours sanctionnés par un certificat et qui assurent la formation dont ont besoin les nouveaux immigrants, bien qu'ils ne leur soient pas expressément destinés.

Dans le domaine du rattrapage, tous les collèges offrent des cours de formation de base ainsi que des cours d'anglais langue seconde. Plusieurs d'entre eux dispensent l'enseignement avancé de l'anglais langue seconde. Trois collèges offrent aux apprentis des cours d'anglais adaptés à leurs spécialités; des cours de préparation au certificat d'aptitude professionnelle sont offerts par quatre collèges.

Presque tous les collèges donnent des cours de préparation de base à l'emploi, de planification de carrière, d'introduction aux occupations nouvelles, de préparation professionnelle de base des hommes et des femmes aux métiers et aux technologies. Ces programmes, aux côtés des programmes de rattrapage scolaire, peuvent être d'une grande valeur pour les nouveaux immigrants qui entendent s'intégrer dans la population active.

Certains cours de recyclage spécialisés dont ont besoin les personnes de formation étrangère sont donnés par les collèges, bien que l'inscription soit normalement limitée aux places disponibles dans les classes existantes. Cette question sera examinée en détail plus loin, dans la section réservée aux professions.

Universités et le Ryerson Polytechnical Institute

Les universités jouent certes un rôle relativement peu important dans l'enseignement et la formation axés sur les métiers et la technologie, mais elles enseignent certaines matières intéressant les professions. En général, l'accès aux cours à temps partiel est assuré par les services d'éducation permanente de l'université concernée.

En moyenne, le budget des services d'éducation permanente est financé à 50 p. 100 par les crédits provenant du budget central de l'université et à 44 p. 100 par les frais de scolarité¹⁵. Le solde provient des subventions de l'État fédéral, de la province, des entreprises privées et des fondations.

La division d'éducation permanente de Ryerson décerne 54 différents certificats, qui couronnent normalement une année d'études de niveau universitaire à temps partiel, les cours étant conçus pour répondre aux besoins spécifiques des occupations visées. On peut également se préparer à certaines professions à temps partiel à Ryerson, avec le concours de l'Association des comptables généraux agréés, l'Institut des assurances du Canada, l'Association des agents immobiliers de l'Ontario, l'Association des techniciens en architecture, l'Ordre des ingénieurs, l'Institut des banquiers canadiens, et d'autres encore.

Dans le cas de Ryerson, l'admission aux programmes menant aux certificats est tout à fait distincte de l'admission aux études sanctionnées par un diplôme. La condition d'admission est souvent le niveau de la 12^e

année ou équivalent et/ou l'expérience dans le domaine concerné. Certains certificats de Ryerson sont cumulatifs en vue de l'obtention d'un diplôme.

Bien que 9 p. 100 des services d'éducation permanente des universités canadiennes requièrent une certaine expérience professionnelle à titre de critère d'admission¹⁶, il ne semble pas qu'ils aient conçu des programmes visant expressément les personnes de formation étrangère. Ils ne semblent pas non plus engagés à offrir des programmes de recyclage de niveau élevé ni à exempter des conditions formelles d'admission ceux qui cherchent à suivre des cours de recyclage spécifique. Une personne de formation étrangère qui n'est que partiellement qualifiée pour subir un examen de qualification ou d'autorisation professionnelle peut cependant s'inscrire dans certains cas à différents cours à unités à titre d'étudiants spéciaux. Dans ces cas, ils peuvent être exemptés des conditions normales d'admission; l'accès est seulement subordonné à la disponibilité des places dans les cours réguliers. Par exemple, les cours d'ergothérapie sont disponibles de cette façon à l'Université de Toronto.

Le ministère des Affaires civiques de l'Ontario subventionne en ce moment une initiative, unique en son genre, d'élaboration d'un programme de niveau universitaire. Entrepris par la division d'éducation permanente de Ryerson, avec mise en oeuvre prévue pour 1990, le programme intitulé Access Action Transitional Education Program in Human Services vise:

- 1) à assurer l'orientation de base des futurs étudiants appartenant aux minorités ethnoculturelles au sujet du système des services éducatifs et sociaux au Canada;
- 2) à faciliter l'acquisition, par ces étudiants, des compétences nécessaires pour les études et la vie dans une école de services éducatifs et sociaux;
- 3) à aplanir les obstacles culturels ressentis par les membres de minorités ethnoculturelles qui veulent exercer dans le domaine des services éducatifs et sociaux; et
- 4) à adapter le contenu des cours et les méthodes d'études dans les programmes de formation professionnelle, à la lumière de l'expérience tirée de cette initiative¹⁷.

Autres établissements de formation

Les établissements communautaires de formation s'estiment généralement, dans les limites de leur mandat, adaptés aux besoins en formation des nouveaux immigrants qu'on pourrait considérer comme défavorisés pour ce qui est de l'emploi.

L'une des nombreuses organisations de ce genre, qui sont entrées en rapport avec le Groupe d'étude, est le Centre for Advancement in Work and Living (CAWL), lequel, installé à Etobicoke dans la région torontoise, offre des services en matière d'emploi aux jeunes défavorisés et aux handicapés.

Le CAWL reçoit des subventions de l'État fédéral, de la province, de la municipalité et de Centraide, ainsi que des contributions d'entreprises privées, de fondations et de particuliers. Aucune de ces sources de financement n'est destinée aux frais généraux ou à l'administration, et c'est d'ailleurs ce qu'a spécifié le MFP pour ses crédits.

Le CAWL créé en 1980, dessert la région torontoise en offrant:

- formation en cours de travail dans des métiers en demande: pupitreurs, employés de commerce, soudeurs, réparateurs de carrosserie d'automobile;
- consultation professionnelle et psychologique;
- rattrapage scolaire;
- formation en gestion de la vie quotidienne;
- services de réadaptation;
- préparation professionnelle et recherche du travail;
- services de placement;
- services de recherche de logement;
- programme d'apprentissage de la vie indépendante (financé par les services sociaux de la Communauté urbaine de Toronto), qui assure, pendant cinq semaines, l'enseignement de l'anglais langue seconde, l'orientation relative au milieu de travail comme aux services de soutien pour la recherche du travail, et l'adaptation à la vie.

Les programmes du CAWL sont conçus à l'intention de ceux qui ne savent pas comment trouver du travail ou acquérir la formation nécessaire. Il y a une liste d'attente.

Employeurs

Les employeurs contribuent à l'éducation et à la formation sous forme de préparation à l'emploi, de développement de carrière et de planification graduelle. Leur participation est essentielle pour les programmes de stage, les programmes visant les gens qui ont déjà un emploi, et les programmes de formation en cours de travail. Comme noté plus haut, la formation parrainée par les employeurs n'est utile qu'aux gens qui ont déjà un emploi.

Syndicats

Les syndicats et les patrons d'entreprises syndiquées se servent de leurs comités locaux d'apprentissage pour donner des conseils et suivre de près l'apprentissage dans les métiers¹⁸. Les syndicats veillent à ce que les apprentis obtiennent une formation en classe et en surveillent la qualité; dans certains cas, leurs propres inspecteurs vont visiter les collèges. Les syndicats offrent aussi d'autres programmes de formation; par exemple, les opérateurs d'appareil de levage ont leur propre école à Toronto.

La Fédération ontarienne du travail et ses syndicats affiliés offrent un programme gratuit d'éducation de base en vue de la formation professionnelle à tous leurs membres, employés ou non, qui désirent améliorer leurs connaissances en langue, en mathématiques et en communications.

ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

Il ressort de notre enquête sur les professions qu'elles appliquent diverses méthodes pour ce qui est du recyclage des candidats qui ne sont pas jugés pleinement qualifiés. Il y a inévitablement un certain chevauchement des méthodes employées, mais il est quand même possible de les catégoriser dans une certaine mesure.

En premier lieu, certaines professions informent les candidats jugés comme ne justifiant pas d'une formation équivalente, qu'ils doivent obtenir le diplôme requis. Les besoins en recyclage ne sont ni déterminés ni énoncés. Lorsqu'il demande à s'inscrire à l'établissement d'enseignement approprié, le candidat peut se voir attribuer certaines unités pour le travail

antérieur ou peut demander l'inscription à un niveau supérieur, mais il doit présenter en fin de compte à l'organe corporatif le grade ou le diplôme acceptable s'il veut y être admis. Les professions qui tombent dans cette catégorie sont l'agrologie, la denturologie, l'ergothérapie, l'optométrie, l'ostéopractie, la pharmacie, la physiothérapie, la podologie, la psychologie, la technique dentaire et le service social.

La deuxième catégorie de professions se contente, en matière d'évaluation des titres de compétence, d'en vérifier la validité, ce qui permet aux candidats qui ne justifient pas tout à fait d'une formation équivalente de se présenter à l'examen d'autorisation professionnelle. Ces professions offrent cependant très peu de possibilités de recyclage, ce qui limite les perspectives de réussite de ces candidats. Par exemple, l'Ordre royal des chirurgiens dentistes de l'Ontario ne dispose d'aucun moyen interne d'évaluation de l'équivalence de diplôme ou d'expérience professionnelle, mais s'en remet au processus d'agrément de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour permettre à tout diplômé d'un établissement figurant sur la liste de l'OMS de subir l'examen d'autorisation professionnelle. En vue de se préparer pour cet examen, cependant, le candidat n'a que très peu de possibilités d'études dentaires à moins de s'inscrire pour un programme entier à l'université et, peut-être, de se voir accorder des unités pour une année d'études antérieures, si les places disponibles et ses qualifications le permettent. Il en est de même en médecine vétérinaire, bien qu'à notre connaissance, on y fasse des efforts pour instaurer le recyclage individualisé.

Dans la troisième catégorie, les besoins spécifiques en recyclage sont déterminés, et la formation se fait selon trois principales méthodes. Elle peut être assurée au moyen d'un examen ou d'un programme de formation, habituellement interne, quoique offert parfois avec le concours d'un établissement d'enseignement public (par exemple, les ingénieurs qui requièrent un recyclage, passeront des examens spécifiques. Il s'agit d'examens internes, mais les candidats peuvent s'y préparer de différentes manières, y compris des cours par correspondance de l'Université de Toronto, des cours du soir de plusieurs universités, ou des études autodidactiques au moyen des annales d'anciens examens et des listes de manuels fournis par l'Ordre des ingénieurs. On peut dire que les architectes, les arpenteurs-géomètres, les comptables et les forestiers tombent aussi dans cette catégorie). La formation peut être assurée par des établissements d'enseignement privés qui offrent des cours spécifiés (comme en chiropractie, massothérapie et naturopRACTIE). Elle l'est encore par des collèges et universités publics. Les professions qui ont

exclusivement recours à ces établissements sont la diététique, le droit, l'enseignement (primaire et secondaire), l'hygiène dentaire, la lunetterie, la médecine, les pompes funèbres, la radiologie et les soins infirmiers.

Ce que ce sondage révèle, c'est que dans certains cas, la profession concernée ne procède à aucun relevé des besoins spécifiques de recyclage et que par suite, le recyclage peut dépasser de beaucoup les besoins du candidat. Dans ces professions, et aussi dans celles où l'on identifie les besoins spécifiques de recyclage, on dépend, dans la majorité des cas, presque entièrement de l'établissement d'enseignement pour intégrer le candidat dans les structures déterminées des programmes existants. Cette dépendance peut, dans certaines disciplines, limiter considérablement les possibilités de recyclage.

Facilité d'accès

Plusieurs facteurs déterminent la facilité avec laquelle une personne de formation étrangère accède au recyclage dans une profession donnée. En premier lieu, cette profession a-t-elle les moyens de reconnaître l'équivalence de la formation étrangère et de déterminer avec précision les besoins de recyclage? Faute de toute orientation, le recyclage intégral peut être le seul choix. Le résultat peut en être la duplication de la formation antérieure, et une perte de temps et d'argent pour le candidat. Ce qui est le plus grave, c'est que celui-ci ne soit pas en mesure de travailler à remplir les conditions, que ce soit à cause du manque de places de recyclage disponibles ou à cause des réalités économiques qui ne lui permettent pas de se priver d'un revenu afin de suivre un programme de recyclage (cette question est examinée en détail au chapitre 5, "Évaluation de l'acquis antérieur").

Le deuxième facteur à considérer, c'est de savoir si les programmes de formation conduisant au certificat d'aptitude professionnelle ou à l'autorisation d'exercer sont suffisamment souples pour admettre des stagiaires à un niveau avancé. Faute d'un moyen d'octroyer un statut avancé aux personnes qui justifient d'un acquis pertinent, tous ceux qui veulent exercer en Ontario se trouveront devant ce choix implacable, ou bien ils justifient de la pleine équivalence avec les conditions en vigueur dans la province, ce qui les rend admissibles aux examens de qualification ou d'autorisation professionnelle, ou bien ils sont tenus de s'inscrire à un programme de formation professionnelle au niveau élémentaire, peu importe s'ils sont tout près de la pleine équivalence ontarienne. Plusieurs

programmes et établissements font du classement avancé une option, mais les places sont très limitées et dans plusieurs disciplines, l'accès dépend d'une place vacante abandonnée par un candidat recalé ou un lâcheur.

Le troisième facteur est l'accessibilité des possibilités de recyclage. À supposer qu'un adulte, qui est le principal soutien de sa famille, ne puisse trouver des cours de recyclage que s'il s'inscrit à titre d'étudiant à plein temps dans un campus universitaire lointain, on ne saurait dire dans ce cas que la formation est facilement accessible. L'emploi du temps peut constituer un obstacle, parce qu'une personne qui travaille aura probablement du mal à suivre des cours donnés pendant ses heures de travail.

Chez les comptables généraux agréés, les comptables de gestion agréés et les comptables agréés, on reconnaît l'équivalence de cours collégiaux et universitaires déterminés, qui peuvent être dispensés sous forme d'éducation permanente ou de classes régulières de jour. Ces professions offrent aussi des cours directement. Le recyclage en architecture peut se faire sous forme d'études universitaires s'il y a des places disponibles, ou d'études à temps partiel par correspondance et d'internat assuré par l'Ordre des architectes.

Dans certaines autres professions, comme la dentisterie et l'optométrie, les cours requis ne sont dispensés que dans les universités et sous réserve des places disponibles. Il s'ensuit que les classes requises peuvent être inaccessibles.

Bien que plusieurs professions prévoient le recyclage de candidats partiellement qualifiés, et que certaines d'entre elles offrent un programme complet et accessible, l'ensemble est caractérisé par des programmes limités et par le manque d'uniformité d'une profession à l'autre. Le Groupe d'étude reconnaît sans hésitation qu'une certaine différence est inévitable et nécessaire, vu la nature des différentes professions. Nous prenons également note des restrictions budgétaires et de la limitation des moyens disponibles. Néanmoins, nous avons été à même de formuler certaines recommandations qui devraient améliorer la qualité et l'accessibilité d'ensemble du recyclage des candidats au certificat d'aptitude ou à l'autorisation d'exercer, lesquels candidats ont une formation étrangère et sont partiellement qualifiés.

Deux autres questions intéressant les impératifs de formation professionnelle doivent être réglées à ce stade de l'étude. La première est

l'accessibilité des moyens qui permettent aux candidats de satisfaire aux conditions d'expérience spécifiques requises en Ontario à titre de condition préalable de l'autorisation d'exercer. Plusieurs organes corporatifs requièrent expressément des candidats qu'ils satisfassent à une condition formelle d'"expérience professionnelle", de "formation en cours de travail" ou d'"internat", dont une partie au moins doit être accomplie en Ontario dans la plupart des cas. Nous avons conclu au chapitre 5 de ce rapport ("Évaluation de l'acquis antérieur") qu'il incombe à l'organe corporatif de s'assurer que la condition est raisonnable et que l'expérience applicable acquise à l'étranger est prise en considération. En outre, surtout dans le contexte du recyclage, il est essentiel que l'organe corporatif imposant la condition s'assure qu'il existe des moyens qui permettent au candidat d'y satisfaire. Notre principale préoccupation s'attache aux cas comme celui de la technologie médicale: les techniciens de formation étrangère n'obtiennent pas leur certificat avant de justifier de l'expérience canadienne, or cette expérience est presque impossible à trouver parce que les hôpitaux n'engagent que les gens pourvus d'un certificat d'aptitude professionnelle¹⁹. Une pénurie marquée des postes peut avoir le même effet. Dans le cas où la condition d'expérience ne peut être satisfaite par suite du manque de postes disponibles, on ne devrait pas imposer cette condition (nous acceptons l'exception de la profession médicale, dans laquelle le gouvernement impose sciemment et directement le plafonnement des places d'internat subventionnées et n'autorise pas les places non subventionnées. Dans l'analyse de la profession médicale, nous prenons note de cet état de choses en soulignant que si ce plafond est maintenu, il doit s'appliquer à tous les candidats sans exception (Voir le chapitre 10, "Problèmes face à la profession médicale", de ce rapport).

La seconde question est celle de l'utilisation de la distribution des places de recyclage comme moyen de recruter des membres des groupes ethnoculturels qui serviront leurs communautés respectives. Nous avons reçu des instances concernant ce besoin, en particulier dans des disciplines comme la médecine, le travail social et la psychologie, qu'ont les groupes ethnoculturels de recevoir des soins prodigués par des praticiens issus des mêmes milieux. Voici ce que dit à ce sujet un mémoire soumis au Groupe d'étude:

La nécessité se fait sentir des soins médicaux prodigués dans un environnement compatible, sur le plan culturel et linguistique, avec un grand nombre de communautés ethnoculturelles. Ce besoin est non seulement manifeste chez les nouveaux immigrants, mais devient aussi une question de plus en plus

importante pour les groupes d'âge plus avancé qui ont immigré au Canada il y a des dizaines d'années. À mesure que les gens vieillissent, ils ont tendance à revenir à leur langue maternelle ou à celle qu'ils connaissent le mieux, en même temps, dans certains cas, qu'ils perdent de leur anglais. La reconnaissance des besoins culturels joue aux yeux des gens âgés un rôle bien plus important dans le maintien de leur bien-être et dans le traitement de leurs maladies.

Sans qu'il soit nécessaire de modifier les normes ou de s'adonner à la pratique, que suggèrent d'aucuns, de délivrer des autorisations restreintes, les organes corporatifs pourraient remédier à cette situation en réservant des places de formation aux représentants de groupes où il y a un besoin identifié. Nous avons suggéré spécifiquement que pareille réservation soit envisagée dans la profession médicale, mais le concept devrait être adopté par toutes les professions et par le gouvernement lui-même, qui, dans certains cas, aurait intérêt à assurer l'orientation et jouer un rôle de leadership dans ce domaine.

AUTRES MODÈLES DE RECYCLAGE

D'autres provinces et d'autres pays se sont attaqués au problème de l'accès des personnes de formation étrangère au recyclage, et trois exemples sont résumés ci-dessous pour donner une idée de l'éventail des méthodes en usage à l'heure actuelle.

Le programme Recognition au Manitoba

Recognition: Manitoba Work Experience for Professional and Technically Trained Newcomers (Reconnaissance: Programme manitobain d'acquisition de l'expérience au travail pour les nouveaux immigrants ayant une expérience professionnelle ou une formation technique) est un programme financé par l'État fédéral, administré par la province, et conçu pour donner aux professionnels et techniciens de formation étrangère un meilleur accès à l'expérience canadienne²⁰. Ce programme accorde des subventions aux employeurs pour la création de nouveaux postes à cette fin — jusqu'à 70 p. 100 des salaires bruts payés pendant les quatre premières semaines, 50 p. 100 pour les 22 semaines qui suivent, et 30 p. 100 pour les 26 semaines restantes, pour un total d'une année.

Dans le cadre de ce programme, l'employeur s'engage à créer un emploi d'au moins 35 heures par semaine dans un ou plusieurs domaines visés: génie et travaux scientifiques, conception et esthétique industrielle; adaptation technologique, commerce extérieur, gestion des opérations de production, gestion des ressources humaines, finances.

Le candidat doit être un immigrant reçu ou Canadien récemment naturalisé, sans emploi ou sous-employé, qui a terminé ses études postsecondaires à l'étranger et dont les titres de compétence ne sont pas formellement reconnus au Manitoba.

Préparation au marché du travail en Suède

En Suède, la préparation au marché du travail, adaptée aux besoins de l'individu, constitue l'une des méthodes les plus importantes d'influencer et de modeler l'offre de main-d'oeuvre. Ce programme vise principalement à aider les chômeurs, y compris ceux qui sont difficiles à placer pour manque de compétences professionnelles. Les immigrants constituent l'un des groupes visés. Les besoins en recyclage sont définis au moyen d'un programme d'évaluation des compétences professionnelles, et les immigrants ont accès aux cours de langue axés sur la profession ou le métier concerné.

La préparation au marché du travail se fait surtout sous forme de cours spécialement formulés et axés sur la formation professionnelle, mais il y a aussi des cours préparatoires, y compris des cours au niveau de l'enseignement secondaire du second cycle. L'admission est gratuite, et les stagiaires ayant 20 ans au moins sont admissibles à une allocation de formation variant entre 50 et 80 p. 100 du salaire industriel journalier. Les adolescents qui n'ont pas de famille à charge reçoivent environ 25 p. 100 de ce salaire journalier moyen.

Pour que la préparation au marché du travail soit adaptée aux besoins de l'individu, les cours sont généralement divisés en modules spécifiques. Pour chaque stagiaire, on procède à une évaluation du nombre de modules nécessaires pour lui permettre de satisfaire aux normes prédéterminées de qualification pour une occupation donnée.

Il ressort des études annuelles de contrôle que la plupart des gens qui y participent vont jusqu'au bout du programme. Environ 60 p. 100 de tous les étudiants des cours de formation professionnelle spécialement arrangés

trouvent un emploi sur le marché libre du travail dans les six mois de la fin de leurs études.

Éducation scolaire et formation professionnelle en Grande-Bretagne

En 1981, la Manpower Services Commission (Commission des services de main-d'oeuvre) qui est chargée des services publics de recrutement et de formation en Angleterre, en Écosse et au Pays de Galles, rendit publique sa Nouvelle initiative de formation qui visait trois objectifs: relèvement des normes de formation professionnelle, amélioration de la formation pour les jeunes, accroissement des moyens de formation des adultes.

Le Standards Program (programme des normes), qui était le point de départ de l'initiative, fut mis en oeuvre pour formuler, en 1991 au plus tard, des normes efficaces de rendement au travail pour toutes les occupations. Dans la plupart des secteurs d'activité, le travail d'élaboration est pris en charge par les entreprises industrielles et commerciales elles-mêmes, avec le soutien de la commission.

Les nouvelles normes sont axées sur la compétence selon des critères établis, et font l'objet d'une formulation uniforme propre à faciliter l'accumulation et le transfert des unités. Cette méthode vise à améliorer la transférabilité des compétences d'une occupation à l'autre.

Le Programme des normes est suivi du New Job Training Scheme (Plan de formation aux nouveaux emplois) qui vise les chômeurs adultes. Ceux-ci, y compris les immigrants, suivent, pendant une durée pouvant aller jusqu'à six mois, des cours de formation fondés sur le programme des normes, donc propres à garantir la conformité avec les exigences d'emploi. Ce plan est conçu en vue de la transférabilité de la formation; un participant qui abandonne la formation pour prendre un travail peut obtenir un certificat portant unités pour la fraction du programme qu'il a terminée avec succès. Un programme semblable instauré en Grande-Bretagne, le Credit Accumulation and Transfer Scheme (Plan d'accumulation et de transfert des unités) est analysé au chapitre 5 de ce rapport ("Évaluation de l'acquis antérieur").

RECYCLAGE: OBSTACLES

Les obstacles qui s'érigent dans le domaine de la formation des adultes se divisent en trois catégories: obstacles psychotechniques, obstacles circonstanciels et obstacles institutionnels²¹.

Les obstacles institutionnels tiennent aux politiques et usages des autorités pédagogiques, qui peuvent décourager et interdire la participation: conditions d'admission, frais de scolarité, conditions préalables, condition de fréquentation à plein temps.

Les obstacles psychotechniques tiennent à l'état d'esprit de l'élève adulte, qui peut compromettre sa volonté d'apprendre. L'intéressé pourrait se sentir trop âgé, ou trop faible en anglais, ou même trop obtus pour apprendre.

Les obstacles circonstanciels se rapportent aux problèmes comme la garde d'enfants, la connaissance insuffisante de la langue, le conflit d'horaires, le coût, la distance, ou aux handicaps physiques comme les troubles de l'ouïe ou de la vue.

Obstacles institutionnels

Bien qu'une variété de programmes de recyclage existe en Ontario, il n'y a aucune source unique et bien connue d'information sur la nature de ces programmes, sur les conditions d'admission, ou sur les moyens de soutien susceptibles d'aider une personne de formation étrangère à terminer sa formation.

Certains se sont plaints que les programmes disponibles ne fassent pas l'objet d'une publicité suffisante au sein des communautés culturelles. Des gens ont appris leur existence par leurs amis et connaissances, mais on estime qu'une promotion systématique de ces programmes est nécessaire afin que les personnes de formation étrangère soient mises au courant des possibilités de recyclage²².

Conditions préalables

Les conditions préalables constituent des obstacles à plusieurs niveaux. Il y a en premier lieu l'exemple de certains cours de collège ou d'université

dont la fréquentation est subordonnée à des conditions préalables. Dans certains cas celles-ci sont justifiées parce qu'un certain acquis est essentiel; dans d'autres, elles n'ont peut-être pour but que de produire des recettes en obligeant les étudiants à s'inscrire à des cours de propédeutique.

Certains programmes de formation requièrent à titre de condition préalable, une expérience spéciale, dont l'expérience au travail au Canada voire en Ontario. Pour certaines personnes ayant une formation étrangère, cette condition débouche sur un cercle vicieux. Par exemple, une personne de formation étrangère peut être tenue de justifier d'une expérience canadienne pour obtenir son certificat d'aptitude professionnelle et doit de ce fait, trouver un programme de formation; cependant l'employeur peut exiger de cette personne qu'elle produise son certificat d'aptitude professionnelle avant de lui permettre de travailler et d'acquérir ainsi de l'expérience. En guise de solution, la Workers' Educational Association of Canada a proposé la création d'un système d'"autorisation provisoire" obligatoire qui permettrait aux personnes de formation étrangère d'acquérir l'expérience au travail au Canada de façon sûre et systématique²³.

Certains programmes de recyclage ne sont offerts qu'aux membres ou employés. Les programmes dispensés par les syndicats et les associations professionnelles ne sont généralement ouverts qu'aux membres, et la qualité de membre est subordonnée à son tour à l'emploi.

Le quatrième type de condition préalable est la qualité de chômeur. Un certain nombre de programmes financés par l'État fédéral ou la province ne sont ouverts qu'aux personnes sans emploi ou mises à pied pendant une longue période. Le programme Développement de l'emploi du gouvernement fédéral et le programme Transition de la province sont destinés tous deux aux chômeurs.

Le cinquième type de condition préalable est la connaissance de la langue. Dans certains cas, par exemple en apprentissage, la connaissance du niveau de la 8^e année semble arbitraire. Les programmes des collèges et des universités n'ont souvent aucun moyen interne de formation linguistique à l'intention des étudiants qui satisfont à toutes les autres conditions sauf l'exigence linguistique²⁴.

Obstacles financiers

Les universités doivent fixer les frais de scolarité pour les cours à temps partiel au prorata des frais annuels ou semestriels du programme à plein temps. Bien que ce calcul au prorata établisse un plafond pour le coût aux étudiants, il sert aussi à restreindre l'accès: si les cours à temps partiel ne peuvent être réalisés à un coût inférieur au plafond, ils ne sont pas offerts.

Les collèges et les conseils scolaires sont assujettis aux mêmes restrictions. Les collèges sont limités à un maximum réglementé de frais de scolarité pour les cours d'éducation permanente²⁵, et les conseils scolaires ne sont pas autorisés à imposer des frais pour les cours à unités, l'éducation permanente de base, ou les classes d'anglais ou de français langue seconde²⁶. Cependant, les frais de scolarité des autres programmes offerts par les établissements d'enseignement publics peuvent être librement fixés selon les lois de l'offre et de la demande, et les services d'éducation permanente arrivent parfois à réaliser un bénéfice sur les cours sans unités, dont ils se servent pour financer le surcroît de coût occasionné par les cours à unités à temps partiel.

Les changements de priorité dans les programmes de la Planification de l'emploi du Canada ont entraîné un déplacement des priorités de financement, en particulier au détriment de l'apprentissage, de la formation linguistique et des programmes spéciaux d'intégration comme Women into Trades and Technologies. Étant donné que la majorité des gens inscrits à ces cours bénéficient d'une subvention fédérale, ce changement de la part des autorités fédérales peut compromettre l'existence de ces programmes. Il y a d'autres obstacles financiers, dont le coût du matériel et des livres, les frais de déplacement et, dans certains cas, le manque à gagner durant la période de formation.

Moyens de mise en oeuvre

Les moyens de mise en oeuvre suscitent des préoccupations du même ordre. Peut-être parce qu'un grand nombre de ceux qui ont fait part de leurs vues au Groupe d'étude participent activement aux organisations communautaires, nous avons été saisis d'arguments catégoriques en faveur de structures stables de financement pour le recyclage, qui permettent de satisfaire les besoins de l'individu et de la collectivité dans les domaines de formation de base, d'adaptation à la vie, et de préparation professionnelle.

Responsabilité publique des établissements d'enseignement

À titre de dernière observation sur les obstacles institutionnels, le Groupe d'étude relève la nécessité qu'il y a de revoir l'égalité d'accès à l'éducation et l'égalité de traitement réservé à ceux qui suivent les programmes d'éducation. Dans sa communication au Groupe d'étude, le président du Collège Seneca d'arts appliqués et de technologie a insisté sur la nécessité de pareil examen en ces termes:

Si le ministère des Collèges et Universités continuait à accorder une subvention aux collèges pour entreprendre une étude sur l'équité en matière d'emploi, il y aurait vraiment lieu de financer un étude de même nature sur l'équité en matière d'éducation. Cette entreprise serait le chaînon manquant de toute la question de l'accès — aux professions, aux métiers, aux possibilités d'éducation, de formation et de recyclage — pour les groupes minoritaires de notre province²⁷.

Obstacles psychotechniques

Peut-être l'obstacle psychotechnique le plus difficile qui ressorte des entrevues et des mémoires tient-il à ce que le système soit fondé sur une base contradictoire, en ce sens qu'il incombe à la personne de formation étrangère de contester la décision de ceux qui accordent le certificat d'aptitude professionnelle ou l'autorisation d'exercer et de ceux qui administrent l'admission aux programmes de recyclage. Pour des gens dont la culture est enracinée dans une attitude différente envers les autorités, notre système devient pratiquement impénétrable. Les observations suivantes sont typiques de ce que le Groupe d'étude a entendu à maintes reprises à ce sujet:

Je travaillais au service de comptabilité d'une grosse entreprise à Lima, au Pérou ... J'ai contacté le bureau du Centre d'emploi du Canada et ai parlé avec une conseillère. Je voulais suivre un cours d'anglais afin de trouver un emploi dans ma profession, mais ma demande a été rejetée parce que d'après cette conseillère, je parlais suffisamment l'anglais pour trouver un emploi — mais elle voulait dire un emploi dans une usine et non dans ma profession. À l'époque, j'habitais la région de Weston!

Lawrence et je n'avais jamais eu connaissance ni entendu parler d'organisations communautaires dans la région qui eussent pu m'aider. Je ne suis jamais retournée au Centre d'emploi du Canada après cette rencontre décourageante ... on n'a pas voulu évaluer mon niveau d'instruction pour l'équivalence en Ontario²⁸.

Les obstacles psychotechniques au recyclage peuvent être surmontés par l'éducation, non seulement des personnes de formation étrangère qui se heurtent à ces obstacles, mais aussi des Canadiens établis qui sans le vouloir, ont fait de ces facteurs des obstacles. Dans l'ensemble, les établissements d'enseignement ne s'occupent pas de cette question. Un examen des programmes de collèges conduisant au diplôme ou au certificat et des programmes conduisant aux grades universitaires permet de constater plusieurs programmes destinés aux autochtones, mais très peu semblaient s'occuper de façon plus générale de multiculturalisme ou de relations ethniques²⁹.

Un programme qui s'attaque à cette question est le programme d'éducation permanente de Ryerson, lequel offre sept cours conduisant au certificat d'études multiculturelles canadiennes. "The Politics of Ethnicity and Human Rights in Canada" et "Managing a Culturally and Racially Diverse Workforce" sont deux des cours du programme. Des programmes de ce genre pourraient être mis en oeuvre à travers la province à l'intention de ceux qui travaillent dans l'administration publique, les organisations communautaires, les milieux commerciaux et industriels, et l'éducation.

Obstacles circonstanciels

Cette catégorie d'obstacles comprend des situations personnelles que les autorités qui financent et conçoivent les programmes doivent prendre en considération afin d'assurer un accès juste et raisonnable au recyclage.

Bien qu'à l'heure actuelle un certain nombre de personnes de formation étrangère aient facilement accès aux programmes de recyclage, un grand nombre se heurtent à l'un ou à plusieurs des obstacles suivants: (1) absence d'informations multilingues sur le recyclage, dont l'absence d'orientation sur les types de recyclage qu'il faut obtenir et sur les sources de formation; (2) absence d'évaluation du niveau d'instruction et de connaissance de la langue du demandeur; (3) insuffisance des ressources

financières, dont les subventions pour les services de garderie et les allocations de formation, chez ceux qui travaillent et ne peuvent se permettre de prendre un congé aux fins de recyclage. Au sujet de ce dernier obstacle, le gouvernement provincial a proposé aux premiers ministres du pays l'instauration d'une allocation à la formation canadienne avec les six principales caractéristiques suivantes:

- accès d'office des gens inscrits ou admissibles aux programmes de formation, fédéraux ou provinciaux;
- paiement sans délai de l'aide financière aux personnes qui suivent un cours ou stage de formation en dehors du travail;
- reconnaissance des besoins respectifs de ceux qui travaillent, des chômeurs de fraîche date et des chômeurs de longue date;
- respect du choix de l'individu pour le domaine de formation;
- facilité d'accès par la simplicité des formalités administratives;
- niveau d'aide égal ou supérieur à celui des prestations d'assurance-chômage.

RECOMMANDATIONS

Le Groupe d'étude est conscient de la nécessité qui s'accroît chaque jour, de recycler les gens affectés par l'obsolescence de leur emploi et de mettre à jour le savoir des praticiens pour leur permettre de conserver leur "avantage". Nous sommes également conscients du fait que le nombre des praticiens de formation étrangère augmentera probablement en Ontario au cours des années qui viennent, à mesure que nos sources traditionnelles s'amenuisent. Nos recommandations en matière de formation tiennent compte du fait que le gouvernement s'occupe à l'heure actuelle des besoins spécifiques en formation de certaines catégories de la population, dont les jeunes, les femmes et les minorités visibles. Nous constatons cependant que les personnes de formation étrangère constituent un groupe de plus en plus important, dont les besoins en formation ne sont pas satisfaits.

Il ressort des données que nous avons recueillies qu'il y a de grosses divergences dans la disponibilité des moyens de formation à la disposition des personnes de formation étrangère — divergences d'une occupation à l'autre et divergences d'un établissement d'enseignement à l'autre. Nous prenons note des efforts considérables et des fonds importants qui sont consacrés à ces programmes et nous nous inquiétons de ce qu'en dépit des

tendances démographiques de l'Ontario, les besoins des personnes de formation étrangère ne soient pas prévus dans la planification des autorités qui financent ces programmes.

Nous espérons que le gouvernement de l'Ontario donnera l'exemple aux prestataires d'éducation et de formation de la province en prévoyant expressément les besoins en formation des personnes antérieurement formées à l'étranger, à titre d'élément important de ses plans de financement et de mise en oeuvre. Ce n'est qu'à ce prix que nous pourrions attendre des établissements d'enseignement et des organes de qualification et d'autorisation professionnelle qu'ils prennent des mesures concrètes pour assurer l'admission efficace et juste des professionnels et gens de métier formés à l'étranger.

Nous ne préconisons pas la création d'un organisme chargé de la formation des personnes antérieurement formées à l'étranger. Nous tenons seulement à rappeler au gouvernement et aux prestataires d'éducation et de formation que la disponibilité de ce genre de formation ne comporte que des avantages sur le plan économique et social et que dans la plupart des cas, il est possible de l'assurer par la planification conjointe et par un certain rajustement de leurs politiques et de leurs systèmes de mise en oeuvre actuellement en vigueur.

- 9.1 *Nous recommandons que le ministère des Collèges et Universités et le ministère des Affaires civiles soient conjointement chargés d'encourager, d'engager et d'aider les collèges, universités et organes de qualification professionnelle à faire en sorte que les personnes de formation étrangère aient accès au recyclage, au perfectionnement et à la mise à jour professionnelle. Nous estimons qu'en assumant ce rôle de leadership, ces ministères devraient consulter le Conseil des universités de l'Ontario, le Conseil des régents des collèges d'arts appliqués et de technologie de l'Ontario, le ministère de la Formation professionnelle et les comités professionnels du Réseau d'évaluation de l'acquis antérieur dont nous proposons la création.*

Nous recommandons que le ministère des Collèges et Universités et le ministère des Affaires civiles s'occupent des questions suivantes:

- *accessibilité de la formation aux personnes de formation étrangère qui sont partiellement qualifiées pour le certificat d'aptitude professionnelle ou l'autorisation d'exercer dans une occupation;*
- *besoins en financement des collèges, universités et organes corporatifs en matière de formation;*
- *besoins d'aide financière des personnes formées à l'étranger qui veulent suivre un programme de formation;*
- *accessibilité de l'information sur les possibilités de formation.*

9.2 *Nous recommandons que les collèges et universités de l'Ontario collaborent à la conception et à l'exécution d'un examen détaillé de chaque établissement d'enseignement postsecondaire, afin de s'assurer qu'il applique des conditions justes et souples d'admission au recyclage de personnes antérieurement formées à l'étranger. Cet examen devrait comprendre une vérification des mesures appliquées par chaque établissement pour combattre les obstacles institutionnels, psychotechniques et circonstanciels à la formation, et chaque établissement devrait déposer auprès du ministère des Collèges et Universités un plan d'élimination des obstacles relevés.*

9.3 *Nous recommandons que le gouvernement de l'Ontario mette en place les structures de subvention à la formation pour les professionnels et gens de métier formés à l'étranger, et que ces structures soient conçues de façon:*

- *à encourager et à aider les organes corporatifs et les établissements d'enseignement à mettre au point des modules d'enseignement que les personnes antérieurement formées à l'étranger pourraient réunir pour satisfaire aux conditions de qualification ou d'autorisation professionnelle;*
- *à encourager et à aider les organes corporatifs à concevoir, si possible, d'autres moyens grâce auxquels les candidats puissent satisfaire aux conditions de recyclage, et ce afin d'alléger le fardeau des systèmes de prestation basés sur les universités et collèges, ainsi que des options dont l'usage de moyens de rechange, la formation par mentor, et la reconnaissance de moyens d'exécution de*

rechange comme la radio, la magnétoscopie, l'ordinateur et l'enseignement par correspondance;

- à accorder des subventions adaptées à la situation individuelle des bénéficiaires (à tout le moins un programme de prêts adaptés aux besoins de ceux qui se destinent à un programme de formation);*
- à aider les employeurs à assurer la formation, par l'extension de mécanismes de financement existants comme les programmes de recyclage des ouvriers et techniciens, financés par le ministère de la Formation professionnelle.*

9.4 Nous recommandons, afin de garantir la qualité, la pertinence et la continuité des programmes communautaires, l'institution d'un programme de subvention de fondation destiné à créer une base plus stable de planification et de fonctionnement des organismes communautaires qui offrent des programmes à l'intention des personnes de formation étrangère.

9.5 Nous recommandons que les organes corporatifs et le gouvernement provincial collaborent, avec le concours des organismes communautaires visés à la recommandation ci-dessus, à identifier les besoins spéciaux en services des communautés ethnoculturelles, en particulier dans les domaines de la médecine, du travail social et des conseils psychologiques, et que ces besoins identifiés soient pris en considération dans la distribution des ressources de recyclage aux candidats à la qualification ou à l'autorisation professionnelle.

9.6 Nous recommandons que la Société ontarienne de formation veille à ce que les bases et les services d'information qu'elle met en place soient conçus de façon à servir l'ensemble des professions et métiers en Ontario, et qu'elle s'attache à la solution des questions d'accessibilité et d'exactitude conformément aux recommandations 3.4, 3.5 et 3.6 qui figurent au chapitre 3, "Problèmes face aux métiers".

9.7 Nous recommandons que le gouvernement de l'Ontario continue à collaborer avec les autres provinces et le gouvernement fédéral à l'institution d'une allocation de formation canadienne.

- 9.8 *Nous recommandons que, par l'évaluation de l'équivalence de diplôme effectuée par le Réseau d'évaluation de l'acquis antérieur, dont nous proposons la création, toute personne antérieurement formée à l'étranger et partiellement qualifiée et qui a besoin de recyclage, reçoive toutes les informations spécifiques sur la nature et la durée de la formation requise pour satisfaire aux conditions de qualification ou d'autorisation professionnelle.*
- 9.9 *Nous recommandons qu'à l'égard des occupations où l'expérience canadienne ou ontarienne est une condition préalable de qualification ou d'autorisation professionnelle, les organes corporatifs, les collèges et les universités s'efforcent de concevoir des programmes de formation de façon à assurer l'acquisition de cette expérience. Le degré d'expérience requis doit être déterminé dans chaque cas d'espèce, compte tenu de l'intégralité de l'expérience antérieure pertinente du candidat.*

Problèmes face à la profession médicale

APERÇU GÉNÉRAL

Dans le cadre des efforts que nous avons consacrés à l'évaluation de la méthodologie utilisée pour agréer les candidats formés à l'étranger qui désirent exercer leur profession en Ontario, nous avons passé en revue bon nombre de professions et métiers. Les données rassemblées et les conclusions auxquelles l'étude a abouti sont présentées tout au long du présent rapport. Bien qu'il existe des écarts considérables dans l'organisation des diverses professions, les questions que nous avons abordées les touchaient presque toutes. Ces données communes ont été regroupées dans nos recommandations générales, qui s'appliquent à l'ensemble des professions plutôt qu'aux cas d'espèce. Pour faciliter le renvoi aux sources, nous avons regroupé, à l'annexe H jointe au présent rapport et intitulée "Sommaire des professions", les données relatives à chaque profession en particulier. Les monographies qui leur sont consacrées sont, à des fins de clarté, présentées à l'annexe I. Elles illustrent en détail les procédures d'admission utilisées par chaque groupe et commentent la nécessité - telle que nous la percevons - d'appliquer les recommandations générales à chacun des groupes.

Nous en sommes toutefois venus à la conclusion qu'il convenait d'inclure dans le corps de ce rapport une section dédiée à la profession médicale puisque celle-ci recourt à des mécanismes d'admission qui lui sont propres. Il devenait dès lors nécessaire d'énoncer certaines recommandations réservées à cette profession. En outre, la profession médicale est la plus complexe des professions revues et c'est celle qui, pour un certain nombre de motifs, a soulevé le plus d'émotion. D'abord, les soins médicaux touchent tous les individus d'une province et les questions de l'accessibilité aux soins et de leur qualité intéressent tout le monde. Ensuite, parmi les immigrants exerçant des professions libérales, la proportion de ceux qui tentent d'accéder à la profession médicale est élevée et les problèmes auxquels ces

personnes font face sont très concrets. Nous avons reçu plus d'observations de médecins que des membres de toutes les autres professions faisant l'objet de l'étude. (En fait, la question de l'accès à cette profession a une telle notoriété que le public a souvent eu l'impression que l'étude se limitait à la profession médicale.) Enfin, en vertu du Régime d'assurance-maladie de l'Ontario (RAMO), le gouvernement provincial doit se pencher sur les questions aussi importantes que complexes qui concernent le coût des services de santé, lequel, de toute évidence, augmente de plus en plus. De nombreux facteurs entrent en jeu dans l'étude de cette question et ces facteurs font actuellement l'objet d'un examen attentif par de nombreux autres groupes dans divers milieux. Le contrôle exercé sur l'effectif médical est cependant considéré par certaines personnes - y compris par une fraction importante des analystes de politiques du ministère de la Santé - comme un facteur essentiel du contrôle du coût des soins de santé. La question du contrôle du nombre influence de façon marquée les politiques régissant l'admission des médecins étrangers en Ontario.

En présentant, dans le détail, une revue séparée de la profession médicale, nous n'avons pas l'intention de faire ressortir, par rapport aux autres professions, les questions qui la concernent, et nous souhaitons vivement que nos commentaires particuliers n'estomperont pas nos recommandations générales, lesquelles, étant d'application plus large, pourraient avoir des répercussions plus marquées. Il est toutefois nécessaire de traiter à part ces questions particulières.

D'emblée, nous croyons utile d'attirer l'attention sur deux points. D'abord, il est essentiel, pour éviter tout malentendu, que ce chapitre soit lu dans le contexte de l'ensemble du rapport. Ensuite, il faut se rappeler que le Groupe d'étude n'a pas été institué pour entreprendre une analyse économique des services de santé en Ontario; il existe actuellement un certain nombre d'organismes qui sont spécialement mandatés à cette fin, d'autres qui ont décidé d'y procéder¹ et d'autres enfin qui ont déjà envisagé la chose dans le passé². Notre mandat est plutôt d'identifier les obstacles qui empêchent - ou pourraient empêcher - les diplômés des facultés de médecine étrangères d'exercer leur profession lorsqu'ils se trouvent dans cette province. Ces obstacles, sources de discrimination ouverte ou systémique contre ces personnes, ont été identifiés et examinés à la loupe. Nous ne considérons pas comme des obstacles les conditions particulières imposées aux diplômés des facultés étrangères dont on peut établir le bien-fondé pour la protection du public et qui, à des fins d'équité, sont soumises à un contrôle approprié. Toutefois, le Groupe d'étude a nettement rejeté la

position de certains intervenants qui considèrent le contrôle du nombre de médecins étrangers admis comme justifié de ce point de vue.

Nous reconnaissons que le mode de financement du régime des soins médicaux en Ontario amplifie les répercussions de la planification des ressources humaines sur cette profession par rapport à d'autres et notre propos reconnaît cette réalité. Mais les principes d'équité et d'impartialité que nous appliquons dans notre analyse des obstacles à l'exercice d'autres professions doivent s'appliquer également à la médecine.

Ressources humaines

Il est malaisé d'établir avec précision le nombre de médecins en exercice dans la province. Les chiffres cités par le ministère de la Santé varient de 17 000 à plus de 19 000. Le RAMO rapporte que 17 245 docteurs en médecine lui ont, en 1987, soumis des factures.

Réglementation

La médecine est l'une des professions régies par la *Loi sur les sciences de la santé*³. Aux fins de la procédure d'autorisation professionnelle, les dispositions de la *Loi* sont les suivantes. Une demande est déposée auprès du registrateur de l'Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario, qui les examine. Si le registrateur a l'intention de refuser la demande ou de l'assortir de conditions et restrictions, il doit en référer au Comité d'inscription qui examine le cas à son tour; si le Comité a l'intention de rejeter la demande ou de l'assujettir à des conditions ou restrictions, l'affaire est renvoyée au Conseil des sciences de la santé devant lequel l'auteur de la demande a le droit de comparaître. Une personne dont la demande a été rejetée a le droit d'interjeter appel de la décision du Conseil des sciences de la santé devant la Cour divisionnaire⁴.

PROCÉDURE D'ADMISSION

Pour les diplômés de l'Ontario⁵

1. Être en possession d'un diplôme d'une faculté de médecine agréée de l'Ontario

Il existe cinq facultés de médecine en Ontario : à l'université McMaster, à l'université Queen's, à l'Université d'Ottawa, à l'Université de Toronto et à l'université Western. Le nombre total d'étudiants inscrits en 1986 était d'environ 2 400 étudiants au premier cycle et de 3 400 étudiants au troisième cycle en comptant les internes et les résidents des programmes de spécialités. En 1987-1988, environ 3 900 candidats ont posé leur candidature à l'une des 600 places disponibles dans les facultés de médecine.

L'organisme qui coordonne les activités des facultés de médecine en Ontario est le Conseil des facultés de médecine de l'Ontario (CFMO) constitué des doyens de ces facultés dont le mandat est de "veiller aux intérêts des facultés de médecine de l'Ontario, en faisant des représentations auprès des divers organismes du gouvernement sur des questions qui touchent les universités concernées par la médecine et en négociant avec ces divers organismes". Le CFMO est l'organisme officiellement mandaté pour participer au Comité consultatif fédéral-provincial des ressources en santé, lequel a publié son rapport en 1984.

En Ontario, le programme officiel de médecine dure quatre ans. La dernière année consiste en un stage clinique de 48-semaines consacré, la plupart du temps, au traitement des patients d'un hôpital, sous la supervision d'un médecin résident. Même si l'année de stage clinique est commune à toutes les facultés de médecine, le programme peut varier d'une faculté à l'autre.

Pour se faire admettre à la Faculté de médecine de l'Université de Toronto, le candidat doit avoir terminé deux ans minimum d'un programme universitaire au niveau du baccalauréat incluant des préalables particuliers en chimie et dans les sciences. Les autres facultés ont des exigences semblables sur le plan des préalables scolaires. Les autres considérations, telles que l'expérience antérieure, les références et les résultats d'entrevues, varient d'une faculté à l'autre. Le taux d'échec, pour les candidats admis, est faible.

2. Réussir à l'examen d'aptitude du Conseil médical du Canada

Le Conseil médical du Canada (CMC) a été institué en 1912 pour établir et promouvoir une compétence médicale sanctionnée par la "Licence du Conseil médical du Canada" (LCMC)". Une des exigences pour l'obtention de ce titre est de réussir l'examen d'aptitude du CMC (EACMC), lequel:

a pour but d'évaluer votre connaissance et votre compréhension des questions médicales et votre aptitude à appliquer celles-ci à des cas cliniques. Les questions couvrent les domaines de la médecine, de l'obstétrique et de la gynécologie, de la pédiatrie, de la médecine sociale et préventive, de la psychiatrie et de la chirurgie. Elles peuvent inclure une évaluation de votre connaissance des sciences médicales de base.⁶

3. Fournir une preuve de moralité

Le candidat doit prouver qu'il n'a pas été déclaré coupable de manquement professionnel, d'incompétence ou d'incapacité d'exercer et qu'il n'y a contre lui, de ces chefs, aucune affaire en instance.

4. Terminer, à la satisfaction de l'Ordre, une période d'un an d'internat comprenant une alternance de stages en médecine et en chirurgie, dans une faculté de médecine agréée, au Canada ou aux États-Unis.

En vue d'obtenir un poste d'interne, un candidat doit être détenteur d'une carte de stage. Une telle carte est octroyée sans autres formalités aux diplômés des facultés de médecine agréées. En Ontario, la procédure permettant d'accéder à un poste d'interne consiste à poser sa candidature au Canadian Internship Matching Service-CIMS (Service canadien de placement des internes). Les candidats et les facultés énumèrent leurs choix par ordre de priorité; le CIMS, en fonction des préférences exprimées, attribue les postes. Il existe actuellement environ 600 postes d'interne subventionnés en Ontario ("subventionné" signifie que le gouvernement de l'Ontario fournit aux hôpitaux le budget couvrant le salaire et les dépenses des internes pour un nombre pré-établi de postes); le nombre de postes subventionnés est égal au nombre de diplômés annuels des facultés de médecine de l'Ontario. Il en résulte que tous les diplômés des facultés de médecine de l'Ontario ont l'assurance qu'ils obtiendront un poste d'interne subventionné. Les diplômés des autres provinces font également appel au Canadian Internship Matching Service (CIMS) et on procède au placement pour l'ensemble du pays. Les diplômés des écoles américaines agréées peuvent poser leur candidature par l'intermédiaire du CIMS. Chaque année, certains diplômés ontariens essaient d'obtenir un poste d'interne à l'extérieur de la province; en conséquence, certains postes sont disponibles pour des diplômés des autres provinces ou des facultés de médecine américaines agréées. Les diplômés des facultés de médecine étrangères non agréées n'ont pas accès aux services du CIMS.

Il a été porté à notre attention que les tâches de "routine" confiées aux internes comprennent la rédaction des ordonnances dans le cadre des soins aux malades (ces ordonnances ne doivent pas nécessairement être contresignées) ainsi que le traitement dans des domaines tels que la prescription de médicaments, les thérapies, les tests, les examens diagnostiques complémentaires, et les radiographies qu'exige l'analyse diagnostique. Certaines interventions techniques, telles que les prises de sang, le prélèvement de fluides des cavités corporelles, la délivrance des bébés et la suture des plaies, peuvent être confiées à des internes. Toutes ces interventions sont sujettes à supervision et exigent que la capacité de procéder soit prouvée. Dans la plupart des cas, l'interne fait partie d'une équipe.

Pour les diplômés d'autres facultés de médecine agréées⁷

Toutes les facultés de médecine du Canada sont agréées par le Comité d'agrément des facultés de médecine du Canada (CAFMC), un organisme associé à l'Association médicale canadienne. Les facultés de médecine des États-Unis sont agréées par le Liaison Committee on Medical Education (LCME). Ces deux organismes travaillent en étroite collaboration et ont des représentants l'un chez l'autre. Aux fins de l'autorisation d'exercer, une faculté de médecine agréée aux États-Unis équivaut à une faculté de médecine agréée au Canada. En conséquence, puisque la majorité des facultés de médecine américaines sont agréées, les étudiants diplômés de ces facultés sont sur le même pied que leurs collègues canadiens en ce qui concerne l'accès aux postes d'interne et l'octroi de l'autorisation d'exercer.

Il en résulte que les conditions imposées aux diplômés des facultés de médecine américaines agréées et des facultés de médecine des autres provinces canadiennes sont les mêmes que celles qui régissent les diplômés ontariens à la seule exception près que les Américains peuvent substituer l'examen du National Board of Medical Examiners à l'EACMC.

Pour les diplômés des facultés de médecine étrangères qui ne sont pas agréées⁸

1. Être diplômé d'une faculté de médecine qui, tout en n'étant pas agréée, est acceptable.

Pour être considérée comme acceptable, une institution étrangère doit :

- figurer à l'Annuaire de l'Organisation mondiale de la santé (OMS);
- offrir un programme de formation médicale réparti sur quatre ans; et
- compter au moins dix ans d'existence⁹.

Il a été porté à notre connaissance qu'au cours de l'année d'internat 1986-1987, environ 565 candidats diplômés des écoles de 61 pays ont posé leur candidature à des postes d'interne en Ontario. (Ce nombre exclut les candidats formés aux États-Unis par des facultés de médecine américaines agréées). On ignore combien de facultés de médecine étrangères ce nombre représente mais on sait qu'il existe quelques 700 facultés de médecine dans les pays concernés.

2. Être citoyen canadien ou résident permanent

En plus de satisfaire aux exigences de la citoyenneté ou de la résidence au Canada, les diplômés des facultés de médecine étrangères non agréées devaient, ces dernières années, résider en Ontario pendant au moins un an avant d'être acceptés au Programme de pré-internat (PPI). Cette restriction n'est pas réglementaire. Nous croyons qu'elle sera abolie.

3. Réussir à l'examen d'évaluation du Conseil médical du Canada (EECMC)

L'EECMC, un examen offert par le même organisme qui administre l'EACMC, est disponible en anglais et en français et est destiné à évaluer le niveau de connaissance des candidats dans les principales branches de la médecine. Les problèmes cliniques et les problèmes de gestion des patients ne sont pas évalués séparément. Cet examen comprend environ 324 questions à choix multiples. L'épreuve comporte deux sessions de trois heures et demie chacune. Les notes sont fondées sur le nombre de réponses exactes. Les réponses fautives n'entraînent aucune pénalité. L'EECMC coûte 350 \$ quand on s'y présente pour la première fois et 300 \$ pour chaque essai subséquent. Des ouvrages de référence sont recommandés. L'examen a lieu deux fois par année et il n'y a aucune limite au nombre d'essais pour un même candidat.

Bien que l'examen n'ait pas été élaboré par des diplômés des programmes de l'Ontario, la conception du test s'inspire de l'EACMC et les questions sont tirées de cette dernière épreuve.

4. Pouvoir s'exprimer en anglais ou en français¹⁰.

Les candidats dont la langue maternelle n'est ni l'anglais ni le français ou qui ont obtenu leur diplôme dans le cadre d'un programme enseigné dans une autre langue que l'anglais ou le français doivent réussir aux épreuves écrites et orales du TOEFL (note minimale : 580) et du TSE (note minimale : 200), ou à des tests équivalents permettant d'évaluer la compétence de communication en français. Cet examen a lieu au tout début de la procédure de testage instituée en vue de l'admission au Programme de pré-internat. Les candidats qui ne réussissent pas à se faire admettre doivent subir les tests de langue chaque fois qu'ils posent leur candidature à ce programme¹¹.

5. Fournir une preuve de moralité

Le candidat doit faire la preuve qu'il n'a pas été déclaré coupable de manquement professionnel, d'incompétence ou d'incapacité d'exercer et qu'il n'y a contre lui, de ces chefs, aucune affaire en instance.

6. Réussir l'examen d'aptitude du CMC (EACMC).

L'EACMC est le même examen que celui auquel doivent se soumettre toutes les personnes qui sollicitent une licence de généraliste.

7. Terminer, à la satisfaction de l'Ordre, deux périodes d'Internat approuvées ou une période d'Internat approuvée et une période de résidence acceptable.

Un des deux internats doit être fondé sur une alternance de programmes; en outre, un des internats - ou la période de résidence - doit avoir lieu au Canada (l'autre peut avoir lieu aux États-Unis).

Avant 1986, les diplômés des facultés de médecine non agréées qui réussissaient l'EECMC pouvaient poser leur candidature aux internats comme tous les autres candidats mais ils devaient céder leur place aux candidats canadiens prioritaires. En outre, avant 1986 - année au cours de laquelle les internats non subventionnés ont été abolis - les candidats qui n'avaient pas réussi à obtenir un poste subventionné avaient souvent accès à ceux qui ne l'étaient pas.

En vue d'être éligible à l'octroi d'une carte de stage, un diplômé d'une faculté de médecine étrangère non agréée mais acceptable doit maintenant, en plus de réussir l'EECMC, suivre avec succès le Programme de pré-internat¹² visant à évaluer et à mettre à jour sa compétence clinique et linguistique. Ce programme doit être suivi dans une faculté de médecine agréée de l'Ontario; sa durée peut varier entre 36 et 48 semaines et il doit comprendre des interventions d'évaluation et de formation en médecine interne, en obstétrique et gynécologie, en pédiatrie, en psychiatrie et en chirurgie. Officiellement, ce programme est calqué sur l'année de stage clinique (la quatrième année) offerte dans les facultés de médecine de l'Ontario.

Le Programme de pré-internat (PPI) peut accueillir annuellement 24 candidats. De 500 à 600 personnes y ont posé leur candidature l'année dernière¹³ mais nous ignorons si ce nombre inclut également les candidats qui n'ont pas réussi à se faire inscrire au programme d'internat; il semble que le nombre annuel net de nouveaux inscrits soit nettement moins élevé.

Les candidats doivent subir un examen écrit portant sur la résolution de problèmes médicaux; cette épreuve comporte un test de connaissances et des études de cas dans un certain nombre de domaines médicaux. Les 72 premiers candidats sont retenus.

Ce groupe plus restreint doit ensuite procéder à un examen clinique dont les paramètres sont préétablis. Différents types de tests sont utilisés pour évaluer la compétence de communication, les habiletés cliniques et l'aptitude à gérer en milieu hospitalier.

Les notes obtenues aux examens écrits et aux examens cliniques, le curriculum vitae et les références écrites des candidats sont ensuite examinés. Parmi ces 72 candidats, 24 sont admis au Programme de pré-internat.

Les diplômés étrangers qui participent à ce programme reçoivent une formation clinique dans un grand nombre de domaines et assistent à des séminaires spécialisés sur des questions touchant l'exercice de la profession médicale en Ontario et au Canada. Ces séminaires incluent des thèmes tels que la déontologie médicale, la législation médicale, les services sociaux disponibles ainsi que le rôle du coroner et du médecin hygiéniste de l'Ontario.

À la fin des 36 premières semaines du programme, les candidats à l'internat sont évalués afin de déterminer si un stage de recyclage de 12 semaines supplémentaires s'impose. Si, à l'issue des 48 semaines, un candidat n'a pas pu démontrer un rendement adéquat dans le cadre du programme, le directeur de programme refusera de lui octroyer l'attestation prévue.

Les candidats passent des examens au cours de la douzième et de la trente-troisième semaines du Programme de pré-internat.

Ceux qui terminent le PPI reçoivent une carte de stage et sont admissibles à l'internat. Tel que prévu, ils doivent accomplir deux ans d'internat, ou une année d'internat et une année de résidence. Les 24 candidats diplômés des facultés de médecine étrangères ne peuvent pas entrer en concurrence pour les 600 postes d'internat subventionnés en faisant appel au Canadian Internship Matching Service. On leur garantit toutefois un poste subventionné pour chacune des deux années d'internat obligatoires.

Évaluation de l'acquis antérieur des personnes qui sollicitent une carte de stage

Les conditions d'accès à la profession médicale pour les diplômés de facultés de médecine étrangères non agréées sont fondamentalement différentes des exigences établies pour ceux qui sortent d'établissements agréés. Parmi toutes les conditions mentionnées, trois soulèvent certaines questions :

- la résidence d'un an en Ontario;
- les deux années d'internat; et
- le Programme de pré-internat.

La première de ces conditions n'est pas visée par les règlements et nous ne voyons rien qui la justifie. Nous comprenons qu'elle sera abolie

et nous souscrivons à cette modification. La deuxième exigence, nous dit-on, est censée s'appliquer à tous les internes et nous la trouvons dès lors acceptable. La troisième, cependant, le Programme de pré-internat (PPI), soulève de très sérieuses questions en termes d'analyse et de politique; ces questions doivent être examinées avec soin.

Le but de tout mécanisme institué pour contrôler l'accès à une profession est de déterminer si les candidats sont qualifiés pour l'exercer.

Il convient, en conséquence, de déterminer si le Programme de pré-internat et la procédure d'examen qui y donne accès, sont à la fois nécessaires et conformes au but poursuivi. De l'avis du Groupe d'étude, ils ne le sont pas parce qu'ils ne reconnaissent ni la compétence ni les capacités réelles des candidats ou n'en tiennent pas compte.

Le PPI est obligatoire pour tous les candidats des facultés de médecine non agréées, quelles que soient leurs références professionnelles et leur expérience, mais surtout, quels que soient les résultats obtenus à l'examen long et détaillé qui donne accès au programme. Les candidats qui démontrent un niveau de compétence suffisant pour suivre le programme de l'internat avec le même rendement que les diplômés d'une faculté de médecine de l'Ontario ne sont pas exemptés du programme préparatoire.

En outre, l'examen n'a pas pour but de déterminer si les candidats sont qualifiés pour accéder à la profession; il sert au contraire d'instrument de sélection des candidats les plus compétents. Il en résulte que les candidats qui seraient qualifiés pour accéder à la profession - c'est-à-dire les candidats qui peuvent faire la preuve d'un niveau de compétence égal à celui d'un diplômé de l'Ontario - peuvent s'en voir interdire l'accès du seul fait qu'ils ne sont pas parmi les *plus* qualifiés. Dans le cas le plus favorable, l'obligation de suivre un stage de formation superflu leur fait perdre un an dans le cheminement qui les mène à l'exercice de la médecine.

Nos préoccupations face à cette question sont fondées sur les faits suivants :

- La procédure instituée pour évaluer la compétence des candidats des facultés de médecine non agréées a été élaborée avec beaucoup de soin et présente des signes patents de validité. Les résultats à cet examen peuvent être considérés comme une mesure sûre de la compétence requise pour aborder l'internat.

- Le domaine du testage clinique des praticiens est en pleine effervescence. Bien que nous reconnaissons qu'aucun test ne prédit parfaitement un rendement futur, notre analyse des plus récents développements dans le domaine du testage médical indique qu'il est possible d'évaluer la connaissance et les habiletés cliniques des médecins.
- Un nombre considérable de diplômés des facultés de médecine non agréées ont accédé au système de soins de santé de l'Ontario pendant de nombreuses années. Leur cheminement a été couronné de succès bien qu'ils n'aient pas bénéficié du PPI. (Certains diplômés ont encore le privilège d'obtenir l'autorisation d'exercer sans satisfaire aux exigences débattues ici en vertu des pouvoirs dérogatoires de l'Ordre des médecins et chirurgiens. En 1987-1988, 79 diplômés de facultés non agréées ont été admis en vertu de ces prérogatives¹⁴. Cette voie d'accès indirecte sera examinée ci-après.)
- Les données relatives aux programmes de formation médicale non agréés sont disponibles ou devraient l'être.

Nous reconnaissons que, dans certains cas, des individus ont fait preuve de lacunes évidentes dans le domaine clinique. Les déficiences dont il est question se sont manifestées par des difficultés linguistiques, par une certaine ignorance des appellations des médicaments et par un manque de familiarité avec les tests de laboratoire et avec les délais de transmission des résultats. Des représentants autorisés de la profession, y compris ceux qui représentaient d'autres internes, ont laissé entendre que, même si les diplômés de facultés de médecine étrangères avaient souvent fait preuve de compétence et d'une connaissance adéquate des domaines d'étude de base tels que la physiologie, le système de testage préalable au PPI (l'EECMC) n'évaluait pas de façon satisfaisante les habiletés cliniques des candidats, leur niveau individuel d'adaptation à la pratique médicale en Ontario ou leur capacité de fonctionner sous pression et de traiter les patients de façon efficace et en faisant preuve de sensibilité. Il existait donc un risque que certains patients reçoivent, de la part de ces internes, des soins de moins bonne qualité; la charge de travail des autres internes et résidents de l'équipe médicale s'en trouvait accrue¹⁵.

Des normes de qualité élevées doivent être maintenues. Toutefois, il convient de tenir compte de certains éléments. D'abord, les lacunes dans le comportement de ces candidats, telles qu'elles nous ont été décrites, ne représentent pas, par rapport à la norme, une déviation sérieuse ou

substantielle qui justifie des mesures correctrices extraordinaires; elles semblent au contraire indiquer un simple besoin d'adapter une compétence et des connaissances existantes au milieu médical ontarien. De plus, les candidats qui ont accédé à la profession avant 1986 n'ont subi que l'EECMC, un instrument d'évaluation qui n'était peut-être pas assez rigoureux pour garantir leur compétence. Le système d'évaluation - ou ses variantes - actuellement en place pour régir l'entrée au PPI représente une amélioration marquée par rapport à l'EECMC et il peut déterminer avec un degré beaucoup plus élevé d'exactitude l'identité des candidats qui sont prêts à aborder l'internat¹⁶. Enfin, il faut rappeler que les candidats qui réussissent l'épreuve n'ont pas d'autre privilège que l'autorisation d'accéder à un internat qui s'étend sur deux ans. Pendant cette période, ils seront supervisés et leur rendement sera contrôlé; il sera donc possible d'évaluer toutes les facettes de leur compétence.

Un programme de recyclage des médecins étrangers dont les habiletés cliniques insuffisantes ne justifient pas l'accès à l'internat nous semble souhaitable et nous applaudissons à cet effort; toutefois, nous ne pouvons accepter que tous les candidats de facultés de médecine non agréées qui sollicitent l'autorisation d'exercer soient tenus de s'y inscrire. Nous ne dérogeons pas à cet égard à la position adoptée pour l'analyse des autres professions. Dans de nombreuses professions, on exige une période d'expérience professionnelle en Ontario; le programme d'internat obligatoire de deux ans répond à ce besoin. Il n'existe aucune profession dans le cadre de laquelle nous ayons recommandé ou autorisé un recyclage obligatoire des candidats qui peuvent faire la preuve d'un niveau de compétence conforme à la norme ontarienne.

RESSOURCES HUMAINES ET CÔNTRÔLE DE L'EFFECTIF MÉDICAL

Conformément aux lignes qui précèdent, le gouvernement provincial doit s'occuper des questions importantes et complexes que soulèvent le coût des services et la taille de l'effectif médical à laquelle ce coût a été attribué.

Comme nous l'avons fait remarquer, l'examen de cette question est impératif. Toutefois, nous rappelons que notre mandat est étranger à une vérification des coûts des soins de santé en Ontario; nous laissons ce soin à d'autres organismes mandatés à cette fin. Nous nous sommes limités à

présenter des arguments conformes à notre mandat et nous sommes d'avis qu'il n'est pas nécessaire d'aller plus loin.

Selon les partisans d'un contrôle strict des ressources humaines, l'analyse des statistiques démographiques porte à conclure qu'il existe actuellement ou qu'il y aura avant la fin du siècle, une pléthore de médecins en Ontario, laquelle aura des conséquences négatives sur le système des soins de santé dans la province, une situation qui se manifestera de l'une ou l'autre des façons suivantes¹⁷.

En premier lieu, puisque ce sont les médecins - pas les patients eux-mêmes - qui décident des traitements et des autres services de santé dont leurs patients ont besoin, le coût des services de santé augmentera avec l'accroissement de volume de services fournis à un nombre restreint de patients, que ces services supplémentaires soient essentiels ou non à l'amélioration de la santé de ces patients. En d'autres termes, la moyenne des services par patient et le coût global pour la province augmenteront sans accroissement concommittent des bienfaits du traitement pour le patient. Si les coûts deviennent trop élevés pour financer les soins médicaux, des restrictions s'imposeront dans d'autres secteurs, tels que l'achat d'équipement, le séjour dans les hôpitaux et les services de soutien, ce qui entraînera une baisse généralisée de la qualité des soins de santé.

Dans l'autre scénario, totalement différent, c'est la qualité des soins qui décline à mesure que le nombre des médecins s'accroît. D'après ce scénario, les médecins "sous-employés" travailleront moins et auront moins d'occasions d'exercer une compétence qui s'étiolerait à force d'inaction; ou encore ils tenteront d'augmenter leur volume de travail en abordant des domaines pour lesquels ils ne sont pas qualifiés.

On en conclut que la solution consiste à contrôler le volume des ressources en imposant des restrictions à l'un quelconque des trois points d'accès à la profession: l'accès à la faculté de médecine où il serait possible de limiter davantage le volume d'admissions; l'accès à la pratique médicale où on pourrait restreindre le nombre des autorisations d'exercer, imposer le salaire ou adopter d'autres mesures de contrôle des coûts; ou l'accès à l'internat. Les partisans de la politique actuelle estiment que le contingentement dans les facultés de médecine (plus sévère que celui qui est en vigueur actuellement) est inacceptable pour deux motifs: d'abord parce que les jeunes candidats ontariens ne devraient pas faire face à une autre diminution des possibilités d'accès à la profession. Et deuxièmement, parce que la réduction de la population étudiante aurait des retombées déplorables

sur le nombre et sur la valeur des hôpitaux affiliés à des universités qui remplissent actuellement un rôle important dans le domaine de l'éducation, de la recherche et des services publics. Ces mêmes intervenants prétendent également que toute restriction du droit d'exercer des médecins serait politiquement inacceptable. En conséquence, c'est le contrôle des admissions à l'internat qui semble, de leur point de vue, l'option la plus viable.

Par ailleurs, on prétend sur ce point que les étudiants en médecine de l'Ontario ont terminé leur formation médicale à grands frais (on estime que la formation d'un étudiant coûte environ 100 000 \$ à la province)¹⁸ et qu'il ne devrait pas y avoir de limite aux droits des candidats de franchir cette étape finale de leur programme; en conséquence, ce mécanisme de contrôle ne devrait être appliqué qu'à ceux qui tentent d'accéder à la profession de l'extérieur du Canada. Il faudrait ajouter qu'un autre des motifs invoqués en faveur du contrôle de l'accès des médecins étrangers tient au fait qu'à l'intérieur de la province, le volume peut être contrôlé avec précision et en toute sûreté et les contrôles resserrés ou relâchés au gré des circonstances; le nombre de diplômés des facultés de médecine étrangères, au contraire, fluctue d'année en année et ne peut être contrôlé totalement par la province. Selon ce point de vue, il ne serait pas approprié d'assortir la politique en vigueur d'une variable incontrôlable.

L'ensemble de cette analyse est fondée sur une série de suppositions et d'hypothèses et nous avons d'importantes réserves à formuler sur un certain nombre de celles-ci. Sur la question particulièrement importante qui consiste à savoir s'il y aura ou non pléthore de ressources, nous sommes d'avis que les arguments opposés à cette hypothèse pourraient avoir été écartés trop vite. Par exemple, une population vieillissante dont les membres ont des besoins accrus de soins de santé peut transformer un surplus en pénurie. Nous sommes également préoccupés par le fait que le besoin de médecins dans les territoires défavorisés du Nord et le besoin de desservir certains groupes d'immigrants n'ont pas été pleinement reconnus. Ces besoins ont, depuis toujours, été comblés presque parfaitement par des médecins formés à l'étranger de sorte que toute impossibilité d'affecter un personnel de rechange auprès de ces clientèles entraînerait, pour certains membres de la société, une inégalité d'accès à des services médicaux adéquats. En outre, certaines personnes ont même prétendu qu'il existe de sérieuses lacunes dans certaines spécialités: en psychiatrie, en ophtalmologie, ainsi que dans le domaine de l'anesthésie et de la médecine expérimentale pour n'en nommer que quelques-unes. Nous avons été mis au courant, par diverses sources, y compris par les établissements de soins de santé, des difficultés qu'engendre le recrutement des médecins étrangers dont

nous avons besoin. Enfin, notons que de telles prévisions ne sont pas infaillibles et que les pénuries, quand elles se produisent, ne se résorbent pas facilement et peuvent entraîner des problèmes graves. La pénurie actuelle de professeurs au cycle élémentaire et secondaire suit de très près des prévisions d'abondance et nous notons également le manque de personnel infirmier en Ontario.

Parmi les points de vue qui nous ont été présentés, le plus important peut-être est celui des praticiens eux-mêmes: à savoir que l'accroissement du coût des soins de santé ne devrait pas être attribué au nombre de médecins mais plutôt aux changements technologiques. Les investissements de capitaux nécessaires à l'achat d'équipements hautement perfectionnés sont énormes en soi; si on y ajoute les frais d'administration des nouvelles méthodes de traitement et de diagnostic disponibles, incluant les ressources humaines requises pour suivre et interpréter les procédures, on en arrive inévitablement à une augmentation. Par ailleurs, le contrôle de ces coûts est difficile: une fois qu'un nouveau mode de traitement est accessible, les médecins et les patients veulent l'utiliser; une fois que certains équipements spéciaux sont sur le marché, des pressions s'exercent pour leur acquisition. Parfois, la même décision est prise par deux centres de responsabilité ou avant que les avantages réels du changement aient été évalués. Il ne s'agit pas là de problèmes quantitatifs mais de problèmes qui reflètent les progrès considérables de la science médicale auxquels tout le monde veut s'associer et dont tout le monde veut tirer profit.

Enfin, chacun des scénarios proposés se fonde sur la prémisse que les praticiens de cette province sont de mauvaise foi et que leur comportement collectif sera guidé par des motifs mercantiles. Nous ne partageons pas ce point de vue.

Même si nous étions amenés à concéder qu'il existe un excédent de personnel médical à contrôler, nous contesterions une analyse qui porte à conclure que le meilleur moyen de limiter le volume des ressources est de restreindre l'admission des diplômés des facultés de médecine étrangères. Les restrictions imposées aux résidents ontariens qui souhaitent s'inscrire au programme de médecine de la province, n'équivalent pas, à notre avis, au contingentement des diplômés étrangers de l'Ontario. Les immigrants ont déjà fait face à de telles restrictions au cours de leur carrière et ils n'en exercent pas moins leur profession. Le droit des personnes nées en Ontario de devenir médecin n'est pas supérieur à celui des immigrants; pas plus qu'un diplômé d'une école ontarienne ne devrait, en ce qui concerne l'accès à un poste d'interne, avoir préséance sur les candidats de toute autre faculté

de médecine qui sont également qualifiés et qui sont membres à part entière de la collectivité de cette province.

Autres questions

En ce qui concerne la question des ressources humaines, plusieurs autres points ont été soulevés qui ne modifient pas notre vision d'ensemble mais qui sont dignes de mention et de recommandations.

Pénurie de médecins dans les pays en voie de développement

On a laissé entendre que la migration des médecins des pays en voie de développement vers les pays développés représente un exode des "cerveaux"; les pays les plus démunis, qui ont déjà dépensé de fortes sommes pour éduquer leurs propres médecins, sont ainsi dépouillés de leurs ressources au profit des pays qui en ont le moins besoin. Le Canada ne semble pas jouer un rôle important dans ce scénario. L'Organisation mondiale de la santé a cependant recommandé que tous les pays s'efforcent de mettre sur pied une équipe de médecins autonome. Bien que l'argument milite en faveur d'une politique qui encourage les stagiaires étrangers et les visiteurs à ne pas rester au Canada après une session d'étude ou un stage, il ne peut être utilisé pour dénier aux médecins immigrants le droit de pratiquer leur profession; ces hommes et ces femmes ont les mêmes droits humains fondamentaux que tous les Canadiens.

Renonciation consentie par les immigrants

Il a été porté à notre attention que les immigrants de ce pays qui sont médecins doivent, dans certains cas, à la demande des autorités d'immigration fédérales, signer un document prouvant qu'ils ont été avisés des risques qu'ils encourent de ne pouvoir exercer la médecine au Canada. On a laissé entendre qu'après avoir reconnu qu'ils avaient été prévenus de ces risques, les immigrants ne pouvaient, en toute équité, être autorisés à faire valoir leur droit d'exercer. Nous avons abordé cette question au chapitre 2 du présent rapport intitulé "Ontariens formés à l'étranger" où nous avons conclu qu'on ne peut tenir une telle condition d'accès à la profession pour valide. Une fois qu'elle a été acceptée dans ce pays, une personne doit avoir la liberté de travailler dans le domaine qu'elle choisit, mettant à profit toute la compétence qu'elle a acquise.

Attribution d'autres rôles au personnel médical

Nous voyons beaucoup d'avantages à étudier les possibilités de confier à des médecins certaines des responsabilités des autres sciences de la santé. La possibilité, pour les membres de la communauté médicale immigrante qui n'ont pas réussi à obtenir l'autorisation d'exercer leur profession ou qui seraient heureux d'assumer d'autres rôles dans le domaine des sciences de la santé, de se joindre à ces autres groupes, peut ouvrir une perspective satisfaisante. Il peut être fort avantageux pour toutes les parties concernées de mettre à la disposition de ces individus l'information et la formation requise. Il est également utile de distinguer les fonctions qui sont assignées à bon droit aux médecins de celles qui peuvent être assumées par des infirmiers et par du personnel paramédical.

Accès par d'autres voies

Les statistiques fournies par l'Ordre des médecins et des chirurgiens de l'Ontario indiquent qu'entre avril 1987 et février 1988, au moins 79 diplômés de facultés de médecine non agréées ont reçu l'autorisation d'exercer la médecine. Certains d'entre eux ont été décrits comme "n'ayant pas une formation acceptable". En vertu de la *Loi sur les sciences de la santé*¹⁹, le Comité d'inscription a le pouvoir discrétionnaire d'alléger certaines conditions d'admission; les statistiques citées représentent des cas individuels à propos desquels ce comité a décidé d'agir ainsi.

Le Groupe d'étude ne s'est jamais prononcé, quelle que soit la profession à l'étude, en faveur de la révocation de ce pouvoir discrétionnaire. Avant 1986, les médecins ayant reçu une formation de spécialiste approuvée par l'Ordre royal étaient autorisés à exercer en Ontario; en 1986, cette voie d'accès a été fermée officiellement mais ces candidats ont continué à être admis en vertu de ce même pouvoir dérogatoire. Le recours à ce privilège, dans de tels cas, est devenu si fréquent que l'Ordre de l'Ontario souhaite que cette façon de procéder soit entérinée par le règlement. Le pouvoir discrétionnaire s'est, en conséquence, avéré utile. Il devrait toutefois s'exercer publiquement et il conviendrait de divulguer les décisions prises et les motifs qui justifient d'y recourir. Nous avons fait des recommandations dans ce sens au chapitre 4 intitulé "Problèmes face aux professions".

La reconnaissance, par l'Ordre des médecins et des chirurgiens et par la profession, du fait qu'un certain nombre de diplômés de facultés de

médecine non agréées sont qualifiés pour l'obtention de licences de généralistes contredit nettement l'argument avancé par les partisans du Programme pré-internat selon lequel *tous* les diplômés des écoles non agréées doivent suivre le programme préparatoire avant de pouvoir obtenir la carte de stage donnant droit à l'internat. La grande disparité de traitement entre les deux groupes est fondée principalement sur la prémisse selon laquelle les capacités d'un groupe sont connues alors que celles de l'autre ne le sont pas; comme nous l'avons indiqué ci-dessus, nous sommes d'avis que la compétence du second groupe peut être évaluée. Le recrutement des médecins dont on a besoin dans une branche particulière pourrait dès lors se faire à même le bassin de médecins exerçant dans la province, ce qui éliminerait la nécessité de faire appel à des ressources externes.

SOMMAIRE DES COMMENTAIRES DU PUBLIC

Nous ne devrions pas passer à un autre sujet sans mentionner les observations écrites envoyées par des particuliers ou par des organismes ethnoculturels au sujet de l'accès à la profession médicale.

Le Groupe d'étude a reçu un certain nombre d'observations écrites de particuliers, d'agences de services aux immigrants et d'autres groupes communautaires en ce qui a trait aux règles et aux règlements qui régissent l'accès à la profession médicale en Ontario.

En général, les organisations et les agences communautaires ont abordé la question des carences de postes d'internat ouverts aux médecins et ont dénoncé le Programme de pré-internat comme entravant à l'accès à la profession. Deux de ces organisations ont examiné de façon assez approfondie le besoin et l'importance d'une attitude plus sensible aux valeurs culturelles et linguistiques des groupes ethniques dans le cadre des services de santé publique.

La plupart des individus ayant exposé leur cas au Groupe d'étude étaient des candidats qui avaient déjà réussi aux examens prescrits et qui attendaient d'accéder à l'internat. Un des thèmes récurrents de ces observations est le "paradoxe" qu'engendrent le manque apparent de services de santé adéquats dans le nord de l'Ontario (données qui s'appuient sur l'existence du "Programme des services aux régions insuffisamment desservies") et l'assertion qu'il existe une pléthore de docteurs en médecine

en Ontario. Il a été proposé à maintes reprises que le PPI soit aboli et que le nombre de postes d'internes disponibles soit augmenté. Une majorité des intervenants estimaient que les systèmes de testage et d'examens étaient biaisés et injustes et qu'ils accordaient une importance indue au lieu où se déroule la formation plutôt qu'à sa qualité et à sa valeur d'équivalence. Un certain nombre de personnes avaient l'impression que l'abolition de l'internat non subventionné et que les modifications subséquentes apportées aux règles et aux critères d'admission nuisaient de façon considérable à un grand nombre de personnes compétentes formées à l'étranger dans le secteur des professions libérales. D'autres points ont également été abordés :

- perte de compétence due aux délais d'attribution des postes d'internat;
- manque d'appui financier pendant les sessions de perfectionnement;
- accessibilité du recyclage;
- lacunes des lignes directrices relatives à la procédure et aux critères d'agrément; et
- nature discriminatoire de la période de résidence de 18 mois.

RECOMMANDATIONS

Évaluation de l'acquis antérieur

Nous sommes d'avis que tous les diplômés de facultés de médecine non agréées devraient avoir accès à une évaluation approfondie de leur formation qui permettrait de déterminer s'ils satisfont à la norme de compétence de l'Ontario. Tous les candidats qui satisfont à cette norme devraient avoir le droit d'obtenir une carte de stage et, en vertu de celle-ci, de poser leur candidature à l'internat. On ne devrait pas continuer à imposer aux candidats le Programme pré-internat tel qu'il est structuré actuellement.

Dans toute profession, une telle évaluation est complexe et elle exige le recours à des ressources ayant une compétence solide, à la fine pointe des découvertes en la matière. Nous avons recommandé, au chapitre 5 du présent rapport intitulé "Évaluation de l'acquis antérieur", la création d'une agence dénommée Réseau d'évaluation de l'acquis antérieur (Réseau) en vue d'aider les associations professionnelles à évaluer l'acquis antérieur des candidats formés à l'extérieur de l'Ontario. Nous sommes d'avis que ce mécanisme devrait être accessible à la profession médicale. Contrairement à la plupart des professions qui situent l'évaluation clinique dans le cadre de l'examen final - juste avant l'octroi de l'autorisation d'exercer - il est

important, de toute évidence, dans cette profession, qu'une évaluation clinique précède l'internat.

Nous avons indiqué en abordant la question de l'évaluation de l'acquis antérieur que le corps médical lui-même est l'instance la plus compétente pour administrer les évaluations cliniques. Le testage devrait, naturellement, s'aligner sur la norme de compétence de l'Ontario et respecter les normes reconnues d'élaboration de tests conformément au chapitre 6 du présent rapport intitulé "Testage professionnel".

Bien que nous soyons d'avis que tous les candidats capables de faire la preuve d'une formation équivalente à la norme de l'Ontario devraient être autorisés à accéder à l'internat, nous reconnaissons qu'une période d'acclimatation au milieu hospitalier de l'Ontario est souhaitable. Pour de tels candidats, cependant, cette période d'acclimatation ne devrait pas être longue. La brièveté d'un tel programme permettra de maintenir les coûts à un niveau raisonnable; en même temps, les candidats en tireront profit à mesure qu'ils se familiarisent, dans un cadre plus adéquat, avec la pratique de la médecine en Ontario.

- 10.1 *Nous recommandons que l'obligation, pour tous les diplômés de facultés de médecine étrangères non agréées, de s'inscrire au Programme pré-internat en vigueur actuellement, soit abolie.*
- 10.2 *Nous recommandons qu'une évaluation des équivalences soit accessible à tous les candidats sortant de facultés de médecine non agréées. Étant donné l'importance que revêt la composante clinique dans la formation médicale qui doit être évaluée avant l'internat, il convient que de telles évaluations soient administrées par l'ordre professionnel lui-même. Les tests devraient être élaborés conformément à des normes reconnues d'élaboration d'instruments de mesure.*
- 10.3 *Nous recommandons que chaque candidat ayant une formation équivalente à la norme imposée aux candidats formés en Ontario ait accès à un poste de stagiaire en clinique dans un hôpital universitaire en Ontario pour une période ne dépassant pas huit semaines, dont la durée exacte est fonction des besoins du candidat tels que déterminés par lui-même et par son superviseur. Pendant ce stage, le candidat observera la pratique de la médecine dans un hôpital de l'Ontario; il exercera, sous une étroite supervision, ses capacités cliniques et il sera observé par un groupe de superviseurs. Le but de cette période de*

préparation à l'internat est de ménager au candidat une transition d'acclimatation au milieu hospitalier de l'Ontario; il ne s'agit pas d'un instrument d'évaluation supplémentaire.

10.4 Nous recommandons que tous les candidats qui ont satisfait aux exigences susmentionnées aient le droit d'obtenir des cartes de stage.

Internat

Nous avons conclu que le contingent actuel de postes d'internat subventionnés devrait être maintenu mais que tout candidat admissible à une carte de stage devrait être autorisé à poser sa candidature à n'importe lequel de ces postes. Tous les postes devraient être comblés par l'entremise du Canadian Internship Matching Service (CIMS) mais il conviendrait d'éliminer la politique ou les usages qui accordent, aux diplômés des facultés de l'Ontario, la priorité sur les diplômés d'autres établissements. Nous reconnaissons qu'il existe une possibilité qu'il y ait, dans quelques années, plus de candidats que de postes disponibles et que certains diplômés des facultés ontariennes puissent se retrouver parmi ceux qui n'ont pas de poste. Bien qu'il s'agisse là d'une situation regrettable, elle est inévitable s'il n'y a pas d'augmentation du nombre de postes subventionnés. Tous les problèmes apparentés aux coûts des services de santé dans cette province doivent être partagés par tous les résidents de l'Ontario, qu'ils aient été formés dans la province ou à l'étranger. Nous sommes également d'avis que "l'injection" d'un facteur de concurrence et de défi dans le système d'éducation médicale de l'Ontario ne sera pas préjudiciable. Un tel système est plus susceptible d'élever les normes que de les abaisser et il devrait favoriser l'excellence des services médicaux. Les avantages, pour le public, sont renforcés par un processus de sélection qui permet de retenir en internat les médecins les plus compétents.

Le critère sur lequel devrait se fonder l'allocation des postes d'internes à des candidats qualifiés devrait, à des fins d'équité, être articulé de façon précise et être rendu publique. En outre, un tel critère devrait tenir compte des besoins de la collectivité en matière de santé de telle sorte que les besoins particuliers de certains groupes d'immigrants ou de communautés nordiques desservies de façon inadéquate soient plus susceptibles d'être comblés.

- 10.5 *Nous recommandons que tout candidat détenteur d'une carte de stage ait le même droit que tout autre candidat, quel que soit l'endroit où la formation a été acquise, de poser sa candidature à un poste d'interne en Ontario et d'obtenir ce poste. Les candidatures de tous les candidats à l'internat devraient être évaluées par rapport à des critères formulés avec précision qui peuvent, éventuellement, refléter les besoins particuliers de la collectivité en matière de services médicaux.*

Exigences linguistiques

Les tests TOEFL et TSE sont reconnus dans le contexte de la profession médicale pour leur capacité d'évaluer la compétence linguistique. Nous avons abordé l'utilisation de ces tests au chapitre 7 intitulé « Testage linguistique » et il convient de se reporter à ce chapitre pour un examen complet de la question. Il suffit de mentionner à cette étape que nous entérinons le point de vue des experts pour qui le TOEFL et le TSE sont des instruments inappropriés d'évaluation dans le contexte de la qualification professionnelle. Si les représentants de la profession sont d'avis qu'une sélection linguistique particulière est souhaitable, nous proposons l'élaboration d'un test de rendement précis relié à la profession qui serait élaboré avec l'aide d'experts de l'enseignement du français ou de l'anglais langues secondes en vue d'orienter le testage linguistique vers la compétence qu'exige l'exercice de la profession. Une autre option consiste à se fier, dans le domaine de la sélection linguistique, à l'examen de qualification ou à tout autre test oral ou écrit administré dans le cadre de l'étude des équivalences, à condition que le niveau de maîtrise requis soit revu pour s'assurer qu'il correspond aux exigences de la profession et qu'il s'appuie sur une description de la langue propre à la pratique et à la théorie médicales.

- 10.6 *Nous recommandons que le recours aux tests TOEFL et TSE soit aboli. Tout autre test utilisé pour évaluer la compétence linguistique - qu'il s'agisse d'un test élaboré spécialement à cette fin ou des examens de qualification eux-mêmes - devrait refléter nos recommandations générales sur l'utilisation et l'élaboration de tels tests aux chapitres intitulés « Testage professionnel » (chapitre 6) et « Testage linguistique » (chapitre 7).*

PARTIE IV

Voies de recours

Chapitre 11 Contrôle juridictionnel

Chapitre 12 Législation des droits de la personne

**Chapitre 13 Application de la Charte canadienne
des droits et libertés**

Contrôle juridictionnel

La décision prise par l'organe corporatif d'accorder ou de refuser l'inscription à l'exercice d'une profession ou d'un métier doit satisfaire le droit du public d'être assuré que le praticien est proprement qualifié, celui du demandeur de mettre en valeur ses qualifications, et celui de l'organe corporatif lui-même d'établir les normes de qualification professionnelle.

Comme nous l'avons vu au chapitre 4, "Problèmes face aux professions", les candidats peuvent être tenus par la loi d'obtenir une autorisation pour l'exercice de leur profession; dans les cas où cette condition n'existe pas, la qualification professionnelle peut être requise comme condition préalable de l'usage d'un "titre réservé" (comptable général agréé par exemple) ou comme titre de compétence, lequel est en fait la condition préalable de l'emploi dans l'occupation concernée. Dans le présent chapitre, nous employons le terme "inscription" pour désigner à la fois l'autorisation d'exercer et la qualification professionnelle. Les organes corporatifs sont investis du pouvoir d'établir les normes de qualification et d'inscrire le demandeur avec ou sans conditions, ou de refuser de l'inscrire s'il ne satisfait pas aux normes établies. Ce pouvoir d'établir les normes d'aptitude professionnelle et de décider de l'inscription ne se justifie que si son exercice vise à protéger l'intérêt public en garantissant que les candidats sont qualifiés et compétents¹.

La décision relative à l'inscription n'est valide que si elle est conforme aux principes d'équité qu'il faut observer dans le processus décisionnel et qui sont consacrés à la fois en *common law* et dans les lois provinciales comme la *Loi sur l'exercice des compétences légales*².

En général, le principe de l'équité en matière d'inscription veut que la décision soit fondée sur une évaluation impartiale et exacte des qualifications du demandeur, que celui-ci soit informé des normes par lesquelles ses qualifications seront jugées, qu'il puisse faire valoir ses arguments, et que

la personne chargée de l'examen des qualifications interprète correctement les normes d'admission.

Ce chapitre examine l'équité du processus décisionnel des organes corporatifs à la lumière de ces principes établis par la *common law* et les lois en vigueur. En vue de l'analyse des structures en place, nous avons formulé cinq principes directeurs qui serviront de fondation pour les recommandations spécifiques figurant au présent chapitre.

- 1) Les diverses conditions d'admission établies par les organes corporatifs, comme le niveau d'instruction et les examens, doivent être portées à la connaissance du demandeur; elles doivent être conçues de façon à permettre à l'autorité décisionnelle d'évaluer, de façon objective et avec exactitude, l'aptitude professionnelle du candidat (la question de l'équité dans le testage fait l'objet d'une analyse approfondie au chapitre 6, "Testage professionnel").
- 2) Le demandeur doit avoir le droit de produire toute documentation qu'il juge pertinente, à l'autorité décisionnelle initiale et à la commission chargée du contrôle des décisions défavorables. Au stade de la décision initiale, cela signifierait la production de documents comme les diplômes et les références en même temps que la possibilité de rencontrer l'autorité décisionnelle ou son représentant autorisé.
- 3) Le demandeur qui se voit refuser l'inscription doit avoir le droit de se faire communiquer les motifs de la décision, dont la référence aux documents et autres informations sur lesquels cette décision est fondée, ainsi que le droit de consulter son dossier.
- 4) Le demandeur qui se voit refuser l'inscription doit avoir le droit d'interjeter appel devant un organe impartial qui n'a aucun lien avec l'autorité décisionnelle initiale. Cet organe doit être investi des pleins pouvoirs de contrôle, dont celui de substituer sa décision à celle de l'autorité décisionnelle initiale. Ce tribunal administratif doit être habilité à instruire l'affaire au fond, tout comme l'équité de la décision sur le double plan du fond et de la procédure, dont la validité des normes et des critères de compétence (par exemple, les examens d'autorisation professionnelle).
- 5) La loi doit prévoir pour le demandeur le droit au contrôle judiciaire en cas de refus d'inscription.

CONTESTATIONS PAR VOIE D'APPEL OU DE CONTRÔLE JUDICIAIRE

En général, la décision initiale en matière d'inscription est rendue par une personne — qui peut être le registraire, l'agent d'admission ou le surintendant, selon le cas — au vu de la documentation soumise par le demandeur. Si cette décision est défavorable, celui-ci peut la contester de deux façons.

En premier lieu, la loi régissant l'organe corporatif ou les règlements ou règlements intérieurs pris en application de cette loi peuvent prévoir un recours, connu sous le nom d'"appel de droit". La procédure que le demandeur est tenu par la loi d'observer dans ce processus d'appel n'est pas uniforme d'une occupation à l'autre. D'habitude cependant, les décisions défavorables du registraire sont renvoyées à un comité, composé normalement de membres de l'occupation concernée. Si ce comité conclut qu'il y a lieu de refuser l'inscription, il se peut que sa décision soit susceptible d'appel devant une commission administrative indépendante. Si celle-ci confirme la décision défavorable, il se peut que le demandeur ait le droit de se pourvoir en justice, généralement devant la Cour divisionnaire de la Cour suprême de l'Ontario. Par ailleurs, la loi applicable pourrait omettre un ou plusieurs paliers et ne pas prévoir le recours devant un comité de contrôle interne, l'appel devant une commission administrative indépendante ou l'appel judiciaire.

Dans le cas où la loi applicable ne prévoit pas pour le demandeur une procédure d'appel contre les décisions défavorables, celui-ci peut essayer la seconde option, en intentant devant la Cour divisionnaire une action en contrôle ou "révision" judiciaire sous le régime de la *Loi sur la procédure de révision judiciaire* (LPRJ)³. En théorie, le redressement issu du contrôle judiciaire peut être plus limité que celui qui résulte de l'appel: le tribunal saisi ne peut pas substituer ses conclusions à celles de l'autorité décisionnelle initiale et n'est pas habilité à instruire l'affaire au fond.

Le contrôle judiciaire consiste uniquement à examiner si l'organe de réglementation a commis une erreur de procédure si grave que la cour décide qu'elle doit intervenir⁴. L'exemple typique en serait celui du tribunal administratif qui fait quelque chose qui dépasse manifestement la compétence qu'il tient de la loi. La Cour n'examine pas la décision au fond. La question dont elle est saisie est purement technique; il s'agit par exemple de savoir s'il y a eu grave erreur de procédure. Voici en passant

les erreurs de droit donnant lieu à contrôle judiciaire: décision fondée sur des motifs n'ayant aucun rapport avec l'affaire, abus de pouvoir, excès de pouvoir, erreur de procédure d'une gravité telle qu'elle constitue un déni de justice naturelle ou d'équité, abus du pouvoir souverain d'appréciation consistant à appliquer les principes généraux au lieu de considérer le cas d'espèce, décision non fondée sur la preuve, décision déraisonnable, exercice des pouvoirs en contravention à la *Charte canadienne des droits et libertés*.

La plupart des lois régissant les corps professionnels, qu'a examinées le Groupe d'étude, prévoient le droit d'appel, lequel sera analysé un peu plus loin. Le Groupe d'étude a cependant relevé plusieurs professions qui ne prévoient pas le contrôle judiciaire de la décision initiale en matière d'inscription. Les corps professionnels qui ne connaissent pas le recours judiciaire vont des associations libres sans fondement législatif aux professions autonomes régies par une loi. Les corps professionnels suivants sont ceux dont la loi organique ne prévoit pas l'appel de droit: agrologie, chiropractie, comptabilité (comptables agréés), diététique, droit, foresterie, hygiène dentaire, lunetterie, massothérapie, médecine vétérinaire, naturopathie, optométrie, ostéopathie, physiothérapie, radiologie, technique dentaire.

Le candidat qui se voit refuser l'inscription à l'exercice de l'une des professions ci-dessus ne peut se pourvoir en justice que par voie de requête en contrôle judiciaire. Nous examinerons la procédure en la matière dans les sections qui suivent.

Loi sur la procédure de révision judiciaire

En Ontario, les principes de *common law* qui régissent le contrôle judiciaire ont été largement incorporés dans la *LPRJ*, qui codifie la procédure en la matière et habilite la Cour divisionnaire à connaître de ce recours. En l'absence d'une disposition législative prévoyant le droit d'appel, le demandeur peut contester le refus d'inscription par voie de requête en contrôle judiciaire fondée sur la *LPRJ*. Cette loi autorise aussi ce type de recours même si le droit d'appel existe, mais dans les cas où celui-ci n'a pas été exercé, les tribunaux hésiteront à accorder le contrôle judiciaire⁵.

La *LPRJ* définit deux grandes catégories de requêtes. En premier lieu, le recours en contrôle judiciaire peut être intenté par voie de requête en ordonnance de *certiorari*, de *mandamus* ou de *prohibition* (voir ci-dessous). En second lieu, l'intéressé peut intenter une action en vue d'un jugement,

d'une injonction ou d'un jugement déclaratoire en matière d'exercice de compétence légale (ou de refus d'exercice). Tous ces redressements relèvent des pouvoirs discrétionnaires de la Cour qui peut les accorder ou non, bien que le demandeur semble tenir de la loi le droit de l'en saisir.

Le recours en *certiorari* (qui signifie littéralement "pour être mieux informé") permet à la Cour d'infirmer une décision entachée d'erreurs de droit graves. L'ordonnance de *mandamus* (qui signifie "nous commandons") ordonne l'exécution d'une obligation légale, mais ne force pas l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire de telle ou telle façon. L'ordonnance de prohibition interdit à la personne visée d'accomplir ce qu'elle se propose de faire. L'injonction oblige à la personne visée de faire ou de ne pas faire quelque chose. Le jugement déclaratoire est une énonciation des droits des parties, qui n'oblige personne à faire quoi que ce soit mais qui est normalement observée. Dans le domaine de l'inscription professionnelle, le requérant a normalement recours au *mandamus* ou au *certiorari*⁶.

Justice naturelle, équité et la Loi sur l'exercice des compétences légales

Comme indiqué plus haut, il y a lieu à recours en contrôle judiciaire en cas d'erreur de procédure grave entraînant iniquité ou injustice au détriment d'une partie. La Cour interviendra s'il y a eu violation d'un ensemble de normes fondamentales de procédure, appelé doctrine de justice naturelle et d'équité.

En *common law*, la doctrine de justice naturelle a toujours eu deux objectifs fondamentaux: le demandeur doit savoir quels sont les faits relevés contre lui et doit avoir la possibilité d'y répondre; et la décision doit être rendue par une autorité impartiale. Pour atteindre ces objectifs, les principes de justice naturelle pourraient requérir que les deux parties soient entendues de vive voix, que les dépositions soient faites sous serment, et que le demandeur ait le droit de se faire représenter par avocat et de contre-interroger les témoins.

La doctrine d'équité a pris corps à titre de complément de la doctrine de justice naturelle, pour s'appliquer dans les cas où le demandeur ne jouissait pas de toutes les protections constitutives de la justice naturelle. De nos jours, les deux doctrines imposent une norme de plus en plus égale d'équité procédurale. Ce qui est considéré comme un processus de décision "équitable", conforme aux principes de justice naturelle, varie cependant avec

les faits de la cause. Ni l'une ni l'autre doctrine n'a été largement appliquée par les tribunaux aux décisions des organes corporatifs en matière d'inscription. Par exemple, ils ont décidé que l'octroi de l'autorisation d'exercer par un organe corporatif était un privilège, non un droit, et que le demandeur ne pouvait donc pas prétendre à la pleine protection de la doctrine de justice naturelle. Les tribunaux ont été aussi peu enclins à appliquer la doctrine d'équité aux décisions telles que le refus d'autorisation d'exercer, qui représentent à leurs yeux des décisions portant sur des droits en expectative⁷.

Les principes de justice naturelle et d'équité sont partiellement codifiés en Ontario dans la *Loi sur l'exercice des compétences légales (LECL)*⁸, qui prévoit la norme minimum de protection procédurale à l'intention des demandeurs en cas d'audience devant les organes administratifs comme les comités d'inscription des corps professionnels. Cette loi requiert par exemple que les parties soient informées suffisamment à l'avance de l'audience, qu'elles aient le droit de se faire représenter par avocat, qu'elles puissent convoquer, interroger et contre-interroger des témoins, et que, s'il y a demande d'une des parties à cet effet, le tribunal administratif motive par écrit sa décision⁹.

La *LECL* prévoit cependant que les protections procédurales visées ne s'appliquent qu'aux tribunaux administratifs qui exercent une "compétence légale" telle qu'elle y est définie et seulement dans les cas où une audience est requise en droit, notamment par un texte de loi. En outre, la loi régissant le corps professionnel concerné doit prévoir l'obligation de tenir une audience; dans le cas contraire, la *LECL* ne s'applique pas. Si la loi organique ne prévoit pas l'obligation de tenir une audience, on peut se fonder sur la *common law* pour décider si pareille audience est requise par la doctrine de justice naturelle ou d'équité. Il ne semble pas que la doctrine de justice naturelle impose l'obligation d'accorder une audience au demandeur, mais il se peut que par l'évolution de la doctrine d'équité, les audiences soient considérées comme une obligation en *common law*. La *LECL* ne s'applique pas non plus si la loi organique de la profession concernée la soustrait expressément à son application.

En résumé, il y a lieu de noter qu'en l'absence du droit d'appel, le candidat à l'inscription dans un corps professionnel n'a qu'un recours limité et incertain contre le refus d'inscription. Le contrôle judiciaire du refus d'inscription de la part d'un organe corporatif est limité non seulement par la nature même de ce recours, mais encore par l'hésitation des tribunaux à appliquer les doctrines de justice naturelle et d'équité dans ce domaine. En

outre, si l'organe corporatif n'est pas institué par une loi ou si le demandeur ne tient pas de la loi le droit à une audience de vive voix, ce demandeur ne peut pas invoquer les protections prévues à la *LECL*.

PROCESSUS D'APPEL EN VIGUEUR

Comme nous l'avons vu au chapitre 4 ("Problèmes face aux professions"), les droits dont jouissent les candidats à l'inscription ne sont pas les mêmes d'une profession à l'autre. Les lignes qui suivent donnent un résumé et une comparaison des diverses modalités d'appel ainsi que des droits spécifiques dont jouissent les demandeurs en divers états du processus d'appel.

La décision initiale

La loi régissant la profession concernée peut prévoir que la décision initiale relative à la demande d'inscription peut être rendue par une seule personne, souvent appelée le "registraire", ou, dans le cas où celui-ci se propose de rejeter la demande, qu'il la renvoie au comité d'inscription. Dans l'un et l'autre cas, la décision est rendue sur la foi des documents soumis par le candidat. À l'heure actuelle, aucun corps professionnel n'est tenu par la loi d'accorder au candidat une entrevue avec le registraire ou la possibilité de se faire entendre de ce dernier.

La *Loi sur les sciences de la santé*¹⁰ est l'exemple typique de loi qui impose au registraire l'obligation de renvoyer au comité d'inscription toutes les demandes auxquelles il se propose de réserver une suite défavorable (laquelle s'entend du fait d'assujettir l'autorisation d'exercer à des conditions ou restrictions, et également du refus d'inscription). Cette *Loi*, qui régit l'exercice de la dentisterie, de la médecine, des soins infirmiers, de l'optométrie et de la pharmacie, prévoit un comité d'inscription pour chacune de ces professions, lequel comité est composé respectivement de membres de chacune d'elles. Certaines lois, comme la *Loi sur les denturologues* et la *Loi sur les pompes funèbres*, prévoient le même mécanisme d'appel mais créent un comité d'inscription, auquel une personne qui n'appartient pas à la profession est nommée pour représenter l'intérêt public¹¹.

Sous le régime de ces lois, la décision initiale du registraire n'est pas définitive en attendant l'issue du contrôle exercé par le comité d'inscription. Ce comité est habilité à dispenser le candidat des conditions prévues pour l'autorisation d'exercer, à ordonner au registraire d'accorder ou de refuser l'autorisation d'exercer, ou encore d'accorder une autorisation d'exercer assortie des conditions ou des restrictions fixées par le comité lui-même. Il peut aussi exiger du candidat que celui-ci fasse la preuve de sa compétence professionnelle en terminant avec succès un cours ou un programme de formation permanente¹².

La *Loi de 1984 sur les ingénieurs*¹³, la *Loi de 1984 sur les architectes*¹⁴ et la *Loi de 1987 sur les arpenteurs-géomètres*¹⁵ prévoient toutes les trois le renvoi à un comité de vérification des diplômes ou un comité de vérification de l'expérience, de toutes les demandes que le registraire se propose de rejeter pour insuffisance de diplôme ou de compétence professionnelle. À la différence de la *Loi sur les sciences de la santé*, ces trois lois prévoient pour le comité de vérification l'obligation d'accorder au demandeur la possibilité de défendre par écrit ses qualifications. Dans certains cas, celui-ci peut être invité à venir rencontrer le comité, mais ce dernier n'est pas tenu par la loi de lui accorder une audience ou la possibilité de se faire entendre de vive voix.

La *Loi sur les denturologues*¹⁶, la *Loi sur les pompes funèbres*¹⁷ et la *Loi sur l'inscription des courtiers d'assurances*¹⁸ sont trois autres exemples de loi professionnelle qui requièrent que les décisions défavorables du registraire soient soumises au contrôle d'un comité d'inscription. Elles ne prévoient cependant pas le droit pour le demandeur de présenter à ce dernier ses observations par écrit.

Contrôle administratif

Il arrive que le demandeur qui se voit refuser l'inscription tient à contester cette décision devant une instance supérieure. Dans ce cas, l'étape suivante du processus est normalement un contrôle formellement effectué par une commission administrative soit indépendante soit formée de membres de la profession concernée. Dans certains cas cependant, le processus de contrôle prévu par la loi omet l'étape du comité ci-dessus pour prévoir directement une commission chargée du contrôle, à titre de première instance où le candidat peut contester une décision défavorable.

Les usages observés par les occupations soumises à l'examen du Groupe d'étude varient selon que le demandeur a droit ou non à une audience devant la commission d'appel, selon les points litigieux pouvant faire l'objet de l'appel, selon la nature de l'audience et selon que l'instance d'appel est habilitée ou non à infirmer la décision initiale.

Dans le cadre de la *Loi sur les sciences de la santé*, si le comité d'inscription se propose de refuser l'autorisation d'exercer ou de l'assujettir à des conditions ou restrictions, il est tenu de signifier à l'intéressé un avis motivé de sa décision. Une copie en est signifiée au Conseil des sciences de la santé, organisme composé de personnes qui ne sont pas membres des professions médicales et qui sont nommées par le gouvernement. L'avis signifié à l'intéressé doit l'informer qu'il a le droit de se faire entendre devant le Conseil ou de faire revoir par ce dernier les preuves et les observations écrites. Il doit préciser quelle voie il préfère: l'audience ou le contrôle sur pièces¹⁹.

Alors que les comités d'inscription créés par la *Loi sur les sciences de la santé* ont des pouvoirs étendus, le Conseil n'est investi que d'une compétence plus limitée en matière de redressements. Il peut confirmer la décision initiale, imposer un examen de qualification ou un complément de formation, ou encore renvoyer le dossier au comité pour nouvelle instruction ou inscription directe, et ce dans les cas seuls où il conclut que le demandeur remplit toutes les conditions et que le comité d'inscription n'a pas exercé ses pouvoirs comme il convient. Le Conseil n'est nullement investi du pouvoir de dispenser quelqu'un de l'une quelconque des conditions prévues.

Les demandeurs qui demandent à se faire entendre devant le Conseil jouissent de la protection procédurale prévue à la *Loi*. Par exemple, ils ont le droit d'examiner, avant l'audience, les preuves écrites ou le rapport qui sera produit en preuve²⁰. Les dépositions doivent être consignées et la transcription en est fournie aux parties à leurs frais²¹. L'équité de l'instruction est garantie par la disposition prévoyant que les membres du Conseil ne participent à la décision que s'ils ont assisté à toute l'audience²². À l'heure actuelle, le Conseil tient ses audiences à huis clos, sauf demande contraire du demandeur²³. En outre, le demandeur qui a demandé une audience peut se fonder sur les dispositions de la *Loi sur l'exercice des compétences légales (LECL)*, sauf conflit avec des dispositions expresses de la *Loi sur les sciences de la santé*²⁴.

Deux professions connexes sont aussi régies par la *Loi sur les sciences de la santé*. Les aides-infirmières sont visées à la partie IV de la *Loi* et soumises à l'application des dispositions relatives à l'appel de la partie I. Par contraste, les spécialistes de l'hygiène dentaire, visés à la partie II, n'ont pas le droit d'appel. En cas de refus d'autorisation d'exercer, ils n'ont pas droit au contrôle exercé par le comité d'inscription à la dentisterie, ni à l'appel devant le Conseil des sciences de la santé. Ils ne peuvent se pourvoir en contrôle administratif que devant le conseil de l'Ordre royal des chirurgiens dentistes de l'Ontario.

Un mécanisme de contrôle administraif semblable à celui de la *Loi sur les sciences de la santé* est prévu par la *Loi sur les denturologues* et la *Loi sur les pompes funèbres*. Les décisions du comité d'inscription sont respectivement susceptibles de contrôle par la Commission d'appel des denturologues et la Commission de contrôle des pompes funèbres, composées de membres qui ne font pas partie de la profession. On retrouve dans ces lois la protection procédurale prévue à la *Loi sur les sciences de la santé*.

La *Loi sur le ministère de la Consommation et du Commerce*²⁵ prévoit aussi un processus formel de contrôle du refus d'inscription dans certains corps professionnels: courtiers commerciaux et immobiliers, marchands de véhicules à moteur, courtiers d'hypothèques. Selon cette *Loi*, les projets de décision défavorable ne sont pas soumis au contrôle d'un comité, mais les demandeurs en saisissent directement la Commission d'appel des enregistrements commerciaux (CAEC) créée par la *Loi sur le ministère de la Consommation et du Commerce*. Diverses lois régissant les professions prévoient la saisine directe de la Commission en cas de refus d'inscription. À titre d'exemple, la *Loi sur le courtage commercial et immobilier*²⁶ prévoit qu'en cas de refus d'inscription, le registraire doit signifier sa décision motivée au demandeur, en l'informant qu'il a le droit de se faire entendre par la CAEC²⁷.

Le demandeur qui comparaît devant la CAEC jouit de diverses protections procédurales. La *Loi sur le ministère de la Consommation et du Commerce* prévoit qu'il peut examiner toutes les preuves avant l'audience²⁸. Les dépositions faites devant la Commission sont consignées, et on peut en obtenir la transcription moyennant le paiement d'un droit²⁹. En outre, bien que cette loi ne mentionne pas expressément la protection de la *LECL*, celle-ci s'applique de droit puisque la Commission exerce un pouvoir légal de décision et que la loi requiert la tenue d'une audience.

La *Loi sur l'inscription des courtiers d'assurances* prévoit aussi l'audience ou le contrôle sur pièces devant un organe administratif. Ce mécanisme présente cependant une différence essentielle avec la législation des sciences de la santé. Alors que le Conseil des sciences de la santé, la Commission d'appel des denturologues et la Commission de contrôle des pompes funèbres exercent un contrôle indépendant, le Comité de qualification et d'inscription professionnelles prévue à la *Loi sur l'inscription des courtiers d'assurances* est tout autre. Ce comité est habilité par la loi à revoir l'intention exprimée par le directeur (équivalent au registraire) de refuser la délivrance du certificat d'aptitude professionnelle. Si le comité se propose de refuser la qualification, sa décision motivée est signifiée au demandeur, qui est informé de son droit de se faire entendre par le même comité. À l'audience, celui-ci peut confirmer sa propre décision ou, s'il conclut que le demandeur satisfait aux conditions, imposer un examen de qualification, un complément de formation ou l'inscription pure et simple³⁰.

À notre avis, que les mêmes membres participent ou non à la décision initiale et à son contrôle, on peut reprocher à cette loi de permettre au comité de se contrôler lui-même, ce qui peut justifier une crainte de parti pris.

Les règlements intérieurs de l'Institut des comptables agréés de l'Ontario prévoient aussi le contrôle formel des décisions initiales défavorables: avant de soumettre ses conclusions en matière d'admissibilité au conseil de l'Institut, le comité d'instruction des demandes est tenu de les notifier sans délai au candidat³¹. Le candidat qui n'a pas eu satisfaction peut saisir le comité d'appel du conseil d'une demande de contrôle. Le contrôle se fait par voie d'audience formelle analogue à celle prévue pour les appels, et les règlements intérieurs prévoient pour le demandeur certaines protections procédurales expresses, dont le droit à l'avis d'audience, le droit à la représentation par avocat ou agent, le droit à l'audience publique, le droit d'interroger les témoins, et le droit à une décision motivée par écrit. En outre, les membres sont tenus d'être présents tout au long de l'audience³². Il y a lieu cependant de noter que ces protections procédurales ont été établies par voie de règlement intérieur, non pas par la loi ou un règlement, ce qui signifie qu'elles peuvent être modifiées par ce corps professionnel sans approbation de la Législature ou du gouvernement provincial.

Il est trois professions dont la loi organique, tout en établissant une instance d'appel, en limite tellement l'accessibilité que le processus en est pratiquement inopérant. La *Loi de 1984 sur les ingénieurs*, la *Loi de 1984*

sur les architectes et la *Loi de 1987 sur les arpenteurs-géomètres* prévoient pour le demandeur le droit de recevoir signification du refus d'inscription décidé par le registraire et de demander à se faire entendre devant le comité d'inscription. Comme noté plus haut, les décisions relatives aux conditions de diplôme et d'expérience professionnelle sont renvoyées au comité de vérification des diplômes ou de l'expérience de la profession concernée. La décision de ce dernier est exécutoire et sans appel, elle ne peut faire l'objet d'un contrôle de la part du comité d'inscription³³. Dans les faits donc, la législation en la matière limite le contrôle aux facteurs autres que le diplôme et l'expérience professionnelle.

Les protections procédurales prévues à la *Loi de 1984 sur les ingénieurs*, la *Loi de 1984 sur les architectes* et la *Loi de 1987 sur les arpenteurs-géomètres* s'apparentent à celles qu'on trouve dans la *Loi sur les sciences de la santé*. Avant l'audience, les parties qui doivent comparaître devant le comité d'inscription ont le droit d'examiner les preuves écrites ainsi que les rapports qui seront produits en preuve³⁴. Pour prévenir tout préjugé, la loi prévoit que ne peut faire partie du comité quiconque a participé à une enquête antérieure à l'audience, et que seuls les membres qui ont été présents tout au long de l'audience peuvent participer à la décision³⁵. À la différence de la *Loi sur les sciences de la santé*, ces lois ne prévoient pas que l'audience doit se tenir à huis clos.

Appel judiciaire

L'appel devant un tribunal judiciaire est la dernière étape du processus de contrôle prévu dans les lois professionnelles que nous avons passées en revue dans cette section consacrée aux voies d'appel légales. Le processus habituel du contrôle conduit le demandeur d'abord devant un comité interne de la profession concernée, puis devant une commission d'appel, et enfin devant la Cour divisionnaire.

Les pouvoirs de la Cour saisie de l'appel peuvent être limités par le libellé de la loi applicable. D'ailleurs, quand bien même le libellé du texte de loi relatif à l'appel aurait investi la Cour de larges pouvoirs de contrôle, le champ véritable de l'appel peut être limité dans les faits par la tradition de déférence observée par les tribunaux judiciaires à l'égard des organes d'inscription. Si la décision de l'organe corporatif est fondée un tant soit peu sur des preuves, le tribunal judiciaire est peu enclin à substituer ses propres conclusions à celles de cet organe de réglementation³⁶.

La *Loi sur les sciences de la santé*, la *Loi sur les denturologues* et la *Loi sur les pompes funèbres* prévoient que le demandeur peut interjeter appel de la décision de l'instance d'appel à la Cour divisionnaire sur une question de droit, de fait ou mixte de droit et de fait³⁷. La Cour peut exercer tous les pouvoirs du comité d'inscription et substituer ses propres conclusions à celles de ce dernier. Elle a davantage de pouvoirs en matière de redressements que les conseils respectifs de ces corps professionnels³⁸. Elle n'est notamment pas tenue de conclure préalablement à l'irrégularité de la décision d'inscription pour ordonner elle-même l'inscription. De même, elle est pleinement habilitée à accorder la dispense des conditions d'inscription.

Les mêmes dispositions en matière d'appel se trouvent dans la *Loi sur le ministère de la Consommation et du Commerce* et la *Loi sur l'inscription des courtiers d'assurances* en vertu desquelles le demandeur peut aussi contester les décisions de la Commission d'appel des enregistrements commerciaux et du Comité d'inscription et de vérification des qualifications, respectivement, à la Cour divisionnaire sur les questions de droit, de fait, ou mixtes de droit et de fait. La Cour est investie de tous les pouvoirs du tribunal administratif et peut substituer ses propres conclusions à celles de ce dernier³⁹.

Le droit d'appel est aussi prévu à la *Loi de 1984 sur les ingénieurs*, la *Loi de 1984 sur les architectes* et la *Loi de 1987 sur les arpenteurs-géomètres*: les décisions du comité d'inscription peuvent être portées devant la Cour divisionnaire sur les questions de droit, de fait ou mixtes de droit et de fait, et la Cour peut substituer ses propres conclusions à celles du comité. Comme noté plus haut cependant, les décisions sur l'équivalence de diplôme ou d'expérience professionnelle ne sont pas susceptibles de contrôle par le comité d'inscription ni d'appel devant la Cour divisionnaire⁴⁰.

Un petit nombre de professions dont le Groupe d'étude a examiné le mécanisme d'appel n'ont pas un processus formel de contrôle de la part d'un comité interne ou d'un organe indépendant comme dans les cas susmentionnés, mais prévoient l'appel direct de la décision initiale devant la Cour divisionnaire.

La *Loi sur l'inscription des psychologues*⁴¹ prévoit que pour exercer en Ontario, les psychologues sont tenus d'obtenir au préalable un certificat d'inscription auprès d'un conseil nommé par le gouvernement. Une audience est tenue à cet effet et si le conseil refuse d'accorder l'autorisation

d'exercer, le demandeur peut interjeter appel de la décision directement à la Cour divisionnaire⁴².

La *Loi sur les assurances* habilite le surintendant des assurances à accorder l'autorisation d'exercer aux agents d'assurances. Le surintendant accorde cette autorisation quand il conclut que le demandeur est de bonnes vie et moeurs, qu'il a un niveau d'instruction suffisant, qu'il a des antécédents satisfaisants en matière d'entreprise ou d'emploi, qu'il convient à la profession, qu'il l'exercera honnêtement, et qu'il n'est pas dans une situation telle qu'il peut faire du trafic d'influence pour se faire des clients⁴³. Le demandeur peut interjeter appel de la décision du surintendant à la Cour divisionnaire⁴⁴.

Ni l'une ni l'autre des deux lois susmentionnées ne définit les motifs d'appel qu'on peut invoquer. Habituellement, si le contrôle judiciaire s'exerce sur le fond, pareille disposition est expressément prévue dans la loi applicable. Il y a donc lieu de conclure que les motifs d'appel fondés sur ces deux lois devraient être limités aux questions de droit et de compétence.

La plupart des professions comptables prévoient aussi l'appel interjeté directement à la Cour de la décision défavorable initiale de l'organe d'inscription. Par exemple, la *Loi sur les experts-comptables*⁴⁵ prévoit que les demandeurs peuvent interjeter appel du refus d'inscription à la Cour divisionnaire.

Les comptables qui cherchent à se faire inscrire à titre de comptables de gestion agréés doivent être au préalable membres de la Société des comptables de gestion. Selon les règlements intérieurs de cette organisation régie par une loi d'intérêt privé, l'adhésion ne peut être refusée qu'à la suite d'une audience initiale et après signification des motifs écrits au candidat. La décision peut être contestée devant la Cour d'appel⁴⁶.

Ceux qui cherchent à se faire inscrire à titre de comptables généraux agréés doivent être au préalable membres de l'Association des comptables généraux agréés de l'Ontario. L'admissibilité est régie par les règlements intérieurs qui ne prévoient pas pour le candidat le droit au contrôle de la part d'un comité interne ou d'une commission indépendante. Quiconque a les qualités requises et qui s'est vu refuser l'adhésion peut interjeter appel du refus à la Cour divisionnaire⁴⁷.

Par contraste, ceux qui cherchent à s'inscrire à l'Institut des comptables agréés ont droit à une audience formelle, mais la décision du comité d'appel

du conseil est exécutoire. Bien que l'appel judiciaire ne soit pas prévu, il peut y avoir lieu à contrôle judiciaire en cas de grave erreur de droit.

RECOMMANDATIONS

Les recommandations ci-dessous visent à établir un modèle de contrôle et d'appel pour la législation professionnelle. En considérant le droit d'appel des candidats aux corps professionnels, le Groupe d'étude a tenu compte de la position des candidats aux occupations non régies par une loi mais, étant donné notre mandat, nous n'avons fait aucune recommandation à ce sujet. Les recommandations qui suivent comprennent les modifications spécifiques à apporter aux diverses lois de façon à rendre les mécanismes d'appel conformes à nos recommandations générales. En outre nous avons choisi de traiter de façon plus approfondie des occupations et professions qui prévoient ou qui se proposent de prévoir un droit d'appel au Conseil des sciences de la santé ou à la Commission d'appel des enregistrements commerciaux (CAEC) car il est prévu qu'à eux deux, ces deux organes connaîtront des appels concernant les décisions d'inscription de plus de 30 professions, si le gouvernement donne suite aux recommandations dont il a été saisi (notamment celles contenues dans le rapport de la Commission de révision de la législation médicale).

Recommandations générales

11.1 Le Groupe d'étude recommande que toutes les lois professionnelles soient modifiées de façon à prévoir que les demandeurs qui se voient refuser l'inscription ont droit d'appel en la matière, avec les paliers et les protections procédurales énumérés ci-dessous. Le contrôle judiciaire ne suffit pas pour résoudre les refus d'inscription.

La décision initiale

11.2 Les candidats aux corps professionnels doivent avoir le droit d'être pleinement informés des conditions et des normes d'admissibilité, de la documentation qu'il faut soumettre, et de la procédure à observer pour contester le refus d'inscription. Nous recommandons que les lois professionnelles soient modifiées de

façon à prévoir pour le registraire l'obligation de mettre à la disposition des demandeurs tous les renseignements nécessaires sous forme écrite. Une meilleure accessibilité de l'information émanant des corps professionnels contribuerait grandement, à notre avis, à réduire les possibilités d'antagonisme entre le demandeur et l'organe corporatif.

11.3 Nous recommandons que les lois professionnelles prévoient pour le demandeur le droit de consulter le dossier de sa demande d'admission avant que la décision initiale ne soit rendue. Un grand nombre de difficultés peuvent être réglées rapidement si le demandeur a la possibilité de consulter son dossier au tout début du processus.

11.4 Dans le cas où le demandeur fait l'objet d'un projet de décision défavorable, lequel projet est renvoyé au comité d'inscription, nous recommandons que la législation prévienne pour le demandeur le droit de soumettre à celui-ci des observations écrites avec documentation et preuves à l'appui (cette documentation pourrait comprendre l'évaluation d'équivalence donnée par le Réseau d'évaluation de l'acquis antérieur, dont nous recommandons la création). Ce droit renforcera l'équité du processus sans entraîner de retard ou de complication inutile, et il est à espérer qu'il réduira au minimum la nécessité d'un appel qui coûte cher en temps et en argent.

11.5 Si la loi professionnelle prévoit que le registraire doit saisir le comité d'inscription de son intention de refuser l'inscription, comme c'est le cas, par exemple, de toutes les professions régies par la Loi sur les sciences de la santé, nous recommandons qu'elle prévienne pour le demandeur le droit de recevoir signification des motifs écrits de la recommandation défavorable du registraire.

11.6 Dans les cas où les décisions en matière d'inscription sont soumises au contrôle du comité d'inscription, nous recommandons que ce comité soit investi des pleins pouvoirs de contrôle, dont celui de substituer à la décision initiale ses propres conclusions quant à l'équivalence du niveau d'instruction et de l'expérience professionnelle du demandeur (cette recommandation intéressera tout particulièrement les professions d'ingénieur, d'architecte et d'arpenteur-géomètre. À l'heure actuelle, l'évaluation d'équivalence est faite en dernier ressort par deux comités internes dans chacun

de ces corps professionnels: le comité de vérification des diplômes et le comité de vérification de l'expérience. Il s'ensuit que l'évaluation d'équivalence n'est pas susceptible d'appel sous le régime de leur loi organique respective).

11.7 Nous recommandons que les lois professionnelles soient modifiées de façon à prévoir pour le demandeur le droit de recevoir les motifs écrits de la décision défavorable initiale.

11.8 Dans le cas où conformément à la procédure prévue par la loi, le registraire doit renvoyer la demande au comité d'inscription, nous recommandons que celui-ci soit tenu de rendre sa décision dans les 30 jours.

Commission d'appel

Les recommandations 11.9 à 11.14 ne s'appliquent qu'aux professions régies par une loi. Le Groupe d'étude a examiné brièvement la position des candidats aux associations professionnelles libres et non réglementées qui accordent un titre de compétence ou un titre réservé (voir le chapitre 4, "Problèmes face aux professions").

11.9 Dans le cas où l'autorité qui rend la décision initiale conclut qu'il y a lieu de refuser l'inscription ou d'y attacher des conditions ou des restrictions, nous recommandons d'accorder au demandeur le droit au contrôle de la décision par une commission spécialisée, composée en tout ou en partie de personnes n'appartenant pas à l'occupation concernée et nommées pour représenter l'intérêt public.

11.10 Les professions suivantes ne connaissent pas à l'heure actuelle un mécanisme de contrôle de la part d'une commission indépendante: ingénieurs, architectes, arpenteurs-géomètres, comptables, avocats. Nous recommandons que le gouvernement engage un dialogue avec ces professions pour examiner s'il y a lieu de créer une commission d'appel commune pour connaître des appels contre le refus d'inscription, ou s'il y a lieu de créer une commission pour chacune d'elles séparément.

11.11 De nombreux corps professionnels régis par une loi d'intérêt privé ne prévoient pas pour les demandeurs le droit d'appel à

une commission indépendante. Une nouvelle commission pourrait être créée pour servir d'instance d'appel à l'intention des candidats de tous ces groupes. Une autre solution consisterait à élargir la compétence d'une commission existante comme la Commission d'appel des enregistrements commerciaux (voir la recommandation 10.36).

- 11.12 Nous recommandons que le demandeur ait le choix entre l'audience et le contrôle sur pièces. La Loi sur les sciences de la santé donne actuellement ce choix au demandeur. Le mécanisme de contrôle facultatif que nous proposons nous paraît économique et plus pratique pour les demandeurs qui ne tiennent pas à dépenser trop d'argent et de temps pour se préparer et pour comparaître à l'audience, avec ou sans avocat. Étant donné que la grosse partie des preuves à prendre en considération consiste en documents, un contrôle fondé sur les observations écrites peut mieux convenir dans un grand nombre de cas qu'une audience. Il serait toujours loisible au demandeur d'opter pour l'audience et de convoquer des témoins.*
- 11.13 Nous recommandons d'investir, par voie législative, la commission d'appel des pleins pouvoirs de contrôle et, en particulier, de l'habiliter à exercer tous les pouvoirs de l'autorité décisionnelle de première instance, notamment, le cas échéant, celui de dispenser le demandeur des conditions habituelles d'inscription; celui d'instruire la demande au fond, y compris l'évaluation d'équivalence; et celui d'examiner l'équité de fond et de forme du processus, dont la validité de toute évaluation ou de tout examen d'autorisation professionnelle.*
- 11.14 Le demandeur doit jouir des protections procédurales à l'étape du contrôle exercé par une commission indépendante. Nous recommandons que la législation professionnelle prévoit ce qui suit:*
- Le demandeur doit avoir la possibilité d'examiner, au moins dix jours avant l'audience, toute preuve documentaire qui sera produite ou tout rapport ou sommaire écrit du témoignage que rendra chaque expert (la commission doit cependant être habilitée à admettre des preuves même si le délai prescrit n'a pas été strictement observé).*

- *Les audiences doivent être publiques à moins (1) qu'elles ne portent sur des questions de sécurité publique, (2) qu'elles ne portent sur des renseignements privés d'ordre financier ou personnel de nature telle que l'avantage de la non-divulgaration l'emporte sur l'avantage de la publicité, (3) qu'elles ne portent atteinte aux intérêts de quelqu'un dans une instance criminelle ou civile, ou (4) qu'elles ne compromettent la sécurité de qui que ce soit. La commission d'appel doit être habilitée à interdire, en cas de chef d'inconduite sexuelle, la publication de l'identité des témoins ainsi que des informations qui permettent de les identifier.*
- *Ne peuvent participer à la décision que les membres de la commission d'appel qui ont assisté à toute l'audience.*
- *Toute partie à l'audience devant une commission d'appel a le droit de se faire représenter par avocat ou agent.*
- *Toute partie à l'audience devant une commission d'appel a le droit de citer, d'interroger et de contre-interroger des témoins.*
- *La commission d'appel est tenue de motiver ses décisions par écrit.*

Appel judiciaire

11.15 Nous recommandons de prévoir pour le demandeur le droit d'appel en dernière instance à la Cour divisionnaire sur les questions de droit, de fait, ou mixtes de droit et de fait (cette recommandation requiert la modification de plusieurs lois professionnelles, dont la Loi de 1956 sur les comptables agréés, la loi Certified General Accountants Association of Ontario Act, la loi Society of Management Accountants of Ontario Act, 1985, la Loi sur la Société du barreau, la Loi sur les podologues et la Loi sur les praticiens ne prescrivant pas de médicaments si les professions visées par cette dernière ne sont pas soumises à l'application de la Loi sur les sciences de la santé. Plusieurs lois d'intérêt privé régissant des associations professionnelles devront aussi être modifiées).

- 11.16 *Nous recommandons que la législation professionnelle habilite expressément la Cour à confirmer ou à infirmer la décision entreprise, à exercer tous le pouvoirs dont la commission d'appel est investie, et à ordonner à celle-ci de prendre toute mesure que la Cour juge indiquée; il y a lieu d'habiliter la Cour à substituer ses propres conclusions à celles de la commission d'appel ou à lui renvoyer l'affaire pour nouvelle instruction avec toutes directives que la Cour juge indiquées.*

Professions régies par la Loi sur les sciences de la santé

- 11.17 *Nous recommandons que la Loi sur les sciences de la santé soit modifiée de façon à prévoir que le registraire de chaque profession visée est tenu d'informer par écrit le demandeur des normes et des conditions à observer, de la documentation à soumettre, et de la procédure observée en matière de contrôle et d'appel des décisions défavorables.*
- 11.18 *Nous recommandons que la Loi sur les sciences de la santé soit modifiée de façon à prévoir que si le registraire se propose de refuser l'inscription et de renvoyer sa proposition de refus au comité d'inscription, le demandeur ait le droit de recevoir signification des motifs écrits de la recommandation défavorable du registraire.*
- 11.19 *Nous recommandons que la Loi sur les sciences de la santé soit modifiée de façon à prévoir pour le demandeur le droit de soumettre par écrit les preuves, la documentation et les arguments au stade de l'instance devant le comité d'inscription.*
- 11.20 *Nous recommandons que la Loi sur les sciences de la santé soit modifiée de façon à prévoir pour le demandeur le droit de consulter le dossier de sa demande avant que la décision initiale ne soit rendue.*
- 11.21 *Nous recommandons que la Loi sur les sciences de la santé soit modifiée de façon à prévoir que le comité d'inscription est tenu de rendre une décision avec motifs écrits dans les 30 jours qui suivent le renvoi de la demande par le registraire.*

- 11.22 *Nous recommandons que le Conseil des sciences de la santé, ou l'organe qui le remplacera, continue à accorder au demandeur refusé le choix entre l'audience et le contrôle sur pièces.*
- 11.23 *Nous souscrivons à la recommandation du Comité de révision des lois régissant les professions de la santé, à savoir que le demandeur ait la possibilité d'examiner les preuves au moins 10 jours avant l'audience et que le sommaire du témoignage de chaque expert soit mis à sa disposition. Nous souscrivons également à la recommandation visant à abroger la disposition de la Loi sur les sciences de la santé portant audience à huis clos. Nous recommandons que les audiences aient lieu en public, à moins que cela ne porte atteinte à d'autres intérêts.*
- 11.24 *Nous recommandons que le Conseil des sciences de la santé soit investi des pleins pouvoirs de contrôle. Le Comité de révision des lois régissant les professions de la santé a aussi conclu que les pouvoirs de ce dernier devraient être élargis et que le Conseil devrait être habilité à ordonner directement l'inscription s'il jugeait que le candidat satisfaisait en grande partie aux conditions. Nous souscrivons à cette recommandation, mais recommandons en outre l'abrogation de la condition actuellement en vigueur, savoir que le Conseil ne prend cette mesure qu'après avoir conclu que le comité a agi "incorrectement". Nous recommandons aussi que le Conseil soit habilité à accorder des dispenses. Nous avons examiné plusieurs de ses décisions, et noté que ses membres avaient exprimé un sentiment de frustration du fait que le Conseil n'était pas habilité à accorder des dispenses. Le Conseil peut tout juste faire des recommandations instantes et doit renvoyer l'affaire au comité d'inscription. Nous estimons que l'habilitation du Conseil à dispenser de conditions légales permettrait d'expédier le processus d'appel et d'éviter des dépenses et des retards inutiles.*
- 11.25 *Il faut maintenir le droit d'appel à la Cour divisionnaire sur les questions de droit, de fait, ou mixtes de droit et de fait. Nous souscrivons aux suggestions faites par le Comité de révision des lois régissant les professions de la santé, et recommandons que la législation relative à la nature et à l'étendue des pouvoirs soit clarifiée de façon à préciser que la Cour est investie de tous les pouvoirs des comités d'inscription et du Conseil des sciences de la santé, dont celui d'accorder des dispenses.*

- 11.26 *Nous recommandons que le statut des spécialistes de l'hygiène dentaire soit consacré dans la Loi sur les sciences de la santé afin de leur assurer l'ensemble des protections procédurales qui y sont prévues.*
- 11.27 *Conformément au rapport du Comité de révision des lois régissant les professions de la santé, nous recommandons que les professions paramédicales suivantes soient soumises à l'application de la Loi sur les sciences de la santé: audiologistes et orthophonistes, podologues, chiropraticiens, spécialistes de l'hygiène dentaire, techniciens dentaires, denturologues, diététiciens, masseurs, techniciens de laboratoire médical, techniciens de radiologie médicale, sages-femmes, ergothérapeutes, opticiens, kinésithérapeutes, psychologues, inhalothérapeutes. Les candidats à ces professions auraient alors droit au contrôle juridictionnel de la part du Conseil des sciences de la santé et de la Cour divisionnaire.*
- 11.28 *Pour les professions paramédicales qui ne sont pas soumises à la Loi sur les sciences médicales mais qui sont actuellement réglementées par une loi (par exemple les naturopathes), nous recommandons que la loi organique soit modifiée de façon à prendre en considération les recommandations du présent chapitre en matière de procédure. En particulier, nous recommandons qu'elle prévoie le contrôle des décisions défavorables par le Conseil des sciences de la santé ainsi que le plein droit d'appel à la Cour divisionnaire sur les questions de droit, de fait ou mixtes de droit et de fait.*

Professions soumises au contrôle de la Commission d'appel des enregistrements commerciaux

- 11.29 *La loi régissant chacun des corps professionnels caractérisés par le droit d'appel à la Commission d'appel des enregistrements commerciaux (CAEC) devrait être modifiée de façon à assurer aux demandeurs les protections procédurales applicables que recommande le présent chapitre, dont le droit d'être informés des conditions et des normes, le droit de consulter le dossier de leur demande, et celui de recevoir signification des motifs écrits de la décision défavorable.*

- 11.30 *Le paragraphe 7(7) de la Loi sur le ministère de la Consommation et du Commerce prévoit à l'heure actuelle que l'un des trois membres du jury d'appel doit être le représentant du secteur d'activité qui fait l'objet de l'appel. Par suite de nos recommandations ci-dessous visant à l'extension de la compétence de la CAEC, nous recommandons que le jury soit élargi de façon à comprendre les représentants des nouveaux secteurs envisagés pour les appels devant la CAEC.*
- 11.31 *Nous recommandons que la Loi soit modifiée de façon à prévoir que le demandeur a le choix, devant la CAEC, entre l'audience et le contrôle sur pièces.*
- 11.32 *Nous recommandons que la Loi soit modifiée de façon à prévoir le droit d'examiner les preuves écrites et le sommaire des témoignages d'experts, au moins 10 jours avant l'audience.*
- 11.33 *Nous recommandons que la Loi sur l'inscription des courtiers d'assurances soit modifiée de façon à prévoir le droit d'appel à la CAEC, en remplacement de la disposition actuelle qui prévoit que le comité d'inscription et de qualification professionnelle contrôle ses propres décisions.*
- 11.34 *Nous recommandons que les candidats à l'inscription à titre d'agents d'assurances sous le régime de la Loi sur les assurances jouissent du droit d'appel à la CAEC. Il n'y a à l'heure actuelle aucune disposition qui prévoie le contrôle par un organe indépendant.*
- 11.35 *Nous recommandons que conformément au nouveau projet de Loi sur les pompes funèbres, les candidats à l'inscription à l'exercice de la profession jouissent du droit d'appel à la CAEC, qui remplacera dans cette fonction la Commission de contrôle des pompes funèbres.*
- 11.36 *Enfin nous recommandons l'extension de la compétence de la CAEC, qui pourrait entendre les appels formés contre le refus d'inscription dans les occupations réglementées à l'heure actuelle sous le régime de lois d'intérêt privé en matière de "titre réservé" et dont l'analyse figure au chapitre 4 "Problèmes face aux professions". Au sujet des comptables, nous avons recommandé ci-dessus (11.11) la création d'une nouvelle*

commission d'appel habilitée à connaître des appels contre les refus d'inscription.

Législation des droits de la personne

... la politique instaurée par le gouvernement vise à assurer à tous les Ontariens l'égalité des droits et des chances et à faciliter leur pleine contribution à la vie en Ontario ... Le droit à l'égalité des chances ne doit cependant pas porter atteinte au droit des membres de notre société d'avoir confiance que les services qu'ils reçoivent, notamment dans les domaines qui touchent leur bien-être physique, sont assurés par des personnes qualifiées et compétentes.

— extrait du mémoire soumis au Groupe
d'étude par la Commission ontarienne
des droits de la personne

Le *Code des droits de la personne* (1981) de l'Ontario (le *Code*)¹ joue un rôle essentiel lorsqu'il s'agit de prendre pleinement en considération les droits et les préoccupations des personnes formées à l'extérieur du Canada et qui cherchent à exercer leur profession ou leur métier en Ontario. Dans le cadre de notre étude, deux principales raisons justifient de passer en revue la législation en matière de droits de la personne dans cette province.

En premier lieu, c'est dans les dispositions du *Code* que certains candidats cherchent un recours contre le refus d'admission ou de qualification professionnelle de la part d'un organe corporatif ou d'une association professionnelle. En second lieu, bien que les questions qui se font jour lorsque des personnes formées à l'étranger essaient de faire partie d'un métier ou d'une profession en Ontario, puissent être qualifiées dans une large mesure de questions techniques d'emploi, elles touchent manifestement le domaine des droits humains. La Commission des droits de la personne, créée en application du *Code*² et chargée, entre autres, "de

promouvoir la reconnaissance de la dignité et de la valeur de la personne et d'assurer à tous l'égalité des droits et des chances, sans discrimination contraire à la loi³, est en mesure de jouer un rôle important à la fois dans la protection des droits des individus et dans la mise en oeuvre et l'application des recommandations du Groupe d'étude.

CODE DES DROITS DE LA PERSONNE

Historique

La loi qu'a remplacée le *Code des droits de la personne* (1981) de l'Ontario fut promulguée en 1962⁴. Le *Code des droits de la personne* de l'Ontario de cette année visait à combattre la discrimination, à consacrer les valeurs sociales en matière d'égalité et à mettre l'accent sur ces valeurs. Ce texte, qui résultait de la refonte des lois antidiscriminatoires, adoptées par la province dans les années quarante et cinquante, interdisait la discrimination raciale dans divers domaines: enseignes, panneaux indicateurs et avis, hébergement, services et installations publiques, logements multiples, emploi, participation syndicale⁵.

La Commission ontarienne des droits de la personne a été créée pour aider le public à mieux comprendre la loi et pour promouvoir les principes des droits humains. Un personnel à plein temps a été engagé pour enquêter sur les plaintes de discrimination, pour servir de médiateur en la matière, et pour entreprendre des programmes d'information publique.

Depuis sa promulgation, le *Code* a été graduellement révisé de façon à étendre le champ de sa protection. Un article a été ajouté en 1968 pour protéger les plaignants et témoins contre les mesures de rétorsion par suite de leur participation aux instances tenues en application du *Code*. En 1972, le *Code* a été modifié de façon à inclure les dispositions des deux lois dites *Women's Equal Employment Act* et *Age Discrimination Act*⁶. Un certain nombre de motifs de discrimination illicite ont été ajoutés cette même année, et la compétence de la Commission a été étendue à un certain nombre de professions autonomes, en même temps qu'elle s'est vue investie du pouvoir de porter de son propre chef des plaintes de discrimination. En 1975, la Commission a été réorganisée: les commissaires n'étaient plus des fonctionnaires, mais constituaient un organe public nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil et rendant compte au ministre du Travail.

De nombreuses audiences publiques ont eu lieu à travers la province en 1976 dans le cadre de la révision du *Code*. Un grand nombre de recommandations issues de ce processus de révision ont été incorporées dans le nouveau *Code des droits de la personne* (1981), qui a été promulgué le 15 juin 1982⁷. Le nouveau *Code* étend les protections (au-delà des catégories existantes de race, d'ascendance, de lieu d'origine, de couleur, d'origine ethnique, de citoyenneté, de croyance, de sexe et d'âge) et élargit le mandat de la Commission. Les nouveaux motifs de discrimination illicite comprenaient le handicap physique et mental, l'état matrimonial, l'état familial, le statut d'assisté social, et le casier judiciaire à l'égard d'une infraction au Code criminel ou à une loi provinciale, qui a fait l'objet d'un pardon. La discrimination indirecte (dont analyse plus loin) est expressément interdite dans la loi actuellement en vigueur. D'autres révisions extensives ont été apportées au *Code* en 1986⁸. Le nombre de motifs de discrimination illicite a augmenté (jusqu'au chiffre actuel de 15)⁹, et le *Code* a été rendu conforme à l'article 12, c'est-à-dire la disposition des "droits à l'égalité", de la *Charte canadienne des droits et libertés*¹⁰. D'autres changements organiques ont eu lieu à l'automne de 1987, et la Commission rend maintenant compte à un ministre désigné à cet effet par le lieutenant-gouverneur en conseil. À l'heure actuelle, elle relève du ministre de la Citoyenneté.

Le *Code des droits de la personne* (1981) s'applique dans les limites de la compétence législative de la province. Les domaines qui relèvent de la compétence constitutionnelle fédérale sont soumis à la *Loi canadienne sur les droits de la personne*¹¹ et, partant, relèvent de la Commission canadienne des droits de la personne.

Le *Code* prime toutes les autres lois ontariennes, sauf disposition contraire expresse de ces dernières¹².

La procédure des plaintes

La partie IV du *Code* définit la procédure observée par la Commission pour l'instruction des plaintes.

En premier lieu, les plaignants déposent leur plainte auprès de la Commission¹³ (la Commission peut aussi introduire une plainte de sa propre initiative ou à la demande de quiconque¹⁴). Le personnel de la Commission aide les plaignants à rédiger la plainte formelle pour s'assurer qu'ils y invoquent les motifs de discrimination illicite visés par la loi.

Une fois la plainte déposée, le personnel de la Commission peut procéder à une enquête à ce sujet¹⁵. La Commission peut refuser d'instruire les plaintes qui échappent à sa compétence, celles qui sont futiles, frivoles ou vexatoires, ou encore faites de mauvaise foi, les plaintes relatives aux faits qui ont eu lieu plus de six mois auparavant, ainsi que les questions qu'il est plus indiqué d'instruire sous le régime d'une autre loi¹⁶.

Copie de la plainte est signifiée à toutes les parties, et l'intimé peut être invité à répondre par écrit aux allégations du plaignant¹⁷. En cet état de la cause, il peut y avoir une "conférence préliminaire" où les parties rencontrent l'agent des droits de la personne pour présenter leur position respective, produire des preuves et circonscrire les points litigieux. Le cas échéant, l'agent essaie d'amener les parties à parvenir à un règlement et à résoudre l'affaire.

Les plaintes qui ne sont pas résolues à cette étape sont soumises à une enquête en profondeur. Une fois celle-ci terminée, l'enquêteur essaie, le cas échéant, d'engager les parties dans un processus plus formel de conciliation négociée. Un règlement effectué à l'issue de pareille conciliation peut toujours être rejeté si la Commission le juge injuste ou contraire à l'intérêt public. Par ailleurs, avec le consentement des parties, la Commission peut aussi modifier un règlement à l'amiable.

Le personnel de la Commission recommande aux commissaires la suite à donner à l'affaire. Il y a plusieurs recommandations possibles: rejet de la plainte, ratification du règlement effectué au cours du processus de conciliation, acceptation du désistement du plaignant, ou nomination d'une commission d'enquête chargée d'examiner par voie d'audience s'il y a eu atteinte à un droit du plaignant, que reconnaît le *Code*¹⁸. À part les ordonnances de la commission d'enquête, toutes les décisions relatives aux plaintes doivent être ratifiées par la Commission qui s'assure ainsi qu'elles sont conformes à l'intérêt public.

Demande de réexamen

Le plaignant peut demander à la Commission de revoir sa décision si elle refuse d'instruire la plainte ou de constituer une commission d'enquête¹⁹. Copie de la demande de réexamen est signifiée aux intimés, qui peuvent faire des observations écrites à ce sujet. Une nouvelle enquête peut alors avoir lieu. Les commissaires examinent toutes les observations soumises et rendent leur décision définitive en la matière.

Si la Commission demande au ministre de constituer une commission d'enquête, celui-ci nomme une ou plusieurs personnes figurant sur la liste pour entendre la plainte²⁰. Dans le cas où la commission d'enquête conclut qu'il y a eu infraction au *Code*, elle peut rendre une ordonnance portant obligation de se conformer à celui-ci et indemnisation du plaignant²¹.

Toute partie à une plainte peut interjeter appel de la décision de la commission d'enquête devant la Cour divisionnaire²². La Cour peut infirmer ou confirmer cette décision, ou ordonner à la commission d'enquête de rendre une décision conformément à sa compétence; elle peut encore substituer ses propres conclusions à celles de cette dernière.

Plaintes contre les associations corporatives et les professions autonomes

Le Groupe d'étude a pu consulter les dossiers conservés par la Commission sur les plaintes déposées par les personnes formées à l'étranger, contre les usages discriminatoires des associations corporatives et des professions autonomes. Il n'y a eu aucune plainte portée par des personnes de formation étrangère contre les formations syndicales.

Le Groupe d'étude a examiné 21 plaintes en la matière, intéressant six catégories professionnelles: architectes, dentistes, ingénieurs, infirmiers, médecins et vétérinaires. La ventilation des plaintes par sujet figure au tableau 12-1.

Près de la moitié des plaignants se plaignaient de ce que leur diplôme étranger n'était pas reconnu par l'association professionnelle. La majorité des plaintes restantes portaient sur la qualification professionnelle que seules les personnes formées à l'étranger devaient obtenir avant de se voir accorder l'autorisation d'exercer en Ontario.

Tableau 12-1 Plaintes de discrimination de diplômés de l'étranger

PLAINTES	Architectes	Dentistes	Ingénieurs	Infirmières	Médecins	Vétérinaires
Titres universitaires étrangers non reconnus	x		xxxxxxxx		x	x
Échec à l'examen de qualification		xx			xx	
Échec à l'évaluation préliminaire de scolarité			x		x	
Impossibilité de s'assurer l'expérience obligatoire					xxx	
Retard dû à l'obligation de produire les originaux				x		
Impossibilité d'obtenir la formation canadienne					x	

Deux articles du *Code* peuvent être invoqués par les candidats qui se voient refuser l'accès aux associations professionnelles ou qui, pour y être admis, sont tenus de remplir des conditions en sus de celles requises des candidats formés en Ontario.

Droit au traitement égal en matière d'adhésion aux associations professionnelles

L'article 5, partie I, du *Code des droits de la personne (1981)* définit les droits de l'individu en matière d'associations professionnelles. La formulation paraît suffisamment générale pour embrasser, en sus des organes d'autorisation professionnelle, les associations professionnelles libres dont la qualité de membre est fondée sur la formation ou les titres de compétence professionnelle.

5. Toute personne a droit à un traitement égal en matière d'adhésion à un syndicat ou à une association commerciale ou professionnelle ou en matière d'inscription à l'exercice d'une profession autonome, sans discrimination fondée sur la race, l'ascendance, le lieu d'origine, la couleur, l'origine ethnique, la citoyenneté, la croyance, le sexe, l'orientation sexuelle, l'âge, l'état matrimonial, l'état familial ou un handicap.

À l'opposé de la loi dite *Human Rights Act*²³ de la Colombie-Britannique, le *Code* ontarien ne donne aucune définition d'"association professionnelle". L'article 9 de la première loi est identique à l'article 5 du *Code* ontarien, mais son article 1 définit "association professionnelle" comme suit:

organisation, autre qu'un syndicat ou qu'une association patronale, et dont les membres seuls sont habilités à exercer un métier, une occupation ou une profession ...

Dans *Love Kumar Sharma and Director, Human Rights Code v. Yellow Cab Company Ltd.*²⁴, le plaignant s'était vu refuser le droit d'acheter des actions de l'intimée. La commission d'enquête de la Colombie-Britannique a conclu que Yellow Cab Company Ltd. était une "association professionnelle" puisque ses membres seuls pouvaient exercer l'occupation de propriétaire-chauffeur²⁵. Il ne semble cependant pas que la définition étroite de cette loi de la Colombie-Britannique s'applique aux organisations qui ne font que conférer un "titre réservé".

De l'avis du Groupe d'étude, toute "association professionnelle" qui confère un "titre réservé" doit être expressément soumise à l'application du *Code*, étant donné que la qualification professionnelle que représente le titre réservé peut être dans les faits la condition préalable d'emploi; même si l'emploi n'est pas subordonné au titre réservé, la qualification que sous-entend ce dernier peut signifier, sur le marché du travail, une meilleure rémunération pour les services de la personne qui justifie de cette qualification professionnelle que pour ceux d'une autre qui ne l'a pas. Il y a donc lieu, pour plus de certitude, de définir "association professionnelle" dans le *Code* de l'Ontario afin que celui-ci s'applique expressément aux associations qui confèrent un titre réservé.

Bien que l'article 5 du *Code* prévoie expressément le droit au traitement égal en matière d'adhésion aux organisations professionnelles ou d'inscription à l'exercice d'une profession autonome, ce droit ne protège contre la discrimination que dans les domaines expressément visés. Le lieu d'éducation ou de formation antérieure, qui est le motif de discrimination, directe ou indirecte, le plus souvent cité par les plaignants, ne figure pas parmi les motifs de discrimination illicite. En raison de leur instruction ou de leur qualification professionnelle obtenue à l'étranger, des candidats peuvent être tenus de subir des examens d'équivalence ou des tests professionnels supplémentaires avant d'obtenir l'autorisation d'exercer. Si ces conditions plus rigoureuses d'autorisation professionnelle s'expliquent uniquement par les préoccupations de l'organe d'autorisation professionnelle au sujet du lieu d'éducation ou de formation, elles ne sont pas interdites par le *Code*.

Toute association professionnelle ou profession autonome qui requiert la citoyenneté à titre de condition préalable de l'autorisation d'exercer ferait preuve de discrimination pour un motif interdit par le *Code* (dont le paragraphe 15(1) prévoit d'ailleurs une exception, à savoir que dans les cas où la citoyenneté canadienne est une condition légale de l'emploi, pareille exigence ne constitue pas une atteinte au droit au traitement égal; à l'heure actuelle cependant, la citoyenneté n'est une condition légale dans aucune profession). De même, tout candidat, qu'il soit de formation ontarienne ou étrangère, peut invoquer l'un des motifs de discrimination illicite prévus à l'article 5. Mais si le lieu d'éducation ou de formation constitue le seul motif de discrimination, le *Code* ne prévoit aucun recours pour cause de discrimination directe ou intentionnelle, même si les conditions imposées par l'association professionnelle sont déraisonnables.

Discrimination Indirecte

L'article 10 du *Code* interdit aussi la discrimination indirecte.

10 (1) Constitue une atteinte à un droit d'une personne reconnu dans la partie I l'existence d'une exigence, d'une qualité requise ou d'un critère qui ne constitue pas une discrimination fondée sur un motif illicite, mais qui entraîne l'exclusion ou la préférence d'un groupe de personnes identifié par un motif illicite de discrimination et dont la personne est membre, ou l'imposition d'une restriction à ce groupe, sauf dans l'un des cas suivants:

- a) l'exigence, la qualité requise ou le critère est établi de façon raisonnable et de bonne foi dans les circonstances;
- b) il est prévu dans la présente loi ... que la discrimination fondée sur un tel motif ne constitue pas une atteinte à un droit.

(2) La Commission, une commission d'enquête ou un tribunal ne doit pas conclure qu'une exigence, une qualité requise ou un critère est établi de façon raisonnable et de bonne foi dans les circonstances, à moins d'être convaincu que la personne à laquelle il incombe de tenir compte des besoins du groupe dont la personne est membre ne peut le faire sans subir elle-même un préjudice injustifié, compte tenu du coût, des sources extérieures de financement, s'il en est, et des exigences en matière de santé et de sécurité, le cas échéant.

(3) La Commission, une commission d'enquête ou un tribunal tient compte des normes prescrites par les règlements pour évaluer ce qui constitue un préjudice injustifié.

La discrimination indirecte, telle que la prévoit le paragraphe 10(1) du *Code*, vise le cas où il n'y a pas intention de discrimination fondée sur un motif illicite, mais où l'usage ou la condition imposée entraîne l'exclusion, la restriction ou la préférence d'un groupe de personnes qui peut être identifié par un motif de discrimination prévu au *Code*, auquel cas l'exigence discriminatoire n'est ni raisonnable ni de bonne foi. Bien que l'article 10 du *Code* représente la disposition législative qui interdit expressément la discrimination indirecte, son prédécesseur était interprété comme ayant pour effet de la rendre illégale²⁶.

Cette forme indirecte de discrimination caractérise le traitement inégal souvent réservé aux personnes formées à l'étranger. En apparence ces gens sont traités à part en raison de leurs qualifications étrangères, mais l'effet de cette discrimination est l'exclusion ou le traitement défavorable de

groupes ou d'individus qui ont en commun leur lieu d'origine, leur race, leur couleur ou leur origine ethnique. Puisque dans la plupart des cas, ces personnes ont reçu leur instruction ou leur formation dans leur pays d'origine, le lieu d'éducation ou de formation peut être invoqué pour dissimuler le motif réel, c'est-à-dire le lieu d'origine. Il s'ensuit que si les titres de compétence acquis en un lieu donné ne sont pas reconnus par l'organe corporatif, le candidat qui vient de ce lieu et qui y a fait ses études ou reçu sa formation professionnelle, pourrait faire valoir qu'il est victime de discrimination directe ou systémique en raison de son lieu d'origine et qu'il a droit en conséquence au redressement en la matière. Il en est ainsi peu importe que l'association professionnelle ou la profession autonome soit en mesure de démontrer qu'elle n'avait nulle intention de discrimination fondée sur ce motif.

Par exemple, un ingénieur né et formé en Union soviétique s'était plaint de discrimination indirecte en se voyant refuser l'inscription à l'Ordre des ingénieurs de l'Ontario (OIO). L'OIO répliqua qu'il avait été évalué sur la base de son instruction; le candidat fit valoir que quand bien même cela aurait été le cas, son évaluation défavorable tenait en réalité au fait qu'il était Russe. Le lieu d'éducation ou de formation n'est pas un motif illicite de discrimination, mais la discrimination fondée sur le lieu d'origine est une infraction au *Code*.

Il se trouve cependant que ni ce plaignant ni quelqu'un d'autre de formation étrangère et se plaignant de discrimination de la part d'un organe corporatif ou d'une profession autonome n'a jamais pu établir la discrimination indirecte devant la Commission. Cet état de choses s'explique par l'exception prévue à l'alinéa 10(1)a) du *Code*, celle de l'exigence raisonnable.

Exigence raisonnable

L'article 10 prévoit une exception dans les cas où le motif apparent de discrimination est "raisonnable et de bonne foi". Une condition, une qualification ou une considération, qui pourrait être qualifiée de discrimination indirecte, est donc permise dans certains cas.

Cette exception tenant au caractère "raisonnable" a été l'obstacle le plus difficile pour les personnes de formation étrangère qui se fondent sur l'article 10 pour contester les usages discriminatoires d'associations professionnelles²⁷. La préoccupation première des professions autonomes est la protection du public en matière de sécurité, de santé et de bien-être. Elles

soutiennent que ce serait porter atteinte à l'intérêt public que d'accorder l'autorisation d'exercer à des personnes de formation étrangère, dont elles ne peuvent évaluer les titres de compétence avec exactitude ou dont les normes du pays de formation ne sont pas équivalentes à celles de l'Ontario.

Cet argument est fondé sur la présomption que la formation étrangère est difficile, sinon impossible, à évaluer avec précision au sein de l'association professionnelle. Le rejet en bloc des qualifications étrangères de ce genre est donc présenté comme étant "raisonnable ... dans les circonstances". Si les candidats de formation étrangère se plaignent d'avoir à subir des examens ou évaluations qui ne sont pas requis d'autres candidats, leur plainte se heurte à l'argument selon lequel l'évaluation spéciale des personnes de formation étrangère, que peuvent effectuer les organisations corporatives, est nécessaire pour garantir que ces candidats aient le même niveau de compétence que les candidats formés en Ontario pour ce qui est de l'autorisation d'exercer. Ce raisonnement, dit-on, fait que l'application de ces conditions est "raisonnable ... dans les circonstances"²⁸.

Dans le mémoire qu'elle a soumis au Groupe d'étude, la Commission des droits de la personne déclare qu'elle [TRADUCTION] "n'a pas connu beaucoup de succès jusqu'ici pour ce qui est de résoudre les difficultés que connaissent les gens formés à l'étranger"²⁹. Elle impute ce constat d'échec au fait que les enquêtes ont été entreprises au fur et à mesure des cas d'espèce et non en vue de découvrir s'il y avait discrimination systémique. Elle estime que la création d'une nouvelle section d'enquête systémique en son sein permettra de remédier à cette déficience³⁰.

Obligation d'accommodement

Une modification apportée récemment au *Code* a attaché une réserve à l'emploi de l'exception du caractère "raisonnable"; désormais, les candidats de formation étrangère qui demandent l'admission aux associations professionnelles ou l'inscription à l'exercice d'une profession autonome, peuvent jouir d'une protection plus générale contre la discrimination indirecte. En vertu de cette modification, connue sous le nom d'"obligation d'accommodement"³¹, la Commission, une commission d'enquête ou un tribunal ne peut conclure qu'une exigence est "raisonnable et de bonne foi dans les circonstances" à moins "d'être convaincu [qu'il est impossible] de tenir compte des besoins du groupe dont la personne est membre [sans] préjudice injustifié, compte tenu du coût, des sources extérieures de financement, s'il en est, et des exigences en matière de santé et de sécurité,

le cas échéant"³². Cette modification représente la codification expresse de l'interprétation qu'ont donnée les commissions d'enquête du membre de phrase "raisonnable et de bonne foi dans les circonstances"³³.

En présumant que le maintien de normes publiques nécessaires est un motif de discrimination raisonnable et de bonne foi, fondé sur le lieu d'éducation ou de formation, il faut alors examiner si l'organe corporatif ou la profession, saisi de la demande d'admission de la personne de formation étrangère, peut tenir compte de ses besoins pour accueillir cette demande sans en subir un préjudice injustifié. Il ne saurait invoquer le moyen de défense fondé sur le caractère "raisonnable" à moins de prouver qu'il ne peut tenir compte des besoins de cette personne sans en subir un préjudice injustifié.

C'est dans ce contexte qu'on peut conclure dans certains cas que les associations corporatives et les professions font preuve de discrimination à l'égard de personnes de formation étrangère qui demandent l'autorisation d'exercer.

La difficulté tient à l'équilibre qu'il faut établir entre les droits des personnes formées à l'étranger et la protection de l'intérêt public dans la prestation des services. La Commission³⁴ estime qu'il y a lieu d'examiner les questions suivantes:

- Y a-t-il eu effet disparate par suite de discrimination illicite au sens du *Code*? Dans l'affirmative, la condition minimum a été remplie pour qu'on puisse invoquer la discrimination illicite prévue à l'article 10.
- Si la discrimination indirecte s'ensuit, pourquoi les conditions inégales ont-elles été imposées (en l'occurrence, par l'organe corporatif ou la profession autonome)?
- Y a-t-il suffisamment de données pour permettre de conclure que les conditions plus rigoureuses (imposées en l'occurrence aux candidats de formation étrangère et non aux candidats formés en Ontario) sont nécessaires?
- S'il y a suffisamment de données pour permettre de conclure que ces conditions sont nécessaires, y a-t-il une mesure de rechange, moins rigoureuse, qui garantisse l'observation d'une norme raisonnable?

- S'il n'y a pas suffisamment de données pour permettre de conclure que ces conditions sont nécessaires, y a-t-il d'autres mesures visant à faciliter l'accès à l'organe corporatif?

La Commission ontarienne des droits de la personne suggère cinq mesures de rechange, moins rigoureuses, que les organes corporatifs et les professions autonomes pourraient appliquer pour faciliter l'accès:

- déterminer, sauf préjudice injustifié, la norme de formation en vigueur dans d'autres pays;
- mettre en place un mécanisme de testage qui évalue en toute équité les candidats individuels;
- assurer l'accès aux programmes correctifs;
- assurer l'aide financière aux candidats au perfectionnement professionnel;
- mettre en place un système d'orientation pour aider les gens de formation étrangère à se familiariser avec les systèmes ontariens³⁵.

La Commission indique qu'en appliquant l'article 10, elle se fonderait sur ces facteurs pour examiner si l'organe corporatif ou la profession autonome a tenu suffisamment compte des besoins de l'intéressé pour échapper au reproche de discrimination illicite.

Défauts du mécanisme

L'introduction de l'obligation d'accommodement devrait aboutir au résultat souhaitable qui est d'améliorer les conditions d'emploi pour les immigrants, en imposant aux organes corporatifs et aux professions autonomes l'obligation, sous peine de constat de discrimination, de tenir compte de leurs besoins, c'est-à-dire d'obtenir des évaluations minutieuses et impartiales, d'administrer uniquement des examens d'évaluation et d'autorisation professionnelle qui ont été validés par des tiers impartiaux, de contribuer au recyclage, etc. Il ne leur est plus possible d'invoquer le manque de mécanismes d'évaluation pour rejeter les candidats de formation étrangère; en outre, toute condition supplémentaire imposée à ces candidats doit être justifiée et prouvée équitable. Voilà une mesure fort positive qui traduit dans une large mesure le sens de plusieurs recommandations du Groupe d'étude.

Cependant, ce mécanisme présente encore deux gros défauts. En premier lieu, pour figurer dans la catégorie des gens ayant droit à la

protection du *Code des droits de la personne (1981)*, l'intéressé doit être en mesure de démontrer que la condition, la qualification ou le facteur en question, fondé en l'occurrence sur le lieu d'éducation ou de formation (qui n'est pas en soi un motif illicite), équivaut à un motif illicite de discrimination (lieu d'origine). Cet effet n'est pas facile à discerner, notamment dans le cas où la condition paraît une mesure appliquée contre les gens formés dans tous les autres pays ou, à tout le moins, dans un grand nombre d'entre eux, voire contre certains résidents du Canada³⁶. De même, bien que lieu d'éducation et lieu d'origine soient synonymes dans la plupart des cas, il y a des gens qui ne sont pas formés dans leur pays d'origine; en conséquence, ils ne seront pas couverts par la protection de l'article 10, bien qu'ils se heurtent aux mêmes conditions inégales d'admission. Par exemple, des Canadiens formés à l'étranger ne pourraient invoquer efficacement la discrimination indirecte; il en est manifestement de même des gens provenant de n'importe quel pays et qui ont été formés ailleurs que dans leur pays d'origine. Dans les faits, l'effet de ce défaut peut être minime, puisqu'en règle générale, ces individus bénéficieront de l'accommodement consenti à ceux qui sont directement visés par cet article. Il n'en demeure pas moins que ce défaut constitue un obstacle potentiel au respect des droits de ces candidats.

Le second défaut que nous trouvons dans ce mécanisme est la difficulté et la complexité de l'argument de discrimination systémique.

À moins qu'il n'y ait un certain nombre de plaintes de même nature, il est difficile de prouver la discrimination systémique en matière d'éducation ou de formation à l'étranger. Bien qu'on puisse conclure à l'effet disparate à l'égard de l'individu, on ne peut guère rattacher cet effet à un motif illicite. De même, l'instruction de toute plainte de violation des droits de la personne prend beaucoup de temps et, la preuve de la discrimination systémique dépendant du nombre des plaintes, le temps requis pour l'instruction de la question défavorise le plaignant qui cherche à se faire admettre dans une profession pour gagner sa vie le plus tôt possible.

On pourrait remédier à ces défauts en faisant de la discrimination fondée sur le "lieu d'éducation ou de formation" un motif de discrimination illicite. L'interdiction serait tempérée par l'exception des qualifications raisonnables et établies de bonne foi³⁷, à condition qu'il y ait eu accommodement raisonnable³⁸, comme c'est le cas à l'heure actuelle des autres motifs illicites.

D'ailleurs, la discrimination pour cause de "lieu d'éducation ou de formation" sans justification raisonnable n'est pas défendable, et tous les Ontariens (qu'ils soient immigrants ou non) méritent de jouir d'une protection expresse contre cette forme de discrimination.

Dans un autre chapitre de ce rapport, le Groupe d'étude a esquissé les mesures à prendre et les méthodes à appliquer pour éliminer ou du moins, pour réduire au minimum les obstacles qui limitent actuellement l'accès des personnes de formation étrangère aux associations professionnelles. Il considère que certaines de ces mesures et méthodes, telles la formation linguistique et l'évaluation d'équivalence, doivent incomber aux organismes gouvernementaux qui travaillent de concert avec les associations professionnelles; que d'autres, comme le testage d'autorisation professionnelle, l'internat, les programmes de formation en milieu de travail et les procédures d'appel, doivent, dans l'ensemble, être laissées aux soins des associations professionnelles elles-mêmes; et que d'autres encore, comme la compilation et la communication des informations sur les droits et la procédure, doivent relever à la fois des autorités publiques et des organes corporatifs. Une fois pleinement mis en oeuvre, ces changements réduiront considérablement les possibilités de discrimination. Néanmoins, les personnes touchées par ces recommandations doivent avoir à leur disposition un mécanisme d'exécution pour en garantir l'observation.

Sous réserve de nos observations ci-dessus au sujet des difficultés d'ordre technique qui s'attachent aux dispositions du *Code*, le mécanisme de protection créé par celui-ci paraît un moyen raisonnable de faire respecter les droits des personnes formées à l'étranger. Il établit essentiellement une norme de justice que doivent respecter les associations professionnelles qui tiennent à limiter un tant soit peu l'admission des candidats de formation étrangère. Les pouvoirs d'une commission d'enquête comprennent celui d'ordonner l'indemnisation des victimes de discrimination³⁹, pouvoir essentiel puisqu'il s'agit ici de moyens d'existence, ainsi que celui d'ordonner l'observation de la loi⁴⁰, lequel signifie probablement que la commission d'enquête pourrait aller jusqu'à rendre une ordonnance portant autorisation d'exercer pour le demandeur; mais dans la plupart des cas, elle se limiterait à ordonner que des mesures soient prises pour l'évaluation de l'intéressé. En outre, le *Code* et la Commission ont une fonction éducative à l'égard de la société, et il est important que les droits fondamentaux des Ontariens soient consacrés par leur reconnaissance et protection expresse dans le *Code*. Ce que les organes corporatifs et les associations libres doivent faire pour s'acquitter de leur obligation d'accommodement pourrait être spécifié, bien que de façon non exhaustive, par voie de règlement d'application du *Code*.

Il ne subsisterait alors plus aucun doute sur le sens ou la portée du terme "accommodement". Il serait possible de formuler les impératifs propres à traduire les recommandations du Groupe d'étude.

Les questions qui nous préoccupent dans ce domaine peuvent être qualifiées de questions d'emploi. Nous avons constaté au cours de nos recherches que si les associations professionnelles et les professions autonomes n'ont pas reconnu comme il convient les droits des candidats de formation étrangère, ce n'était pas de propos délibéré mais par croyance sincère qu'elles n'avaient pas les moyens nécessaires pour entreprendre l'évaluation. Dans ces cas, elles se montraient fort consternées à l'idée qu'une plainte fondée sur les droits de la personne serait le recours indiqué pour les intéressés, car à leurs yeux, pareille plainte comportait une forte connotation péjorative. Nous voyons néanmoins dans le refus d'autorisation d'exercer en raison du lieu d'éducation ou de formation, un déni de droit fondamental de la personne. Nous devons souligner que discrimination directe est discrimination intentionnelle, sans qu'elle soit nécessairement inspirée par l'intention de nuire. La discrimination qui dénie sans justification l'égalité des chances dans les moyens d'existence doit être interdite parce qu'elle porte atteinte à un droit fondamental de la personne, peu importe le motif sous-jacent. L'abus des droits de la personne peut être le fait de gens bien intentionnés, et peu importe l'intention, les résultats sont tout aussi nuisibles. Il y a discrimination illicite, fondée sur un motif illicite, dès qu'il y a intention de discrimination (discrimination directe) ou dès que se fait sentir l'effet de la discrimination inconsciente (soi-disant discrimination indirecte ou systémique). Dans l'un et l'autre cas, l'intention de nuire n'est pas la condition sine qua non de la responsabilité; le motif n'est envisagé qu'au regard de la réparation accordée. En conséquence, nous estimons que la plainte fondée sur les droits de la personne est le recours indiqué pour quelqu'un en butte à la discrimination en raison du "lieu d'éducation ou de formation" sans fondement raisonnable et de bonne foi dans les circonstances.

RECOMMANDATIONS

12.1 Nous recommandons que le Code des droits de la personne (1981) soit modifié de façon à interdire la discrimination fondée sur le "lieu d'éducation ou de formation" à ajouter comme motif de discrimination illicite en matière de services (article 1 du Code), d'emploi (article 4 du Code), d'admission aux associations

professionnelles et d'inscription à l'exercice d'une profession autonome (article 5 du Code), sous réserve du moyen de défense fondé sur la qualification raisonnable et de bonne foi (alinéa 23(1)b) du Code), étant entendu que pareil moyen de défense n'est pas recevable sauf preuve établissant qu'il ne peut y avoir accommodement sans préjudice injustifié compte tenu du coût, des sources extérieures de financement s'il en est, et des exigences en matière de santé et de sécurité, le cas échéant (paragraphe 23(2) du Code).*

- 12.2 *Nous recommandons que le Code des droits de la personne (1981), article 9, soit modifié de façon à inclure une définition d'"association professionnelle" comme suit: " 'association professionnelle' s'entend de toute association qui confère à ses membres un titre réservé pour l'exercice d'un métier, d'une occupation ou d'une profession".*

*Cette recommandation représente de toute évidence une nouvelle méthode de redressement des problèmes auxquels se heurtent les personnes formées dans un pays et qui cherchent à exercer une profession ou un métier dans un autre pays. Aucune province ou territoire du Canada ne prévoit dans sa législation en matière de droits de la personne, le "lieu d'éducation ou de formation" à titre de motif de discrimination illicite. Cette catégorie ne figure pas non plus dans les lois en la matière du Royaume-Uni, de l'Australie ou des États-Unis (loi fédérale ou des États).

Application de la Charte canadienne des droits et libertés

Le travail est un élément fondamental de la vie humaine. Dans le *Renvoi relatif à la Public Service Employee Relations Act* (Alb.)¹, le juge en chef Dickson fait remarquer que tout en étant un moyen de gagner sa vie, "l'emploi est une composante essentielle du sens de l'identité d'une personne, de sa valorisation et de son bien-être sur le plan émotionnel". L'importance que représente pour chacun la possibilité de gagner sa vie au moyen d'un métier ou d'une profession est telle qu'elle met certainement en jeu les protections constitutionnelles de la *Charte canadienne des droits et libertés*².

Il faut cependant envisager le droit à l'autorisation ou à la qualification professionnelle à la lumière d'autres intérêts sociaux. L'organe corporatif ou l'association professionnelle vise à protéger la santé, la sécurité et l'intérêt publics en s'assurant, au moyen du processus d'inscription, que les candidats incompetents ou non qualifiés ne sont pas autorisés à exercer.

Cette conciliation d'intérêts contradictoires requiert un système d'inscription qui tienne aussi compte des préoccupations du demandeur. Si celui-ci se voit refuser l'inscription, il peut mettre en doute la justice de tout le processus. Par exemple, un candidat à l'autorisation d'exercer peut se voir refuser une audience formelle, ou la possibilité de consulter les preuves, ou encore d'interjeter appel du refus d'inscription devant un arbitre impartial.

De même, le demandeur peut contester la justesse des normes de qualification auxquelles il doit satisfaire en Ontario, ou du rejet par l'organe d'inscription ontarien de ses qualifications acquises à l'étranger. Il peut penser que son lieu de formation même est la cause du refus d'autorisation professionnelle. Il peut encore croire que son origine nationale ou ethnique y est pour quelque chose. Et il peut trouver un recours dans les articles 7 ou 15 de la *Charte canadienne des droits et libertés*.

La *Charte* est cependant vague quant à ceux auxquels elle s'applique en ce domaine et quant à l'interprétation des termes et concepts juridiques qui sous-tendent les droits garantis.

Avant de prétendre aux protections prévues par la *Charte*, le candidat frustré doit démontrer qu'elle s'applique aux actions de l'organe de réglementation en cause. L'article 32 de la *Charte* prévoit que celle-ci ne s'applique qu'au "gouvernement". En matière d'autorisation professionnelle, certains organes d'inscription sont créés et régis par une loi (les soi-disant "professions autonomes") alors que d'autres sont des organisations entièrement libres (les soi-disant "associations professionnelles") où l'inscription est régie par les règlements intérieurs. On ne sait pas trop si certains organes coporatifs peuvent être assimilés au "gouvernement" au sens de l'article 32.

Bien que les paramètres exacts de l'article 32 ne soient pas clairement définis, les tribunaux ont dégagé plusieurs critères qui permettent de décider si une institution donnée est un agent "gouvernemental" ou tout juste un agent "privé". Ils examinent dans quelle mesure l'institution est créée et régie par un texte de loi, quels sont les rapports entre cet organe et les autorités législatives ou exécutives, et quelle est la nature du rôle qu'il joue dans la vie publique. La question déterminante qui se pose est de savoir si cet organe garde le contrôle de ses principales fonctions sans intervention de la part du gouvernement. En matière d'autorisation professionnelle, l'organe d'inscription peut n'être pas "gouvernement" en ce que le principal pouvoir de réglementation de l'admission est exclusivement détenu par l'organe corporatif encore que, dans certains cas, dans le cadre d'une législation adoptée par le gouvernement.

Si le candidat malheureux réussit à démontrer que l'organe d'inscription est une institution à laquelle la *Charte* peut s'appliquer, il doit alors prouver que l'un de ses droits fondamentaux que garantit la *Charte* a été violé ou dénié. Deux droits fondamentaux sont en cause dans le contexte de l'autorisation professionnelle.

En premier lieu, l'article 7 de la *Charte* prévoit que "chacun a droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne; il ne peut être porté atteinte à ce droit qu'en conformité avec les principes de justice fondamentale". Un demandeur pourrait faire valoir qu'il s'est vu dénier le droit à l'autorisation d'exercer sans avoir la possibilité de se faire entendre de l'organe d'inscription, sans connaître les preuves sur lesquelles celui-ci s'est fondé et sans recevoir signification des motifs écrits du rejet.

On ne sait pas trop si le "droit" à l'autorisation d'exercer est un droit protégé par l'article 7. Selon une école de pensée, le droit d'obtenir l'inscription, grâce à laquelle le demandeur peut exercer sa profession, n'est qu'un droit ou privilège économique, que ne protège pas la *Charte*. À l'opposé, d'autres estiment que l'exercice d'une profession est inséparable de l'idée que se fait l'individu de sa propre valeur et de son appartenance sociale sous l'angle de la "liberté", ce qui dépasse le simple intérêt pécuniaire.

Si le droit à l'exercice d'une profession est le droit à la liberté que protège l'article 7, il s'ensuit que le demandeur a le droit correspondant de ne pas en être privé sauf en conformité avec "les principes de justice fondamentale". Les tribunaux ont conclu qu'au minimum, justice fondamentale signifie "procédure équitable". Les protections procédurales prévues à l'article 7 peuvent comprendre davantage que les protections actuellement requises en droit administratif par les doctrines de l'équité et de la justice naturelle. Qui plus est, la *Charte* autorise le contrôle au fond de l'équité de la règle de droit en cause, ce qui n'était pas possible en *common law*.

En second lieu, le demandeur peut faire valoir que le refus d'autorisation revient à le priver de son droit à l'égalité sans discrimination, que protège l'article 15, parce que, par exemple, l'organe d'inscription requiert du candidat formé à l'étranger qu'il suive un programme de recyclage ou subisse un examen rigoureux, auquel ne sont pas tenus les candidats de formation locale.

Nombreuses sont les lois qui distinguent deux groupes d'individus. La Cour suprême du Canada a cependant décidé que le fait de distinguer deux groupes ne constituait pas nécessairement une mesure discriminatoire au regard de l'article 15. Dans *Andrews c. Law Society of British Columbia*³, la Cour a défini "discrimination" en ces termes:

une distinction, intentionnelle ou non, mais fondée sur des motifs relatifs à des caractéristiques personnelles d'une personne ou d'un groupe de personnes, dont l'effet est d'imposer des contraintes, des obligations ou des désavantages qui ne sont pas imposés à d'autres ou d'empêcher ou de restreindre l'accès aux possibilités, aux bénéfices et aux avantages offerts à d'autres membres de la société⁴.

Quand bien même l'individu arriverait à prouver qu'un droit fondamental garanti par l'article 7 ou 15 de la *Charte* a été dénié ou violé, celle-ci n'accordera aucune protection si la partie intimée peut démontrer que le déni du droit ou de la liberté se justifie par l'article 1, selon lequel

les droits et libertés peuvent être restreints "par une règle de droit, dans des limites qui soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique". En matière d'autorisation d'exercer, il peut y avoir des raisons dont la validité peut se démontrer et qui justifient une distinction discriminatoire. De même, le déni d'une procédure fondamentalement juste peut se justifier dans certains cas.

LA CHARTE S'APPLIQUE-T-ELLE AUX ORGANES D'AUTORISATION PROFESSIONNELLE?

L'organe corporatif a-t-il qualité de "gouvernement"?

Le demandeur pourrait envisager d'invoquer les droits consacrés par la *Charte*, mais il n'est pas vrai que toutes les actions de toutes les institutions déclenchent le mécanisme des protections constitutionnelles. Le paragraphe 32(1) de la *Charte* en limite l'application "au Parlement et au gouvernement du Canada, pour tous les domaines relevant du Parlement ..." et "à la législature et au gouvernement de chaque province, pour tous les domaines relevant de cette législature". Les divers organes de réglementation professionnelle et les commissions d'appel connexes ont-ils qualité de "gouvernement", ce qui assujettit leurs actions à la norme de protection constitutionnelle?

Les tribunaux admettent qu'il n'y a aucune définition claire de "gouvernement". Le juge McIntyre fait observer dans *Syndicat des détaillants, grossistes et magasins à rayons, section locale 580 c. Dolphin Delivery Ltd.*⁵ qu'il est difficile de définir l'élément d'intervention gouvernementale qui suffira à permettre au plaignant d'invoquer la *Charte*.

Par exemple, dans *Re Blainey and Ontario Hockey Association*⁶, une fillette contesta le droit de l'Association de hockey de l'Ontario d'interdire aux jeunes filles de jouer dans une fédération de hockey mineur. La Cour d'appel de l'Ontario a conclu à l'absence de lien entre la fédération de hockey et le gouvernement. La décision prise par l'association de refuser l'adhésion de Blainey en raison de son sexe était donc un différend entre particuliers qui, de ce fait, ne pouvaient invoquer les protections constitutionnelles⁷. L'affaire Blainey montre que la réception de subventions

de l'État n'établit pas un lien suffisant avec le gouvernement pour déclencher l'application de la *Charte*.

Les récentes décisions de la Cour d'appel de la Colombie-Britannique et de la Cour d'appel de l'Ontario sur la retraite obligatoire illustrent la manière dont les tribunaux distinguent organismes gouvernementaux et non gouvernementaux⁸.

Par une triple jurisprudence, la Cour d'appel de la Colombie-Britannique a conclu qu'il y avait lien suffisant si le gouvernement gardait le contrôle sur les principales fonctions. Elle a examiné les éléments suivants pour décider si l'Université de la Colombie-Britannique, l'Hôpital général de Vancouver et Douglas College étaient des organes gouvernementaux:

- L'institution émanè-t-elle d'une loi?
- L'administration des affaires de l'institution est-elle entre les mains de son conseil d'administration?
- Le contrôle qu'exerce la province sur la composition du conseil d'administration est-il maintenu par la loi?
- La loi organique interdit-elle au gouvernement d'intervenir dans la formulation et l'adoption de la politique ou des normes relatives aux principales fonctions de ce conseil?
- Les actions prises et les politiques décidées par le conseil d'administration sont-elles subordonnées par la loi à l'approbation ministérielle?
- Le conseil d'administration est-il un délégué du gouvernement pour poursuivre les politiques gouvernementales?⁹

La Cour a également considéré l'argument supplémentaire qu'une université exerçait une fonction publique déléguée. Dans une opinion incidente, la Cour a fait remarquer que cette fonction pouvait constituer le lien avec le gouvernement; elle a cependant jugé en l'espèce que l'application des conditions de retraite obligatoire d'un contrat de travail privé n'était pas une fonction publique¹⁰.

La Cour d'appel de l'Ontario s'est fondée elle aussi sur le statut légal de l'organe et sur le contrôle sur les principales fonctions. Dans *Re McKinney and the Board of Governors of Guelph*¹¹, elle a jugé qu'un organisme créé par la loi n'en était pas pour autant une émanation du gouvernement:

Il faut compter parmi ceux qui sont soumis à l'autorité du gouvernement les entités légales qui sont la création du gouvernement par l'effet d'une loi fédérale ou provinciale. Cependant, à moins qu'on ne puisse dire dans un cas donné qu'une émanation du gouvernement est elle-même le gouvernement ou une branche de ce dernier, cette émanation n'est pas assujettie au contrôle fondé sur la Charte. La loi qui crée l'entité non gouvernementale est soumise au contrôle fondé sur la Charte, puisqu'il s'agit d'un texte de loi, mais l'entité non gouvernementale dont la loi organique survit au contrôle fondé sur la Charte a le statut de personne privée et, comme toute personne privée, elle n'est assujettie qu'à la législation fédérale ou provinciale applicable en matière de droits de la personne¹².

On ne sait pas trop si toutes les institutions exerçant un pouvoir légal sont soumises à l'application de la *Charte*¹³. Par exemple, dans *Re Klein and the Law Society of Upper Canada*¹⁴, la Haute Cour conclut que le mandat que la Société du barreau tient de la *Loi sur la Société du barreau*¹⁵ est de réglementer la profession conformément à l'intérêt public. Étant donné que la Société du barreau fait partie du cadre réglementaire établi par la Législature, elle est une autorité légale exerçant une fonction de réglementation au sens de "gouvernement" de l'article 32 de la *Charte*¹⁶.

De même, dans *Re Lavigne and Ontario Public Service Employees Union*¹⁷, le juge de première instance, dont la décision devait être confirmée par la suite par la Cour d'appel, décida que le Conseil des régents, en exerçant un pouvoir légal, était un agent gouvernemental. Dans *McKinney*, la Cour d'appel de l'Ontario a relevé ces jurisprudences mais s'est abstenue de se prononcer à ce sujet parce que plusieurs d'entre elles étaient en appel¹⁸.

L'arrêt *Lavigne* de la Cour d'appel de l'Ontario constate que bien qu'une partie qui exerce un pouvoir légal puisse être un agent gouvernemental, il se peut que l'acte contesté ne soit pas une action gouvernementale. M. Lavigne, qui enseignait dans un collège communautaire, contestait l'utilisation, par le Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (SEFPO), des cotisations obligatoires à d'autres fins que la négociation collective. La convention collective entre le

Conseil des régents du collège et le SEFPO stipulait qu'une fraction du salaire des employés serait automatiquement déduite au titre des cotisations syndicales. La *Loi sur la négociation collective dans les collèges d'arts appliqués et de technologie*¹⁹ prévoit la conclusion des conventions collectives et le versement des cotisations obligatoires. La Cour a conclu que le Conseil des régents, en sa qualité d'organisme de la Couronne, exerçait un pouvoir légal dans la perception des cotisations et, de ce fait, était un agent gouvernemental. Cependant, le simple fait de mettre l'argent à la disposition du syndicat, qui était une organisation privée, ne saurait faire des dépenses faites par celui-ci une action gouvernementale. M. Lavigne avait contesté l'usage fait des cotisations par le SEFPO et non la validité de la loi qui habilitait le Conseil des régents à percevoir les cotisations²⁰.

En Ontario, la *Charte* a été appliquée aux conseils scolaires établis en application de la *Loi sur l'éducation* de l'Ontario²¹. Il a été cependant jugé que la *Charte* ne s'appliquait pas au règlement intérieur sur l'adhésion et la qualité de membre de la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario, que ce règlement était une "loi privée" non soumise à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et qu'il n'avait aucun caractère public²².

En résumé, pour décider si un organe ou institution est un agent gouvernemental, les tribunaux examineront quelle est sa nature, dans quelle mesure il est créé et régi par un texte de loi, quels sont ses rapports avec le pouvoir législatif ou exécutif, et quelle est la nature du rôle qu'il joue dans la vie publique.

En matière d'autorisation professionnelle, certaines décisions d'organes d'inscription ont tout de l'action gouvernementale, alors que pour d'autres, le rapport est discutable. D'un côté, la loi d'habilitation peut prévoir un code de procédure qui limite les protections procédurales à la disposition du demandeur. Par exemple, la *Loi sur les sciences de la santé*²³ prévoit pour le demandeur le droit de se faire entendre dans le cas où le comité d'inscription se propose de refuser l'autorisation d'exercer ou d'y attacher des conditions. Par contre, la loi d'habilitation respective des architectes²⁴, des ingénieurs²⁵ et des arpenteurs-géomètres²⁶ prévoit expressément que la décision du comité d'inscription est sans appel et exécutoire pour le registraire comme pour le demandeur; pourtant ce comité n'est tenu ni de procéder par voie d'audience ni de recevoir des observations de vive voix. À supposer que le demandeur de licence d'ingénieur, par exemple, conteste la procédure qui le prive du droit à une audience, cette contestation porterait

sur la validité constitutionnelle de la loi d'habilitation elle-même. La question de savoir si l'organe de réglementation professionnelle est un agent gouvernemental ou non ne présente plus alors qu'un intérêt purement académique, puisque la *Charte* s'applique à la contestation dirigée contre le texte de loi.

De l'autre côté, il est des cas où la loi organique se contente d'habiliter la profession à inscrire les demandeurs sans prévoir les protections procédurales en la matière²⁷. En pareils cas, la protection procédurale du demandeur peut être assurée de deux manières.

En premier lieu, certaines commissions administratives ont leur propre code de procédure interne, avec ou sans protections procédurales suffisantes dans le contexte constitutionnel. Le demandeur qui estime que la procédure interne de la commission administrative ne lui assure pas une protection procédurale suffisante peut contester les actions de l'organe de réglementation sur ce point; son recours à la *Charte* est alors tributaire de la question de savoir si cet organe a qualité de "gouvernement".

Par ailleurs, il se peut que la loi organique ou les règlements intérieurs ne prévoient aucune protection procédurale expresse. Dans le cas cependant où l'autorité décisionnelle exerce un pouvoir légal de décision et où une audience est requise, notamment par un texte de loi, la *Loi sur l'exercice des compétences légales (LECL)*²⁸ prévoit expressément des protections procédurales. Les dispositions de la *LECL* examinées au chapitre 10, "Contrôle juridictionnel", de ce rapport comprennent un code de procédure complet; en conséquence, il est fort probable qu'une contestation fondée sur la *Charte* abstraction faite de ces protections n'aurait aucun succès. Dans ce contexte cependant, la question de savoir si l'organe de réglementation est un agent gouvernemental ne constitue pas un obstacle à l'action fondée sur la *Charte* puisque ce que fait le demandeur, c'est de contester la constitutionnalité des dispositions de la *LECL*.

En tous les cas, que l'organe d'autorisation professionnelle exerce ou non un pouvoir légal de décision au sens de la *LECL*, il demeure que s'il exerce un pouvoir légal en matière d'autorisation d'exercer, il peut être soumis à l'application de la *Charte* même en agissant indépendamment du gouvernement, et ce par le jeu de la mention de "législature" à l'article 32²⁹.

Que l'organe de réglementation ou son délégué, le comité d'inscription, soit ou non un agent gouvernemental dépend de sa composition et du degré de contrôle exercé par le gouvernement sur ses principales fonctions. Les organes de réglementation composés en majorité de membres nommés par

le gouvernement et dont le mandat et les lignes directrices sont établis par le gouvernement, ou dont les politiques sont soumises à la sanction ministérielle, pourraient fort bien être considérés comme faisant partie du "gouvernement" au sens de l'article 32 de la *Charte*. Leur décision d'accorder ou de refuser l'autorisation d'exercer serait probablement considérée comme action gouvernementale, étant donné que le pouvoir d'autorisation professionnelle est exercé dans l'intérêt public et, de ce fait, dépasse les questions d'intérêt privé.

Il n'est pas encore établi si les organes de réglementation qui exercent une fonction déléguée à titre d'agents du gouvernement fédéral ou provincial tombent dans le champ d'application de la *Charte*. L'arrêt *Harrison*³⁰ semble l'affirmer, mais seulement dans le cas où la fonction en cause est une fonction publique.

Enfin il est permis de douter que les actions des associations entièrement libres ("contractuelles") soient soumises à la *Charte*. Ces associations n'exercent aucun pouvoir légal, elles sont généralement administrées par des conseils composés de leurs propres membres qui y sont élus, elles établissent et exécutent leurs propres politiques sans aucun contrôle gouvernemental. La gestion et le contrôle des principales fonctions étant leur fait exclusif, il est très improbable que la *Charte* s'applique à leurs actions ou politiques.

Sources du pouvoir de réparation

Les droits consacrés par la *Charte* ne servent pas à grand-chose pour le demandeur frustré s'il n'existe aucun recours pour en garantir l'exécution. Ce recours a sa double source dans la *Charte*. Le paragraphe 24(1) crée un pouvoir général de réparation en prévoyant que "toute personne, victime de violation ou de négation des droits ou libertés ... peut s'adresser à un tribunal compétent pour obtenir la réparation que le tribunal estime convenable et juste eu égard aux circonstances".

Ce paragraphe 24(1) comporte plusieurs éléments qui peuvent être importants dans le contexte de l'autorisation professionnelle. En premier lieu, le passé composé employé dans la version anglaise semble indiquer que la violation doit avoir déjà eu lieu. La jurisprudence n'est pas claire à ce sujet. Malgré ce libellé, il ressort de plusieurs décisions qu'il suffit d'une violation imminente³¹. Ainsi donc il serait possible pour le demandeur, dont la demande a été instruite mais non encore rejetée et qui s'estime privé d'une

procédure équitable, d'invoquer la *Charte* pour demander réparation en application du paragraphe 24(1).

En second lieu, l'action fondée sur le paragraphe 24(1) doit être intentée devant un "tribunal compétent". Dans *Mills c. La Reine*³², la Cour suprême du Canada a fait sienne la définition qu'avait donnée de ces mots la Cour d'appel de l'Ontario dans son arrêt *R. v. Morgentaler et al.*³³, à savoir que le "tribunal compétent" était [TRADUCTION]"le tribunal compétent *ratione personae* et *ratione materiae* en vertu d'une loi et habilité en outre à rendre l'ordonnance recherchée".

Jusqu'ici la Cour suprême du Canada n'a pas jugé que "tribunal" s'entendait également des commissions administratives. Plusieurs juridictions inférieures ont décidé que diverses commissions administratives constituaient des "tribunaux" pour l'application du paragraphe 24(1)³⁴. Il est possible de soutenir que l'organe d'autorisation professionnelle, qui a compétence sur le demandeur et est investi du pouvoir d'accorder ou de refuser l'autorisation d'exercer, est un tribunal compétent au regard du critère de la compétence et du pouvoir de réparation.

La seconde source de ce pouvoir de réparation se trouve au paragraphe 52(1) de la *Charte*, aux termes duquel celle-ci rend inopérantes les dispositions incompatibles de toute autre "règle de droit". Toutes les actions d'une institution gouvernementale ne tombent pas sous le coup du paragraphe 52(1). La question à résoudre est de savoir si le processus par lequel le demandeur s'est vu refuser l'autorisation d'exercer est "règle de droit" au sens de ce paragraphe.

Ainsi que l'a conclu la Cour d'appel de l'Ontario, dans le cas où la loi d'habilitation prévoit une procédure complète, comme le fait par exemple la *Loi sur les sciences de la santé*, ce que conteste le demandeur, c'est la "règle de droit elle-même". Mais si la procédure n'est que l'émanation de la politique de l'autorité décisionnelle et non de la loi ou d'un règlement, il est plus difficile de la qualifier de "règle de droit".

Par contre, la Cour d'appel de la Colombie-Britannique a jugé que la "règle de droit" du paragraphe 52(1) s'entendait de toutes les actions du gouvernement et d'autres entités, que ces actions fussent le résultat de l'observation des règles ou de l'exercice de pouvoirs discrétionnaires³⁵. Si cette interprétation est correcte, on peut alors soutenir que les comités d'inscription considérés comme étant des agents gouvernementaux et n'appliquant pas une réglementation légale explicite mais jouissant du

pouvoir d'établir le processus d'autorisation professionnelle, édictent en fait des "règles de droit". Il se peut fort bien que, pour l'application de la *Charte*, il ne soit pas nécessaire que les règles ou politiques de l'organe concerné soient adoptées à titre de règlements pour avoir force de "règle de droit"³⁶.

LA CHARTE ET L'ÉQUITÉ PROCÉDURALE

Si l'on présume que les actions d'un organe d'autorisation professionnelle s'assimilent aux règles de droit pratiquées par le gouvernement, le demandeur qui s'est vu refuser l'autorisation d'exercer peut soutenir qu'il a été privé du "droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne" de façon non conforme aux "principes de justice fondamentale" prévus à l'article 7. Il se peut que le droit d'obtenir l'autorisation d'exercer sa profession soit un élément du concept de "liberté".

Le droit à l'autorisation professionnelle serait-il un droit garanti par la *Charte*, le demandeur pourrait faire valoir que le fait de se voir refuser cette autorisation sans pouvoir se faire entendre à une audience ni se faire représenter par avocat ou contre-interroger les témoins, constitue la négation de son droit à la sécurité de sa personne, ce qui va à l'encontre de la justice fondamentale. Par ailleurs, il pourrait soutenir que l'application de normes rigoureuses de qualification qui n'ont pas un rapport rationnel avec l'exercice de la profession aboutit au même déni de justice fondamentale.

L'invocation de l'article 7 requiert que l'on examine si le droit revendiqué jouit de la protection constitutionnelle et, dans l'affirmative, si l'intéressé en a été privé de façon contraire à la justice fondamentale. Il y a lieu de noter au préalable qu'une condition d'autorisation professionnelle pourrait être considérée comme étant seulement "régulatrice" et non "prohibitive". Il n'y aurait donc pas "négation" mais juste "restriction"³⁷, ce qui exclurait les protections de l'article 7.

Le droit à l'autorisation professionnelle est-il un droit protégé?

Aux États-Unis, le droit d'exercer sa profession est protégé par la constitution, du fait que le 14^e Amendement protège la vie, la liberté et expressément les biens. L'autorisation d'exercer est considérée comme un

"bien". Cependant, le droit d'exercer n'est pas absolu ou sans réserve; il est subordonné au pouvoir du gouvernement de réglementer dans l'intérêt public en matière de santé et de sécurité³⁸.

La question n'a pas été directement examinée jusqu'ici par la Cour suprême du Canada, mais il ressort de plusieurs arrêts que le droit de poursuivre son occupation peut être rangé parmi les libertés prévues à l'article 7.

Dans le *Renvoi relatif à la Public Service Employee Relations Act* (Alb.)³⁹, le juge en chef Dickson, examinant si l'association à des fins économiques devait jouir de la protection constitutionnelle, a conclu, par jugement dissident, qu'il ne pouvait convenir que quelque chose d'aussi fondamental que les moyens d'existence et la dignité en milieu de travail échappât à la protection de la constitution. Il estimait cependant que les intérêts exclusivement pécuniaires pouvaient en être exclus⁴⁰.

Dans *Law Society of Alberta c. Black*⁴¹, la Cour suprême a examiné si les règles de la Société du barreau interdisant les études d'avocats à l'échelle nationale violaient la liberté de circulation garantie par le paragraphe 6(2)a,b) de la *Charte*, lequel prévoit que tout citoyen canadien ou résident permanent a le droit de se déplacer dans tout le pays et d'établir sa résidence dans toute province, ainsi que de gagner sa vie dans toute province. Le juge La Forest a conclu que l'alinéa 6(2)a) protégeait expressément "le droit de gagner sa vie selon la profession ou le métier de son choix tout en étant assujetti aux mêmes conditions que les résidents". Ce droit général est cependant subordonné aux règles de droit locales en matière de qualifications professionnelles, à moins que ces règles ne soient discriminatoires pour ce qui est de la province de résidence⁴².

Bien que la disposition en cause de la *Charte* ne fût l'article 7 ni dans *Public Service* ni dans *Black*, les conclusions de la Cour suprême laissent présager une conclusion au droit fondamental, constitutionnellement garanti, de se livrer à son occupation.

Il ressort d'une opinion incidente exprimée dans *R. c. Wigglesworth*⁴³ que les formalités d'évaluation de l'aptitude à obtenir ou à conserver la qualification professionnelle sont assujetties aux protections que prévoit l'article 7. Il s'agissait en l'espèce d'examiner si l'article 11 de la *Charte* s'appliquait aux matières privées, internes ou disciplinaires, destinées à maintenir la discipline ou les normes professionnelles. La Cour suprême a conclu que seules les matières d'intérêt public mettaient en jeu les

protections procédurales de l'article 11. La majorité concluait cependant que les instances de ce genre pourraient être soumises aux protections procédurales constitutionnellement garanties par l'article 7, mais la Cour ne s'est pas prononcée à ce sujet puisqu'en l'espèce, l'appelant avait choisi de fonder son argumentation uniquement sur l'article 11⁴⁴.

Dans *R. c. Morgentaler*⁴⁵, M^{me} le juge Wilson qui, de toute la Cour, était la seule à se pencher sur le sens de "liberté", s'est prononcée en ces termes:

Les individus se voient offrir le droit de choisir leur propre religion et leur propre philosophie de vie, de choisir qui ils fréquenteront et comment ils s'exprimeront, où ils vivront et à *quelle occupation ils se livreront*. Ce sont tous là des exemples de la théorie fondamentale qui sous-tend la Charte ... [c'est nous qui soulignons]⁴⁶

Diverses juridictions se sont prononcées sur les protections garanties par la constitution en matière de délivrance et de retrait d'autorisation. Ces jurisprudences portaient sur trois types d'autorisations: permis de conduire, autorisation professionnelle et licence commerciale.

Les affaires de permis de conduire illustrent la divergence d'opinions sur la définition de "liberté". La Cour d'appel de la Colombie-Britannique a jugé, par son arrêt *R. v. Robson*⁴⁷, qu'une fois délivré, le permis de conduire représentait pour son titulaire la liberté générale d'exercer sa compétence et son aptitude à conduire un véhicule. Liberté ne signifie pas seulement absence de contrainte corporelle⁴⁸.

Par contre, la Cour d'appel de l'Alberta donnait une interprétation plus restrictive de l'article 7. À son avis, "liberté" ne signifiait que protection contre la contrainte corporelle⁴⁹. La conduite des véhicules automobiles n'est pas une liberté fondamentale, mais tout juste une activité réglementée.

De même, il n'y a pas eu une interprétation uniforme du droit à l'exercice d'une profession, envisagé à titre d'élément de la liberté. Dans *Branigan v. Yukon Medical Council*⁵⁰, la Cour suprême du territoire du Yukon, examinant si le retrait de l'autorisation d'exercer par mesure disciplinaire portait atteinte à un droit protégé par l'article 7, a conclu que "liberté" s'entendait également du droit de continuer à exercer la profession une fois l'autorisation accordée sans restriction et après des années de pratique, étant donné l'importance fondamentale des droits économiques et de la question de la réputation⁵¹.

Par contre, la Cour divisionnaire de l'Ontario s'est fondée sur une jurisprudence prépondérante pour conclure que le droit de se livrer à une profession donnée n'était qu'un droit économique et que, de ce fait, l'action disciplinaire de la Société du barreau du Haut-Canada échappait aux protections de l'article 7⁵².

Un arrêt rendu en 1988 par la Cour d'appel de la Colombie-Britannique portait sur la question de savoir si les dispositions de la loi dite *Medical Services Act*⁵³ constituaient la négation ou la violation d'une "liberté"⁵⁴. Cette loi faisait aux médecins l'obligation d'obtenir un numéro d'immatriculation afin de participer au Régime de services médicaux et de se faire payer leurs services. La Commission des services médicaux était habilitée à délivrer des numéros de facturation aux praticiens selon les besoins en services médicaux des diverses régions de la province. Les dispositions de la loi avaient pour effet net de restreindre la liberté des médecins d'exercer au lieu de leur choix à l'intérieur de la province. La Cour d'appel devait décider si le droit à la "liberté" de l'article 7 était général au point d'embrasser la possibilité pour un médecin qualifié d'exercer la médecine où il le voudrait, et si la loi violait, sur le double plan du droit positif et de la procédure, les principes de justice fondamentale.

La Cour a conclu que la loi en cause privait les appelants de leur droit d'exercer leur profession. Bien que l'exercice d'une profession comportât un élément économique, le droit revendiqué au titre de la *Charte* ne saurait être qualifié de droit purement économique et, de ce fait, jouissait de la protection qui y est prévue. Dans une opinion incidente cependant, la Cour notait que la simple réglementation des normes d'admission et de déontologie ne constituait probablement pas une contravention à l'article 7.

Cette décision de la Cour d'appel de la Colombie-Britannique a été adoptée par la Cour d'appel de la Nouvelle-Écosse, laquelle, dans *Re Khaliq-Kareemi*⁵⁵, a conclu que l'ordonnance rendue par la Commission de l'assurance et des services médicaux de la province pour interdire au D^r Khaliq-Kareemi d'exercer dans le cadre du régime d'assurance pendant un an, portait atteinte à son droit à la liberté de l'article 7⁵⁶.

Le troisième groupe de jurisprudences intéressait les licences commerciales. Il ressort de la majorité des décisions que le droit d'exploiter un commerce ou de gagner sa vie ne peut être qualifié de droit à la "liberté"⁵⁷. Par exemple, certains règlements municipaux étaient considérés comme simplement régulateurs, non pas prohibitifs⁵⁸. Il a été jugé aussi que l'exploitation d'un service de transport en commun était un privilège et non

un droit⁵⁹. Le droit à la licence commerciale est donc considéré comme un droit purement économique.

Le contenu de la justice fondamentale

Même si le droit d'exercer sa profession est protégé par la *Charte*, cela ne signifie pas automatiquement qu'à l'égard de ceux qui n'obtiennent pas leur inscription, il a été porté atteinte à ce droit en violation des principes de justice fondamentale. Pour notre propos, les deux principales questions sont de savoir si les conditions d'inscription constituent la juste mesure de l'aptitude de quelqu'un à exercer la profession et si un processus d'inscription qui limite les droits procéduraux est fondamentalement juste.

Aux premiers temps de l'application de la *Charte*, on pensait que "justice fondamentale" n'était autre que l'incarnation des concepts traditionnels de justice naturelle et d'équité. Pareille conception a été battue en brèche dans *Renvoi relatif au paragraphe 94(2) de la Motor Vehicle Act*, R.S.B.C. 1979, c. 228⁶⁰, arrêt par lequel la Cour suprême du Canada a conclu qu'"il serait erroné d'interpréter l'expression "justice fondamentale" comme synonyme de justice naturelle"⁶¹ et que ce concept recouvrait "l'équité de fond" en sus de l'équité de procédure. L'équité de fond fait qu'on peut contester l'équité de la loi elle-même.

Le contenu de la justice fondamentale a été examiné dans *Singh c. Ministre de l'Emploi et de l'Immigration*⁶². Un demandeur de statut de réfugié concluait au contrôle judiciaire de la procédure qui lui déniait le droit à une audience et le droit de savoir sur quelles preuves s'était fondée l'autorité décisionnelle.

M^{me} le juge Wilson a statué que cette procédure n'était pas fondamentalement juste, qu'une audition n'était pas requise dans tous les cas mais qu'elle était nécessaire lorsqu'une importante question de crédibilité était en cause⁶³.

Le contenu de la justice fondamentale a été aussi analysé dans le contexte de la discipline professionnelle dans *Branigan*. Saisi de plaintes d'incompétence, le Conseil médical du Yukon a entrepris une enquête à la suite de laquelle la licence du D^r Branigan a été suspendue temporairement. L'un des plaignants était le président du conseil, il avait pris part aux délibérations et au vote sur la décision de constituer la commission d'enquête. Le D^r Branigan a soutenu que les dispositions de la *Medical*

*Professions Ordinance*⁶⁴ étaient rendues inopérantes en l'espèce par la *Charte* par suite de la partialité de la commission d'enquête.

En examinant les éléments de la justice fondamentale, la Cour s'est penchée sur les procédures disciplinaires prévues par la loi et a souligné l'obligation générale d'équité qui incombait au conseil. Les règles de justice naturelle doivent s'appliquer à ce genre de processus décisionnel puisqu'il s'agit là d'un exercice de pouvoir judiciaire. Bien que la loi habilite le conseil à nommer des juges dans leur propre cause, cela était possible du point de vue constitutionnel⁶⁵.

Dans l'affaire *Wilson*, la Cour a conclu que le système légal des numéros de facturation était administré par une personne nommée par le gouvernement et qui n'était pas tenue par la loi de tenir des audiences ou de motiver ses décisions. Le demandeur n'avait aucun moyen de savoir si sa demande était en cours d'instruction ni quelles étaient les preuves retenues à cet effet. Des critères vagues combinés avec des pouvoirs discrétionnaires sans limites allaient à l'encontre des impératifs de la justice fondamentale⁶⁶. La Cour a notamment rejeté l'argument que, malgré les faiblesses procédurales de la *Loi*, la justice fondamentale était préservée du fait que le demandeur pouvait agir en contrôle judiciaire⁶⁷.

Dans *Khaliq-Kareemi*, la Cour d'appel de la Nouvelle-Écosse devait décider si l'ordonnance de la Commission de l'assurance et des services médicaux privait l'intéressé de son droit à la liberté, en violation des principes de justice fondamentale. Le docteur avait comparu devant le Comité de contrôle médical pour s'expliquer sur une analyse informatique de ses demandes de paiement d'honoraires, à la suite d'accusations de demandes frauduleuses et de demandes d'honoraires pour services médicalement inutiles. Le procès-verbal de la rencontre était tenu par le secrétaire du comité, qui produisait une déclaration sous serment à l'appui des accusations portées contre le docteur, lors de l'audience tenue par la commission. Le procès-verbal du comité était joint à la déclaration solennelle.

La Cour a jugé que la commission n'était pas strictement tenue aux règles de preuve, et que les accusations figurant au procès-verbal avaient été corroborées par les preuves. En tirant ces conclusions, la Cour a souscrit à la jurisprudence qui jugeait que l'intention procédurale de la justice fondamentale n'était pas immuable et dépendait des faits de la cause⁶⁸. En conséquence, la privation du droit d'exercer était conforme aux principes de justice fondamentale.

Toujours dans le contexte de l'autorisation professionnelle, un autre élément de l'équité se rapporte à la question de savoir si les critères d'inscription représentent une juste mesure de l'aptitude professionnelle du demandeur. Le demandeur peut croire que les normes de qualification à remplir préalablement à l'inscription sont excessivement rigoureuses et ne présentent aucun rapport rationnel avec son aptitude professionnelle. Il n'y a cependant aucune jurisprudence canadienne en la matière, alors que les causes de ce genre abondent aux États-Unis.

La Cour suprême des États-Unis a reconnu la légitimité des préoccupations de l'État qui se traduisent par la réglementation des normes d'admission; elle avertit cependant que ces normes doivent avoir un rapport avec l'exercice de la profession. Dans *Dent v. West Virginia*⁶⁹, le juge Field s'est prononcé en ces termes;

... divers États ont depuis des temps immémoriaux eu pour usage d'exiger dans nombre d'occupations un certain degré de science et d'aptitude professionnelle auquel la société puisse faire confiance, science et aptitude généralement vérifiées au moyen d'un examen administré par des personnes compétentes, ou certifiées sous forme de diplôme ou de licence émanant d'un établissement créé pour l'enseignerment des matières, scientifiques ou autres, qui sont au coeur de l'occupation concernée. La nature et l'étendue des qualifications requises doivent dépendre au premier chef du jugement de l'État quant à leur nécessité. Si elles se rapportent vraiment à la profession et peuvent s'acquérir par étude ou application raisonnable, on ne saurait élever aucune objection pour ce qui est de leur rigueur ou de leur difficulté. Ce n'est que si elles ne présentent aucun rapport avec la profession ou ne peuvent s'acquérir par étude ou application raisonnable qu'elles ont pour effet de priver quelqu'un de son droit de se livrer à une occupation légitime.

Les tribunaux des États-Unis ont eu à se prononcer sur un grand nombre de conditions d'admission à la lumière de l'arrêt *Dent*.

Citoyenneté

La condition de citoyenneté a été contestée avec succès aux États-Unis par le recours à la disposition portant protection de l'égalité du Quatorzième Amendement, par ce motif que les classifications qui limitent le droit au travail des étrangers sont discriminatoires. Par exemple, *In re Griffiths*⁷⁰ était une action en contestation de la condition appliquée par le Connecticut et selon laquelle seuls les citoyens américains étaient admissibles au barreau.

La Cour a conclu que le droit de gagner sa vie par le travail dans une occupation courante était l'essence même de la liberté de la personne, que consacrait le Quatorzième Amendement. L'État n'arrivait pas à convaincre la Cour que la condition de citoyenneté était nécessaire aux fins poursuivies par l'État, et cette condition a été déclarée anticonstitutionnelle.

La Cour a cependant reconnu des exceptions à la règle générale dans les cas où l'intéressé occupe une fonction législative, judiciaire ou exécutive, ou encore participe à la formulation, à l'exécution ou à la révision des politiques officielles. Par exemple, elle a jugé que les conditions de citoyenneté étaient valides pour les agents de police parce qu'ils étaient employés à faire respecter la loi pour le bien commun et participaient directement à l'exécution de la politique officielle générale⁷¹.

De même, il a été jugé que la loi qui limitait les postes d'enseignant d'école publique aux citoyens américains était valide, par ce motif que les enseignants influençaient les attitudes envers l'État, le processus politique et la responsabilité sociale⁷².

La condition de bonnes vie et mœurs

Une norme qui a été à l'origine d'un grand nombre d'actions en justice aux États-Unis est l'obligation faite au demandeur de justifier de "bonnes vie et mœurs". Cette condition a été contestée pour négation de procédure équitable. La Cour suprême a rejeté l'argument que la condition de "moralité" était trop vague⁷³, en concluant que la moralité avait des "contours bien définis".

Il ressort de deux décisions qui font jurisprudence, *Konigsberg v. State Bar of California*⁷⁴ et *Schwartz v. Board of Bar Examiners of New Mexico*⁷⁵, que l'admission à une profession ne peut être refusée pour cause d'actions dont la profession concernée soutient qu'elles trahissent une moralité douteuse, mais qui sont tout simplement des actes qu'elle désapprouve ou qui sont politiquement impopulaires. La profession concernée est tenue d'établir que les actes dont elle dit qu'ils trahissent une moralité douteuse ont un effet adverse sur l'aptitude professionnelle de l'intéressé. Par exemple, si le demandeur a été déclaré coupable d'un crime se rapportant à son aptitude professionnelle, la condamnation peut servir de preuve de moralité douteuse⁷⁶.

Condition de scolarité

La plupart des professions requièrent que les demandeurs justifient du niveau d'instruction requis. La jurisprudence *Dent* confirme que l'État est investi du pouvoir de déterminer quels sont les titres requis pour l'autorisation d'exercer.

Un grand nombre de contestations en justice portent sur la question d'agrément. Les lois de divers États en matière d'inscription au barreau requièrent que le candidat soit diplômé d'une école agréée par l'American Bar Association. Les tribunaux ont toujours conclu à la validité de cette condition en cas de contestation fondée sur la procédure équitable et la protection égale⁷⁷. Ils admettent que le régime d'agrément du barreau est perfectionné et que cela prendrait trop de temps aux tribunaux pour exercer cette fonction dans chaque cas d'espèce. La condition d'agrément présente un rapport rationnel avec l'intérêt qu'a l'État dans un barreau compétent⁷⁸. La condition d'agrément a été également examinée et confirmée en justice dans le domaine médical⁷⁹.

Dans certains cas, l'association professionnelle peut être investie du pouvoir discrétionnaire de dispenser de la condition d'agrément. Des demandeurs ont demandé en justice l'exercice de ce pouvoir discrétionnaire. Dans *Application of Anderson*⁸⁰, une avocate britannique dûment qualifiée s'est vu refuser l'inscription au barreau de l'État de la Louisiane parce qu'elle n'était pas diplômée d'une école agréée par l'American Bar Association. La Cour a conclu que la demanderesse ne satisfaisait pas à la condition de diplôme, mais que les différences entre les deux systèmes n'étaient pas bien grandes; elle l'a donc dispensée de la condition d'agrément⁸¹.

Par contre, d'autres tribunaux ont refusé pareille dispense. Dans *Florida Board of Examiners In re Hale*⁸² et *Re Application of Adams*⁸³, des titulaires de diplôme canadien se sont vu refuser l'inscription au barreau de l'État de la Floride et de l'État du Nouveau-Mexique, respectivement.

Le problème de l'équivalence du niveau d'instruction des titulaires de diplôme étranger a été également examiné par les tribunaux. Dans *Pascual v. State Board of Law*⁸⁴, le demandeur qui avait fait ses études aux Philippines, soutint que son droit à l'égalité de protection avait été violé par la décision de la commission d'État portant qu'il ne justifiait pas d'un niveau d'instruction équivalent. La Cour a jugé que la classification des demandeurs philippins selon l'école fréquentée était raisonnable et rationnelle⁸⁵.

DISCRIMINATION ET LA CHARTE

Le paragraphe 15(1) de la *Charte* porte:

La loi ne fait acception de personne et s'applique également à tous, et tous ont droit à la même protection et au même bénéfice de la loi, indépendamment de toute discrimination, notamment des discriminations fondées sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, le sexe, l'âge ou les déficiences mentales ou physiques.

Les mots clés de cette disposition sont "indépendamment de toute discrimination". Par l'arrêt *Andrews*, la Cour suprême du Canada a conclu qu'on ne saurait conclure qu'il y avait "discrimination" au sens de l'article 15 du seul fait qu'une règle de droit faisait une distinction entre des gens. En fait, elle a décidé que même une distinction déraisonnable ou injustifiable n'enfreignait pas nécessairement cet article.

La Cour a jugé que le seul genre de distinction qui donne lieu à "discrimination" au sens de l'article 15 est celle fondée sur les motifs prévus à cette disposition ou sur des motifs semblables.

En matière d'autorisation professionnelle, un demandeur de formation étrangère pourrait soutenir que les critères légaux invoqués par l'organe corporatif pour lui refuser l'inscription constituent une mesure discriminatoire à son égard. Par exemple, comme nous l'avons noté dans d'autres chapitres, les demandeurs de formation étrangère peuvent être tenus de subir un recyclage qui n'est pas requis des diplômés canadiens, ou de subir des examens plus rigoureux. Qui plus est, l'organe corporatif peut refuser de reconnaître les conditions de niveau d'instruction ou d'expérience professionnelle du pays étranger comme étant équivalentes aux normes ontariennes. Le demandeur peut avoir l'impression que ces décisions sont tout bonnement fondées sur son lieu de formation. Il peut avoir aussi l'impression qu'elles s'expliquent par son origine nationale.

"Origine nationale" est l'un des motifs de discrimination visés à l'article 15. La condition d'autorisation professionnelle qui, du fait qu'elle est fondée sur l'origine nationale, a des effets disproportionnés sur les immigrants, peut être discriminatoire. "Lieu de formation" n'est pas l'un des motifs énumérés. Il peut cependant être considéré comme représentant un motif semblable, auquel s'appliquent les mêmes principes. Les distinctions faites par les organes d'autorisation professionnelle sur la base du lieu de formation s'appliquent également aux immigrants et aux citoyens canadiens

formés à l'étranger. Ce fait à lui seul ne diminue cependant pas l'effet disproportionné qu'exerce sur les demandeurs formés à l'étranger, le refus de reconnaître les qualifications étrangères ou le fait d'imposer un examen ou une formation supplémentaire.

Comme nous l'avons vu au sujet de l'article 7, il y a une abondante jurisprudence américaine sur les qualifications scolaires, la citoyenneté, et la condition de bonnes vie et moeurs dans le contexte de l'égalité de protection et l'équité de procédure sous le régime du Quatorzième Amendement. Au Canada, il peut y avoir le même chevauchement entre les articles 7 et 15. Par exemple, un système qui refuse l'inscription parce que le demandeur ne passe pas un recyclage rigoureux ou un examen qui n'est pas requis des candidats de formation locale, peut constituer une pratique discriminatoire contre un professionnel de formation étrangère en même temps qu'il lui dénie une procédure d'admission fondamentalement juste.

La condition de citoyenneté de la Société du barreau de la Colombie-Britannique a été contestée avec succès par le recours à l'article 15. Par l'arrêt *Andrews*, la Cour suprême du Canada a rejeté l'argument selon lequel les membres inscrits au barreau devaient être citoyens du Canada ou s'engager à le devenir, afin qu'ils se pénètrent des institutions et coutumes canadiennes et fassent la preuve de leur engagement envers la société et l'administration de la justice à titre d'auxiliaires de la justice⁸⁶.

Dans ce contexte, la *Loi sur la Société du barreau de l'Ontario* a été modifiée en 1989 afin de permettre l'inscription de résidents permanents du Canada à la Société du barreau du Haut-Canada⁸⁷.

La condition de scolarité qui distingue entre médecins diplômés à l'étranger et à l'intérieur du pays a été contestée par le recours à l'article 15. Dans *Re Jamorski et al. and Attorney General for the Province of Ontario*⁸⁸, plusieurs médecins diplômés de Pologne ont contesté la constitutionnalité des modifications apportées aux règlements d'application de la *Loi sur les sciences de la santé*, selon lesquelles seuls les diplômés de facultés de médecine agréées du Canada ou des États-Unis ont droit à une carte de stage après avoir été admis à l'internat dans un hôpital agréé. Les diplômés d'autres écoles de médecine doivent terminer au préalable un programme de pré-internat (PPI), qui est censé assurer l'évaluation et le recyclage des diplômés de programmes non agréés.

En outre, l'introduction de l'obligation de PPI était concomitante des changements dans le financement public des postes d'internat dans le cadre de la *Loi sur les sciences de la santé*, qui limite le financement du PPI à

24 places par an. Le résultat net en est que les diplômés d'écoles de médecine non agréées de l'étranger ne peuvent obtenir une place d'internat à moins d'avoir été admis au PPI et de l'avoir terminé avec succès.

Les plaignants reprochaient à cette réglementation d'être discriminatoire contre tous les diplômés d'écoles non agréées et de ne tenir compte d'aucun autre facteur que la faculté de médecine fréquentée pour décider de la compétence requise pour l'internat. La Cour d'appel ne leur a pas donné raison, en concluant que le simple fait de distinguer entre diplômés d'écoles agréées et d'écoles non agréées ne constituait pas une mesure discriminatoire.

Cette décision avait un double fondement. En premier lieu, la Cour concluait que les appelants n'étaient pas dans une "situation comparable" à celles des diplômés d'écoles agréées⁸⁹. Ils sont diplômés de systèmes d'enseignement médical dont les autorités ontariennes ne savent pas grand-chose et qu'elles ne suivent pas de près. En second lieu, le système d'agrément médical n'était rien d'autre qu'un système courant, perfectionné et légitime d'évaluation⁹⁰. La classification, quand bien même elle distinguerait entre deux groupes, n'était pas péjorative. Ce raisonnement, fondé sur le critère de la situation comparable, doit être pris avec réserve à la lumière du rejet de ce dernier par la Cour suprême, tout récemment dans son arrêt *Andrews*⁹¹.

L'article 1 de la Charte

Dans le cas où la Cour conclut qu'une condition ou un processus d'inscription contrevient soit à l'article 7 soit à l'article 15, il incombe à l'organe d'inscription de justifier la condition ou le processus à la lumière de l'article 1, qui porte:

La Charte canadienne des droits et libertés garantit les droits et libertés qui y sont énoncés. Ils ne peuvent être restreints que par une règle de droit, dans des limites qui soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique.

En justifiant la restriction d'un droit ou d'une liberté, l'organe d'inscription doit satisfaire à deux critères. En premier lieu, il doit prouver que l'objectif poursuivi par l'État dans l'adoption de la loi en cause est "urgent et réel". En second lieu, les moyens adoptés pour atteindre cet objectif doivent satisfaire au critère de proportionnalité. À cette fin, il faut répondre à la question de savoir: (1) si les moyens ont été soigneusement

conçus et présentent un lien rationnel avec l'objectif poursuivi; (2) si les moyens adoptés portent atteinte le moins possible au droit ou à la liberté en cause; (3) si les moyens choisis ont pour effet de limiter des droits de telle façon que la limitation de droits pèse plus lourd sur la balance que l'objectif poursuivi⁹².

Par exemple dans l'affaire *Andrews*, la majorité des juges de la Cour suprême du Canada n'était pas convaincue que l'objectif poursuivi par la loi limitant l'inscription au barreau de la Colombie-Britannique aux citoyens canadiens, était suffisamment urgent et réel pour justifier l'atteinte à des droits individuels, ou que cette loi était soigneusement conçue ou présentait un lien rationnel avec l'objectif qui était d'assurer la connaissance des institutions canadiennes et l'engagement envers la société canadienne⁹³.

Enfin, il y a lieu de noter que l'État ne peut pas justifier ses actions par l'article 1 en se contentant d'invoquer des arguments de commodité administrative. Dans le *Renvoi relatif au paragraphe 94(2)*, le juge Lamer s'est prononcé en ces termes:

L'article premier peut, pour des motifs de commodité administrative, venir sauver ce qui constituerait par ailleurs une violation de l'art. 7, mais seulement dans les circonstances qui résultent de conditions exceptionnelles comme les désastres naturels, le déclenchement d'hostilités, les épidémies et ainsi de suite⁹⁴.

Dans l'affaire *Branigan* cependant, la Cour semblait admettre l'argument de commodité administrative. Elle notait que le droit administratif avait reconnu depuis longtemps la nécessité des tribunaux administratifs, sans lesquels le rôle des tribunaux judiciaires serait surchargé. Étant donné que le plaignant avait droit d'appel, il a été jugé que la procédure disciplinaire était proportionnée et rationnelle⁹⁵.

SOMMAIRE

Un grand nombre des corps professionnels visés par l'enquête du Groupe d'étude sont non seulement créés par un texte de loi, mais encore soumis par la loi au contrôle du gouvernement; ils sont ainsi assimilables au "gouvernement" au sens de l'article 32 de la *Charte*. De même, si ces corps exercent des pouvoirs légaux, ils sont inclus dans le terme "législature" figurant au même article et, de ce fait, tombent dans le champ d'application de la *Charte*, qu'ils soient directement contrôlés ou non par le gouvernement, dans la mesure où leurs actions peuvent être qualifiées

d'actions "publiques". Étant donné que le processus d'inscription intéresse la santé et la sécurité publiques, il est nécessaire que l'exercice des pouvoirs d'autorisation professionnelle soit assujéti à l'application des protections constitutionnelles.

On peut soutenir que le "droit" d'obtenir l'autorisation de se livrer à l'occupation pour laquelle on a été formé n'est pas une "liberté" au sens de l'article 7 puisqu'il qu'il s'agit d'un droit purement économique échappant à la protection de la *Charte*. Selon une autre école de pensée cependant, l'exercice d'une profession est une "liberté" parce qu'il met en jeu plus qu'un intérêt purement pécuniaire, qu'il touche le sens de l'estime de soi et le sens d'appartenance sociale de l'individu. La jurisprudence ontarienne semble pencher en faveur de la première interprétation.

Si le droit d'exercer une profession est une liberté au sens de l'article 7, il s'ensuit que le demandeur a le droit de ne pas en être privé, si ce n'est en conformité avec les principes de justice fondamentale. Il est manifeste que ces principes embrassent à tout le moins, les concepts existants de justice naturelle et d'équité, mais ils peuvent comprendre d'autres protections dont on n'a pu se prévaloir jusqu'ici en common law.

On peut donc soutenir que le demandeur qui s'est vu refuser l'inscription sans avoir droit à une audience, sans connaître les preuves sur lesquelles s'est fondée la commission administrative ni les motifs du refus, ou sans avoir le droit d'appel, a été peut-être victime d'un déni de justice fondamentale.

De même, dans le cas où la loi ou l'organe professionnel investi du pouvoir d'établir les normes d'admission impose au demandeur des conditions excessivement rigoureuses, celui-ci peut contester la procédure d'admission par ce motif que les critères observés ne représentent pas une juste mesure de la compétence professionnelle, ce qui va à l'encontre des principes de justice fondamentale.

Les critères d'admission qui distinguent entre demandeurs de formation étrangère et demandeurs de formation locale peuvent être jugés discriminatoires en cas de contestation fondée sur l'article 15 de la *Charte*. La Cour suprême du Canada a conclu dans *Andrews* qu'une règle qui exclut une catégorie entière de personnes de certains emplois uniquement pour les motifs énoncés à l'article 15 ou pour des motifs semblables, sans avoir égard aux qualifications scolaires et professionnelles ou aux autres qualités ou attributs individuels, constitue une violation des droits à l'égalité. Bien

que le "lieu d'éducation ou de formation" ne soit pas un motif de discrimination expressément visé, il est étroitement lié au lieu d'origine et peut être considéré comme un motif de distinction semblable.

Pour justifier les restrictions de droits procéduraux ou ses propres actions discriminatoires, l'organe d'inscription sera tenu de prouver que ses actions se justifient au regard de l'article 1. Il aura à prouver que les objectifs poursuivis en matière d'autorisation professionnelle sont urgents et réels et que les critères d'autorisation professionnelle sont proportionnés à l'objectif poursuivi. La *Charte* a influé et continuera à influencer sur la réforme des procédures de droit administratif, et c'est sous cette optique que le Groupe d'étude a fait ses recommandations de réforme de la procédure d'admission.

Conclusions

Étant donné que selon la jurisprudence établie jusqu'à ce jour au sujet des dispositions applicables de la *Charte*, une audience n'est peut-être pas nécessaire dans tous les cas, il y a lieu de modifier les lois professionnelles de façon à y prévoir à la fois le droit d'examiner les pièces du dossier et le droit de se faire entendre à une audience (en particulier quand les questions de crédibilité sont en jeu), lesquels droits peuvent faire l'objet d'une renonciation de la part du demandeur. Ce principe se retrouve dans nos recommandations en la matière au chapitre 11, "Contrôle juridictionnel".

L'obligation faite aux personnes de formation étrangère de subir des examens supplémentaires constitue un fardeau ou un désavantage qui n'est pas imposé aux personnes de formation locale et peut, dans certains cas, contrevenir à l'article 15 de la *Charte*. Le Groupe d'étude conclut en conséquence qu'il y a lieu de réévaluer les examens d'autorisation professionnelle destinés aux professionnels de formation étrangère, conformément aux recommandations figurant aux chapitres 5 ("Évaluation de l'acquis antérieur") et 6 ("Testage professionnel") de ce rapport.

RECOMMANDATION

13.1 Le Groupe d'étude recommande, conformément à la conclusion qu'il a tirée en la matière, que toute loi et tout règlement régissant l'admission à une profession ou prévoyant l'octroi d'un

titre réservé, sous condition de "bonnes vie et moeurs", soient libellés de façon à n'autoriser le refus d'inscription que dans le cas où les preuves admises de mauvaise moralité présentent un lien rationnel avec la compétence ou l'aptitude professionnelle du demandeur.

ANNEXES

Annexe A	Décrets
Annexe B	Mandat
Annexe C	Communications reçues
Annexe D	Rencontres et contributeurs
Annexe E	Commissaires et personnel du Groupe d'étude
Annexe F	Experts-conseils
Annexe G	Liste des monographies
Annexe H	Sommaire des professions

Notes

Bibliographie

Décrets



Sur recommandation des soussignés, le lieutenant-gouverneur, à la recommandation et avec l'assentiment du Conseil des ministres,

CONSIDÉRANT que le Comité du Cabinet sur les rapports entre les races a reçu et examiné un rapport exposant les difficultés auxquelles se heurtent les personnes qui ont acquis leur formation ou leur expérience professionnelle à l'extérieur du Canada, lorsqu'elles veulent se faire qualifier pour l'exercice d'une profession ou d'un métier en Ontario;

CONSIDÉRANT que le Comité du Cabinet sur les rapports entre les races a décidé qu'il y avait lieu de procéder à un examen approfondi de toutes les règles et pratiques régissant l'accès aux professions et à certains métiers, afin de déterminer si les normes d'admission désavantageaient les personnes qui ont acquis leur formation ou leur expérience professionnelle à l'extérieur du Canada et, dans l'affirmative, si ces normes étaient nécessaires à la protection du public;

DÉCRÈTE, sur recommandation du ministre des Affaires civiles, ministre délégué aux rapports entre les races, et à la recommandation et avec l'assentiment du Conseil des ministres:

Le professeur Peter Cumming est nommé président du Groupe d'étude sur l'accès aux professions et aux métiers en Ontario, et Enid Lee et Dimitrios Oreopoulos, membres de ce même Groupe d'étude. Le Groupe d'étude est chargé d'examiner, et d'en rendre compte au ministre des Affaires civiles, ministre délégué aux rapports entre les races, d'ici au 1^{er} novembre 1988, les effets qu'exercent les règles et pratiques régissant l'accès aux professions et à certains métiers en Ontario sur les personnes munies de titres de compétence étrangers, notamment les membres de minorités raciales et ethniques, et en particulier:

- (i) D'examiner toutes les règles et pratiques régissant l'accès aux professions et aux métiers afin de déterminer si elles ont un effet discriminatoire, réel ou éventuel, sur les personnes qui ont été formées ou ont acquis leur expérience professionnelle à l'extérieur du Canada.

(ii) De déterminer si ces règles ou pratiques se justifient par le maintien des normes professionnelles.

(iii) D'examiner les obstacles réels ou éventuels qui échappent à la volonté des professions et des métiers, comme le manque de moyens de soutien en période de recyclage.

(iv) D'entreprendre un sondage parmi les professionnels et gens de métier formés à l'étranger pour vérifier les effets des conditions requises et pour recueillir les données relatives à la race, à l'ethnicité et au sexe.


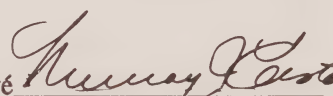
(v) D'examiner et de commenter les pratiques et conditions observées dans d'autres ressorts, comme l'évaluation de l'équivalence des titres universitaires, la reconnaissance de l'expérience professionnelle et la vérification de la compétence linguistique.

(vi) De procéder aux recherches et études complémentaires que le Groupe d'étude jugera nécessaires.

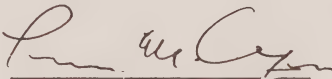
(vii) De recommander les modifications à apporter aux règles et pratiques qui ne sont pas justifiées par le maintien des normes professionnelles, ainsi que le moyen d'aider les personnes de formation étrangère à satisfaire aux règles justifiables.

Tous les ministères, conseils, organismes et commissions gouvernementaux sont chargés de prêter pleine assistance au Groupe d'étude dans l'exercice de ses fonctions, pour lequel celui-ci est aussi habilité à retenir les services de conseils, de conseillers techniques, de documentalistes, et autres employés et experts-conseils qu'il estime nécessaires, aux taux de rémunération qu'approuvera le Conseil de gestion du gouvernement.

Le ministère du Procureur général est chargé du soutien administratif de l'étude.

Recommandé  Approuvé 
Ministre des Affaires
civiques, délégué aux
apports entre les
races
Président

Approuvé et décrété le 22 octobre 1987
Date


Lieutenant-gouverneur

(TRADUCTION)



Sur recommandation des soussignés, le lieutenant-gouverneur, à la recommandation et avec l'assentiment du Conseil des ministres,

CONSIDÉRANT que par décret n° 2359/87 en date du 22 octobre 1987, le Groupe d'étude sur l'accès aux professions et aux métiers en Ontario a été constitué et chargé de rendre compte au ministre des Affaires civiques, ministre délégué aux rapports entre les races, le 1^{er} novembre au plus tard;

CONSIDÉRANT que le Groupe d'étude n'a pas été en mesure d'achever son enquête à la date prévue au décret susmentionné;

DÉCRÈTE:

La date du 30 septembre 1989 est substituée à la date du 1^{er} novembre 1988 prévue au décret susmentionné;

Cette modification est entrée en vigueur à compter du 2 novembre 1988.

Recommandé Bern Stullen
Ministre des Affaires
civiques, délégué aux
rapports entre les
races

Approuvé Murray J. Coster
Président

Approuvé et décrété le 22 février 1989
Date

John G. ...
Lieutenant-gouverneur

(TRADUCTION)

ANNEXE B

Mandat



Ce Groupe d'étude a été constitué le 22 octobre 1987 par le ministre des Affaires civiques, ministre délégué aux rapports entre les races, et par le lieutenant-gouverneur, à la recommandation et avec l'assentiment du Conseil des ministres, pour examiner l'effet qu'exercent les règles et pratiques régissant l'accès aux professions et à certains métiers en Ontario, sur les personnes munies de titres de compétence étrangers, en particulier les membres des minorités raciales et ethniques.

Il incombe au Groupe d'étude:

- 1) D'examiner toutes les règles et pratiques régissant l'accès aux professions et aux métiers afin de déterminer si elles ont un effet discriminatoire, réel ou éventuel, sur les personnes qui ont été formées ou ont acquis leur expérience professionnelle à l'extérieur du Canada.
- 2) De déterminer si ces règles ou pratiques se justifient par le maintien des normes professionnelles.
- 3) D'examiner les obstacles réels ou éventuels qui échappent à la volonté des professions et des métiers, comme le manque de moyens de soutien en période de recyclage.
- 4) De recommander les modifications à apporter aux règles et pratiques qui ne sont pas justifiées par le maintien des normes professionnelles, ainsi que le moyen d'aider les personnes de formation étrangère à satisfaire aux règles justifiables.

Le Groupe d'étude accepte les mémoires écrits, d'ici au 15 février 1988.

ANNEXE C

Communications reçues

Individus

Abraham, Dr G.
Ahmad, Dr N.
Ahmed, Mme T.M.
Albin-Cook, Dr K.
Ansari, Dr Z.

Bertlik, Dr M.
Bouma, M. B.

Calderon, Dr E.
Camargo, M. V.H
Chauhan, M. J.
Chernin, Dr D.A.
Chicaiza, Mme L.
Codina, Mme A.
Cvercko, M. M.

Daniel, M. S.
Davis, Lt. Col. H.A.
Dcunha, Dr
De Jager, Capt. P.

De Santis, M. G.
Dey, M. H.
Doshi, Mme S.

Ferguson, M. D.C.
Fernandes, Dr N.
Fernando, M. T.
Fleet, M. D., M.P.P.
Footman, Dr J.
Francis, Mme T.

Gajaria, M. C.
Garcia, M. A.
Gelman, M. S.
Gnanambikai, M. P.
Gopinath, Mme R.

Grabowski, Dr M.
Hipsz, M. R.
Holness, M. W.A.
Hore, Dr K.
Hossein-Doost, Dr M.
Hoosein-Doost, Mme F.
Hunter, Mme J.

Jack, M. K.
Joyce, Mme A.

Kandiah, M. K.
Kanevsky, M. E.
Katz, M. G.
Khawja, M. B.
Kleiman, Dr A.
Kletter, M. T.
Klonowski, Dr W.
Kondor, Dr G.A.
Kovács, Dr I.

Kraljevic, Dr M.
Krishna, Prof. V.
Kuganesan, Mme R.
Kuganesan, M. T.
Kun, M. G.I.

Larsen, M. H.
Leuteritz, M. H.

Machon, M. M.A.G.
Manapul, M. E.
Mandal, M. N.J.
Mateja, M. S.
Mew, M. G.
Mighty, M. J.H.
Mukhojee, M. A.

Najarian, Dr S.
Nazroo, M. R.C.
Nishio, Mme M.
Nordemann, M. A.

Odisho, M. S.I.
O'Malley, Dr B.P.
Osuch, Dr J.
Osuch, Dr M.
Oyelese, Dr O.O.
Oyston, Dr J.

Papathanassiou, M. N.
Patel, M. C.
Powley, M. J.
Prosmushkin, M. B.
Pucaj, Dr K.
Piotrowski, Dr P.
Puddu, Dr S.
Pudlowska, Mme G.
Pulido, Dr O.M.

Ray, Dr A.K.
Rivera, M. E.
Romero V., M. J.A.
Rose, Dr C.
Roy, M. L.

Sangha, M. A.
Sarpong, M. J.
Satolo, Dr E.
Sawadi, M. S.G.
Schneider, Mme L.
Seevaratnam, P.
Sehdev, M. S.
Shaba, M. K.
Sharp, M. D.J.
Shek, M. E.
Shivakumar, P.
Shivarattan, M. S.
Singaraja, Dr C.
Srikanthan, Mme S.
Stoisor, Dr I.P.
Sukhinder, M.
Syed, M. H.A.
Szotyori, Mme E.

Thiyagendran, Dr T.

Vaiman, Mme M.
Venczel, Mme I.
Vikhman, M. V.
Vikhman, Mme Y.
Villavarayan, M. S.C.
Visoi, M. D.

Willis, M. A.H.
Wojcicki, Dr A.
Wong, M. S.

Yadav, V.

Zakaria, M. M.B.
Zofia, Dr P.
Zonis, Mme R.V.

1 intervenant souhaitait
garder l'anonymat

11 communications anonymes

Associations

Access Alliance-Multicultural, Community Health Centre

- I. Furtado,

Accurate Appraisals Consultant Services

- H. Killian, expert principal

Affected Sri Lankan Professional Group

- J. Balakrishnan, coordonnateur

African Newcomer Aid Centre of Toronto (C.A.N.A.C.T.)

- B. Riddel, directeur

Aish Hatorah Learning Centre

Association canadienne des ergothérapeutes

- M. Brockett, directeur

Association de psychologie de l'Ontario

- Dr. E.A. Stasiak, directeur

Association des arpenteurs-géomètres de l'Ontario

- L. Petzold, directeur

Association des comptables généraux agréés de l'Ontario

- G.W. Fuller, directeur

Association of Central-American Health Professionals in Canada

- Dr. C. Rubio-Reyes, président

Association of Chinese Community Service Workers

- K. Fung, président

Association of Former Czechoslovak Political Prisoners in Exile

- K. Kalenda, président du conseil d'administration

Association of Hispanic Canadian Professionals

- J.A. Libaque-Esaine, comité d'organisation

Association of Polish Engineers in Canada

- M.J. Zaremba, président

Association of Registered Dental Technicians

- B. Huybrechts, secrétaire

Association of Vietnamese Physicians in Canada, Ontario Chapter

- Dr. S.D. Nguyen, président

Assyrian Community of Canada Welfare Committee

- M. Shmoil, président

Board of Directors of Drugless Therapy, Naturopathy,
Province of Ontario

- E.F. Shrubbs, président du conseil d'administration

Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario

- G. Morrison, directeur, Enquêtes

Bureau des examinateurs en pharmacie du Canada

- J. Creasy, registraire-trésorier

Bureau des opticiens, Ontario

- C. Beaulieu, président, Comité des titres de compétence

Bureau des régents, Loi sur les podologues de l'Ontario

- Dr. D.M. Schatz, président

Cambridge Multicultural Centre

- I. Sousa-Batista, coordonnateur

Canada-Pakistan Association

- S.M. Khan, président

Canadian Association of Orthodontists

- Dr. M. Yasny, président, Relations publiques

Canadian Ethnic Journalists' and Writers' Club Inc.

- Mr. H.A. Syed, président, Comité spécial

Canadian Ethnocultural Council

- E. Sanchez de Malicki, président

Canadian Latin American Professional Association

- M. Hernandez, président

- R. Hernandez

Career Preparation for Immigrants

- V. Danyliu

Certified General Accountants' Association of Canada

- E.J. Boudreau, président

Chinese Canadian National Council

Chinese Interpreter and Information Services

- H. Lau, président

Collège Algonquin d'arts appliqués et de technologie

- P. Killeen, président

Collège Humber d'arts appliqués et de technologie

- D.H. Foster, coordonnateur, Programme d'enseignement des pompes funèbres

Collège Saint-Laurent

- B. Cruden, président

Collège Seneca d'arts appliqués et de technologie

- W.R. McCutcheon, président

Commission ontarienne des droits de la personne

- R. Anand, président

Conseil d'administration des denturologues

- P.A. Clark, registraire

Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario

- M. Wilson, secrétaire-trésorier

Filipino Association for Academic Accreditation

- M. Catre, président

Guelph and District Multicultural Centre Inc.

- L. Scott, directeur

Gouvernement de Terre-Neuve et Labrador

Department of Career Development and Advanced Studies

- C.J. Carter, Director Industrial Training

Gouvernement du Québec, ministère de la Main-d'oeuvre
et de la Sécurité du Revenu

- J. Beaunoyer, directeur

Hamilton and District Electrical Contractors Association

- D.L. Thornton

Institut des comptables agréés de l'Ontario

- D.A. Wilson, directeur

Insurance Brokers Association of Ontario

- K.W. Martin, directeur général

International Brotherhood of Electrical Workers, Local Union 105

- P.J. Dillon, directeur des affaires

Jamaican Canadian Association

- J.G. Cummings, Caribbean Immigrant Services Coordinator

Japanese Canadian Cultural Centre

- K. Suyama, président

Joint Committee on Accreditation

- Professeur V. Krishna, secrétaire général

Kingston Committee for Racial Harmony

- B. Dev Batchelor, président

Kingston and District Immigrant Services

- R.E. Kennedy, directeur intérimaire

Kitchener/Waterloo Central American Cultural Association

- M. Villalta, président

Kitchener-Waterloo Refugee Co-ordinating Committee

- M. Hennig

Ministère de l'Éducation

- M. Rogers, coordonnateur, Écoles régionales pour les infirmières et
infirmiers auxiliaires, Direction de l'enfance en difficulté et des écoles
provinciales

Multicultural Health Coalition

- Dr. R. Masi, président

National Organization of Immigrant and Visible Minority Women
of Canada (N.O.I.V.M.W.C.)

- S. Damiani

Northwestern Ontario Cross-Cultural Conference

- P. Monks, président

Office des affaires francophones

- R.M. Beauregard, directeur

Ontario Association of Certified Engineering Technicians
and Technologists

- J.R. Fisher, registraire

Ontario Cloakmakers, Dress and Sportswear District Council
of International Ladies Garment Workers' Union,

Locals 14, 83 and 92

- H. Stewart, directeur des affaires

Ontario Council of Agencies Servicing Immigrants (O.C.A.S.I.)

- P. Chud, directeur

Ontario Dental Nurses and Assistants Association

- J. Miller, directeur

Ontario Pharmacists' Association

- R.B. Franceschini, directeur

Ontario Professional Foresters Association

- J.W. Ebbs, directeur

Ontario Separate School Trustees' Association

- E.F. Nyitrai, directeur

Ontario Veterinary Association

- H.H. Grenn, registraire

Ordre des architectes de l'Ontario

- B. Parks, directeur et registraire

Ordre des infirmières et infirmiers de l'Ontario

- M. Risk, directeur

Ordre des ingénieurs de l'Ontario

- A.C. Cagney, directeur

Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario

- D. McLaren, coordonnateur administratif, Bureau du registraire

Ordre des optométristes de l'Ontario

- I. Baker, registraire

Organization of South Asian Canadians

- S. Edwards

Prabasi Bengali Cultural Association

- Dr. K. Hore, coordonnateur, Subcommittee: Special Tasks
- U.K. Mandal
- H. Dey
- A. Mukhojee
- L. Roy
- 10 anonymes

Refugee Women's Workshop

- F. Pérez

Régie des pompes funèbres

- A.M. Reynolds, registraire

Rexdale Women's Centre

- B. Shore

Société des comptables de gestion de l'Ontario

- R.W. Dye, directeur

South Asian Women's Group (SAWG)

- Q. Alam
- J. Khaki
- D. Kassan

South East Asian Project (Y.E.C.C.)

Woodgreen Community Centre

- P. Goyette, président

Steven Shaw Management Consultants Inc.

- S. Shaw, président

Swedish Women's Educational Association of Canada

- K. Camenietzki

Teachers of English as a Second Language Association
of Ontario (TESL)
- S. Firth, président

Terrace Bay/Lake Superior Multicultural Association

The Board of Directors of Physiotherapy,
Province d'Ontario
- R. Wolpert, registraire

The Federation of Chinese Canadian Professionals

The Hospital for Sick Children
- M.S. MacDonald, vice-président, Services médicaux

The Nova Scotia Dental Hygienists Association
- T. Mitchell, président

The Ontario Dental Association
- J.C. Gillies, directeur

The Ontario Society of Periodontists
- Dr. F.H. Compton, président

The Organization of Ontario Auto Repairers
- W. Killins, président

The Polish Institute of Arts and Sciences in Canada
Polski Instytut Naukowy W Kanadzie
- L. Kos-Rabcewicz-Zubkowski, vice-président

The Romanian Canadian Society 'CARPATI' of Toronto
- C. Chisu, Sr. vice-président

The Sir Mortimer B. Davis - Jewish General Hospital
- Dr. M.J. Palayew, professeur, Département de radiologie,
Université McGill

The Urban Alliance on Race Relations
- Dr. W. Head, président

The Workers' Educational Association of Canada
- J.P. Langdon, président

Thunder Bay Chamber of Commerce

- J. Colosimo, président

Thunder Bay Multicultural Association

- J. Potestio, président

Toronto General Hospital

- Dr. J.B. Cullen, pathologiste en chef adjoint

Toronto Western Hospital

- Dr. G. Abraham, Division de néphrologie

Université Brock

- K. Rae, registraire adjoint, Admissions and Études du 2^e Cycle

Université de Toronto, Faculté de Dentisterie

- Dr. A.R. Ten Cate, doyen

Université d'Ottawa

- G.J. Marcotte, directeur des admissions, registraire associé

Université McMaster

- A.L. Darling, registraire et directeur de l'Analyse des institutions,
Bureau du registraire

Université Western Ontario

- D. Radcliffe, doyen associé, Faculté de Pédagogie

Université Western Ontario

- G.J. Smiley (Services aux étudiants) et registraire

Université Wilfrid Laurier

- B.G. Granger, registraire associé, Admissions

University of Alberta, Faculty of Pharmacy and Pharmaceutical Sciences

- Dr. J.A. Bachynsky, doyen

University of the Philippines Alumni Association (Toronto Chapter)

- Dr. V. Santiago-Liu, président

Windsor-Essex County Family YMCA

- E. Barsky, Co-ordinator, New Canadian Program

Women Immigrants of London

- A. Taylor, directrice, Services d'orientation

Women of Many Cultures (W.O.M.C.)

- L. Kosowan, présidente, Comité de planification

Working Skills Centre

- A. Menozzi, directeur

Rencontres et contributeurs

ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

Agrologie

- L. McLean, secrétaire administratif, Ontario Institute of Agrologists

Architecture

- J. Arnold, sous-registraire, Ordre des architectes de l'Ontario
- L. Gates, président, Canadian Architectural Certification Board
- B. Parks, directeur, Ordre des architectes de l'Ontario
- M. Tawadrof, expert en réclamations, Ordre des architectes de l'Ontario
- P. Wright, doyen intérimaire, Faculté d'Architecture et d'Architecture paysagère

Arpentage

- G. Gracie, professeur, Science cadastrale, Université de Toronto
- L. Petzold, directeur, Association des arpenteurs-géomètres de l'Ontario

Chiropractie

- D. Dainty, doyen des études, Canadian Memorial Chiropractic College
- S. Stolarski, registraire, Conseil d'administration des chiropraticiens de l'Ontario
- J. Watkins, vice-président exécutif, Association chiropractique canadienne

Comptabilité - Comptables agréés

- D. Beech, président, Institut des comptables agréés
- R. McNeil, premier vice-président, Institut des comptables agréés
- R. Peck, avocat général, Institut des comptables agréés

- T. Warner, registraire associé, Institut des comptables agréés

Comptabilité - Comptables de gestion agréés

- W. Wilson, directeur, Normes professionnelles, Society of Management Accountants of Ontario

Comptabilité - Comptables généraux agréés

- G. W. Fuller, directeur, Certified General Accountants Association
- M. Masters, registraire et directeur, Services aux étudiants, Certified General Accountants Association

Courtage commercial et Immobilier

- A. Coleclough, registraire, Loi sur le courtage commercial et immobilier
- C.K. Wen, agent administratif, Ministère de la Consommation et du Commerce

Courtage d'assurances

- R. G. Cooper, directeur général, Registered Insurance Brokers of Ontario

Dentisterie

- J. Gillies, directeur, Ontario Dental Association
- B. Henderson, directeur, Éducation and Agrément, Association dentaire canadienne
- G. Kravis, directeur, Bureau national d'examen dentaire
- G. Nikiforuk, président, Ordre royal des chirurgiens-dentistes de l'Ontario
- K. Pownall, registraire, Ordre royal des chirurgiens-dentistes de l'Ontario
- R. Ten Cate, doyen, Faculté de Dentisterie, Université de Toronto

Denturologie

- P. Clark, registraire, Conseil des denturologues
- P. McCabe, membre, Conseil des denturologues
- M. Shuhendler, président, Conseil des denturologues
- R. Steinecke, avocat, Conseil des denturologues

Diététique

- M. Hedley, président, Ontario Dietetic Association
- M. Law, président, Normes professionnelles, Ontario Dietetic Association
- M. Rangam, directeur, Ontario Dietetic Association
- M. Telford, directeur, Affiliation et Normes, Ontario Dietetic Association

Droit

- K. Jarvis, secrétaire-trésorier, Société du barreau du Haut-Canada
- V. Krishna, secrétaire, Comité conjoint d'agrément
- T. Kerzner
- G. Thomson, directeur, Comité de la formation juridique

Enseignement

- S. Hibbitt, gestionnaire, Service du registraire, Ministère de l'Éducation de l'Ontario
- C. Lundy, registraire, Faculté de Pédagogie, Université de Toronto
- M. Stager, assistant du doyen, Faculté de Pédagogie, Université de Toronto
- J. Westcott, Federation of Women Teachers Association of Ontario
- M. Wilson, Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario

Ergothérapie

- M. Brockett, directeur, Association canadienne des ergothérapeutes
- B. Graff, directeur, Ontario Society of Occupational Therapists
- R. Schaffer, directeur, Ergothérapie, Université de Toronto
- E. Yack, registraire, Ontario College of Occupational Therapists

Foresterie

- J. W. Ebbs, directeur, Ontario Professional Foresters Association

Génie

- A. Cagney, directeur, Ordre des ingénieurs de l'Ontario
- J.O. Harold, administrateur, Ordre des ingénieurs de l'Ontario
- P. Osmond, registraire, Ordre des ingénieurs de l'Ontario

Hygiène dentaire

- L. Stevens, assistant administratif, Ordre royal des chirurgiens-dentistes de l'Ontario

Lunetterie

- D. Bowen, secrétaire général, Bureau des opticiens de l'Ontario
- M. Bloom, registraire, Bureau des opticiens de l'Ontario

Massothérapie

- M. Rangaswami, président, Conseil d'administration des masseurs
- H. Barber, secrétaire-trésorier, Conseil d'administration des masseurs

Médecine

- G.A. Barker, directeur, Soins critiques, et président, Affaires médicales, Comité consultatif, Hospital for Sick Children
- S. Barret, avocat, Association professionnelle des internes et résidents de l'Ontario
- T. Boadway, directeur, Politique sanitaire, Ontario Medical Association
- K. Bregija, gestionnaire, Recherches médicales, Ontario Medical Association

- D. Chiro, vice-président, Ressources humaines, Hospital for Sick Children
- J. Connon, directeur des Études médicales du 2^e cycle, Université de Toronto
- J.P. DesGroseillier, directeur, Collège royal des Médecins et Chirurgiens, Ottawa
- M. Dixon, registraire, Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario
- P. Gardner, Ministère de la Santé de l'Ontario
- A. Goldbloom, directeur des Études médicales, Hospital for Sick Children
- S.J. Haslam, directeur, Services administratifs, Département de Pédiatrie
- R.H.A. Haslam, professeur et chef, Département de Pédiatrie
- A.E. LeBlanc, coordonnateur, Ministère de la Santé de l'Ontario
- M. Levine, ex-président honoraire, Association professionnelle des internes et résidents de l'Ontario
- M.S. MacDonald, vice-président, Affaires médicales, Hospital for Sick Children
- R. Masi, président, Multicultural Health Council
- J.L. Provan, Université de Toronto
- L. Ross, directeur, Association professionnelle des internes et résidents de l'Ontario
- A.A. Shardt, registraire adjoint, Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario
- B. Sheppard, doyen adjoint, Études médicales, Université de Toronto
- L. Truax, Ministère de la Santé de l'Ontario
- B. Winston, vice-président, Association professionnelle des internes et résidents de l'Ontario

Médecine vétérinaire

- H. Grenn, registraire, Ontario Veterinary Association
- R. Downey, vice-doyen, Affaires académiques, Université de Guelph

Naturopactie

- K. Dunk, vice-président, Board of Directors of Naturopathy, Drugless Therapy

- E. Shrubbs, président, Board of Directors of Naturopathy, Drugless Therapy

Optométrie

- I. Baker, registraire, College of Optometrists
- A.P. Cullen, Faculté d'Optométrie, Université de Waterloo
- M. Samek, Vision Institute of Canada

Ostéopractie

- V. Dejardine, Board of Directors of Osteopathy

Pharmacie

- J. Creasey, registraire, Bureau des examinateurs en pharmacie du Canada
- I. Feldman, directeur adjoint, Autorisation professionnelle, Ordre des pharmaciens de l'Ontario
- S. Kassam, secrétaire, Ordre des pharmaciens de l'Ontario
- D. Perrier, doyen, Faculté de Pharmacie, Université de Toronto
- B. Wensley, registraire, Ordre des pharmaciens de l'Ontario

Physiothérapie

- J. Cornwell, coordonnateur, Formation clinique, Université de Toronto
- A. Scott, directeur de la Formation, Association canadienne de physiothérapie
- S. Stuart, président, Programme de réintégration de Toronto, Association canadienne de physiothérapie
- R. Wolpert, registraire, Conseil des physiothérapeutes

Podologie

- D. Schatz, président, Bureau des Régents, Loi sur les podologues, et président, Toronto Institute of Medical Technology
- P. Wilson, secrétaire-trésorier, Bureau des Régents, Loi sur les podologues

Pompes funèbres

- S. Brodie, secrétaire général, Association des services funéraires
- D. Foster, coordonnateur, Programme des pompes funèbres, Collège Humber
- A. Reynolds, registraire, Board of Funeral Services

Psychologie

- E. Stasiak, directeur, Association de psychologie de l'Ontario
- B. Wand, registraire, The Ontario Board of Examiners
- H.P. Edwards, ancien membre de l'Ontario Board of Examiners in Psychology

Puériculture

- A. Parle, Ministère des Affaires sociales et communautaires
- M. Hamilton, ex-président, Association d'éducation des petits de l'Ontario

Radiologie

- D. Alton, président, Bureau des techniciens en radiologie
- C. Cowling, Toronto Institute of Medical Technology
- R. Hesler, directeur, Ontario Association of Medical Radiation Technologists
- A. Kind, administrateur, Ontario Association of Medical Radiation Technologists
- R. Scott, vice-président, Bureau des techniciens en radiologie

Service social

- V. Munns, registraire, Collège des travailleurs sociaux agréés de l'Ontario
- M.J. Stewart, directeur, Association des travailleurs sociaux professionnels de l'Ontario

Soins infirmiers

- G. Donner, Registered Nurses Association of Ontario
- J. Monaghan, professeur adjoint, Faculté de Soins infirmiers, Université de Toronto
- M. Raspor, Regional School for Nursing Assistants (Toronto)
- B. Secord, Ordre des infirmières et infirmiers de l'Ontario

- M. Wheeler, Registered Nurses Association of Ontario

Technique dentaire

- W.J. Arnsby, registraire, Conseil des mécaniciens-dentistes
- B. Huybrechts, secrétaire, Association of Registered Technicians

Technologie de laboratoire médical

- V. Booth, directeur, Association canadienne des technologistes de laboratoire
- A. Browner, registraire, Canadian Society of Medical Technologists
- K. Fuller, président, Ontario Society of Medical Technologists

Technologie d'Ingénierie

- J. Fisher, ex-registraire, Ontario Association of Certified Engineering Technicians and Technologists
- D. Holmes, registraire, Ontario Association of Certified Engineering Technicians and Technologists

MÉTIERS

Ministère de la Formation professionnelle de l'Ontario

- B. Butterworth, gestionnaire en chef, Unité de l'alphabétisation communautaire
- G. Carr, sous-ministre
- H. Demeris, gestionnaire, Normalisation des programmes
- C. Fairclough, directeur adjoint, Apprentissage
- G. Fell, coordonnateur de programme
- J. Lanthier, directeur, Apprentissage
- J. Rush, sous-ministre adjoint
- A. Shepperd, conseiller sur la politique
- W. Tuohy, chef, Unité des politiques d'accès à la formation
- H. Zisser, directeur général, Relations fédérales-provinciales

Syndicats

- J. Block, Union internationale des journaliers, Section locale 183

- C. Brown, coordonnateur de la formation, Fraternité unie des charpentiers et menuisiers d'Amérique
- B. O'Donnel, Electrical Contractors Association
- H. Stewart, Ladies Garment Workers Union
- E. Thornton, Section locale 183, Union internationale des journalistes
- J. Veacock, Fédération du travail de l'Ontario

ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES ET ETHNOCULTURELLES

Access Action Committee

- A. Ogale

Advisory Committee on Visible Minorities

- C. Dabydeen

Association of former Czechoslovak Political Prisoners in Exile

- K. Kaleada, président

Canadian Ethnic Journalists Club

- H. Syed

Canadian Ethnocultural Association

- E. Sanchez de Malicki

Chinese Information and Community Services

- K. Fung, directeur de programme

Coalition of Visible Minority Women, Equal Opportunity Division

- A. Benjamin

COSTI-ILAS Immigrant Services

- D. Szado

Cross Cultural Communication Centre

- M. Williams, coordonnateur de l'équité d'emploi

Kingston Committee for Racial Harmony

- B. Dev Batchelor

Kitchener-Waterloo Refugee Coordinating Committee

- M. Hennig

Macaulisse Institute of Sikh Studies

- T. Sher Singh

Multicultural Council of Saskatchewan

- T. Mountjoy, directeur général

Multicultural Health Coalition,

- R. Masi, président

National Coalition of Jamaican Canadians

- B. Armstrong

National Congress of Filipino Canadian Association
in Canada

- R. Falco

North York Immigrants Services Network

- A. Wirsig

Ontario Council of Agencies Servicing Immigrants (O.C.A.S.I.)

- P. Chud

Jewish Vocational Services

- P. Chud

University Settlement House

- J. Wah

Downtown Employment Services

- P. Kwak

Ontario Congress of Black Women

- A. Benjamin

Ontario Coalition of Black Trade Unionists

- C. Moore

Prabasi Bengali Cultural Association

- K. Hore, président

The Pickering Carib Canadian Cultural Association

- C. Christian, président

Thunder Bay Multicultural Association

- J.V. Boeckner, directeur

Thunder Bay Chamber of Commerce

- J. Colosimo, président

South Asian Women's Network

- Q. Alam, membre du conseil d'administration

Rexdale Women's Centre

- B. Shore

Toronto Mayor's Committee on Community and Race Relations

- T. Hitner, vice-président

Windsor Community Briefing - Windsor-Essex County

Family YMCA

- E. Barsky, coordonnateur

Winnipeg Immigration and Settlement Services

- G. Thompson

Women's Law Association

- S. Chapnik

Women of Many Cultures, Scarborough Centre

- L. Kosewan, présidente

ÉVALUATION DE L'ACQUIS ANTÉRIEUR ET RECYCLAGE

- E. Allmen, analyste de projet, Multiculturalisme, Ministère des Services sociaux et communautaires de l'Ontario
- J. Berry, directeur, Division internationale, Association des universités et collèges du Canada, Ottawa
- K. Clements, Association of registraires des universités et collèges du Canada, Ottawa
- G. Collins, directeur, Association des collèges d'arts appliqués et de technologie de l'Ontario
- R. Conlon, assistante sociale, Loyalist College
- D. Cooke, directeur, E.S.L. Program, Glendon College
- B. Cruden, président, Collège Saint-Laurent
- D. Daigneault, Ordre des Technologues des Sciences Appliquées
- O. Kindiakoff, Service d'éducation comparée, Évaluation des antécédents professionnels, Université de Toronto

- C. La Plante, agent d'information, Division des communications, Association des universités et collèges du Canada, Ottawa
- P. Luening, coordonnateur principal de programme, Emploi, Ministère des Services sociaux et communautaires de l'Ontario
- C. Lundy, registraire, Faculté de Pédagogie, Université de Toronto
- M. Orris, doyen, Éducation permanente, Ryerson Polytechnical Institute
- C. Pascal, président, Conseil des régents des collèges d'arts appliqués et de technologie de l'Ontario
- R. Patry, directeur, Relations gouvernementales, Association des universités et collèges du Canada, Ottawa
- J. Salmona, coordonnateur, Éducation permanente, Collège George Brown d'arts appliqués et de technologie
- W. Sayers, directeur des communications, Conseil des universités
- B. Stedman-Smith, Formation industrielle, Collège Durham d'arts appliqués et de technologie
- A. Thomas, Ontario Institute for Studies in Education, Department of Adult Education
- Mr. Paul Zakos, coordonnateur, Loyalist College

Autres modèles: Alberta

- D. W. Bell, directeur, Alberta Career Development and Employment, Edmonton
- D.J. Corbett, directeur, Alberta Immigration and Settlement
- D. Gartner, directeur, Professions and Occupations Bureau, Alberta
- L. Henderson, secrétaire, Universities Coordinating Council, Edmonton
- L. Richardson, directeur, Alberta Legislative Services
- A. J. Schuld, Alberta Professional Engineers, Geologists, Geophysists of Alberta (APEGGA)

Autres modèles: Colombie-Britannique

- G. Biggs, gestionnaire, Trades and Technical Programs, Ministry of Advanced Education and Job Training
- C. Moss, registraire adjoint, Open Learning Institute, Richmond, Colombie-Britannique

- R. Scales, doyen, Open Learning Institute,
Richmond, Colombie-Britannique

Autres modèles: Québec

- E. Zinman-Madoff, chef de la division des Équivalences,
Service de l'Évaluation et de Référence scolaire et
professionnelle, Ministère des Communautés culturelles
et de l'Immigration
- J.-C. Létourneau, conseiller, Service de l'Évaluation et
de Référence scolaire et professionnelle, Ministère
des Communautés culturelles et de l'Immigration
- R. Isabelle, directeur, Services d'assistance technique,
Fédération des collèges d'enseignement général et
professionnel (CEGEP)
- R. Gropper, coordonnateur, Programmes académiques,
Collège Vanier, Saint-Laurent, Québec

Autres modèles: États-Unis

- College Level Examination Program College Board,
New York, N.Y.
- H. Fernandez, Deputy Commissioner, Office of the
Professions, Albany, N.Y.
- M. Keeton, President, Council for Adult and
Experiential Learning (CAEL), Columbia, Maryland
- B. Sargent, Office of External Programs, Waterbury,
Vermont

LANGUE

- M. Belfiore, TESL Ontario Group
- M. Canale, professeur associé, Centre d'études
franco-ontariennes (OISE)
- R. Colter, président, ESL, représentant du Collège Seneca
- D. Hall, coordonnateur, ESL, Collège Humber
- S. Jones, Département de Linguistique, Université Carlton
- J. Jones, président, English Language Studies,
Collège Mohawk
- I. Martin, président, English Language Studies,
Collège Glendon
- A. Maoyedi
- B. Wall, directeur de projet, Metro Labour Education
and Skills Training Centre

AUTRES CONTRIBUTEURS

- R. Anand, président, Commission ontarienne des droits de la personne
- A. Bayefsky, Faculté de Droit, Université d'Ottawa
- C. Assaly, adjointe administrative Service, Corporation professionnelle des médecins du Québec
- R. Beauregard, directeur, Office des Affaires francophones
- L. Bigford, gestionnaire, Maison d'accueil de l'Ontario
- J. Breithaupt, c.r., président, Commission d'appel des enregistrements commerciaux
- M. Cocks, Internal European Policy Division, Department of Trade and Industry, Royaume-Uni
- J. Colson, analyste, Analyse des politiques et planification, Ministère des Collèges et Universités de l'Ontario
- M. le juge E.C. Ewaschuk
- D. Fleet, député provincial
- R. Friedman, Secrétariat d'État, Multiculturalisme, Ottawa
- A. Gilles, coordonnateur des projets spéciaux d'emploi, Ressources humaines, Ottawa
- J. Gray, gestionnaire de programme, Centre for Advancement in Work in Living (CAWL)
- P.J. Hector, Assistant Secretary, British National Council for the Fédération Européenne des Associations Nationales d'Ingénieurs (FEANI)
- A. Juneau, directeur général, Politique d'immigration, Emploi et Immigration Canada
- C. Kilmartin
- Y. Lazor, avocat principal, Services juridiques, Ministère du Solliciteur général
- B.J. Leblanc, directeur, Bureau de l'égalité des chances, Ottawa
- K. McDade, attaché de recherche, Études sur la politique sociale, Institut de recherches politiques
- B.S. Phillips, membre du conseil de l'Ordre des pharmaciens de l'Ontario

- Z. Poona, directeur, Council of Race Relations and Policing
- A. Quaile, Protect Apprenticeship Training and Quality, Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario
- M. le juge R.F. Reid
- L. Svezda, Bureau de réexamen, Commission ontarienne des droits de la personne

Commissaires et personnel du Groupe d'étude

Président

Peter A. Cumming

Commissaires

Enid L.D. Lee
Dimitrios G. Oreopoulos

Coordonnateurs

Ann E. Wilson
Coordonnatrice du projet

Patricia S. Bregman
Directrice du projet

Katherine E. Laird
Directrice adjointe du projet

Administration

Inge Sardy
Administratrice

Rédaction

Dan Liebman
Rédacteur

Duncan McKenzie
Rédacteur adjoint

Recherches

Shona Bradley
Martha Campbell
Susan Charendoff
Lisa Douglas
Carlota Ferrier
Catherine Frid
Wenona Giles
Shireen Jeejeebhoy
Winnie Lem
Winston Mattis
Philip Schalm
Odida Quamina
Kaan Yigit

Secrétariat

Linda McClenaghan
Secrétaire principale

Carol Brown
Kay Coghlan
Marilyn Harris
Peak-Choo Hew
Peter Melnychuk
Sharon Miller
Cherilyn Roosen-Runge
Samer Tabar
Helen Warburton

Experts-conseils

Hugh Ashford	<ul style="list-style-type: none">- Charte canadienne des droits et libertés- Législation fédérale et ontarienne des droits de la personne
Dr. Barbara Burnaby	<ul style="list-style-type: none">- Testage et formation linguistiques
Dr. Betty Chan	<ul style="list-style-type: none">- Agrément et qualification dans l'État de New York
Graham Debling	<ul style="list-style-type: none">- Certificats cumulatifs d'aptitude professionnelle en Angleterre et en Écosse
Nancy Goodman	<ul style="list-style-type: none">- Droit en matière d'immigration
Dr. Frances Henry	<ul style="list-style-type: none">- Revue de la documentation sur la qualification des immigrants
Dr. Peter Hogg	<ul style="list-style-type: none">- Charte canadienne des droits et libertés
Bjorn Johansson	<ul style="list-style-type: none">- Immigrants en Suède
Azmina Karim	<ul style="list-style-type: none">- Mobilité des professionnels sur le territoire de la Communauté européenne
Kenneth Marley	<ul style="list-style-type: none">- Impact de l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis
Dr. Les McLean	<ul style="list-style-type: none">- Testage professionnel et linguistique
Christopher Reed	<ul style="list-style-type: none">- Relations du travail
Philip Schalm	<ul style="list-style-type: none">- Formation, recyclage, et évaluation de l'acquis antérieur
Dr. Alan Thomas	<ul style="list-style-type: none">- Évaluation de l'acquis antérieur
Dr. Sharon Williams	<ul style="list-style-type: none">- La Communauté européenne

Liste des monographies

Les monographies suivantes, réalisées par le Groupe de travail et publiées à l'occasion de son rapport final, sont disponibles en anglais à l'adresse ci-dessous:

Ministère des Affaires civiques de l'Ontario
Bibliothèque/Centre d'information
9^e étage
77 rue Bloor ouest
Toronto (Ontario)
M7A 2R9

Téléphone: (416) 965-6763

Agrologie	Lunetterie
Architecture	Massothérapie
Arpentage	Médecine
Chiropractie	Médecine vétérinaire
Comptabilité	Naturopactie
Comptables agréés	Optométrie
Comptables de gestion agréés	Ostéopractie
Comptables généraux agréés	Pharmacie
Courtage commercial et immobilier	Physiothérapie
Courtage d'assurances	Podologie
Dentisterie	Pompes funèbres
Denturologie	Psychologie
Diététique	Puériculture
Droit	Radiologie
Enseignement	Service social
Ergothérapie	Soins infirmiers
Foresterie	Technique dentaire
Génie	Technologie de laboratoire médical
Hygiène dentaire	Technologie d'ingénierie

ANNEXE H

SOMMAIRE DES PROFESSIONS

Pour l'analyse plus approfondie des procédures et usages observés dans chacune des professions brièvement décrites ci-dessous, prière de se reporter à la monographie respective (voir l'annexe G). Nous nous sommes efforcés de citer les coûts d'examen d'autorisation professionnelle les plus à jour, mais des changements ont pu intervenir entre temps.

AGROLOGIE

Régime:	Loi d'intérêt privé; titre réservé
Texte applicable:	<i>The Ontario Professional Agrologists Act, 1960, L.O. 1960, chap. 158</i>
Autorité:	Ontario Institute of Professional Agrologists

MODE D'ÉVALUATION

Instruction

Ontario et autres provinces	Baccalauréat ès-sciences en agriculture d'une université canadienne reconnue, ou baccalauréat en une autre matière avec maîtrise ès-sciences et/ou doctorat en une spécialité agricole. Le baccalauréat en une autre matière que l'agriculture est jugé acceptable si le candidat réussit à l'examen d'inscription.
Ailleurs	Au minimum baccalauréat en agriculture d'une université à l'extérieur du Canada.
Remarques	Les diplômes non canadiens sont évalués par le Comparative Education Service (CES, Service d'éducation comparée) de l'Université de Toronto. L'évaluation faite par le CES est acceptée par l'Institut. Si la scolarité est jugée incomplète ou insuffisante, le candidat doit obtenir le diplôme acceptable. L'expérience professionnelle acquise à l'extérieur du Canada ne compte pas.

Expérience

Bien que les règlements intérieurs n'en prévoient expressément aucune, d'importantes conditions d'expérience professionnelle se dégagent des lignes directrices en matière d'admission. Pour se faire inscrire comme agrologue, le candidat doit justifier:

- d'au moins 4 années d'expérience pertinente en sus du baccalauréat;
- d'au moins 3 années d'expérience pertinente en sus de la maîtrise;
- d'au moins 2 années d'expérience pertinente en sus du doctorat.

L'expérience acquise avant le diplôme du 3^e cycle mais après le diplôme du 1^{er} cycle est prise en considération. L'expérience acquise à l'extérieur du Canada ne compte pas.

Les candidats qui justifient d'une expérience professionnelle limitée doivent suivre le programme d'agrologistes associés (Associate Professional Agrologist, APAg) avant de pouvoir prétendre au statut d'agrologue. Ce programme dure de un à deux ans, selon l'expérience antérieure et le niveau d'instruction du candidat.

EXAMEN D'INSCRIPTION

L'examen professionnel portant sur la connaissance générale de l'agriculture de l'Ontario et du Canada n'est généralement requise que des candidats ontariens qui ne justifient pas d'un diplôme d'agriculture et des candidats de formation étrangère. Cet examen, dont le Bureau des examinateurs peut accorder la dispense à sa discrétion, comporte des épreuves orales et écrites et dure d'une à deux heures. Les questions sont communiquées à l'avance au candidat pour qu'il puisse se préparer.

TESTAGE LINGUISTIQUE

Aucun testage proprement dit. Cependant, les épreuves orales et écrites sont en anglais, et une bonne connaissance de la langue est nécessaire pour réussir à l'examen.

RECYCLAGE

Possibilités limitées. Les candidats qui ne justifient pas du niveau d'instruction requis doivent obtenir un diplôme acceptable. Ils ne peuvent satisfaire à la condition d'expérience professionnelle qu'en trouvant du travail au Canada, mais comme l'emploi sans certificat d'aptitude professionnelle est permis, il est possible de satisfaire à cette condition.

CONTRÔLE JURIDICTIONNEL

Aucune procédure formelle de contrôle en cas de refus d'admission.

ARCHITECTURE

Régime:	Autorisation d'exercer
Texte applicable:	<i>Loi de 1984 sur les architectes</i> , L.O. 1984, chap. 12, mod. 1987, chap. 13
Autorité:	Ordre des architectes de l'Ontario (OAO)

MODE D'ÉVALUATION

Instruction

Ontario et autres provinces	Diplôme d'architecture ou équivalent.
Ailleurs	Diplôme d'architecture ou équivalent.
Remarques	Tous les candidats, dont ceux qui sont diplômés en Ontario, doivent passer par l'évaluation de leurs titres universitaires. Les candidats étrangers doivent payer un droit d'évaluation de 400\$. Les candidats dont les titres sont jugés satisfaisants se voient accorder un "certificat d'aptitude professionnelle" par le Canadian Architectural Certification Board (CACB), organisme national de qualification professionnelle en architecture.

Le comité d'évaluation requiert la production de l'exposé de chaque cours d'architecture terminé avec succès, avec la copie conforme en anglais du dossier universitaire. Ces documents sont évalués à la lumière du programme d'études accepté, qu'a défini l'Institut royal d'architecture du Canada (IRAC). Si le comité d'évaluation n'est pas satisfait des qualifications du candidat ou s'il ne peut vérifier l'équivalence du diplôme, il renvoie le candidat devant le comité d'examen. Celui-ci évalue le dossier du candidat et le soumet à une entrevue. S'il juge ses qualifications insuffisantes, il peut prescrire des cours

supplémentaires. Si les qualifications du candidat sont jugées satisfaisantes, il est admissible à l'examen professionnel.

Expérience

Les mêmes conditions d'expérience s'appliquent à tous les candidats. L'évaluation est effectuée par le Comité de vérification de l'expérience de l'OAO. La condition minimum est trois années de travail au Canada, dont six mois au moins en Ontario, sous la surveillance d'un architecte qualifié. Le candidat doit remplir 4 livrets d'expérience canadienne, chacun d'eux couvrant 9 mois de travail. Les livrets sont soumis à l'examen du Comité de vérification de l'expérience. Si celui-ci juge que l'expérience professionnelle du candidat laisse à désirer, il peut le convoquer à une entrevue. Un crédit maximum de 18 mois d'expérience étrangère peut compter pour les conditions d'expérience canadienne, bien qu'il ne puisse dépasser un tiers de son expérience étrangère. En conséquence, le total ne pourrait être que de 12 mois en Ontario.

TESTAGE PROFESSIONNEL

Tous les candidats à l'autorisation professionnelle doivent passer l'examen connu sous l'appellation générale de "Cours d'admission", et qui consiste en 6 journées de cours magistraux suivis d'examens.

TESTAGE LINGUISTIQUE

Tout candidat originaire d'un pays non anglophone doit passer la MTB. Une note moyenne de 90 est requise, bien que l'OAO puisse accepter jusqu'à 85 points. Les candidats francophones sont dispensés de l'épreuve d'anglais par le Procureur général de l'Ontario; l'OAO estime cependant que pareille dispense est contraire à l'intérêt public.

RECYCLAGE

Possibilités de recyclage par le programme d'études chez soi et d'apprentissage de l'IRAC, ou dans les universités et au Ryerson Polytechnic Institute.

CONTRÔLE JURIDICTIONNEL

Le refus d'accorder l'autorisation d'exercer peut être contesté devant le Comité d'inscription, pour des motifs autres que les conditions de diplôme ou d'expérience professionnelle. La décision du comité peut être portée en appel devant la Cour divisionnaire.

ARPENTAGE

Régime:	Autorisation d'exercer
Texte applicable:	<i>Loi de 1987 sur les arpenteurs-géomètres</i> , L.O. 1987, chap. 6
Autorité:	Conseil de l'Ordre des arpenteurs-géomètres de l'Ontario (OAGO)

MODE D'ÉVALUATION

Instruction

Ontario et autres provinces	Diplôme d'arpentage d'un établissement reconnu (Erindale College, Université de Toronto) ou d'une université canadienne conférant un baccalauréat en arpentage. Il y en a trois à l'extérieur de l'Ontario: l'Université du Nouveau-Brunswick, l'Université Laval, toutes deux agréées par le Canadian Council of Land Surveyors (CCLS, Conseil canadien des arpenteurs-géomètres), et l'Université de Calgary, qui n'est pas agréée.
Ailleurs	Instruction ou expérience équivalente au diplôme d'arpentage de l'Erindale College.
Remarques	L'équivalence des titres universitaires est évaluée par l'OAGO, matière par matière, avec le concours du Service d'éducation comparée de l'Université de Toronto. Dans le cas où l'OAGO a du mal à vérifier l'équivalence, il peut prescrire un examen de contrôle. Si le diplôme est jugé équivalent, le candidat peut faire son stage. L'expérience professionnelle antérieure peut compter pour les conditions de diplôme.

Si la formation est jugée inférieure au niveau d'équivalence, le candidat peut être tenu de suivre un certain nombre de cours et de subir certains examens en vue d'unités supplémentaires. En général, les candidats de formation étrangère doivent subir 15 ou 16 examens de l'OAGO. Les arpenteurs-géomètres originaires d'autres provinces sont généralement évalués par l'OAGO selon le nombre d'années d'expérience professionnelle. Les candidats justifiant d'au moins 15 années d'expérience en levé cadastral sont tenus de passer 6 examens et d'effectuer un stage d'un an en Ontario. Les arpenteurs ayant 5 à 15 années d'expérience à l'extérieur de l'Ontario doivent remplir les mêmes conditions que leurs confrères plus expérimentés, en sus des cours techniques et des cours de planification supplémentaires. Les candidats qui ont moins de 5 années d'expérience ne bénéficient d'aucune unité et sont évalués au même titre que les nouveaux diplômés de l'étranger; ils doivent aussi justifier d'une formation postsecondaire.

Expérience

Le minimum requis est 2 années de stage ou l'équivalent. Pour quelqu'un qui a acquis de l'expérience en arpentage dans un autre ressort du Canada, la durée du stage peut être réduite d'un an ou de la période d'expérience antérieure si celle-ci est inférieure à un an. Tous les candidats de formation étrangère doivent effectuer au moins 12 mois de leur stage en Ontario. L'évaluation de l'expérience est assurée par le bureau des examinateurs de l'OAGO.

TESTAGE PROFESSIONNEL

Les candidats qui ont terminé les études professionnelles requises et qui ont reçu le certificat d'expérience sont admissibles à subir l'examen professionnel dans les 12 mois qui suivent la délivrance du certificat. Cet examen consiste en épreuves orales et écrites. En cas d'échec, le candidat peut se présenter de nouveau durant la seconde année qui suit cet échec. Les candidats ne sont pas autorisés à se présenter plus de trois fois.

TESTAGE LINGUISTIQUE

Aucun testage proprement dit. L'OAGO considère que la connaissance de l'anglais est essentielle et l'évalue à travers les épreuves orales et écrites de l'examen professionnel.

RECYCLAGE

Il est possible de suivre, à titre d'auditeur libre à l'Erindale College à Mississauga, les cours de recyclage qui portent sur la révision des sujets d'examen de l'OAGO.

CONTRÔLE JURIDICTIONNEL

Le candidat qui se voit refuser l'admission à l'OAGO peut interjeter appel du refus au comité d'inscription. Les dispositions de la loi ne permettent pas de dire si celui-ci peut connaître des litiges portant sur les conditions de diplôme ou d'expérience. Les décisions du comité sont susceptibles d'appel devant la Cour divisionnaire.

CHIROPRACTIE

Régime:	Autorisation d'exercer
Texte applicable:	<i>Loi sur les praticiens ne prescrivant pas de médicaments</i> , L.R.O. 1980, chap. 127; R.R.O. 1980, Règ. 248, modifié
Autorité:	Conseil d'administration des chiropraticiens

MODE D'ÉVALUATION

Instruction

Ontario, autres provinces, É.-U.A. et Australie	Diplôme d'un établissement désigné qui dispense un programme de 4 années, avec au moins 4,200 heures d'instruction couvrant un certain nombre de sujets spécifiques. Le Canadian Memorial Chiropractic College (CMCC) est le seul établissement agréé au Canada. Il y a 14 collèges agréés aux États-Unis et un en Australie.
Ailleurs	Le diplôme des candidats sortis d'écoles non agréées doit être évalué par un collège agréé, lequel peut leur prescrire des cours de recyclage.

Remarques Les programmes d'enseignement de la chiropractie sont agréés par la commission d'agrément du Council on Chiropractic Education (CCE) ou l'un de ses homologues aux États-Unis ou en Australie.

Expérience

La formation clinique est incluse dans les matières obligatoires des établissements agréés.

TESTAGE PROFESSIONNEL

Tous les candidats au certificat d'aptitude professionnelle, diplômés d'un établissement agréé par le CCE, subissent l'examen national du Canadian Chiropractic Examining Board (CCEB, Bureau d'examen en chiropractie du Canada) et l'examen provincial.

L'examen national est administré en anglais, mais on peut répondre en français aux questions spécialement marquées à cet effet. L'examen du CCEB est administré en 4 lieux (2 au Canada, un aux États-Unis et un au Royaume-Uni), pendant 5 jours au cours desquels les candidats subissent 9 évaluations. La note minimum pour chacune d'elles est de 50 p. 100, et une moyenne générale de 60 p. 100 est requise pour les 9 sujets. Le taux d'échec varie entre 8 et 12 p. 100. Un examen de repêchage est possible pour certains candidats. Les résultats d'examen peuvent être contestés par une procédure d'appel interne. Le conseil ontarien administre son propre examen sur les principes d'exercice, ainsi que ses propres épreuves écrites, orales et cliniques.

TESTAGE LINGUISTIQUE

Le conseil requiert une connaissance suffisante de l'anglais, qui est d'ailleurs la langue utilisée dans tous les établissements agréés par le CCE.

RECYCLAGE

Les cours de recyclage sont donnés par le CMCC en Ontario.

CONTRÔLE JURIDICTIONNEL

Il n'y a aucun mécanisme d'appel pour les candidats qui se voient refuser l'inscription.

COMPTABILITÉ (COMPTABLES AGRÉÉS)

Régime:	Loi d'intérêt privé; titre réservé. Aussi fonction d'autorisation professionnelle sous le régime d'une loi publique.
Texte applicable:	<i>The Chartered Accountants Act, 1956</i> , L.O. 1956, chap. 7
Autorité:	Conseil de l'Institut des comptables agréés de l'Ontario (ICAO)

MODE D'ÉVALUATION

Instruction

Ontario et autres provinces	Pour être admis à titre d'étudiant, le candidat doit justifier d'un grade universitaire, du statut d'étudiant adulte, ou de la qualification de comptable général ou de gestion agréé. Le programme comprend 45 heures de cours universitaires prescrits, une semaine de travaux pratiques et quatre semaines d'école de comptabilité.
Ailleurs	Les comptables d'autres pays, membres d'organes professionnels de comptabilité désignés, sont admissibles à l'inscription après examen portant sur le droit fiscal et commercial canadien, le manuel de l'ICAC et les règles déontologiques. Les membres de certains organes non désignés d'autres pays sont exemptés de la condition de diplôme mais doivent terminer les cours universitaires à unités obligatoires. Les autres comptables formés à l'étranger doivent s'inscrire à titre d'étudiants et remplir toutes les conditions de diplôme et d'expérience.
Remarques	Les organes professionnels de comptabilité de l'étranger qui semblent dignes d'être pris en considération sont évalués par le comité de vérification des qualifications internationales de l'Institut des comptables agréés du Canada (ICAC). L'évaluation des cas individuels n'est pas assurée sauf pour le classement à un niveau supérieur en vue des cours universitaires obligatoires. L'examen de contrôle n'est ouvert qu'aux membres d'organes professionnels de comptabilité désignés.

Expérience

Les candidats de l'Ontario et d'autres provinces doivent justifier de trois années d'expérience pratique après l'inscription, cette période étant réduite à deux années s'ils obtiennent la note de 280 à l'examen uniforme final. Les étudiants adultes, les comptables de gestion agréés et les comptables généraux agréés doivent justifier de trois années supplémentaires de comptabilité ou d'expérience commerciale ou autre avant l'inscription à titre d'étudiant.

L'expérience en comptabilité des candidats étrangers peut être reconnue de deux manières: (1) si l'intéressé est membre d'un organe professionnel de comptabilité désigné à l'extérieur du Canada, trois années d'exercice à titre d'expert-comptable reconnu dans le pays de l'organe désigné le qualifient comme membre à part entière de l'ICAO une fois qu'il se sera établi en Ontario; (2) s'il est membre de certains organes non désignés à l'extérieur du Canada, un minimum de trois années d'expérience comptable acceptable dans n'importe quel pays le qualifie pour l'inscription à titre d'étudiant auprès de l'ICAO, sans qu'il ait à remplir la condition de diplôme universitaire.

L'expérience est évaluée dans chaque cas d'espèce par le comité d'instruction des demandes de l'ICAO. L'expérience comptable à l'étranger du candidat qui n'est pas membre d'un organe désigné ne compte pas pour la condition de 2 ou 3 années d'expérience pratique en Ontario, qui s'applique aux étudiants.

TESTAGE PROFESSIONNEL

Tous les candidats doivent passer l'examen uniforme final (EUF) qui est exhaustif. Peuvent en être dispensés les membres d'organes professionnels de comptabilité désignés à l'extérieur du Canada et les membres d'instituts de comptables agréés d'autres provinces. L'EUF comporte quatre parties, et un candidat peut s'y présenter de nouveau quatre fois au maximum. Le programme ainsi que les annales de l'examen sont à la disposition des candidats qui veulent s'y préparer. Les membres d'organes professionnels de comptabilité désignés sont tenus de passer les épreuves sur le droit fiscal et commercial canadien, le manuel de l'ICAC et les règles de déontologie.

TESTAGE LINGUISTIQUE

Aucun testage proprement dit. Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire pour suivre le programme.

RECYCLAGE

L'ICAO n'assure pas le recyclage des personnes de formation étrangère, qui peuvent cependant suivre des cours à l'université.

CONTRÔLE JURIDICTIONNEL

Le demandeurs peuvent interjeter appel devant la Cour divisionnaire du refus de délivrance de l'autorisation d'exercer.

COMPTABILITÉ (COMPTABLES DE GESTION AGRÉÉS)

Régime:	Loi d'intérêt privé; titre réservé
Texte applicable:	<i>Society of Management Accountants of Ontario Act</i> , L.O. 1981, chap. 100
Autorité:	Conseil de la Société des comptables de gestion de l'Ontario

MODE D'ÉVALUATION

Instruction

Ontario et autres provinces	Le diplôme de fin d'études secondaires n'est pas obligatoire, mais considéré comme nécessaire. Un programme de 18 cours est dispensé dans les établissements d'enseignement postsecondaire et par correspondance.
Ailleurs	Niveau d'instruction équivalent à celui de l'Ontario
Remarques	<p>Les relevés des notes pour les diplômes étrangers sont évalués pour la plupart par le comité national du programme de la société nationale. La décision finale concernant l'exemption de cours appartient à la société provinciale.</p> <p>Les personnes qui ont fait leurs études à l'étranger sont évaluées sur la foi des relevés des notes et de l'état descriptif des cours. Des dispenses peuvent être accordées, jusqu'à concurrence de 18 pour les cours et de 15 pour les examens, mais il est improbable qu'un candidat de formation étrangère soit exempté de l'ensemble des 18 cours puisque certains d'entre eux ont une forte teneur canadienne. Le classement à un niveau supérieur n'est pas accordé pour antécédents professionnels, mais on tient compte dans une certaine</p>

mesure de l'expérience acquise dans le domaine du traitement des données.

Expérience

Minimum requis de deux années d'expérience en comptabilité financière et comptabilité de gestion. Cette expérience peut être acquise à tout moment avant, pendant ou après les études, en quelque lieu que ce soit. Elle est évaluée par le comité des admissions. L'expérience acquise à l'étranger entre en ligne de compte.

EXAMEN D'INSCRIPTION

Sous réserve des exemptions, les candidats sont tenus de passer un examen à la fin de chacun des 15 cours des quatre premiers niveaux du programme. Les trois examens d'agrément final (EAF) du niveau 5 sont obligatoires pour tous les candidats.

Le programme d'études donne un aperçu des EAF. Les recueils de sujets d'examen passés, ainsi que les trousseaux de préparation, sont disponibles. L'examen se fait soit en anglais soit en français, et un minimum de 60 p. 100 des notes est requis. Un candidat peut se présenter à l'examen trois fois au maximum.

TESTAGE LINGUISTIQUE

Aucun testage proprement dit. Les étudiants peuvent interrompre le programme d'études pour suivre un cours d'anglais si nécessaire. Les examens font fonction de tests de langue.

RECYCLAGE

La Société ne participe pas aux programmes de recyclage. L'obtention du classement à un niveau supérieur est la seule voie ouverte à cet égard.

CONTRÔLE JURIDICTIONNEL

Le refus d'admission ou d'exemption peut être porté en appel devant un comité de contrôle interne. Le refus d'inscription à titre de membre est susceptible d'appel devant la Cour divisionnaire.

COMPTABILITÉ (COMPTABLES GÉNÉRAUX AGRÉÉS)

Régime:	Loi d'intérêt privé; titre réservé
Texte applicable:	<i>Certified General Accountants Association of Ontario Act, 1983, L.O. 1983, chap. Pr6</i>
Autorité:	Conseil de l'Association des comptables généraux agréés de l'Ontario

MODE D'ÉVALUATION

Instruction

Ontario et autres provinces	Diplôme de fin d'études secondaires de l'Ontario ou l'équivalent et du programme d'enseignement de 16 cours de CGA. Ce programme est offert dans 16 collèges communautaires et universités à travers l'Ontario et par correspondance.
Ailleurs	Cours équivalents terminés dans un établissement étranger. Possibilité de classement à un niveau supérieur sous forme d'exemption d'un maximum de 12 examens et/ou cours. L'évaluation des titres étrangers est assurée par le directeur des Services aux étudiants dans chaque cas d'espèce, cours par cours, bien qu'une politique d'exemption soit observée à l'égard de plusieurs établissements étrangers. Aucune exemption fondée sur l'expérience professionnelle.
Remarques	Le directeur des Services aux étudiants travaille en étroite collaboration avec chaque candidat pour s'assurer que celui-ci bénéficie des exemptions qui s'imposent. Possibilité d'examen de contrôle en cas de doute au sujet de l'équivalence.

Expérience

Avant de recevoir le certificat d'aptitude professionnelle, le candidat doit acquérir, par le travail à plein temps dans le secteur public ou privé, un minimum de 2 années d'expérience pratique à un niveau suffisamment élevé pour correspondre aux Niveaux 4 et 5 du programme d'études. La condition d'expérience professionnelle peut être remplie à tout moment avant la

délivrance du certificat. L'une au moins des deux années d'expérience doit être accomplie au Canada. Le profil de l'expérience professionnelle de l'étudiant est soumis à la révision du Comité de révision des qualifications des étudiants du 1^{er} cycle.

TESTAGE PROFESSIONNEL

Sous réserve de la politique d'exemption exposée ci-dessus, tous les candidats doivent passer l'examen pour chaque cours, dont les devoirs doivent avoir été faits. Tous les candidats doivent passer les 4 matières obligatoires du programme d'examen obligatoire.

TESTAGE LINGUISTIQUE

Aucun testage proprement dit. Les candidats doivent terminer un cours approuvé de communications commerciales avant la deuxième année d'études ou passer un examen de contrôle. Ce cours comporte un élément linguistique qu'il faut satisfaire, sous peine de suivre un cours distinct pour l'amélioration de la compétence linguistique.

RECYCLAGE

Le recyclage est assuré par les universités et la profession elle-même.

CONTRÔLE JURIDICTIONNEL

Aucun mécanisme formel d'appel interne. Les candidats qui se voient refuser la qualité de membre, l'admission au cours ou le classement à un niveau supérieur, peuvent saisir le Comité des pétitions estudiantines. Aucun appel de droit à la Cour divisionnaire en cas de refus d'admission à la qualité de membre.

COURTAGE COMMERCIAL ET IMMOBILIER

Régime: Autorisation d'exercer

Texte applicable: *Loi sur les courtiers commerciaux et immobiliers,*
L.R.O. 1980, chap. 431

Autorité: Ministère de la Consommation et du Commerce,
Registraire des courtiers commerciaux et immobiliers

MODE D'ÉVALUATION

Instruction

Ontario Tous les candidats à l'inscription à titre de courtiers sont tenus de terminer des cours de formation approuvés par le registraire. Le programme de formation des courtiers immobiliers est administré par l'Ontario Real Estate Association (OREA). La plupart des cours de l'OREA sont enseignés dans les collèges communautaires. Les agents doivent terminer un cours d'initiation de 150 heures, intitulé "Initiation au courtage immobilier". Les courtiers doivent terminer le même cours, avec 4 cours supplémentaires constituant le "programme de certificat" et un cours sur l'"administration immobilière".

Ailleurs Le registraire peut exempter des examens les courtiers commerciaux et immobiliers inscrits dans un autre ressort.

Expérience

Aucune expérience requise des vendeurs. Les candidats à l'inscription à titre de courtiers doivent avoir exercé comme vendeurs inscrits pendant deux ans au cours des trois années précédentes.

TESTAGE PROFESSIONNEL

Pour tous les candidats, l'examen de qualification professionnelle fait partie des cours de formation obligatoire. Le registraire peut en dispenser entièrement ou partiellement ceux qui sont inscrits dans d'autres ressorts.

TESTAGE LINGUISTIQUE

Aucune condition linguistique officielle, mais une bonne connaissance de la langue est nécessaire pour terminer les cours avec succès.

RECYCLAGE

Les cours étant modulaires et offerts fréquemment, le recyclage ne constitue pas un obstacle en puissance.

CONTRÔLE JURIDICTIONNEL

Le refus d'inscription peut être contesté devant la Commission d'appel des enregistrements commerciaux puis devant la Cour divisionnaire.

COURTAGE D'ASSURANCES

Régime:	Autorisation d'exercer
Texte applicable:	<i>Loi sur l'inscription des courtiers d'assurances</i> , L.R.O. 1980, chap. 444
Autorité:	Conseil des courtiers d'assurances de l'Ontario

MODE D'ÉVALUATION

Instruction

Cours de courtage d'assurances dispensés par l'Association des courtiers d'assurances de l'Ontario et plusieurs collèges communautaires de la province. Les conditions habituelles d'admission aux collèges communautaires s'appliquent. Il y a aussi un cours pour autodidactes à la disposition de ceux qui se préparent pour l'examen d'autorisation professionnelle. Aucun de ces cours n'est obligatoire.

Expérience

Néant.

TESTAGE PROFESSIONNEL

Tous les candidats doivent passer un examen de qualification de base et un examen de niveau avancé. Une note de passage à l'examen de qualification de base (75 p. 100) donne droit à une licence restreinte intitulée "Inscription sous surveillance". Pour lever la restriction et fonctionner à titre de courtier à part entière, il faut obtenir au moins 75 p. 100 des notes à l'examen de niveau avancé, avec un minimum de 60 p. 100 dans chaque section. Le candidat malheureux peut se présenter de nouveau à l'un ou l'autre examen dans les 12 mois. Le candidat qui échoue à l'un ou à l'autre examen trois fois doit attendre 12 mois pour se présenter de nouveau.

TESTAGE LINGUISTIQUE

Aucun testage proprement dit. Les examens d'autorisation professionnelle font office d'épreuves de langue.

RECYCLAGE

Les programmes de formation sont ouverts à tout le monde et sont relativement brefs.

CONTRÔLE JURIDICTIONNEL

Les motifs du refus d'autorisation sont communiqués par écrit aux candidats malheureux, qui ont le droit de se faire entendre du Comité des qualifications et de l'inscription, l'autorité décisionnelle initiale. Les décisions de ce dernier sont susceptibles d'appel devant la Cour divisionnaire.

DENTISTERIE

Régime:	Autorisation d'exercer
Texte applicable:	<i>Loi sur les sciences de la santé</i> , R.S.O. 1980, chap. 196, mod. 1983, chap. 59; 1986, chap. 28; 1986, chap. 34
Autorité:	Conseil de l'Ordre royal des chirurgiens-dentistes de l'Ontario

MODE D'ÉVALUATION

Instruction

Ontario, autres provinces et É.-U.A.	Diplôme de dentisterie d'une université agréée du Canada ou des États-Unis.
--------------------------------------	---

Ailleurs	Diplôme d'un établissement non agréé à l'extérieur de l'Ontario et figurant à l'Annuaire de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Les candidats de cette catégorie peuvent demander à passer l'examen administré par le Bureau national d'examen dentaire (BNED). Bien que les règlements prévoient la condition d'équivalence de formation, aucune évaluation d'équivalence n'est effectuée.
-----------------	--

Remarques	Les programmes d'études canadiens et américains sont agréés par l'Association dentaire canadienne (ADC) et pratiquement toutes les facultés canadiennes et américaines sont jugées conformes aux normes.
------------------	--

Expérience

Néant.

TESTAGE PROFESSIONNEL

Pour les candidats formés:

En Ontario et dans les autres provinces	Néant.
Aux États-Unis	Un examen écrit et deux examens cliniques (examens BNED).
Ailleurs	Un examen écrit et trois examens cliniques (examens BNED).
Remarques	Le coût est de 3,300 dollars pour les examens cliniques et de 860 dollars pour les examens écrits. Le candidat assume les frais de déplacement et de séjour pour lui-même et pour un à trois patients qu'il doit produire. Le candidat malheureux peut repasser les examens autant de fois qu'il le veut. Il doit passer avec succès les examens cliniques dans les six ans qui suivent l'examen écrit. Les examens sont conçus par le BNED. Les examinateurs des travaux cliniques sont des professeurs de dentisterie et des dentistes en exercice.

TESTAGE LINGUISTIQUE

Aucun testage proprement dit. Selon les règlements, les candidats à l'autorisation d'exercer doivent avoir une connaissance suffisante de l'anglais ou du français, ce que les examens permettent de vérifier.

RECYCLAGE

Il n'y a aucun programme officiel de recyclage. L'université Western Ontario donne un bref cours de préparation aux examens du BNED. L'Université de Toronto offre à ceux qui bénéficient d'un classement au niveau supérieur, la possibilité de s'inscrire en deuxième année, mais les places libres sont rares.

CONTRÔLE JURIDICTIONNEL

Selon les règlements intérieurs du BNED, le candidat qui échoue à une partie quelconque des examens peut interjeter par écrit appel du rejet, auquel cas il reçoit une réponse écrite. Il n'y a pas d'audience. Le refus d'inscription peut être contesté devant le Conseil des sciences de la santé puis devant la Cour divisionnaire.

DENTUROLOGIE

Régime:	Autorisation d'exercer
Texte applicable:	<i>Loi sur les denturologues</i> , L.R.O. 1980, chap. 115
Autorité:	Conseil d'administration des denturologues

MODE D'ÉVALUATION

Instruction

Ontario	Programme de denturologie dans un collège ontarien d'arts appliqués et de technologie. Le seul à l'offrir est le Collège George Brown.
Autres provinces	Le conseil accorde l'équivalence aux programmes enseignés au Québec et en Alberta; ceux de Colombie-Britannique et de Nouvelle-Écosse sont en cours d'examen.
Ailleurs	Programme de denturologie équivalent à celui du Collège George Brown. Le registraire du conseil d'administration des denturologues instruit à part la demande de chaque candidat de formation étrangère. L'équivalence des programmes canadiens est aussi décidée par le conseil.

Expérience

Néant.

TESTAGE PROFESSIONNEL

Tous les candidats sont tenus de passer l'examen de fin d'études du Collège George Brown, qui a lieu une fois par an.

TESTAGE LINGUISTIQUE

Le candidat qui n'a pas fait ses études en anglais ou en français, est tenu de démontrer une connaissance suffisante de l'une ou l'autre langue. Jusqu'ici tous les candidats ont fait leurs études en anglais ou en français.

RECYCLAGE

Recyclage limité au moyen des cours sans unités au Collège George Brown.

CONTRÔLE JURIDICTIONNEL

Dans le cas où le comité d'inscription du conseil d'administration des denturologues se propose de refuser l'autorisation d'exercer, il doit signifier les motifs du refus au candidat et à la commission d'appel des denturologues. Le candidat a le droit de se faire entendre de celui-ci et, éventuellement, d'interjeter appel devant la Cour divisionnaire.

DIÉTÉTIQUE

Régime:	Loi d'intérêt privé; titre réservé
Texte applicable:	<i>Ontario Dietetic Association Act</i> , L.O. 1958, chap. 147
Autorité:	Conseil d'administration de l'Ontario Dietetic Association

MODE D'ÉVALUATION

Instruction

Ontario et autres provinces	Baccalauréat, maîtrise ou doctorat d'un établissement d'enseignement agréé par l'Association canadienne des diététistes (ACD). Les programmes canadiens sont agréés par l'ACD.
Ailleurs	Instruction équivalente. Les candidats américains qui sont membres de l'American Dietetic Association ont droit à l'inscription immédiate.
Remarques	L'ACD envoie les candidats formés à l'extérieur du Canada et des États-Unis au service d'éducation comparée de l'Université de Toronto, pour évaluation de leur diplôme. Si celui-ci est jugé équivalent, l'ACD réexamine les matières suivies par le candidat pour s'assurer qu'elles sont conformes aux normes de compétence établies. S'il manque certains éléments, le comité d'admission dirige le candidat sur une personne-ressource de l'université locale.

Expérience

L'internat en diététique consiste en une année d'expérience dans un hôpital agréé par l'ACD. On peut y substituer une maîtrise ou un doctorat en administration de la nutrition alimentaire ou dans une discipline connexe, qui satisfasse à cette condition, de même qu'un internat de deux ans dans un établissement non hospitalier. L'expérience acquise à l'étranger entre en ligne de compte. Bien qu'il ne soit pas nécessaire d'accomplir son internat ou d'obtenir sa maîtrise en Ontario, il faut qu'il y ait équivalence avec la formation dans la province. L'évaluation de l'expérience est assurée par l'ACD.

EXAMEN D'INSCRIPTION

Les diplômés canadiens qui n'ont pas terminé leur internat dans un établissement hospitalier (par exemple programme TYP de 2 années) et ceux qui ont acquis leur expérience à l'extérieur du Canada ou des États-Unis sont tenus de passer l'examen de qualification. Le candidat peut choisir de passer l'examen sur l'un des quatre domaines de spécialisation. Un guide des études est à la disposition de tous les demandeurs. Un candidat peut se présenter à l'examen trois fois au maximum, mais après le premier échec, doit suivre le programme de rattrapage universitaire prescrit par l'ACD.

TESTAGE LINGUISTIQUE

Aucun testage proprement dit. L'examen de qualification est en anglais ou en français.

RECYCLAGE

Le Comité d'admission prescrit les conditions de recyclage en vue soit d'unités universitaires soit de l'examen après un échec. Un personne-ressource à l'établissement d'enseignement met sur pied un programme pour le candidat malheureux, qui est alors admis à titre d'étudiant spécial.

CONTRÔLE JURIDICTIONNEL

Tout demandeur auprès de l'ACD peut demander la révision des notes obtenues à l'examen de qualification de cette dernière. Par ailleurs, la décision du Comité d'admission peut être contestée, selon le cas, devant le conseil de l'ACD ou de l'Ontario Dietetic Association. Il n'y a pas d'appel externe.

DROIT

Régime:	Loi d'intérêt public; autorisation d'exercer
Texte applicable:	<i>Loi sur la Société du barreau</i> , L.R.O. 1980, chap. 233, mod. 1982, chap. 60; 1986, chap. 64; 1989, chap. 14
Autorité:	Conseil de la Société du barreau du Haut-Canada

MODE D'ÉVALUATION

Instruction

Ontario	Baccalauréat en droit et cours de formation professionnelle du barreau de 18 mois, dont 12 mois de stage et 6 mois d'études universitaires avec examens.
Autres provinces	Diplôme d'une faculté de droit approuvée (toutes les 16 facultés de droit du Canada sont approuvées).
Ailleurs	Le Comité conjoint d'agrément (CCA) évalue la formation juridique et l'expérience professionnelle des

personnes munies d'un titre étranger. Le CCA établit le profil de la formation juridique de chaque candidat pour décider s'il y a lieu de lui accorder un classement au niveau supérieur en vue d'un diplôme de droit canadien. Le CCA fait une recommandation quant aux études qu'il lui reste à faire. À l'issue de ces études dans une faculté de droit canadienne, le CCA délivre un certificat de qualification. Les qualifications professionnelles et l'expérience juridique entrent en ligne de compte. Si le candidat n'a pas besoin d'une année entière d'études dans une faculté de droit canadienne, le CCA peut lui permettre de passer l'examen de contrôle. Le CCA ne fait pas de recommandations à la Société du barreau au sujet des dispenses relatives au cours de formation professionnelle du barreau.

Dans son évaluation, le CCA tient compte de l'expérience antérieure du candidat; les candidats considérés comme "expérimentés" ont plus de chances d'être admissibles à l'examen de contrôle.

Expérience

Stage de 12 mois requis de tous les candidats formés en Ontario ou à l'étranger, ainsi que des avocats d'autres provinces qui n'ont pas exercé pendant 3 ans au cours des 5 années précédentes. Le stage peut être écourté pour les candidats qui justifient de l'expérience professionnelle pertinente, mais les candidats de formation étrangère ont peu de chances de bénéficier de l'exemption du seul fait de leur expérience dans un autre pays.

TESTAGE PROFESSIONNEL

Ontario	Programme de 6 mois de formation professionnelle du barreau avec examens.
Autres provinces	Les candidats justifiant de 3 années d'exercice doivent passer un examen de transfert en deux parties sur les lois et la procédure de l'Ontario. Les autres doivent suivre le programme de formation professionnelle du barreau, dont le stage.
Québec	Examen de transfert en deux parties et examen sur la common law. Les candidats qui ne justifient pas de 3 années d'expérience doivent suivre intégralement le programme de formation professionnelle du barreau,

stage y compris, et un cours d'une année sur la common law.

Ailleurs

Le candidat qui reçoit le certificat de qualification du CCA doit suivre un semestre d'études et passer l'examen.

TESTAGE LINGUISTIQUE

Aucun testage proprement dit; la SBHC peut cependant ordonner au candidat de subir le test TOEFL s'il ressort de sa correspondance que sa connaissance de la langue laisse à désirer.

RECYCLAGE

Les facultés de droit du Canada peuvent admettre des avocats de formation étrangère à un niveau supérieur, souvent sur recommandation du CCA. Un programme à temps partiel, qui vient d'être institué à l'Université de Toronto, pourrait avoir un grand attrait aux yeux d'avocats de formation étrangère qui entendent se recycler tout en subvenant aux besoins de leur famille.

CONTRÔLE JURIDICTIONNEL

La décision du CCA en matière d'équivalence de la formation juridique ou de l'expérience professionnelle antérieure n'est pas susceptible d'appel. Par ailleurs, les candidats en régime de transfert d'une autre province ou d'un autre pays, et auxquels le Comité d'admission de la Société du barreau du Haut-Canada refuse l'inscription au barreau ontarien, n'ont pas droit d'appel à une commission indépendante ou devant les tribunaux.

ENSEIGNEMENT

Régime: Autorisation d'exercer

Texte applicable: *Loi sur l'éducation*, L.R.O. 1980, chap. 129, modifiée

Autorité: Ministère de l'Éducation

MODE D'ÉVALUATION

Instruction

Pour l'enseignement général

Ontario	Diplôme universitaire acceptable ou équivalent, et accomplissement d'une année de formation professionnelle dans un cours approuvé de pédagogie offert par une faculté ou un collège de pédagogie d'une université ontarienne.
Autres ressorts canadiens et étranger	<p>Preuve de 16 années d'études ("scolarité") dont un diplôme universitaire acceptable et une année d'études pédagogiques acceptables. Une scolarité inférieure à 16 ans peut être considérée comme suffisante si le candidat peut prouver qu'il a été accepté par plusieurs établissements d'enseignement.</p> <p>En Ontario, 10 universités offrent un programme de pédagogie approuvé par le ministère. Les candidats non ontariens adressent leur demande directement au ministère de l'Éducation, où les documents sont évalués par la section d'information et d'évaluation pédagogique du service du registraire. Si le diplôme délivré par un établissement tombe dans l'une des nombreuses catégories acceptables, cette section examine alors la durée du programme d'études. Le programme d'études pédagogiques d'une année, qui constitue la 16^e année de scolarité requise, doit être suivi dans un établissement acceptable et doit contenir certaines matières obligatoires.</p>

Pour l'enseignement technologique

Ontario	Classe de 12 ^e année du programme ontarien ou l'équivalent, avec en outre une année d'études pédagogiques acceptables.
Ailleurs	Instruction équivalente à la 12 ^e année du programme ontarien, avec formation pédagogique acceptable.
Remarques	L'évaluation est assurée par l'unité des services d'évaluation du ministère de l'Éducation et s'apparente à celle de l'enseignement général.

Expérience

Pour l'enseignement général

Dix mois de travail auprès d'un conseil scolaire et en vertu d'une attestation provisoire de compétence pour les candidats de formation étrangère. Une fois ce stage accompli, le candidat est admissible à recevoir le certificat de l'enseignement de l'Ontario (CEO).

Pour l'enseignement technologique

Cinq années de travail commercial ou industriel rémunérateur dans le domaine d'études technologiques auquel le candidat a été préparé par sa formation pédagogique. Un maximum de 3 années d'instruction postsecondaire en cette matière peut se substituer à 3 au maximum de ces 5 années (dont au moins 16 mois d'emploi continu). L'expérience pédagogique ne peut se substituer à l'expérience professionnelle requise.

TESTAGE PROFESSIONNEL

Néant.

TESTAGE LINGUISTIQUE

Aucun testage proprement dit. Le ministère a cédé la responsabilité de l'évaluation linguistique aux conseils scolaires en 1978. En engageant un titulaire d'attestation d'admissibilité à un poste permanent, les conseils scolaires locaux certifient la maîtrise de la langue en apposant leur visa sur cette attestation. Le processus d'évaluation linguistique varie d'un conseil à l'autre.

RECYCLAGE

Les candidats auxquels il manque un certain nombre d'années de scolarité peuvent, aux fins de rattrapage pour satisfaire aux normes du ministère, finir un nombre déterminé de cours universitaires. Le ministère donne également à ceux dont la formation pédagogique est jugée insuffisante, des instructions sur les cours qu'ils doivent encore suivre.

CONTRÔLE JURIDICTIONNEL

N'est pas susceptible d'appel la décision prise par le ministère de l'Éducation de refuser la délivrance du certificat d'enseignement de l'Ontario, de l'attestation d'admissibilité ou de l'attestation provisoire de compétence.

ERGOTHÉRAPIE

Régime:	Qualification volontaire
Texte applicable:	Néant
Autorité:	Ontario College of Occupational Therapists (OCOT)

MODE D'ÉVALUATION

Instruction

Ontario et autres provinces	Diplôme de l'un des 12 programmes agréés par l'Association canadienne des ergothérapeutes (ACE) au Canada.
Ailleurs	Diplôme de l'un des programmes d'ergothérapie approuvés par la Fédération mondiale des ergothérapeutes (FME). Selon les lignes directrices de la FME, pareil programme doit durer au moins 3 ans et satisfaire à d'autres critères déterminés.
Remarques	L'ACE n'évalue pas les titres universitaires, mais s'en remet au processus d'approbation de la FME. Le candidat dont le programme d'études n'est pas reconnu par la FME, doit obtenir au préalable l'approbation de cette dernière avant d'être admissible à l'évaluation en vue de l'autorisation d'exercer au Canada.

Expérience

Ontario et autres provinces	Les candidats formés au Canada doivent effectuer un stage clinique de 1,200 heures au cours de l'année qui suit l'obtention du diplôme. Ce stage fait partie des matières obligatoires de tous les programmes agréés.
Ailleurs	Minimum de 1000 heures de travail clinique pratique dans le pays de formation, dans l'année qui suit la fin des études, ce qui entre en ligne dans tout programme approuvé par la FME.

EXAMEN DE QUALIFICATION

Tous les candidats doivent passer l'examen national de qualification de l'ACE, qui consiste en deux épreuves écrites de 3 heures chacune, moyennant des frais de 300 dollars. Un candidat peut se présenter autant de fois qu'il le faut.

L'examen est administré une fois par an dans 18 centres à travers le Canada, dont 6 en Ontario.

TESTAGE LINGUISTIQUE

Aucun testage proprement dit. L'examen de qualification est en anglais ou en français; il est censé prouver une bonne connaissance de la langue.

RECYCLAGE

Le recyclage est limité au Woodworth College de l'Université de Toronto, et l'OCOT offre un programme d'actualisation des connaissances. Le diplôme d'un programme approuvé par la FME est la condition préalable de l'admission aux programmes de recyclage.

CONTRÔLE JURIDICTIONNEL

Les règlements intérieurs de l'ACE prévoient une commission habilitée à connaître de tout appel formé contre le refus d'admettre un membre. Il n'y a ni contrôle ni appel externe.

FORESTERIE

Régime:	Loi d'intérêt privé; titre réservé
Texte applicable:	<i>The Ontario Professional Foresters Association Act, 1957, L.O. 1957, chap. 149</i>
Autorité:	Conseil de l'Ontario Professional Foresters Association (OPFA)

MODE D'ÉVALUATION

Instruction

Ontario et autres provinces	Diplôme de foresterie d'une université agréée par le conseil de l'OPFA. Le candidat diplômé d'un programme agréé d'une autre province satisfait d'office à cette condition. Les diplômes sanctionnant des programmes d'études non forestières, des programmes de foresterie non agréés ou d'autres programmes de formation limitée sont évalués sujet par sujet, à la lumière du programme obligatoire. Les candidats doivent subir l'examen pour les sujets pour lesquels ils accusent certaines faiblesses.
Ailleurs	Niveau d'instruction équivalent à celui du candidat diplômé en Ontario. Le programme d'études et le relevé des notes de chaque candidat sont examinés afin de s'assurer que toutes les matières obligatoires ont été étudiées. Comme pour les candidats ontariens, les diplômés de programmes qui ne comprennent pas toutes les matières obligatoires, ainsi que ceux qui n'ont ni grade universitaire ni diplôme, doivent passer l'examen pour les matières obligatoires. Un candidat peut être tenu de passer jusqu'à 20 examens.
Remarques	L'agrément des programmes et l'évaluation du niveau d'instruction sont assurés par l'OPFA. L'expérience professionnelle pertinente entre en ligne de compte.

Expérience

Les diplômés ontariens d'un programme de foresterie agréé par l'OPFA qui demandent l'inscription, doivent justifier d'au moins 18 mois d'expérience postscolaire au cours des 5 années qui précèdent la demande. L'expérience professionnelle doit se rapporter directement à l'une des matières obligatoires.

Cette condition est la même pour les diplômés de foresterie d'autres provinces. L'OPFA peut accepter l'expérience professionnelle en foresterie hors Ontario si elle a un rapport avec l'exercice de la foresterie dans la province.

Les diplômés ontariens de programmes non universitaires de foresterie, d'études universitaires autres que la foresterie ou de programmes non canadiens, doivent avoir été employés en Ontario dans un travail ayant un rapport direct avec une ou plusieurs matières obligatoires au moment de la demande. Ils doivent aussi avoir été employés sans interruption pendant cinq ans avant la date de la demande d'inscription.

Examens d'inscription

Les candidats tenus aux examens doivent en passer au moins un dans les 18 mois qui suivent la date où ils sont informés de cette condition. Tous les examens doivent être passés dans les 8 années qui suivent cette date. Les frais s'élèvent à 50 dollars pour chaque examen. La date et le lieu d'examen peuvent être fixés à la convenance du candidat.

Le candidat doit obtenir au moins 60 p. 100 des points pour chaque sujet obligatoire. Le candidat malheureux peut se présenter une seule fois encore. La demande d'inscription est rejetée après deux échecs.

TESTAGE LINGUISTIQUE

Aucune politique ou condition linguistique expresse. Une bonne connaissance de la langue est nécessaire pour la réussite aux examens.

RECYCLAGE

Il n'y a aucun programme de recyclage spécifique offert par l'association ou dans les universités. Les candidats qui ont besoin d'études complémentaires doivent s'inscrire dans un établissement qui dispense des cours de foresterie, comme l'université Lakehead et l'Université de Toronto où l'on peut suivre les études en la matière à plein temps ou à temps partiel.

CONTRÔLE JURIDICTIONNEL

Le candidat rejeté peut demander au conseil de l'OPFA de reconsidérer la décision. C'est le seul recours à sa disposition.

GÉNIE

Régime:	Autorisation d'exercer
Texte applicable:	<i>Loi de 1984 sur les ingénieurs</i> , L.O. 1984, chap. 13
Autorité:	Conseil de l'Ordre des ingénieurs de l'Ontario (OIO)

MODE D'ÉVALUATION

Instruction

Ontario et autres provinces	Diplôme d'une université agréée ou d'un collège d'arts appliqués et de technologie. Les universités canadiennes sont agréées par le Bureau canadien d'accréditation des programmes d'ingénierie (BCAPI) qui est un comité permanent du Conseil canadien des ingénieurs (CCI).
États-Unis	Diplôme d'un programme agréé par l'Accreditation Board for Engineering and Technology (ABET). Tous les diplômes agréés par l'ABET, ainsi que tous les autres diplômes étrangers, sont évalués dans chaque cas d'espèce en Ontario.
Ailleurs	Formation équivalente à la norme ontarienne. Un niveau d'instruction au moins équivalent à un diplôme de collège de trois années est nécessaire pour que le candidat soit admissible à l'inscription.
Remarques	Le Comité de vérification des diplômes (CVD) de l'OIO évalue le dossier de formation antérieure du candidat et le compare au programme d'études du CCI aux fins d'équivalence. Les candidats qui ont une longue expérience et qui sont soumis aux examens par le CVD sont renvoyés au Comité de vérification de l'expérience (CVE). Celui-ci peut recommander de dispenser de l'examen ou d'accorder des exemptions; la décision finale appartient cependant au CVD. Le candidat diplômé d'une faculté d'ingénierie non agréée mais jugée équivalente peut être tenu de subir les examens de "confirmation" administrés par l'OIO. Ceux-ci servent à confirmer que les titres universitaires du candidat sont équivalents à ceux d'un diplômé d'université canadienne. Les candidats malheureux sont considérés comme ne justifiant pas du même niveau d'instruction que les diplômés canadiens; ils doivent suivre et terminer avec succès un "programme d'examen" avec les candidats dont la formation n'est pas jugée équivalente à d'autres égards. Le programme d'examen est adapté par le CVD aux besoins spécifiques de chaque candidat. Il y a un maximum de 21 examens, mais il est rare qu'ils soient administrés tous. Une thèse peut être requise aussi.

Expérience

Tous les candidats à l'autorisation d'exercer doivent justifier de 24 mois d'expérience après l'obtention du diplôme, dont 12 mois de travail au Canada, sous la surveillance d'un ingénieur légalement qualifié pour exercer dans le ressort où cette expérience est acquise. L'expérience au travail est contrôlée par quatre arbitres, dont deux sont des ingénieurs canadiens, l'un de ces deux derniers étant le supérieur technique immédiat de l'intéressé. L'expérience à l'étranger est évaluée par le CVE au titre des unités qui entrent en ligne de compte.

TESTAGE PROFESSIONNEL

À l'exception de ceux qui ont été inscrits depuis 5 ans au moins dans une autre province, tous les candidats doivent passer l'examen d'exercice professionnel (EEP). Celui-ci a lieu deux fois par an; les frais d'examen sont de 85 dollars chaque fois, et un candidat malheureux peut se présenter de nouveau quatre fois. L'examen comprend deux parties, et tous les candidats à l'autorisation d'exercer sont tenus de le subir dans les deux années qui suivent le moment où ils y sont devenus admissibles. Le taux de réussite est de 88 p. 100, et 60 p. 100 de ceux qui échouent à la première tentative, réussissent la seconde fois.

TESTAGE LINGUISTIQUE

Aucun testage proprement dit. L'EEP sert indirectement à vérifier la compréhension de la langue et l'aptitude à communiquer en anglais. Si les arbitres estiment que le candidat laisse à désirer à cet égard, le CVE peut le soumettre à une entrevue.

RECYCLAGE

Recyclage assuré par les universités, au moyen de cours réguliers du premier cycle, cours par correspondance et cours du soir. Le diplôme sanctionnant ces cours peut donner lieu à la dispense de certaines parties du programme d'examen.

CONTRÔLE JURIDICTIONNEL

Le refus d'accorder l'autorisation d'exercer peut être contesté devant le Comité d'inscription, pour des motifs autres que les conditions de diplôme ou d'expérience professionnelle. La décision du comité peut être portée en appel devant la Cour divisionnaire.

HYGIÈNE DENTAIRE

Régime:	Autorisation d'exercer
Texte applicable:	<i>Loi sur les sciences de la santé</i> , L.R.O. 1980, chap. 196, mod. 1983, chap. 59; 1986, chap. 28; 1986, chap. 34
Autorité:	Conseil de l'Ordre royal des chirurgiens-dentistes de l'Ontario

MODE D'ÉVALUATION

Instruction

Ontario et autres provinces	Le candidat doit avoir terminé un cours d'hygiène dentaire dispensé par la faculté de dentisterie d'une université ontarienne ou d'un collège d'arts appliqués et de technologie (CAAT). Dix CAAT offrent ce cours à l'heure actuelle en Ontario. Pour y être admis, le candidat doit être un assistant dentaire qualifié ou susceptible de l'être.
Ailleurs	Diplôme d'un programme d'hygiène dentaire équivalent à ceux qu'on trouve en Ontario.
Remarques	L'acquis scolaire est évalué par le Comité de l'hygiène dentaire de l'Ordre royal des chirurgiens-dentistes de l'Ontario. Pratiquement tous les programmes nord-américains sont agréés, et les candidats provenant de la région sont admissibles aux formalités d'autorisation professionnelle. Si le candidat provient d'un pays qui n'a pas été représenté auparavant, son programme d'études est soumis à un examen détaillé. Le comité considère le nombre d'heures de formation ainsi que les fonctions apprises. Les programmes sont agréés par l'Association dentaire canadienne (ADC) et, aux États-Unis, par l'American Dental Association (ADA).

Expérience

Néant.

TESTAGE PROFESSIONNEL

Les candidats doivent passer un examen de qualification consistant en une demi-journée d'épreuves écrites et une demi-journée d'épreuves cliniques. Les candidats ontariens sont exemptés de l'examen écrit. L'examen, dont les frais sont fixés à 200 dollars, a lieu trois fois par an; les candidats malheureux ont le droit de se présenter deux fois encore.

TESTAGE LINGUISTIQUE

Aucun testage proprement dit. Cependant, le fait de réussir à l'examen d'autorisation professionnelle est considéré comme la preuve de la maîtrise de la langue.

RECYCLAGE

Nombre limité de places pour le recyclage aux collèges communautaires, qui n'offrent aucun cours formel en la matière. Le Collège George Brown a un cours de recyclage destiné à ceux qui ont échoué à l'examen d'autorisation professionnelle.

CONTRÔLE JURIDICTIONNEL

Il n'existe aucun mécanisme d'appel externe contre le refus d'inscription.

LUNETTERIE

Régime:	Autorisation d'exercer
Texte applicable:	<i>Loi sur les opticiens</i> , L.R.O. 1980, chap. 364, mod. 1986, chap. 64
Autorité:	Bureau des opticiens

MODE D'ÉVALUATION

Instruction

Ontario	Diplôme d'un cours approuvé de lunetterie. Pareil cours est donné au Collège Seneca et au Georgian College.
---------	---

Ailleurs Licence d'opticien en vigueur dans le ressort d'origine. Si le candidat provient d'un ressort où la lunetterie n'est pas une profession réglementée, il peut être tenu de terminer le programme de formation ontarien.

Remarques La scolarité du candidat est évaluée par le conseil. Après vérification de ses titres, le candidat doit subir un examen d'autorisation professionnelle puis une entrevue avec le comité de vérification de la compétence du conseil. L'évaluation se limite aux cas d'espèce, et ne suit aucun précédent. Si la formation du candidat est jugée insuffisante, il est dirigé sur le Georgian College ou le Collège Seneca aux fins d'évaluation de ses besoins en formation. Si cette formation est jugée équivalente à celle d'un candidat ontarien, il est admissible à subir l'examen et à travailler entre temps sous surveillance, avec "statut spécial".

Expérience

Pour être inscrit comme opticien en Ontario, le candidat doit justifier d'une année de "formation en cours d'emploi" au Canada, sous la surveillance d'un opticien qualifié. Durant cette période, il doit tenir un registre du nombre d'ordonnances exécutées et du nombre d'heures de travail effectué sous surveillance. Une année de travail pratique équivaut à 250 exécutions d'ordonnance (1,750 heures). La condition d'expérience pratique n'est susceptible d'aucune dispense. L'expérience acquise dans une autre province entre en compte.

TESTAGE PROFESSIONNEL

Tous les candidats doivent passer l'examen d'autorisation professionnelle en 10 parties, au coût de 30 dollars par partie. Le candidat qui échoue à une ou plusieurs parties peut s'y essayer de nouveau au cours d'un examen de repêchage. Celui qui échoue une seconde fois est tenu de parfaire sa formation.

TESTAGE LINGUISTIQUE

Aucun testage proprement dit. Une évaluation informelle est effectuée par le comité de vérification de la compétence, qui peut recommander que le candidat suive des cours d'anglais langue seconde.

RECYCLAGE

Le recyclage est assuré par le Georgian College et le Collège Seneca, qui peuvent évaluer les besoins en recyclage de chaque intéressé.

CONTRÔLE JURIDICTIONNEL

Le refus d'inscription n'est pas susceptible de contrôle externe.

MASSOTHÉRAPIE

Régime: Autorisation d'exercer

Texte applicable: *Loi sur les praticiens ne prescrivant pas de médicaments*, L.R.O. 1980, chap. 127; R.R.O. 1980, Règl. de l'Ont. 250, modifié

Autorité: Conseil d'administration des masseurs

MODE D'ÉVALUATION

Instruction

Ontario et autres provinces Les candidats doivent avoir terminé au moins la 12^e année de l'enseignement secondaire et un cours de massothérapie de 2 années dans l'un des quatre établissements ontariens enregistrés en application de la *Loi sur les écoles privées de formation professionnelle*.

Ailleurs Équivalent au niveau actuellement acceptable de scolarité et de formation en Ontario.

Remarques L'évaluation du niveau de formation étrangère est assurée par le comité d'évaluation des candidats d'outre-mer du conseil d'administration des masseurs. Les candidats sont tenus de fournir les renseignements sur l'étendue et le nombre d'heures de leur formation, le diplôme reçu, ainsi que les détails de leur expérience professionnelle en massothérapie générale et spéciale. Ils sont ensuite interrogés par deux examinateurs qui notent les réponses aux questions techniques à la lumière d'un questionnaire normalisé. Les candidats

jugés de niveau équivalent sont admissibles à l'examen d'inscription; les autres doivent terminer un programme de formation de deux ans en Ontario.

Le conseil d'administration intervient indirectement dans le processus d'agrément. Il recommande au gouvernement provincial un programme d'études sur lequel celui-ci se fonde pour inscrire les écoles de massothérapie sous le régime de la *Loi sur les écoles privées de formation professionnelle*.

Expérience

Néant.

TESTAGE PROFESSIONNEL

Tous les candidats doivent passer l'examen consistant en épreuves orales, pratiques et écrites. L'examen a lieu une fois par an et dure deux jours. Il est possible de passer un examen de repêchage dans les 4 mois qui suivent l'examen d'inscription.

TESTAGE LINGUISTIQUE

Les candidats qui n'ont pas reçu leur formation professionnelle en anglais sont tenus d'obtenir au test TSE une note équivalente à la note de 500 au TOEFL.

RECYCLAGE

Les candidats de formation étrangère à l'inscription auprès du conseil peuvent se perfectionner en travaillant aux côtés de masseurs ontariens en exercice, mais il ne s'agit pas là d'une méthode officielle de recyclage. Le conseil d'administration est en train de mettre au point des cours de recyclage qui seront dispensés par les quatre écoles de massothérapie d'Ontario.

CONTRÔLE JURIDICTIONNEL

Les décisions du conseil d'administration ne sont pas susceptibles d'appel.

MÉDECINE

Régime:	Autorisation d'exercer
Texte applicable:	<i>Loi sur les sciences de la santé</i> , L.R.O. 1980, chap. 196, mod. 1983, chap. 59; 1986, chap. 28; 1986, chap. 34
Autorité:	Conseil de l'Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario

MODE D'ÉVALUATION

Instruction

Ontario, autres provinces et États-Unis	Diplôme d'une faculté de médecine agréée. Les facultés canadiennes sont agréées par le Comité d'agrément des facultés de médecine du Canada (CAFMC) et les facultés américaines, par le Liaison Committee on Medical Education (LCME).
Ailleurs	Diplôme d'une faculté de médecine non agréée mais acceptable, c'est-à-dire figurant à l'Annuaire de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), offrant un programme d'études médicales de 4 années depuis 10 ans au moins.
Remarques	Les titres universitaires sont évalués par l'Ordre.

Expérience

Diplômés de facultés agréées au Canada et aux États-Unis	Internat alternatif d'une année en médecine et en chirurgie dans une faculté de médecine agréée au Canada ou aux États-Unis.
Diplômés de facultés non agréées	Deux périodes d'internat approuvées, ou un internat approuvé et une résidence acceptable. L'un des internats doit être alternatif, et un internat ou la résidence doit être accompli au Canada.
Remarques	En vue de l'internat, le diplômé d'une faculté non agréée doit terminer un programme de pré-internat (PPI), auquel ne sont admissibles que 24 candidats par an. Les candidats au PPI doivent passer au préalable l'examen d'évaluation du Conseil médical du Canada (EECMC). Ceux qui y réussissent subissent un examen

écrit sur la solution de problèmes médicaux. Soixante-douze candidats sont admissibles après cette étape à un examen clinique spécialement conçu, d'où sortiront les 24 candidats admis au PPI.

L'EECMC, administré en anglais ou en français au choix du candidat, vise à vérifier ses connaissances dans les principales disciplines médicales. L'examen qui dure 7 heures, est divisé en deux sessions de trois heures et demie. Les frais s'élèvent à 350 dollars la première fois, et à 300 dollars pour les tentatives subséquentes. Un candidat peut s'y présenter autant de fois qu'il le veut.

TESTAGE PROFESSIONNEL

Les diplômés de facultés agréées au Canada ou aux États-Unis doivent passer un examen de qualification administré par le Conseil médical du Canada (EQCMC). Les diplômés de facultés américaines peuvent y substituer l'examen administré par le National Board of Medical Examiners des États-Unis.

L'EQCMC est destiné à vérifier les connaissances et la compréhension médicales du candidat ainsi que son aptitude à les appliquer aux situations cliniques.

TESTAGE LINGUISTIQUE

Les diplômés non ontariens peuvent passer les examens en anglais ou en français, et la maîtrise de la langue est une condition sine qua non de réussite. Les diplômés de programmes dispensés dans une autre langue que l'anglais ou le français doivent atteindre la note de 580 au test TOEFL et de 200 au TSE, ou une épreuve comparable pour le français.

RECYCLAGE

Tous les diplômés de facultés non agréées doivent terminer le PPI. Pour ceux qui échouent, le seul recyclage est le retour à la faculté de médecine.

CONTRÔLE JURIDICTIONNEL

Le refus d'inscription peut être contesté devant le Conseil des sciences de la santé et, éventuellement, devant la Cour divisionnaire.

MÉDECINE VÉTÉRINAIRE

Régime:	Autorisation d'exercer
Texte applicable:	<i>Loi sur les vétérinaires</i> , L.R.O. 1980, chap. 522
Autorité:	Conseil de l'Ontario Veterinary Association (OVA)

MODE D'ÉVALUATION

Instruction

Ontario, autres provinces et États-Unis	Diplôme de médecine vétérinaire d'une école agréée. Il y a aussi un programme agréé à Utrecht qui est considéré comme équivalent aux programmes canadiens.
Ailleurs	Diplôme d'une école de médecine vétérinaire figurant au répertoire de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Les diplômés d'écoles non agréées passent par un processus d'admission plus rigoureux que pour les autres. Pour les candidats diplômés des écoles figurant au répertoire de l'OMS, la vérification des titres universitaires et des documents est assurée par l'OVA. Le processus d'agrément est assuré par l'Association canadienne des vétérinaires (ACV) en collaboration avec l'American Veterinary Medical Association (AVMA).

Expérience

Néant.

TESTAGE PROFESSIONNEL

Candidats formés en Ontario	Exemptés de tous les examens, dont l'examen sur la réglementation provinciale, en cas de demande d'admission à l'OVA dans l'année qui suit l'obtention du diplôme.
Diplômés d'écoles agréées hors Ontario	Parties I et II de l'examen de qualification, savoir le National Board Examination (NBE, examen du Bureau national) et le Clinical Competency Test (CCT, épreuve de compétence clinique), bien que les diplômés d'écoles canadiennes en soient régulièrement dispensés.

	Ces candidats sont tenus à l'examen sur la réglementation provinciale.
Diplômés d'écoles non agréées	Toutes les 3 parties de l'examen de qualification: NBE, CCT et le Clinical Proficiency Examination (EMC, examen de pratique clinique), ainsi que l'examen sur la réglementation provinciale.
Remarques	Les frais s'élèvent à 220 dollars pour le NBE, à 150 dollars pour le CCT, et à 2,500 dollars pour l'EMC. L'examen sur la réglementation provinciale a été conçu par l'OVA. Le NBE et le CCT ont été mis au point sous l'égide du National Board Examination Committee de l'AVMA avec la collaboration du Public Examination Service et certains apports de l'ACV.

TESTAGE LINGUISTIQUE

Le NBE et le CCT sont administrés en anglais et en français, l'EMC en anglais seulement. Ces examens, de même que l'examen sur la réglementation provinciale, font fonction d'épreuves de langue.

RECYCLAGE

L'OVA est en train de mettre au point avec l'Ontario Veterinary College un programme normalisé de préparation à l'intention des candidats qui passent l'examen pour la première fois et des candidats recalés qui entendent se perfectionner avant de se présenter de nouveau.

CONTRÔLE JURIDICTIONNEL

Il n'existe aucun mécanisme officiel de contrôle des refus d'inscription.

NATUROPRACTIE

Régime:	Autorisation d'exercer
Texte applicable:	<i>Loi sur les praticiens ne prescrivant pas de médicaments</i> , L.R.O. 1980, chap. 127; R.R.O. 1980, Règl. 250, modifié

Autorité: Board of Directors of Drugless Therapy

MODE D'ÉVALUATION

Instruction

Ontario Diplôme de naturopathie d'une école ou collège approuvé. L'Ontario College of Naturopathic Medicine (OCNM) à Etobicoke (Ontario) est la seule école qui enseigne cette matière au Canada. Trois années d'études universitaires à plein temps sont requises avant l'admission au collège.

Autres provinces Pour les candidats inscrits dans d'autres provinces, le conseil peut exercer ses pouvoirs discrétionnaires en les soumettant à tout ou partie de l'examen d'inscription, étant donné qu'il n'existe aucun accord de réciprocité entre les organes d'autorisation professionnelle en naturopathie des provinces canadiennes. Dans les faits, les dispenses sont rares en la matière.

Ailleurs Les titres universitaires sont évalués par l'OCNM, qui prescrit généralement un recyclage. Les antécédents cliniques du candidat sont aussi évalués. Les candidats qui justifient de compétences spécifiques en naturopathie au-delà de leur formation universitaire de base peuvent être admissibles à l'évaluation directe par le conseil, sans passer par le collège. Presque tous les candidats formés à l'étranger doivent terminer un programme de recyclage, sauf les diplômés de deux programmes américains qui ont été agréés aux États-Unis et approuvés par le conseil ontarien.

Remarques Le processus d'agrément est assuré par le Board of Directors of Drugless Therapy et, aux États-Unis, par le Council of Naturopathic Medical Education.

Expérience

Néant.

TESTAGE PROFESSIONNEL

Tous les candidats doivent passer l'examen d'inscription, qui consiste en 17 sections, dont des épreuves cliniques écrites, orales et pratiques. Le candidat doit obtenir au moins 50 p. 100 des notes pour chaque sujet et 60 p. 100 en

moyenne générale. L'examen qui a lieu une fois par an, dure quatre jours. Les candidats qui échouent partiellement sont admissibles à un maximum de trois examens de repêchage.

TESTAGE LINGUISTIQUE

La connaissance de l'anglais est vérifiée au moyen d'une entrevue avec l'ONMC ou avec le conseil. Le candidat peut être tenu de suivre des cours de perfectionnement d'anglais ou de français langue seconde avant d'être admis au programme de recyclage de l'ONMC, qu'il doit avoir terminé avant de passer l'examen d'inscription.

RECYCLAGE

Recyclage à l'ONMC à Etobicoke. Après évaluation, le candidat est admis aux cours réguliers ou à un programme individuel.

CONTRÔLE JURIDICTIONNEL

La *Loi sur les praticiens ne prescrivant pas de médicaments* ne le prévoit pas, mais tout candidat qui se voit refuser l'inscription à titre de naturopathe peut interjeter appel devant le conseil. Ceux qui sont requis par l'ONMC de terminer des cours peuvent aussi contester la décision, toujours devant le conseil. Il n'y a aucun mécanisme de contrôle externe.

OPTOMÉTRIE

Régime:	Autorisation d'exercer
Texte applicable:	<i>Loi sur les sciences de la santé</i> , L.R.O. 1980, chap. 196, mod. 1983, chap. 59; 1986, chap. 28; 1986, chap. 34
Autorité:	Conseil de l'Ordre des optométristes de l'Ontario

MODE D'ÉVALUATION

Instruction

Ontario et autres provinces	Diplôme d'optométrie de l'une des deux universités canadiennes qui enseignent cette discipline.
-----------------------------	---

États-Unis

Diplôme d'optométrie d'un établissement agréé.

R o y a u m e - U n i ,
Australie, Nouvelle-
Zélande, Afrique du
Sud, Nigéria

Les diplômés de ces pays doivent justifier d'un diplôme agréé, mais sont admissibles au classement à un niveau supérieur aux fins d'études complémentaires dans un établissement canadien ou américain. Le niveau supérieur est déterminé par l'établissement concerné, mais un minimum de deux années d'études est requis.

Ailleurs

Les candidats provenant du reste du monde sont admissibles à l'évaluation individuelle par le registraire de l'Ordre des optométristes; dans les faits cependant, ils sont tenus au recyclage intégral. En Ontario, l'optométrie est enseignée à l'Université de Waterloo.

Remarques

Les programmes américains sont agréés par le conseil de l'éducation de l'American Optometric Association. L'Ordre des optométristes de l'Ontario a adopté le mode d'agrément américain.

Expérience

Néant.

TESTAGE PROFESSIONNEL

Les candidats ontariens doivent passer l'examen général de dernière année de l'Université de Waterloo et ceux des autres provinces et des États-Unis, l'examen de qualification du conseil. Les candidats d'autres pays doivent suivre des études complémentaires avant d'être admissibles à l'examen.

L'examen de qualification est pratiquement le même que l'examen général de l'Université de Waterloo, que passent les candidats ontariens. Il consiste en 6 épreuves écrites, 6 épreuves orales et 5 épreuves cliniques, au coût total de 1,425 dollars. L'Ordre des optométristes met à la disposition des candidats le programme des matières d'examen. Le candidat qui échoue à 2 épreuves peut subir un examen de repêchage, à condition d'avoir obtenu une moyenne de 60 p. 100 des notes. Le candidat est recalé s'il échoue à plus de deux épreuves ou si sa moyenne des notes est inférieure à 60 p. 100. Le candidat malheureux peut demander au conseil de l'autoriser à se présenter de nouveau. L'examen, mis au point par le comité d'inscription de l'Ordre des optométristes de l'Ontario, a lieu une fois par an.

TESTAGE LINGUISTIQUE

Aucun testage proprement dit. Les règlements requièrent une bonne connaissance de l'anglais ou du français de la part des candidats à l'autorisation d'exercer. Les conditions d'admission à la profession sont telles que la question de la compétence linguistique ne se pose pas.

RECYCLAGE

Aucun programme de recyclage. Le candidat qui ne justifie pas de la formation universitaire voulue peut terminer ses études dans un établissement agréé. Le nombre d'unités qui lui est reconnu est décidé par l'établissement concerné.

CONTRÔLE JURIDICTIONNEL

Le candidat malheureux peut interjeter appel du refus du comité devant le Conseil des sciences de la santé et, éventuellement, devant la Cour divisionnaire.

OSTÉOPRACTIE

Régime:	Autorisation d'exercer
Texte applicable:	<i>Loi sur les praticiens ne prescrivant pas de médicaments</i> , L.R.O., 1980, chap. 127; R.R.O. 1980, Règl. 252, modifié
Autorité:	Conseil d'administration des ostéopraticiens

MODE D'ÉVALUATION

Instruction

Ontario, autres provinces et États-Unis	Cours acceptable d'ostéopractie de quatre années, avec un minimum de 5,000 heures d'instruction.
Remarques	Le conseil d'administration des ostéopraticiens de l'Ontario assure l'évaluation des titres universitaires, et ne reconnaît que les programmes agréés par l'American Osteopathic Association (AOA). La matière n'est enseignée que dans 15 collèges, qui se trouvent tous aux États-Unis; il s'ensuit que dans les faits, tous les candidats ont été formés aux États-Unis.

Ailleurs

Si le candidat n'est pas diplômé d'un programme agréé par l'AOA, ses titres ne sont pas acceptés.

Expérience

Aucune condition formelle; cependant les ostéopraticiens inscrits dans un autre ressort doivent accomplir habituellement deux années d'internat.

TESTAGE LINGUISTIQUE

Aucun testage proprement dit. Cependant, les seuls établissements de formation en ostéopratie agréés par le conseil se trouvent aux États-Unis, où la langue d'enseignement est l'anglais.

RECYCLAGE

Aucun moyen de formation ou de recyclage en Ontario.

CONTRÔLE JURIDICTIONNEL

Étant donné le nombre infime de demandes d'autorisation professionnelle, il n'y a aucun mécanisme de contrôle ou d'appel en place.

PHARMACIE

Régime: Autorisation d'exercer

Texte applicable: *Loi sur les sciences de la santé*, L.R.O. 1980, chap. 196, mod. 1983, chap. 59; 1986, chap. 28; 1986, chap. 34

Autorité: Ordre des pharmaciens de l'Ontario (OPO)

MODE D'ÉVALUATION

Instruction

Ontario	Baccalauréat en pharmacie de l'Université de Toronto ou l'équivalent.
Autres provinces et États-Unis	Baccalauréat en pharmacie de tout programme agréé.
Ailleurs	Diplôme d'un programme de 3 ou 4 années d'une université étrangère observant des normes acceptables d'admission.
Remarques	<p>Le Bureau des examinateurs en pharmacie du Canada (BEPC) examine les titres universitaires des diplômés de l'étranger pour en déterminer l'"acceptabilité". Les candidats ayant une formation acceptable sont admissibles à l'examen d'évaluation. Ceux qui réussissent à ce dernier (voir "Testage professionnel" ci-dessous) sont admissibles à l'examen de qualification.</p> <p>Les programmes canadiens et américains sont agréés respectivement par le BEPC et l'American Council of Pharmacy Education. La plupart jouissent de ce statut à l'heure actuelle.</p>

Expérience

Tous les candidats doivent justifier d'une formation en cours de travail de 48 semaines. Un crédit maximum de 24 semaines est accordé pour l'expérience acquise dans les autres provinces, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Australie ou en Irlande. Les diplômés de programmes canadiens peuvent se voir accorder un crédit maximum de 11 mois. Le registraire de l'OPO examine chaque demande de crédit individuellement.

TESTAGE PROFESSIONNEL

Candidats ontariens	Examen de qualification.
Autres provinces et programmes agréés des États-Unis	Examen de qualification (BEPC) et examen sur la réglementation provinciale requise par l'Ordre des pharmaciens de l'Ontario.
Candidats d'autres pays (avec diplôme acceptable)	Examens d'évaluation et de qualification, examen sur la réglementation provinciale.

Remarques

L'examen d'évaluation vise à vérifier la connaissance des pratiques pharmaceutiques actuelles. Il coûte 265 dollars et le candidat malheureux peut se présenter de nouveau sans aucune condition de recyclage. L'examen est administré deux fois par an, et le taux de réussite est d'environ 60 p. 100. L'examen de qualification consiste également en épreuves écrites, mais met davantage l'accent sur les travaux cliniques. Il coûte 200 dollars et est aussi administré deux fois par an. Un candidat peut s'y présenter trois fois au maximum. Après le troisième échec, il doit suivre un programme de recyclage. Le taux de réussite est d'environ 70 p. 100, et un triple échec est extrêmement rare. L'examen sur la réglementation provinciale est administré par l'OPO.

TESTAGE LINGUISTIQUE

Selon les règlements, la connaissance de l'anglais ou du français du candidat doit être vérifiée s'il a fait ses études en pharmacie dans une autre langue ou si cette connaissance est douteuse. Une note minimum de 500 au test TOEFL ou de 80 à la MTB est requise pour l'inscription à titre d'étudiant en pharmacie. La note requise pour l'autorisation d'exercer est de 550 au TOEFL ou de 88 à la MTB. L'Ordre des pharmaciens administre une épreuve orale, avec un minimum requis de 60 p. 100. Un candidat peut s'y présenter trois fois au maximum. Le TSE est accepté en remplacement de l'épreuve orale. Des épreuves de français peuvent être aussi administrées.

RECYCLAGE

Aucun recyclage proprement dit, bien que des tentatives eussent été faites par le passé pour offrir des programmes de recyclage. Les intéressés peuvent s'inscrire de leur propre gré au programme de "formation permanente". Les candidats dont le diplôme est "inacceptable" doivent obtenir un diplôme acceptable. Le classement à un niveau supérieur est possible. Les places sont très limitées.

CONTRÔLE JURIDICTIONNEL

Le refus d'inscription peut être contesté devant le Conseil des sciences de la santé et, éventuellement, devant la Cour divisionnaire.

PHYSIOTHÉRAPIE

Régime:	Autorisation d'exercer
Texte applicable:	<i>Loi sur les praticiens ne prescrivant pas de médicaments</i> , L.R.O. 1980, chap. 127; R.R.O. 1980, Règl. 253, modifié
Autorité:	Conseil d'administration des physiothérapeutes

MODE D'ÉVALUATION

Instruction

Ontario	Diplôme de physiothérapie de toute université ontarienne ou du Collège Mohawk d'arts appliqués et de technologie.
Autres provinces	Diplôme de physiothérapie et accomplissement des exigences cliniques pour l'inscription dans la province d'origine.
Programmes agréés au Royaume-Uni	Même traitement qu'à l'égard des diplômés ontariens.
Ailleurs	Conditions de scolarité requises pour l'admission à l'organisation nationale ou suffisantes pour la reconnaissance par l'organe de réglementation dans le pays d'origine. Les titres étrangers sont soumis à une évaluation limitée par l'Association canadienne des physiothérapeutes (ACP) qui se base sur le répertoire de la World Confederation of Physical Therapy (WCPT) et sur ses propres sources d'information. Les programmes canadiens de physiothérapie sont agréés par l'ACP tous les sept ans.

Expérience

L'expérience clinique fait partie intégrante de l'enseignement de la physiothérapie en Ontario; elle varie de 1,000 à 1,500 heures, la moyenne étant de 1,264 heures, ce qui équivaut à 7 mois environ. Les candidats de formation étrangère sont tenus d'accomplir un minimum de quatre mois consécutifs de formation clinique à plein temps. Aucun crédit accordé pour la formation clinique acquise à l'extérieur du Canada.

TESTAGE PROFESSIONNEL

Pour être admis à l'ACP, les candidats de formation étrangère doivent passer l'examen d'inscription. Cet examen coûte 800 dollars, a lieu deux fois par an et consiste en trois sessions de 2 heures chacune. La note de passage est de 50 p. 100 des points. Pour aider les candidats à s'y préparer, l'ACP met à leur disposition le "Recommended Core Curriculum for Physiotherapy Education Programs", qui donne le détail des programmes d'enseignement de la physiothérapie au Canada. Les candidats peuvent se présenter à l'examen écrit trois fois au maximum, le tout en l'espace de deux années.

TESTAGE LINGUISTIQUE

Pour être admissibles à l'examen de l'ACP administré en anglais ou en français et à accomplir la résidence clinique, les candidats dont la langue maternelle n'est pas l'anglais ou le français doivent démontrer qu'ils ont fait leurs études dans l'une de ces deux langues, ou passer le TOEFL avec une note minimum de 500.

RECYCLAGE

Aucun programme de recyclage n'est expressément prévu pour les candidats de formation étrangère; cependant, le programme de réintégration de l'ACP à Toronto est ouvert à certains candidats à l'examen.

CONTRÔLE JURIDICTIONNEL

Le droit d'appel n'est pas prévu à l'égard des décisions en matière d'inscription.

PODOLOGIE

Régime:	Autorisation d'exercer
Texte applicable:	<i>Loi sur les podologues</i> , L.R.O. 1980, chap. 72
Autorité:	Board of Regents of Chiropody (Conseil d'administration des podologues)

MODE D'ÉVALUATION

Instruction

Ontario	Diplôme d'un programme ontarien de podologie approuvé par le ministère des Collèges et Universités. Le seul programme d'enseignement de la matière au Canada est un programme de trois années, dispensé conjointement par le Collège George Brown, l'Hôpital général de Toronto et le Toronto Institute of Medical Technology.
Royaume-Uni	Tout podologue formé au Royaume-Uni et admissible à l'inscription dans ce pays est aussi admissible à l'inscription en Ontario. Une quinzaine d'écoles britanniques forment des diplômés admissibles à l'inscription.
Ailleurs	Diplôme d'un programme de podologie approuvé. Selon les règlements, pareil programme doit durer 4 années, contre 3 années pour le programme ontarien. Les titres des candidats sont évalués dans chaque cas individuellement. Le conseil considère que les programmes américains de 4 années de podologie sont équivalents au programme ontarien de 3 années; il s'ensuit que les diplômés américains peuvent passer directement à l'examen d'autorisation professionnelle à l'heure actuelle (il en sera peut-être différemment à l'avenir). Les programmes d'Australie et de Nouvelle-Zélande sont aussi reconnus. Si la formation du candidat est jugée insuffisante, il est tenu de suivre une formation complémentaire avant de pouvoir subir l'examen.

Expérience

Minimum requis de trois mois d'expérience clinique, qui est comprise dans tout programme approuvé, intérieur ou étranger.

TESTAGE PROFESSIONNEL

Les candidats formés en Ontario et au Royaume-Uni sont exemptés de l'examen d'inscription, qui est obligatoire pour tous les autres et comprend trois parties (épreuves écrites, orales et pratiques/cliniques).

L'examen, qui a lieu une fois par an, dure 3 ou 4 jours et coûte 400 dollars. Les candidats doivent obtenir au moins 60 p. 100 des notes dans chaque partie

pour être admissibles à la partie suivante. Les examens de repêchage sont possibles.

TESTAGE LINGUISTIQUE

Pour les candidats qui ont fait leurs études dans une autre langue, le conseil a envisagé la possibilité d'utiliser le TOEFL ou le TSE aux fins d'évaluation. Cependant, aucun testage linguistique proprement dit n'a été institué.

RECYCLAGE

Aucune possibilité de recyclage. Le candidat qui échoue doit refaire tout le programme, sous réserve des unités que pourrait lui consentir l'établissement d'enseignement. Le conseil espère avoir un programme de recyclage en place d'ici deux ans.

CONTRÔLE JURIDICTIONNEL

Il n'y a aucun mécanisme de contrôle externe du refus d'inscription.

POMPES FUNÈBRES

Régime:	Autorisation d'exercer
Texte applicable:	<i>Loi sur les pompes funèbres</i> , L.R.O. 1980, chap. 180, modifiée
Autorité:	Régie des services de pompes funèbres

MODE D'ÉVALUATION

Instruction

Ontario	Diplôme du programme de pompes funèbres, enseigné au Collège Humber d'arts appliqués et de technologie.
Ailleurs	Diplôme d'un programme de pompes funèbres. Cette condition peut faire l'objet d'une dispense par la Régie le cas échéant.

Remarques

L'évaluation préliminaire des antécédents scolaires du candidat de formation étrangère revêt la forme d'une entrevue, portant sur ses études et sa formation ainsi que sur les fonctions d'entrepreneur de pompes funèbres dans son ressort d'origine. La Régie peut lui faire subir un examen de contrôle si l'évaluation initiale est satisfaisante. Par la suite, le candidat est tenu soit de passer l'examen d'autorisation professionnelle, soit de compléter ses études au Collège Humber, soit de suivre un apprentissage. Toutes les évaluations sont effectuées par le Collège Humber pour le compte de la Régie des services de pompes funèbres.

Expérience

Les candidats formés en Ontario auront rempli, en obtenant leur diplôme, la condition des 12 mois de formation en cours de travail. Les candidats de formation étrangère peuvent être tenus de se conformer à cette condition par un apprentissage d'un an au maximum. La Régie évalue elle-même l'expérience antérieure aux fins des crédits à consentir.

TESTAGE PROFESSIONNEL

Tous les candidats sont tenus à l'examen d'autorisation professionnelle, qui a lieu une fois par an et consiste en 3 parties. Le candidat malheureux peut s'y présenter de nouveau, à condition de poursuivre la formation en cours de travail. En 1986, le taux de réussite était de 87 p. 100.

TESTAGE LINGUISTIQUE

La Régie n'impose aucune condition linguistique proprement dite, mais pour réussir à l'examen, le candidat doit maîtriser l'anglais. Un examen en français a été administré par le passé.

RECYCLAGE

Recyclage au Collège Humber selon les besoins pour satisfaire aux conditions.

CONTRÔLE JURIDICTIONNEL

Le candidat qui s'est vu refuser l'inscription a le droit de se faire entendre de la Régie des services de pompes funèbres et, éventuellement, d'interjeter appel devant la Cour divisionnaire.

PSYCHOLOGIE

Régime:	Titre réservé
Texte applicable:	<i>Loi sur l'inscription des psychologues</i> , L.R.O. 1980, chap. 404
Autorité:	Ontario Board of Examiners in Psychology (Bureau des examinateurs en psychologie de l'Ontario)

MODE D'ÉVALUATION

Instruction

Ontario	Doctorat en psychologie d'une université ontarienne agréée.
Ailleurs	Doctorat en psychologie d'un établissement agréé du Canada ou de l'étranger.

Remarques	Le Bureau des examinateurs en psychologie de l'Ontario soumet à une évaluation exhaustive les candidats qui ne sont pas diplômés d'un établissement agréé par la Société canadienne de psychologie. Les conditions minimum sont, entre autres, les suivantes: la formation en psychologie doit être au niveau du doctorat; le programme doit être publiquement connu comme programme d'études de psychologie; il doit comprendre au minimum trois années d'études à plein temps du second cycle. Le bureau effectue un examen détaillé afin de vérifier si le diplôme reçu est un diplôme de psychologie "pure" et pour s'assurer de la qualité du diplôme et/ou de l'établissement concerné. Le Service d'éducation comparée de l'Université de Toronto prête son concours en évaluant les diplômes d'établissements peu connus, en particulier de ceux qui ne se trouvent pas en Amérique du Nord. Les
-----------	--

candidats dont le diplôme est jugé inacceptable sont tenus d'acquérir une formation suffisante en vue d'un diplôme acceptable. C'est l'établissement d'enseignement qui décide quelles études il leur reste à faire.

Expérience

Pour exercer à titre de psychologue inscrit en Ontario, le candidat doit justifier d'au moins une année d'expérience pratique postdoctorale sous surveillance avant de passer l'examen. Cette expérience est évaluée au moyen d'une formule d'appréciation du rendement qui porte, entre autres, sur la prestation du candidat dans un domaine de spécialisation. L'expérience non ontarienne est reconnue dans le cas des psychologues expérimentés qui sont autorisés à exercer dans les ressorts observant des normes comparables à celles de l'Ontario. Dans certains cas, peuvent être exemptés de la condition d'expérience des candidats antérieurement autorisés et qui sont diplômés d'un programme de doctorat reconnu en Amérique du Nord. La durée requise peut être écourtée pour certains candidats qui ont fait leurs études ailleurs qu'en Amérique du Nord.

EXAMEN D'INSCRIPTION

Tous les candidats sont tenus à l'Examination for Professional Practice in Psychology (EPPP, examen d'exercice de la profession de psychologue) mis au point par l'American Association of State Psychology Boards, ainsi qu'à un examen oral. L'examen écrit qui a lieu deux fois par an, coûte 350 dollars. On peut s'y présenter autant de fois qu'on le veut. Cependant, si un candidat est recalé deux fois, le bureau des examinateurs peut recommander qu'il complète ses études. Les matières et les sujets d'examens passés sont à la disposition des candidats qui veulent se préparer. La note de passage en Ontario est de 65 p. 100. L'examen oral est administré par un jury de trois psychologues. Les candidats malheureux peuvent se présenter de nouveau, mais doivent suivre un programme de recyclage après un échec.

TESTAGE LINGUISTIQUE

Aucun testage proprement dit. La réussite à l'EPPP est considérée comme prouvant la maîtrise de l'anglais ou du français. Les candidats pour lesquels l'anglais ou le français n'est que la langue seconde, bénéficient d'un supplément de temps pour terminer l'examen.

RECYCLAGE

Les candidats qui ne justifient pas des titres nécessaires n'ont d'autre choix que de retourner à l'université pour parfaire leurs études en vue d'un doctorat acceptable.

CONTRÔLE JURIDICTIONNEL

Le candidat recalé peut demander au Bureau des examinateurs de revoir son cas et, éventuellement, interjeter appel devant la Cour divisionnaire.

PUÉRICULTURE

Régime:	<ol style="list-style-type: none">1) agrément par le directeur, Ministère des Services sociaux et communautaires2) qualification par l'Association d'éducation des petits de l'Ontario (AEPO) de l'Ontario (AEPO)
Texte applicable:	<i>Loi sur les garderies</i> , L.R.O. 1980, chap. 111, modifiée
Autorité:	<ol style="list-style-type: none">1) Ministère des Services sociaux et communautaires2) AEPO

MODE D'ÉVALUATION

Instruction

Ontario	Diplôme de puériculture d'un collège ontarien d'arts appliqués et de technologie ou d'une université reconnue, conformément aux lignes directrices à la fois du ministère et de l'AEPO.
Ailleurs	<p>Le ministère requiert une formation équivalente ou une formation qui est "agrée d'une autre façon" par le directeur. La production d'un certificat d'équivalence délivré par l'AEPO est la méthode la plus communément employée à cet égard.</p> <p>L'évaluation de la formation antérieure est effectuée par l'AEPO dans chaque cas individuel, sur la foi des relevés des notes et des programmes d'études officiels. L'AEPO considère les études relatives à une profession connexe comme équivalentes, dont les études spécifiques dans les domaines de l'enfance et de la famille et le travail sous surveillance, ou une attestation du coordonnateur d'un cours de puériculture, certifiant l'équivalence avec un programme collégial conduisant au diplôme de puériculture. Ceux dont la formation est jugée satisfaisante doivent passer aussi un examen.</p>

La norme d'"agrément" du ministère paraît un peu plus libérale. Des lignes directrices sont en cours de formulation.

Expérience

Aucune condition d'expérience formellement requise pour l'exercice de la profession dans une garderie, mais la plupart des programmes de formation comportent beaucoup de travaux pratiques.

TESTAGE LINGUISTIQUE

Aucun testage proprement dit par le ministère ou l'AEPO. L'évaluation d'équivalence de cette dernière comporte un examen qui requiert la maîtrise de la langue.

RECYCLAGE

Possibilité de recyclage dans les collèges et universités dispensant un programme de puériculture. Les candidats peuvent demander l'octroi d'unités pour la formation déjà acquise.

CONTRÔLE JURIDICTIONNEL

Aucun mécanisme d'appel n'est prévu contre le refus d'admission de l'AEPO ou le refus d'agrément du ministère.

RADIOLOGIE

Régime:	Autorisation d'exercer; titre réservé
Texte applicable:	<i>Loi sur les techniciens en radiologie</i> , L.R.O. 1980, chap. 430
Autorité:	Bureau des techniciens en radiologie, Ontario Association for Medical Radiation Technologists (OAMRT)

MODE D'ÉVALUATION

Instruction

- (1) Pour inscription auprès du Conseil d'administration des techniciens en radiologie

Ontario Accomplissement d'un programme de formation dispensé par les collèges communautaires et par le Toronto Institute of Medical Technology. La durée du programme varie selon la spécialité, mais minimum de 24 mois requis.

Ailleurs Les candidats provenant des autres provinces ou des pays avec lesquels le Canada est lié par un accord de réciprocité, sont inscrits sur demande. La réciprocité est fondée sur la définition de l'Association canadienne des techniciens en radiation médicale (ACTRM) et est déterminée par la participation de l'autre pays dans une association internationale. Les programmes canadiens sont soumis à l'agrément de l'ACTRM.

Le conseil d'administration accorde également l'inscription immédiate aux techniciens diplômés d'autres programmes spécifiés, qu'il considère comme équivalents au programme ontarien.

Les autres candidats doivent passer par l'évaluation préliminaire de leur formation, au cours de laquelle le type et la durée du programme dont ils ont été diplômés sont examinés. Les candidats jugés qualifiés sont admissibles à l'examen administré par le conseil. Ils doivent passer aussi une épreuve clinique dans l'un des hôpitaux ou écoles centrales affiliés.

- (2) Pour qualification par l'Association canadienne des techniciens en radiation médicale

Ontario Programme de formation agréé en Ontario. Les critères d'agrément sont les mêmes que ceux qui figurent à la *Loi sur les techniciens en radiologie*.

Ailleurs

Les diplômés des pays avec lesquels le Canada est lié par un accord de réciprocité sont informés qu'ils satisfont à tous les critères, qu'ils reçoivent la qualification nécessaire et qu'ils sont admis à titre de membres.

Les diplômés d'autres pays doivent avoir terminé les mêmes programmes de formation que ceux qui sont offerts en Ontario.

Expérience

- (1) Pour inscription auprès du conseil d'administration des techniciens en radiologie

Reconnaissance de l'expérience clinique acquise ailleurs, bien qu'une certaine expérience canadienne soit toujours requise.

- (2) Pour qualification par l'ACTRM

Les candidats provenant de pays ne jouissant pas de la réciprocité doivent justifier de l'"expérience et [de la] compétence cliniques acceptables". L'évaluation est effectuée par les instructeurs à l'une des écoles centrales et à l'un des hôpitaux participants. Dans les faits, tous les candidats doivent accomplir une année de formation clinique au Canada, abstraction faite de toute autre expérience.

TESTAGE PROFESSIONNEL

- (1) Conseil d'administration des techniciens en radiologie

Examen du conseil d'administration à la fin de la formation. La note de passage est de 70 p. 100, et le candidat malheureux peut s'y présenter de nouveau une seule fois. Le conseil accepte cependant le certificat de qualification de l'ACTRM comme preuve de satisfaction de ses propres conditions. Il s'ensuit que seuls les candidats provenant de pays ne jouissant pas de la réciprocité passent l'examen du conseil.

- (2) ACTRM

L'examen de l'ACTRM, à choix multiple, a lieu deux fois par an en anglais et en français. Tous les candidats y sont tenus, à l'exception de ceux qui proviennent des pays jouissant de la réciprocité.

TESTAGE LINGUISTIQUE

Les candidats dont la langue première n'est pas l'anglais sont requis par le conseil d'administration des techniciens en radiologie d'obtenir une note minimum de 470 au TOEFL. L'ACTRM n'administre aucun test linguistique.

RECYCLAGE

Les possibilités sont très limitées et ne sont ouvertes qu'à un petit nombre de candidats.

CONTRÔLE JURIDICTIONNEL

La *Loi sur les techniciens en radiologie* prévoit le droit d'appel contre la suspension d'inscription, mais non contre le refus d'inscription.

SERVICE SOCIAL

Régime:	Association libre
Texte applicable:	Néant
Autorité:	Association des travailleurs sociaux professionnels de l'Ontario (ATSPO), Collège des travailleurs sociaux agréés de l'Ontario (CTSAO)

MODE D'ÉVALUATION

Instruction

Ontario et autres provinces	Diplôme d'un programme agréé par l'Association canadienne des écoles de service social (ACCESS).
États-Unis	Diplôme d'un programme agréé par le Council on Social Work Education (CSWE).
Ailleurs (diplômés de programmes non agréés)	Diplôme de service social équivalent à un diplôme ontarien.

Remarques

Les diplômes non agréés sont évalués par l'Association canadienne des travailleurs sociaux (ACTS). Les documents requis comprennent relevés des notes, diplômes, programme d'études, évaluation de l'expérience pratique en service social (le cas échéant), et preuve d'appartenance à une ou plusieurs associations de travailleurs sociaux d'un autre pays. Le Guide mondial de l'enseignement du service social et l'annuaire de l'Association internationale des écoles de service social servent de documents de référence en la matière.

Le diplôme du candidat est évalué à la lumière des critères du baccalauréat et de la maîtrise canadiens. L'expérience pratique et les recherches entrent aussi en ligne de compte.

Expérience

Tous les candidats doivent justifier de 2 années de service social rémunéré (soit un minimum de 3,000 heures en 6 ans) après l'obtention du diplôme, ainsi que de l'équivalent de 6 mois de travail social rémunéré à plein temps au cours des deux années qui précèdent leur demande d'admission au Collège. Selon les lignes directrices de ce dernier, au moins l'une des deux années de travail doit s'effectuer sous la surveillance soit d'un membre du Collège soit de l'association soit d'un travailleur social admissible à la qualité de membre. Les lignes directrices de l'association prévoient que ce travail doit s'effectuer au Canada, ce qui les distingue de celles du Collège. Si le candidat justifie d'au moins 10 années de travail social rémunéré (au Canada ou à l'étranger), il peut être dispensé de la condition de surveillance.

EXAMEN DE QUALIFICATION

Tous les candidats sont tenus à l'examen consistant en épreuves écrites et orales. Ces épreuves, administrées en anglais ou en français, portent sur les connaissances pratiques plutôt que sur les connaissances scolaires. Le candidat qui échoue peut se présenter encore deux fois. L'examen a été conçu par l'association nationale des États-Unis avec le concours de l'Educational Testing Service (ETS). Le Collège l'a adopté et, toujours avec le concours de l'ETS, l'a adapté aux réalités canadiennes.

TESTAGE LINGUISTIQUE

Ni l'association ni le Collège n'a recours à aucune forme de testage proprement dit, mais la maîtrise de la langue est nécessaire pour passer l'examen. L'évaluation plus poussée de la compétence linguistique est laissée aux soins de l'employeur.

RECYCLAGE

Aucune possibilité de recyclage adapté aux besoins des diplômés de programmes non agréés ou de ceux qui ont un diplôme étranger inacceptable. Leur seul choix est de s'inscrire à un programme agréé de service social pour lequel l'université peut lui consentir des unités pour ses antécédents.

CONTRÔLE JURIDICTIONNEL

Le demandeur qui se voit dénier l'admissibilité à l'association peut en saisir le comité d'inscription. De même, le candidat qui se voit refuser l'inscription ou accorder une inscription restreinte peut en saisir le comité d'appel du Collège. Il n'existe cependant aucun mécanisme de contrôle externe.

SOINS INFIRMIERS

Régime:	Inscription
Texte applicable:	<i>Loi sur les sciences de la santé</i> , L.R.O. 1980, chap. 196, mod. 1983, chap. 59; 1986, chap. 28; 1986, chap. 34
Autorité:	Conseil de l'Ordre des infirmières et infirmiers de l'Ontario (OIIO)

MODE D'ÉVALUATION

Instruction

Ontario	Infirmiers(ères): diplôme de soins infirmiers d'un collège ou d'une université. Aides-infirmiers(ères): accomplissement d'un programme d'études d'aide-infirmier(ère).
---------	--

Autres provinces	Études équivalentes à celles requises en Ontario et examen de qualification à l'échelle nationale. Si le candidat justifie d'une inscription en vigueur dans un autre ressort canadien et a exercé au cours des 5 années précédentes, l'autorisation d'exercer est accordée immédiatement. Sinon, des cours de recyclage peuvent être requis.
Ailleurs	Études équivalentes à celles requises en Ontario, avec inscription en vigueur dans le pays d'origine ou admissibilité à pareille inscription.
Remarques	Le programme de soins infirmiers est dispensé par 35 établissements d'enseignement dans la province, et les cours d'aide-infirmier(ère) dans 33 établissements. L'évaluation des titres étrangers est assurée par l'OIIO. Le programme du candidat étranger est évalué cours par cours à la lumière des normes de l'OIIO. Ceux qui justifient d'une expérience étendue peuvent être dispensés du recyclage dans les matières pour lesquelles ils accusent une certaine faiblesse dans leurs études. Les infirmiers(ères) dont les qualifications ne répondent pas aux critères minimum de l'OIIO peuvent soit suivre un programme de recyclage pour passer ensuite l'examen d'autorisation professionnelle des infirmiers ou infirmières, soit passer immédiatement l'examen d'aides-infirmiers(ères). Les programmes d'études d'infirmier(ère) et d'aide-infirmier(ère) sont agréés par: le ministère des Collèges et Universités (collèges communautaires), l'Association des facultés de soins infirmiers (universités) et l'Academic Council du Ryerson Polytechnic Institute.

Expérience

Les infirmiers(ères) et aides-infirmiers(ères) diplômés en Ontario remplissent d'office la condition d'expérience pratique (1,200 et 600 heures respectivement). L'évaluation de la formation des candidats diplômés de l'étranger s'effectue à la lumière de cette condition.

Le candidat de formation étrangère à l'autorisation d'exercer doit avoir exercé comme infirmier(ère) autorisé(e) dans un autre ressort ou comme infirmier(ère) diplômé(e) non autorisé(e) en Ontario, au cours des 5 années précédentes. Les candidats qui n'ont pas exercé au cours des 5 années précédentes doivent terminer un programme de mise à jour.

TESTAGE PROFESSIONNEL

Tous les candidats sont tenus à l'examen d'inscription, qui dure deux jours pour les infirmiers(ères) et un jour pour les aides-infirmiers(ères). Cet examen est conçu par le service de testage de l'Association canadienne des infirmières et infirmiers. Le taux d'échec est de 8 p. 100 pour les diplômés ontariens, et de 41 p. 100 pour les candidats de l'extérieur. L'OIIO compile en ce moment une trousse d'information pour permettre aux candidats de mieux se préparer. L'examen des infirmiers(ères) est administré soit en anglais soit en français, mais celui des aides-infirmiers(ères) en anglais uniquement.

TESTAGE LINGUISTIQUE

Tous les candidats doivent avoir une connaissance suffisante de l'anglais ou du français. Une note totale de 500 au TOEFL, avec un minimum de 50 pour chaque partie du test, est requise à titre de preuve de compétence linguistique. Les candidats doivent aussi obtenir une note de 200 au TSE, bien qu'ils puissent en être dispensés après production de la preuve de compétence linguistique par antécédents professionnels ou études de second cycle.

RECYCLAGE

Possibilité de recyclage dans 6 collèges communautaires en Ontario. Le Collège George Brown offre un programme de mise à jour à plein temps. Il y a aussi 8 cours de mise à jour pour les aides-infirmiers(ères).

CONTRÔLE JURIDICTIONNEL

Le refus d'inscription peut être porté en appel devant le Conseil des sciences de la santé et, éventuellement, devant la Cour divisionnaire.

TECHNIQUE DENTAIRE

Régime:	Titre réservé
Texte applicable:	<i>Loi sur les mécaniciens-dentistes</i> , L.R.O. 1980, chap. 114
Autorité:	Conseil d'administration des mécaniciens-dentistes

MODE D'ÉVALUATION

Instruction

Ontario	Accomplissement d'un programme approuvé de technique dentaire avec en outre, une année d'apprentissage (le seul programme ontarien est dispensé par le Collège George Brown); ou bien 4 années d'apprentissage chez un mécanicien-dentiste autorisé ou un dentiste exerçant en Ontario.
Ailleurs	Aucune évaluation de la formation au-delà du niveau des études secondaires.
Remarques	Quelles que soient ses qualifications, le candidat venu de l'extérieur de l'Ontario est tenu soit de s'inscrire au programme du Collège George Brown et de le mener à bien avec en sus une année d'apprentissage, soit de faire reconnaître ses titres par le ministère de l'Éducation comme équivalents à la classe de 12 ^e année de l'Ontario puis d'accomplir l'apprentissage de 4 années.

Expérience

Une année d'apprentissage en Ontario pour les diplômés ontariens. Aucune unité n'est consentie pour l'expérience pratique acquise ailleurs. L'apprentissage doit être accompli sous la surveillance d'un dentiste ou d'un mécanicien-dentiste autorisé.

EXAMEN D'INSCRIPTION

Tous les candidats sont tenus à l'examen d'inscription, qui a lieu une fois par an à Toronto et dure 4 jours et demi. Il consiste en 6 sujets faisant l'objet d'épreuves orales et écrites. Les frais s'élevaient à 465 dollars en 1988. Le taux de réussite variait entre 18 p. 100 et 54 p. 100 au cours des 5 dernières années. Les candidats peuvent être admissibles à un repêchage pour l'ensemble des matières ou pour l'une ou deux d'entre elles.

TESTAGE LINGUISTIQUE

L'examen de qualification fait fonction d'épreuve linguistique. Il n'y a aucun autre testage.

RECYCLAGE

Les candidats qui n'ont pas été entièrement formés en Ontario doivent terminer le programme du Collège George Brown ou l'apprentissage de 4 années.

CONTRÔLE JURIDICTIONNEL

Le refus d'inscription n'est pas susceptible d'appel.

TECHNOLOGIE DE LABORATOIRE MÉDICAL

Régime:	1) Autorisation par le ministère de la Santé (pour les laboratoires privés) 2) Qualification par l'Association canadienne des technologistes de laboratoire (ACTL)
Texte applicable:	<i>Loi autorisant des laboratoires médicaux et des centres de prélèvement</i> , L.R.O. 1980, chap. 409, mod. 1981, chap. 66; 1983, chap. 10; 1984, chap. 409 Règlements intérieurs de l'Association canadienne des technologistes de laboratoire (ACTL)
Autorité:	Ontario Society of Medical Technologists (OSMT)

MODE D'ÉVALUATION

Instruction

Ontario et autres provinces	Programme de deux ou de trois années de technologie de laboratoire médical. La matière est enseignée dans 10 collèges communautaires en Ontario qui, à l'exception de deux d'entre eux, offrent tous un programme de trois années. Tous ces programmes sont conformes aux normes du ministère et de l'ACTL.
Ailleurs	Preuve de scolarité équivalente à un programme agréé au Canada.
Remarques	Les titres sont évalués dans chaque cas individuel par l'ACTL avec le concours du Service d'éducation comparée de l'Université de Toronto. En cas de titres du niveau universitaire, on examine le relevé des notes. Même dans le cas où le programme n'est pas jugé

équivalent à la norme ontarienne, la formation du candidat est considérée comme équivalente sur production de la preuve d'expérience pratique satisfaisante. Le certificat de qualification décerné par l'ACTL suffit pour que le candidat devienne membre de l'OSMT.

Les conditions du ministère sont remplies du fait d'être qualifié par l'ACTL. Il y a cependant d'autres motifs d'autorisation plus généraux, dont l'état de service satisfaisant auprès de l'employeur du moment.

À l'exception de certains programmes du Québec, tous les programmes canadiens sont agréés. Les diplômés de programmes québécois non agréés sont tenus aux mêmes conditions que les candidats de formation étrangère.

Expérience

Le ministère n'impose aucune condition expresse d'expérience professionnelle. Pour l'ACTL, les candidats formés à l'étranger doivent justifier de 6 mois d'expérience professionnelle à plein temps au Canada. Un crédit est consenti pour l'expérience professionnelle acquise à l'étranger au cours des 5 années précédentes, l'évaluation étant fondée sur l'étendue et la pertinence du travail accompli par rapport à la qualification recherchée. Le candidat est tenu de produire la documentation détaillée de son expérience aux fins d'évaluation par l'ACTL.

EXAMEN DE QUALIFICATION

Le ministère n'impose aucun testage professionnel. L'ACTL soumet tous les candidats à l'examen général des technologistes. Le processus de qualification doit être parachevé dans les 14 mois qui suivent le premier examen. L'examen de qualification générale a lieu deux fois par an, au coût de 210 dollars. Les examens spécialisés ont lieu une fois par an et suivent la même formule que l'examen général. Pour se préparer, les candidats peuvent se procurer les questions modèles. Si l'examen ne peut être passé dans le délai prescrit de 14 mois, le candidat doit fournir la preuve de formation complémentaire pour être autorisé à se présenter de nouveau.

TESTAGE LINGUISTIQUE

Ni le ministère ni l'ACTL n'impose aucun testage proprement dit. La réussite à l'examen de qualification constitue la preuve d'une connaissance acceptable de la langue.

RECYCLAGE

Possibilités limitées. Bien qu'il n'y ait aucun programme de recyclage proprement dit, on peut, sous réserve des places disponibles, s'inscrire à l'un ou l'autre des cours spécialisés du programme dispensé par le Toronto Institute for Medical Technology ou le Collège Mohawk.

CONTRÔLE JURIDICTIONNEL

Il n'existe aucun mécanisme d'appel contre l'échec à l'examen ou le refus de qualification par l'ACTL. Le droit d'appel n'est pas prévu non plus à l'égard du processus d'autorisation du ministère de la Santé.

TECHNOLOGIE D'INGÉNIERIE

Régime:	Loi d'intérêt privé; titre réservé
Texte applicable:	<i>The Ontario Association of Certified Engineering Technicians and Technologists Act, 1984</i> , L.O. 1984, chap. Pr14
Autorité:	Conseil de l'Ontario Association of Certified Engineering Technicians and Technologists (OACETT)

MODE D'ÉVALUATION

Instruction

Ontario	Diplôme d'un établissement agréé ou approuvé par l'OACETT. La formation en la matière est dispensée par 22 collèges d'arts appliqués et de technologie, le Ryerson Polytechnic Institute, l'université Lakehead, certaines entreprises techniques et certaines écoles privées.
Autres provinces	Les diplômés de programmes évalués à la lumière des lignes directrices du Canadian Technology Accreditation Board (CTAB) sont considérés comme remplissant les conditions de scolarité.
Ailleurs	Scolarité comparable au niveau actuellement accepté en Ontario.

Remarques

L'évaluation de la scolarité antérieure est effectuée par l'OACETT qui, dans le cas des titres étrangers, se sert des dossiers de données sur les établissements étrangers et de la documentation fournie par les candidats de formation étrangère. Ceux-ci sont tenus de produire au bureau des examinateurs de l'OACETT la copie de leurs relevés des notes, diplômes et emplois du temps scolaires, si possible. L'expérience professionnelle peut entrer en ligne de compte dans l'évaluation des antécédents scolaires.

Expérience

Tous les candidats doivent avoir accompli au moins 2 années d'expérience professionnelle à un niveau compatible avec leur classement. L'état détaillé de cette expérience, fourni par le candidat et paraphé sur chaque page par son supérieur immédiat, est le principal document servant à l'évaluation. L'expérience acquise à l'étranger entre en ligne de compte.

EXAMEN D'INSCRIPTION

Les techniciens subissent 12 examens, les technologistes subissent 20 examens et présentent une thèse. Ces examens se rapportent aux cours suivis dans le programme, et ne constituent techniquement pas des examens d'inscription. L'examen sur la pratique et la déontologie professionnelles n'est pas pour le moment obligatoire pour tous les candidats, mais pourra le devenir. Les diplômés de programmes non agréés, sont normalement tenus à deux "examens de confirmation"; les candidats au titre de technologiste peuvent aussi être tenus de présenter une thèse. Si le candidat échoue à l'examen de confirmation ou si sa formation est manifestement insuffisante, il doit s'inscrire à un programme de préparation pour un à vingt examens.

TESTAGE LINGUISTIQUE

Aucun testage linguistique proprement dit. Les candidats dont la langue première n'est pas l'anglais peuvent être tenus de présenter une thèse ou de passer l'examen de pratique et de déontologie professionnelles, en guise d'épreuve de compétence linguistique, ou encore le TOEFL. Les diplômés de collèges canadiens sont considérés comme ayant une connaissance suffisante de la langue.

RECYCLAGE

Recyclage limité dans les collèges et universités, et au moyen de cours par correspondance.

CONTRÔLE JURIDICTIONNEL

Quiconque se voit refuser l'inscription par le registraire peut contester la décision devant le comité d'inscription et, éventuellement, devant le conseil. Il n'y a aucune limitation quant aux motifs d'appel. Le refus d'admission est également susceptible d'appel devant la Cour divisionnaire à n'importe quelle étape du processus interne.

Notes

CHAPITRE 2

1. *Rapport de la Commission royale sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada*, Vol. 2 (Ottawa: Approvisionnement et Services Canada, 1985), p. 731.
2. La *Loi de 1976 sur l'immigration* est entrée en vigueur en 1978 (*Loi de 1976 sur l'immigration*, S.C. 1976-1977, c. 52, proclamée le 10 avril 1978).
3. Allocution prononcée par M. Bud Cullen, ministre de l'Emploi et de l'Immigration, devant le National Inter-Faith Immigration Committee, Toronto, 21 avril 1978. Citée dans Warren E. Kalbach, "Guess Who's Coming to Canada Now," *TESL Talk*, 10(3) (Immigration and Multiculturalism — A Decade To Remember, Summer 1979), p. 17.
4. Emploi et Immigration Canada, *Rapport annuel* 1987-88, p. 45.
5. *Rapport de la Commission royale sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada*, Vol. 2, p. 730.
6. *The Relative Economic Situation of Immigrants in Canada*, octobre 1986, par Roderic Beaujot, "Étude sur l'évolution démographique et son incidence sur la politique économique et sociale", Santé et Bien-être Canada, p. 2.
7. *Rapport annuel sur les futurs niveaux d'immigration déposé au Parlement*, p. 30.
8. *Ibid.*, p. 37.
9. *Rapport annuel* d'EIC, p. 44.
10. *Nouvelles Orientations* (bulletin interministériel sur les questions multiculturelles) (Toronto: Ministère des Affaires civiques de l'Ontario, hiver 1989), p. 3.
11. Ministère des Affaires civiques de l'Ontario, Base de données ethnoculturelles, Statistiques sur l'immigration, compilation de juin 1987 et juin 1988 (pour les données de 1985 et 1986).
12. *Loi sur l'immigration*, par. 2(1).
13. Catégorie d'immigrant — Définitions: extraits de documents publiés par EIC.
14. *Rapport annuel* d'EIC, 1987-88, p. 44.
15. Kalbach, *Guess Who's Coming to Canada*, pages 17, 22.
16. S.C. 1988, c. 31.
17. Jean Burnet, projet de communication, "Living in a Multicultural Society", destinée au symposium international "The Refugee Crisis: British and Canadian Responses" à l'université d'Oxford, janvier 1989.

CHAPITRE 3

1. Au Canada, le nombre de métiers faisant l'objet d'un programme d'apprentissage varie selon les provinces. L'Ontario en réglemente 70, Terre-Neuve 29, l'Alberta 52 et la Colombie-Britannique 82. (Voir le *Tableau d'Ellis (comparatif) des programmes de formation des apprentis*, publié par le Comité de coordination du Programme des normes interprovinciales, avec la collaboration des autorités fédérales, provinciales et territoriales, Direction générale de la formation, Emploi et Immigration Canada, 1985. Les spécialités font l'objet d'une mention distincte.)
2. *Loi sur l'apprentissage et la qualification professionnelle des gens de métier*, L.R.O., 1980, chap. 24, modifié.
3. Groupe de recherche sur le marché du travail, *S'adapter aux changements : Un aperçu des questions relatives au marché du travail en Ontario*, 1988 (Toronto, Ministère de la Formation professionnelle de l'Ontario, 1988), p. 10.
4. Commission ontarienne de la main-d'oeuvre, *Labour Market Outlook of Ontario, 1984-88* (Toronto, Ministère du Travail de l'Ontario, août 1984), p. 28.
5. Groupe de recherche sur le marché du travail, p. 30.
6. Le Conseil du premier ministre n'a pas manqué de souligner l'importance croissante de la formation et du recyclage dans son Rapport, *Concurrencer dans la nouvelle économie globale*, Vol. 1, ch. 10 ("Investir dans les ressources humaines") (Toronto: Imprimeur de la Reine, 1988).
7. *The Apprenticeship Act*, 1928, S.O. 1928, ch. 25.
8. *Training for Ontario's Future* — Rapport du Groupe d'étude sur la formation industrielle (Rapport Dymond) (Toronto: Ministère des Collèges et Universités de l'Ontario, 1973), p. 29.
9. L'expression "autorisation d'exercer" est utilisée dans ce cas-ci et dans tout le rapport pour exposer les conditions auxquelles les candidats doivent légalement satisfaire pour avoir le droit d'exercer (voir l'exposé du chapitre 6). On notera toutefois que le ministère de la Formation professionnelle décrit les métiers pour lesquels il faut avoir le statut d'ouvrier qualifié avant d'exercer comme des métiers à qualification obligatoire. Le concept n'est pas défini comme tel dans la loi. Voir les articles 9, 10 et 11 de la *LAQP* et l'article 5 du Règlement général.
10. Rapport Dymond, p. 32.
11. Ministère des Collèges et Universités de l'Ontario, *Apprenticeship Programs in Ontario : Regulated and Non-Regulated Administration Methods and Selection Criteria* (Toronto : Imprimeur de la Reine, 1983), p. 4-5.
12. Dans l'ensemble du présent chapitre et, globalement, dans toute la documentation sur l'apprentissage, le terme "ouvrier qualifié", qui n'est pas défini dans la loi, est utilisé pour décrire le praticien pleinement qualifié d'un métier donné. Le terme s'applique tant aux femmes qu'aux hommes du métier.
13. Le paragraphe 11(1) de la *LAQP* dispose que le Conseil des ministres provinciaux peut désigner n'importe quel métier comme métier faisant l'objet d'un certificat d'aptitude, pour l'application de la Loi.
14. Règlement général pris en vertu de la *Loi sur l'apprentissage et la qualification professionnelle des gens de métier*, Règlement 36, R.R.O. 1980, modifié par les Règlements de l'Ontario, 246/81, 75/83, 52/84 et 717/86, alinéa 3(b). On exige la 12^e année pour les mécaniciens d'automobiles, la 9^e pour les coiffeurs pour hommes, les coiffeurs pour femmes et les maîtres-coiffeurs, et la 8^e année pour les maçons, plâtriers, réparateurs de carrosseries d'automobiles, peintres, préposés aux stations-service et boulangers-pâtisseries.
15. Ce point n'est pas tout à fait clair; on a dit au Groupe d'étude que le test

- n'était administré qu'aux candidats qui n'avaient pas fait leurs études en anglais ou en français.
16. Règlement 36, para. 10(1). Si l'employeur est le seul ouvrier qualifié, le salaire est calculé en fonction du salaire moyen des ouvriers qualifiés de la région.
 17. *Loi sur l'assurance-chômage*, L.R.C. 1985, c. U-1.
 18. Loi nationale sur la formation, L.R.C. 1985, c. N-19.
 19. Règlement 36, art. 9.
 20. Règlement général, art. 20. Bien que l'art. 20 dispose clairement que l'expérience préalable reconnue doit être de l'expérience *comme ouvrier qualifié*, le MFP a déclaré au Groupe d'étude que, dans la pratique, l'expérience *comme apprenti* entre aussi en compte pour le calcul de l'expérience équivalente nécessaire.
 21. Règlement général, art. 17. Cet article a trait aux programmes de formation approuvés, mais il semble bien que, dans la pratique, les programmes ne sont pas approuvés.
 22. Emploi et Immigration Canada. *Job Entry : Cooperative Education Guide to Applicants* (Ottawa : Approvisionnement et Services Canada, 1985).
 23. Conseil du premier ministre. *Concurrer dans la nouvelle économie globale*, Vol. 1, p. 230.
 24. *Loi sur la santé et la sécurité au travail*, L.R.O. 1980, chap. 321, modifiée, et Regulations for Mines and Mining Plants, R.R.O. 1980, Reg. 694, modifié.
 25. Conseil du premier ministre: *Concurrer dans la nouvelle économie globale*, Vol. 1, p. 234.
 26. Cette rubrique est fondée sur des recherches réalisées pour le compte du Groupe d'étude par Susan Simosco Associates, Regency House, Sheffield, Angleterre, dans un manuscrit non publié intitulé "Cumulative Certificates in Vocational Education in England and Scotland" (juin 1988).
 27. Comme nous l'avons déjà précisé, pour l'apprentissage, les employeurs comprennent des services syndicaux d'embauche, des comités d'apprentissage locaux, l'Institut de formation professionnelle de l'Ontario, dans quelques rares cas, ainsi que des sociétés privées, par exemple des entreprises de construction ou des stations-service.
 28. Avant 1985, c'est-à-dire quand il était encore responsable de l'apprentissage, le ministère des Collèges et Universités a conçu un manuel des politiques à l'intention de sa Direction des services opérationnels. Ce manuel n'a pas été révisé depuis 1982 et le Ministère semble ne plus s'en servir.
 29. LAQP, art. 8 et 24.
 30. *Report of the Select Committee on Manpower Training* (Rapport Simonett) (Toronto : Assemblée législative de l'Ontario, 1963).
 31. Ministère de la Formation professionnelle de l'Ontario, *Un nouveau champ d'action : La stratégie de formation professionnelle de l'Ontario* (Toronto : Gouvernement de l'Ontario, 1986).
 32. *Loi sur l'assurance-chômage*, S.R.C. 1985, ch. U-1.
 33. *Loi nationale sur la formation*, S.R.C. 1985, ch. N-19.
 34. Ce passage est fondé sur la "Proposition de création d'une allocation de formation du Canada", MFP, novembre 1987.
 35. *Ibid.*, p. 14.
 36. *Ibid.*, p. 7.
 37. L'insuffisance des allocations fédérales de formation a été soulignée dans le *Rapport de la Commission sur l'égalité en matière d'emploi* (Rapport Abella), (Ottawa: Approvisionnement et Services Canada, 1984), p. 190.
 38. *Règlement — Loi nationale sur la formation*, DORS 82-776, modifié.
 39. Conseil du premier ministre. *Concurrer dans la nouvelle économie globale*, Vol. 1, p. 230 à 232.
 40. MFP. Overview of the Findings of the Survey, "Participation of Visible Minorities in Employer-Based Training", 1989.

CHAPITRE 4

1. *Report of the Royal Commission of Inquiry into Civil Rights*, Report No. 1, Vol. 3, Part. III, s. 4 (Toronto: Imprimeur de la Reine, 1968), p. 1163 et 1166.
2. *Report of the Professional Organizations Committee* (Toronto: Ministère du Procureur général de l'Ontario, avril 1980).
3. *Ibid.*, p. 9.
4. *Report of the Committee on the Healing Arts, 1970*, Vol. 3 (Toronto: Imprimeur de la Reine, 1970), p. 51.
5. *Ibid.*, p. 56.
6. L.O. 1981, chap. 53, modifiée.
7. *Loi constitutionnelle de 1982*, art. 1 à 34, promulguée par la *Loi de 1982 sur le Canada* (R.U.), c. 11, annexe B.
8. *Loi sur les vétérinaires*, L.R.O. 1980, chap. 522, art. 4.
9. *Striking a New Balance: A Blueprint for the Regulation of Ontario's Health Professions* (Toronto: The Health Professions Legislation Review, 1989).
10. D'autres groupes professionnels régis par une loi d'intérêt public comprennent, entre autres, la Registered Music Teachers Association, l'Institute of Professional Librarians, l'Institut des secrétaires et administrateurs agréés, l'Associations des secrétaires et trésoriers municipaux, l'Association des designers industriels agréés, l'Association of Clerical Professions, et celle des Registered Interior Designers.
11. Les comptables agréés connaissent à la fois les règlements et les règlements intérieurs, mais il y a très peu de différence entre les deux catégories pour ce qui est de la responsabilité publique. Leurs règlements ne sont soumis ni au contrôle ni à l'approbation du gouvernement (*Chartered Accountants Act*, art. 8,9).
12. Dans plusieurs cas, il n'y a pas octroi de "titre réservé" proprement dit, mais le titre de compétence réside dans la qualité de membre d'une association libre qui contrôle l'exercice de la profession par voie de qualification professionnelle. L'admission dans l'association revêt en soi une grande importance pour l'emploi. Notre étude vise tous ces régimes de qualification professionnelle.
13. *Loi sur les techniciens en radiologie*, L.R.O. 1980, chap. 430.
14. *Loi sur les rayons X*, L.R.O. 1980, chap. 195, modifiée.
15. *Loi sur les experts-comptables*, L.R.O. 1980.
16. L'article 14 de la *Loi sur les experts-comptables* prévoit deux exceptions pour les personnes inscrites sous le régime de certaines lois en matière de comptabilité, expressément désignées, mais ces dispositions de droits acquis perdent de plus en plus de leur importance avec le temps.
17. C'est en partie à la lumière de ce problème que dans son rapport, le Comité des organisations professionnelles a recommandé que les trois organes de qualification de la profession, savoir l'Institut des comptables agréés de l'Ontario, l'Association des comptables généraux agréés de l'Ontario et la Société des comptables de gestion de l'Ontario, soient habilités à délivrer la licence d'expert-comptable aux membres qualifiés et qu'à cette fin, ils "soient constitués conformément aux structures et processus d'autonomie professionnelle" (p. 142). L'Institut des experts-comptables céderait ainsi sa fonction d'autorisation professionnelle aux organes qui établissent et administrent à l'heure actuelle les critères d'admission, et ces organes deviendraient, par le jeu de la réglementation publique, publiquement responsables. *Report of the Professional Organizations Committee*.
18. *Loi sur le bois de la Couronne*, L.R.O. 1980, chap. 109, modifiée.

19. *Loi sur la santé publique*, L.R.O. 1980, chap. 409.
20. *Loi sur les garderies*, L.R.O. 1980, chap. 111, modifiée.
21. *Code des droits de la personne (1981)*, L.O. 1981, chap. 53, modifié.
22. Correspondance avec E. M. Todres, Conseil de gestion du gouvernement, Secrétariat des ressources humaines, Gouvernement de l'Ontario.
23. *Report of the Professional Organizations Committee*, p. 221-34.
24. Statistiques communiquées par l'Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario.
25. Nous avons aussi procédé à un bref examen des procédures d'appel applicables aux agents d'assurances régis par la *Loi sur les assurances*, L.R.O. 1980, chap. 218, art. 11, pour vérifier qu'il y a égalité de traitement par rapport aux courtiers d'assurances à cet égard.

CHAPITRE 5

1. Mémoire soumis au Groupe d'étude par la Commission ontarienne des droits de la personne, le 24 mai 1988, p. 15.
2. Entretien avec Sherron Hibbitt, chef, Service du registraire, ministère de l'Éducation, le 7 avril 1988, et correspondance datée du 8 août 1989.
3. Entretiens avec O. Kindiakoff, Bureaux administratifs, Comparative Education Service, Université de Toronto, le 1er février 1988; le 28 juillet 1989.
4. Nell P. Eurich, *Corporate Classrooms: The Learning Business* (Lawrenceville, N.J.: Princeton University Press, 1985), p. 8.
5. Kim Lillemor, "Widened Admission to Higher Education in Sweden (the 25/5 scheme)," *European Journal Of Education*, 14(2) (1979), p. 183.
6. Notons que certaines facultés font exception aux conditions d'admission sur demande des intéressés et après l'intervention des autorités de l'établissement d'enseignement. Il n'y a pas vraiment de mécanisme d'exemption bien défini (on ne prévoit pas d'examen de contrôle et les modalités d'exemption sont moins rigoureuses que la constitution de dossiers de formation). Les demandes d'exemption ne semblent pas s'inscrire dans le cadre de la politique officiel de l'établissement ni même de la faculté, mais suivent un processus improvisé.
7. Henry Spille, et autres, "Assuring High Standards, Quality Control and Consistency," *New Directions for Experiential Learning*, no 7 (1980), p. 9.
8. Henry Spille, "Credit for Learning Gained in Military Service of Employment", *New Directions for Experiential Learning*, no 7 (1980), p. 26.
9. American Council on Education, *Guide to Evaluation of Educational Experiences in the Armed Forces* (Washington, D.C.: 1976).
10. Program on Noncollegiate Sponsored Instruction, *Guide to Educational Programs in Noncollegiate Organizations* (Albany, N.Y.: 1978).
11. Jeannette Baker, "Credit for Prior Learning from a Canadian Perspective" (Toronto: York University Educational Development Office, mai 1984)
12. Alan M. Thomas, "Educational Equivalents: New Politics for Learning", manuscrit non publié rédigé pour le compte de l'Association canadienne pour l'étude de l'enseignement aux adultes (Calgary: mai 1988).
13. Michele Clarke, registraire associée du Humber College, Campus nord, propos recueillis au téléphone le 15 décembre 1987.
14. Règlement général, R.R.O. 1980, Règl. 399, art. 1, modifié. pris en application de la *Loi sur les pompes funèbres*, L.R.O. 1980, c. 180.
15. *Loi sur les pompes funèbres*, L.R.O. 1980, c. 180, al. 6(2)(b).
16. Nous avons porté notre attention sur les développements récents en Australie où le Council on Overseas Professional Qualifications a pris récemment des initiatives importantes en matière d'évaluation de l'acquis antérieur. Voir National Population Council, *Recognition of Overseas Qualifications and Skills* (Canberra, A.C.T., Australie: Decembre 1988)
17. Voir par exemple: Michael Trebilcock, Gordon Kaiser et J. Robert S. Prichard, "Interprovincial Restrictions on the Mobility of Resources: Goods, Capital and Labour", dans *Intergovernmental Relations: Issues and Alternatives* (Toronto: Conseil économique de l'Ontario, 1977), p. 101-122.
18. Voir par exemple: *Law Society of Alberta c. Black*, [1989] 1 R.C.S. 591 (C.S.C.)
19. Cette section s'inspire d'un entretien et d'une correspondance avec le State Education Department, Université de l'État de New York, Office of the Professions, 17 mars 1988, ainsi que du rapport annuel 1986-87 de l'Office of the Professions.

20. Correspondance et documents reçus de R. Buchanan, directeur, Bureau de Californie, International Consultants of Delaware, Inc., 29 avril 1988; J. Frey, directeur exécutif, Educational Credential Evaluators, Inc., 26 mai 1988; et E. Popovych, directeur des évaluations, World Education Services, Inc., 16 mai 1988.
21. Council for Adult and Experiential Learning, *Opportunities for College Credit: A CAEL Guide to Colleges and Universities* (Columbia, Md.: CAEL, 1986).
22. Lois Lamdin, "CLEO: A Regional Consortial Assessment Model", *New Directions for Experiential Learning*, no. 19 (1983), p. 46.
23. Lorraine R. Matusak, "What Next?" *New Directions for Experiential Learning*, no. 14 (1981), p. 135.
24. Correspondance reçue de Brent Sargent, directeur, Office of External Programs, Vermont State Colleges (Waterbury, Vermont), 25 février 1988.
25. Norman Evans, *Assessing Experiential Learning: A Review of Progress and Practice* (Londres: Longman, 1987), p. 10.
26. *Regulations for Students Registered Centrally with the CAT Scheme* (Londres: Council for National Academic Awards, 1987), p. 3.
27. Entretien avec L. Richardson, directeur, Alberta Legislative Services, 25 octobre 1988.
28. Entretien avec L. Henderson, secrétaire, UCC, et directeur, Professional Examinations Office, 24 octobre 1988.
29. Entretien avec D.J. Corbett, directeur, Alberta Immigration and Settlement, et G.F. Denhart et A. Smith de Equity Initiatives, Apprenticeship and Certification, le 25 octobre 1988.
30. Entretien avec D. Gartner, directeur exécutif, et D. Charlton, agent de recherche, Professions and Occupations Bureau, le 25 octobre 1988; voir aussi le "Organization and Mandate" du bureau", 24 octobre 1988 (projet).
31. Entretien avec E. Zinman-Madoff, chef, Division des équivalences, Québec, 18-19 janvier 1988; et correspondance en date du 13 juin 1989.
32. Correspondance de E. Egron-Polak, directeur adjoint, Division internationale, AUCC, 25 mai 1988; 17 juillet 1989.
33. Correspondance et entretiens avec C. Moss, registraire associé, Open Learning Agency, Richmond (C.-B.), juin 1988.
34. Open Learning Agency, "B.C. Credit Bank Statement of Principles - Assessment of Non-Formal Learning" (Richmond (C.-B.): Open Learning Agency, 1988), p. 2.
35. Correspondance et entretiens avec R. Isabelle, directeur exécutif, Service d'assistance technique, Fédération des Cégeps, Montréal.
36. Une bonne partie des observations contenues dans cette section s'inspirent d'entretiens avec P.J. Hector, secrétaire adjoint, British National Council for the Fédération européenne d'associations nationales d'ingénieurs (FEANI), ainsi qu'avec Matthew Cocks, Internal European Policy Division, Department of Trade and Industry, Royaume-Uni; Londres, R.-U., janvier 1989.
37. *Acte unique européen*, 17 février 1986, J.O. Com. eur. (no. L 169) 1 (1987).
38. Voir: *The Single Market: Europe Open for Business* (2e éd.) préparé par le Department of Trade and Industry et le Central Office of Information (Londres: septembre 1988).
39. L'article 52 ne vise pas expressément les professionnels. Il stipule que: "La liberté d'établissement comporte l'accès aux activités non salariées et leur exercice..." On a interprété cette phrase comme englobant toute activité visant à rapporter un revenu. Voir, par exemple, *Jean Reyners c. Belgique*, cause 2/74, [1974] R.C.E. 631.
40. Voir par exemple, *Jean Reyners c. Belgique*, *ibid.*; *Van Binsbergen c. Besturer Von de Bedrijfsvereniging voor de Metalnijverheid*, cause 33/74, [1974] R.C.E. 1299.

41. *Brekmeulen v. Huisarts Registratie Commissie*, cause 246/80, [1982] 1 C.M.L.R. 91; voir aussi *Thieffry c. Conseil de l'Ordre des à la Cour de Paris*, cause 71/76, [1974] E.C.R. 767 où la Cour a statué que le barreau de Paris devait reconnaître l'équivalence de la licence en droit décernée en Belgique.
42. Voir: *The Single Market: Europe Open for Business (The Facts)*, p. 42.
43. Dans l'affaire *Claude Gullerng c. le Conseil de l'Ordre des avocats du barreau de Colmar et le Conseil de l'Ordre des avocats du barreau de Saverne*, cause 292/86, 19 janvier 1988, la Cour de justice a statué à la lumière de l'article 52 que l'établissement d'un avocat sur le territoire d'un autre État membre était subordonné à l'inscription auprès du barreau dans l'État membre si les ressortissants de cet État devaient légalement être inscrits au barreau pour pratiquer le droit. Le demandeur, membre du barreau en République fédérale allemande s'était vu refuser l'admission au barreau de France en raison de son incapacité de remplir les conditions quant à l'honorabilité. C'est pourquoi, en l'absence de règles établies par la Communauté à ce sujet, la Cour a décidé que l'État membre en cause conservait en principe la faculté de réglementer l'exercice de la profession juridique sur son territoire.
44. Les professionnels s'établissent en général seulement dans les endroits où leurs services sont en demande. Les contraintes d'ordre pratique qui président à la recherche d'un emploi ou à l'établissement d'un professionnel non salarié dans un autre pays limitent le nombre de professionnels qui se déplacent au sein de la Communauté européenne, même dans le cas de professions faisant l'objet de directives particulières. Des 600 000 médecins que compte la Communauté, moins de 2 000 franchissent les frontières chaque année. *The Economist*, 11 juin 1988, p. 54.
45. Directive 7533/88
46. On note une exception dans le cas de la profession juridique, où le choix de l'épreuve de compétence ou du stage d'adaptation relève de l'État membre d'accueil et non du professionnel intéressé. Ainsi, si l'État membre d'accueil le décide, un avocat formé dans un autre État membre peut être tenu de suivre un stage d'adaptation d'une durée maximale de trois ans sous la supervision d'un avocat local. Voir: *Europe's Legal Revolution*, Brigid Phillips, dans *Canadian Lawyer*, avril 1989, p. 26.
47. J.C. Levy, "Europe 1992: Engineers and Engineering", rapport préparé pour le compte du Engineering Council, (Londres: décembre 1988), p. 5.
48. Voir le "Fact Sheet" du British National Committee for FEANI, juillet 1989.
49. Trans Regional Academic Mobility and Credential Evaluation, "Statement of the Interim Steering Committee" (Washington, D.C.: TRACE, avril 1988).
50. Canada, *Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis* (ALÉ), article 105 (Ottawa: Approvisionnements et Services Canada, 1988)
51. ALÉ, article 1402
52. Voir Murray G. Smith, "Services" éd. John Crispo, *Free Trade: The Real Story* (Toronto: Gage, 1988), p. 34-53.
53. ALÉ, articles 1401 et 1408 et Annexe 1408.
54. Il semblerait, par exemple, que les maçons, les chimistes, les opérateurs de machines lourdes, les concepteurs industriels, les concepteurs d'intérieur, les architectes-paysagistes, les gérants d'acquisitions, les secrétaires et les techniciens en énergie du bois tombent dans la catégorie des services énumérés à l'annexe 1408. Par ailleurs, bien que seules les professions en question soient expressément énumérées, les "services professionnels" figurent dans la catégorie générale des services énumérés à l'annexe 1408. Toutefois, selon l'article 1408, "services visés" s'entend de "ceux qui sont énumérés dans l'appendice de l'annexe 1408 et qui sont inclus dans l'annexe à titre indicatif" (nous avons mis les mots en italiques).
55. ALÉ, article 1402.3(a). Les conditions prévues à l'article 1402.3(b) et (c) doivent être remplies pour pouvoir justifier un traitement discriminatoire.

56. ALÉ, annexe 1404, partie A.
57. ALÉ, annexe 1404, partie A, article 3.
58. Selon l'article 1506, l'expression s'entend d'un séjour sans intention de s'y établir à titre de résident permanent.
59. À noter que la catégorie des "gens d'affaires en visite" vise les occupations et les professions appartenant aux catégories d'affaires énumérées à l'appendice 1 de l'annexe 1502.1. L'une de ces catégories d'affaires, celle des "services généraux", vise les professionnels qui reçoivent l'autorisation de séjour à condition de ne pas toucher de salaire pour l'activité qu'ils exercent dans la juridiction d'accueil.
60. ALÉ, annexe 1502.1(c)6.

CHAPITRE 6

1. M.T. Kane, "The Validity of Licensure Examinations", *American Psychologist* 37(8) 1982, p. 911-918, G.R. Norman, "Defining Competence : A Methodological Review", in V.R. Neufeld et G.R. Norman (éd.), *Assessing Clinical Competence* (N.Y.: Springer, 1985), p. 15. B. Shimbert, "Testing for Licensure and Certification", *American Psychologist* 36(10), 1981, p. 1138-1146.
2. American Educational Research Association, American Psychological Association et National Council on Measurement in Education, *Standards for Educational and Psychological Testing* (Washington, D.C. : American Psychological Association, 1985), p. 75.
3. *Ibid.*, p. 84.
4. B. Preston et J. Conklin, *Physician Quality of Care Methodologies: Review of the Literature* (Washington, D.C.: Systemetrics/McGraw-Hill), 1987. P. Liu et autre, "Videotape Reliability: A Method of Evaluation of a Clinical Performance Examination", *Journal of Medical Education* 55(8) 1980, p.713-715.
5. V.R. Neufeld, "Written Examinations", in V.R. Neufeld et G.R. Norman (éd.), *Assessing Clinical Competence*, p. 112.
6. L.J. Muzzin et L. Hart, "Oral Examinations", in V.R. Neufeld et G.R. Norman (éd.), *Assessing Clinical Competence*, p.71. V.R. Neufeld, "Written Examinations", p. 102.
7. J.R.Feighner, "Patient Management Problems", in V.R. Neufeld et G.R. Norman (éd.), *Assessing Clinical Competence*, p. 183.
8. D.S. Hill et autre, *Oral Examinations for Licensing or Certification: A Manual for Psychology Boards*, American Association of State Psychology Boards, 1986, p. 2.
9. L.J. Muzzin et L. Hart, "Oral Examinations", p. 71.
10. D.S. Hill et autre, *Oral Examinations for Licensing or Certification*, p. 4.
11. B. Shimberg, "Testing for Licensure and Certification", p. 1138-1146.
12. Ronald A. Berk (éd.), *Performance Assessment Methods and Applications* (Baltimore: John Hopkins University Press, 1986).
13. I.R. Hart, "The 5Ms Approach to Assessing Clinical Competence", in I.R. Hart et R.M.Harden (éd.), *International Conference Proceedings: Further Developments in Assessing Clinical Competence* (Montréal : Can-Heal Publications, 1987), p. 114.
14. Rencontre avec G. Rosen, du Professional Examination Service, 22 mars 1988.
15. American Educational Research Association, *Standards for Educational and Psychological Testing*, p. 84.
16. Rencontre avec L. MacLean, de l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario, 7 avril 1989.
17. Rencontre avec H.P. Edwards, de l'American Association of State Psychology Boards, 30 mai 1988. Voir aussi Shimberg, "Testing for

CHAPITRE 7

1. Le chapitre 3 "Problèmes face aux métiers" traite des exigences relatives à l'évaluation linguistique et fait des recommandations particulières aux métiers.
2. Le terme "test normalisé" s'applique dans ce texte à un test dont l'utilisation est généralisée et qui a été normalisé sur une population importante. Les tests conçus spécialement pour une discipline particulière ne sont pas considérés comme des tests normalisés.
3. J.A. Cardoza (éditeur), *ETS Today* (Princeton, N.J.: Educational Testing Service, 1985).
4. *Ibid.*
5. H.F. Dizney, "Concurrent Validity of the Test of English as a Foreign Language for a Group of Foreign Students at an American University," *Educational and Psychological Measurement* 25(4) (1965), p. 1129-31.
6. W.H. Angoff and A.T. Sharon, "A Comparison of Scores Earned on the Test of English as a Foreign Language by Native American College Students and Foreign Applicants to U.S. Colleges," *TESOL Quarterly* 5(1971), p. 129-36. J.B. Ayers and R.M. Peters, "Predictive Validity of the Test of English as a Foreign Language for Asian Graduate Students in Engineering, Chemistry, or Mathematics," *Educational and Psychological Measurement* 37(1977), p. 461-63. D. Hosley, "Performance Differences of Foreign Students on the TOEFL," *TESOL Quarterly* 12(1978), p. 99-100. D.C. Johnson, "The TOEFL and Domestic Students: Conclusively Inappropriate," *TESOL Quarterly* 11(1977), p. 79-86.
7. Gordon A. Hale, et autres, *Summaries of Studies Involving the Test of English as a Foreign Language, 1963-1982*, TOEFL Research Report no. 16 (1984), ETS.
8. Voir "Re Registration Hearing" en vertu de l'art. 211 de la *Loi sur les sciences de la santé*, X, et le "Comité d'inscription de l'Ordre des infirmières de l'Ontario" du 21 janvier 1988.
9. T.J. Homburg, "TOEFL and GPA: An Analysis of Correlations," *Proceedings of the Third International Conference on Frontiers in Language Proficiency and Domestic Testing* (1979), p. 29-35. K-Y Hwang and H.F. Dizney, "Predictive Validity of the Test of English as a Foreign Language for Chinese Graduate Students at an American University," *Educational and Psychological Measurement* 30(1970), p. 475-77. D.C. Johnson, "The TOEFL and Domestic Students," p. 79-86.
10. Interview avec Barbara Burnaby, de l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario, mars 1989.
11. Voir M. Wesche, et al., *The Ontario Test of English as a Second Language (OTESL): A Report on the Research* (Toronto: ministère de l'Éducation de l'Ontario, 1987). Voir également M. Wesche, "Second Language Testing Performance: The Ontario Test of ESL as an Example," *Language Testing* 4(1) (1987), p. 28-47.
12. M. Wesche, et autres, *Ontario Test of English as a Second Language*.
13. *Ibid.*

CHAPITRE 8

1. *Loi nationale sur la formation*, L.R.C. 1985, c. N-19.
2. Guide de l'emploi de la CEIC (non publié), par. 23.19.
3. Planification de l'emploi - Procédures opérationnelles (non publié), par. 8.15(1).
4. *Loi sur l'immigration*, L.R.C. 1985, c. I-2. Les définitions des diverses catégories d'immigrants figurent dans le chapitre 2 du présent Rapport, "Ontariens formés à l'étranger".
5. Ministère de la Formation professionnelle de l'Ontario, *La création d'un système de formation pour les années 1990: une responsabilité partagée*. (Toronto, Imprimeur de la Reine, février 1989).
6. Monica Boyd, "Migrant Women in Canada: Profiles and Policies" (préparé pour Immigration Canada et Condition féminine Canada, mars 1987), p. 29.
7. Citizenship and language instruction agreement (unpublished), par. 5.1.
8. Les renseignements sur le CLONO et sur les quatre programmes suivants proviennent du *Rapport annuel 1986-1987* du ministère des Affaires civiques (et culturelles) de l'Ontario (Toronto: Imprimeur de la Reine, 1987).
9. Fédération du travail de l'Ontario, "Basic Education for Skills Training (BEST) Project Description" (Toronto: OFL, 1988).
10. Voir le tableau 2.1 au chapitre 2 "Ontariens formés à l'étranger".
11. Les renseignements recueillis dans cette section émanent du ministère des Communautés culturelles et de l'immigration du Québec; ils figuraient dans une brochure intitulée: "L'enseignement du français aux immigrants".
12. Entrevue avec D.J. Corbett, directeur, Alberta Immigration and Settlement, 25 octobre 1988.
13. Extrait d'un résumé des programmes fédéraux et provinciaux de formation linguistique préparé par Condition féminine Canada en juin 1987. Une grande partie des données figurant ici sont inspirées des données communiquées par les coordonnateurs des centres d'évaluation et de coordination situés à Edmonton et à Calgary.
14. Extrait d'un discours prononcé par Norm Kinsella, représentant du gouvernement de la province de l'Alberta, à l'occasion d'une conférence sur les cours d'ALS et de FLS pour adultes, organisée du 13 au 15 juin 1988 à Québec. Ces propos nous ont été cités dans le *TESL Canada Policy and Action Newsletter*, p. 7.
15. Cette section est inspirée en grande partie des notes écrites pour un discours prononcé par D'Arcy Phillips, de la direction de la formation des adultes et de l'éducation permanente et de la direction de l'immigration et de l'établissement du gouvernement du Manitoba, à l'occasion de la conférence de TESL Canada sur les cours d'ALS pour adultes, organisée en juin 1988.
16. *Ibid*
17. Le Groupe d'étude a passé en revue les rapports suivants, et s'inspire des conclusions et constatations qu'ils contiennent pour formuler les critiques mentionnées dans cette section:
 - a. Association of Teachers of English as a Second Language of Canada (TESL Canada), "The Provision of English as a Second Language Training to Adult Newcomers: Six principles Toward a New National Policy" (exposé de principe préparé par le TESL Canada Action Committee en décembre 1981).
 - b. Association of Teachers of English as a Second Language of Ontario (TESL Ontario), "The Teaching of English as a Second Language in Ontario : Current Issues and Problems" (non daté).
 - c. Monica Boyd, "Migrant Women in Canada, Profiles and Policies".

- d. Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada, "Document de travail pour une nouvelle politique globale concernant les cours de langue à l'intention des immigrants" (Ottawa, Approvisionnements et Services Canada, 1983).
 - e. Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada, Direction de l'établissement, "Rapport soumis au Comité permanent sur la main-d'oeuvre, l'emploi et l'immigration" (1988).
 - f. Canada, *Rapport de la Commission sur l'égalité en matière d'emploi* (Juge Rosalie S. Abella, commissaire) (Ottawa, Approvisionnements et Services Canada, 1984).
 - g. Commission canadienne des droits de la personne, *Rapport annuel*, 1986 (Ottawa, Approvisionnements et Services Canada).
 - h. Alma Estable, "Les immigrantes au Canada - faits actuels : document de référence rédigé à l'intention du Conseil consultatif canadien de la situation de la femme, mars 1986).
 - i. Wemona Giles, "Language Rights are Human Rights" (préparé à l'occasion de "Equality in Language and Literacy Training: A Colloquium on Immigrant and Visible Minority Women", novembre 1987).
 - j. National Organization of Immigrant and Visible Minority Women of Canada, "Status Report and Action Plan" (mars 1988).
 - k. Ontario. Ministère de la Formation professionnelle, *La création d'un système de formation pour les années 1990*.
 - l. Settlement Program and Planning Committee, Subcommittee on Language Training, "Consultation Paper on the Delivery of English as a Second Language in Metropolitan Toronto" (Toronto, 1981).
- 18. Canada, *Rapport de la Commission sur l'égalité en matière d'emploi* (Juge Rosalie S. Abella, commissaire) (Ottawa, Approvisionnements et Services Canada, 1984)
 - 19. Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada, Direction de l'établissement, "Rapport soumis au Comité permanent sur la main-d'oeuvre, l'emploi et l'immigration" (1988).
 - 20. Ontario. Ministère de la Formation professionnelle, *La création d'un système de formation*.

CHAPITRE 9

1. P. Hawken, *The Next Economy* (New York: Holt, Rinehart and Winston, 1983).
2. Max Goldens, "Towards Fuller Employment: We Have Been Here Before," *The Economist*, 28 juillet 1984, p. 19, 21.
3. Emploi et Immigration Canada, *Planification de l'emploi* (Ottawa: Emploi et Immigration Canada, 1985), p. 3.
4. Cette information a été communiquée à la session plénière de la conférence d'automne de la National Retail Merchants Association, New York, 11 septembre 1986.
5. Nell P. Eurich, *Corporate Classrooms: The Learning Business* (Lawrenceville, N.J.: Princeton University Press, 1985), p. 7-8.
6. Ministère de la Formation professionnelle de l'Ontario, *Un nouveau champ d'action: Stratégie de formation professionnelle de l'Ontario* (Toronto: Imprimeur de la Reine, 1986).
7. Groupe de recherche sur le marché du travail, *S'adapter au changement - Un aperçu des questions relatives au marché du travail en Ontario, 1988* (Ministère de la Formation professionnelle de l'Ontario, 1988), p. 9.
8. *Ibid.*, p. 36-37.
9. *Ibid.*, p. 32.
10. *Ibid.*, p. 33.
11. *La Planification de l'emploi: Au service des employeurs* (Ottawa: Emploi et Immigration Canada, 1985), p. 6.
12. Conseil des ministres de l'Éducation, Canada, *Le financement de l'enseignement primaire et secondaire du Canada* (Toronto: CMEC, 1986), p. 16.
13. Ministère des Collèges et Universités de l'Ontario, *Tour d'horizon: Guide de l'éducation postsecondaire en Ontario, 1988-1989* (Toronto: Imprimeur de la Reine, 1989).
14. Entretien avec H. Zimmer (20 avril 1988) et S. Holloway (25 avril 1988), Collège George Brown, Toronto; et O. Moran et B. Steadman-Smith (26 avril 1988), Collège Durham, Oshawa.
15. W.M. Brooke et J.F. Morris, *Continuing Education in Canadian Universities: A Summary Report of Policies and Practices — 1985* (Ottawa: Canadian Association for University Continuing Education, 1987), p. 15.
16. *Ibid.*, p. 25. Cette information est basée sur un sondage pancanadien; les données provenant de l'Ontario n'ont pas été traitées séparément.
17. Ryerson Polytechnical Institute, "Action Access Transitional Education Pilot Program in Human Services", proposition non publiée, décembre 1988, p. 10.
18. Passage fondé sur des notes prises au cours d'un entretien avec A. Quaille et A. Thornton, du programme Protect Apprenticeship Training and Quality, dans les bureaux du Syndicat des employés publics de l'Ontario, 26 avril 1988.
19. Entretien avec Diane Schatz, directrice, Toronto Institute of Medical Technology, 5 janvier 1988.
20. Ministère des services d'emploi et de la sécurité économique, *Recognition: Manitoba Work Experience for Professional and Technically Trained Newcomers* (Winnipeg: non daté).
21. Cette catégorisation se retrouve dans P.K. Cross, *Adults as Learners* (San Francisco: Jossey Bass, 1981); Advisory Council for Adult and Continuing Education, *Continuing Education: From Policies to Practice* (Leicester, Angleterre: ACACE, 1982); Étude sur l'éducation permanente, *Rapport: Pour*

adultes seulement (Toronto: Ministère des Collèges et Universités de l'Ontario, 1986).

22. Entretiens avec: J. Scott, agent d'éducation, Ministère de l'Éducation de l'Ontario (31 mai 1988); H. Zimmer, directeur de programme, Women in Trades and Technologies, Collège George Brown, Toronto (20 avril 1988); et J. Gray, gestionnaire de programme, Centre for Advancement in Work and Living, Toronto (5 mai 1988).
23. Mémoire soumis au Groupe d'étude par la Workers' Educational Association of Canada, Toronto, 30 mars 1988.
24. Entretien avec S. Holloway, doyen du département de Technologie, Collège George Brown (25 avril 1988).
25. *Ibid.*
26. Entretien avec J. Scott.
27. Mémoire soumis au Groupe d'étude par W.R. McCutcheon, président, Collège Seneca d'arts appliqués et de technologie, 15 février 1988.
28. Pièce jointe au mémoire soumis par le Rexdale Women's Centre, 9 mai 1988.
29. Ministère des Collèges et Universités, *Tour d'horizon*.

1. Notez par exemple le Task Force on the Use and Provision of Medical Services (Groupe d'étude sur l'utilisation et la fourniture de services médicaux), du Comité ontarien d'enquête sur les produits pharmaceutiques et du Conseil du Premier ministre sur la stratégie en matière de santé.
2. Notez par exemple le rapport intitulé *Physician Manpower in Canada, 1980-2000: A Report of the Federal/Provincial Advisory Committee on Health Manpower*, Octobre 1984.
3. *Loi sur les sciences de la santé*, L.R.O. 1980, chap. 196, tel que modifié.
4. Pour un exposé des mécanismes de contrôle des décisions d'inscription, en général, et dans les professions régies par la *Loi sur les sciences de la santé*, en particulier, consulter le chapitre 11, "Contrôle juridictionnel".
5. Règl. de l'Ont. 448, par. 16(1).
6. Extrait de la brochure sur les conditions d'accès à la profession préparée par l'Ordre des médecins et des chirurgiens de l'Ontario : "Requirements of Licensure for Graduates of Accredited Medical Schools" (p. 21).
7. Règl. de l'Ont. 448, par. 16(1).
8. Règl. de l'Ont. 448, par. 16(2).
9. Règl. de l'Ont. 448, al. 14(1)b).
10. Pour une analyse détaillée des questions relatives au testage de la compétence linguistique, consultez le chapitre 7 intitulé "Testage linguistique".
11. Entrevues avec les médecins formés à l'étranger qui ont soumis leur cause au Groupe d'étude.
12. Règl. de l'Ont. 448, disp. 17(1)b)(iii)A.
13. Réunion avec les membres de la Professional Association of Interns and Residents of Ontario - PAIRO (Association professionnelle des internes et des résidents de l'Ontario), le 21 juin 1988.
14. Statistiques fournies par l'Ordre des médecins et des chirurgiens de l'Ontario.
15. Réunion du Groupe de travail avec les représentants de la PAIRO. Arrêt, *Jamorski et al. v. The Attorney General for the Province of Ontario* (1988), 64 O.R. (2d) 161 (C.A.). Cette affaire a contesté la constitutionnalité de la mise en oeuvre du PPI en vertu de l'article 15 de la *Charte canadienne des droits et libertés*; pour un exposé du cas, voir le chapitre 13 intitulé "Application de la Charte canadienne des droits et libertés".
16. Nous avons été informés que des médecins admis au PPI jusqu'ici ont eu un rendement égal à celui d'étudiants canadiens et, dans certains cas, beaucoup plus élevé. (Correspondance, Dr. J. R. Ross, Programme pré-internat, le 12 décembre 1988.)
17. Ce résumé est un amalgame de sources diverses; parmi celles-ci : des représentants du ministère de la Santé et des experts-conseils des universités incluant ceux dont le point de vue a été présenté dans l'affaire *Jamorski et al. v. The Attorney General for the Province of Ontario* (1988). On a également fait référence à de nombreux magazines et articles de journaux qui se sont penchés sur cette question. Voir par exemple Orland French, "How Many MDs Do We Need?" *Globe and Mail* (5 novembre 1988), p. D5; Caroline Gray, "North in Dire Need of Psychiatrists", *Ontario Medicine* (19 juin 1989), p. 5; et Elaine Carey et Marilyn Dunlop, "Our Ailing Health Care System Needs Cure", *Toronto Star* (27 mars 1988), p. A1.
18. Preuve, *Jamorski et al. v. The Attorney General for the Province of Ontario* (1988).
19. *Loi sur les sciences de la santé*, L.R.O. 1980, chap. 196, modifié.

CHAPITRE 11

1. Ce principe est conforme à la ligne suivie par la Commission royale d'enquête sur les droits civils. *Report of the Royal Commission of Inquiry into Civil Rights* (rapport McRuer) (Toronto: Imprimeur de la Reine, 1968), Vol. 3, p. 1162-63.
2. *Loi sur l'exercice des compétences légales*, L.R.O. 1980, chap. 484.
3. *Loi sur la procédure de révision judiciaire*, L.R.O. 1980, chap. 224, modifiée.
4. Voir par exemple *Re Hughes Boat Works Inc. and International Union, United Automobile, Aerospace, Agricultural and Implement Workers of America (UAW) Local 1620 et al.* (1979), 26 O.R. (2d) 420 à la p. 428 (Cour divisionnaire).
5. *LPRJ*, par. 2(1). Voir aussi *Re Woodglen & Co. Ltd. and City of North York et al.* (1983), 42 O.R. (2d) 385 (Cour divisionnaire).
6. Les tribunaux ont eu du mal à interpréter le paragraphe 2(1). Jugements déclaratoires et injonctions ne sont rendus qu'à l'égard de l'exercice (ou du refus d'exercice) d'une compétence légale. Bien qu'il ne soit pas expressément question de "compétence légale" dans la *LPRJ* à propos du recours en *certiorari* ou en *mandamus*, on peut difficilement conclure de la jurisprudence en la matière que la Cour acceptera de connaître d'une affaire ne portant pas sur l'exercice (ou le refus d'exercice) d'une compétence légale. Cette ambiguïté est d'un intérêt particulier pour notre propos, car les professions qui ne sont pas régies par une loi organique propre n'exercent aucune compétence légale. Les tribunaux pourront donc refuser de connaître des décisions de ces corps professionnels en matière d'inscription.
7. Dans certains cas, les tribunaux ont appliqué la doctrine d'équité aux droits en expectative comme l'autorisation d'exercer. Voir par exemple *T.E. Quinn Truck Lines Limited c. Snow*, [1981] 2 R.C.S. 657; *Re Collins et al. and Pension Commission of Ontario et al.* (1986), 56 O.R. (2d) 274, p. 289 (Cour divisionnaire).
8. *LECL*, L.R.O. 1980, chap. 484.
9. *Ibid.*, par. 6(1), 10, 17.
10. *Loi sur les sciences de la santé*, L.R.O. 1980, chap. 196, modifiée.
11. *Loi sur les denturologues*, L.R.O. 1980, chap. 115, par. 7(1); *Loi sur les pompes funèbres*, L.R.O. 1980, chap. 180, alinéa 2(2)b), par. 9(1).
12. *Loi sur les sciences de la santé*, par. 32(2),(3),(4); 56(2),(3),(4); 79(2),(3),(5); 101(2),(3),(4); 125(2),(3),(4).
13. *Loi de 1984 sur les ingénieurs*, L.O. 1984, chap. 13.
14. *Loi de 1984 sur les architectes*, L.O. 1984, chap. 12, modifiée.
15. *Loi de 1987 sur les arpenteurs-géomètres*, L.O. 1987, chap. 6.
16. *Loi sur les denturologues*, L.R.O. 1980, chap. 115.
17. *Loi sur les pompes funèbres*, L.R.O. 1980, chap. 180, modifiée.
18. *Loi sur l'inscription des courtiers d'assurances*, L.R.O. 1980, chap. 444.
19. *Loi sur les sciences de la santé*, art. 11.
20. *Ibid.*, par. 11(6) et 12(2).
21. *Ibid.*, par. 11(6) et 12(5).
22. *Ibid.* par. 11(6) et 12(7).
23. *Ibid.*, par. 11(6) et 12(4).
24. Comparer par exemple l'audience publique prévue par la *LECL* et l'audience à huis clos prévue par la *Loi sur les sciences de la santé*.
25. *Loi sur le ministère de la Consommation et du Commerce*, L.R.O. 1980, chap. 274, modifiée.
26. *Loi sur le courtage commercial et immobilier*, L.R.O. 1980, chap. 431.
27. *Ibid.*, par. 9(1),(2).

28. *Ministère de la Consommation et du Commerce*, alinéa 10(3)b).
29. *Ibid.*, par. 10(4).
30. *Loi sur l'inscription des courtiers d'assurances*, L.R.O. 1980, chap. 444, par. 13(1),(2); 14(1),(3),(7).
31. Règlement intérieur 53 de l'ICAO.
32. Règlements intérieurs 57, 87, 88 et 90 de l'ICAO.
33. La *Loi de 1987 sur les arpenteurs-géomètres* prévoit un système semblable. Le registraire peut renvoyer les demandes au Comité de vérification des diplômes ou au Comité de vérification de l'expérience, dont la décision a "force exécutoire pour le registraire et pour le demandeur". Le Comité de vérification des diplômes ou de l'expérience n'est pas tenu d'accorder une audience au demandeur (paragraphe 12(5),(6)). Cette loi autorise cependant le candidat qui s'est vu refuser l'autorisation d'exercer à demander à se faire entendre du comité d'inscription; cette disposition ne s'applique pas aux candidats rejetés du fait de retraits antérieurs par le comité de discipline (paragraphe 17(2)). Aucune exception n'est expressément prévue pour les décisions du comité de vérification des diplômes ou de l'expérience, contrairement à la législation applicable aux architectes et aux ingénieurs. Nous estimons qu'en l'occurrence, la loi est ambiguë car on ne sait pas si la force exécutoire prévue au paragraphe 12(5) exclut le contrôle de la part du comité d'inscription.
34. *Loi de 1984 sur les ingénieurs*, par. 19(11); *Loi de 1984 sur les architectes*, par. 25(12); *Loi de 1987 sur les arpenteurs-géomètres*. par. 17(15).
35. *Ibid.*, par. 19(12),(14).
36. Voir par exemple, dans le contexte disciplinaire, les décisions *Re Reddall and the College of Nurses of Ontario* (1983), 42 O.R. (2d) 412 (Ont. C.A.) et *Re Del Core and Ontario College of Pharmacists* (1985), 51 O.R. (2d) 1 (Ont. C.A.).
37. Le rapport du Comité de révision des lois régissant les professions de la santé a recommandé une légère modification des dispositions actuelles en matière d'appel de manière à préciser la nature et l'étendue des pouvoirs que la Cour tient de la *Loi sur les sciences de la santé*, afin de l'investir des pouvoirs à la fois du comité et du conseil. *Strike a New Balance: A Blueprint for the Regulation of Ontario's Health Professions* (Toronto: Imprimeur de la Reine, 1989).
38. *Loi sur les sciences de la santé*, par. 13(2).
39. *Loi sur le ministère de la Consommation et du Commerce*, par. 11(1),(2),(5), et *Loi sur l'inscription des courtiers d'assurances*, par. 21(1),(2).
40. *Loi de 1984 sur les ingénieurs*, par. 19(2),(3); *Loi de 1984 sur les architectes*, par. 25(2),(3); *Loi de 1987 sur les arpenteurs-géomètres*, par. 17(2),(4).
41. *Loi sur l'inscription des psychologues*, L.R.O. 1980, chap. 404, modifiée.
42. *Ibid.*, art. 2(1), 5, 7, 8.
43. *Licenses of Insurance Agents*, R.R.O. 1980, Règl. 528, par. 4(1).
44. *Loi sur les assurances*, L.R.O. 1980, chap. 218, art. 21.
45. *Loi sur les experts-comptables*, L.R.O. 1980, chap. 405, art. 21.
46. *Society of Management Accountants of Ontario Act* (Loi sur la Société des comptables de gestion de l'Ontario), 1941, modifiée, par. 11a(3).
47. *Certified General Accountants Association of Ontario Act* (Loi sur l'Association des comptables généraux agréés de l'Ontario), L.O. 1983, chap. Pr6, par. 8(4).

CHAPITRE 12

1. L.O. 1981, chap. 53, modifié par 1984, chap. 58, art. 39; et 1986, chap. 64, art. 18.
2. *Code*, par. 26(1).
3. *Ibid.*, alinéa 28a).
4. Voir Commission ontarienne des droits de la personne, *Rapport annuel* 1986-87, p. 3.
5. *Ibid.*, p. 9.
6. *Ibid.*
7. *Ibid.*, p. 10-11.
8. L.O. 1986, chap. 64, art. 18.
9. La protection n'est pas la même au regard des motifs de discrimination illicite qu'elle vise. Par exemple, le harcèlement chez soi ou au travail est illégal au titre de 12 motifs de discrimination illicite. Cependant, la question du "casier judiciaire" n'intervient pas dans le harcèlement chez soi, alors que "l'état d'assisté social" ne constitue pas un chef de protection en matière de harcèlement au travail.
10. *Loi constitutionnelle de 1982*, art. 1-34, mise en oeuvre par la *Loi de 1982 sur le Canada* (R.U.), chap. 11, annexe B.
11. S.C. 1976-77, c. 33, modifié.
12. *Code*, art. 46.
13. *Ibid.*, par. 31(1).
14. *Ibid.*, par. 31(2).
15. *Ibid.*, art. 32, 33.
16. CODP, "Human Rights in Employment", mai 1977, par. 10.
17. *Ibid.*
18. *Code*, art. 38.
19. *Ibid.*, art. 36.
20. *Ibid.*, art. 37.
21. "Human Rights in Employment", par. 10; *Code*, art. 40.
22. *Code*, art. 41.
23. S.B.C. 1984, c. 22.
24. (1983) 4 C.H.R.R. D/1432.
25. *Ibid.*, par. 12330-31.
26. *Ishar Singh v. Security Investigation Services Ltd.*, 31 mai 1977 (Commission d'enquête de l'Ontario), non publié; et *Re Commission ontarienne des droits de la personne et al. et Simpsons-Sears Ltd.*, [1985] 2 R.C.S. 536, 23 D.L.R. (4th) 321, aux pages 326, 332 (C.S.C.).
27. Dans le cas même où la condition d'admission elle-même est jugée déraisonnable, dans les circonstances évoquées ci-dessus, il peut être difficile de faire valoir la discrimination fondée sur un motif illicite. On peut en voir l'illustration dans une récente décision, *Victor Romano v. Board of Education for the City of North York and G.L. Zumpano*, (1987), 8 C.H.R.R. D/4347 (Commission d'enquête de l'Ontario), appel rejeté par la Cour divisionnaire, 24 novembre 1988. Le plaignant, Canadien d'origine italienne, s'était vu refuser un poste de conducteur d'autobus scolaire pour cause de connaissance insuffisante de l'anglais. La Commission faisait valoir qu'une bonne connaissance de l'anglais n'était pas un critère établi de bonne foi pour le travail de conducteur d'autobus, que cette exigence avait un effet discriminatoire sur une personne d'origine italienne, et qu'elle constituait ainsi une infraction à l'article 10 du *Code*. La commission d'enquête a conclu que l'exigence d'une bonne connaissance de l'anglais était déraisonnable et n'avait

rien à voir avec les qualifications d'un conducteur d'autobus scolaire, mais que la Commission des droits de la personne n'avait pu prouver que cette exigence avait un effet discriminatoire sur un groupe ethnique. Cette exigence avait un effet tout aussi défavorable sur les personnes nées au Canada et qui savaient à peine lire et écrire, elle ne constituait donc pas une mesure discriminatoire interdite par le *Code* (par. 34100-12).

28. *Code*, par. 10(2).
29. Mémoire soumis au Groupe d'étude par la Commission ontarienne des droits de la personne, 24 mai 1988, p. 14.
30. CODP, *Rapport annuel* 1987-88, p. 7.
31. *Code*, par. 10(2).
32. *Ibid.*
33. Voir *Cindy Cameron v. Nel-Gor Castle Nursing Home et al.* (1984), 5 C.H.R.R., D/2170, par. 18371-87, appel rejeté par la Cour divisionnaire, septembre 1985; demande d'autorisation d'appel en Cour d'appel rejetée, novembre 1985; et *Re Ontario Human Rights Commission et al. and Simpsons-Sears Ltd.*, note 26 *supra*, p. 334-39 (C.S.C., M. le juge McIntyre).
34. Mémoire de la Commission ontarienne des droits de la personne, p. 16-17.
35. *Ibid.*, p. 17-18.
36. Voir par exemple l'affaire *Victor Romano*, note 27 *supra*.
37. Le moyen de défense prévu à l'alinéa 23(1)b) du *Code* serait étendu au nouveau motif illicite de "lieu d'éducation ou de formation".
38. Le paragraphe 23(2) du *Code* s'appliquerait comme à l'heure actuelle au moyen de défense fondé sur l'alinéa 23(1)b).
39. *Code*, alinéa 40(1)b).
40. *Ibid.*, alinéa 40(1)a).

CHAPITRE 13

1. [1987] 3 W.W.R. 577, p. 618 (C.S.C.).
2. *Loi constitutionnelle de 1982*, art. 1-34, promulguée par la *Loi de 1982 sur le Canada* (R.U.). c. 11, Annexe B.
3. *Andrews c. Law Society of British Columbia*, [1989] 1 R.C.S. 143 (C.S.C.).
4. *Ibid.*, p. 174.
5. [1986] 2 R.C.S. 573.
6. (1986), 54 O.R. (2d) 513 (C.A.).
7. Il y a lieu de noter cependant que Justine Blainey n'était pas dénuée de tout recours. La Cour conclut que le paragraphe 19(2) du *Code des droits de la personne* de l'Ontario, qui faisait une exception pour la discrimination sexuelle en matière d'adhésion à une organisation athlétique ou de participation aux activités athlétiques, était lui-même discriminatoire. Elle l'a donc infirmé, ce qui a donné plein effet aux dispositions restantes et permis à Blainey d'obtenir justice.
8. La Cour suprême a accordé l'autorisation d'appel contre les décisions suivantes: *Harrison v. University of British Columbia*, [1988] 2 W.W.R. 688 (B.C.C.A.); *Stoffman v. Vancouver General Hospital*, [1988] 2 W.W.R. 708 (B.C.C.A.); *Douglas/Kwantlen Faculty Association v. Douglas College*, [1988] 2 W.W.R. 718 (B.C.C.A.); et *Re McKinney and Board of Governors of Guelph* (1986), 57 O.R. (2d) 1 (H.C.) confirmé par (1987), 63 O.R. (2d) 1 (C.A.).
9. Voir *Harrison v. UBC*, note 8 *supra*, p. 694; *Stoffman v. Vancouver General Hospital*, note 8 *supra*, p. 711; et *Douglas/Kwantlen Faculty Association v. Douglas College*, note 8 *supra*, p. 722.
10. Voir *Harrison v. UBC*, note 8 *supra*.
11. Note 8 *supra*.
12. *Ibid.*, p. 14.
13. Voir par exemple *Re Ontario English Catholic Teachers Association and Essex County Roman Catholic School Board* (1987), 58 O.R. (2d) 545 (Div. Ct.); *Re Lavigne and Ontario Public Service Employees Union* (1989), 69 O.R. (2d) 536 (Ont. C.A.), autorisation d'appel à la Cour suprême du Canada accordée le 8 juin 1988; et *Re Klein and the Law Society of Upper Canada* (1985), 16 D.L.R. (4th) 489 (Ont. Div. Ct.).
14. *Re Klein*, note 13 *supra*.
15. *Loi sur la Société du barreau*, L.R.O. 1980, chap. 233, modifiée.
16. Note 13 *supra*, p. 528-29.
17. *Re Lavigne*, note 13 *supra*.
18. *Re McKinney*, note 8 *supra*, p. 23-24.
19. *Loi sur la négociation collective dans les collèges d'arts appliqués et de technologie*, L.R.O. 1980, chap. 74.
20. *Re Lavigne*, note 13 *supra*, p. 552 et 556-57.
21. Voir *Re Ontario English Catholic Teachers Association and Essex County Roman Catholic School Board*, note 13 *supra*.
22. *Re Tomen et al. and Federation of Women Teachers' Association of Ontario et al.*, (1987), 61 O.R. (2d) 489, p. 506 (H.C.).
23. *Loi sur les sciences de la santé*, L.R.O. 1980, chap. 196.
24. *Loi de 1984 sur les architectes*, L.O. 1984, chap. 12.
25. *Loi de 1984 sur les ingénieurs*, L.O. 1984, chap. 13.
26. *Loi de 1987 sur les arpenteurs-géomètres*, L.O. 1987, chap. 6.
27. Voir par exemple la *Loi sur les assurances* et les professions à titre réservé régies par la *Loi sur les praticiens ne prescrivant pas de médicaments*.
28. *Loi sur l'exercice des compétences légales*, L.R.O. 1980, chap. 484.

29. Voir P. Hogg, *Constitutional Law of Canada* (2d ed.) (Toronto: Carswell, 1985), p. 671.
30. Note 8 *supra*.
31. Voir par exemple *Procureur général du Québec c. Quebec Association of Protestant School Boards et al.*, [1984] 2 R.C.S. 66.
32. *Mills c. La Reine*, [1986] R.C.S. 863.
33. *R. v. Morgentaler et al.* (1984), 41 C.R. (3d) 262, p. 272.
34. Voir par exemple *Law v. Solicitor General of Canada* (1984), 57 N.R. 45, p. 47-48 (Commission d'appel de l'immigration); *Moore v. B.C. Government*, [1988] 3 W.W.R. 289, p. 298-300 (Labour Arbitration Board); et *Cuddy Chicks Ltd. v. Ontario Labour Relations Board and United Food and Commercial Workers International Union* (1988), 66 O.R. (2d) 284, p. 289 (Div. Ct.).
35. *Douglas College*, note 8 *supra*, p. 726.
36. *Re Klein*, note 13 *supra*, p. 528.
37. Voir par exemple *Francen v. City of Winnipeg*, [1986] 4 W.W.R. 193 (Man. C.A.).
38. Voir par exemple *Dent v. West Virginia* 129 U.S. 114 (1889).
39. Note 1 *supra*.
40. *Ibid.*, p. 618.
41. C.S.C. 20 avril 1989 (non publié).
42. *Ibid.*, p. 26.
43. *R. v. Wigglesworth*, [1987] 2 R.C.S. 541.
44. *Ibid.*, p. 560-62.
45. *R. v. Morgentaler*, [1988] 1 R.C.S. 30.
46. *Ibid.*, p. 166.
47. *R. v. Robson* (1985), 45 C.R. (3d) 68.
48. Voir aussi *Hundal v. Superintendent of Motor Vehicles* (1985), 64 B.C.L.R. 273.
49. *R. v. Neale* (1986), 46 Alta. L. R. (2d) 225, p. 232.
50. *Branigan v. Yukon Medical Council* (1986), 1 B.C.L.R. (2d) 350 (Y.T.S.C.).
51. *Ibid.*, p. 360-61.
52. *Re Feldman and the Law Society of Upper Canada*, Cour divisionnaire de l'Ontario, 9 décembre 1987 (non publié).
53. *Medical Services Act*, R.S.B.C. 1979, c. 255.
54. *Wilson et al. v. The Medical Services Commission of British Columbia* (1988), 30 B.C.L.R. (2d) 1 (C.A.). Demande d'autorisation d'appel à la C.S.C. rejetée le 3 novembre 1988.
55. N.S.C.A., 22 mars 1989 (non publié).
56. *Ibid.*, p. 26.
57. Voir par exemple *Francen v. City of Winnipeg*, note 37 *supra*; *Gershman Produce Company v. Motor Transport Board* (1986), 17 C.R.R. 132; *Re Abbotsford Taxi* (1986), 23 D.L.R. (4th) 365; et *The Queen v. Miles of Music Ltd. and Roch*, Cour d'appel de l'Ontario, 16 mars 1989, p. 15 (non publié).
58. *Francen v. City of Winnipeg*, *ibid.*, p. 203.
59. *Gershman Produce Co. v. Motor Transport Board*, note 57 *supra*.
60. [1985] 2 R.C.S. 486.
61. *Ibid.*, p. 494.
62. [1985] 1 R.C.S. 177.
63. *Ibid.*, p. 213-14.
64. S.Y.T. 1979 (2d), c. 12.
65. *Branigan v. Yukon Medical Council*, note 50 *supra*, p. 362.
66. *Wilson v. The Medical Services Commission of British Columbia*, note 54 *supra*, p. 34-35.
67. *Ibid.*, p. 36.
68. *Re Khaliq-Kareemi*, note 55 *supra*, p. 26-42.
69. *Dent v. West Virginia*, note 38 *supra*, p. 122.

70. 413 U.S. 717 (1973).
71. *Foley v. Connelie*, 435 U.S. 291 (1978).
72. *Ambach v. Norwick*, 441 U.S. 68 (1979).
73. *Law Students Civil Rights Research Council v. Wamond*, 401 U.S. 154 (1971).
74. *Konigsberg v. State Bar Of California*, 353 U.S. 252 (1957).
75. *Schware v. Board of Bar Examiners of New Mexico*, 353 U.S. 232 (1957).
76. Voir par exemple "Criminal Record as Affecting Applicants's Moral Character for Purposes of Admission to the Bar" 88 A.L.R.3d.
77. Voir "Validity, Construction and Application of Enactment, Implementation, or Repeal of Formal Educational Requirements for Admission to the Bar," 44 A.L.R.4th 910.
78. Voir par exemple *Application of Urie*, 617 P.2d 505 (1980); *Re Application of Hansen*, 275 N.W.2d 790 (1978); *Lombardi v. Tauro*, 470 F.2d 798 (1972 1st Cir.); *Graves v. Minnesota*, 272 U.S. 425 (1926); *Hacklin v. Lockwood*, 361 F.2d 499, appel rejeté 389 U.S. 143 (1967).
79. Voir par exemple *Draganosky v. Minnesota Board of Psychology*, 367 N.W.2d 521 (1985); *Szabo v. Board of Osteopathic Examiners*, 181 Cal. Rptr. 473 (1982); *Mann v. Board of Medical Examiners*, 187 P.2d 1 (1947); *Lay v. State Board of Osteopathic Examiners*, 3 Cal. Rptr. 727 (1960); et *Savelli v. Board of Medical Examiners*, Cal. Rptr. 171 (1964).
80. *Application of Anderson*, 377 So.2d 1185 (1980).
81. Voir aussi *Application of Faylona*, 381 So.2d 1203 (1980), décision par laquelle un demandeur philippin s'est vu accorder une dispense.
82. 433 So.2d 969 (1983).
83. *Re Application of Adams*, 700 P.2d 194 (1985).
84. *Pascual v. State Board of Law*, 435 N.Y.S.2d 387 (1981).
85. Voir aussi *Sodha v. New York State Board of Law Examiners*, 431 N.Y.S.2d 885 (1980).
86. *Andrews v. Law Society of British Columbia*, note 3 *supra*, p. 156.
87. *Loi de 1989 modifiant la Loi sur la Société du barreau*, L.O. 1989, chap. 14.
88. *Re Jamorski et al. and Attorney General for the Province of Ontario* (1988), 64 O.R. (2d) 161 (C.A.).
89. *Ibid.*, p. 167.
90. *Ibid.*, p.168.
91. Note 3 *supra*, p. 168.
92. *R. c. Oates*, [1986] 1 R.C.S. 103; *Edwards Books & Arts Ltd. et al. c. La Reine*, [1986] 2 R.C.S. 713.
93. *Andrews c. Law Society of B.C.*, note 3 *supra*, p. 153-57.
94. *Renvoi relatif au paragraphe 94(2)*, note 60 *supra*, p. 518.
95. *Branigan c. Yukon Medical Council*, note 50 *supra*, p. 363-64.

Bibliographie sommaire

- Advisory Council of Adult and Continuing Education. *Continuing Education: From Policies to Practice*. Leicester, England: ACACE, 1982.
- American Association of State Psychology Boards. "Information for Candidates: Examination for Professional Practice in Psychology." Montgomery, AL: the Association, 1988.
- American Council on Education. *Guide to Evaluation of Educational Experiences in the Armed Forces*. Washington, D.C.: the Council, 1976.
- American Educational Research Association, American Psychological Association, and National Council on Measurement in Education. *Standards for Educational and Psychological Testing*. Washington, D.C.: American Psychological Association, 1985.
- Association of Teachers of English as a Second Language of Canada. "The Provision of English as a Second Language Training to Adult Newcomers: Six Principles Toward a National Policy." Position paper. Toronto: TESL Canada Action Committee, Décembre 1981.
- Association of Teachers of English as a Second Language of Ontario. "The Teaching of English as a Second Language in Ontario: Current Issues and Problems." Toronto: TESL Ontario, sans date.
- Augoff, W.H., et A.T. Sharon. "A Comparison of Scores Earned on the Test of English as a Second Language by Native American College Students and Foreign Applicants to U.S. Colleges. *TESOL Quarterly* 5 (1971): 129-36.
- Australia. National Population Council. *Recognition of Overseas Qualifications and Skills*. Canberra, A.C.T., Australia: the Council, Décembre 1988.
- Ayers, J.B., et R.M. Peters. "Predictive Validity of the Test of English as a Foreign Language for Asian Graduate Students in Engineering, Chemistry, or Mathematics." *Educational and Psychological Measurement* 37 (1977): 461-63.

- Baker, Jeanette. "Credit for Prior Learning from a Canadian Perspective." Toronto: York University Educational Development Office, Mai 1984.
- Berk, Ronald A., éditeur. *Performance Assessment Methods and Applications*. Baltimore: Johns Hopkins University Press, 1986.
- Boyd, Monica. "Migrant Women in Canada: Profiles and Policies." Document destiné à Emploi et Immigration Canada et à Condition féminine Canada. Ottawa: Mars 1987.
- British National Committee for FEAN. "Fact Sheet." London: the Committee, Juillet 1989.
- Brooke, W.N., et J.F. Morris. *Continuing Education in Canadian Universities; A Summary Report of Policies and Practices — 1985*. Ottawa: Canadian Association for University Continuing Education, 1987.
- Burnet, Jean. "Living in a Multicultural Society." Projet de communication pour "The Refugee Crisis: British and Canadian Responses" (symposium international). Oxford: Oxford University, Janvier 1989.
- Canada. *Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis*. Ottawa: Approvisionnement et Services Canada, 1988.
- . Commission de l'emploi et de l'immigration. Direction de l'établissement. "Rapport soumis au Comité permanent sur la main-d'oeuvre, l'emploi et l'immigration." Ottawa: la Commission, 1988.
- . Commission de l'emploi et de l'immigration. "Document de travail pour une nouvelle politique globale concernant les cours de langue à l'intention des immigrants" Ottawa: la Commission, 1983.
- . *Égalité et emploi: Rapport de la Commission sur l'égalité en matière d'emploi*. Ottawa: Approvisionnement et Services Canada, 1984.
- . Emploi et Immigration Canada. *Intégration professionnelle: Alternance travail-études: Guide des auteurs de demande*. Ottawa: Approvisionnement et Services Canada, 1985.
- . Emploi et Immigration Canada. *Planification de l'emploi*. Ottawa: Employment and Immigration Canada, 1985.

- . Emploi et Immigration Canada. *Rapport annuel*, 1987-88. Ottawa: 1988.
- . Emploi et Immigration Canada. *Tableau d'Ellis (comparatif) des programmes de formation des apprentis*. Ottawa: Comité de coordination du Programme des normes interprovinciales, 1985.
- . *Rapport de la Commission royale sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada*, Vol. 2. Ottawa: Approvisionnement et Services Canada, 1985.
- . Santé et Bien-être Canada (compilé par Roderic Beaujot). *The Relative Economic Situations of Immigrants in Canada*. Ottawa: Octobre 1986.
- Cardoza, J.A., éditeur. *ETS Today*. Princeton, N.J.: Educational Testing Service, 1985.
- Carey, Elaine, et Marilyn Dunlop. "Our Ailing Health Care System Needs Cure." *Toronto Star*, Mars 27, 1988, A1.
- Comité consultatif fédéral-provincial sur la main-d'oeuvre sanitaire. *La main-d'oeuvre médicale au Canada, 1980-2000: Rapport du Comité consultatif fédéral-provincial sur la main-d'oeuvre médicale*. Octobre 1984.
- Commission ontarienne des droits de la personne. "Human Rights in Employment." Toronto: la Commission, Mai 1977.
- . *Rapport annuel*, 1986. Ottawa: Approvisionnement et Services Canada.
- . *Rapport annuel*, 1986-87. Toronto: la Commission.
- Conseil des ministres de l'Éducation, Canada. *Le financement de l'éducation élémentaire et secondaire au Canada*. Toronto: le Conseil, 1986.
- Council for Adult and Experiential Learning. *Opportunities for College Credits: A CAEL Guide to Colleges and Universities*. Columbia, Md.: CAEL, 1986.

- Council for National Academic Awards. *Regulations for Students Registered Centrally with the CAT Scheme*. London: the Council, 1987.
- Cross, P.K. *Adults as Learners*. San Francisco: Josey Bass, 1981.
- Dizney, H.F. "Concurrent Validity of the Test of English as a Foreign Language for a Group of Foreign Students at an American University." *Educational and Psychological Measurement* 25:4 (1965): 1129-31.
- Estable, Alma. "Immigrant Women in Canada — Current Issues." Document compilé pour le Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme. Ottawa: Mars 1986.
- Eurich, Nell P. *Corporate Classrooms: The Learning Business*. Lawrenceville, N.J.: Princeton University Press, 1985.
- Evans, Norman. *Assessing Experiential Learning: A Review of Progress and Practice*. London: Longman, 1987.
- Fédération du travail de l'Ontario. "Basic Education for Skills Training (BEST) Project Description." Toronto: la Fédération, sans date.
- Feightner, J.R. "Patient Management Problems." In *Assessing Clinical Competence*, édité par V.R. Neufeld and G.R. Norman. New York: Springer, 1985.
- French, Orland. "How Many MDs Do We Need?" *The Globe and Mail*, 5 novembre 1988, D5.
- Giles, Wenona. "Language Rights and Human Rights." Communication destinée à Equality in Language and Literacy Training: A Colloquium on Immigrant and Visible Minority Women. Novembre 1987.
- Goldens, Max. "Towards Fuller Employment: We Have Been Here Before." *The Economist*, Juillet 28, 1984, 19, 21.
- Gray, Caroline. "North in Dire Need of Psychiatrists." *Ontario Medicine*. June 19, 1989, 5.

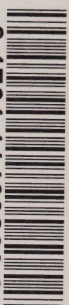
- Groupe de recherche sur le marché du travail. *S'adapter au changement — Un aperçu des questions relatives au marché du travail en Ontario*, 1988. Toronto: Ministère de la Formation professionnelle de l'Ontario, 1988.
- Hale, Gordon A., et al. *Summaries of Studies Involving the Test of English as a Foreign Language, 1963-1982*. TOEFL Research Report no. 16. Princeton, N.J.: Educational Testing Service, 1984.
- Hart, I.R. "The 5Ms Approach to Assessing Clinical Competence." In *International Conference Proceedings: Further Developments in Assessing Clinical Competence*, édité par I.R. Hart and R.M. Harden. Montreal: Can-Heal Publications, 1987.
- Hawken, P. *The Next Economy*. New York: Holt, Rinehart and Winston, 1983.
- Homburg, T.J. "TOEFL and GPA: An Analysis of Correlations." *Proceedings of the Third International Conference on Frontiers in Language Proficiency and Domestic Testing* (1979).
- Hosley, D. "Performance Differences of Foreign Students on the TOEFL." *TESOL Quarterly* 12 (1978): 99-100.
- Hwang, K-Y, et H.F. Dizney. "Predictive Validity of the Test of English as a Foreign Language for Chinese Graduate Students at an American University." *Educational and Psychological Measurement* 30 (1970): 475-77.
- Johnson, D.C. "The TOEFL and Domestic Students: Conclusively Inappropriate." *TESOL Quarterly* 11 (1970): 79-86.
- Kalbach, Warren E. "Guess Who's Coming to Canada Now." *TESL Talk* 10(3) (Summer 1979): 17.
- Kane, M.T. "The Validity of Licensure Examinations." *American Psychologist* 37(8) (1982): 911-18.
- Lamdin, Lois. "CLEO: A Regional Consortial Assessment Model." *New Directions for Experiential Learning* 14 (1981): 135.

- Levy, J.C. "Europe 1992: Engineers and Engineering." Rapport destiné à l'Engineering Council. London: Décembre 1988.
- Lillemor, Kim. "Widened Admission to Higher Education in Sweden (the 25/5 scheme)." *European Journal of Education* 14:2 (1979): 1983.
- Liu, P., et al. "Videotape Reliability: A Method of Evaluation of a Clinical Performance Examination." *Journal of Medical Education* 1980 55(8): 713-15.
- Manitoba, Ministère des services d'emploi et de la sécurité économique. *Recognition: Manitoba Work Experience for Professional and Technically Trained Newcomers*. Winnipeg: sans date.
- Matusak, Lorraine, R. "What Next?" *New Directions for Experiential Learning* 19 (1983): 46.
- Muzzin, L.J., and L. Hart. "Oral Examinations." In *Assessing Clinical Competence*, edited by V.R. Neufeld and G.R. Norman. New York: Springer, 1985.
- National Organization of Immigrant and Visible Minority Women of Canada. "Status Report and Action Plan." Mars 1988.
- Neufeld, V.R. "Written Examinations." In *Assessing Clinical Competence*, édité par V.R. Neufeld et G.R. Norman. New York: Springer, 1985.
- Neufeld, V.R., et G.R. Norman, éditeurs. *Assessing Clinical Competence*. New York: Springer, 1985.
- Norman, G.R. "Defining Competence: A Methodological Review." In *Assessing Clinical Competence*, édité par V.R. Neufeld et G.R. Norman. New York: Springer, 1985.
- Ontario. Comité de révision des lois régissant les professions de la santé. *Striking a New Balance: A Blueprint for the Regulation of Ontario's Health Professions*. Toronto: 1989.
- . *Concurrencer dans la nouvelle économie globale* (Rapport du Conseil du Premier ministre, Vol. 1). Toronto: Imprimeur de la Reine, 1988.

- . Ministère des Affaires civiques de l'Ontario. "Base de données technoculturelles, Statistiques sur l'immigration" (1985, 1986). Toronto: le Ministère, 1987, 1988.
- . Ministère des Affaires civiques de l'Ontario. *Nouvelles orientations* (Hiver 1989).
- . Ministère des Affaires civiques de l'Ontario. *Rapport annuel*, 1986-87. Toronto: Imprimeur de la Reine, 1987.
- . Ministère des Collèges and Universités de l'Ontario. *Apprenticeship Programs in Ontario: Regulated and Non-Regulated Administration Methods and Selection Criteria*. Toronto: Imprimeur de la Reine, 1983.
- . Ministère des Collèges and Universités de l'Ontario. *Tour d'horizon: Guide lde l'éducation postsecondaire en Ontario*, 1988-89. Toronto: Imprimeur de la Reine, 1989.
- . Ministère des Collèges and Universités de l'Ontario. *Training for Ontario's Future* (Rapport du Groupe d'étude sur la formation industrielle). Toronto: 1973.
- . Ministère de la Formation professionnelle de l'Ontario, Groupe de recherche sur le marché du travail. *S'adapter au changement — Un aperçu des questions relatives au marché du travail en Ontario*, 1988. Toronto: 1988.
- . Ministère de la Formation professionnelle de l'Ontario. *La création d'un système de formation pour les années 1990: une responsabilité partagée*. Toronto: Imprimeur de la Reine, 1989.
- . Ministère de la Formation professionnelle de l'Ontario. "Overview of the Findings of the Survey: Participation of Visible Minorities in Employer-Based Training." Toronto: le Ministère, 1989.
- . Ministère de la Formation professionnelle de l'Ontario. "Proposition de création d'une allocation de formation du Canada" Toronto: le Ministère, 1987.
- . Ministère de la Formation professionnelle de l'Ontario. *Un nouveau champ d'action: Stratégie de formation professionnelle de l'Ontario*. Toronto: Imprimeur de la Reine, 1986.

- . Ministère du Procureur général. *Report of the Professional Organizations Committee*. Toronto: le Ministère, 1980.
- . Ministère du Travail de l'Ontario, Commission de la main-d'oeuvre. *Labour Market Outlook for Ontario, 1984-88*. Toronto: 1984.
- . *Report of the Committee on the Healing Arts*. Toronto: Imprimeur de la Reine, 1970.
- . *Report of the Royal Commission Inquiry into Civil Rights*, Vol. 3. Toronto: Imprimeur de la Reine, 1968.
- . *Report of the Select Committee on Manpower Training*. Toronto: Assemblée législative de l'Ontario, 1963.
- Open Learning Agency. "B.C. Credit Bank Statement of Principles — Assessment of Non-Formal Learning." Richmond, B.C.: l'Agency, 1988.
- Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario. *Practice of Medicine in Ontario*. Brochure. Toronto: l'Ordre, sans date.
- Phillips, Brigid. "Europe's Legal Revolution." *Canadian Lawyer*, Avril 1989, 26.
- Preston, B., et J. Conklin. *Physician Quality of Care Methodologies: Review of the Literature*. Washington, D.C.: Systemetrics/McGraw-Hill, 1987.
- Programs on Noncollegiate Sponsored Instruction. *Guide to Educational Programs in Noncollegiate Organizations*. Albany, N.Y.: 1978.
- Ryerson Polytechnical Institute. "Action Access Transitional Education Pilot Programs in Human Services" (proposition non publiée). Toronto: Ryerson Polytechnical Institute, December 1988.
- Settlement Program and Planning Committee, Subcommittee on Language Training. "Consultation Paper on the Delivery of English as a Second Language in Metropolitan Toronto." Toronto: 1981.
- Shimberg, B. "Testing for Licensure and Certification." *American Psychologist* 1981 36(10): 1138-46.

- Simosco, Susan (Associates). "Cumulative Certificates in Vocational Education in England and Scotland." Manuscrit non publié. Sheffield, R.-U.: 1988.
- Smith, Murray G. "Services." In *Free Trade: The Real Story*. Toronto: Gage, 1988.
- Spille, Henry. "Credit for Learning Gained in Military Service of Employment." *New Directions for Experiential Learning* 7 (1980): 26.
- Spille, Henry, et al. "Assuring High Standards, Quality Control, and Consistency." *New Directions for Experiential Learning* 7 (1980): 9.
- Thomas, Alan M. "Educational Equivalents: New Policies for Learning." Manuscrit non publié, destiné à la Canadian Association for the Study of Adult Education. Calgary: Mai 1988.
- Trans Regional Academic Mobility and Credential Evaluation. "Statement of the Interim Steering Committee." Washington, D.C.: TRACE, April 1988.
- Trebilcock, Michael J., Gordon Kaiser, et J. Robert S. Prichard. "Interprovincial Restrictions on the Mobility of Resources: Goods, Capital and Labour." In *Intergovernmental Relations: Issues and Alternatives*, édité par le Conseil économique de l'Ontario. Toronto: le Conseil, 1977.
- U.K. Department of Trade and Industry, and the Central Office of Information. *The Single Market: Europe Open for Business*. London: September 1988 (2d edition).
- Wesche, M. "Second Language Testing Performance: The Ontario Test of ESL as an Example." *Language Testing* 4:1 (1987): 28-47.
- Wesche, M., et al. *The Ontario Test of English as a Second Language (OTESL): A Report on the Research*. Toronto: Ministère de l'Éducation de l'Ontario, 1977.



3 1761 11469803 8